Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# REGLEMENT BUDGETAIRE

# ET FINANCIER DE LA VILLE DE GRASSE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## PREAMBULE

L'exercice du droit d'option à l'instruction budgétaire et comptable M57 est précisé par le Décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015, portant application du III de l'article 106 de la loi du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, qui établit dans son article 1 que :

« Par délibération des assemblées délibérantes et après consultation du comptable public compétent, les collectivités territoriales peuvent adopter le cadre budgétaire et comptable défini aux articles L.5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L.5217-12-5 du même code. Le choix d'opter pour ce cadre budgétaire et comptable est définitif et celui-ci entre en vigueur au début de l'exercice budgétaire déterminé par la délibération ».

Par conséquent, l'article L.5217-10-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose aux Métropoles et aux collectivités ayant exercé leur droit d'option au passage à l'instruction budgétaire et comptable M57, d'établir, avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée délibérante, un règlement budgétaire et financier. Cet article édicte ainsi que :

« Avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit son renouvellement, le Conseil Municipal établit son règlement budgétaire et financier ».

Ce présent règlement budgétaire et financier s'inscrit dans cette obligation légale et a pour objectif de préciser certaines règles budgétaires et financières applicables à la Ville de Grasse, afin de compléter les règles posées par les textes règlementaires applicables aux collectivités territoriales et plus particulièrement à l'instruction budgétaire et comptable M57.

De plus, il permet de regrouper dans un document unique les principales règles qui s'appliquent à l'ensemble des acteurs intervenant dans le cycle budgétaire. En revanche, il ne s'apparente pas à un guide des procédures qui poursuit un objectif plus opérationnel, mais il en constitue la base de référence.

Annexe à la délibération n° 2026-32 du 28 avril 2026

Il est valable pour la durée de la mandature, jusqu'au prochain renouvellement du Conseil Municipal, mais il pourra être révisé à tout moment en fonction de l'évolution du cadre législatif et réglementaire et des nécessaires adaptations des méthodes de gestion.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire

1 LE CADRE BUDGÉTAIRE ..... 4
1.1 LES GRANDS PRINCIPES ..... 4
1.2 PRÉSENTATION DU BUDGET ..... 5
1.3 LES DIFFÉRENTES ÉTAPES BUDGÉTAIRES ..... 7
1.4 LE VOTE, LA TRANSMISSION ET LA PUBLICATION DU BUDGET ..... 9
2 LA GESTION DES CRÉDITS ..... 11
2.1 LA GESTION DES CRÉDITS DE PAIEMENT ..... 11
2.2 L'ENGAGEMENT ..... 11
3 L'EXECUTION DES DEPENSES ..... 12
3.1 LA LIQUIDATION DES FACTURES ..... 12
3.2 LE MANDATEMENT ..... 13
4 L'EXECUTION DES RECETTES ..... 15
4.1 LE RECOUVREMENT DES PRODUITS SE RÉPARTIT ENTRE L'ORDONNATEUR ET LE COMPTABLE PUBLIC. ..... 15
4.2 LES CATÉGORIES DE TITRES DE RECETTES ..... 15
4.3 LA PRESCRIPTION DES RECETTES ..... 16
4.4 LES ÉCRITURES DE RÉGULARISATION ..... 17
4.5 L'ADMISSION EN NON-VALEUR ..... 17
4.6 LES REMISES GRACIEUSES ..... 17
4.7 LA FISCALITÉ ..... 17
5 LA CLOTURE COMPTABLE ..... 17
5.1 LES REPORTS ET LES RESTES À RÉALISER ..... 17
5.2 LA PROCÉDURE DE RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS ..... 17
5.3 LES DOCUMENTS COMPTABLES RESTITUANT L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ..... 18
5.4 LES CONDITIONS D'EXÉCUTION DU BUDGET AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF ..... 19
6 LA GESTION DE LA PLURIANNUALITÉ ..... 20
7 FONGIBILITÉ DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EN COURS D'EXERCICE ..... 23
7.1 EN INVESTISSEMENT (BUDGET PRINCIPAL) : ..... 23
7.2 EN FONCTIONNEMENT (BUDGET PRINCIPAL) : ..... 23
8 LES AMORTISSEMENTS, LES PROVISIONS ET LES SUBVENTIONS TRANSFERABLES ..... 23
8.1 L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS ..... 23
8.2 LES PROVISIONS ..... 25
8.3 LES SUBVENTIONS TRANSFÉRABLES ..... 26
9 LA GESTION DE LA DETTE ..... 26
10 GLOSSAIRE ..... 29

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# 1 LE CADRE BUDGÉTAIRE

## 1.1 Les grands principes

### 1.1.1 Le principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable

**L'ordonnateur** : Monsieur le Maire tient la comptabilité des droits constatés (mandats de paiement et titres de recettes) ainsi que la comptabilité des dépenses engagées.

**Le comptable** : Monsieur le Comptable Public contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement. Il est chargé d'exécuter le recouvrement des recettes ainsi que le paiement des dépenses de la collectivité, dans la limite des crédits régulièrement ouverts par le Conseil Municipal. Depuis l'ordonnance du 23 mars 2022, la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public a été supprimée. L'ordonnance met en place un régime juridictionnel unifié de responsabilité des gestionnaires publics, qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable. Cette réforme est entrée en vigueur au 1er janvier 2023.

Les fonctions d'ordonnateur et de comptable sont incompatibles (article 9 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) et chacun d'eux doit tenir une comptabilité lui permettant de décrire et de contrôler les différentes phases des opérations.

**Dérogations** : Le principe de séparation connaît un aménagement avec les régies d'avances et de recettes.

Si, conformément à la réglementation, les comptables sont seuls qualifiés pour manier les fonds publics des collectivités territoriales, il est toutefois admis que des opérations peuvent être confiées à des régisseurs qui agissent pour le compte du comptable.

Le régisseur les effectue sous sa responsabilité personnelle : il est redevable sur ses deniers propres en cas d'erreur. Il est soumis aux contrôles de l'ordonnateur et du comptable.

Le régisseur est nommé par l'ordonnateur sur avis conforme du comptable de la collectivité ; il est le plus souvent agent de la collectivité.

Il existe 3 sortes de régies :
- Les régies de recettes : elles facilitent l'encaissement des recettes et l'accès des usagers à un service de proximité ;

- Les régies d'avances : elles permettent le paiement immédiat de la dépense publique, dès le service fait, pour des opérations simples et récurrentes ;

- Les régies d'avance et de recettes : elles conjuguent les deux aspects précédents.

L'organisation et le fonctionnement de ces régies sont prévus par décret n° 1246 du 7 novembre 2012 et l'instruction codificatrice interministérielle n° 06- 031-A-B-M du 21 avril 2006.

### 1.1.2 Le principe de l'universalité

Le budget décrit l'intégralité des recettes et des dépenses sans contraction ou affectation possible des recettes et des dépenses.

**Dérogations** :

- Les recettes affectées à une dépense particulière, conformément à des textes législatifs ou réglementaires ;
- Les subventions d'investissement perçues affectées au financement d'un équipement ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Les dépenses et recettes qui financent une opération pour compte de tiers.

### 1.1.3 Le principe de l'unité

L'ensemble des dépenses et recettes de la Ville de Grasse doivent figurer dans un document unique.
Néanmoins, cette règle comporte deux exceptions :

✓Le budget primitif peut être modifié au cours de l'exercice par d'autres décisions budgétaires (BS, BM) ;
✓Le budget principal peut être assorti de budgets annexes.

Il en est ainsi pour la Ville de Grasse dont le budget comporte, à la date du présent règlement, deux budgets annexes le « Service Extérieur des Pompes Funèbres » et le « Crématorium ».

D'autres services peuvent également faire l'objet de régie dotée de la seule autonomie financière mais dépourvus de personnalité morale et dont l'activité tend à produire des biens ou rendre des services donnant lieu à paiement.

### 1.1.4 Le principe de sincérité et d'équilibre

Le budget doit être voté en équilibre réel, ce qui exige trois conditions (article L1612-4 du CGCT) :

L'évaluation sincère des dépenses et des recettes ;

Les sections d'investissement et de fonctionnement votées respectivement en équilibre ;

Le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de celle-ci, à l'exclusion du produit des emprunts, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

### 1.1.5 Les grands principes comptables

Les principes comptables qui garantissent la production de comptes annuels fiables sont :

- **La régularité** :

Conformité aux lois et aux règlements en vigueur des opérations financières conduisant aux enregistrements comptables.

- **La sincérité** :

Comptabilisation des dépenses et des recettes en fonction des éléments d'information disponibles à un moment donné.

- **L'exhaustivité** :

Enregistrements comptables détaillant la totalité des droits et obligations de l'entité.

- **La spécialisation des exercices** :

Enregistrement définitif en comptabilité des opérations se rattachant à la bonne période comptable ou au bon exercice.

### 1.2 Présentation du budget

Le budget est l'acte par lequel l'assemblée délibérante prévoit et autorise les dépenses et les recettes d'un exercice.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Il s'exécute selon un calendrier précis et se compose de différents documents budgétaires.

Cet acte de prévision est soumis à des règles de gestion et de présentation issues du Code Général des Collectivités Territoriales et de la nomenclature comptable applicable.

La présentation de l'ensemble des documents budgétaires officiels faisant l'objet d'un vote en assemblée délibérante et d'une transmission au contrôle de légalité doit répondre à un formalisme précis, tant sur la forme que sur le fond.

De plus, conformément à l'article L.2313-1du Code Général des Collectivités Territoriales, le budget est assorti d'une note brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Il est établi en section de fonctionnement et en section d'investissement et le montant des dépenses et des recettes de chacune des deux sections doit être équilibré.

Les dépenses et les recettes sont regroupées par chapitre budgétaire, ventilé chacun par article comptable.

- La section de fonctionnement : la section de fonctionnement comprend les dépenses et les recettes annuelles et permanentes :

  Les dépenses et recettes liées à l'activité des services (fournitures, prestations de service, charges de personnel et frais assimilés…) les contributions, les participations et subventions versées, les impôts et taxes perçus, les dotations et participations reçues (dotations de l'Etat …) ainsi que les produits des ventes de services rendus, les locations diverses, les atténuations des charges.

  Les dépenses et recettes financières (intérêts des emprunts et dettes, intérêts payés sur ligne de trésorerie), les produits des placements autorisés et les gains de change constatés.

  De plus, l'instruction budgétaire et comptable M57 a introduit la notion de dépenses spécifiques en lieu et place des dépenses et recettes exceptionnelles.

- La section d'investissement : les opérations de la section d'investissement correspondent à des modifications de la valeur ou de la structure des biens immobilisés ou immeubles et des créances et des dettes à long ou moyen terme.

Sont également inscrites à la section d'investissement certaines dépenses dont le volume constituerait une charge trop importante pour être imputée à la section de fonctionnement en un seul exercice. Elle se compose d'opérations relatives à l'équipement, d'opérations financières, d'opérations pour compte de tiers et d'opérations d'ordre budgétaires. La section d'investissement supporte par ailleurs les subventions d'équipement versées par la commune à des tiers et qui viennent enrichir le patrimoine du territoire communal.

**La distinction entre opérations réelles et d'ordre, notion d'autofinancement prévisionnel** :

Le budget comporte des opérations réelles qui donnent lieu à mouvements de fonds et des opérations d'ordre, purement comptables, qui ne donnent pas lieu à mouvements de fonds.

Dans les documents de prévisions budgétaires, ces opérations d'ordre sont équilibrées en dépenses et en recettes ; dans certains cas, la dépense et la recette sont réalisées dans la même section ; il en est ainsi pour les opérations d'ordre patrimoniales du chapitre 041 ; dans les autres cas, c'est-à-dire pour les opérations d'ordre réalisées aux chapitre 040 et 042, la dépense et la recette ne sont pas réalisées dans la même section, comme, par exemple, pour l'amortissement comptable des immobilisations et les opérations d'ordre nécessitées par les cessions d'actifs (ces dernières figurent dans le seul compte administratif).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les prélèvements sur les recettes de fonctionnement enregistrés au chapitre 021 dépenses de fonctionnement pour être transférés en recettes d'investissement au chapitre 023, complétés des opérations d'ordre réalisées aux comptes 040 et 042, constituent l'autofinancement prévisionnel de l'exercice.

### 1.3 Les différentes étapes budgétaires

**Le Débat d'orientation budgétaire (DOB)**, obligation légale pour les Communes de plus de 3 500 habitants.

Dans un délai de maximum 10 semaines précédant l'examen du budget primitif, les orientations budgétaires de l'exercice ainsi que les engagements pluriannuels envisagés, la structure de l'évolution des dépenses et des effectifs, la structuration et la gestion de la dette sont débattus (Art L1611-2, L1611-3-1, L.2311-1-1, L2342-2 du CGCT).

Conformément aux dispositions de la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), le DOB fait l'objet d'une délibération spécifique.

Ce débat s'appuie sur un rapport du Maire (Rapport d'Orientation Budgétaire), dans lequel sont exposés le contexte macroéconomique, les priorités politiques qui conduiront à l'inscription des crédits inscrits au projet de Budget Primitif, les nouveaux investissements envisagés et leurs incidences sur les engagements pluriannuels, la structure et l'évolution des dépenses comme celle des effectifs de la collectivité, ainsi que la structure de la dette et le niveau d'endettement.

Ce rapport précise également l'évolution pluriannuelle des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Toute délibération relative à l'adoption du budget non précédée d'un débat d'orientation budgétaire distinct et non tenue dans les délais impartis, est entachée d'illégalité et peut être annulée par le juge administratif.

**Le budget primitif (BP)** prévoit les recettes et dépenses de la collectivité au titre de l'année.
Les budgets de la Ville de Grasse font l'objet d'une **présentation par nature**, assortie d'une présentation croisée par fonction pour le budget principal.

Les crédits budgétaires sont regroupés au sein d'enveloppes financières globales appelées **chapitres**. Ces derniers sont déclinés dans le plan comptable par nature au niveau le plus fin et sont appelés **articles**.

**Le budget supplémentaire (BS)** a essentiellement pour objectif de reprendre les résultats budgétaires de l'exercice précédent, si ces résultats ne sont pas repris au Budget primitif.

**Les décisions modificatives (DM)** autorisent les ajustements nécessaires à l'exécution budgétaire en votant les dépenses nouvelles et les recettes correspondantes.
Par délibération distincte, les autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) peuvent être présentés tout au long de l'année, à l'occasion du vote du budget primitif ou de toute autre session budgétaire.

**Le compte financier unique (CFU)** document budgétaire et comptable qui se substitue, pour les collectivités territoriales et leurs groupements concernés, au compte administratif (établi par l'ordonnateur) et au compte de gestion (établi par le comptable public). Il s'inscrit dans une démarche de simplification et de dématérialisation des procédures financières locales, tout en renforçant la collaboration entre l'ordonnateur et le comptable. Instauré par l'article 106 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 (NOTRe) il est établi conjointement par l'ordonnateur (maire, président de collectivité, etc.) et le comptable public (trésorier).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Délais de transmission des actes budgétaires aux élus en instruction budgétaire et comptable M57**

L'instruction budgétaire et comptable M57, applicable aux collectivités territoriales, encadre strictement les délais de transmission des actes budgétaires aux élus, notamment dans le cadre de l'examen du budget primitif.

Le projet de budget, accompagné des rapports correspondants, doit être communiqué aux membres de l'assemblée délibérante au moins **douze jours** avant la première réunion consacrée à son examen. Le non-respect de ce délai peut entraîner l'illégalité de la délibération adoptant le budget ;

Le budget primitif adopté doit être transmis au représentant de l'État (préfet) au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption.

Nomenclatures budgétaires et comptables

Différentes comptabilités sont applicables au secteur public local selon le type de collectivités et selon la nature de l'activité exercée.

Ces différents types de comptabilités se déclinent par des instructions comptables spécifiques. Pour la ville de Grasse :

- **Instruction M57** pour le budget principal,
- **Instruction M4** pour les budgets annexes du Service Extérieur des Pompes Funèbres et du Crématorium

**1.3.1 Le calendrier budgétaire :**

**Les principales étapes du cycle budgétaire de la Ville de grasse se déroulent (dans la mesure du possible) selon le calendrier prévisionnel suivant :**

| Étapes | Échéances | Observations |
|---|---|---|
| Débat d'orientation budgétaire (DOB) | Dans un délai de 10 semaines maximum pour ce qui concerne le budget principal en M57 et 2 mois avant le vote du budget pour les budgets annexes non soumis à la nomenclature M57. | Le DOB porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés. |
| Vote du budget primitif (BP) | Le vote du budget au Conseil Municipal du mois de mars ou au plus tard le 15 avril N<br>Les années électorales le vote du budget peut intervenir jusqu'au 30 avril N. | Le budget primitif prévoit et autorise les dépenses et les recettes de l'exercice.<br>Il doit être voté en équilibre section par section.<br>Les résultats de l'exercice précédent (N-1) sont repris directement dans le budget primitif si le CFU est également voté au moment du vote du budget ou sont repris par anticipation après validation des résultats par le comptable public si le CFU est voté en juin.<br>Le budget ainsi voté doit être transmis au représentant de l'état |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | |
|---|---|---|
| | | pour contrôle de légalité dans les 15 jours suivant son approbation. |
| Vote du compte financier unique N-1 (CFU) | Peut être voté lors de la même session que celle du vote du Budget primitif ou au plus tard, 30 juin N. | Le CFU constitue l'arrêté des comptes des budgets de la collectivité. Il est élaboré conjointement par l'ordonnateur et le comptable public.<br>La transmission au représentant de l'état pour contrôle de légalité doit être faite dans les 15 jours suivant son approbation et au plus tard le 15 juillet si ce dernier est voté en juin. |
| Budget Supplémentaire | Si nécessaire le BS peut être voté durant le second semestre de l'exercice (N). | Le BS a essentiellement pour objectif de reprendre les résultats budgétaires de l'exercice précédent, si ces résultats ne sont pas repris au Budget primitif. |
| Décisions modificatives (DM) | Des DM peuvent être votées jusqu'au 31 décembre N en investissement et au 21 janvier N+ 1 en fonctionnement. | Les DM doivent être adoptées en équilibre section par section. |

### 1.4 Le vote, la transmission et la publication du budget

#### 1.Modalités de vote du budget :

Le niveau de vote retenu pour la Ville de Grasse est le chapitre, tant en section d'investissement que de fonctionnement. Il n'y a pas de spécialisation de crédits.

#### 2.Le budget est présenté par Monsieur le Maire à l'assemblée délibérante qui le vote.

Le budget est voté en équilibre réel, au sens de l'article L.1612-4 du Code général des collectivités territoriales, lorsque :

-la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre,

-les recettes et les dépenses ont été évaluées de manière sincère,

-le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts et éventuellement des dotations aux comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunts à échoir au cours de l'exercice.

#### 3. Spécificités pour un budget voté après le 31 décembre

Si le budget est l'acte par lequel le Conseil Municipal autorise l'ordonnateur à recouvrer les recettes et mandater les dépenses, il revêt quelques spécificités si ce dernier n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

**En fonctionnement** :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

L'article L.1612 du CGCT dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit du 1er janvier de l'exercice jusqu'à l'adoption du budget (au plus tard le 15 avril) de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite des crédits inscrits en section de fonctionnement au budget de l'année précédente.

**En investissement** :

L'exécutif est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. De plus, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette ainsi que les restes à réaliser.

**L'exception de la section d'investissement : le système des Restes à réaliser (RAR)**

Les restes à réaliser correspondent à des dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre. Ces 2 situations entraînent 2 conséquences :

1 - Le résultat de l'exercice intègre ces dépenses et recettes quand bien même ces dernières n'ont pas donné lieu à un mandat ou un titre,

2 - L'ordonnateur peut mandater les dépenses et recouvrer les recettes inscrites sur l'état des RAR après le 1er janvier et ce avant même l'adoption du budget primitif.

L'ordonnateur établit un état des RAR qui est adressé au comptable public pour permettre le règlement des dépenses y figurant.

### 4. La transmission et la publication du budget

Afin d'être exécutoire, le budget primitif de la collectivité doit être transmis au représentant de l'État dans le département au plus tard 15 jours après le délai limite fixé pour son adoption et la délibération correspondante doit être publiée sous la forme d'un affichage (Art. L.1612.8 du CGCT).

Pour ce qui concerne la Ville de Grasse, cette transmission s'effectue par voie électronique, selon les modalités fixées par décret au Conseil d'État.

Si le budget n'est pas voté en équilibre réel, le représentant de l'Etat saisit la chambre régionale des comptes (art L.1612-5 du CGCT) dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue.

A compter de la saisine de la CRC, le conseil municipal est dessaisi de ses pouvoirs budgétaires et ne peut plus délibérer en ce domaine jusqu'au terme de la procédure, sauf pour prendre les mesures de redressement demandées par la CRC.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# 2 LA GESTION DES CRÉDITS

## 2.1 La gestion des crédits de paiement

Définition des crédits de paiements :

Les crédits de paiement sont constitués par les autorisations budgétaires votées par le Conseil Municipal au titre d'un exercice. Ils constituent la limite maximale des dépenses autorisées.

A la Ville de Grasse, les imputations de la section d'investissement sont créées de façon détaillée jusqu'à « l'antenne » (l'antenne déterminant et ciblant un projet) permettant ainsi d'avoir d'une part, une comptabilité analytique performante et d'autre part de pouvoir inscrire les crédits spécifiques à chaque « projet ». Cette répartition par antenne permet une visibilité et une maitrise certaine des crédits de paiement en investissement.

**Les virements de crédits** :

En cas d'insuffisance de crédits sur une ligne budgétaire, des ajustements peuvent être réalisés par des virements de crédits.

L'adoption du référentiel comptable M57 apporte une nouveauté en matière de fongibilité des crédits en permettant, après autorisation de l'assemblée délibérante, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section, hors dépenses de personnel.
Le Conseil Municipal a donc par délibération n° 2023-176 autorisé les virements de chapitre à chapitre à hauteur de 7,5 % pour chacune des sections fonctionnement et investissement. Cette délibération devra être renouvelée chaque année lors du vote du budget primitif.

Les transferts de crédits entre chapitres au-delà des 7,5 % autorisés par l'assemblée délibérante, font l'objet d'une décision modificative du budget (DBM) approuvée en Conseil Municipal.

## 2.2 L'engagement

La tenue de la comptabilité d'engagement des dépenses de fonctionnement et d'investissement est **une obligation réglementaire** (Art. L2342-2 du CGCT).

Cette comptabilité d'engagement doit permettre de connaître à tout moment :
- Les crédits ouverts en dépenses ;
- Les crédits disponibles pour engagement ;
- Les crédits disponibles pour mandatement ;
- Les dépenses réalisées.

En fin d'exercice, cette comptabilité permet de dégager en section d'investissement le montant des restes à réaliser qui, par définition, correspondent à des crédits engagés ; en section de fonctionnement, elle rend possible les rattachements de charges et de produits, notamment pour les dépenses engagées pour lesquelles le service a bien été fait au 31 décembre de l'année N.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

L'engagement juridique est l'acte par lequel un organisme public crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge ; il s'appuie le plus souvent sur un document contractuel. Les actes constitutifs des engagements juridiques sont les bons de commandes, les marchés, certains arrêtés, certaines délibérations, la plupart des conventions…

L'engagement comptable précède ou est concomitant à l'engagement juridique. Il permet de s'assurer de la disponibilité des crédits pour l'engagement juridique que l'on s'apprête à conclure. Il se compose du montant prévisionnel de dépenses, de l'identification du tiers concerné par la prestation et d'une imputation budgétaire.

La comptabilité d'engagement, rendue obligatoire depuis le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (remplacé par le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable et précisé par l'Art. L2342-2 du CGCT), présente l'intérêt :

-de s'assurer de la disponibilité des crédits en dépenses ;

-d'améliorer le suivi et la réalisation des recettes ;

-de développer l'information interne en dotant les collectivités de procédures leur permettant d'appréhender les marges de manœuvre budgétaires ;

-de développer l'information financière.

## 3 L'EXECUTION DES DEPENSES

### 3.1 La liquidation des factures

A la Ville de Grasse, l'enregistrement des factures est automatiquement généré par le logiciel de gestion financière interfacé avec le portail CHORUS PRO. La date des factures et la date d'arrivée des factures sont bien spécifiées, marquant ainsi le début du délai global de paiement. Le rejet d'une facture doit être signalé par un accusé de réception, pour suspendre le délai global de paiement.

Le délai global de paiement (DGP) constitue le délai imparti à la personne publique pour payer le titulaire du marché public.

Le délai de paiement ne peut excéder 30 jours (art.R.2192-10 du Code de la Commande Publique) et se décompose en deux parties :
-le délai de mandatement (20 jours pour les collectivités locales),
-le délai de paiement accordé au comptable public (10 jours).

Le défaut de mandatement du solde d'un marché dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

La liquidation a pour finalité la certification du service fait.

***Le service fait** :*

*Il permet d'attester la conformité de l'engagement ou de la prestation. Cette étape est obligatoire et doit être réalisée par le service opérationnel. A la Ville de Grasse, cette certification du service fait est mise en œuvre de façon dématérialisée par le biais du logiciel de gestion financière.*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La liquidation, réalisée par les comptables de la direction des affaires financières, consiste à vérifier la réalité des sommes dues ou des sommes à mettre en recouvrement :

- -au vu des documents établis par les créanciers (factures, décomptes) et d'une manière générale, sur la base des pièces permettant de justifier les dépenses et qui sont transmises au comptable public ;
- -après constatation matérielle du service fait : la constatation du service fait est opérée par les techniciens, gestionnaires des services concernés, … en charge des dossiers (d'après le bon de livraison ou tout autre document attestant matériellement le service fait, comme une feuille de présence, une fiche d'intervention,…) cette validation est faite de façon dématérialisée sur le logiciel de gestion financière de la Ville.

Le logiciel de gestion financière de la Ville de Grasse a été configuré en mode « workflow », ce qui permet la transmission par voie dématérialisée aux services valideurs, de l'ensemble des documents : devis, bons de commande, factures, ... Les délais de traitement peuvent ainsi être réduits au maximum.

Dispositions particulières concernant les opérations pour compte de tiers :

Les collectivités territoriales effectuent exceptionnellement des actions pour le compte d'un tiers. Il s'agit d'actions qui ne sont pas de la compétence de la collectivité ou qui ne concernent pas son patrimoine.
Cette intervention de la collectivité peut être justifiée par la carence de technicité d'un tiers ou s'imposer au regard d'une obligation d'office en matière de sécurité ou de salubrité publique.

Comptablement, cela se traduit soit par une convention (maitrise d'ouvrage déléguée par exemple) aux comptes 458, soit par un arrêté pour les travaux d'office aux comptes 454.

Ces opérations réalisées pour le compte d'un tiers doivent impérativement être équilibrées en dépenses (4541 ou 4581) et en recettes (4542 ou 4582).

Dans le cas contraire, cela signifierait :

- -soit que la collectivité a tiré un bénéfice de cette action qui n'est pas de sa compétence et dans ce cas, la Ville de Grasse se positionnerait comme un prestataire de service,

- -soit que la collectivité a participé à une action qui n'est pas de sa compétence et dans ce cas, cette action pourrait être requalifiée comme une subvention déguisée.

Chaque opération est identifiée par un numéro unique en dépense et en recettes figurant en section d'investissement. Ce qui est réalisé ne rentre pas dans le patrimoine de la collectivité et ne sera, de ce fait, pas entretenu par ses services.

### 3.2 Le mandatement

Le mandat est l'acte administratif qui donne l'ordre au comptable de payer les dépenses dues à un créancier. Il est accompagné des pièces justificatives nécessaires pour effectuer le paiement de la dépense, en application du décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016.
Les mandats en dépense sont effectués au vu des résultats de la liquidation.

Pour la Ville de Grasse, ce sont les comptables qui procèdent à ces opérations sous le contrôle de la direction des finances.
A ce titre, un suivi mensuel est effectué sur la production de tableaux de bord. Ces tableaux permettent de suivre l'évolution des dépenses et des recettes de la collectivité. Ils déterminent également s'il y a une insuffisance de crédits par ligne budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En cas d'insuffisance de crédits sur une ligne budgétaire, des ajustements peuvent être réalisés par des virements de crédits. D'article à article, à l'intérieur d'un même chapitre mais également, après autorisation du Conseil Municipal, de chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section. Ces virements concourent à la qualité comptable, par le respect de la nomenclature des comptes à retenir en fonction de la nature des dépenses et des recettes à réaliser

Les transferts de crédits entre chapitres au-delà des 7,5 % autorisés par l'assemblée délibérante, font l'objet d'une décision modificative du budget (DBM) approuvée en Conseil Municipal.

### 3.3 Les délais de paiement des intérêts moratoires

La Ville de Grasse (Ordonnateur) et le Service de Gestion Comptable de Grasse (Comptable Public) sont soumises respectivement au respect d'un délai de paiement pour tout achat public ayant donné lieu à un marché formalisé ou non, y compris pour les délégations de services publics, par référence au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique.

Le délai global maximum de paiement est de 30 jours calendaires. Ce délai se répartit en 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public.

Ce délai démarre à la date de réception de la facture, ou du service fait lorsque celui-ci est postérieur à la réception de la facture (article R.2192-13 du code de la commande publique) et cesse à la date du virement bancaire opéré par le comptable.

La date de réception de la facture correspond à l'arrivée effective de celle-ci dans CHORUS PRO (procédure dématérialisée obligatoire).

En cas de dépassement de ce délai, des intérêts moratoires sont dus au fournisseur (décret n° 2013- 269 du 29 mars 2013 susvisé).
Le délai du maître d'œuvre (ou prestataire désigné dans le marché) fait partie du délai de paiement pour la partie imputable à l'ordonnateur.

Le maître d'œuvre habilité à recevoir les factures est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet pour le règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise (art.5 R.2192-20 du code de la commande publique).

Le règlement des factures ne peut être réalisé que si :

- Les mentions obligatoires sont inscrites (raison sociale du fournisseur, n° Siret, date de la facture, désignation de la collectivité et du budget de prise en charge, quantités, prix unitaires, taux et montant de TVA, total de la facture HT et TTC) ;

- Les pièces justificatives sont jointes ;

- Le service est fait.

Si les factures reçues ne sont pas conformes, les agents comptables de la Ville de Grasse renvoient ces dernières aux fournisseurs (Via CHORUS) en indiquant au fournisseur le motif du retour, ce qui permet de suspendre le décompte du délai de paiement.

### 3.4 Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de dépenses ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles. Afin de déterminer le traitement comptable approprié, il convient de distinguer la période au cours de laquelle intervient la rectification :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient sur l'exercice : elle fait l'objet d'un mandat d'annulation. Le mandat rectificatif vaut alors ordre de reversement et peut être rendu exécutoire dans les mêmes conditions qu'un titre de recette,

Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient sur un exercice clos : elle fait l'objet d'un titre de recette.

## 4 L'EXECUTION DES RECETTES

### 4.1 Le recouvrement des produits se répartit entre l'ordonnateur et le comptable public.

L'ordonnateur :

- pour constater et liquider les recettes (article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;

- pour émettre et rendre exécutoires les ordres de recouvrer, appelés titres de recettes, en qualité d'ordonnateur ainsi que pour les annuler (article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;

- pour décider de mettre en place des régisseurs de recettes pouvant traiter les encaissements de proximité ne nécessitant pas l'émission préalable d'un titre de recettes. Ces régisseurs sont placés sous le double contrôle de l'ordonnateur et du comptable (article 22 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;

- pour autoriser les poursuites du comptable en l'absence de paiement spontané (article 28 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;

- pour préparer les décisions d'admission en non-valeur des créances irrécouvrables et les décisions de remise gracieuse prises par l'assemblée délibérante.

Le comptable public :

- pour prendre en charge, dans la comptabilité de l'organisme public créancier après l'avoir contrôlé, un ordre de recouvrer transmis par l'ordonnateur (article 18 du décret n° 2012- 1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et art. D.) ;

- pour encaisser une recette pour le compte de l'organisme public créancier dont il tient la comptabilité et pour accorder éventuellement des délais de paiement au débiteur ayant des difficultés financières ( article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;

- pour relancer tous les débiteurs en retard de paiement et pour engager contre eux des mesures d'exécution forcée si nécessaire et après autorisation de l'ordonnateur ( article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;

- pour demander l'admission en non-valeur des créances dont il a constaté l'irrécouvrabilité (article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique).

Le titre de recettes est l'acte administratif qui donne l'ordre au comptable d'assurer le recouvrement d'une créance. Comme le mandat, le titre de recettes est émis et doit être justifié par les pièces prévues à cet effet par les textes.

### 4.2 Les catégories de titres de recettes

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les titres de recettes exécutoires : actes pris et rendus exécutoires par l'ordonnateur (délibération, décision, bail, contrat, état de recouvrement, rôles…).

Les recettes perçues par le comptable public : de nombreuses recettes sont encaissées par le comptable sans qu'il y ait eu, préalablement, émission de titres par l'ordonnateur. Le comptable enregistre en détail les recettes perçues sur un état (P503, comptes d'attente…) et le transmet à l'ordonnateur, chaque recette étant affectée d'un numéro d'ordre.

L'ordonnateur, après avoir contrôlé l'exactitude des inscriptions portées sur cet état, émet des titres et un bordereau de régularisation et les transmet au comptable public accompagnés des documents justificatifs d'encaissement (avis de crédit, avis de virement, déclaration de recettes …). Ces écritures sont passées par les agents comptables de la DAF, dédié à la gestion des recettes.

Les recettes encaissées par les régisseurs :

Conformément à l'application de l'article L.2122 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal de la Ville de Grasse a délégué au Maire la création, modification ou suppression des Régies comptables.

Plusieurs régies de recettes ont donc été créées au sein de la Ville de Grasse, ce qui permet d'encaisser les recettes d'un faible montant, améliorant ainsi le taux de recouvrement. L'encaissement des recettes par les régisseurs constitue une dérogation au principe général qui confie au seul comptable public le recouvrement des recettes.

Les recettes que les régisseurs et leurs mandataires sont autorisés à encaisser sont explicitement énumérées dans l'acte constitutif de la régie. Aussi, tout encaissement non autorisé constitue une gestion de fait.

Les encaissements en numéraire : le versement de l'encaisse est effectué à la caisse du comptable assignataire par remise directe par le régisseur. Le régisseur peut adresser au comptable assignataire par envoi postal, en recommandé, les chèques à remettre à l'encaissement.

Les encaissements en chèques : après avoir vérifié les chèques, le régisseur de recettes les comptabilise et les répertorie sur un bordereau. Les chèques sont remis à l'encaissement ou au comptable assignataire, si le régisseur ne détient pas de compte de dépôt. Ils peuvent être envoyés par voie postale par lettre recommandée (article R 1617-8 CGCT), accompagnés du bordereau récapitulatif. Le bordereau récapitulatif des chèques remis à l'encaissement est visé par le comptable et conservé par le régisseur comme pièce justificative des recettes encaissées jusqu'au prochain arrêté des écritures comptables.

Les encaissements par carte bancaire font l'objet d'un dépôt sur leurs comptes DFT (compte de dépôt de fonds auprès du Trésor Public) avec reversement sur le compte bancaire de la Ville de Grasse.

Ces comptes DFT permettent :

- de faciliter la traçabilité et la lisibilité des opérations de la régie,
- de diversifier les modes de paiement,
- de moderniser les moyens d'encaissement,
- de limiter dans tous les cas le maniement des espèces.

### 4.3 La prescription des recettes

En application de la loi 68-1250 du 31 décembre 1968, sont prescrites, sans préjudice de déchéance particulière édictée par la loi et sous réserve des dispositions de celle-ci, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de 4 ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### 4.4 Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de titres ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles.
Le traitement comptable diffère selon la période au cours de laquelle intervient la rectification.

Si l'annulation ou la réduction du titre de recette porte sur un exercice en cours, la régularisation se matérialisera par un titre d'annulation.

Par contre, si elle porte sur un exercice déjà clos, le document rectificatif sera un mandat.
Ces opérations comptables relèvent de la direction des Finances et sont effectuées par les agents comptables de la DAF.

### 4.5 L'admission en non-valeur

Le comptable public met en œuvre les moyens nécessaires pour parvenir au recouvrement des titres de recettes émis par l'ordonnateur.
A défaut de recouvrement amiable, il procède au recouvrement contentieux.

L'admission en non-valeur est demandée par le comptable public dès que la créance est prescrite ou lui paraît irrécouvrable du fait de la situation du débiteur et en cas d'échec des procédures de recouvrement prévues par la loi.

L'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître dans les écritures du comptable public les écritures de prise en charge des créances irrécouvrables.

Cette décision n'éteint pas la dette du redevable dont le recouvrement peut être poursuivi ou repris jusqu'à accomplissement de la prescription.

### 4.6 Les remises gracieuses

Le Conseil Municipal, instance délibérante, peut accorder à l'appui d'une délibération et justification détaillée la remise gracieuse d'une créance à un débiteur dont la situation financière ne lui permet pas de régler sa dette.

### 4.7 La fiscalité

Afin d'avoir une bonne dynamique des ressources fiscales, la direction des finances s'est dotée d'une cellule « Fiscalité » composée de 2 agents dont les missions consistent à opérer des contrôles (anomalies de taxation, infractions d'urbanisme…) en lien avec les services fiscaux, afin de pouvoir mettre à jour les bases fiscales et optimiser ainsi les recettes.

## 5 LA CLOTURE COMPTABLE

### 5.1 Les reports et les restes à réaliser

Compte tenu de l'obligation de tenir une comptabilité d'engagement, les dépenses engagées non mandatées au cours de l'exercice constituent les restes à réaliser.
Les restes à réaliser de la section d'investissement, arrêtés à la clôture de l'exercice, correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

### 5.2 La procédure de rattachement des charges et des produits

#### 5.2.1 Définition de la procédure de rattachement :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La procédure de rattachement procède des principes de sincérité et d'indépendance des exercices budgétaires.

Ainsi, au sein de la section de fonctionnement, les engagements non soldés peuvent donner lieu à des rattachements :

Les dépenses et les recettes pour lesquels le service a été fait ou les droits acquis avant le 31 décembre, mais qui n'ont pas été réglés ou encaissés sur l'exercice, faute de réception des pièces justificatives, doivent être rattachées à l'exercice d'origine.

Il existe 2 types de rattachement à la Ville de Grasse :

En dépense :

- Les charges pour lesquelles le service a été fait avant le 31 décembre mais qui n'ont pas été réglées sur l'exercice sont rattachées à l'exercice d'origine.

Ex : fournitures livrées, mais dont la facture n'est pas parvenue.

En recette :

- Les recettes pour lesquelles les droits ont été acquis avant le 31 décembre, mais qui n'ont pas été encaissées sur l'exercice, sont rattachées à l'exercice d'origine.

Ex : créance due alors même que le titre correspondant n'a pas été émis.

**5.2.2 Gestion du rattachement :**

Les comptables en lien avec les services opérationnels déterminent les mouvements susceptibles de faire l'objet d'un rattachement et transmettent les pièces justificatives correspondantes à la Direction des finances.

Après vérification de l'exactitude des informations transmises (montant, service fait, pièces justificatives demandées…), la Direction des finances procède aux opérations de rattachement et de contrepassation dans l'outil de gestion financière.

Le rattachement se matérialise :

En dépense :

- sur l'exercice de rattachement, par l'émission d'un mandat de rattachement par article budgétaire. Cette opération est réalisée par la direction des finances sur la base de l'attestation, par les services opérationnels, de la réalité du service fait au 31 décembre sur les dépenses ayant fait l'objet d'un engagement (l'onglet « service fait au 31 décembre » ainsi que le montant correspondant sont renseignés dans l'outil de gestion financière) ;
- sur l'exercice N+1, par l'émission de mandats d'annulation (dits de « contrepassation ») sur chaque article budgétaire ayant donné lieu à un mandat de rattachement. Ainsi, lors de la réception de la facture, un mandat ordinaire est produit pour régler le fournisseur.

En recette :

- sur l'exercice de rattachement, par l'émission d'un titre de rattachement par article budgétaire. Cette opération est réalisée par la direction des finances sur la base de l'attestation, par les services opérationnels, de la réalité de la créance ayant fait l'objet d'un engagement ;
- sur l'exercice N+1, par l'émission de titres d'annulation (dits de « contrepassation ») sur chaque article budgétaire ayant donné lieu à un titre de rattachement. Un titre ordinaire est produit pour encaisser la créance.

**5.3 Les documents comptables restituant l'exécution budgétaire**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### 5.3.1 Le compte financier unique (CFU) et ses annexes

Le **compte financier unique (CFU)** est un document budgétaire et comptable qui se substitue, pour les collectivités territoriales et leurs groupements concernés, au **compte administratif** (établi par l'ordonnateur) et au **compte de gestion** (établi par le comptable public). Il s'inscrit dans une démarche de simplification et de dématérialisation des procédures financières locales, tout en renforçant la cohérence entre les données de l'ordonnateur et du comptable.

**Élaboration conjointe**

Le CFU est **co-construit** par:

- **L'ordonnateur** (le maire, président de conseil départemental/régional, etc.), responsable de la partie "exécution budgétaire".
- **Le comptable public** (Trésorier ou Payeur départemental), responsable de la partie "comptabilité générale".

La **répartition des états** à produire par chacun est fixée dans le **sommaire du CFU**.

**Dématérialisation et contrôles**

- Le CFU est **obligatoirement dématérialisé**.
- Un **état des contrôles** est intégré au document, mais n'apparaît **qu'en cas d'anomalie**. Si une anomalie persiste et concerne l'exécution budgétaire, **les données du comptable prévalent**.

**Transmission numérique**

Les documents budgétaires, dont le CFU, sont transmis au **représentant de l'État (préfet)** par voie numérique, selon des modalités fixées par décret.

Le CFU suit une **maquette standardisée**, définie par arrêté conjoint des ministres chargés des collectivités territoriales et du budget. Les annexes des arrêtés précisent :

- La **répartition des états** entre ordonnateur et comptable.
- Les **rubriques obligatoires** (ex : bilan, compte de résultat, annexes budgétaires).
- Les **modalités de signature** (électronique ou manuscrite).

Exemple de structure :

1. **Partie ordonnateur** : exécution budgétaire, restes à réaliser, etc.
2. **Partie comptable** : comptabilité générale, engagements hors bilan, etc.
3. **Annexes** : états de synthèse, analyses financières, etc.

### 5.4 Les conditions d'exécution du budget avant le vote du budget primitif

L'article L.1612-1 du CGCT dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il se rapporte, l'exécutif est en droit, jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'ordonnateur peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et aux reports de l'année N-1.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

## 6 LA GESTION DE LA PLURIANNUALITÉ

### 6.1. Définition

La nomenclature budgétaire et comptable M57 prévoit la possibilité de recourir à la procédure de gestion par autorisations de programmes pour les dépenses d'investissement.

Cette modalité de gestion permet à la commune de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

Les autorisations de programme (AP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Chaque AP se caractérise par :

- Un millésime et une enveloppe de financement AP/EPCP ;

- Le programme de l'arborescence des politiques municipales auquel elle se rattache ;

- Un échéancier prévisionnel de crédits de paiement (EP). L'égalité suivante est à ce titre toujours vérifiée : le montant total de l'AP est égal à la somme de ses crédits de paiement (CP) échelonnés dans le temps.

Toutes les dépenses réelles d'investissement de la Ville, hormis les dépenses liées à la gestion de la dette et les annulations de titres sur les exercices antérieurs peuvent faire l'objet d'une gestion en AP.

La Ville peut définir deux types d'AP, qui comportent des règles de gestion distinctes :

- Les AP dites « récurrentes » correspondant aux politiques municipales d'intervention récurrentes dont la réalisation s'échelonne sur deux exercices ;

- Les AP dites de « projet » correspondant à des projets d'envergure, dont la réalisation peut s'échelonner sur plusieurs exercices, voire la durée d'un mandat municipal. Ces AP permettent de retracer le coût global du projet financé.

### 6.2. Vote

La création, révision et clôture des AP, qu'elles soient récurrentes ou de projet, ne peuvent être actées que par un vote en Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le montant d'une AP récurrente peut être révisé (à la hausse comme à la baisse) au cours de l'année de son vote, lors du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

Le montant d'une AP projet peut être, quant à lui, révisé (à la hausse comme à la baisse) tout au long de la durée de vie de cette AP.

### 6.3. Affectation

L'affectation de l'AP, effectuée par l'Assemblée délibérante, doit être réalisée avant tout engagement comptable et juridique. Elle correspond à une décision budgétaire qui matérialise la décision de l'Assemblée de consacrer tout ou partie d'une AP au financement d'une opération (projet/action/marché…).

Cette affectation doit, par principe, être identifiée par un objet, une localisation, un coût et les conditions de sa réalisation.

Le montant affecté ne peut être supérieur au montant de l'AP votée.

Les crédits d'une AP « récurrente » doivent être affectés au cours de l'année budgétaire correspondant à son vote.

Les crédits d'une AP « projet » peuvent faire l'objet de plusieurs affectations tout au long de sa durée de vie.

Pendant la période d'affectation autorisée, l'affectation initiale peut être complétée. Ce complément, sous réserve de la disponibilité des crédits, doit être à nouveau autorisé par un vote de l'Assemblée délibérante.

Toute affectation d'AP peut donner lieu à une annulation :
- Pour sa partie non encore engagée,
- Pour son montant engagé non encore mandaté (dans ce cas, il faut au préalable annuler l'engagement non utilisé).

L'annulation d'une affectation a pour conséquence :
- D'abonder le montant disponible à l'affectation lorsque cette annulation a lieu l'année du vote de l'AP (pour les AP récurrentes) ;
- Dans le cas contraire, le montant annulé ne peut être utilisé à nouveau.

### 6.4. Durée de vie / caducité

Les AP récurrentes sont créées pour deux exercices budgétaires.

Une AP créée au titre de l'exercice N, que ce soit au moment du budget primitif, du budget supplémentaire ou d'une décision modificative, prendra fin le 31 décembre de l'exercice N+1.

Les AP « projet » ont une durée de vie égale à 6 années, cette durée de vie pouvant être revue en fonction de l'avancement du projet.

- Affectation :
  - Pour les AP récurrentes, l'affectation ne peut être effectuée au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle l'AP a été votée ;
  - Pour les AP projet, l'affectation est possible (sous réserve de la disponibilité des crédits) tout au long de sa durée de vie.

Pour les AP dont la date de caducité d'affectation est dépassée, tout reliquat est gelé entre le 1er janvier N+1 et le vote du compte administratif de l'exercice achevé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Au moment du vote du Compte administratif, l'annulation de la totalité des AP non affectées est proposée à l'Assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 7 FONGIBILITÉ DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES EN COURS D'EXERCICE

### 7.1 En investissement (budget principal et budget du crématorium) :

| Type de mouvement de crédits | Compétence |
|---|---|
| **Comptes de tiers et comptes financiers.** Mouvement de chapitre à chapitre | < à 7,5 % : direction des finances<br>> à 7,5 % Assemblée (DM) |
| Mouvement d'un service gestionnaire à un autre au sein d'un même chapitre | Direction des finances |
| Transfert de crédits à l'intérieur d'un même chapitre et au sein d'une même direction | Direction des finances |

### 7.2 En fonctionnement (budget principal et budget du crématorium) :

| Type de mouvement de crédits | Compétence |
|---|---|
| Mouvement de chapitre à chapitre | < à 7,5 % : direction des finances<br>> à 7,5 % Assemblée (DM) |
| Mouvement d'un service gestionnaire à un autre au sein d'un même chapitre | Direction des finances |
| Transfert de crédits à l'intérieur d'un même chapitre et au sein d'une même direction | Direction des finances |

Pour ce qui concerne le budget annexe du Service Extérieur des Pompes Funèbres, les mouvements de chapitre à chapitre se font exclusivement par le vote d'une décision budgétaire modificative.
En effet, ces budgets ne sont pas soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57.

Pour les mouvements au sein d'un même chapitre, les modalités restent identiques à celles du budget principal.

## 8 LES AMORTISSEMENTS, LES PROVISIONS ET LES SUBVENTIONS TRANSFERABLES

### 8.1 L'amortissement des immobilisations

L'amortissement comptabilise la dépréciation des immobilisations.

Il s'agit d'un procédé comptable permettant de constituer un autofinancement nécessaire au renouvellement des immobilisations.

Il contribue par là même à la sincérité des comptes et concourt au respect du principe comptable de prudence.

Pour chaque catégorie d'immobilisations, l'amortissement est calculé au prorata du temps prévisible d'utilisation. Il est établi un tableau d'amortissement qui sert à déterminer le montant des dotations à inscrire chaque année au budget.

L'instruction M57 modifie les règles d'amortissement en plaçant l'amortissement au prorata temporis comme amortissement de droit commun.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Toutefois, par délibération n° 2023-177 du 26 septembre 2023, le Conseil Municipal a autorisé la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire et notamment les biens de faible valeur.

Dans ce cadre et donc par exception, les biens de faible valeur inférieurs à 500 € TTC feront l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur) et seront amortis en totalité sans prorata temporis à compter du 1er janvier suivant leur acquisition.

De plus L'instruction M57 précise que l'ensemble de l'actif immobilisé entre dans le périmètre des amortissements à l'exception des œuvres d'art, des terrains autres que les terrains de gisement, les frais d'étude et d'insertion non suivis de réalisation, les immobilisations remises en affectation ou à disposition, les agencements et aménagements de terrains, les immeubles non productifs de revenus. Pour ce qui concerne les réseaux et installations de voirie, l'amortissement de ces derniers devient facultatif.

Pour les communes, l'obligation ne concerne que les biens acquis à compter du 1er janvier 1996.

Les biens amortissables et la durée (ou cadence) d'amortissement font l'objet de délibérations spécifiques, sauf pour :

- les frais relatifs aux documents d'urbanisme (art. L121-7 du code de l'urbanisme), amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- les frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation, ainsi que les frais de recherche et développement, amortis sur une durée maximale de cinq ans,
- les brevets sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur leur durée effective d'utilisation si elle est plus brève,
- les subventions d'équipement versées sont amorties :
    - sur la durée du bien relative à maximale de cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études,
    - sur une durée maximale de quinze ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations,
    - sur une durée maximale de trente ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Pour les autres immobilisations, la durée d'amortissement est fixée en fonction de la durée d'utilisation du bien.

En principe, l'amortissement est linéaire, les dépréciations sont réparties de manière égale sur la durée de vie du bien.

Comme toute opération d'ordre budgétaire, l'amortissement donne lieu à l'ouverture de crédits budgétaires. Il constitue à la fois une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement.

Il est précisé que le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an est de :

- 500 € TTC (Budget principal et budget annexe).

La sortie de l'actif est constatée de la façon suivante :

- si l'amortissement est fait sur un an : sortie l'année suivante,
- si l'amortissement est supérieur à un an : sortie au vu d'un certificat administratif lors de la cession de l'immobilisation ou sa mise à la réforme.

**Cas des dépenses dont la réalisation est incertaine** :

- <u>Frais d'études – compte 2031</u> :

À l'occasion du dernier mandat clôturant une étude, les directions opérationnelles doivent informer la direction des finances de la réalisation ou non de l'opération concernée.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En effet, les frais d'études ouvrent droit à compensation au titre du FCTVA dans la mesure où ils sont suivis de la réalisation des travaux correspondants. Ils constituent l'un des éléments du prix de revient des travaux.
→ Lorsqu'une étude relative à une opération immobilière est suivie de réalisation, elle doit être intégrée au coût de l'immobilisation en cours. Cette intégration fait l'objet d'une opération d'ordre budgétaire constatant le coût de cette étude au compte d'immobilisation en cours 23 concerné.

Les frais d'études entièrement amortis sont sortis du bilan. Le comptable crédite le compte 2031 par le débit du compte 28031 à due concurrence par opération d'ordre non budgétaire.

→ En revanche, s'il est constaté que les frais d'études ne seront pas suivis de réalisation, les frais correspondants sont amortis sur une période qui ne peut dépasser cinq ans : le compte 6811 "Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles" est débité par le crédit du compte 28031 "Frais d'études".

-Frais d'insertion – compte 2033 :

Les frais de publication et d'insertion des appels d'offres dans la presse engagés dans le cadre de la passation de marchés publics sont imputés sur le compte 2033 « Frais d'insertion ».

Lors du lancement des travaux, ces frais sont virés, par opération d'ordre budgétaire, à la subdivision intéressée du compte d'immobilisation en cours (compte 23) ou directement au compte définitif d'imputation (compte 21) si les travaux sont effectués et terminés au cours du même exercice.

Dès qu'il est constaté que les frais d'insertion ne seront pas suivis de réalisation, les frais correspondants sont amortis sur une période qui ne peut dépasser 5 ans : le compte 6811 "Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles" est débité par le crédit du compte 28033 "Frais d'insertion".

Les frais d'insertion entièrement amortis sont sortis du bilan. Le comptable crédite le compte 2033 par le débit du compte 28033 à due concurrence par opération d'ordre non budgétaire.

Les frais d'insertion relatifs à des marchés de fonctionnement s'imputent au compte 6231 "Annonces et insertions".

### 8.2 Les provisions

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif.

Les provisions sont des opérations d'ordre semi-budgétaires par principe et budgétaires sur option :

- à l'apparition d'un contentieux,
- en cas de procédure collective,
- en cas de recouvrement compromis malgré les diligences du comptable,
- pour risques de taux et de change au titre des emprunts complexes.

Elles sont facultatives pour tous les autres risques et dépréciations.

Dans tous les cas, les provisions doivent figurer au budget primitif (au titre de l'une ou des deux sections) et lorsque la provision concerne un risque nouveau, elle doit être inscrite dès la plus proche décision budgétaire suivant la connaissance du risque.

Une fois le risque écarté ou réalisé, le plus souvent sur un exercice ultérieur, une reprise sur provision est faite à l'appui d'une délibération.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le montant de la provision doit être enregistré dans sa totalité sur l'exercice au cours duquel le risque ou la perte de valeur est constaté.

La collectivité a la possibilité d'étaler la constitution d'une provision en dehors des 3 cas de provisions obligatoires.

Les provisions sont évaluées en fin d'exercice et sont réajustées au fur et à mesure de la variation des risques et éventuellement des charges.

Le conseil Municipal de la Ville de Grasse a par délibération n° 2023-53 du 4 avril 2023 opté pour l'option du régime des provisions budgétaires.

### 8.3 Les subventions transférables

Les subventions et fonds d'investissement reçus servant à financer un équipement devant être amortis, sont qualifiés de fonds et subventions transférables et imputés en recettes au compte 131(subventions d'équipement transférables) ou au compte 133 (fonds affectés à l'équipement transférables - ex : DGE, amendes de police...).

Leur reprise au compte de résultat permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements des biens acquis ou réalisés et, in fine, de solder les comptes de subventions au bilan.

Cette reprise impérative consiste en un amortissement « à l'envers » par rapport à l'amortissement des biens réalisés ou acquis à l'aide des subventions et fonds transférables. Il s'agit d'une dépense de la section d'investissement et d'une recette concomitante pour la section de fonctionnement.

La reprise au résultat d'une subvention d'équipement transférable reçue constitue une opération d'ordre budgétaire, se traduisant comme suit :

- -chapitre 042 – Recettes de fonctionnement au compte 777 (quote-part des subventions transférables au compte de résultat),
- -chapitre 040 – Dépenses d'investissement au compte 139 (subventions transférées au compte de résultat).

Le montant de l'annuité d'amortissement d'une subvention d'équipement transférable reçue est égal au montant de la subvention divisée par la durée de l'amortissement du bien subventionné. Le point de départ de l'amortissement de la subvention est celui de l'amortissement de l'immobilisation.

## 9 LA GESTION DE LA DETTE

### 9.1. LES GARANTIES D'EMPRUNT

Une garantie d'emprunt est un engagement par lequel la commune accorde sa caution à un organisme dont elle veut faciliter les opérations d'emprunt en garantissant aux prêteurs le remboursement de l'emprunt en cas de défaillance du débiteur.

Conformément à l'article L2313-1 du CGCT, la commune communique, en annexe des documents budgétaires, les informations suivantes concernant les garanties d'emprunt :

- La liste des organismes au bénéfice desquels la commune a garanti un emprunt,
- Le tableau retraçant l'encours des emprunts garantis.

La Ville est informée annuellement par les établissements de crédit du montant principal et des intérêts restant à courir sur les emprunts qu'elle garantit.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La redéfinition de conditions financières d'un contrat initial garanti entraine la nécessité d'une nouvelle garantie et son approbation par une nouvelle délibération.

## 9.2. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

### *9.2.1. Gestion de la Dette*

Aux termes de l'article L.2337 – 3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes peuvent recourir à l'emprunt.

Le recours à l'emprunt est destiné exclusivement au financement des investissements, qu'il s'agisse d'un équipement spécifique, d'un ensemble de travaux relatifs à cet équipement ou encore d'acquisitions de biens durables considérés comme des immobilisations.

Les emprunts peuvent être globalisés et correspondre à l'ensemble du besoin en financement de la section d'investissement.

En aucun cas l'emprunt ne doit combler un déficit de la section de fonctionnement ou une insuffisance des ressources propres pour financer le remboursement en capital de la dette.

Le recours à l'emprunt relève en principe de la compétence de l'Assemblée délibérante. Toutefois, cette compétence peut être déléguée au Maire (selon l'article L. 2122 – 22 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le Conseil Municipal de la Ville de Grasse a donc par délibération n° 2026-86 en date du 28 avril 2026 donné délégation de compétence au Maire pour :

- Procéder à la réalisation des emprunts bancaires classiques destinés au financement des investissements prévus dans le cadre du budget, à la réalisation d'emprunts liés à des financements dédiés et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux de change.

  Ces emprunts ne pourront pas être des financements structurés.
- Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 dans le cade des dépôts des fonds.
- Conclure des lignes de trésorerie d'un montant total ne dépassant pas 3 M€ et d'une durée jusqu'à 1 an avec les caractéristiques (modalités de tirage, durée des tirages, type de taux, niveau de marge) qu'il arrêtera ;
- Rembourser par anticipation les emprunts anciens y compris leur refinancement par un nouvel emprunt ;
- Modifier les plans d'amortissement des emprunts souscrits (profil et/ou durée) ;
- Modifier les taux d'emprunts existants (passage de taux fixe à taux variable ou vice versa) en fonction de la fluctuation des taux d'intérêts ;
- Compacter plusieurs emprunts ;
- Réaliser les opérations de gestion de taux (produits dérivés) autorisées uniquement à titre de couverture des emprunts souscrits ;

Ces opérations visent notamment à neutraliser un risque de taux d'intérêt inhérent à la volatilité des marchés, diminuer la charge d'intérêt des emprunts à taux fixe élevé assortis d'une indemnité actuarielle, diversifier la nature des indexations en fonction de l'évolution des marchés ;

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours sur lequel ils sont adossés. Elles pourront porter sur les contrats constitutifs du stock de la dette ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement inscrits en section d'investissement au budget ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats d'échange de taux d'intérêt ou SWAP modifiant ainsi l'exposition du ou des prêts visés, de garantie d'un taux plafond (CAP), d'un taux plancher (FLOOR), d'un taux plafonds ou d'un taux plancher (COLLAR ou TUNNEL) ;

- Souscrire des produits de placement sans risque dans la limite :
  - D'un montant maximal de 5 M€ par opération (ou 10 M€ cumulés sur l'année),
  - D'une durée ≤ 2 ans (renouvelable sous réserve de nouvelles délibérations),
  - D'instruments classés "sans risque" ou "faible risque"

Sont considérés comme "sans risque" ou "faible risque" :
*Les comptes à terme garantis par un établissement de crédit noté A- ou supérieur.
*Les OPCVM monétaires conformes au règlement européen 2017/1131 (fonds monétaires courts).
*Les obligations souveraines émises par des États membres de l'UE notés AA- ou supérieur. Toute dérogation devra être validée par délibération spécifique.

Les conditions de ces opérations seront précisées chaque année par Monsieur le Maire en fonction du contexte économique et financier, dans le rapport annuel de gestion de la dette en particulier dans les règles de gestion.

Le Conseil Municipal est tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de cette délégation.

#### *9.2.2. Gestion de la Trésorerie*

Chaque collectivité territoriale dispose d'un compte au Trésor Public. Ses fonds y sont obligatoirement déposés.

Des disponibilités peuvent apparaître (excédents de trésorerie) ; des produits de placement sans risque peuvent être souscrits.

A l'inverse, des besoins de trésorerie peuvent apparaître. Il revient alors à la collectivité de se doter d'outils de gestion de sa trésorerie, afin d'optimiser au mieux l'évolution de celle – ci (son compte au Trésor ne pouvant être déficitaire).

Des lignes de trésorerie permettent de financer le décalage dans le temps entre le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

Les crédits concernés par ces outils de gestion de trésorerie ne procurent aucune ressource budgétaire. Ils n'ont pas vocation à financer l'investissement. Ils ne sont donc pas inscrits dans le budget de la collectivité et gérés par le Comptable public sur des comptes financiers de classe 5.

Néanmoins, le recours à ce type d'outils de trésorerie doit être autorisé par le Conseil Municipal, qui doit préciser le montant maximal qui peut être mobilisé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 10 GLOSSAIRE

**Amortissement :** l'amortissement des immobilisations comptabilise la dépréciation des investissements réalisés par la collectivité. Il s'agit d'un procédé comptable permettant de constituer un autofinancement nécessaire au renouvellement des immobilisations.

**Assemblée délibérante :** terme générique employé pour désigner l'autorité détenant notamment le pouvoir budgétaire :
- Le Conseil Municipal

**Budget :** acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses d'un organisme public. Le budget d'une collectivité territoriale est divisé en sections (investissement et fonctionnement). Chaque section est divisée en chapitres. Chaque chapitre est divisé en articles.
- La première décision budgétaire de l'exercice est dénommée budget primitif ;
- Le budget peut être modifié par une ou plusieurs décisions modificatives (dont la décision modificative qui comporte la reprise des résultats).

**Budgets annexes :** budgets distincts du budget principal mais votés par l'assemblée délibérante :
- pour certains services locaux spécialisés (eau, assainissement, etc.),
- dès lors que l'activité d'un service relève d'une nomenclature comptable distincte de celle du budget principal,
- pour isoler des opérations soumises à TVA.

Ces budgets permettent d'établir le coût réel d'un service et de déterminer avec précision le prix à payer par ses seuls utilisateurs pour équilibrer les comptes.

**Budgets autonomes :** les budgets autonomes sont établis par les établissements publics locaux gérant certains services (centre d'action sociale, caisse des écoles, par exemple). Ils sont votés par les instances responsables de l'établissement.

**Budget principal :** budget comportant les dépenses et les recettes d'une collectivité locale, sans celles des budgets annexes et des budgets autonomes.

**Chapitre budgétaire :** division du budget constituant, le plus souvent, le niveau de présentation, de vote et de contrôle de la disponibilité des crédits budgétaires.

**Compte administratif :** l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif (CA) présenté par l'ordonnateur après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale. Le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

**Crédit budgétaire :** toute somme inscrite au budget, en recettes ou en dépenses.

**Débat d'orientation budgétaire (DOB) :** un débat portant sur les orientations budgétaires de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, doit obligatoirement précéder de deux mois le vote du budget.
Ce débat a pour objet de préparer l'examen du budget en donnant aux membres de l'organe délibérant, en temps utile, les informations qui leur permettront d'exercer, de façon effective, leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Décisions-modificatives :** délibérations permettant de modifier le budget d'une collectivité locale jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent. Elles peuvent avoir trois objets :
1° Prévoir des dépenses nouvelles gagées par des recettes nouvelles ;
2° Entériner ou opérer des virements de crédits de la compétence de l'assemblée délibérante ;
3° Reprendre les résultats, avant la clôture de l'exercice.

**Délai global de paiement (DGP) :** délai imparti à la personne publique pour payer le titulaire du marché public. Il ne peut excéder 30 jours (Livre 1er – titre IX – chapitre II - section2 du Code de la commande publique).

**Engagement :** l'engagement juridique a pour effet de constater à l'encontre de la collectivité une obligation de laquelle résultera une charge. L'engagement comptable a pour effet de réserver les crédits nécessaires pour concrétiser tout engagement juridique. L'engagement comptable doit être préalable ou concomitant à l'engagement juridique.

**Immobilisations :** actifs destinés à rester durablement dans le patrimoine de la collectivité. On distingue :
- les immobilisations corporelles (biens meubles et immeubles),
- les immobilisations incorporelles (frais d'établissement, frais de recherche et de développement, concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires, droit au bail, fonds commercial, subventions d'équipement versées pour les collectivités territoriales),
- les immobilisations financières (participations et créances rattachées à des participations, titres, prêts accordés, dépôts et cautionnements versés, créances à long terme).

**Instruction budgétaire et comptable :** une instruction budgétaire et comptable contient le plan des comptes à utiliser, le mode d'emploi de ces comptes, les maquettes budgétaires, un condensé de la législation et de la réglementation financière applicables à une catégorie d'organismes.
- Instructions M57 pour les communes,
- Instruction M4 pour les établissements publics (SPIC locaux, M49 Services publics locaux de distribution d'eau et d'assainissement),

**Journée / période complémentaire :**
Il est possible de prolonger fictivement la journée comptable du 31 décembre jusqu'au dernier jour du mois de janvier de l'année suivante, pour suivre :

- l'exécution des opérations intéressant la section de fonctionnement, afin de permettre l'émission des mandats correspondants à des services faits au cours de l'exercice considéré et des titres de recettes correspondant à des droits acquis à la commune au cours dudit exercice ;
- l'exécution des opérations d'ordre de chacune des deux sections.

**Liquidation :** la liquidation consiste, après constatation du service fait, à arrêter le montant exigible de la dépense ou de la recette en fonction des termes de la décision financière.

**Mandatement :** ordre de payer une dépense, donné au comptable par l'ordonnateur ou, à défaut, par le représentant de l'État (mandatement d'office). Le mandat est dit de régularisation si le paiement est déjà intervenu.

**Opération :** une opération correspond à un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et de frais d'études y afférents, aboutissant à la réalisation d'un ouvrage ou de plusieurs ouvrages de même nature.

**Opérations d'ordre budgétaire :** opérations d'ordre faisant jouer deux comptes budgétaires, l'un en dépenses l'autre en recettes, appartenant ou non à la même section du budget.

**Opérations pour compte de tiers :** opérations d'investissements réalisées par une collectivité publique pour le compte de tiers, dans certains cas juridiquement encadrés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Ordonnateur :** personne chargée de prescrire l'exécution des recettes et des dépenses d'un organisme public. Le maire s'agissant de la commune, le président du conseil communautaire s'agissant de la Communauté d'Agglomération.

**Programme** : un programme correspond à un niveau de consolidation regroupant autour d'un même objectif un ensemble d'actions homogènes. Il concerne les dépenses d'investissement.

**Provisions :** passif constitué en contrepartie d'une charge calculée, volontairement ou par obligation réglementaire (provisions dites réglementées), pour faire face à une charge ou un risque futur.

**Rattachement :** la procédure de rattachement concerne la section de fonctionnement. Elle vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné toutes les charges à payer et les produits à recevoir qui s'y rapportent et qui n'ont pas été comptabilisés pour des raisons diverses au cours de cet exercice.

**Reprise des résultats :** inscription des résultats au budget de l'exercice suivant dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice.

**Sections budgétaires :** division du budget d'une collectivité locale entre dépenses et recettes correspondant :
- aux opérations courantes de gestion (section de fonctionnement),
- aux dépenses et recettes relatives aux opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité ou d'un tiers bénéficiant d'une subvention (section d'investissement).

**Règle du service fait :** règle de la comptabilité publique selon laquelle une dépense ne peut être payée que si le service a été fait. Il appartient à l'ordonnateur d'en justifier.

**Virement de crédit :** possibilité d'abonder les crédits d'une ligne budgétaire au moyen des crédits disponibles d'une autre ligne. C'est le niveau de vote du budget qui détermine la liberté de l'ordonnateur d'effectuer des virements de crédits sans revenir devant l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 32 BUDGET PRINCIPAL**
**ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER**
**APRES RENOUVELLEMENT DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 32**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET PRINCIPAL**
**ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER**
**APRES RENOUVELLEMENT DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le renouvellement de l'assemblée délibérante de la ville de Grasse, intervenu à la suite des élections municipales du 15 mars 2026, marque une étape importante dans la gouvernance locale. Dans ce cadre, il apparaît essentiel d'adopter à nouveau le règlement budgétaire et financier de la collectivité, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Monsieur le Maire expose :

Le renouvellement de l'assemblée délibérante de la ville de Grasse, intervenu à la suite des élections municipales du 15 mars 2026, marque une étape importante dans la gouvernance locale. Dans ce cadre, il apparaît essentiel d'adopter à nouveau le règlement budgétaire et financier de la collectivité, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Ce document, qui fixe les règles internes de gestion financière, budgétaire et comptable, constitue un outil indispensable pour garantir la transparence, la rigueur et l'efficacité de la gestion publique locale. Il encadre notamment les procédures d'élaboration, d'exécution et de contrôle du budget, ainsi que les modalités de gestion des dépenses et des recettes.

L'adoption de ce règlement s'inscrit dans une démarche de continuité administrative et de conformité aux obligations légales, tout en permettant d'intégrer d'éventuelles évolutions réglementaires ou adaptations locales jugées nécessaires. Elle répond également à la nécessité de doter la nouvelle équipe municipale d'un cadre clair et opérationnel pour la mise en œuvre de sa politique budgétaire.

Vu l'article 106-III de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu les articles L. 2121-29, L. 2312-1 à L. 2312-4 du CGCT ;

Vu l'Article Article R. 2313-7 portant obligation pour les communes de plus de 3 500 habitants d'adopter un règlement budgétaire et financier.

Considérant que le renouvellement de l'assemblée délibérante impose de réaffirmer les règles de gestion budgétaire et financière applicables à la ville de Grasse, afin d'assurer la continuité et la transparence de l'action municipale ;

Considérant que le règlement budgétaire et financier constitue un document essentiel pour encadrer les procédures d'élaboration, d'exécution et de contrôle du budget communal, conformément aux principes de bonne gestion financière ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que l'article R. 2313-7 du Code général des collectivités territoriales impose aux communes de plus de 3 500 habitants d'adopter un tel règlement ;

Considérant que ce document doit être adapté aux spécificités locales et aux évolutions réglementaires récentes, tout en garantissant le respect des principes d'équilibre, de sincérité et de transparence budgétaire ;

Considérant que l'adoption de ce règlement permettra de clarifier les rôles et responsabilités des différents acteurs impliqués dans la gestion financière de la collectivité, notamment le maire, les services municipaux et les élus ;

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** le règlement budgétaire et financier de la Ville de Grasse, annexé à la présente délibération, qui fixe les règles internes de gestion financière, budgétaire et comptable applicables à la collectivité ;
- **DIRE QUE** Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département, conformément aux dispositions de l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-33-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Commune de Grasse – Bilan foncier 2025

- **Les acquisitions et cessions immobilières réalisées par la Commune de Grasse durant l'année 2025 :**

| DATE | VENDEUR | ACQUEREUR | PRIX | CADASTRE – ADRESSE | CONTEXTE |
|---|---|---|---|---|---|
| ACQUISITION AMIABLE 12/05/2025 | RIMBAUD - BOYER | Ville de Grasse | 10 000 € | BS 592 Chemin de Cante Perdrix | Régularisation Voirie suite à Permis de Construire |
| ACQUISITION AMIABLE 13/06/2025 | MARCHAND | Ville de Grasse | 176 000 € | BI n°25 Lots 48 et 56 5 rue Porte neuve | Projet de liaison urbaine entre l'avenue Alphonse MOREL et la traverse Font-Laugière et le boulevard Gambetta via le parc de stationnement La Roque |
| ACQUISITION AMIABLE 04/07/2025 | Consorts GALFRE | Ville de Grasse | 1 € | DX 142 Vallon de Camperousse | Projet de travaux d'aménagement du vallon de Camperousse |
| ACQUISITION AMIABLE 04/12/2025 | Consorts ROATTA | Ville de Grasse | 1 € | EY n°695 Route de Draguignan | Projet d'aménagement de voirie |
| ACQUISITION AMIABLE 04/12/2025 | SNCF | Ville de Grasse | 1 914 € | DR 246 600 601 605 Chemin de Saint-Marc | Régularisation Chemin de Saint-Marc |
| ACQUISITION AMIABLE 04/12/2025 | ULTRA INTERNATIONAL B.V. | Ville de Grasse | 1 € | AY 491 Avenue Riou Blanquet | Régularisation Avenue Riou Blanquet |
| ACQUISITION AMIABLE 23/12/2026 | EPF PACA | Ville de Grasse | 471 630,88 € | AY 289 291 et 292 Boulevard Gambetta | Préemption via la Convention d'Intervention Foncière |
| ACQUISITION 12/03/2025 | Bien sans maître | Ville de Grasse | 0 € | AN 135 allée de la Lauve | Intégration d'un bien sans maître dans le patrimoine privé de la Commune |
| ACQUISITION 01/07/2025 | Bien sans maître | Ville de Grasse | 0 € | BE 173 7 rue de la Fontette | Intégration d'un bien sans maître dans le patrimoine privé de la Commune |
| ACQUISITION 02/07/2025 | Bien sans maître | Ville de Grasse | 0 € | BH 102 3 rue de l'Oratoire | Intégration d'un bien sans maître dans le patrimoine privé de la Commune |
| ACQUISITION 07/10/2025 | Copropriété Les Marronniers | Ville de Grasse | En attente d'indemnisation | BP n°331 et 332 Rue des Grillons | Plan d'alignement |
| CESSION 09/04/2025 | Ville de Grasse | SCI NATIMMO | 479 600 € | EI 503 Les Bois de Grasse | Cession d'un terrain à bâtir ZI Les Bois de Grasse |

Accusé de réception en préfecture
006-210600498-20260428-2026-33-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CESSION 27/05/2025 | Ville de Grasse | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 1 € | BE 372 et 373 Projet Martelly Volume n°1 Parking Notre-Dame des Fleurs | Rétrocession Notre Dame des Fleurs |
| CESSION 04/07/2025 | Ville de Grasse | MARCHAND | 77 000 € | BN 19<br>BN 20 lot n°1<br>19 avenue Guy de Maupassant | Projet de liaison urbaine entre l'avenue Alphonse MOREL et la traverse Font-Laugière et le boulevard Gambetta via le parc de stationnement La Roque |
| CESSION 26/09/2025 | Ville de Grasse | SPL Pays de Grasse Développement | 34 500 € | BH 174 Lot n°1<br>6 rue de la Pouost | Cession local commercial |
| CESSION 04/12/2025 | Ville de Grasse | Mission Locale du Pays de Grasse | 600 000 € | BL 123, 178, 179 et 280<br>Avenue Pierre Sémard | Cession du contrat entre la ville de Grasse et la SCCV Quintessence au profit de la mission locale |
| CESSION 04/12/2025 | Ville de Grasse | ULTRA INTERNATIONAL B.V. | 18 000 € | AY 492<br>Avenue Riou Blanquet | Cession d'une emprise constituant un accès à une propriété privée |
| CESSION 10/12/2025 | Ville de Grasse | SAEM Pays de Grasse Dynamiques | 300 000 € | 6, 8, 10 rue Jean Ossola<br>BH 332 Lots 12 et 13<br>BH 331 Lots 1 et 2<br>BH 330 Lots 1, 2 et 3 | Cession des locaux Hugues AINE à la SEM Pays de Grasse Dynamiques |

- **Les acquisitions et cessions immobilières réalisées par l'Etablissement Public Foncier P.A.C.A durant l'année 2025 dans le cadre des conventions d'intervention foncière :**

| DATE | VENDEUR | ACQUEREUR | PRIX | CADASTRE - ADRESSE | CONTEXTE |
|---|---|---|---|---|---|
| CESSION AMIABLE 3/11/2025 | EPF PACA | Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse | 60 000 € | 52 route de Plascassier Parcelles DE 844, 847 et 849 | Convention d'Intervention Foncière en Développement économique sur le site de la friche Biolandes |
| CESSION AMIABLE 3/11/2025 | EPF PACA | GIVAUDAN | 4 225 701.02€ | 53 route de Plascassier Parcelles DE 254, 493 à 496, 845, 846 et 848 | Convention d'Intervention Foncière en Développement économique sur le site de la friche Biolandes |
| CESSION AMIABLE 22/12/2025 | EPF PACA | Ville de Grasse | 471 630,88 € | Boulevard Gambetta Parcelles AY 289, 291 et 292 | Convention d'Intervention Foncière sur le site Action Cœur de ville |

Accusé de réception en préfecture
006-200039436-20260424-DEL2026-[illegible]
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **Les acquisitions et cessions immobilières réalisées par la Société PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT durant l'année 2025 dans le cadre de la convention signée avec la Commune de Grasse :**

| DATE | VENDEUR | ACQUEREUR | PRIX | CADASTRE - ADRESSE | CONTEXTE |
|---|---|---|---|---|---|
| 27/05/2025 | VILLE DE GRASSE | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 1 € | BE 372, 373, 374 et 375<br>1 Place Martelly | Lot volume n°1 EDDV Notre Dame des Fleurs |
| 16/06/2025 | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS DE GRASSE | 20 000 € | BH 182<br>4 bis rue Porte Neuve | Création d'un Point d'Apport Volontaire |
| 07/07/2025 | PIERRIMMO | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 69 450 € | BE 223 lots n°4 et 6 (cave) n°8, 10 et 11 (Commerce)<br>30 place aux Aires | Préemption |
| 26/09/2025 | VILLE DE GRASSE | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 34 500 € | BH 174 Lot n°1<br>6 rue de la pouost | Commerce |
| 04/12/2025 | GUIGUES Odette | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 16 000 € | BE 109 Lot n°3 (commerce ) et n°4 (cave)<br>1 rue Font neuve | Commerce |
| 17/12/2025 | AMORETTI Fabienne | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 105 000 € | BH 161 Lots n°1 à 8<br>13 rue de la Poissonnerie | Ilot Roustan |

- **Les acquisitions et cessions immobilières réalisées par la SAEM Pays de Grasse Dynamiques durant l'année 2025**

| DATE | VENDEUR | ACQUEREUR | PRIX | CADASTRE - ADRESSE | CONTEXTE |
|---|---|---|---|---|---|
| 10/12/2025 | Ville de Grasse | SAEM Pays de Grasse Dynamiques | 300 000 € | 6, 8, 10 rue Jean Ossola<br>BH 332 Lots 12 et 13<br>BH 331 Lots 1 et 2<br>BH 330 Lots 1, 2 et 3 | Cession des locaux Hugues AINE par la ville de Grasse |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-33-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 33 BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS 2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-33-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-33-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2026 - 33

DU 28 AVRIL 2026

# BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS 2025

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet le bilan 2025 des acquisitions et cessions.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2241-1,

Considérant que conformément à l'article susvisé, le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à une délibération annuelle du Conseil Municipal,

Considérant que ce bilan est annexé au compte administratif de la Commune,

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est invité à prendre acte du bilan, ci-annexé, des acquisitions et des cessions immobilières réalisées en 2025 par la commune de Grasse, par l'Etablissement Public Foncier P.A.C.A, par la Société Pays de Grasse Développement et par la SAEM Pays de Grasse Dynamiques sur le territoire grassois.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du bilan des acquisitions et des cessions pour l'année 2025.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant certificat du 29/04/2026
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-34-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 34 COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2025**
**ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-34-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC
TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-34-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2026 - 34

DU 28 AVRIL 2026

**COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2025**
**ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE**

Monsieur le Maire expose :

En application des dispositions de l'article L.2121-14 applicable par renvoi de l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire ne peut assister au vote des comptes financiers uniques.

Aussi, il convient que le conseil municipal procède à l'élection d'un Président de séance pour le vote des Comptes Financiers Uniques du budget principal, du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres et du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium, avant que ne s'engagent les débats.

L'article L.2121-21 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le conseil « peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret, aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le conseil municipal est invité à :

- **PRENDRE ACTE** de la candidature de Madame Valérie COPIN, Deuxième Adjointe ;
- **DECIDER** à l'unanimité de procéder à un vote sur la candidature à main levée ;
- **PROCEDER** à l'élection d'un Président de séance pour le vote des Comptes Financiers Uniques du budget principal, du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres et du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION

# BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE

# COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# SOMMAIRE

EQUILIBRE GENERAL COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024……. P. 6

DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT…….. P. 7

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT…….. P. 23

DEPENSES D'INVESTISSEMENT…… P. 30

RECETTES D'INVESTISSEMENT……. P. 36

FINANCEMENT INVESTISSEMENT 2025…… P. 38

RATIOS FINANCIERS 2025…….. P. 39

RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2025…….. P. 40

ANALYSE DES VARIATIONS DETTE BRUTE 2025 ET PROSPECTIVE 2026 EN M€……P. 42

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE AU 31.12.2025…… P. 42

PAR TYPOLOGIE DE RISQUES BUDGET PRINCIPAL…… P. 44

DETTE HORS CHARTE ET A TAUX COMPLEXES AU 31.12.2025…….. P. 46

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PREVISIONNELLE AU 31.12.2025……. P. 47

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Ce rapport présente les résultats de l'exécution du budget 2025

Le Compte Financier Unique rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

## INTRODUCTION

Le compte financier unique constitue le document budgétaire qui se substitue à la fois au compte administratif et au compte de gestion.

Sur la base des propositions du bilan final du Gouvernement remis au Parlement sur l'expérimentation du compte financier unique, l'article 205 de la loi de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard au titre de l'exercice 2026, la Ville de Grasse ayant en ce qui la concerne pris la décision d'anticiper à son passage dès l'exercice 2024, les objectifs étant de :

- Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales étant présentes au sein d'un même document ;
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable ; le contenu du compte a été revu afin de disposer de données clés et d'informations pertinentes (nouveaux ratios, rappel des taux d'impositions, bilan et compte de résultat synthétiques) ;
- Aboutir à une confection 100 % dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne ; des contrôles automatisés de cohérence sont réalisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable de la DGFiP, ce qui simplifie les travaux d'ajustement en fin de gestion et améliore la qualité des comptes.

En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le CFU permettra de mieux éclairer les assemblées délibérantes et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

En ce qui concerne l'exécution du budget 2025, celle-ci s'est inscrite dans un environnement particulièrement contraint et anxiogène.

En effet, la situation financière des collectivités locales se trouve aujourd'hui marquée par un contexte budgétaire particulièrement exigeant, caractérisé par une pression accrue sur les dépenses et une érosion des ressources. Plusieurs réformes récentes ont en effet renforcé les contraintes pesant sur les finances communales, parmi lesquelles :

- L'alourdissement des cotisations retraite des agents publics, qui pèse mécaniquement sur la masse salariale ;
- La baisse des dotations d'investissement, consécutive au retrait des subventions de nos partenaires institutionnels, limitant notre capacité à financer des équipements structurants ;
- L'accroissement des prélèvements obligatoires, notamment sur les variables d'ajustement et les fonds de péréquation (FPIC, prélèvement Dilico), qui amputent directement nos marges de manœuvre.

Face à ces défis, la Ville de Grasse a déployé une stratégie financière rigoureuse et équilibrée, visant à préserver la qualité du service public tout en garantissant la soutenabilité de ses finances.

Quatre axes majeurs structurent cette démarche :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **Une maîtrise stricte des dépenses de fonctionnement**, par le biais d'arbitrages exigeants sur les charges générales, une optimisation des achats et une mobilisation accrue des ressources internes ;
- **Le maintien des taux d'imposition locale**, malgré les tensions budgétaires, afin de protéger le pouvoir d'achat des administrés et d'inciter à une gestion encore plus vertueuse des coûts ;
- **Une gestion proactive des effectifs et des coûts salariaux**, dans un contexte où la hausse des cotisations CNRACL impose une vigilance constante sur la masse salariale ;
- **Le renforcement de la recherche de financements externes**, pour compenser la diminution des dotations et sécuriser le financement des investissements prioritaires.

S'agissant **des recettes de fonctionnement**, la Ville reste pleinement mobilisée pour optimiser leurs leviers, dont les faiblesses relatives affectent la pénalise encore sa situation financière même si un travail d'optimisation a déjà été engagé.

Sur le volet fiscal, la baisse inexpliquée de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires en 2025 constitue un manque à gagner significatif, évalué à plus de 550 K€.
Ce phénomène, dont les causes appellent une analyse approfondie avec les services fiscaux, pénalise lourdement nos équilibres.
À l'inverse, les droits de mutation enregistrent une hausse remarquable de 18,7 % par rapport à 2024 – bien au-delà des prévisions budgétaires initiales (5 %) –, offrant ainsi un souffle bienvenu pour nos finances (+ 400 K€).

Concernant la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), son niveau historiquement bas, inférieur à la moyenne des communes de même strate, demeure une source de préoccupation majeure.
L'absence de réforme des modalités de calcul, pourtant attendue, aggrave cette injustice et limite notre capacité à financer des projets essentiels au développement local.
Il est rappelé que de déficit de ces ressources représente un manque à gagner d'environ 100 € / habitant si on le compare à la moyenne de la strate, soit une différence abyssale.

**Du côté des dépenses**, leur évolution entre 2024 et 2025 est resté strictement maîtrisée, avec une progression limitée à 1,35 % en volume (soit +823 K€).

Cette modération s'explique notamment par :

- La mise en place d'une comptabilité analytique dans les services, accompagnée par un contrôle de gestion interne ayant permis de cibler les pistes d'optimisation de notre politique d'achat ;
- Une politique de recrutement rigoureuse, couplée à des mesures d'optimisation telles que l'auto-assurance du personnel (économie de 300 K€ en 2025) ou la poursuite de la mutualisation des services par un partage des compétences entre les structures ;
- Une rationalisation des charges courantes et une optimisation du potentiel de ressources à collecter qui se caractérise notamment dans notre collaboration renforcée avec le CCAS, aboutissant à une baisse de la subvention municipale entre 2024 et 2025 (de 3 200 K€ à 3 000 K€).

En revanche, les atténuations de produits continuent de grever nos équilibres, avec une progression de 400 K€ des prélèvements SRU, FPIC et Dilico – une charge subie, qui explique pour une large part l'augmentation des dépenses de gestion.

À l'inverse, les charges financières poursuivent leur décroissance marquée (–30 % par rapport à 2024), grâce à une politique active de désendettement et de désensibilisation de la dette, générant une économie en volume de 550 K€.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Sur le plan de l'investissement, la Ville confirme son engagement en faveur du patrimoine communal, avec un niveau de mandats en hausse de 4 % (13 612 K€ en 2025). Ces efforts ciblent prioritairement :

- La préservation des bâtiments à forte valeur patrimoniale, emblématiques de notre identité locale ;
- La réhabilitation des infrastructures routières, essentielle à la mobilité et à l'attractivité du territoire ;
- La rénovation urbaine de notre centre-ville.

Cette dynamique s'inscrit dans une trajectoire financière vertueuse consolidée, illustrée par :

- Une dette en recul pour la dixième année consécutive (75 988 K€ au 31 décembre 2025), soit un résultat réalisé bien supérieur à celui fixé avec la Chambre Régionale des Comptes qui s'établissait à 80 000 K€ ;
- Une amélioration des ratios clés, avec une épargne brute en progression de 7 % par rapport à 2024 et une épargne nette légèrement positive (56 K€, hors remboursements anticipés d'emprunts).

En conclusion, si les contraintes externes (perte de ressources, hausse des prélèvements) ont indéniablement affecté nos résultats, la commune a démontré par ses résultats sa capacité à faire front, par ces choix stratégiques, sa capacité à concilier rigueur budgétaire et ambition pour la Ville.

Les efforts engagés – désendettement, mutualisations, recherche de financements alternatifs – portent leurs fruits, mais appellent à être poursuivis avec détermination pour garantir, demain comme aujourd'hui, l'équilibre et la pérennité de notre action municipale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**L'EXECUTION DU BUDGET 2025 :**

Cette partie analyse l'exécution du budget 2025, voté le 1er avril 2025 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (Décision Budgétaire Modificative 1 du 24 juin 2025, Décision Budgétaire Modificative 2 du 23 septembre 2025, Décision Budgétaire Modificative 3 du 4 novembre 2025, Décision Budgétaire Modificative 4 du 16 décembre 2025).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

1) L'équilibre général du Comte Financier Unique 2025 ;
2) Le détail de la section de fonctionnement ;
3) Le détail de la section d'investissement ;
4) Le rapport annuel sur la gestion de la dette.

**EQUILIBRE GENERAL COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

***RECETTES ET DEPENSES REELLES***

| Montants en K Euros | Prévisions | Réalisations | Taux réalisations | Restes à réaliser | Résultat reporté | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes réelles de fonctionnement | 71 858 | 73 476 | 102,25% | | 4 084 | 77 560 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 64 566 | 63 955 | 99,05% | | | 63 955 |
| **Résultat** | | ***9 522*** | | | **4 084** | **13 605** |
| Recettes réelles d'investissement | *29 836* | *17 515* | 58,70% | 8 361 | | 25 876 |
| Dépenses réelles d'investissement | *37 659* | *22 767* | 60,46% | 8 361 | **3 553** | 34 681 |
| **Résultat** | | ***-5 252*** | | | **-3 553** | **-8 805** |

***RECETTES ET DEPENSES REELLES ET D'ORDRE***

| Montants en K Euros | Prévisions | Réalisations | Taux réalisations | Restes à réaliser | Résultat reporté | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement | 72 983 | 74 376 | 101,91% | | 4 084 | 78 460 |
| Dépenses de fonctionnement | 77 067 | 69 775 | 90,54% | | | 69 775 |
| **Résultat** | | ***4 600*** | | | **4 084** | **8 684** |
| Recettes d'investissement | *43 327* | *23 739* | 54,79% | 8 361 | | 32 100 |
| Dépenses d'investissement | *39 774* | *24 070* | 60,52% | 8 361 | **3 553** | 35 984 |
| **Résultat** | | ***-331*** | | | **-3 553** | **-3 884** |

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement 2025 s'établit donc à **8 684 K€.**

Le résultat cumulé de la section d'investissement 2025 s'établit à **– 3 884 K€.**

**Le solde soit 4 800 K€ est reporté en recettes de fonctionnement sur le budget 2026**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**RECETTES ET DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT :**

| Montants en K Euros | Prévisions | Réalisations | Taux réalisations | Restes à réaliser | Résultat reporté | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes réelles de fonctionnement | 71 858 | 73 476 | 102,25% | | 4 084 | 77 560 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 64 566 | 63 955 | 99,05% | | | 63 955 |
| **Résultat** | | ***9 522*** | | | **4 084** | **13 605** |

**RECETTES ET DEPENSES REELLES ET D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT :**

| Montants en K Euros | Prévisions | Réalisations | Taux réalisations | Restes à réaliser | Résultat reporté | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement | 72 983 | 74 376 | 101,91% | | 4 084 | 78 460 |
| Dépenses de fonctionnement | 77 067 | 69 775 | 90,54% | | | 69 775 |
| **Résultat** | | ***4 600*** | | | **4 084** | **8 684** |

Le résultat d'exécution de la section de fonctionnement s'établit à 4 601 K€ hors résultat reporté.

Le résultat cumulé de fonctionnement constitué du résultat d'exécution 2025 et du résultat reporté de 2024 atteint 8 684 K€ ;

Ce montant représente le résultat à affecter qui devra financer en priorité le déficit d'investissement qui s'établit cette année à 3 884 K€.

Le solde soit 4 800 K€ est reporté en recettes de fonctionnement et contribue au financement du budget 2026.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## DETAIL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| Attribution de compensation | 13 058 | 12 794 | -264 | *-2,02%* |
| FNGIR | 157 | 157 | 0 | *0,00%* |
| Dotation de solidarité communautaire | | 680 | 680 | ***ns*** |
| **Total impôts et taxes** | ***13 215*** | ***13 631*** | **416** | ***3,15%*** |
| Produit total fiscalité | 39 512 | 39 678 | 166 | *0,42%* |
| Droits de place | 47 | 31 | -16 | *-34,04%* |
| Taxes sur les pylônes électriques | 37 | 39 | 2 | *5,41%* |
| Taxe consommation finale électricité | 1 215 | 1 257 | 42 | *3,46%* |
| Taxe de séjour | 473 | 336 | -137 | *-28,96%* |
| Produit des jeux | 0 | 64 | 64 | ***ns*** |
| Taxe locale publicité extérieure | 301 | 298 | -3 | *-1,00%* |
| Droits de mutation | 3 127 | 3 711 | 584 | *18,68%* |
| **Total fiscalité directe** | ***44 712*** | **45 414** | **702** | ***1,57%*** |
| Dotation forfaitaire | *3 936* | 3 866 | -70 | *-1,78%* |
| Dotation nationale de péréquation | *580* | 561 | -19 | *-3,28%* |
| FCTVA | *105* | 110 | 5 | *4,76%* |
| Dotations générales de décentralisation | *558* | 375 | -183 | *-32,80%* |
| Participations département et région et Etat | *122* | 186 | 64 | *52,46%* |
| Communes du GFP | *58* | 54 | -4 | *-6,90%* |
| Communes hors GFP | *48* | 37 | -11 | *-22,92%* |
| Participations CEJ- CTG et autres | *497* | 365 | -132 | *-26,56%* |
| Allocations compensatrices DCRTP, TFS, | *1 707* | 1 767 | 60 | *3,51%* |
| **Total Dotations** | ***7 611*** | **7 321** | **-290** | ***-3,81%*** |
| Concessions cimetières | *131* | 99 | -32 | *-24,43%* |
| Redevances domaine public commercial | *79* | 90 | 11 | *13,92%* |
| Redevance occupation domaine public | *392* | 511 | 119 | *30,36%* |
| Redevances de stationnement | *345* | 348 | 3 | *0,87%* |
| Forfaits post stationnement | *127* | 195 | 68 | *53,54%* |
| Autres redevances et recettes diverses | *257* | 176 | -81 | *-31,52%* |
| Redevances à caractère culturel | *229* | 219 | -10 | *-4,37%* |
| Redevances à caractère sportif | *2* | 2 | 0 | *0,00%* |
| Redevances à caractère de loisirs | *203* | 167 | -36 | *-17,73%* |
| Autres prestations de services | *66* | 37 | -29 | *-43,94%* |
| Mise à dispo GFP rattachement | *20* | 9 | -11 | *-55,00%* |
| Mise à dispo autres organismes | *103* | 154 | 51 | *49,51%* |
| Rembours.frais collectivité de rattachement | *83* | 53 | -30 | *-36,14%* |
| Remboursements de frais d'autres redevables | *614* | 626 | 12 | *1,95%* |
| Produits activités annexes | *24* | 10 | -14 | *-58,33%* |
| **Total Produits des services** | ***2 675*** | ***2 696*** | **21** | ***0,79%*** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| Remboursements de personnel | *305* | 343 | 38 | *12,46%* |
| **Total atténuations de charges** | ***305*** | **343** | **38** | ***12,46%*** |
| Remboursements emprunts collectivité rattachement | *65* | 47 | -18 | *-27,69%* |
| Fonds de soutien | *622* | 622 | 0 | *0,00%* |
| Produits activités annexes | *8* | 24 | 16 | *200,00%* |
| **Total produits financiers** | ***695*** | **693** | **-2** | ***-0,29%*** |
| Loyers | 843 | 818 | **-25** | ***-2,97%*** |
| Redevances diverses | 384 | 431 | **47** | ***12,24%*** |
| Produits divers gestion courante | 860 | 542 | **-318** | ***-36,98%*** |
| **Total loyers et redevances** | ***2 086*** | **1 791** | | |
| Cessions foncières | 1 005 | 1 568 | **563** | ***56,02%*** |
| **Autres produits exceptionnels** | 41 | 19 | **-22** | ***-53,66%*** |
| Produits exceptionnels | *41* | 19 | **-22** | ***-53,66%*** |
| Cessions foncières | *1 005* | 1 568 | **563** | ***56,02%*** |
| **Total produits exceptionnels** | **1 046** | **1 587** | **541** | ***51,72%*** |
| **Reprises sur provisions** | ***620*** | | **-620** | ***-100,00%*** |
| **RECETTES REELLES** | ***72 965*** | **73 476** | **511** | ***0,70%*** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **TRAVAUX EN REGIE** | ***270*** | **391** | **121** | **44,81%** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **TOTAL Y COMPRIS TRAVAUX EN REGIE** | ***73 235*** | ***73 867*** | **632** | **0,86%** |

Le montant constaté en recettes réelles de fonctionnement agrégé de celui des travaux réalisés en régie en l'occurrence 73 867 K€ est celui retenu par la Direction Générale des finances Publiques pour calculer le montant de l'épargne brute.

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| Reprise provisions | *790* | 505 | **-285** | ***-36,08%*** |
| Reprise sur dotations | *26* | 4 | **-22** | ***-84,62%*** |
| **RECETTES D'ORDRE HORS REGIE** | **816** | **509** | **-307** | ***-37,62%*** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | ***74 051*** | ***74 376*** | **325** | **0,44%** |

Le total des réalisations en section de fonctionnement recettes s'établit à 74 376 K€ pour 2025.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**L'attribution de compensation**

L'équilibre financier des transferts de compétences entre notre commune et la communauté d'agglomération repose sur un mécanisme essentiel : la compensation budgétaire.
Or, en 2025, ce dispositif a fait l'objet d'une nouvelle adaptation, rendue nécessaire par deux évolutions majeures.
D'une part, la mutualisation des services techniques a conduit à un recalibrage des frais de personnel affectés à la Direction Générale des Services Techniques mutualisée, afin d'en refléter plus précisément la réalité opérationnelle.
D'autre part, les travaux exceptionnels engagés pour la gestion des eaux pluviales, consécutifs au sinistre Fragonard, ont généré des charges supplémentaires qu'il convenait d'intégrer à ce calcul.
Ces ajustements, bien que techniques, sont déterminants pour préserver la neutralité de l'impact des transferts financiers entre les structures.

| **Années** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Attribution compensation | 15 164 | 15 164 | 14 513 | 14 513 | 12 901 | 13 058 | ***12 794*** |
| Evolution en % | | 0,00% | -4,29% | 0,00% | -11,11% | 1,22% | -2,02% |

**Le fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)**

Le FNGIR permet d'assurer à chaque collectivité territoriale, par l'intermédiaire d'un prélèvement ou d'un reversement, que les ressources perçues après la suppression de la taxe professionnelle sont identiques à celles perçues avant cette suppression. Les montants prélevés ou reversés au titre du FNGIR sont fixes et reconduits chaque année. Cette fixité offre une stabilité aux collectivités territoriales et n'est pas structurellement pénalisante pour les contributeurs, notamment ceux qui ont connu depuis 2010 un dynamisme de leur fiscalité économique.

En effet, leur contribution au FNGIR n'a pas augmenté, alors que leurs ressources fiscales, y compris celles qu'elles percevaient au surplus de leur compensation, ont progressé.

Cependant, la fixité du FNGIR est parfois remise en cause par les collectivités locales contributrices, notamment les communes, qui ont connu depuis 2010 une perte de base et de produit de fiscalité économique du fait du départ d'une ou plusieurs entreprises de leur territoire, ces collectivités estimant que leur situation a changé .

| **Années** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FNGIR | 157 | 157 | 157 | 157 | 157 | 157 | ***157*** |
| Evolution en % | | | | | | | |

**La dotation de solidarité communautaire (DSC)**

La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) représente un outil essentiel pour garantir l'équilibre financier entre les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et leurs communes membres.

Ce mécanisme de péréquation, fondé sur des principes d'équité territoriale, atténue les inégalités de ressources en redistribuant les moyens selon des critères objectifs, tels que la population ou le potentiel fiscal par habitant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les règles de répartition, arrêtées par le conseil communautaire, concilient stabilité et flexibilité afin d'assurer une gestion durable, tout en s'adaptant aux évolutions des politiques publiques locales.
Le montant de la DSC peut ainsi être ajusté pour soutenir les orientations stratégiques de l'intercommunalité, à condition qu'une concertation renforcée entre l'EPCI et ses communes membres soit engagée.

Cette approche collaborative est en effet indispensable pour aboutir à une répartition à la fois juste et opérationnelle, au service de la cohésion territoriale.

Sachant que ce dispositif n'avait plus été mis en place depuis 2017, les élus renforcent non seulement la solidarité financière, mais aussi la capacité d'action collective soit un levier déterminant pour relever les défis communs et construire un projet de territoire ambitieux.

| **Années** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DSC | | | | | | | ***680*** |
| Evolution en % | | | | | | | |

**Taxe Foncière sur les propriétés bâties (TFPB)**

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales a profondément transformé le paysage des recettes fiscales des collectivités territoriales, amputant les budgets communaux et intercommunaux d'un produit très significatif.
Pour compenser cette perte, l'État a mis en place un transfert partiel de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), jusqu'alors attribuée aux départements.
Cependant, cette redistribution a créé des déséquilibres territoriaux significatifs : certaines collectivités disposent désormais de ressources supérieures à leurs besoins, tandis que d'autres, comme Grasse, subissent une compensation insuffisante.
Face à ces disparités, des mécanismes de péréquation horizontale ont été instaurés afin d'assurer une répartition plus équitable des moyens financiers entre les territoires.
Il est ainsi que pour préserver l'équilibre budgétaire de la commune de Grasse, une allocation compensatrice spécifique dénommée « coefficient *correcteur* » lui a été octroyée.
En 2025, ce dispositif a représenté un complément financier de 8 289 K€ sur un produit de contribution directe qui a représenté 39 678 K€.
Ce reversement équivalent à 21% du produit perçu, signifie que l'état s'est ainsi substitué aux contribuables grassois pour que la commune ne soit pas pénalisée financièrement.

A titre de comparaison, le volume global des impôts collectés auprès des contribuables de la commune pour 2025 est sensiblement équivalent à celui de 2017.

Ces éléments sont significatifs d'une pression fiscale qui diminue eu égard à cette réforme engagée par l'état d'une part et d'autre part aux efforts réalisés par la commune pour maintenir ses taux d'imposition constants depuis 2009.

Néanmoins, cette transformation a également réduit la diversité des recettes locales, concentrant désormais l'essentiel des ressources fiscales sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties.

Par ailleurs, l'augmentation du produit fiscal entre 2024 et 2025 s'explique principalement par :

- la revalorisation automatique des bases (+ 1,7 % en 2025, indexée sur l'inflation) ;
- les ajustements physiques des bases (constructions, rénovations ou démolitions).

Ainsi, la croissance observée, sans hausse du taux communal, résulte de l'effet combiné de ces deux mécanismes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Cette réforme marque un changement majeur dans la fiscalité locale, où la dépendance accrue à la base foncière impose une gestion rigoureuse et prospective de cette ressource. Dans ce contexte, il est essentiel d'anticiper les évolutions pour garantir la pérennité des finances communales.

**Evolution bases nettes foncier bâti**

| Années | Bases nettes TFB | Coefficient Majoration Forfaitaire | Evolution Physique |
|---|---|---|---|
| 2019 | 81 918 732 | | |
| 2020 | 83 400 595 | **1,2%** | **0,61%** |
| 2021 | 80 078 974 | **0,2%** | **-4,18%** |
| 2022 | 83 075 834 | **3,4%** | **0,35%** |
| 2023 | 89 088 561 | **7,1%** | **0,14%** |
| 2024 | 92 595 303 | **3,9%** | **0,04%** |
| 2025 | 94 540 546 | ***1,7%*** | ***0,40%*** |

**On note que sur 2025, l'évolution physique des bases a atteint 0,40% qui est le signe d'un enrichissement de la commune.**

**Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)**

Bien que la commune ait récupéré sa compétence en matière de fixation des taux de taxe d'habitation, ceux-ci sont demeurés inchangés en 2025.

La réforme de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires a instauré une mesure structurante pour les finances locales : la possibilité de majorer le taux applicable à ces biens jusqu'à 60 %, contre 20 % auparavant.
Ce déplafonnement a constitué pour certaines communes une opportunité pour compenser la suppression progressive de la taxe sur les résidences principales.

Les données de 2025 sont sans équivoque : sur les 1 628 communes éligibles à cette majoration, plus de 40 % ont adopté le taux maximal, démontrant l'importance croissante de cette ressource dans la consolidation des budgets locaux.
Dans ce contexte, la fiscalité sur les résidences secondaires s'est imposée comme un pilier des recettes communales, d'autant plus qu'elle s'inscrit dans une stabilité globale des taux de taxe foncière.

Evènement marquant de l'exercice 2025 qui n'a aucun lien avec le taux de majoration, le recul significatif du produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, sans justification apparente (–17 %, soit une perte de 550 K€ par rapport à 2024).
Cette diminution s'explique sur le papier par une réduction sensible du nombre de logements assujettis : sur les 1 700 résidences secondaires recensées en 2024, moins de 1 250 ont été imposées en 2025.
Cette baisse alarmante nous interroge néanmoins dans la mesure où cette situation pénalise à double titre la collectivité :

- Elle aggrave la stagnation des produits fiscaux entre 2024 et 2025, alors que ceux-ci représentent 56 % des recettes de gestion de la commune.
- Elle révèle des dysfonctionnements dans l'assiette fiscale, nécessitant une action immédiate pour en identifier les causes et y remédier.

Des pistes d'analyse prioritaires, plusieurs indicateurs anormaux méritent une attention particulière :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Un taux de résidences secondaires disproportionnellement faible pour une commune à vocation touristique ;
- Un niveau de vacance locative anormalement élevé, susceptible de masquer des omissions déclaratives de la part des contribuables ;
- Une sous-représentation des personnes morales (notamment les SCI) parmi les contribuables soumis à la majoration, alors qu'elles détiennent souvent les biens aux valeurs locatives les plus élevées.

Une nécessité : agir sans délai pour préserver l'équilibre budgétaire Face à ce constat, l'inaction n'est pas une option. Il a été impératif d'engager sans délai :

1. Un partenariat renforcé avec les services fiscaux, afin d'instaurer un contrôle systématique des déclarations et de corriger les éventuelles insuffisances de recouvrement ;
2. Une analyse approfondie des disparités entre le parc déclaré et la réalité du marché locatif, pour identifier les leviers de redressement ;

Ces mesures s'imposent pour sécuriser nos recettes, garantir la pérennité de nos services publics et réaffirmer notre capacité à maîtriser notre destin fiscal.
L'enjeu dépasse le simple équilibre comptable : il s'agit de préserver notre autonomie financière et, in fine, notre capacité à agir.

**Evolution bases fiscales taxe d'habitation sur les résidences secondaires**

| Années | Bases nettes THRS | Coefficient Majoration Forfaitaire | Evolution Physique |
|---|---|---|---|
| 2019 | 13 063 254 | | |
| 2020 | 13 385 031 | **1,2%** | **0,26%** |
| 2021 | 13 576 939 | **0,2%** | **0,12%** |
| 2022 | 12 882 880 | **3,4%** | **-8,23%** |
| 2023 | 14 924 823 | **7,1%** | **8,17%** |
| 2024 | 14 822 456 | **3,9%** | **-4,41%** |
| 2025 | 12 538 681 | ***1,7%*** | ***-16,82%*** |

**Evolution du produit fiscal**

Les recettes fiscales directes constituent un pilier déterminant du budget de fonctionnement de notre collectivité.

Dans un contexte où la pression fiscale affecte directement le pouvoir d'achat des ménages, la Ville a fait le choix délibéré de maintenir ses taux communaux inchangés depuis 2009, affirmant ainsi une volonté constante de concilier équité fiscale et préservation des ressources des contribuables.

Cette stabilité, approche distinctive au regard des arbitrages opérés par d'autres territoires, mérite d'être soulignée.

Alors que la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et les ajustements liés à la réforme fiscale ont poussé nombre de collectivités à rehausser leur taux de foncier bâti, notre commune a résolument refusé cette option. Elle a privilégié une gestion sobre et solidaire, fondant sa politique fiscale sur la modération plutôt que sur l'alourdissement de la charge pesant sur les administrés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Pour l'exercice en cours, la revalorisation forfaitaire des bases (+ 1,7 %) aurait pu théoriquement générer une hausse de 670 K€ de notre produit fiscal. Or, seuls 165 K€ ont été effectivement constatés dont la raison essentielle a été la baisse inexpliquée et inexplicable de notre produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Une baisse de cette ampleur reste à confirmer par les enquêtes que mènent et mèneront nos agents sur le terrain.

Nous ne pouvons être pénalisée dans notre politique fiscale, fondée sur l'équité et la modération, par un manque de contrôle des systèmes déclaratifs mis en place par les services de l'Etat.

Dans ce contexte, il apparaît impératif de renforcer notre coopération avec les services de l'État afin d'identifier et corriger les anomalies de taxation, plutôt que d'envisager une hausse des taux. Cette démarche stratégique, à la fois équitable et proactive, représente un levier essentiel pour optimiser nos recettes sans compromettre l'équilibre fiscal de notre territoire.

**Produit fiscal**

| **Années** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fiscalité directe | 32 792 | 33 484 | 34 263 | 35 314 | *37 979* | *39 512* | ***39 678*** |
| Evolution en volume | | 692 | 779 | 1 051 | 2 665 | 1 533 | **166** |
| Evolution en % | | 2,11% | 2,33% | 3,07% | 7,55% | 4,04% | **0,42%** |

**Les droits de mutation**

La vitalité économique de notre commune s'est affirmée, ces dernières années, par un dynamisme remarquable des droits de mutation, portés à un niveau exceptionnel en 2021 et 2022 sous l'effet d'une reprise post-crise sanitaire particulièrement vigoureuse. Ces résultats, témoins de l'attractivité de notre territoire, ont constitué une ressource précieuse pour nos finances locales.

Toutefois, l'année 2023 a marqué un tournant, avec un repli significatif de ces recettes. Deux facteurs déterminants expliquent cette évolution :

- La hausse des taux d'intérêt, conséquence directe d'une inflation persistante, a pesé sur la demande, tant des ménages que des établissements financiers, désormais plus exigeants dans l'octroi des crédits ;
- La crise structurelle du secteur du BTP, caractérisée par l'envolée des coûts des matériaux et un essoufflement général du marché, a entraîné une chute des permis de construire et, par ricochet, une diminution drastique des recettes de la taxe d'aménagement – un levier essentiel pour notre collectivité.

Dès le budget primitif 2023, nous avions anticipé cette tendance en révisant à la baisse nos prévisions de 15 %, une estimation qui s'est avérée juste, confirmant ainsi notre analyse prospective.
Pourtant, en 2024, les recettes ont atteint un niveau historiquement bas, inférieur même à celui de 2019.

Une lueur d'espoir se dessine cependant en 2025, avec une progression notable de 18,7 % par rapport à 2024. Si cette embellie est encourageante, elle s'inscrit dans un contexte qui reste contraint : un marché immobilier toujours sous tension et une conjoncture du BTP encore fragilisée et un contexte géopolitique extrêmement incertain.

Ces défis, bien que réels, ne sauraient éclipser la résilience de notre territoire. Ils nous appellent, au contraire, à renforcer notre action pour préserver l'attractivité et la vitalité économique de notre commune. En mobilisant l'ensemble des leviers à notre disposition – politiques d'accompagnement, partenariats publics-privés, innovation territoriale –, nous avons les moyens de transformer ces contraintes en opportunités.

| **Années** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Droits de mutation | *3 450* | 3 589 | 4 615 | 4 738 | *3 861* | *3 127* | *3 711* |
| Evolution en % | | 4,03% | 28,59% | 2,67% | -18,51% | -19,01% | 18,68% |

**La taxe de séjour**

L'année 2024 a confirmé l'exceptionnelle dynamique touristique de notre territoire, avec une fréquentation record surpassant les résultats déjà remarquables de 2023.
Cette affluence inédite a engendré des retombées économiques déterminantes, bénéficiant directement aux acteurs locaux – hébergeurs, restaurateurs et commerçants – et consolidant ainsi l'équilibre économique de notre collectivité.

Cette performance s'inscrit dans une tendance durable : notre destination séduit une clientèle toujours plus diversifiée, alliant une base solide de visiteurs nationaux à une progression notable des touristes internationaux. Ces chiffres attestent de l'efficacité de notre stratégie et de l'attractivité croissante de notre territoire.

En 2025, le produit de la taxe de séjour s'élève à 336 K€, un montant significatif bien qu'en légère baisse par rapport à 2024. Cette évolution doit cependant être relativisée : elle s'explique en partie par les régularisations intervenues l'année précédente, notamment les redressements appliqués aux établissements non classés, qui avaient conduit à des ajustements ponctuels ainsi que des opérations de régularisations de 2023 ayant à elles seules représentées un produit de 61 K€ reporté sur 2024.

Ces résultats sont le fruit d'une politique ambitieuse, faisant du tourisme un pilier de notre développement économique et de notre rayonnement. Ils nous incitent à amplifier nos actions pour en faire un levier essentiel de prospérité partagée et de cohésion territoriale.

Face à ces enjeux, notre responsabilité est claire : poursuivre et renforcer cette dynamique, afin d'ancrer durablement le tourisme comme moteur de croissance et d'attractivité pour notre collectivité.

| **Années** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taxe de séjour en K Euros | *279* | 183 | 285 | 357 | *351* | *473* | *336* |
| Evolution en % | | -34,41% | 55,74% | 25,26% | -1,68% | 34,76% | -28,96% |

**Les autres taxes**

**Les droits de place : un outil stratégique pour renforcer l'attractivité économique et culturelle de notre territoire**

L'optimisation des droits de place, perçus en échange de l'occupation temporaire du domaine public, constitue un levier important pour notre collectivité.
Avec un produit de 31 K€ en 2025, cette ressource finance principalement les activités commerciales et événementielles – marchés, foires ou stands – qui animent notre vie locale.
Leur gestion éclairée permet non seulement de soutenir les acteurs économiques, mais aussi d'enrichir l'offre culturelle, au bénéfice de l'attractivité globale du territoire.

**La taxe sur les pylônes électriques : une ressource pérenne au service de notre équilibre financier**

La taxe sur les pylônes électriques, qui s'est élevée à 39 K€ en 2025, illustre l'importance d'une fiscalité stable et prévisible, même si son volume reste relatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Destinée à compenser l'impact des infrastructures à haute tension sur notre environnement, elle repose sur des bases transmises annuellement par l'État, offrant ainsi une sécurité budgétaire pour nos projets.

**La réforme de la fiscalité électrique : une transition réussie vers un système plus cohérent et équitable**

La loi de finances pour 2021 a engagé une modernisation ambitieuse de la taxation de l'électricité, en intégrant progressivement les taxes locales à la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE).
Cette réforme, menée en deux temps, a permis :

- en 2022, le transfert de la taxe départementale (TDCFE) ;
- en 2023, l'intégration de la taxe communale (TCCFE), remplacée par une part communale de l'accise sur l'électricité, calculée annuellement pour chaque collectivité.

Cette évolution renforce la lisibilité et l'efficacité du système fiscal, tout en préservant les ressources des communes.
Avec un produit de 1 257 K€ en 2025, cette taxe confirme son rôle central dans le financement de nos actions publiques.

**Le produit des jeux : un redémarrage prometteur en 2025**

Après une année 2024 marquée par une période de transition (liquidation de l'ancien exploitant et fermeture temporaire des établissements), 2025 signe encourageant du renouveau de ce secteur.
Malgré un démarrage tardif (à compter du 15 février seulement), le produit des jeux atteint déjà 64 K€, démontrant un potentiel de croissance significatif.
Cette relance ouvre des perspectives encourageantes, tant sur le plan économique que social, pour notre territoire.

**La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) : un apport financier majeur et constant**

Avec un produit stable de 298 K€, la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) confirme son poids déterminant dans nos recettes.
Cette ressource, à la fois fiable et peu volatile, participe activement à l'équilibre de notre budget, tout en encadrant l'affichage publicitaire pour préserver la qualité de notre cadre de vie.

| **Montants en K Euros** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Droits de place | *34* | *10* | *13* | *41* | *30* | *47* | *31* |
| Taxes pylônes électriques | *29* | *31* | *31* | *32* | *34* | *37* | *39* |
| TICFE | *1 194* | *1 149* | *1 250* | *1 233* | *1 448* | *1 215* | *1 257* |
| Produit des jeux | *56* | *31* | *30* | *52* | *26* | *0* | *64* |
| TLPE | *259* | *273* | *282* | *285* | *278* | *301* | *298* |
| **Total autres taxes** | ***1 572*** | ***1 494*** | ***1 606*** | ***1 643*** | ***1 816*** | ***1 600*** | ***1 689*** |
| Evolution en % | | -4,96% | 7,50% | 2,30% | 10,53% | -11,89% | 5,56% |

**LES PRODUITS DES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**

**La Dotation Globale de Fonctionnement**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La population municipale constitue un levier déterminant dans le calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), notamment à travers la dotation forfaitaire, qui intègre sa dynamique démographique. Afin d'en garantir l'exactitude et d'optimiser nos ressources, une analyse rigoureuse a été menée en interne pour aligner nos données sur les chiffres officiels de l'INSEE et corriger d'éventuelles divergences.

Cette démarche s'est révélée particulièrement fructueuse : par courrier en date du 8 décembre 2025, la Directrice Régionale de l'INSEE nous a notifié une révision à la hausse de notre population légale, passée de 49 508 habitants au 1er janvier 2025 à 51 830 au 1er janvier 2026.
Cette progression, soit +2 322 habitants (+4,7 %), renforce mécaniquement notre assiette démographique et, partant, notre dotation forfaitaire.
Une avancée significative qui mérite d'être saluée et exploitée dans notre stratégie financière.

Par ailleurs, la Dotation Nationale de Péréquation (DNP), composante essentielle de la DGF depuis 2004, joue un rôle clé dans l'équilibre des ressources entre collectivités. Elle se décline en deux volets :

- une part principale, destinée aux communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur à la moyenne de leur strate démographique ;
- une part majoration, visant à atténuer les écarts liés au potentiel fiscal, évalué à partir du panier de ressources ayant remplacé l'ancienne taxe professionnelle.

Cependant, l'accès à cette dotation reste conditionné à des critères stricts : un potentiel financier par habitant n'excédant pas de plus de 5 % la moyenne strate, couplé à un effort fiscal supérieur à cette même moyenne.

Or, ces indicateurs, recalculés chaque année, exposent notre commune à un risque réel de perte d'éligibilité. Une vigilance accrue s'impose donc, d'autant que la DNP a représenté plus de 12,5 % du montant total de notre DGF pour 2025 – une part non négligeable pour nos marges de manœuvre budgétaires.
Face à ces enjeux, il apparaît impératif :

- de pérenniser les gains démographiques obtenus, en consolidant notre attractivité résidentielle ;
- d'anticiper les évolutions des critères de la DNP, afin de sécuriser cette ressource sur le long terme.

En ce qui concerne la situation financière de la Ville de Grasse, nous ne pouvons ignorer dans notre analyse de l'importance du niveau de cette dotation, notre commune se trouvant structurellement fragilisée par un déséquilibre persistant de sa dotation globale de fonctionnement (DGF), dont le niveau reste plus que significativement inférieur aux moyennes observées pour des collectivités comparables.

En effet, avec une dotation de 92 € par habitant en 2024, Grasse se situe bien en deçà de la moyenne de sa strate démographique (205 € pour les communes de 20 000 à 50 000 habitants), et plus encore par rapport aux collectivités de taille supérieure dont elle fait partie aujourd'hui (229 € pour celles comptant entre 50 000 et 100 000 habitants). Cet écart, loin d'être anecdotique, constitue un facteur déterminant dans l'analyse de la santé financière de notre commune.

Une telle disparité pèse directement sur les marges de manœuvre budgétaires, limitant notre capacité à financer les services publics, à investir dans les infrastructures locales et à répondre aux attentes légitimes des administrés. Dans un contexte où les dépenses contraintes ne cessent de croître, cette sous-dotation structurelle aggrave les tensions financières.

Face à ce constat, il apparaît encore impératif de maintenir cette question au cœur de nos priorités stratégiques dans nos moments d'échanges avec les services de l'État.

L'équité territoriale en matière de financement est éminemment et stratégiquement essentielle, afin de garantir notre commune des moyens de son développement et de son attractivité.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Dotation Globale de Fonctionnement**

| Montants en K Euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotation forfaitaire | 4 485 | *4 335* | 4 071 | *3 992* | 3 981 | 3 936 | 3 866 |
| DNP | 678 | *672* | 613 | *630* | 613 | 580 | 561 |
| Dotation solidarité urbaine | 311 | | | | | | |
| **Total DGF** | ***5 474*** | ***5 007*** | ***4 684*** | ***4 622*** | ***4 594*** | ***4 516*** | ***4 427*** |
| Evolution en % | | -8,53% | -6,45% | -1,32% | -0,61% | -1,70% | -1,97% |

**Contrat Territorial Global (CTG)**

La réforme du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), désormais remplacé par la Convention Territoriale Globale (CTG) depuis 2022, a profondément modifié les modalités de financement des actions dédiées à l'enfance et à la jeunesse.
Désormais, les contributions de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) sont versées directement aux associations porteuses des activités, qu'il s'agisse du volet enfance ou du volet jeunesse.
Pour le secteur de la petite enfance, ces participations sont, quant à elles, attribuées au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).
De même, lorsque les activités sont confiées à un délégataire, les fonds lui sont alloués sans intermédiaire.

Seules les actions gérées en régie par la collectivité bénéficient d'un versement direct au budget communal.
Cette réorganisation financière, si elle entraîne une diminution des recettes perçues par la commune, s'accompagne corrélativement d'une réduction des dépenses de subventions allouées aux associations.

Cette évolution appelle une adaptation stratégique de notre gestion financière. Elle souligne l'importance d'une coordination renforcée entre les services municipaux, les partenaires associatifs et les délégataires, afin d'optimiser l'impact des dispositifs en faveur des familles et des jeunes.

| Années | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Participations CTG, autres | *1 101* | *1 254* | *1 243* | *463* | *641* | *497* | *365* |
| Evolution en % | | 13,90% | -0,88% | -62,75% | 38,44% | -22,46% | -26,56% |

**Autres dotations et participations**

Les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie, imputées en section de fonctionnement, revêtent une importance déterminante dans la gestion de notre patrimoine immobilier.
La loi de finances pour 2016 a pris en compte cette dimension par la réforme opérée dans la récupération de la TVA via le FCTVA, en intégrant ces dépenses au panel de celles désormais éligibles au remboursement.

Dans le cadre des dotations générales de décentralisation, qui ont pour objectif de couvrir les charges transférées par l'Etat aux communes, nous retrouvons celles liées au bureau d'hygiène et de sécurité et à la sécurisation des titres administratifs (tels que les passeports biométriques).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Il est bien évident néanmoins que le montant de ces dotations s'éloigne de plus en plus chaque année du coût du service.
Nous constatons malheureusement à titre indicatif que la dotation affectée par l'Etat au transfert du bureau d'hygiène représente 235 K€ pour 2025 soit un montant bien éloigné de la réalité économique du coût de fonctionnement du service qui représente pour la commune environ 540 K€ de dépenses.

Par ailleurs, les participations institutionnelles constituent un levier stratégique, directement corrélé à la dynamique évènementielle déployée au cours de l'exercice. Leur allocation reflète ainsi l'engagement de la collectivité en faveur d'une politique culturelle et touristique ambitieuse, génératrice d'attractivité et de cohésion territoriale.

S'agissant des autres variables constitutives des dotations, il convient de souligner celles liées à la prise en compte des communes dont les enfants sont scolarisés dans les établissements de la ville de Grasse. Cette solidarité éducative, essentielle à l'équilibre intercommunal, renforce la légitimité des mécanismes de péréquation financière.
Enfin, les allocations compensatrices intègrent désormais les conséquences de la réforme instaurant un abattement de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés bâties à usage industriel.
Pour notre commune, la perte de recettes induite par cette mesure a été évaluée à 1 767 K€ en 2025, un paramètre qu'il est impératif d'anticiper dans la construction des équilibres budgétaires futurs.
Ces éléments, structurants pour nos finances locales, appellent une attention particulière de notre part afin d'en garantir une maîtrise optimale, d'autant plus que pour 2026 ces compensations de l'Etat sont revues à la baisse.

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| FCTVA | *102* | *110* | 8 | *7,84%* |
| Dotations générales de décentralisation | *558* | *375* | -183 | *-32,80%* |
| Participations département et région et Etat | *122* | *186* | 64 | *52,46%* |
| Communes du GFP | *58* | 54 | -4 | *-6,90%* |
| Communes hors GFP | *48* | 37 | -11 | *-22,92%* |
| Allocations compensatrices | *1 707* | 1 767 | 60 | *3,57%* |
| **Total Dotations** | ***2 595*** | ***2 529*** | -66 | *-2,54%* |

**Produits des services**

Les recettes issues des services publics communaux – qu'il s'agisse des prestations directes aux habitants ou des redevances perçues auprès des usagers – représentent un levier essentiel pour le financement de nos actions et l'équilibre de notre budget.

Leur poids dans nos ressources, bien qu'en progression de 7,17 % en 2024, reste structurellement inférieur à celui observé dans des collectivités comparables, tant par leur taille que par leur contexte territorial. Cette situation, persistante depuis plusieurs années, appelle une réponse stratégique ambitieuse, que nous avons d'ores et déjà engagée.

Depuis 2025, la commune s'est dotée d'un recueil exhaustif et thématique des tarifs, outil indispensable pour éclairer nos décisions. Ce travail s'inscrit dans une stratégie globale de révision, fondée sur une analyse comparative approfondie : benchmark avec les communes du département, mais aussi avec celles de même strate, afin d'aligner nos tarifs sur la valeur réelle des services rendus. Précisons-le avec force : cette optimisation ne saurait se traduire par une hausse systématique, mais bien par la mise en adéquation du coût pour l'usager et la qualité du service public rendu.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les premiers résultats de cette démarche sont déjà tangibles. En 2024, certaines recettes ont connu une croissance significative, à l'image des redevances d'occupation du domaine public, dont la progression s'explique également par un dynamisme accru de l'activité que par une revalorisation tarifaire. Ce constat confirme le potentiel inexploité de ce chapitre budgétaire, qui offre des marges de progression les plus prometteuses à court et moyen terme.

Il est ainsi que notre approche ne se limite pas à une simple rationalisation des coûts – bien que celle-ci reste un impératif permanent.

Elle doit s'accompagner d'une réflexion proactive pour :

- Identifier de nouvelles sources de recettes, en explorant des pistes encore peu exploitées ;
- Revaloriser les tarifs existants lorsque leur niveau ne reflète plus ni les coûts réels ni les standards territoriaux ;

Les travaux en cours, menés avec méthode par nos services, porteront leurs fruits sur le moyen terme. Leur succès dépendra de notre capacité à concilier rigueur financière et ambition pour nos services publics.
Poursuivre sans relâche cette dynamique, en validant les orientations stratégiques qui vous seront soumises, et en veillant à ce que chaque ajustement tarifaire s'appuie sur des critères objectifs, partagés et durables. L'enjeu est de taille : renforcer nos marges de manœuvre budgétaires, sans jamais perdre de vue l'accessibilité et la qualité des services que nous devons à nos administrés.

Nous sommes conscients que cette campagne aura pour conséquence une revalorisation certaine de certains de nos postes de produits, nous resterons néanmoins prudents dans la construction de notre budget 2026 dans la mesure où le niveau des recettes dépendra également du volume associé aux tarifs qui seront décidés.

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| Concessions cimetières | *131* | 99 | -32 | *-24,43%* |
| Redevances domaine public commercial | *79* | 90 | 11 | *13,92%* |
| Redevance occupation domaine public | *392* | 511 | 119 | *30,36%* |
| Redevances de stationnement | *345* | 348 | 3 | *0,87%* |
| Forfaits post stationnement | *127* | 195 | 68 | *53,54%* |
| Autres redevances et recettes diverses | *257* | 176 | -81 | *-31,52%* |
| Redevances à caractère culturel | *229* | 219 | -10 | *-4,37%* |
| Redevances à caractère sportif | *2* | 2 | 0 | *0,00%* |
| Redevances à caractère de loisirs | *203* | 167 | -36 | *-17,73%* |
| Autres prestations de services | *66* | 37 | -29 | *-43,94%* |
| Mise à dispo GFP rattachement | *20* | 9 | -11 | *-55,00%* |
| Mise à dispo autres organismes | *103* | 154 | 51 | *49,51%* |
| Remboursements frais collectivité de rattachement | *83* | 53 | -30 | *-36,14%* |
| Remboursements de frais d'autres redevables | *614* | 626 | 12 | *1,95%* |
| Produits activités annexes | *24* | 10 | -14 | *-58,33%* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Total Produits des services** | ***2 675*** | ***2 696*** | **21** | ***0,79%*** |

**Autres Produits**

Les atténuations de charges de personnel, bien qu'essentielles à la gestion des ressources humaines, devraient connaître une stabilité relative en 2025, comparable à l'exercice précédent. Cette tendance reflète une maîtrise rigoureuse des dépenses dans ce domaine.

S'agissant des produits financiers, leur composante majeure reste le fonds de soutien de l'État, attribué dans le cadre de l'opération de désensibilisation menée en 2015. Ce dispositif, d'un montant annuel de 622 000 €, constitue un levier déterminant pour la pérennité de nos finances locales.
Par ailleurs, les remboursements d'emprunts par la collectivité de rattachement concernent spécifiquement les investissements réalisés pour des équipements transférés à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (Musée International de la Parfumerie et Campus, etc.). Ces flux, bien que techniques, participent à l'optimisation de notre endettement dans le cadre des compétences déléguées.

Les produits des activités annexes, principalement issus des opérations de *swaps*, confirment leur rôle dans la gestion active de notre trésorerie. À cela s'ajoute la progression notable des redevances en 2025, résultat d'une politique d'optimisation volontariste.

Parmi les produits divers de gestion courante, les ventes de certificats d'économie d'énergie se distinguent, avec un encaissement prévu de 204 K€, illustrant notre engagement en faveur de la transition énergétique.

Autre élément essentiel de notre gestion financière, la gestion de notre patrimoine est un levier stratégique.
Sur ce sujet, les opérations de cession foncières ont représenté un volume financier de 1 568 K€, qui s'est réparti sur les locaux et terrains suivants :

- Cession d'un local quartier de la Gare : 500 K€* ;
- Cession d'une parcelle aux Bois de Grasse : 480 K€ ;
- Cession Hugues Aîné : 300 000 € ;
- Cession d'une parcelle Guy de Maupassant : 77 K€ ;
- Cession d'une parcelle Frédéric Mistral : 60 K€ ;
- Cession d'un appartement 3 rue de l'Oratoire : 51 K€ ;
- Cession d'un appartement 7 rue de la Fontette : 45 K€ ;
- Cession d'un appartement 6 rue de la Pouost : 35 K€ ;
- Cession d'une parcelle avenue Riou Blanquet : 18 K€ ;
- Cession d'une parcelle chemin des Chèvrefeuilles : 2 K€.

*Pour le quartier de la Gare, bien que la comptabilisation intègre l'intégralité du montant (500 K€), seuls 60 % ont été encaissés à ce stade. Les 40 % restants (200 K€) feront l'objet d'un versement en 2026, conformément au calendrier contractuel.
En ce qui concerne les reprises de provisions, si ces ressources affichent une diminution apparente, elle trouve son explication par un effet comptable ponctuel : en 2024, 620 K€ de provisions avaient été reversés dans le cadre du règlement du contentieux lié à l'ancien partenariat pour l'éclairage public.

Sans cet ajustement exceptionnel, les produits progressent de 267 K€ en 2025, soit une hausse relative de plus de 7 % – un signal fort de notre capacité à générer des recettes supplémentaires dans un contexte contraint.

Cette évolution nous confirme dans notre stratégie financière, alliant rigueur budgétaire et valorisation optimale de notre patrimoine.

Ces éléments mériteront toute notre attention dans le cadre des arbitrages à venir.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| Remboursements de personnel | *305* | 343 | 38 | *12,46%* |
| **Total atténuations de charges** | ***305*** | **343** | **38** | ***12,46%*** |
| Remboursements emprunts collectivité rattachement | *65* | 47 | -18 | *-27,69%* |
| Fonds de soutien | *622* | 622 | 0 | *0,00%* |
| Produits activités annexes | *8* | 24 | 16 | *200,00%* |
| **Total produits financiers** | ***695*** | **693** | **-2** | ***-0,29%*** |
| Loyers | 843 | 818 | **-25** | ***-2,97%*** |
| Redevances diverses | 384 | 431 | **47** | ***12,24%*** |
| Produits divers gestion courante | 860 | 542 | **-318** | ***-36,98%*** |
| **Total loyers et redevances** | ***2 086*** | **1 791** | | |
| Produits exceptionnels | *41* | 19 | **-22** | ***-53,66%*** |
| Cessions foncières | *1 005* | 1 568 | **563** | ***56,02%*** |
| **Total produits exceptionnels** | ***1 046*** | **1 587** | **541** | ***51,72%*** |
| **Reprises sur provisions** | ***620*** | **0** | **-620** | ***-100,00%*** |
| **Total autres produits** | ***4 752*** | ***4 399*** | **-353** | ***-7,43%*** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| **Fonctionnement des services** | **12 699** | **13 577** | **878** | **6,91%** |
| **Charges de personnel** | **35 827** | **36 292** | **465** | **1,30%** |
| SDIS | 3 496 | 3 506 | 10 | 0,29% |
| Syndicats intercommunaux | 34 | 23 | -11 | -32,35% |
| CCAS | 3 200 | 3 000 | -200 | -6,25% |
| Caisse des écoles | 61 | 61 | 0 | 0,00% |
| CTG | 494 | 246 | -248 | -50,20% |
| Contrat de Ville | 106 | 106 | 0 | 0,00% |
| Enfants scolarisés à l'extérieur | 161 | 150 | -11 | -6,83% |
| Subventions aux associations | 1 825 | 1 551 | -274 | -15,01% |
| OGEC Fenelon | 365 | 368 | 3 | 0,82% |
| Indemnités élus | 593 | 587 | -6 | -1,01% |
| Redevances diverses | 20 | 8 | -12 | -60,00% |
| Charges diverses de gestion | 182 | 126 | -56 | -30,77% |
| Créances irrécouvrables | 281 | 148 | -133 | -47,33% |
| **Autres charges de gestion courante** | **10 818** | **9 880** | **-938** | **-8,67%** |
| FPIC | 504 | 591 | 87 | 17,26% |
| SRU | 1 222 | 1 370 | 148 | 12,11% |
| Reversements CCAS et autres | 44 | 75 | 31 | 70,45% |
| Dilico | | 153 | 153 | **ns** |
| **Atténuations de produits** | **1 770** | **2 189** | **419** | **23,67%** |
| Charges financières | 2 555 | 1 999 | -556 | -21,76% |
| Charges exceptionnelles | 761 | 18 | -743 | -97,63% |
| **DEPENSES REELLES** | **64 430** | **63 955** | **-475** | **-0,74%** |

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| Ecritures cessions | 1 017 | 1 568 | **551** | ***54,18%*** |
| Dotations amortissements | *4 058* | 4 252 | **194** | ***4,78%*** |
| Dotations provisions | *394* | | **-394** | ***-100,00%*** |
| **DEPENSES ORDRE** | **5 469** | **5 820** | **351** | ***6,42%*** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT** | **69 899** | **69 775** | **-124** | **-0,18%** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Le fonctionnement des services**

Dans un contexte où les contraintes budgétaires s'intensifient et les charges obligatoires progressent, notre collectivité réaffirme avec détermination sa volonté de préserver l'équilibre financier par une gestion rigoureuse.

Cette approche, loin d'être une simple contrainte, constitue un levier essentiel pour garantir la pérennité de notre action publique tout en maintenant un niveau exigeant de service rendu aux administrés.

L'augmentation structurelle des coûts (énergie, fournitures, prestations de service) aurait pu compromettre notre capacité à agir.

Pourtant, grâce à un encadrement strict des dépenses de fonctionnement, la commune parvient à contenir ces pressions inflationnistes sans altérer la qualité des services publics. Cette discipline, loin d'être un renoncement, nous permet au contraire de dégager les marges nécessaires pour initier des projets structurants, notamment dans le domaine événementiel, vecteur de dynamisme territorial et de cohésion sociale.

Notre démarche s'appuie sur une recherche permanente d'optimisation et de rationalisation de notre organisation interne par le déploiement d'outils de gestion analytique.
Cette logique proactive démontre qu'il est possible de concilier proximité citoyenne, continuité du service public et soutenabilité financière. Les dépenses liées aux fluides (énergie, eau, chauffage, électricité), qui représentent désormais près d'un quart des charges de fonctionnement, illustrent particulièrement cet enjeu.
Malgré les actions engagées, leur poids budgétaire reste significatif, amplifié par les hausses tarifaires et l'impératif de continuité du service.
Pour y faire face, nous avons engagé une stratégie d'adaptation ambitieuse, avec la modernisation des infrastructures à l'image de celle réalisée sur la rénovation de l'éclairage public, dont les effets bénéfiques seront mesurés notamment sur les consommations de 2026.
Ces mesures, progressives mais déterminées, visent à réduire notre exposition aux aléas des marchés tout en préparant la transition énergétique de notre territoire.

Au-delà de la maîtrise des dépenses, notre commune assume pleinement son rôle de garant de la justice sociale.

La gratuité des transports pour les personnes âgées, maintenue malgré son coût soit près de 200 K€ en 2025, en est une illustration concrète.

Cette mesure, à la fois soutien financier et levier d'inclusion, prouve qu'une gestion responsable n'exclut pas une politique sociale volontariste. Elle témoigne de notre capacité à arbitrer entre impératifs financiers et priorités humaines, sans jamais sacrifier l'un au profit de l'autre.

Enfin, l'exercice 2025 marque l'aboutissement de la délégation de service public (DSP) pour la gestion des centres de loisirs, désormais pleinement intégrée dans nos comptes. Cette réorganisation, si elle explique mécaniquement l'évolution des dépenses entre 2024 et 2025 sur ce poste de dépenses, s'inscrit dans une logique de clarification et d'efficacité accrue.

En conclusion, la trajectoire financière de notre commune repose sur un équilibre qui combine maîtrise pour mieux agir.
Chaque euro économisé est réinvesti dans des projets concrets au service des habitants, et à l'attractivité de notre commune via notamment une politique évènementielle ambitieuse.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

C'est cette approche, à la fois réaliste et ambitieuse, qui nous permet de préparer sereinement l'avenir, sans jamais renoncer à nos valeurs de service public et de solidarité.

| Montants en K Euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonctionnement services | 10 679 | 10 359 | 10 745 | 11 690 | 12 644 | 12 699 | 13 577 |
| **Evolution en pourcentage** | | **-3,00%** | **3,73%** | **8,79%** | **8,16%** | **0,43%** | **6,91%** |

**Les charges de personnel**

La maîtrise des dépenses de personnel, premier poste des charges de fonctionnement de notre collectivité, constitue un levier déterminant pour préserver notre équilibre financier tout en garantissant la qualité du service public.

Face à la pression structurelle que représente l'évolution de la masse salariale, notre municipalité a fait le choix stratégique de privilégier une politique de mobilité interne et de valorisation des compétences existantes, plutôt qu'un recours systématique au recrutement externe.

Cette approche, à la fois efficace et vertueuse, permet à notre collectivité de :

- Répondre aux besoins opérationnels par des redéploiements internes ciblés, évitant ainsi des créations de postes coûteuses ;
- Stimuler la progression professionnelle des agents en place, en leur offrant des parcours évolutifs et motivants ;
- Limiter l'impact budgétaire lié à une augmentation continue des effectifs, sans pour autant compromettre l'efficacité des services ;

En systématisant l'optimisation des ressources internes avant toute décision de recrutement, nous exerçons un pilotage rigoureux de notre masse salariale, conciliant responsabilité financière et valorisation de notre capital humain.

Cette démarche, loin d'être une simple contrainte budgétaire, s'inscrit dans une vision durable de l'administration territoriale, où chaque agent se voit offrir les moyens de contribuer pleinement à l'intérêt général.

Les résultats de cette politique sont tangibles : en 2025, la progression des charges de personnel reste exceptionnellement maîtrisée, et ce malgré des alourdissements structurels importants, tels que l'augmentation des cotisations CNRACL, qui a représenté un surcoût de 500 K€ pour notre collectivité. Cette performance confirme que les gains issus de notre organisation rationalisée se poursuivent, démontrant l'efficacité de ce fonctionnement.

Par ailleurs, notre décision de devenir notre propre assureur pour la couverture des risques liés au personnel, choix privilégié après une analyse fine des coûts et des remboursements, a permis de dégager une économie supplémentaire de plus de 300 K€.

Cette initiative, comme notre politique de mobilité interne, illustre notre capacité à innover pour optimiser chaque levier financier, sans jamais sacrifier la protection de nos agents ni la qualité de nos missions.

En conclusion, les choix que nous avons opérés en matière de gestion des ressources humaines relèvent d'une stratégie délibérée, alliant rigueur budgétaire et flexibilité interne.

| Montants en K Euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges de personnel | 34 556 | 34 416 | 34 540 | 35 833 | 35 200 | 35 827 | 36 292 |
| **Evolution en pourcentage** | | **-0,41%** | **0,36%** | **3,74%** | **-1,77%** | **1,78%** | **1,30%** |

**Les subventions et participations**

La participation financière de notre commune au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) représente une contrainte budgétaire majeure, dont le poids se répercute directement sur nos marges de manœuvre.

Bien que cette contribution, calculée selon des critères départementaux, soit plus élevée par habitant que dans la plupart des autres territoires, elle atteste de notre engagement indéfectible en faveur d'un service de secours performant et accessible à tous.

Si cette dépense obligatoire a connu une hausse modérée pour l'exercice en cours (+0,3 % entre 2024 et 2025, contre +4 % l'année précédente), son impact reste structurellement significatif. Dans un contexte où les charges incompressibles pèsent sur notre équilibre financier, la municipalité veille avec la plus grande attention à leur évolution, afin de préserver notre capacité à financer les priorités locales.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) incarne une colonne vertébrale de notre politique municipale, alliant solidarité et gestion des équipements publics.

Malgré les tensions persistantes sur les finances locales, il poursuit avec rigueur et détermination ses missions essentielles : accompagnement des publics vulnérables, maintien d'un service de qualité pour les familles, et gestion optimisée des crèches municipales.

Sur le plan social, le CCAS déploie des dispositifs de proximité indispensables : soutien aux personnes âgées isolées, aide aux ménages en difficulté, distributions alimentaires et actions de prévention. Ces interventions, largement financées par la commune, illustrent notre volonté inaltérable de préserver le lien social, même dans un cadre budgétaire exigeant.

S'agissant des crèches municipales, leur gestion constitue un enjeu stratégique, compte tenu de la hausse des coûts (personnel, fluides, alimentation).
Grâce à une organisation rationalisée, à des partenariats institutionnels renforcés et à une gestion rigoureuse, le CCAS parvient à maintenir une offre de qualité pour les familles, tout en réduisant la subvention communale de 200 K€ en 2025 par rapport à 2024.

Notre tissu associatif, acteur clé de la vitalité et de la cohésion locale, bénéficie d'un soutien résolu de la municipalité. Conscients de leur rôle structurant dans les domaines culturel, sportif, social et éducatif, nous avons fait le choix politique de pérenniser les subventions, malgré un contexte budgétaire contraint.

Cette démarche partenariale, fondée sur des concertations régulières, permet d'identifier les besoins prioritaires et d'optimiser l'impact de l'action publique. Bien que le montant global des subventions ait légèrement diminué en 2025, cette évolution s'explique uniquement par le transfert de la gestion des centres de loisirs en délégation de service public, et non par une réduction de notre engagement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Enfin, parmi les postes de dépenses à surveiller, les créances irrécouvrables (148 K€ en 2025) s'inscrivent dans une logique de transparence comptable et correspondent à la moyenne observée ces dernières années. Leur provisionnement anticipé renforce la fiabilité de notre gestion financière.

En conclusion, ces choix budgétaires, à la fois réalistes et ambitieux, témoignent de notre capacité à concilier équilibre financier et service public de qualité. Ils appellent votre soutien pour pérenniser une action municipale exigeante, solidaire et responsable.

**Subventions et participations**

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| SDIS | 3 496 | 3 506 | 10 | 0,29% |
| Syndicats intercommunaux | 34 | 23 | -11 | -32,35% |
| CCAS | 3 200 | 3 000 | -200 | -6,25% |
| Caisse des écoles | 61 | 61 | 0 | 0,00% |
| CTG | 494 | 246 | -248 | -50,20% |
| Contrat de Ville | 106 | 106 | 0 | 0,00% |
| Enfants scolarisés à l'extérieur | 161 | 150 | -11 | -6,83% |
| Subventions aux associations | 1 825 | 1 551 | -274 | -15,01% |
| OGEC Fenelon | 365 | 368 | 3 | 0,82% |
| Indemnités élus | 593 | 587 | -6 | -1,01% |
| Redevances diverses | 20 | 8 | -12 | -60,00% |
| Charges diverses de gestion | 182 | 126 | -56 | -30,77% |
| Créances irrécouvrables | 281 | 148 | -133 | -47,33% |
| **Charges de gestion courante** | **10 818** | **9 880** | **-938** | **-8,67%** |

**Atténuations de produits**

Les atténuations de produits, dont le poids ne cesse de croître d'une année sur l'autre, représentent aujourd'hui un défi majeur pour la soutenabilité de nos finances locales.
L'exercice 2025 marque une accélération sans précédent de ces prélèvements, avec des conséquences directes sur notre épargne de gestion.

Trois facteurs expliquent cette détérioration significative de notre situation :

- L'augmentation sans précédent du prélèvement au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), en hausse de 17,26 % par rapport à 2024 ;
- La progression soutenue du prélèvement au titre de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU), qui atteint +12,11 % sur un an ;
- L'instauration du nouveau prélèvement « Dilico », d'un montant de 153 K€, qui s'ajoute dès 2025 à nos charges obligatoires sans contrepartie financière immédiate.

L'impact cumulé de ces prélèvements est alarmant : leur part dans nos dépenses de gestion passe de 2,90 % en 2024 à 3,50 % en 2025, soit une augmentation globale de 23,67 % en valeur absolue (419 K€ supplémentaires).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Cette pression financière, réduit d'autant notre marge de manœuvre budgétaire et contribue à limiter notre capacité à financer les projets essentiels pour notre territoire.

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| FPIC | 504 | 591 | 87 | 17,26% |
| SRU | 1 222 | 1 370 | 148 | 12,11% |
| Revers CCAS et autres | 44 | 75 | 31 | 70,45% |
| Dilico | | 153 | 153 | **ns** |
| **Atténuations de produits** | **1 770** | **2 189** | **419** | **23,67%** |

**Les charges financières**

La commune de Grasse démontre, par ses résultats financiers, l'efficacité d'une stratégie volontariste et rigoureuse en matière de maîtrise de l'endettement.
Les efforts déployés portent leurs fruits : les frais financiers accusent une nouvelle baisse marquée cette année, confirmant ainsi la pertinence des choix opérés pour sécuriser les finances locales et préserver notre capacité d'investissement.

En une décennie, l'encours de la dette a été réduit de près d'un quart, témoignant d'une démarche constante de désendettement.

Cette performance, loin d'être fortuite, résulte d'une gestion proactive, qui allège aujourd'hui la pression sur notre budget de fonctionnement et renforce notre autonomie financière.

Dès 2015, la municipalité a engagé une opération déterminante : la neutralisation des emprunts dits « à risque », exposés aux fluctuations des marchés. Cette décision, prise à un moment stratégique, a permis de stabiliser durablement notre portefeuille d'emprunts et de limiter notre vulnérabilité aux aléas économiques.

Grâce à cette anticipation, la charge de la dette est désormais maîtrisée et prévisible, offrant à la collectivité une stabilité financière enviable.

Les résultats parlent d'eux-mêmes :

- Une réduction durable des frais financiers, libérant des marges de manœuvre essentielles pour soutenir les projets structurants de notre territoire.
- Une structure de dette optimisée, avec 68,48 % d'emprunts à taux fixe – un niveau conforme à nos règles de gestion – et une exposition résiduelle aux taux variables limitée à 1,63 % pour les produits structurés.
- Une dette hors charte marginalisée (moins de 2 % de l'encours total), preuve d'une conformité exemplaire aux bonnes pratiques.

Les chiffres 2025 sont éloquents : les charges financières diminuent de 21,76 %, passant de 2 555 K€ à 1 999 K€.

Cette amélioration significative consacre la crédibilité de notre approche auprès des partenaires institutionnels et bancaires, qui reconnaissent dans cette trajectoire la marque d'une gouvernance responsable.

Cette performance n'est pas un aboutissement, mais un socle sur lequel nous devons continuer à bâtir

| **Répartition encours dette par index** | **% encours** | **Taux moyen** |
|---|---|---|
| Taux fixes | 68,48% | 2,43% |
| Taux variables | 29,89% | 3,03% |
| Taux variables structurés | 1,63% | 4,49% |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | |
|---|---|---|
| **Encours total** | **100,00%** | **2,64%** |

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| **Charges financières** | **2 555** | **1 999** | **-556** | **-21,76%** |

**Charges exceptionnelles et provisions**

Les natures de dépenses désormais éligibles aux dépenses exceptionnelles sont très réduites avec le passage en M57.
En l'occurrence pour l'exercice 2025, elles représentent un coût très marginal bien inférieur à celui de 2024, année où avait été constatée une reprise des provisions eu égard au changement de régime opérée pour un montant de 620 K€

| | | | VARIATION 2024-2025 | |
|---|---|---|---|---|
| **Montants en K Euros** | **2024** | **2025** | **Volume** | **%** |
| Charges exceptionnelles | 141 | 18 | **-123** | **-87,23%** |
| Provision charges autres | 620 | | **-620** | **ns** |
| **Totaux** | **761** | **18** | **-743** | **-97,63%** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Les dépenses d'investissement :**

Les six derniers exercices budgétaires attestent d'une dynamique financière déterminante pour l'avenir de notre collectivité.
Avec un volume moyen d'investissement s'élevant à 13 000 K€ annuellement sur la période 2020-2025 – contre 9 500 K€ en moyenne entre 2014 et 2019 –, notre commune a renforcé sa capacité d'action de manière significative.
Cette progression, soit +3 500 K€ par an, se traduit par un surcroît d'investissement cumulé de plus de 20 000 K€ sur la période la plus récente, marquant ainsi une volonté claire de modernisation et de développement de notre territoire.

Parallèlement, cette stratégie vertueuse s'est accompagnée d'une réduction très conséquente de l'endettement, à hauteur de 15 000 K€.
Ces résultats, sans équivoque, illustrent une amélioration structurelle de notre santé financière, libérant des marges de manœuvre pour des projets ambitieux.

Ces performances confirment l'efficacité de notre gestion et ouvrent la voie à une politique d'investissement encore plus volontariste, au service des priorités que nous partageons : qualité des services publics, attractivité du territoire et bien-être des habitants.
Il s'agit là d'une opportunité historique pour amplifier notre action, en alignant nos ressources sur des choix stratégiques porteurs d'avenir.

| **Montants en K Euros** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses équipement | 13 726 | 12 737 | 11 627 | 13 110 | 13 064 | 13 612 |
| **Evolution en pourcentage** | | **-7,21%** | **-8,71%** | **12,75%** | **-0,35%** | **+4,19%** |

Nous l'avons déjà évoqué, la municipalité a engagé, pour l'exercice 2025, un programme d'investissements volontariste, fruit d'une stratégie équilibrée alliant préservation de notre patrimoine, modernisation des équipements publics et amélioration durable de notre territoire.

Ces réalisations, menées dans un contexte budgétaire contraint, attestent d'une gestion responsable et d'une vision d'avenir au service de l'intérêt collectif.

**Valorisation du patrimoine : un héritage à transmettre**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La restauration du Palais Épiscopal, projet phare de notre politique patrimoniale, s'inscrit dans une démarche globale de mise en lumière de notre histoire.

Parallèlement, des travaux d'envergure ont été conduits sur des monuments emblématiques, tels que la villa Fragonard, dont la toiture a été entièrement rénovée. Ces actions concrètes témoignent de notre engagement à protéger et valoriser un patrimoine qui fait l'identité de notre ville.

**Éducation et petite enfance : des infrastructures au service des générations futures**

Les établissements scolaires et les crèches ont bénéficié d'interventions déterminantes, parmi lesquelles :

- Des travaux de gros entretien pour garantir la sécurité et le confort des usagers,
- Le renforcement structurel de la crèche du Petit Paris, assurant des conditions d'accueil optimales.

Ces investissements prioritaires confirment notre volonté d'offrir aux enfants et aux familles un cadre sûr, fonctionnel et adapté à leurs besoins, sachant que par ailleurs des travaux de plus grande envergure par la réhabilitation de groupe scolaire sont d'ores et déjà programmés dans un avenir proche (écoles de saint jacques et du quartier des Fleurs).

**Sport : des équipements à la hauteur des ambitions locales**

La Ville a consacré des **ressources significatives** à la rénovation et à l'équipement de ses infrastructures sportives. Parmi les réalisations marquantes :

- La rénovation complète de la piste d'athlétisme du stade de Perdigon,
- La modernisation de l'éclairage du terrain de football de la Paoute, conforme aux exigences de la Fédération Française de Football.

Ces aménagements répondent à une double ambition : favoriser la pratique sportive pour tous et soutenir le rayonnement de nos clubs.

**Voirie et mobilités : un réseau repensé pour une ville plus fluide et plus sûre**

La requalification des voiries constitue un axe central de notre action, avec des chantiers structurants menés sur l'ensemble du territoire :

- Le boulevard Maréchal Leclerc, artère essentielle de notre ville ;
- Le quartier des Marronniers, où la rue des Grillons a été entièrement repensée ;
- Le secteur Saint-Jacques, marqué par l'élargissement du chemin des Chênes, en cohérence et dans la continuité des aménagements réalisés par le Département.
-

Par ailleurs, une enveloppe spécifique a été mobilisée pour :

- La sécurisation des ouvrages d'art et des murs de soutènement ;
- La stabilisation des falaises, garantissant la protection des riverains et des usagers.

Ces travaux indispensables contribuent à améliorer la sécurité, la fluidité et l'attractivité de notre réseau viaire.

**Espaces verts et cadre de vie : des lieux de vie repensés pour tous**

La rénovation et la mise aux normes des aires de jeux s'inscrit dans une politique globale de valorisation des espaces publics, au service du bien-être et de la convivialité. Ces aménagements, pensés pour les familles et les usagers, participent à embellir notre ville et à renforcer son caractère accueillant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**6. Bâtiments communaux : des équipements publics à la hauteur de nos ambitions**

Une enveloppe conséquente a été allouée à la rénovation de nos équipements municipaux, afin de :

- Moderniser le CCAS, pour un accueil digne des publics les plus fragiles ;
- Rénover le Palais des Congrès, vitrine de notre dynamisme économique et culturel ;
- Réhabiliter la Villa Saint-Hilaire, pour en pérenniser la fonctionnalité.

Ces investissements nécessaires permettent non seulement d'entretenir notre patrimoine communal, tout en améliorant la qualité et l'offre des services publics proposés.

**Renouvellement urbain : un secteur sauvegardé en pleine métamorphose**

Notre politique de requalification urbaine se poursuit avec détermination, à travers :

- La réhabilitation des îlots dégradés ;
- La restauration des façades du secteur sauvegardé,
- La concrétisation de l'opération Martelly, projet structurant pour la Ville.

Ces actions transformatrices participent activement à la revitalisation et au rayonnement de la ville mais aussi à l'amélioration du quotidien de leurs habitants.

**Transition énergétique : une ville engagée pour un avenir sobre et responsable**

La Ville accélère sa stratégie de sobriété et d'efficacité énergétique, notamment par :

- Le déploiement systématique d'éclairages LED, réduisant significativement notre consommation d'énergie.

Ces initiatives, alignées sur les objectifs de transition écologique, démontrent notre volonté d'agir de manière responsable pour préserver les ressources et limiter notre empreinte environnementale.

**Modernisation des services : des outils adaptés pour une action municipale efficace**

Pour optimiser l'action publique, des investissements ciblés ont été réalisés dans :

- La poursuite du renouvellement du parc automobile, pour une flotte plus sobre et mieux adaptée aux besoins des services ;
- La modernisation des équipements de téléphonie par la suppression progressive de l'analogique par le numérique ;
- L'acquisition de mobilier urbain innovant, contribuant à l'embellissement de l'espace public ;
- Les dotations en matériel pour les agents, afin de faciliter leur travail au quotidien.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**DETAIL DES INVESTISSEMENTS PAR OPERATIONS**

| **Montants en K Euros** | **2025** |
|---|---|
| **Renouvellement et équipement des services** | **777** |
| Equipement des services | 453 |
| Equipement des écoles | 71 |
| Equipement Informatique et téléphonie | 119 |
| Parc automobile | 134 |
| **Renouvellement superstructures** | **5 672** |
| Restauration Palais Episcopal | 2 370 |
| Cathédrale Notre Dame | 24 |
| Façade sénéchaussée | 36 |
| Musée d'Art et d'Histoire de Provence | 17 |
| Villa Fragonard | 652 |
| Kiosque cours Honoré Cresp | 9 |
| Centre Technique Muncipal | 51 |
| Allée des Bains | 32 |
| Rénovation chapelles et églises | 41 |
| Ecoles- Efficacité énergétique | 40 |
| GER Ecoles et crèches | 297 |
| Crèche Petit Paris | 289 |
| Stade Perdigon | 2 |
| Rénovation Paoute | 514 |
| Rénovation bâtiments communaux | 240 |
| CCAS - Rénovation | 70 |
| Rénovation Palais des Congrès | 56 |
| Aménagement Locaux De Croisset | 3 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | |
|---|---|
| Rénovation visitation escalier centrale | 141 |
| Façade tour de l'Horloge | 57 |
| Rénovation maison du commerce | 171 |
| Bâtiment la Chesnaie | 27 |
| GER Bâtiments | 130 |
| GER Sécurité incendie | 136 |
| GER Fluides (MGPE P3 et AMO) | 267 |

**DETAIL DES INVESTISSEMENTS PAR OPERATIONS (SUITE)**

| | |
|---|---|
| **Renouvellement infrastructures** | **4 439** |
| Acquisitions foncières | 312 |
| Requalification Maréchal Leclerc | 1 486 |
| Requalification escalier et giratoire La Foux | 96 |
| Rénovation des fontaines | 15 |
| Requalification Place aux Aires | 9 |
| Requalification Place Petit Puy | 55 |
| Stationnement chapelle des Chiens | 148 |
| Tribunal Judiciaire aménagement voirie | 21 |
| Cavalerie/Capucin sécurité intersection | 11 |
| Espaces publics | 66 |
| Gros entretien voiries | 1 040 |
| Ouvrages d'art | 7 |
| Sécurisation chemin des Lierres | 186 |
| Elargissement chemin des Chênes | 28 |
| Sécurisation chemin des Aubepines | 110 |
| Mur avenue Sidi Brahim | 20 |
| Murs de soutènement et falaises | 16 |
| Vallons, ouvrages hydrauliques, réseaux eaux pluviales | 25 |
| Rénovation éclairage | 522 |
| Gros entretien Eclairage public | 123 |
| Enfouissement réseaux | 22 |
| Espaces verts et aires de jeux | 67 |
| Réseaux défense incendie | 54 |
| **Renouvellement urbain** | **2 724** |
| Révision document d'urbanisme | 28 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | |
|---|---|
| Local quartier de la Gare | 375 |
| Cœur de Ville | 45 |
| Vidéo - protection | 109 |
| Façades | 153 |
| Requalification Îlots dégradés PRU | 500 |
| Fleurs de Grasse | 42 |
| Martelly | 1 500 |
| **TOTAL DEPENSES EQUIPEMENT** | **13 612** |

La mise en œuvre rigoureuse des projets engagés témoigne d'une gestion budgétaire maîtrisée, avec un taux de réalisation proche de 70 %, en adéquation avec les prévisions initiales, et ce y compris après la prise en compte des ajustements introduits par les décisions modificatives.

Ces résultats, fruit d'une action publique déterminée, illustrent la capacité de notre collectivité à innover, anticiper et concrétiser des initiatives au service d'un territoire plus attractif, plus solidaire et résolument tourné vers l'avenir.

Sur le volet de la dette, notre collectivité a poursuivi en 2025 une stratégie de désendettement ambitieuse, avec un remboursement en capital s'élevant à 8 289 K€.
Ce montant significatif confirme notre engagement à réduire notre endettement selon un rythme soutenu et volontaire.

À cette opération s'est ajouté un premier remboursement anticipé de 200 K€, permettant de respecter l'objectif que nous nous étions fixés au budget primitif à savoir stabiliser le niveau d'encours de la dette au 31 décembre 2025 à son niveau du 31 décembre 2024.

Par ailleurs, l'amélioration notable du résultat de fonctionnement par rapport à nos prévisions, du d'une part à des recettes perçues supérieures à celles attendues, et d'autre part à des dépenses versées moins importantes que celles prévues a rendu possible un second remboursement anticipé de 300 K€.

Ces actions combinées ont permis à notre ville de poursuivre sa trajectoire de désendettement pour la dixième année consécutive.

Ainsi, l'encours de la dette brute est passé de 76 288 K€ fin 2024 à 75 988 K€ à fin 2025, soit un résultat qui atteste de la pérennité et de l'efficacité de notre gestion financière.

Toujours en dépenses d'investissement, une opération structurante a été finalisée en 2025 : la cession à tempérament d'un bien immobilier à la Mission locale du quartier de la gare, dans le cadre d'une dation en paiement.

D'un montant global de 500 K € HT, cette transaction a donné lieu à un versement de 60 % en 2025 (300 K€ H.T), le solde (200 K€ H.T) étant comptabilisé en dépenses au titre de l'exercice. Ces éléments ont déjà été intégrés dans l'analyse des recettes de cessions pour l'année écoulée.

En revanche, cette dation étant valorisé au moment de la transaction à 375 K€ H.T une intégration comptable de ce montant a été constaté au budget 2025 en dépenses.

Toujours pour la même opération, la vente étant réalisée tempérament, la créance restante de la Ville correspondant à l'échéance 2026 soit 200 K€, à été également constatée comptablement cette fois sur un poste d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En complément de ce montant et également intégré dans le poste divers de la section d'investissement dépenses nous retrouvons 15 K€ de recapitalisation 2025 de la SEM foncière Pays de Grasse Dynamique.

Par ailleurs, dans les autres postes de dépenses importants nous pouvons évoquer celui des travaux réalisés en régie par les services municipaux contribuant à l'amélioration du patrimoine de la commune.

Cette année, le développement d'une analytique encore plus détaillée nous a permis de déterminer un coût chantier par chantier en agrégeant notamment les charges de personnel nécessaires à leurs réalisations.

Il est ainsi que sur les 391 K€ de charges de fonctionnement liées à ces travaux en régie, transférées de la section de fonctionnement vers la section d'investissement, 332 K€ ont concerné des charges de personnel.

Pour les opérations de délégation de maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération vers la Ville, celle liée à la mise en place des abris de bus sur le boulevard Maréchal Leclerc pour 86 K€.

Toujours sur les opérations pour comptes de tiers, les périls dont les diverses opérations réalisées ont représenté 65 K€ en 2025.

Pour conclure sur la section d'investissement dépenses, le déficit reporté du résultat d'investissement de 2024 pour un montant de 3 553 K€.

**Les recettes d'investissement :**

Les subventions de nos partenaires institutionnels encaissées en 2025 pour 3 018 K€ ont concerné les opérations suivantes :

- La restauration du Palais Episcopal pour 1 203 K€ ;
- Les amendes de police pour 665 K€ ;
- Les travaux du Vallon de Rastigny pour 400 K€ ;
- La rénovation de la Villa Fragonard pour 311 K€ ;
- La participation PUP chemin de la Cavalerie pour 120 K€ ;
- L'aménagement du jardin Dolla pour 37 K€ ;
- Le renforcement structurel de la crèche du Petit Paris pour 40 K€ ;
- La modernisation de la crèche du Peyrard pour 17 K€ ;
- La rénovation énergétique des bâtiments communaux pour 6 K€ ;
- Le plan de transformation des zones commerciales pour 22 K€ ;
- La rénovation de la piste d'athlétisme du stade de Perdigon pour 30K€ ;
- La restauration des locaux étudiants de la Visitation pour 33 K€ ;
- La restauration de la salle de la Rotonde pour 19 K€ ;
- La restauration des vantaux de portail de l'ancienne cathédrale pour 8 K€ ;
- Les travaux sur le péril de Sainte Marthe pour 32 K€ ;
- L'étude sur le plan de sauvegarde et de mise en valeur pour 16 K€ ;
- La requalification des voies stratégiques pour 23 K€ ;
- Réalisation d'une étude GPECT action cœur de Ville pour 19 K€ ;
- La modernisation des services 17 K€.

| Montants en K Euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Subventions d'investissement | 2 696 | 2 962 | 3 987 | 2 405 | 1 738 | 3 093 | 3 018 |
| **Evolution en pourcentage** | | **9,87%** | **34,60%** | **-39,68%** | **-27,73%** | **77,96%** | **-2,42%** |

Le fonds de compensation de la TVA s'inscrit forcément en corrélation avec les dépenses d'équipement de l'année n-2, puisqu'il est calculé sur la base de 16,404 % des dépenses TTC, néanmoins les différentes évolutions

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

législatives ont fait que de moins en moins de dépenses sont désormais éligibles ; le montant des compensations en est d'autant impacté.

| Montants en K Euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FCTVA | 1 338 | 1 581 | 1 603 | 2 302 | 2 519 | 1 572 | 1 286 |
| **Evolution pourcentage** | | **18,16%** | **1,39%** | **43,61%** | **9,43%** | **-37,59%** | **-18,19%** |

La baisse marquée des recettes tirées de la taxe d'aménagement s'inscrit dans un contexte économique profondément dégradé, caractérisé par un ralentissement historique du secteur de la construction. Ce recul, qui se chiffrerait en centaines de millions d'euros à l'échelle nationale, résulte avant tout de la chute des autorisations d'urbanisme délivrées ces derniers mois, un phénomène auquel la Ville de Grasse n'échappe pas, et qui réduit mécaniquement l'assiette fiscale des collectivités.

À cette conjoncture défavorable s'ajoutent des vérifications nécessaires dû à la réforme de son recouvrement, désormais centralisé par l'État avant redistribution.
Or, cette ressource, essentielle au financement des équipements publics et des projets d'aménagement, se fragilise d'autant plus qu'elle dépend étroitement de l'activité du BTP – un secteur aujourd'hui miné par des incertitudes durables.

Dans un tel environnement, où les délais de réalisation des projets s'étirent et où les déclarations des porteurs de projets se font plus rares, les encaissements deviennent erratiques, rendant toute projection budgétaire hautement aléatoire.

Une vigilance accrue s'impose dans l'évaluation des recettes futures liées à cette taxe.
Nos prévisions doivent donc intégrer cette volatilité, afin d'écarter tout risque de surestimation de cette ressource.

Ce sera le cas pour le budget 2026 où la ressource est d'ores et déjà revue à la baisse par rapport aux crédits inscrits au budget 2025.

| Montants en K Euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taxe d'aménagement | 280 | 828 | 1 441 | 456 | 1 050 | 500 | 296 |
| **Evolution en pourcentage** | | **195,71%** | **74,03%** | **-68,36%** | **130,26%** | **-52,38%** | **-40,80%** |

Il est à noter qu'aujourd'hui la Ville fait régulièrement l'objet de dons pour la restauration de son patrimoine, tel a été le cas également sur 2025, les dons étant affectés à la réhabilitation du Palais Episcopal notamment.

| Montants en K Euros | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dons | 57 | 61 | 61 | 103 | 171 | 82 | 79 |
| **Evolution en pourcentage** | | **7,02%** | **0,00%** | **68,85%** | **66,02%** | **-52,05%** | **-3,66%** |

Parmi les autres recettes déterminantes pour la section d'investissement, l'emprunt mobilisé en 2025 à hauteur de 8 500 K€, dont le détail des opérations réalisées vous est donné dans le rapport de gestion de dette 2025.

La dette récupérable pour 632 K€ a été essentiellement constituée par l'intégration de la dation du local du quartier de la gare pour 375 K et la dette récupérable liée aux compétences transférées à la communauté d'Agglomération du pays de Grasse en l'occurrence le Musée International de la Parfumerie et le campus étudiant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Pour les opérations liées aux comptes de tiers, elles vous ont été détaillées plus haut dans le document en l'occurrence celles liées aux périls et à la requalification du boulevard Maréchal Leclerc et l'implantation des abris de bus.

| FINANCEMENT INVESTISSEMENT 2025 | | | |
|---|---|---|---|
| **Dépenses investissement** | **Montants** | **Recettes investissement** | **2025** |
| | | | |
| **Dépenses équipement** | **13 612** | **Subventions équipement** | **3 018** |
| | | | |
| **Travaux en régie** | **391** | | |
| | | | |
| **Délégation maîtrise d'ouvrage** | **86** | **Délégation maîtrise d'ouvrage** | **86** |
| | | | |
| **Remboursement dette en capital** | **8 789** | **Emprunt** | **8 500** |
| | | | |
| **Divers** | **215** | **Créances récupérables** | **632** |
| | | | |
| **Périls** | **65** | **Périls** | **65** |
| | | | |
| **Déficit reporté** | **3 553** | **Affectation** | **3 553** |
| | | | |
| | | **Dotations** | **1 661** |
| | | | |
| | | **Cessions foncières** | **1 568** |
| | | | |
| **Fonds de roulement** | **716** | **Epargne brute** | **8 344** |
| | | | |
| **TOTAL DEPENSES REELLES** | **27 427** | **TOTAL RECETTES REELLES** | **27 427** |

Pour information

| | | | |
|---|---|---|---|
| Provisions | *509* | Ecritures cessions | *1 568* |
| | | Reprise amortissements | *4 252* |
| Opérations patrimoniales | *403* | Opérations patrimoniales | *403* |
| **DEP ORDRE HORS REGIE** | **912** | **RECETTES ORDRE HORS REGIE** | **6 223** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**RATIOS FINANCIERS 2025**

| LIBELLES | 2025 |
|---|---|
| CHARGES DE GESTION EN K€ | 61 938 |
| PRODUITS DE GESTION EN K€ | 71 197 |
| EPARGNE DE GESTION EN K€ | 9 258 |
| EPARGNE DE GESTION/PRODUITS DE GESTION EN % | 13,00% |
| EPARGNE BRUTE EN K€ | 8 344 |
| REMBOURSEMENT CAPITAL DETTE | 8 789 |
| REMB. CAPITAL DETTE HORS REMBOURSEMENT ANTICIPE | 8 289 |
| EPARGNE NETTE | -445 |
| EPARGNE NETTE HORS REMBOURSEMENT ANTICIPE | 55 |
| EPARGNE BRUTE/PRODUITS DE GESTION EN % | 11,72% |
| ENCOURS DETTE BRUTE AU 31/12/2025 | 75 988 |
| CAPACITE DE DESENDETTEMENT DETTE BRUTE EN ANNEES | 9,11 |
| ENCOURS DETTE BRUTE / POPULATION DGF | 1 444 |
| ENCOURS DETTE NETTE AU 31/12/2025 | 70 368 |
| CAPACITE DE DESENDETTEMENT DETTE NETTE EN ANNEES | 8,43 |
| ENCOURS DETTE NETTE / POPULATION DGF | 1 338 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | |
|---|---|
| **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT / POPULATION DGF** | **1 216** |
| **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT / POPULATION DGF** | **1 397** |
| **DEPPENSES EQUIPEMENT BRUT/ POPULATION DGF** | **259** |
| **DEPENSES REELLES FCT +RBT CAPITAL / RECETTES REELLES** | **0,98** |

## STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

### SITUATION PREVISIONNELLE DE LA DETTE FINANCIERE au 31 décembre 2025

#### 1 - Dette globale en M€

**Budget principal et budget annexe du crématorium** : les états comptables délivrent les données ci-après qui représentent les capitaux restants dus (CRD) au 31 décembre 2025.

| (en M€) | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Principal net fonds de soutien | 89.41 | 89.43 | 86.12 | 85.43 | 83.73 | 81.76 | 81.40 | 79.51 | 75.29 | 70.92 | 70.03 | 70.37 |
| Budget annexe Crématorium | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0.15 | 0.30 | 0,95 |
| **Dette nette globale** | 89.41 | 89.43 | 86.12 | 85.43 | 83.73 | 81.76 | 81.40 | 79.51 | 75.29 | 71.07 | 70.33 | 71,32 |
| ***Variation*** | | **+0.02** | **-3.31** | **-0.69** | **-1.70** | **-1.97** | **-0.36** | **-1.89** | **-4.22** | **-4.22** | **-0.74** | **+0,99** |

#### 2 - Budget principal en M€

| (en M€) | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Principal net fonds soutien | 89.41 | 89.43 | 86.12 | 85.43 | 83.73 | 81.76 | 81.40 | 79.51 | 75.29 | 70.92 | 70.03 | 70.37 |
| ***Variation*** | | **+0.02** | **-3.31** | **-0.69** | **-1.70** | **-1.97** | **-0.36** | **-1.89** | **-4.22** | **-4,37** | **-0.89** | **+0.34** |

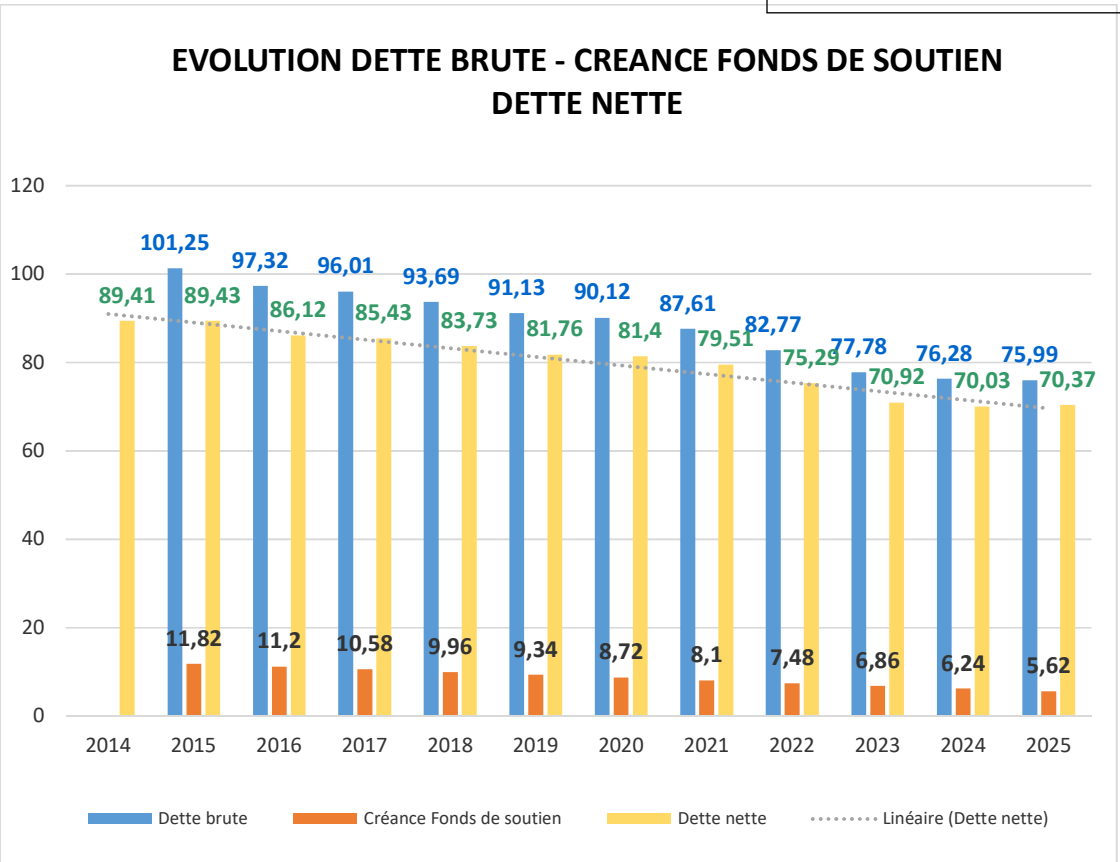
Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

***Commentaires sur l'évolution***

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
  - L'enregistrement des écritures liées au contrat du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.527 M€ en valeur d'origine ;
  - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16,4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la ville a obtenu une aide très significative (12,4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette ;
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée ;
- 2020 : malgré la forte dynamique de nos investissements, le désendettement se poursuit ;
- 2021 est marquée par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé, de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de quasiment 2 millions d'euros ;
- 2022 : le volume d'investissement réalisé et le niveau d'emprunt mobilisé contribuent une nouvelle fois au désendettement de la ville ;
- 2023 : malgré la nouvelle progression du volume de réalisation en dépenses d'équipement, le niveau de désendettement du budget principal a encore été très important, soit plus de 6 % de l'encours sur cette seule année ;
- 2024 : le désendettement se poursuit une nouvelle fois cette année tout en gardant un niveau d'investissement élevé ;
- 2025 : la politique ambitieuse d'investissement reste en adéquation avec sa capacité financière, l'objectif étant de ne pas se réendetter.

Cet objectif est réalisé sur le budget principal avec un nouveau désendettement pour la 10ème année consécutive.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026




Le budget principal représente l'essentiel de la dette de la ville. Pour cette raison, les actions de gestion de dette et de taux sont uniquement concentrées sur la dette du budget principal.

***Analyse des variations 2025 et prospective 2026 en M€ pour le budget principal***

| En M€ | 2025 | 2026 |
|---|---|---|
| Emprunts nouveaux LMT | 8.50 | +8,52 |
| Amortissements | - 8.79 | -8,52 |
| Variation dette brute | -0.28 | -0,00 |
| **Fonds de Soutien** | **+0,62** | **+ 0,62** |
| **Variation dette nette** | **+0,34** | **+0,62** |

***Pour 2025 apparaissent très clairement :***

- Un emprunt contracté auprès de ARKEA Banque pour **5 M€ (taux fixe à 3,38 %)** pour le financement des investissements 2025 ;
- Un emprunt contracté auprès de la Banque Postale pour **2 M€ (taux fixe à 3,35 %)** pour le financement des investissements 2025 ;
- Un emprunt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour **1,5 M€ (taux livret A + 0,60 %)** pour le financement des investissements 2025 ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€.**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les emprunts souscrits sont tous classés en A1 en ce qui concerne la charte Gissler, conformément aux objectifs fixés par nos règles de gestion.

Notre pool bancaire est systématiquement sollicité à chaque besoin de financement pour faire jouer la concurrence et pour que par ailleurs, les conditions financières des emprunts souscrits et les garanties apportées par les organismes bancaires soient optimisées.

**STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE BUDGET PRINCIPAL au 31 décembre 2025**

***Ventilations de la dette totale en M€***

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

| | 31/12/2014 | | 31/12/2015 | | 31/12/2016 | | 31/12/2017 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | M€ | % | M€ | % | M€ | % | M€ | % |
| Fixe | 46,49 | 52,00% | 66,22 | 65,41% | 60,67 | 62,34% | 64,86 | 67,55% |
| Hors charte | 18,19 | 20,34% | 10,00 | 9,88% | 9,15 | 9,40% | 8,25 | 8,59% |
| Complexes | 9,24 | 10,33% | 14,50 | 14,32% | 13,43 | 13,80% | 11,80 | 12,29% |
| Variable | 8,33 | 9,32% | 9,77 | 9,65% | 9,67 | 9,94% | 5,20 | 5,42% |
| Livret A | 0,83 | 0,93% | 0,75 | 0,74% | 0,67 | 0,69% | 0,60 | 0,62% |
| Revolving | 6,33 | 7,08% | 0 | 0,00% | 3,73 | 3,83% | 5,31 | 5,53% |
| | 89,41 | 100,00% | 101,25 | 100,00% | 97,32 | 100,00% | 96,01 | 100,00% |

| | 31/12/2018 | | 31/12/2019 | | 31/12/2020 | | 31/12/2021 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | M€ | % | M€ | % | M€ | % | M€ | % |
| Fixe | 59,86 | 63,89% | 61,60 | 67,60% | 60,73 | 67,39% | 58,19 | 66,42% |
| Hors charte | 7,43 | 7,93% | 6,44 | 7,07% | 5,11 | 5,67% | 3,52 | 4,02% |
| Complexes | 10,12 | 10,80% | 4,49 | 4,93% | 2,38 | 2,64% | 2,85 | 3,25% |
| Variable | 11,73 | 12,52% | 12,55 | 13,77% | 17,50 | 19,42% | 20,05 | 22,89% |
| Livret A | 0,53 | 0,57% | 3,42 | 3,75% | 3,23 | 3,56% | 3,00 | 3,42% |
| Revolving | 4,02 | 4,29% | 2,63 | 2,89% | 1,17 | 1,29% | | 0,00% |
| | 93,69 | 100,00% | 91,13 | 100,00% | 90,12 | 100,00% | 87,61 | 100,00% |

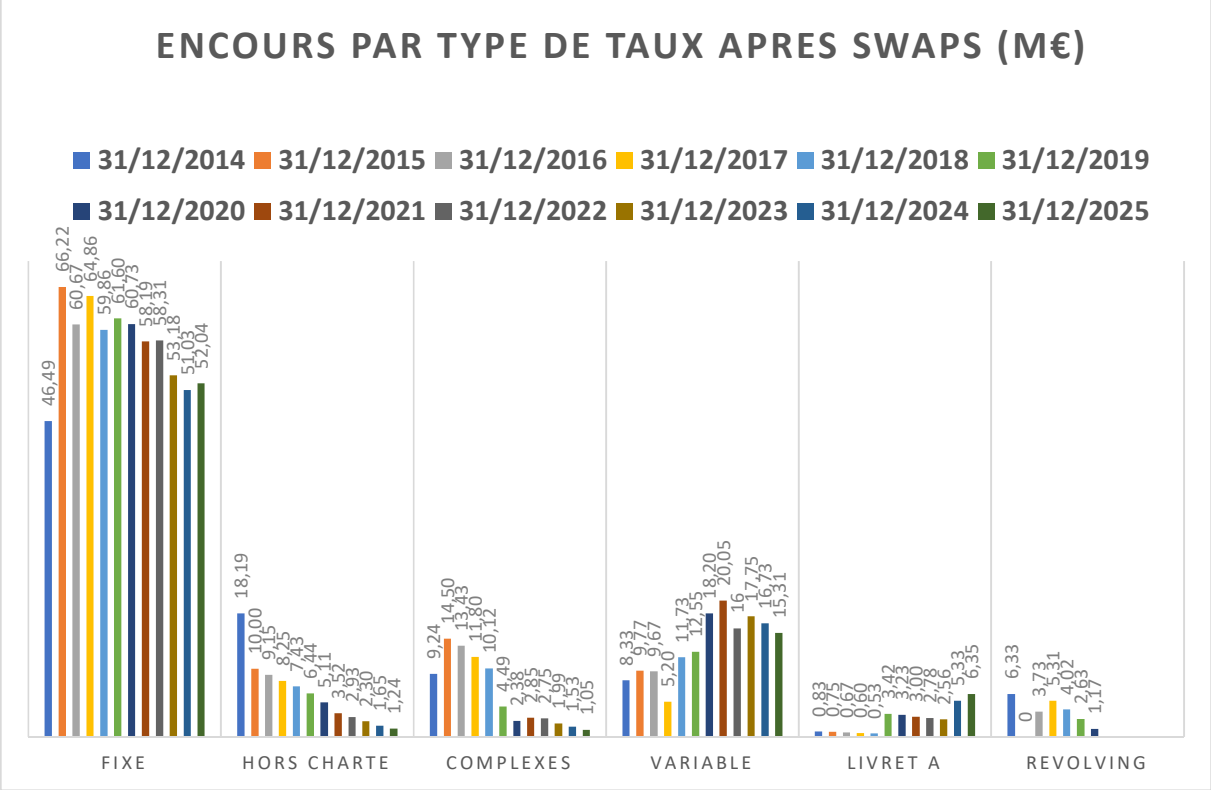
| | 31/12/2022 | | 31/12/2023 | | 31/12/2024 | | 31/12/2025 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | M€ | % | M€ | % | M€ | % | M€ | % |
| Fixe | 58,31 | 70,45% | 53,18 | 68,37 % | 51,03 | 66,90 % | 52,04 | 68,48% |
| Hors charte | 2,93 | 3,54% | 2,30 | 2,96 % | 1,65 | 2,16 % | 1,24 | 1,63% |
| Complexes | 2,75 | 3,32% | 1,99 | 2,56 % | 1,53 | 2,01% | 1,05 | 1,38% |
| Variable | 16,00 | 19,33% | 17,75 | 22,82 % | 16,73 | 21,94 % | 15,31 | 20,15% |
| Livret A | 2,78 | 3,36% | 2,56 | 3,29 % | 5,33 | 6,99 % | 6,35 | 8,36% |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 82.77 | 100,00% | 77,78 | 100,00 % | 76,28 | 100,00 % | 75,99 | 100,00% |

**Après swaps, à fin 2025, la dette à taux fixe représente 68,48 % de la dette totale, 28,51 % sont à taux variables simples.**

**La dette hors charte et complexe ne représente plus que 3,01 % de notre dette brute.**




Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

| | | ← *moins élevé* | | | Risque | | Plus élevé → | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **A** | **B** | **C** | **D** | **E** | **HC** | **Total** | |
| Risk | | **M€** | **M€** | **M€** | **M€** | **M€** | **M€** | **M€** | **%** |
| | **1** | 73,70 | | | | | | **73,70** | **96.99%** |
| *élevé* | **2** | | | | | | | | |
| + | **3** | | | | 1,05 | | | **1.05** | **1.38%** |
| ← | **4** | | | | | | | | |
| | **5** | | | | | | | | |
| | **HC** | | | | | | **1.24** | **1.24** | **1.63 %** |
| | **Σ** | 73,70 | | | 1,05 | | 1.24 | 75.99 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| % | 96.99 % | | | 1,38% | | 1.63% | 100.00 % |

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi à fin 2014, les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

**A fin 2025, leur volume a été réduit de plus de 93 %, pour s'établir à 1,24 M€.**

**Taux moyens de dette après couverture**

| Année | Après Swaps (%) | |
|---|---|---|
| | Niveau | *Variation* |
| 2009 | 3.97 | |
| 2010 | 5.54 | *+1.57* |
| 2011 | 7.34 | *+1.80* |
| 2012 | 6.93 | *-0.41* |
| 2013 | 6.48 | *-0.45* |
| 2014 | 5.24 | *-1.24* |
| 2015 | 4.09 | *-1.15* |
| 2016 | 3.76 | *-0.33* |
| 2017 | 3.31 | *-0.45* |
| 2018 | 3.02 | *-0.29* |
| 2019 | 2.80 | *-0.22* |
| 2020 | 2.50 | *-0.30* |
| 2021 | 2.00 | *-0.50* |
| 2022 | 2.07 | *+0.07* |
| 2023 | 2.82 | *+0.75* |
| 2024 | 3.02 | *+0.20* |
| **2025** | **2,64** | ***-0.38*** |

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014 un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipé acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la ville ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- En 2018, la majorité des tirages a été effectuée sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses ;
- En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
  - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %, par un emprunt souscrit auprès de la Banque au taux fixe de 0,74 % ;
  - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF par un nouvel emprunt souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 % ;

- En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :

- La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public. Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entrainant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.
- La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquées.
- La sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.

- En 2022 : le contexte économique, géopolitique et sanitaire a eu un fort impact sur le niveau d'inflation, obligeant les banques centrales à augmenter leurs taux directeurs. Ces augmentations successives ont impacté le niveau de taux proposés par les banques pour les nouveaux emprunts, mais également sur les taux en vigueur pour notre encours de dette, ce qui explique la légère augmentation à hauteur de 0,07 % de notre taux moyen d'endettement pour cette année.

- L'année 2023 voit son taux moyen augmenter de 0,75 %, conséquence directe de l'augmentation des taux directeurs des banques centrales en 2023 et impactant de fait les taux variables de notre encours de dette.

- L'année 2024 voit une nouvelle fois son taux moyen augmenter de 0,20 %, toutefois en diminution par rapport à l'année 2023 eu égard à la baisse des taux directeurs des banques centrales en 2024.

- L'année 2025 aura vu la consolidation de la part de la dette en taux fixe atteignant désormais près de 68,5 % de notre encours de dette. Notre encours est d'autant plus sécurisé que la dette hors charge ne représente plus que 1,63 % de notre encours de dette.

**DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » AU 31/12/2025 (BUDGET PRINCIPAL)**

- Au 31 décembre 2025, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

| Banque prêteuse | Réf. | Type | Avec swaps | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ville | Taux | Nbre | M€ | Nbre | M€ |
| Financements Hors Charte | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Natixis | HC | 309 | Struct | 1 | 1.238 | 1 | 1.238 |
| Financements Complexes | | | | | | | |
| SG | 3D | 325 | Struct | 1 | 1,044 | 1 | 1,044 |
| | | | | | | | |
| **TOTAL** | | | | **2** | **2.282** | **2** | **2.282** |

Un produit reste classé en « Hors Charte » et ne représente plus que 1,63 % du portefeuille de dettes.

La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 1,238 M€ entre fin 2014 et fin 2025.

| Réf. | TAUX | ENCOURS AU 31.12.2025 |
|---|---|---|
| Ville | | M€ |
| 309 | 2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y) | 1.238 |
| | **TOTAL en EUR** | **1.238** |

**STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PREVISIONNELLE (BUDGET PRINCIPAL)**

***Ventilations de la dette totale en M€***

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

| | **31.12.25** | | **31.12.26** | |
|---|---|---|---|---|
| | **M€** | **%** | M€ | % |
| Fixe | 52,04 | 68,48% | 50,68 | 66,69 % |
| Complexes | 1,24 | 1,63 % | 0.53 | 0,70 % |
| Hors Charte | 1,05 | 1,38 % | 0,81 | 1.07 % |
| Variable | 15,31 | 20,15 % | 18,05 | 23,75 % |
| Livret A | 6,35 | 8,36 % | 5.92 | 7,79 % |
| | 75,99 | 100,00 % | 75,99 | 100 % |

L'objectif pour 2026 sera de maintenir au minimum notre encours de dette et de saisir les opportunités pour poursuivre le désendettement si des recettes imprévues venaient à être perçues, comme cette année.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En ce qui concerne la répartition de notre encours, notre ligne directrice sera de privilégier la souscription de produits en taux fixes en cas de baisse des taux et en taux variables si les taux se maintiennent à des niveaux élevés, car nous considérons encore aujourd'hui que conserver une partie minoritaire de notre dette en taux variable simple nous permettra d'optimiser sa gestion.

Au contraire, une dette trop orientée en taux fixe la rigidifie et ne permet pas de bénéficier des baisses de taux en période favorable.

Dans ce sens, pour la répartition de notre dette au 31 décembre 2026, nous nous sommes basés sur une souscription 50 % adossés en taux fixes et 50 % en taux variable simple type euribor.

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE GRASSE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21060069800018

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GRASSE

## M. 57

# Compte financier unique

# Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL GRASSE (3)

**ANNEE 2025**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire


## I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 6
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique
E - Compte de résultat synthétique
F - Taux des contributions et produits afférents en N 12

## II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 13

### Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 14
A1.2 - Recettes d'investissement 15
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 16
A2.2 - Recettes de fonctionnement 17

### Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement
B2 - Recettes d'investissement
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18
D1 - Dépenses de fonctionnement
D2 - Recettes de fonctionnement

## III - Etats financiers

A - Bilan
B - Compte de résultat
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)
D - Balance des comptes

## IV - Etats annexés

### A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 24
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 26

### B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 29
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 30
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 38
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 40
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 41
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 43
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 44
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 45
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 46
B3 - Etat des provisions 49
B4 - Etat des charges transférées 51
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 52
B6 - Prêts 63
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 64
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 65
B7.3 - Etat des emprunts garantis 66
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 76
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 77
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 78
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 79
B7.8 - Autres engagements donnés 80

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

B7.9 - Autres engagements reçus 81
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 82
B9 - Etat du personnel 88
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 93
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

### C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 100
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 101
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 102
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

## IV - Annexes

### C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 105
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 112

## IV - Etats annexés

### D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 119
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés 120
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 121
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 122
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 124
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 125
E - État des Contrôles du Compte Financier

## V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

| Informations statistiques | |
|---|---|
| | **Valeurs** |
| Population totale | 52607 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|---|---|
| | **Collectivité** |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 1426.91 |

| | Ratios de niveau | Valeurs |
|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1215.71 |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 1396.71 |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 258.76 |
| 4 | Encours de dette / population (2)(3) | 1444.44 |
| 5 | DGF / population | 84.15 |
| | **Ratios de structure et d'analyse financière** | **Valeurs** |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement | 56.70 |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 99.00 |
| 8 | Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4) | 11.00 |
| 9 | Taux d'épargne nette ( (Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement) | |
| 10 | Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4) | 103.00 |
| 11 | Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4) | 9.11 |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

I

B1

### Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

| | | | Investissement | Fonctionnement | Total cumulé |
|---|---|---|---|---|---|
| Recettes | Prévision budgétaire totale | A | 43 326 511,42 | 72 982 871,22 | 116 309 382,64 |
| | Recettes réalisées (1) | B | 23 738 464,33 | 74 376 190,32 | 98 114 654,65 |
| | Restes à réaliser | C | 8 360 761,02 | 0,00 | 8 360 761,02 |
| Dépenses | Autorisation budgétaire totale | D | 39 773 910,27 | 77 066 576,40 | 116 840 486,67 |
| | Dépenses réalisées (1) | E | 24 069 945,19 | 69 775 421,93 | 93 845 367,12 |
| | Restes à réaliser | F | 8 360 761,02 | 0,00 | 8 360 761,02 |
| Différences entre les titres et les mandats | Solde des réalisations de l'exercice (+/-) | G = B – E | -331 480,86 | 4 600 768,39 | 4 269 287,53 |
| Résultats antérieurs reportés | Résultats antérieurs reportés (+/-) | H | -3 552 601,15 | 4 083 705,18 | 531 104,03 |
| Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement) | Excédent /déficit | G + H | -3 884 082,01 | 8 684 473,57 | 4 800 391,56 |
| Différence entre les restes à réaliser | Restes à réaliser (+/-) | I = C - F | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Résultat cumulé | Excédent /déficit | G + H + I | -3 884 082,01 | 8 684 473,57 | 4 800 391,56 |

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

| Désignation des organismes | Date d'adhésion | Mode de participation (1) | Montant du financement |
|---|---|---|---|
| **Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)** | | | |
| SICTIAM | | SANS FISCALITE PROPRE | 59 000,00 |
| SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL REGIONAL PREALPES AZUR PNR | | SANS FISCALITE PROPRE | 10 084,00 |
| SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS | | SANS FISCALITE PROPRE | 3 535 346,00 |
| **EPCI** | | | |
| CA PAYS DE GRASSE | | TPU AVEC FISCALITE PROPRE | 0,00 |
| **Autres organismes de regroupement** | | | |
| FEDERATION EUROPEENNE MAISON | | SANS FISCALITE PROPRE | 70,00 |
| FEDERATION DES MAISONS ECRIVAINS | | SANS FISCALITE PROPRE | 100,00 |
| FFEA | | SANS FISCALITE PROPRE | 300,00 |
| ABF FONCTIONNEMENT | | SANS FISCALITE PROPRE | 260,00 |
| ACIM | | SANS FISCALITE PROPRE | 80,00 |
| ADCCFF DES AM COMITES COMMUNAUX | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 949,78 |
| ADRC AGENCE DEVELEPPEMENT REGION | | SANS FISCALITE PROPRE | 115,00 |
| AFCAE ASSOCIATION FRANCAISE | | SANS FISCALITE PROPRE | 125,00 |
| AFPJR | | SANS FISCALITE PROPRE | 350,00 |
| ASS NATIONALE DES ELUS DES | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 398,00 |
| ASS NATIONALE DES VILLES ET PAYS | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 339,73 |
| ASSOCIATION AMIS DE MARGUERITE | | SANS FISCALITE PROPRE | 80,00 |
| ASSOCIATION DES MAIRES ET | | SANS FISCALITE PROPRE | 9 451,08 |
| ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE | | SANS FISCALITE PROPRE | 100,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600688-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation des organismes | Date d'adhésion | Mode de participation (1) | Montant du financement |
|---|---|---|---|
| ASSOCIATION DES VILLES MARRAINES | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 966,52 |
| BOUCLIER BLEU | | SANS FISCALITE PROPRE | 180,00 |
| CASTRUM ALPES MARITIMES | | SANS FISCALITE PROPRE | 15,00 |
| CENTRE-VILLE EN MOUVEMENT | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 500,00 |
| CLUB DES MANAGERS DE CENTRE VILL | | SANS FISCALITE PROPRE | 70,00 |
| COMMISSION DU FILM AM COTE AZUR | | SANS FISCALITE PROPRE | 4 400,00 |
| CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET V | | SANS FISCALITE PROPRE | 800,00 |
| COMMUNES FORESTIERES ET PASTORALES | | SANS FISCALITE PROPRE | 4 000,00 |
| AVENIO UTILISATEURS | | SANS FISCALITE PROPRE | 60,00 |
| FNCV LES VITRINES DE FRANCE | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 014,00 |
| CUTO | | SANS FISCALITE PROPRE | 200,00 |
| RESEAU CAREL | | SANS FISCALITE PROPRE | 50,00 |
| HISTOIRE ET CULTURE EN PAYS DE GRASSE | | SANS FISCALITE PROPRE | 15,00 |
| SITE HISTORIQUE GRIMALDI | | SANS FISCALITE PROPRE | 700,00 |
| FONDATION DU PATRIMOINE | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 000,00 |

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS

I

B3.2

| Catégorie d'établissement (1) | Intitulé / objet de l'établissement | Date de création | Date de délibération | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE

**B3.3**

| Catégorie de services (1) | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | N° SIRET | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES | SEPF | | | 21060069800356 | | |
| CREMATORIUM | CREMATORIUM | | | 21060069800448 | | |

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES — C1

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (I) **8 360 761,02** |
| **018** | **RSA** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (3)** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | **0,00** |
| **929** | **Opération d'équipement n° 929** | **220 643,06** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf le 204)** | **227 616,93** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **55 535,14** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | **4 450 339,22** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **338 250,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | **3 000 000,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **68 376,67** |
| 45411116 | PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 |
| 45411124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 |
| 45411133 | TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | 1 800,00 |
| 4541199 | PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 |
| 458103 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 52 237,98 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | | (II) **0,00** |
| **011** | **Charges à caractère général (4)** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés (4)** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **016** | **APA** | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante (4)** | **0,00** |
| **6586** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges spécifiques (4)** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Date de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES — C2

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | (III) | **8 360 761,02** |
| **018** | **RSA** | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (reçues) (3)** | **325 646,86** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **4 888 767,78** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | **3 000 000,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **146 346,38** |
| 45412116 | PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 |
| 45412124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 |
| 45412133 | TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | 1 800,00 |
| 4541299 | PERIL 3 RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 |
| 458203 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 130 207,69 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | (IV) | **0,00** |
| **70** | **Prod. services, domaine, ventes diverses** | **0,00** |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** |
| **731** | **Fiscalité locale** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations (4)** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante (4)** | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges (4)** | **0,00** |
| **016** | **APA** | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits spécifiques (4)** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

## TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

I F

| Libellés | | Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €) | Variation du taux / N-1 (%) | Produit N | Variation du produit / N-1 (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Part régionale des ressources** | | | | | |
| TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les permis de conduire | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur le transport public aérien et maritime (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe relative à l'octroi de mer (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part départementale des ressources** | | | | | |
| Taxe d'aménagement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part communale des ressources** | | | | | |
| TFPB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TFPNB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CFE | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe d'habitation sur les résidences secondaires | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | | | | **0,00** | **0,00** |

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

II
A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires n°2023-53 du 4 avril 2023 (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations (mandats émis) (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 849 818,84 | 478 522,18 | 56,31 | 227 616,93 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 2 531 571,12 | 2 152 581,59 | 85,03 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 311 328,86 | 1 224 142,18 | 93,35 | 55 535,14 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 14 267 036,48 | 9 757 430,98 | 68,39 | 4 450 339,22 |
| | Total des opérations d'équipement (2) | 220 643,06 | 0,00 | 0,00 | 220 643,06 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **19 180 398,36** | **13 612 676,93** | **70,97** | **4 954 134,35** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 14 300 000,00 | 8 789 223,12 | 61,46 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 353 050,00 | 14 800,00 | 4,19 | 338 250,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 200 000,00 | 200 000,00 | 6,25 | 3 000 000,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **17 853 050,00** | **9 004 023,12** | **50,43** | **3 338 250,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3) | 625 096,69 | 150 532,22 | 24,08 | 68 376,67 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **37 658 545,05** | **22 767 232,27** | **60,46** | **8 360 761,02** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (4)* | *1 125 365,22* | *899 607,84* | *79,94* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (5)* | *990 000,00* | *403 105,08* | *40,72* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre en investissement** | | **2 115 365,22** | **1 302 712,92** | **61,58** | **0,00** |
| **Total des dépenses d'investissement de l'exercice** | | **39 773 910,27** | **24 069 945,19** | **60,52** | **8 360 761,02** |
| **001 Solde d'exécution négatif reporté** | | **3 552 601,15** | | | |
| **Total des dépenses de la section d'investissement** | | **43 326 511,42** | **24 069 945,19** | | **8 360 761,02** |

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

## RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations (titres émis) (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 3 604 000,00 | 3 018 265,56 | 83,75 | 325 646,86 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 15 175 000,00 | 8 500 742,00 | 56,02 | 4 888 767,78 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 3 060,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées(8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 85 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 5 546 481,15 | 5 213 790,31 | 94,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 627 000,00 | 628 308,77 | 17,32 | 3 000 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 092 000,00 | | | |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2) | 705 866,40 | 150 532,22 | 21,33 | 146 346,38 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **29 835 547,55** | **17 514 698,86** | **58,70** | **8 360 761,02** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement (3)* | *7 919 404,87* | | | |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *4 581 559,00* | *5 820 660,39* | *127,05* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *990 000,00* | *403 105,08* | *40,72* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre en investissement** | | **13 490 963,87** | **6 223 765,47** | **46,13** | **0,00** |
| **Total des recettes d'investissement de l'exercice** | | **43 326 511,42** | **23 738 464,33** | **54,79** | **8 360 761,02** |
| **001 Solde d'exécution positif reporté** | | **0,00** | | | |
| **Total des recettes de la section d'investissement** | | **43 326 511,42** | **23 738 464,33** | | **8 360 761,02** |

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations Mandats émis | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser au 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (3) | 13 583 978,47 | 12 206 211,00 | 1 370 832,90 | 13 577 043,90 | 99,95 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (3) | 36 590 000,00 | 36 274 515,34 | 17 155,40 | 36 291 670,74 | 99,18 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 2 195 154,00 | 2 174 578,11 | 15 200,66 | 2 189 778,77 | 99,76 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 9 901 480,06 | 9 844 849,13 | 35 239,50 | 9 880 088,63 | 99,78 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **62 270 612,53** | **60 500 153,58** | **1 438 428,46** | **61 938 582,04** | **99,47** | **0,00** |
| 66 | Charges financières | 2 145 000,00 | 1 986 025,71 | 12 498,36 | 1 998 524,07 | 93,17 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 150 000,00 | 17 655,43 | 0,00 | 17 655,43 | 11,77 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles et mixtes** | | **64 565 612,53** | **62 503 834,72** | **1 450 926,82** | **63 954 761,54** | **99,05** | **0,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *7 919 404,87* | | | | | |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (2)* | *4 581 559,00* | *5 820 660,39* | *0,00* | *5 820 660,39* | *127,05* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)** | | **12 500 963,87** | **5 820 660,39** | **0,00** | **5 820 660,39** | **46,56** | **0,00** |
| **Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice** | | **77 066 576,40** | **68 324 495,11** | **1 450 926,82** | **69 775 421,93** | **90,54** | **0,00** |
| **002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | | |
| **Total des dépenses de la section de fonctionnement** | | **77 066 576,40** | **68 324 495,11** | **1 450 926,82** | **69 775 421,93** | | **0,00** |

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations Titres émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser au 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 310 000,00 | 343 011,39 | 272,92 | 343 284,31 | 110,74 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 637 309,32 | 2 227 732,81 | 468 447,71 | 2 696 180,52 | 102,23 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 631 047,00 | 13 494 980,60 | 135 983,40 | 13 630 964,00 | 100,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 45 309 476,00 | 45 408 294,74 | 5 454,12 | 45 413 748,86 | 100,23 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 7 309 680,00 | 7 288 465,74 | 33 205,55 | 7 321 671,29 | 100,16 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 1 871 993,68 | 1 615 704,70 | 175 326,49 | 1 791 031,19 | 95,68 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **71 069 506,00** | **70 378 189,98** | **818 690,19** | **71 196 880,17** | **100,18** | **0,00** |
| 76 | Produits financiers | 688 000,00 | 692 673,25 | 0,00 | 692 673,25 | 100,68 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 100 000,00 | 1 587 029,06 | 0,00 | 1 587 029,06 | 1 587,03 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles et mixtes** | | **71 857 506,00** | **72 657 892,29** | **818 690,19** | **73 476 582,48** | **102,25** | **0,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (2)* | *1 125 365,22* | *899 607,84* | *0,00* | *899 607,84* | *79,94* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre (3)** | | **1 125 365,22** | **899 607,84** | **0,00** | **899 607,84** | **79,94** | **0,00** |
| **Total des recettes de fonctionnement de l'exercice** | | **72 982 871,22** | **73 557 500,13** | **818 690,19** | **74 376 190,32** | **101,91** | **0,00** |
| **002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | **4 083 705,18** | | | | | |
| **Total des recettes de la section de fonctionnement** | | **77 066 576,40** | **73 557 500,13** | **818 690,19** | **74 376 190,32** | | **0,00** |

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

### OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 928(1)
### LIBELLE : AMENAGEMENTS

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chap./ art. (2) | Libellé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31/12 (3) | Cumul des réalisations (4) |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **A 0,00** | **0,00** | **0,00** | **B 2 547 053,64** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **199 876,22** |
| 2112 | Terrains de voirie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 199 876,22 |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 347 177,42** |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 8 897,28 |
| 2313 | Constructions | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 269 872,39 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 068 407,75 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes (répartition) (pour information)** | **Libellé** | **Prévisions (a)** | **Réalisations Titres émis (b)** | **Taux de réalisation (b/a)** | **Restes à réaliser au 31/12 (3)** | **Cumul des réalisations (4)** |
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)** | | **0,00** | **C 0,00** | **0,00** | **0,00** | **D 2 237 113,92** |
| **Total chapitre 13** | **Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 237 113,92** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 5 540,11 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 259 468,25 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 1 272 727,51 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 699 378,05 |
| **Total chapitre 16** | **Emprunts et dettes assimilées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| **Solde du financement (7)** | **Pour l'exercice** | **En cumulé** |
|---|---|---|
| **Recettes – Dépenses** | **C - A 0,00** | **D - B -309 939,72** |

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 929(1)
## LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chap./ art. (2) | Libellé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31/12 (3) | Cumul des réalisations (4) |
| **DEPENSES** | | **220 643,06** | A **0,00** | **0,00** | **220 643,06** | B **25 950 582,76** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **224 115,49** |
| 2031 | Frais d'études | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 134 349,40 |
| 2033 | Frais d'insertion | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 15 759,09 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 74 007,00 |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 265 521,51** |
| 21351 | Bâtiments publics | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 421,59 |
| 2152 | Installations de voirie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 6 348,00 |
| 21568 | Autre matériel, outillage incendie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 7 564,60 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 9 815,15 |
| 21621 | Biens sous-jacents | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 15 000,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 500 181,19 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 1 022 820,11 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 701 370,87 |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **220 643,06** | **0,00** | **0,00** | **220 643,06** | **23 460 945,76** |
| 2313 | Constructions | 217 891,74 | 0,00 | | 217 891,74 | 19 454 978,65 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 2 751,32 | 0,00 | | 2 751,32 | 3 718 415,98 |
| 2316 | Restaur. des biens histo. et culturels | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 114 527,15 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 173 023,98 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes (répartition) (pour information)** | **Libellé** | **Prévisions (a)** | **Réalisations Titres émis (b)** | **Taux de réalisation (b/a)** | **Restes à réaliser au 31/12 (3)** | **Cumul des réalisations (4)** |
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)** | | **0,00** | **C 0,00** | **0,00** | **0,00** | **D 5 253 568,77** |
| **Total chapitre 13** | **Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **4 839 983,89** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 89 060,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 432 446,70 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 1 920 691,67 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 397 785,52 |
| **Total chapitre 16** | **Emprunts et dettes assimilées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **413 584,88** |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 410 737,80 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 847,08 |

| **Solde du financement (7)** | **Pour l'exercice** | **En cumulé** |
|---|---|---|
| **Recettes – Dépenses** | **C - A 0,00** | **D - B -20 697 013,99** |

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4 RSA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **8 967 391,31** | **4 873 516,04** | **0,00** | **152 468,05** | **576 353,46** | **931 125,85** | **525 653,63** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 8 788 055,12 | 1 168,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 163 168,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 139,70 | 15 220,32 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 2 571,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 179 336,19 | 718 675,90 | 0,00 | 41 120,16 | 53 394,44 | 60 451,55 | 2 552,65 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 3 702 734,68 | 0,00 | 111 347,89 | 522 959,02 | 842 534,60 | 505 420,66 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 85 197,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 460,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **14 299 830,31** | **2 058 206,01** | **0,00** | **14 430,00** | **5 904,32** | **382 771,98** | **2 460,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 5 134 406,31 | 75 884,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 665 424,00 | 1 465 013,64 | 0,00 | 14 430,00 | 5 904,32 | 179 271,98 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 8 500 000,00 | 742,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 3 060,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 428 308,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 85 197,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 460,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS



## PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)



| Chapitre nature | Libellé | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **3 185 226,34** | **92 290,79** | **38 193,72** | **3 425 013,08** | | **22 767 232,27** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 8 789 223,12 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 164 695,36 | 47 490,00 | 0,00 | 59 808,06 | | 478 522,18 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 2 150 010,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 152 581,59 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 4 585,62 | 0,00 | 15 743,14 | 148 282,53 | | 1 224 142,18 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 805 796,27 | 30 000,79 | 22 450,58 | 3 214 186,49 | | 9 757 430,98 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 14 800,00 | 0,00 | 0,00 | | 14 800,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 200 000,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 60 138,62 | 0,00 | 0,00 | 2 736,00 | | 150 532,22 |
| **RECETTES** | | **189 570,68** | **38 789,56** | **0,00** | **522 736,00** | | **17 514 698,86** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 5 213 790,31 |
| 13 | Subventions d'investissement | 129 432,06 | 38 789,56 | 0,00 | 520 000,00 | | 3 018 265,56 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 8 500 742,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 060,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 628 308,77 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 60 138,62 | 0,00 | 0,00 | 2 736,00 | | 150 532,22 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) | 4-3 APA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **3 535 224,52** | **16 306 818,03** | **0,00** | **8 567 470,15** | **10 490 519,97** | **12 929 654,67** | **3 950 193,84** | **0,00** |
| 011 | Charges à caractère général | 13 460,34 | 5 945 695,95 | 0,00 | 264 756,76 | 2 243 619,10 | 2 744 122,98 | 186 888,86 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 8 790 688,05 | 0,00 | 4 796 295,33 | 7 685 380,20 | 8 604 851,90 | 462 782,45 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 523 240,11 | 666 538,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 887 053,42 | 0,00 | 3 506 418,06 | 561 520,67 | 1 580 289,04 | 3 300 522,53 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 1 998 524,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 16 841,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 390,75 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **26 154 865,64** | **43 503 245,82** | **0,00** | **529,19** | **494 414,06** | **956 526,12** | **235 242,00** | **0,00** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 343 284,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 871 783,40 | 0,00 | 529,19 | 33 224,94 | 547 861,71 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 12 951 047,00 | 679 917,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 5 199 182,75 | 39 885 357,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 6 290 660,78 | 390 446,22 | 0,00 | 0,00 | 90 747,29 | 294 575,00 | 235 242,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 1 312 355,20 | 0,00 | 0,00 | 370 441,83 | 68 464,41 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 646 028,05 | 1 020,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 625,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 1 067 947,06 | 19 082,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

**IV**

## PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

**A2**

| Chapitre nature | Libellé | 4-4 RSA / Régularisation de RMI | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **2 780,15** | **3 905 157,68** | **561 196,67** | **2 285 103,56** | **1 420 642,30** | | **63 954 761,54** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 1 303 420,87 | 11 412,44 | 97 602,89 | 766 063,71 | | 13 577 043,90 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 780,15 | 2 588 571,70 | 528 749,23 | 2 177 415,87 | 654 155,86 | | 36 291 670,74 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 189 778,77 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 13 165,11 | 21 035,00 | 10 084,80 | 0,00 | | 9 880 088,63 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 998 524,07 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 422,73 | | 17 655,43 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **751 127,97** | **368 976,96** | **23 414,69** | **988 240,03** | | **73 476 582,48** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 343 284,31 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 216 774,89 | 14 511,67 | 23 414,69 | 988 080,03 | | 2 696 180,52 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 13 630 964,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 329 048,62 | 0,00 | 160,00 | | 45 413 748,86 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | | 7 321 671,29 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 34 353,08 | 5 416,67 | 0,00 | 0,00 | | 1 791 031,19 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 692 673,25 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 587 029,06 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

A3

### 1 – BUDGET PRINCIPAL

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits sans emploi |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 43 326 511,42 | 23 811 084,54 | 8 360 761,02 | 11 154 665,86 |
| RECETTES | 43 326 511,42 | 23 722 269,32 | 8 360 761,02 | 11 243 481,08 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 77 066 576,40 | 69 786 605,29 | 0,00 | 7 279 971,11 |
| RECETTES | 77 066 576,40 | 73 965 984,57 | 0,00 | 3 100 591,83 |

(1) Y compris les rattachements.

### 2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

**BUDGET SERV EXT DES POMPES FUNEBRES/ N°SIRET : 21060069800356**

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits sans emploi |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 92 783,93 | 0,00 | 0,00 | 92 783,93 |
| RECETTES | 92 783,93 | 43 693,00 | 0,00 | 49 090,93 |

**BUDGET SERVICE DE L ASSAINISSEMENT/ N°SIRET : 21060069800299**

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits sans emploi |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

**BUDGET REGIE EXPLOITATION CINEMA STUDIO/ N°SIRET : 21060069800406**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits sans emploi |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| BUDGET CREMATORIUM GRASSE/ N°SIRET : 21060069800448 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SECTION** | **Prévisions** | **Réalisations – mandats ou titres (1)** | **Restes à réaliser au 31/12** | **Crédits sans emploi** |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 5 140 294,50 | 1 685 768,70 | 899 718,87 | 2 554 806,93 |
| RECETTES | 5 140 294,50 | 1 715 638,70 | 899 718,87 | 2 524 936,93 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 83 040,75 | 29 679,88 | 0,00 | 53 360,87 |
| RECETTES | 83 040,75 | 0,00 | 0,00 | 83 040,75 |

(1) Y compris les rattachements.

## 3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits sans emploi |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 48 466 805,92 | 25 496 853,24 | 9 260 479,89 | 13 709 472,79 |
| RECETTES | 48 466 805,92 | 25 437 908,02 | 9 260 479,89 | 13 768 418,01 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 77 242 401,08 | 69 816 285,17 | 0,00 | 7 426 115,91 |
| RECETTES | 77 242 401,08 | 74 009 677,57 | 0,00 | 3 232 723,51 |

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## 4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres (2) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits sans emploi |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

## 5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres (2) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits sans emploi |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 48 466 805,92 | 25 496 853,24 | 9 260 479,89 | 13 709 472,79 |
| RECETTES | 48 466 805,92 | 25 437 908,02 | 9 260 479,89 | 13 768 418,01 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 77 242 401,08 | 69 816 285,17 | 0,00 | 7 426 115,91 |
| RECETTES | 77 242 401,08 | 74 009 677,57 | 0,00 | 3 232 723,51 |
| **TOTAL GENERAL DES DEPENSES** | **125 709 207,00** | **95 313 138,41** | **9 260 479,89** | **21 135 588,70** |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES** | **125 709 207,00** | **99 447 585,59** | **9 260 479,89** | **17 001 141,52** |

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

## DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N | Montant des remboursements N | | Encours restant dû au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| **5191 Avances du Trésor** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **5192 Avances de trésorerie** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **51931 Lignes de trésorerie** | | | | | | |
| 00604160290/43652780424 (LTCA- | 01/01/2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 00604559701 / 43652780424 (LTC | 29/11/2024 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 00604977814 (LTCA-2026) | 05/11/2025 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt** | | | | | | |
| 16543 (REVO-SG-16543) | 26/07/2006 | 1 500 000,00 | 0,00 | 19 542,57 | 83 333,33 | 750 000,00 |
| 17666 (330) | 10/12/2008 | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 00604492048 (000364) | 16/10/2024 | 5 000 000,00 | 0,00 | 96 725,85 | 500 000,00 | 2 200 000,00 |
| **5194 Billets de trésorerie** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **5198 Autres crédits de trésorerie** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **519 Crédits de trésorerie (Total)** | | **10 500 000,00** | **0,00** | **116 268,42** | **583 333,33** | **2 950 000,00** |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

## REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | Taux initial | | | | | | |
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour- sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | Devise | Pério- dicité des rembour- sements (6) | Profil d'amor- tissement (7) | Possibilité de rembour- sement anticipé O/N | Caté- gorie d'em- prunt (8) |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | | | | **150 239 462,99** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 132 739 462,99 | | | | | | | | | |
| 0 032 483 T (000336) | CREDIT FONCIER | 19/11/2014 | 22/12/2014 | 22/03/2015 | 3 000 000,00 | F | FIXE | 2,600 | 2,649 | | T | C | O | A-1 |
| 00601260322 (000337) | CREDIT AGRICOLE | 21/10/2016 | 24/12/2016 | 24/12/2017 | 2 900 000,00 | F | FIXE | 0,700 | 0,700 | | A | C | O | A-1 |
| 00601696685 (000341) | CREDIT AGRICOLE | 30/05/2018 | 04/06/2018 | 04/09/2018 | 1 246 235,38 | V | EURIBOR03M | 0,279 | 1,773 | | T | C | O | A-1 |
| 00601847256 (000338) | CREDIT AGRICOLE | 15/10/2018 | 22/10/2018 | 22/01/2019 | 1 500 000,00 | V | MOYEURIBOR03M | 0,350 | 2,026 | | T | P | O | A-1 |
| 00602603272 (000349) | CREDIT AGRICOLE | 16/07/2020 | 31/07/2020 | 31/10/2020 | 1 376 318,00 | V | EURIBOR03M | 0,356 | 2,940 | | T | C | O | A-1 |
| 00602823767 (000352) | CREDIT AGRICOLE | 25/01/2021 | 20/02/2021 | 20/02/2022 | 2 500 000,00 | F | FIXE | 0,730 | 0,740 | | A | P | O | A-1 |
| 00603631322 (000359) | CREDIT AGRICOLE | 06/10/2022 | 17/10/2022 | 17/01/2023 | 3 000 000,00 | F | FIXE | 2,780 | 2,824 | | T | P | O | A-1 |
| 0921/101/001 (000332) | SG | 04/09/2013 | 10/01/2014 | 10/04/2014 | 5 000 000,00 | F | FIXE | 4,100 | 4,225 | | T | C | O | A-1 |
| 1036188 (000321) | CDC | 30/07/2004 | 01/08/2005 | 01/08/2006 | 1 311 433,19 | V | LIVRETA | 4,950 | 2,881 | | A | P | O | A-1 |
| 1107/102/001 (000335) | SG | 14/10/2014 | 15/10/2014 | 15/01/2015 | 3 000 000,00 | F | FIXE | 2,630 | 2,694 | | T | C | O | A-1 |
| 1382465 (000362) | CDC | 13/04/2023 | 24/11/2023 | 24/11/2024 | 1 151 036,00 | F | FIXE | 0,000 | 0,456 | | A | P | O | A-1 |
| 1382465.2 (000363) | CDC | 13/04/2023 | 24/11/2024 | 24/11/2025 | 920 308,00 | F | FIXE | 0,000 | 0,000 | | A | P | O | A-1 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | Taux initial | | | | | Possibilité | |
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour- sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | Devise | Pério- dicité des rembour- sements (6) | Profil d'amor- tissement (7) | de rembour- sement anticipé O/N | Caté- gorie d'em- prunt (8) |
| 17666/005/001 (330) | SG | 10/12/2008 | 10/12/2012 | 10/03/2013 | 3 750 000,00 | F | FIXE | 3,950 | 3,800 | | T | C | O | A-1 |
| 187673 (000334) | CREDIT AGRICOLE | 30/06/2005 | 03/11/2008 | 31/12/2008 | 4 250 000,00 | F | FIXE | 4,690 | 4,844 | | T | C | N | A-1 |
| 2301/104/001 (000344) | SG | 22/05/2019 | 23/04/2021 | 23/07/2021 | 5 000 000,00 | V | EURIBOR03M | 0,620 | 3,027 | | T | C | O | A-1 |
| 2302/103/001 (000345) | SG | 22/05/2019 | 15/07/2019 | 15/10/2019 | 1 394 113,33 | V | EURIBOR03M | 0,720 | 2,092 | | T | C | O | A-1 |
| 5161567 (000339) | CDC | 17/11/2016 | 15/11/2017 | 01/03/2018 | 5 000 000,00 | F | FIXE | 0,980 | 0,988 | | T | P | O | A-1 |
| 5197649 (000342) | CDC | 20/06/2018 | 27/06/2019 | 01/10/2019 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 1,580 | 1,588 | | T | P | O | A-1 |
| 5378108 (000351) | CDC | 24/07/2020 | 24/10/2020 | 01/02/2021 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 0,560 | 0,565 | | T | P | O | A-1 |
| 5699563 (369) | CDC | 17/11/2025 | 01/12/2025 | 01/03/2026 | 1 500 000,00 | V | LIVRETA | 2,900 | 2,307 | | T | C | O | A-1 |
| A1013698 (000333) | CE | 28/10/2013 | 20/12/2013 | 25/03/2014 | 4 000 000,00 | F | FIXE | 4,000 | 4,062 | | T | P | O | A-1 |
| A1018G49 (000343) | CE | 21/11/2018 | 25/11/2019 | 25/11/2020 | 3 000 000,00 | V | LIVRETA | 0,800 | 2,177 | | A | C | O | A-1 |
| A1023098 (000361-TIR-2) | CE | 13/11/2023 | 28/08/2024 | 25/12/2024 | 3 000 000,00 | V | LIVRETA | 3,600 | 2,689 | | T | C | O | A-1 |
| DD19700854 (000356) | ARKEA | 08/04/2022 | 29/04/2022 | 30/07/2022 | 2 900 000,00 | V | EURIBOR03M | 0,710 | 3,516 | | T | C | O | A-1 |
| Financement Intracting (000358 | CDC | 16/11/2021 | 08/06/2022 | 07/06/2023 | 766 317,00 | F | FIXE | 0,250 | 0,250 | | A | P | O | A-1 |
| MIN265959EUR (000326) | RIVAGE INVESTMENT | 27/07/2009 | 23/12/2010 | 01/10/2011 | 5 000 000,00 | V | EURIBOR03M | 0,991 | 1,253 | | T | P | O | A-1 |
| MIN982649EUR (000325) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 07/04/2005 | 01/03/2007 | 01/03/2008 | 7 000 000,00 | C | TAUX STRUCTURES | 5,194 | 0,805 | | A | P | O | D-3 |
| MIS504311EUR/001 (000322-1) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 27/07/2015 | 01/08/2015 | 01/08/2016 | 7 154 758,70 | F | FIXE | 3,350 | 3,399 | | A | P | O | A-1 |
| MIS504311EUR/002 (000322-2) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 27/07/2015 | 01/08/2015 | 01/08/2016 | 16 400 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,399 | | A | P | O | A-1 |
| MIS504311EUR/003 (000322-3) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 27/07/2015 | 01/08/2015 | 01/08/2016 | 6 000 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,399 | | A | P | O | A-1 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | Taux initial | | | | | Possibilité | |
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour- sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | Devise | Pério- dicité des rembour- sements (6) | Profil d'amor- tissement (7) | de rembour- sement anticipé O/N | Caté- gorie d'em- prunt (8) |
| MON242512EUR (000324) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 17/10/2006 | 20/10/2006 | 01/03/2007 | 4 000 000,00 | F | FIXE | 3,910 | 4,026 | | T | P | O | A-1 |
| MON531798EUR (000347) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 22/05/2019 | 15/01/2020 | 01/05/2020 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 1,460 | 1,500 | | T | C | O | A-1 |
| MON533669EUR (000348) | LA BANQUE POSTALE | 08/07/2020 | 31/07/2020 | 01/11/2020 | 3 178 378,44 | F | FIXE | 0,740 | 0,742 | | T | P | O | A-1 |
| MON537770EUR (000353) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 12/03/2021 | 31/03/2021 | 01/07/2021 | 4 540 564,95 | F | FIXE | 0,540 | 0,549 | | T | C | O | A-1 |
| MON541032EUR (000357) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 15/04/2022 | 04/05/2022 | 01/09/2022 | 2 500 000,00 | F | FIXE | 1,700 | 1,742 | | T | C | O | A-1 |
| MON551269EUR (366) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 02/12/2024 | 18/12/2024 | 01/04/2025 | 2 500 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,458 | | T | C | O | A-1 |
| MON551270EUR (367) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 02/12/2024 | 17/01/2025 | 01/05/2025 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,462 | | T | C | O | A-1 |
| MX2793705COL (365) | ARKEA | 29/11/2024 | 30/11/2025 | 28/02/2026 | 5 000 000,00 | F | FIXE | 3,380 | 3,485 | | T | C | O | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 17 500 000,00 | | | | | | | | | |
| 00604492048 (000364-M) | CREDIT AGRICOLE | 16/10/2024 | 14/11/2024 | 16/10/2027 | 5 000 000,00 | V | MOYEURIBOR03M | 4,085 | 3,583 | | X | F | N | A-1 |
| 16543/004/002 (16453-T002) | SG | 26/07/2006 | 31/12/2010 | 31/12/2011 | 10 000 000,00 | F | FIXE | 4,250 | 5,238 | | A | C | O | A-1 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | Taux initial | | | | | Possibilité de rembour- sement anticipé O/N | Caté- gorie d'em- prunt (8) |
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour- sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | Devise | Pério- dicité des rembour- sements (6) | Profil d'amor- tissement (7) | | |
| 16543/004/003 (16543-EONIA) | SG | 26/07/2006 | 27/09/2006 | 31/07/2026 | 2 500 000,00 | V | EONIA | 3,128 | 1,596 | | X | F | O | A-1 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total)(9) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **150 239 462,99** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage)

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | **2 282 020,79** | | **75 987 626,71** | | | | | **8 288 055,07** | **2 090 271,64** | **23 288,08** | **478 498,60** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 2 282 020,79 | | 73 037 626,71 | | | | | 7 538 055,07 | 1 926 553,50 | 23 288,08 | 478 290,55 |
| 0 032 483 T (000336) | N | 0,00 | A-1 | 1 350 000,00 | 8,98 | F | FIXE | 2,600 | 150 000,00 | 37 537,50 | 0,00 | 975,00 |
| 00601260322 (000337) | N | 0,00 | A-1 | 290 000,00 | 0,98 | F | FIXE | 0,700 | 290 000,00 | 4 060,00 | 0,00 | 44,49 |
| 00601696685 (000341) | N | 0,00 | A-1 | 623 117,68 | 7,43 | V | EURIBOR03M | 2,961 | 83 082,36 | 20 063,40 | 0,00 | 1 280,92 |
| 00601847256 (000338) | N | 0,00 | A-1 | 1 027 331,65 | 12,81 | V | MOYEURIBOR03M | 3,018 | 63 667,75 | 32 319,77 | 0,00 | 4 707,44 |
| 00602603272 (000349) | N | 0,00 | A-1 | 1 015 034,50 | 14,58 | V | EURIBOR03M | 3,370 | 68 815,91 | 35 731,71 | 0,00 | 5 127,93 |
| 00602823767 (000352) | N | 0,00 | A-1 | 2 028 662,74 | 15,14 | F | FIXE | 0,730 | 119 123,01 | 15 678,84 | 0,00 | 12 780,58 |
| 00603631322 (000359) | N | 0,00 | A-1 | 2 495 378,13 | 11,80 | F | FIXE | 2,780 | 172 888,19 | 72 385,85 | 0,00 | 14 326,73 |
| 0921/101/001 (000332) | N | 0,00 | A-1 | 1 083 333,02 | 3,03 | F | FIXE | 4,100 | 333 333,36 | 53 689,11 | 0,00 | 10 240,50 |
| 1036188 (000321) | N | 0,00 | A-1 | 0,00 | 0,00 | V | LIVRETA | 3,950 | 82 131,85 | 3 244,21 | 0,00 | 0,00 |
| 1107/102/001 (000335) | N | 0,00 | A-1 | 1 350 000,00 | 8,79 | F | FIXE | 2,630 | 150 000,00 | 38 496,63 | 0,00 | 7 692,75 |
| 1382465 (000362) | N | 0,00 | A-1 | 920 828,80 | 7,90 | F | FIXE | 0,000 | 115 103,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1382465.2 (000363) | N | 0,00 | A-1 | 828 277,20 | 8,90 | F | FIXE | 0,000 | 92 030,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 17666/005/001 (330) | N | 0,00 | A-1 | 699 152,64 | 2,69 | F | FIXE | 3,950 | 254 237,28 | 34 353,30 | 0,00 | 1 687,68 |
| 187673 (000334) | N | 0,00 | A-1 | 0,00 | 0,00 | F | FIXE | 4,690 | 246 377,00 | 7 294,15 | 0,00 | 0,00 |
| 2301/104/001 (000344) | N | 0,00 | A-1 | 3 875 000,00 | 15,31 | V | EURIBOR03M | 3,113 | 250 000,00 | 127 554,74 | 0,00 | 20 027,29 |
| 2302/103/001 (000345) | N | 0,00 | A-1 | 958 452,83 | 13,54 | V | EURIBOR03M | 3,287 | 69 705,68 | 33 479,58 | 0,00 | 5 702,48 |
| 5161567 (000339) | N | 0,00 | A-1 | 2 424 462,36 | 6,92 | F | FIXE | 0,980 | 333 037,61 | 25 707,79 | 0,00 | 2 038,50 |
| 5197649 (000342) | N | 0,00 | A-1 | 1 223 383,87 | 8,50 | F | FIXE | 1,580 | 129 428,13 | 20 489,07 | 0,00 | 4 804,00 |
| 5378108 (000351) | N | 0,00 | A-1 | 1 520 742,48 | 14,84 | F | FIXE | 0,560 | 96 925,03 | 8 837,09 | 0,00 | 1 408,69 |
| 5699563 (369) | N | 0,00 | A-1 | 1 500 000,00 | 19,92 | V | LIVRETA | 2,900 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 945,55 |
| A1013698 (000333) | N | 0,00 | A-1 | 1 001 451,99 | 2,99 | F | FIXE | 4,000 | 308 111,96 | 47 799,20 | 0,00 | 778,91 |
| A1018G49 (000343) | N | 0,00 | A-1 | 2 100 000,00 | 13,90 | V | LIVRETA | 3,300 | 150 000,00 | 75 281,25 | 0,00 | 4 316,67 |
| A1023098 (000361-TIR-2) | N | 0,00 | A-1 | 2 750 000,00 | 13,74 | V | LIVRETA | 2,975 | 200 000,00 | 85 775,00 | 0,00 | 1 229,86 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| DD19700854 (000356) | N | 0,00 | A-1 | 2 392 500,00 | 16,33 | V | EURIBOR03M | 3,178 | 145 000,00 | 80 158,75 | 0,00 | 11 622,77 |
| Financement Intracting (000358 | N | 0,00 | A-1 | 591 675,93 | 9,44 | F | FIXE | 0,250 | 58 359,10 | 1 625,09 | 0,00 | 842,94 |
| MIN265959EUR (000326) | N | 0,00 | A-1 | 2 476 948,60 | 10,50 | V | EURIBOR03M | 3,168 | 202 990,55 | 83 929,28 | 0,00 | 16 559,23 |
| MIN982649EUR (000325) | O | 1 044 427,09 | B-1 | 1 044 427,15 | 1,17 | V | TAUX STRUCTURES | 3,480 | 485 215,91 | 58 902,73 | 4 958,85 | 30 859,65 |
| MIS504311EUR/001 (000322-1) | N | 0,00 | A-1 | 4 433 174,27 | 9,59 | F | FIXE | 3,350 | 335 673,94 | 161 975,25 | 0,00 | 63 117,32 |
| MIS504311EUR/002 (000322-2) | N | 0,00 | A-1 | 10 161 636,62 | 9,59 | F | FIXE | 3,350 | 769 425,33 | 371 276,56 | 0,00 | 144 676,30 |
| MIS504311EUR/003 (000322-3) | N | 0,00 | A-1 | 3 717 671,83 | 9,59 | F | FIXE | 3,350 | 281 497,09 | 135 832,88 | 0,00 | 52 930,35 |
| MON242512EUR (000324) | N | 0,00 | A-1 | 282 286,39 | 0,92 | F | FIXE | 3,910 | 271 512,83 | 17 939,77 | 0,00 | 950,44 |
| MON531798EUR (000347) | N | 0,00 | A-1 | 1 425 000,00 | 14,09 | F | FIXE | 1,460 | 100 000,00 | 22 017,61 | 0,00 | 3 525,29 |
| MON533669EUR (000348) | O | 1 237 593,70 | A-1 | 1 237 593,70 | 2,59 | F | TAUX STRUCTURES | 5,068 | 409 722,44 | 40 783,42 | 18 329,23 | -1 866,26 |
| MON537770EUR (000353) | N | 0,00 | A-1 | 2 872 602,33 | 7,50 | F | FIXE | 0,540 | 370 658,36 | 16 995,15 | 0,00 | 3 964,19 |
| MON541032EUR (000357) | N | 0,00 | A-1 | 2 062 500,00 | 16,42 | F | FIXE | 1,700 | 125 000,00 | 36 893,84 | 0,00 | 3 019,27 |
| MON551269EUR (366) | N | 0,00 | A-1 | 2 374 999,99 | 14,00 | F | FIXE | 3,350 | 125 000,01 | 65 701,09 | 0,00 | 20 332,64 |
| MON551270EUR (367) | N | 0,00 | A-1 | 1 900 000,01 | 14,09 | F | FIXE | 3,350 | 99 999,99 | 52 743,89 | 0,00 | 10 785,14 |
| MX2793705COL (365) | N | 0,00 | A-1 | 5 000 000,00 | 19,91 | F | FIXE | 3,380 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 855,31 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10) | | 0,00 | | 2 950 000,00 | | | | | 750 000,00 | 163 718,14 | 0,00 | 208,05 |
| 00604492048 (000364-M) | N | 0,00 | A-1 | 2 200 000,00 | 1,79 | V | MOYEURIBOR03M | 3,898 | 0,00 | 112 069,09 | 0,00 | 165,05 |
| 16543/004/002 (16453-T002) | N | 0,00 | A-1 | 0,00 | 0,00 | F | FIXE | 4,750 | 666 666,67 | 32 106,48 | 0,00 | 0,00 |
| 16543/004/003 (16543-EONIA) | N | 0,00 | A-1 | 750 000,00 | 0,58 | V | ESTERAJUSTE | 2,316 | 83 333,33 | 19 542,57 | 0,00 | 43,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total)(10) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **2 282 020,79** | | **75 987 626,71** | | | | | **8 288 055,07** | **2 090 271,64** | **23 288,08** | **478 498,60** |

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

## REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 31/12/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8) | Niveau du taux au 31/12/N (9) | Intérêts payés au cours de l'exercice (10) | Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (A)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Barrière simple (B)** | | | | | | | | | | | | | | |
| MIN982649EUR (000325) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 1 044 427,09<br>5 955 572,91 | 1 044 427,09<br>0,06 | 1 | 20,00 | | EURIBOR12M+0,05 | EURIBOR12M+0,05 | 0,00 | EURIBOR12M+0.95 | 3,480 | 58 902,73 | 4 958,85 | 1,37 |
| **TOTAL (B)** | | **7 000 000,00** | **1 044 427,15** | | | | | | **0,00** | | | **58 902,73** | **4 958,85** | **1,37** |
| **Option d'échange (C)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (C)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (D)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 5 (E)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (E)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Autres types de structures (F)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (F)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL** | | **7 000 000,00** | **1 044 427,15** | | | | | | **0,00** | | | **58 902,73** | **4 958,85** | **1,37** |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4

## TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure | Indices sous-jacents | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)** | Nombre de produits | 40 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 98,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 74 943 199,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 1,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 1 044 427,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(C) Option d'échange (*swaption*)** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

## DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | | Instrument de couverture | | | | | | | | Primes éventuelles | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 31/12/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes reçues pour la vente d'option |
| **Taux fixe (total)** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Taux variable simple (total)** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Taux complexe (total) (2)** | | **1 044 427,15** | | | | | **1 044 427,26** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 685193M / ST10/06 (SWAP309) | ??? | 0,00 | | NATIXIS | SWAP | Taux | 0,00 | 01/02/2005 | 01/08/2028 | T | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| EXO-2768366-12770360 (SWAP325) | MIN982649EUR (000325) | 1 044 427,15 | 01/03/2027 | SG | SWAP | Taux | 1 044 427,26 | 01/03/2009 | 02/03/2026 | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | | **1 044 427,15** | | | | | **1 044 427,26** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Effet de l'instrument de couverture | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt (8) | |
| | | Index (5) | Niveau de taux (6) | Index | Niveau de taux | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| **Taux fixe (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux variable simple (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux complexe (total) (2)** | | | | | | 2 345 877,36 | 10 021,22 | | |
| 685193M / ST10/06 (SWAP309) | ??? | TAUX STRUCTURES | 2,960 | FIXE | 4,680 | 0,00 | 0,00 | F-6 | A-1 |
| EXO-2768366-12770360 (SWAP325) | MIN982649EUR (000325) | TAUX STRUCTURES | 3,480 | TAUX STRUCTURES | 3,800 | 2 345 877,36 | 10 021,22 | A-1 | B-1 |
| **Total** | | | | | | 2 345 877,36 | 10 021,22 | | |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

### EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

| N° du contrat d'emprunt | Date de souscription du contrat initial | Date de renégociation | Organisme prêteur | Durée résiduelle en années | | Taux (2) | | | | | | Nominal | | Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6) | | Capital restant dû au 31/12/N | ICNE de l'exercice | Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Contrat initial | | | Contrat renégocié | | | | | | | | | | |
| | | | | Contrat initial | Contrat renégocié | Type de taux (3) | Index (4) | Taux act. | Type de taux (3) | Index (4) | Taux act. | Contrat initial | Contrat renégocié (5) | Contrat initial | Contrat renégocié | | | Intérêts | Capital |
| Total | | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

B1.8

## DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

| REPARTITION PAR PRÊTEUR | Dette en capital à l'origine (2) | Dette en capital au 31/12/N | Annuité payée au cours de l'exercice | Dont | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Capital |
| TOTAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit privé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Auprès des organismes de droit public | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ÉTATS ANNEXÉS | IV |
|---|---|
| B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES | B1.9 |

## AUTRES DETTES

**(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

| LIBELLES | Montant initial de la dette | Dépenses de l'exercice | Dette restante |
|---|---|---|---|

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| | **Biens de faible valeur**- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 € | | 2025-12-16 |
| | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | |
| L | FRAIS ETUDE, ELAB ET REVISION DOCS URBANISME | 5 | 28/06/2016 |
| L | FRAIS D'ETUDES | 5 | 28/06/2016 |
| L | FRAIS D'INSERTION | 5 | 28/06/2016 |
| L | Subv equipement aux personnes de droit privé | 5 | 28/06/2016 |
| L | Subvention personne privé- batiments- installation | 30 | 28/06/2016 |
| L | CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES | 3 | 28/06/2016 |
| L | 2132 10 ans | 10 | 28/06/2016 |
| L | AUTRES CONSTRUCTIONS | 0 | 28/06/2016 |
| L | INSTALLATION DE VOIRIE | 10 | 28/06/2016 |
| L | MATERIEL ROULANT VOITURES ET MOTOS | 8 | 28/06/2016 |
| L | autre matériel et outillage incendie dèfence civil | 10 | 28/06/2016 |
| L | autre matériel et outtillage de voirie | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres installations,materiel,outillage techniques | 10 | 28/06/2016 |
| L | matériel de transport - scooter | 8 | 28/06/2016 |
| L | MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE | 5 | 28/06/2016 |
| L | MOBILIER | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - autres equipemt | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - coffre-fort | 20 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - electromenager | 5 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - equip sportifs | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - instru musique | 5 | 28/06/2016 |
| L | FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | 5 | 02/04/2023 |
| L | FRAIS D'INSERTION | 5 | 02/04/2024 |
| L | 204132 BATIMENTS ET INSTALLATIONS - 5 ans | 5 | 02/04/2024 |
| L | 204132 BATIMENTS ET INSTALLATIONS - 15 ans | 30 | 02/04/2024 |
| L | 2041512 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 5 ANS | 5 | 02/04/2024 |
| L | 2041512 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 15 ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | 20415341 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 5 ANS | 5 | 02/04/2024 |
| L | 20415341 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 15 ANS | 5 | 02/04/2024 |
| L | 20415342 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 5 ANS | 5 | 02/04/2024 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| L | 20415342 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 15 ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | 204182 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 5ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | 204182 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 15 ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | SUBVENTION BATIMENTS_INSTALLATIONS PERSONNES DE DR | 30 | 02/04/2024 |
| L | Concessions et droits similaires | 3 | 02/04/2024 |
| L | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENT | 10 | 02/04/2024 |
| L | BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS-SOUS JACENTS | 0 | 02/04/2024 |
| L | FRAIS ETUDE, ELAB ET REVISION DOCS URBANISME | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION REGION MOBILIER MATERIEL ET ETUDES | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION REGION BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 30 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT DROIT PRIVE | 30 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT EN NATURE MOBILIERS MATERIEL | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT EN NATURE BATIMENTS ET INSTA | 30 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 10 | 16/12/2025 |
| L | PLANTATION ARBRES ET ARBUSTRES | 10 | 16/12/2025 |
| L | IMMEUBLES DE RAPPORT | 60 | 16/12/2025 |
| L | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENT | 60 | 16/12/2025 |
| L | INSTALLATION DE VOIRIE | 10 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU | 40 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX D'ASSAINISSEMENT | 40 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX CABLES | 40 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX ELECTRIFICATION | 40 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES RESEAUX | 40 | 16/12/2025 |
| L | MATERIEL ROULANT VOITURES ET MOTOS | 8 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE INCENDIE DEFENCE CIVIL | 10 | 16/12/2025 |
| L | MATERIEL ROULANT | 8 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL TECHNIQUE | 8 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL TECHNIQUE | 10 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES INSTALLATIONS, MATERIELS ET OUTILLAGES TECH | 8 | 16/12/2025 |
| L | BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS-DEPENSES ULTERIEURE | 10 | 16/12/2025 |
| L | BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS MOBILIERS-DEPENSES | 10 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AGENCEMENT ET A | 8 | 16/12/2025 |
| L | Matériel de transport | 8 | 16/12/2025 |
| L | MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE | 5 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE | 5 | 16/12/2025 |
| L | Mobilier SCOLAIRE | 10 | 16/12/2025 |
| L | Mobilier AUTRE | 10 | 16/12/2025 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| L | MATERIEL DE TELEPHONIE | 5 | 16/12/2025 |
| L | Equipements sportifs | 10 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 10 | 16/12/2025 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

### PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

| Nature de la provision | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N<br>A | Montant total des provisions de l'exercice (1)<br>B | Montant des reprises de l'exercice<br>C | Montant des provisions constituées au 31/12/N<br>D = A + B - C |
|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)** | | | | | |
| **Provisions pour risques et charges (3)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Provisions pour litiges** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Provisions pour pertes de change** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Provisions pour garanties d'emprunt** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Autres provisions pour risques** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Dépréciations (3)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **- des immobilisations** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **- des stocks et encours** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **- des comptes de tiers** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **- des comptes financiers** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des provisions semi-budgétaires** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **PROVISIONS BUDGETAIRES (2)** | | | | | |
| **Provisions pour risques et charges (3)** | | **938 179,37** | **121 239,37** | **505 365,22** | **554 053,52** |
| **Provisions pour litiges** | | **88 934,52** | **121 239,37** | **88 934,52** | **121 239,37** |
| Contentieux creche peyrard | 05/04/2023 | 88 934,52 | 0,00 | 88 934,52 | 0,00 |
| Contentieux Bellambra | 04/11/2025 | 0,00 | 121 239,37 | 0,00 | 121 239,37 |
| **Provisions pour pertes de change** | | **798 103,59** | **0,00** | **365 289,44** | **432 814,15** |
| Emprunt complexe | 16/12/2025 | 798 103,59 | 0,00 | 365 289,44 | 432 814,15 |
| **Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Provisions pour garanties d'emprunt** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Autres provisions pour risques** | | **51 141,26** | **0,00** | **51 141,26** | **0,00** |
| Peril | 04/04/2023 | 51 141,26 | 0,00 | 51 141,26 | 0,00 |
| **Dépréciations (3)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **- des immobilisations** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de la provision | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N<br>A | Montant total des provisions de l'exercice (1)<br>B | Montant des reprises de l'exercice<br>C | Montant des provisions constituées au 31/12/N<br>D = A + B - C |
|---|---|---|---|---|---|
| **- des stocks et encours** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **- des comptes de tiers** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **- des comptes financiers** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des provisions budgétaires** | | **938 179,37** | **121 239,37** | **505 365,22** | **554 053,52** |
| **TOTAL PROVISIONS** | | **938 179,37** | **121 239,37** | **505 365,22** | **554 053,52** |

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| IV – ÉTATS ANNEXÉS | IV |
|---|---|
| B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES | B4 |

## ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | **264 330,38** | **237 897,34** | **26 433,04** | **0,00** |
| 2025 | Admission en non valeur cité Sainte Thérèse | 10 | 19/09/2017 | 264 330,38 | 237 897,34 | 26 433,04 | 0,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | **16 681 000,00** | **8 375 625,00** | **855 125,00** | **7 450 250,00** |
| 2025 | Amortissement indemnité capitalisée Refinancement SFIL | 20 | 08/12/2015 | 16 400 000,00 | 8 200 000,00 | 820 000,00 | 7 380 000,00 |
| 2025 | Etalement charge Indemnité Compensatoire Derogatoire renegociation DEXIA | 8 | 07/07/2020 | 281 000,00 | 175 625,00 | 35 125,00 | 70 250,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

### CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

**N° opération : 01** — **Intitulé de l'opération : PERIL 16 PLACE AUX AIRES PERIL 16, PLACE AUX AIRES** — **Date de la délibération :**

| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** |
| **45411** PERIL 16 PLACE AUX AIRES (2) | 0,00 | 378 472,05 | 0,00 | 0,00 | 378 472,05 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 378 472,05 | 0,00 | 0,00 | 378 472,05 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** | **0,00** | **378 472,05** | **0,00** |

**N° opération : 03** — **Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE** — **Date de la délibération :**

| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **7 796 826,34** | **59 437,98** | **0,00** | **52 237,98** | **7 200,00** | **7 796 826,34** |
| **458** CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (2) | 7 796 826,34 | 59 437,98 | 0,00 | 52 237,98 | 7 200,00 | 7 796 826,34 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **7 796 826,34** | **59 437,98** | **0,00** | **52 237,98** | **7 200,00** | **7 796 826,34** |
| **RECETTES (b)** | **7 259 446,43** | **140 207,69** | **0,00** | **130 207,69** | **10 000,00** | **7 259 446,43** |
| **458** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 7 259 446,43 | 140 207,69 | 0,00 | 130 207,69 | 10 000,00 | 7 259 446,43 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 03 | Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **7 259 446,43** | **140 207,69** | **0,00** | **130 207,69** | **10 000,00** | **7 259 446,43** |

| N° opération : 06 | Intitulé de l'opération : ABRIS BUS AVENUE MARECHAL LECLERC | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **85 200,00** | **85 197,60** | **0,00** | **2,40** | **85 197,60** |
| **4581** ABRIS BUS AVENUE MARECHAL LECLERC (2) | 0,00 | 85 200,00 | 85 197,60 | 0,00 | 2,40 | 85 197,60 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **85 200,00** | **85 197,60** | **0,00** | **2,40** | **85 197,60** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **85 200,00** | **85 197,60** | **0,00** | **2,40** | **85 197,60** |
| **4582** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 85 200,00 | 85 197,60 | 0,00 | 2,40 | 85 197,60 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **85 200,00** | **85 197,60** | **0,00** | **2,40** | **85 197,60** |

| N° opération : 109 | Intitulé de l'opération : PERIL, 32 RUE TRACASTEL PERIL 32 RUE TRACASTEL | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **367,16** | **0,00** | **0,00** | **367,16** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 32 RUE TRACASTEL (2) | 0,00 | 367,16 | 0,00 | 0,00 | 367,16 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **367,16** | **0,00** | **0,00** | **367,16** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **367,16** | **0,00** | **0,00** | **367,16** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 109 | Intitulé de l'opération : PERIL, 32 RUE TRACASTEL PERIL 32 RUE TRACASTEL | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 367,16 | 0,00 | 0,00 | 367,16 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **367,16** | **0,00** | **0,00** | **367,16** | **0,00** |

| N° opération : 113 | Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS PERIL 8 RUE DES SOEURS | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 224,80** |
| **45411** PERIL, 8 RUE DES SOEURS (2) | 2 224,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 224,80 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 224,80** |
| **RECETTES (b)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 224,80** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 2 224,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 224,80 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 224,80** |

| N° opération : 114 | Intitulé de l'opération : PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **3 360,00** | **1 740,00** | **1 740,00** | **0,00** | **0,00** | **5 100,00** |
| **45411** PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (2) | 3 360,00 | 1 740,00 | 1 740,00 | 0,00 | 0,00 | 5 100,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 114 | Intitulé de l'opération : PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **3 360,00** | **1 740,00** | **1 740,00** | **0,00** | **0,00** | **5 100,00** |
| **RECETTES (b)** | **3 360,00** | **1 740,00** | **1 740,00** | **0,00** | **0,00** | **5 100,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 3 360,00 | 1 740,00 | 1 740,00 | 0,00 | 0,00 | 5 100,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **3 360,00** | **1 740,00** | **1 740,00** | **0,00** | **0,00** | **5 100,00** |

| N° opération : 116 | Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **44 162,14** | **5 662,14** | **2 626,18** | **2 561,39** | **474,57** | **46 788,32** |
| **45411** PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (2) | 44 162,14 | 5 662,14 | 2 626,18 | 2 561,39 | 474,57 | 46 788,32 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **44 162,14** | **5 662,14** | **2 626,18** | **2 561,39** | **474,57** | **46 788,32** |
| **RECETTES (b)** | **44 162,14** | **5 662,14** | **2 626,18** | **2 561,39** | **474,57** | **46 788,32** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 44 162,14 | 5 662,14 | 2 626,18 | 2 561,39 | 474,57 | 46 788,32 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **44 162,14** | **5 662,14** | **2 626,18** | **2 561,39** | **474,57** | **46 788,32** |

| N° opération : 123 | Intitulé de l'opération : TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 170,68** |
| **45411** TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (2) | 2 170,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 170,68 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 123 | Intitulé de l'opération : TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 170,68** |
| **RECETTES (b)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 170,68** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 2 170,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 170,68 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 170,68** |

| N° opération : 124 | Intitulé de l'opération : PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **20 740,00** | **9 072,00** | **7 332,00** | **1 740,00** | **0,00** | **28 072,00** |
| **45411** PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE (2) | 20 740,00 | 9 072,00 | 7 332,00 | 1 740,00 | 0,00 | 28 072,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **20 740,00** | **9 072,00** | **7 332,00** | **1 740,00** | **0,00** | **28 072,00** |
| **RECETTES (b)** | **20 740,00** | **9 072,00** | **7 332,00** | **1 740,00** | **0,00** | **28 072,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 20 740,00 | 9 072,00 | 7 332,00 | 1 740,00 | 0,00 | 28 072,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **20 740,00** | **9 072,00** | **7 332,00** | **1 740,00** | **0,00** | **28 072,00** |

| N° opération : 125 | Intitulé de l'opération : PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **3 240,00** | **20 266,36** | **20 170,00** | **0,00** | **96,36** | **23 410,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 125 | Intitulé de l'opération : PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **45411** PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE (2) | 3 240,00 | 20 170,00 | 20 170,00 | 0,00 | 0,00 | 23 410,00 |
| **45412** PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE (2) | 0,00 | 96,36 | 0,00 | 0,00 | 96,36 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **3 240,00** | **20 266,36** | **20 170,00** | **0,00** | **96,36** | **23 410,00** |
| **RECETTES (b)** | **3 240,00** | **20 266,36** | **20 170,00** | **0,00** | **96,36** | **23 410,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 3 240,00 | 20 266,36 | 20 170,00 | 0,00 | 96,36 | 23 410,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **3 240,00** | **20 266,36** | **20 170,00** | **0,00** | **96,36** | **23 410,00** |

| N° opération : 126 | Intitulé de l'opération : PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **26 976,71** |
| **45411** 45411126 (2) | 26 976,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 976,71 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **26 976,71** |
| **RECETTES (b)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **26 976,71** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 26 976,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 976,71 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **26 976,71** |

| N° opération : 127 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Sur l'exercice | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | emploi | |
|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **7 730,76** |
| **45411** TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR (2) | 7 730,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 730,76 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **7 730,76** |
| **RECETTES (b)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **7 730,76** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 7 730,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 730,76 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **7 730,76** |

**N° opération : 128** **Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE SECURISATION HOTEL DES PARFUMS** **Date de la délibération :**

| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **456,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE SECURISATION HOTEL DES PARFUMS (2) | 456,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 456,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **456,00** |
| **RECETTES (b)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **456,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 456,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 456,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **456,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 129 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHIRIS | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **4 547,00** | **2 460,00** | **2 460,00** | **0,00** | **0,00** | **7 007,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHIRIS (2) | 4 547,00 | 2 460,00 | 2 460,00 | 0,00 | 0,00 | 7 007,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **4 547,00** | **2 460,00** | **2 460,00** | **0,00** | **0,00** | **7 007,00** |
| **RECETTES (b)** | **4 547,00** | **2 460,00** | **2 460,00** | **0,00** | **0,00** | **7 007,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 4 547,00 | 2 460,00 | 2 460,00 | 0,00 | 0,00 | 7 007,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **4 547,00** | **2 460,00** | **2 460,00** | **0,00** | **0,00** | **7 007,00** |

| N° opération : 130 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 117 AVENUE ST LAURENT | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **11 407,80** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 117 AVENUE ST LAURENT (2) | 11 407,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 407,80 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **11 407,80** |
| **RECETTES (b)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **11 407,80** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 11 407,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 407,80 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 130 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 117 AVENUE ST LAURENT | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **11 407,80** |

| N° opération : 131 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE 5 TRAVERSE STE MARTHE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **2 736,00** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **2 736,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE 5 TRAVSERSE STE MARTHE (2) | 0,00 | 2 736,00 | 2 736,00 | 0,00 | 0,00 | 2 736,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **2 736,00** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **2 736,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **2 736,00** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **2 736,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 2 736,00 | 2 736,00 | 0,00 | 0,00 | 2 736,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **2 736,00** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **2 736,00** |

| N° opération : 132 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP35 | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **12 360,00** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **12 360,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP35 (2) | 0,00 | 12 360,00 | 12 360,00 | 0,00 | 0,00 | 12 360,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **12 360,00** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **12 360,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **12 360,00** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **12 360,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 12 360,00 | 12 360,00 | 0,00 | 0,00 | 12 360,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 132 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP35 | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **12 360,00** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **12 360,00** |

| N° opération : 133 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **2 000,00** | **0,00** | **1 800,00** | **200,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD (2) | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 1 800,00 | 200,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **2 000,00** | **0,00** | **1 800,00** | **200,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **2 000,00** | **0,00** | **1 800,00** | **200,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 1 800,00 | 200,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **2 000,00** | **0,00** | **1 800,00** | **200,00** | **0,00** |

| N° opération : 95 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **24 663,56** | **3 143,62** | **3 143,62** | **0,00** | **0,00** | **27 807,18** |
| **45411** PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE (2) | 24 663,56 | 3 143,62 | 3 143,62 | 0,00 | 0,00 | 27 807,18 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **24 663,56** | **3 143,62** | **3 143,62** | **0,00** | **0,00** | **27 807,18** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 95 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **RECETTES (b)** | **24 663,56** | **3 143,62** | **3 143,62** | **0,00** | **0,00** | **27 807,18** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 24 663,56 | 3 143,62 | 3 143,62 | 0,00 | 0,00 | 27 807,18 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **24 663,56** | **3 143,62** | **3 143,62** | **0,00** | **0,00** | **27 807,18** |

| N° opération : 99 | Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE PERIL 3 RUE PORTE NEUVE | | | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Cumul des réalisations avant l'exercice | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
| | | Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | Crédits sans emploi | |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **42 179,38** | **12 766,82** | **10 037,30** | **19 375,26** | **12 766,82** |
| **45411** PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (2) | 0,00 | 42 179,38 | 12 766,82 | 10 037,30 | 19 375,26 | 12 766,82 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **42 179,38** | **12 766,82** | **10 037,30** | **19 375,26** | **12 766,82** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **42 179,38** | **12 766,82** | **10 037,30** | **19 375,26** | **12 766,82** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (4) | 0,00 | 42 179,38 | 12 766,82 | 10 037,30 | 19 375,26 | 12 766,82 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **42 179,38** | **12 766,82** | **10 037,30** | **19 375,26** | **12 766,82** |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

### Prêts (compte 274)

| Bénéficiaires | Date de la délibération | Encours restant dû au 31/12/N | Montant de l'annuité recouvré | | ICNE de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Capital | Intérêts | |
| **Assortis d'intérêts (total)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Non assortis d'intérêts (total)** | | **0,00** | **0,00** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.1

## ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

| Article | | Dette en capital à l'origine | Dette en capital au 31/12/N | Annuité versée au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|
| **8015** | **Emprunts garantis (1)** | 62 865 830,81 | 27 609 928,46 | 5 251 812,85 |
| **8016** | **Contrats de crédit-bail (2)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8017** | **Subvention à verser en annuité (3)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8018** | **Autres engagements donnés** | | | |
| | Marchés de partenariat (4) | | 0,00 | 0,00 |
| | Au profit d'organismes publics (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Au profit d'organismes privés (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Dans le cadre d'une délégation de service public (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| IV – ÉTATS ANNEXÉS | IV |
|---|---|
| B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.2 |

## ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

| Article | | Créance en capital à l'origine | Créance en capital au 31/12/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|
| **8026** | **Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8027** | **Subvention à recevoir par annuité** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8028** | **Autres engagements reçus** | | | |
| | Recette grevée d'affectation spéciale (2) | | 0,00 | 0,00 |
| | Engagements reçus des entreprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | A l'exception de ceux reçus des entreprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

## ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| **Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)** | | | | | **8 432 350,50** | **1 325 537,27** | | | | | | | | | | | **107 914,33** | **1 378 843,67** |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2024 | P | Financement d'un local | Crédit Agricole | 87 862,50 | 74 945,55 | 8,24 | M | F | FIXE | 4,301 | F | FIXE | 4,070 | A-1 | | 3 216,53 | 7 493,40 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2024 | P | Acquisition local commercial 22 place aux Aires à Grasse | Crédit Agricole | 117 370,00 | 105 474,43 | 8,04 | M | F | FIXE | 4,915 | F | FIXE | 4,720 | A-1 | | 5 248,11 | 10 472,80 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2024 | P | Acquisition local commercial 5 place du Patti à Grasse | Crédit Agricole | 79 668,50 | 67 157,71 | 8,05 | M | F | FIXE | 4,967 | F | FIXE | 4,720 | A-1 | | 3 341,58 | 6 668,22 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2023 | C | Acquisition d'un immeuble 4 place de la buanderie | La Banque Postale | 147 449,50 | 117 959,58 | 7,88 | T | F | FIXE | 4,442 | F | FIXE | 4,350 | A-1 | | 5 532,13 | 14 744,96 |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2019 | P | Réaménagement emprunt | Crédit Agricole | 4 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | S | F | FIXE | 0,465 | F | FIXE | 0,460 | A-1 | | 4 622,92 | 1 339 464,29 |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2024 | C | Financement de la ZAC Martelly dans le cadre de la concession daménagement du centre historique | La Banque Postale | 3 040 000,00 | 0,00 | 0,00 | A | F | FIXE | 3,813 | F | FIXE | 3,760 | A-1 | | 36 196,26 | 0,00 |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2024 | C | Financement de l'achat foncier Monoprix et travaux de construction du futur cinéma | La Banque Postale | 960 000,00 | 960 000,00 | 2,79 | A | F | FIXE | 4,722 | F | ESTER | 5,110 | A-1 | | 49 756,80 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| **Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)** | | | | | **22 465 504,03** | **12 086 004,16** | | | | | | | | | | | **418 127,88** | **1 108 258,84** |
| ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | 2006 | P | CARRE/EST/RITOURNELLE/BEL AIR1-2/MOULIN DE BRUN GRASSE | DEXIA CL | 4 249 383,76 | 749 011,56 | 4,67 | A | F | FIXE | 3,024 | F | FIXE | 2,980 | A-1 | | 27 571,39 | 163 528,81 |
| OGEC FENELON | 2012 | P | TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 202 267,18 | 131 453,57 | 14,51 | M | F | FIXE | 4,589 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 4 730,33 | 6 791,83 |
| OGEC FENELON | 2011 | P | TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 1 533 433,96 | 1 040 462,13 | 15,43 | M | F | FIXE | 3,886 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 37 363,52 | 49 704,88 |
| OGEC FENELON | 2013 | P | TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 817 313,68 | 548 275,21 | 15,18 | M | F | FIXE | 4,624 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 19 699,45 | 26 748,59 |
| OGEC FENELON | 2006 | P | OGEC FENELON REEAMMENAGEMENT ET EXTENSION DU SERVICE DE RESTAURATION DE L'ECOLE STE MARTHE | CAISSE D'EPARGNE | 600 000,00 | 39 785,52 | 0,85 | M | F | FIXE | 4,931 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 2 192,47 | 41 973,05 |
| OGEC FENELON | 2011 | P | ACQUISITION D'UN IMMEUBLE 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE ET DE 2 BÂTS BD EMMANUEL BAUDOIN GRASSE 06520 | CAISSE D'EPARGNE | 2 650 000,00 | 1 777 818,01 | 15,93 | M | F | FIXE | 4,556 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 63 776,91 | 81 494,97 |
| OGEC FENELON | 2016 | P | FINANCEMENT DES TRAVAUX DE BATIMENTS SCOLAIRES 122 AVENUE DE SIMARD GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 7 250 000,00 | 5 380 512,16 | 13,51 | M | F | FIXE | 3,548 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 194 121,79 | 304 511,47 |
| ORSAC | 2005 | P | CENTRE DE REEDUCATION | CAISSE D'EPARGNE | 1 526 614,17 | 463 852,42 | 4,85 | A | F | FIXE | 4,836 | F | FIXE | 4,850 | A-1 | | 26 391,53 | 80 302,82 |
| ORSAC | 2005 | P | CENTRE DE REEDUCATION (2) | CAISSE D'EPARGNE | 270 000,00 | 81 135,96 | 4,82 | A | F | FIXE | 4,700 | F | FIXE | 4,700 | A-1 | | 4 476,50 | 14 108,74 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| ORSAC | 2009 | P | "ORSAC EXTENSION DE L'EHPAD""MONT FLEURI "" GRASSE " | DEXIA CL | 1 185 000,00 | 729 330,61 | 13,34 | T | V | LIVRETA | 2,621 | V | LIVRETA | 3,130 | A-1 | | 23 581,96 | 38 321,61 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2023 | C | ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 29 RUE PAUL GOBY GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 61 237,50 | 44 907,42 | 7,28 | M | V | LIVRETA | 3,703 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 1 731,75 | 6 123,84 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2025 | C | "Aménagement local ""Maison Martelly"" situé 5 rue Patti" | La Banque Postale | 75 000,00 | 75 000,00 | 8,21 | A | F | FIXE | 4,101 | F | FIXE | 4,050 | A-1 | | 0,00 | 0,00 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2025 | C | Achat et travaux de l'ancienne parfumerie HUGUES AINE | La Banque Postale | 247 500,00 | 247 500,00 | 15,88 | T | V | ESTER | 4,135 | V | ESTER | 3,542 | A-1 | | 0,00 | 0,00 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | LE ROY RENE 1 | URCIL | 33 538,78 | 1 840,18 | 0,00 | A | F | FIXE | 1,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | | 36,62 | 1 821,94 |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2021 | C | FINANCEMENT ZAC MARTELY | ARKEA | 564 215,00 | 164 562,68 | 1,58 | T | F | FIXE | 1,306 | F | FIXE | 1,300 | A-1 | | 2 903,36 | 94 035,84 |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2022 | P | CENTRE HISTORIQUE | CAISSE D'EPARGNE | 1 200 000,00 | 610 556,73 | 2,99 | A | F | FIXE | 1,210 | F | FIXE | 1,180 | A-1 | | 9 550,30 | 198 790,45 |
| **Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social** | | | | | **31 967 976,28** | **14 198 387,03** | | | | | | | | | | | **595 170,37** | **1 643 497,76** |
| 3F RESIDENCES | 2017 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 294 680,92 | 22 202,42 | 9,00 | A | V | LIVRETA | 2,617 | V | LIVRETA | 3,850 | A-1 | | 916,37 | 1 599,30 |
| 3F RESIDENCES | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 262 245,00 | 145 153,48 | 14,09 | A | V | LIVRETA | 2,593 | V | LIVRETA | 3,700 | A-1 | | 5 595,44 | 6 074,53 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2006 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 7 074 315,30 | 1 394 929,34 | 2,68 | A | V | LIVRETA | 4,224 | V | LIVRETA | 3,670 | A-1 | | 66 491,90 | 418 975,09 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2007 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 285 390,00 | 109 392,27 | 7,50 | T | V | LIVRETA | 2,168 | V | LIVRETA | 3,150 | A-1 | | 3 651,35 | 12 000,31 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 835 597,28 | 1 407 059,42 | 20,00 | A | V | LIVRETA | 3,149 | V | LIVRETA | 4,300 | A-1 | | 62 061,13 | 36 222,65 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 443 733,97 | 760 413,79 | 6,46 | A | V | LIVRETA | 2,050 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 30 656,82 | 91 164,54 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 389 548,05 | 265 777,65 | 11,00 | A | V | LIVRETA | 1,765 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 10 074,34 | 14 065,06 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2019 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 150 835,92 | 129 549,84 | 26,92 | A | V | LIVRETA | 3,028 | V | LIVRETA | 4,000 | A-1 | | 5 277,02 | 2 375,63 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2019 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 7 294 353,12 | 3 618 383,14 | 5,71 | A | V | LIVRETA | 2,283 | V | LIVRETA | 4,000 | A-1 | | 164 676,89 | 498 539,21 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2017 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 294 680,92 | 0,00 | 0,00 | A | V | LIVRETA | 2,378 | V | LIVRETA | 3,850 | A-1 | | 3 776,71 | 6 591,38 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2019 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 62 757,26 | 50 026,31 | 18,00 | A | F | FIXE | 1,710 | F | FIXE | 1,710 | A-1 | | 893,29 | 2 212,77 |
| ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL | 2018 | C | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 482 247,29 | 364 665,13 | 13,34 | T | V | LIVRETA | 2,694 | V | LIVRETA | 3,505 | A-1 | | 13 047,39 | 19 160,81 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 077 328,79 | 273 113,54 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 1,643 | V | LIVRETA | 3,520 | A-1 | | 12 557,99 | 83 647,49 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 25 507,96 | 8 447,03 | 3,00 | A | V | LIVRETA | 1,638 | V | LIVRETA | 3,520 | A-1 | | 364,15 | 1 898,13 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 114 633,98 | 406 047,98 | 4,50 | A | V | LIVRETA | 1,719 | V | LIVRETA | 3,520 | A-1 | | 16 805,53 | 71 381,98 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 748 711,69 | 274 019,77 | 4,75 | A | V | LIVRETA | 1,667 | V | LIVRETA | 3,520 | A-1 | | 11 341,14 | 48 171,83 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 988 217,96 | 361 676,29 | 4,75 | A | V | LIVRETA | 1,772 | V | LIVRETA | 3,520 | A-1 | | 14 969,08 | 63 581,57 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 91 812,61 | 33 602,33 | 4,67 | A | V | LIVRETA | 1,777 | V | LIVRETA | 3,520 | A-1 | | 1 390,74 | 5 907,19 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 261 647,67 | 466 191,64 | 4,09 | A | V | LIVRETA | 2,352 | V | LIVRETA | 4,150 | A-1 | | 22 722,55 | 81 339,70 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 14 514,84 | 4 628,59 | 3,17 | A | V | LIVRETA | 2,289 | V | LIVRETA | 4,150 | A-1 | | 234,96 | 1 033,04 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 81 785,39 | 13 675,17 | 3,17 | A | V | LIVRETA | 3,161 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 636,18 | 3 066,36 |
| FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME | 2004 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 223 424,00 | 104 770,26 | 13,17 | A | V | LIVRETA | 2,616 | V | LIVRETA | 3,700 | A-1 | | 4 067,99 | 5 175,36 |
| ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | 1997 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 108 086,35 | 15 142,01 | 3,92 | A | V | LIVRETA | 3,162 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 708,13 | 3 492,88 |
| ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | 2007 | P | LE BELVEDERE LES GENETS GRASSE | DEXIA CL | 1 623 892,74 | 958 951,99 | 13,67 | A | V | FIXE | 3,116 | V | LIVRETA | 2,700 | A-1 | | 27 751,28 | 54 604,95 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 22 666,39 | 9 771,44 | 5,92 | A | V | LIVRETA | 2,386 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 404,96 | 1 477,31 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 36 772,00 | 15 214,07 | 4,17 | A | V | LIVRETA | 2,186 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 648,43 | 2 797,92 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 18 963,14 | 7 845,81 | 4,17 | A | V | LIVRETA | 2,186 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 334,39 | 1 442,87 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 14 126,89 | 5 844,86 | 4,42 | A | V | LIVRETA | 2,180 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 249,11 | 1 074,89 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2005 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 66 952,90 | 46 459,44 | 25,84 | A | V | LIVRETA | 2,681 | V | LIVRETA | 3,700 | A-1 | | 1 758,02 | 1 054,59 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2005 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 61 132,06 | 41 584,07 | 25,84 | A | V | LIVRETA | 2,441 | V | LIVRETA | 3,700 | A-1 | | 1 573,54 | 943,92 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 316 041,39 | 264 303,61 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,669 | V | LIVRETA | 3,900 | A-1 | | 10 311,68 | 5 811,40 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 38 654,33 | 31 856,73 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,171 | V | LIVRETA | 3,400 | A-1 | | 1 086,90 | 763,04 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 330 966,32 | 276 785,25 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,669 | V | LIVRETA | 3,900 | A-1 | | 10 798,63 | 6 085,85 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 35 072,08 | 28 904,44 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,652 | V | LIVRETA | 3,400 | A-1 | | 986,19 | 692,33 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 708 937,68 | 1 378 799,40 | 19,67 | T | V | LIVRETA | 2,669 | V | LIVRETA | 3,575 | A-1 | | 49 672,32 | 42 126,49 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2021 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 429 649,88 | 391 868,63 | 25,84 | A | V | LIVRETA | 3,591 | V | LIVRETA | 4,000 | A-1 | | 15 817,37 | 3 565,55 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2021 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 446 190,93 | 406 955,14 | 25,84 | A | V | LIVRETA | 3,591 | V | LIVRETA | 4,000 | A-1 | | 16 426,32 | 3 702,82 |
| OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS | 2008 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 279 984,00 | 49 459,83 | 2,25 | A | V | LIVRETA | 2,138 | V | LIVRETA | 3,450 | A-1 | | 2 237,45 | 15 393,81 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 15 311,67 | 1 955,82 | 2,59 | A | V | LIVRETA | 3,233 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 97,04 | 597,95 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 20 519,03 | 2 620,96 | 2,59 | A | V | LIVRETA | 3,238 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 130,05 | 801,31 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 20 054,97 | 2 561,70 | 2,59 | A | V | LIVRETA | 3,211 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 127,11 | 783,19 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 21 164,80 | 2 703,47 | 2,59 | A | V | LIVRETA | 3,244 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 134,14 | 826,53 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 26 629,95 | 3 401,53 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,246 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 168,78 | 1 039,96 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 16 095,41 | 2 055,93 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,240 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 102,01 | 628,56 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 15 333,17 | 1 958,56 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,246 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 97,18 | 598,79 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 15 638,07 | 1 997,51 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,246 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 99,11 | 610,70 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 16 552,76 | 2 114,34 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,240 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 104,91 | 646,42 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 23 716,95 | 3 955,66 | 3,00 | A | V | LIVRETA | 3,241 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 184,02 | 886,97 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 27 680,63 | 4 594,81 | 3,34 | A | V | LIVRETA | 3,188 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 213,75 | 1 030,29 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1998 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 17 436,20 | 3 552,09 | 4,09 | A | V | LIVRETA | 3,118 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 158,65 | 622,90 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1999 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 7 843,04 | 1 926,19 | 5,92 | A | V | LIVRETA | 2,947 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 83,55 | 272,61 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LE ROY RENE 2 | URCIL | 37 350,11 | 2 049,24 | 0,00 | A | F | FIXE | 1,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | | 40,78 | 2 028,99 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT C N°407 | URCIL | 27 135,93 | 1 557,22 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 46,37 | 1 534,18 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT E N°204 | URCIL | 27 440,82 | 1 574,69 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 46,89 | 1 551,42 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D4OR BÂT A N°004 | URCIL | 43 143,08 | 2 475,77 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 73,72 | 2 439,18 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT N°007 | URCIL | 27 898,17 | 1 600,92 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 47,67 | 1 577,28 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT N°207 | URCIL | 27 745,72 | 1 592,19 | 0,84 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 47,41 | 1 568,66 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux moyen constaté sur l'année (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | LES RÊVES D'OR BÂT A N°201 | URCIL | 40 094,09 | 4 567,58 | 1,17 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 102,01 | 2 233,30 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | LES RÊVES D'OR BÂT A N°101 | URCIL | 35 977,97 | 4 098,74 | 1,17 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 91,54 | 2 004,02 |
| UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE | 2002 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 126 446,86 | 0,00 | 0,00 | A | V | LIVRETA | 2,692 | V | LIVRETA | 1,700 | A-1 | | 0,00 | 0,00 |
| UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE | 1999 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 234 009,24 | 0,00 | 0,00 | A | V | LIVRETA | 2,974 | V | LIVRETA | 1,800 | A-1 | | 0,00 | 0,00 |
| UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE | 1999 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 17 633,93 | 0,00 | 0,00 | A | V | LIVRETA | 2,828 | V | LIVRETA | 1,800 | A-1 | | 0,00 | 0,00 |
| UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE | 2001 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 7 622,45 | 0,00 | 0,00 | A | V | LIVRETA | 2,745 | V | LIVRETA | 1,700 | A-1 | | 0,00 | 0,00 |
| UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE | 2001 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 35 442,26 | 0,00 | 0,00 | A | V | LIVRETA | 2,737 | V | LIVRETA | 1,700 | A-1 | | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL** | | | | | **62 865 830,81** | **27 609 928,46** | | | | | | | | | | | **1 121 212,58** | **4 130 600,27** |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en points de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

| Calcul du ratio (1) | Valeur en euros | |
|---|---|---|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2) | A | 0,00 |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2) | B | 0,00 |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (3) | C | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunts | D | 0,00 |
| **Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice** | **I = A + B + C - D** | **0,00** |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **II** | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)** | **I / II** | **0,00** |

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.5

## ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

| Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat | Exer- cice d'ori- gine du con- trat | Désignation du crédit bailleur | Durée du contrat (en mois) | Montant de la redevance de l'exercice | Montant de la redevance sur la totalité du contrat | Montant des redevances restant à courir | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | N+1 | N+2 | N+3 | N+4 | Cumul restant (exercice N+5 et suivants) | Total (1) |
| Crédits-bails mobiliers | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Crédits-bails immobiliers | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

## ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

| Libellé du contrat | Année de signature du marché | Organismes cocontractants | Nature des prestations prévues par le marché | Durée du marché (en mois) | Date fin de marché | Date mise en service équipement | Montant total prévu au titre du marché (TTC) | Annuité versée sur l'exercice | Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | Part investissement | | Part fonctionnement II | Part financement III | TOTAL I + II + III |
| | | | | | | | | | Part totale (4) | Dont part nette (5) I | | | |
| **Marchés de partenariat (1)** | | | | | | | | | | | | | |
| **SOUS-TOTAL** | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)** | | | | | | | | | | | | | |
| **SOUS-TOTAL** | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | | | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

*(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique*

*(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023*

*(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N*

*(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N*

*(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

| Libellé (1) | Restes à employer au 01/01/N | Montant recettes | Montant dépenses | Restes à employer au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|
| TAXE DE SEJOUR | 0,00 | 335 929,49 | 650 489,81 | -314 560,32 |
| AMENDES DE POLICE | 0,00 | 665 424,00 | 1 573 248,00 | -907 824,00 |
| **Total** | **0,00** | **1 001 353,49** | **2 223 737,81** | **-1 222 384,32** |

**Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE DE SEJOUR**

| | |
|---|---|
| **Reste à employer au 01/01/N** | **0,00** |

**Recettes**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 731721 | TAXE DE SEJOUR | 335 929,49 |
| | **Total** | **335 929,49** |

**Dépenses**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 731721 | TAXE DE SEJOUR | 650 489,81 |
| | **Total** | **650 489,81** |
| | **Reste à employer au 31/12/N (3)** | **-314 560,32** |

**Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : AMENDES DE POLICE**

| | |
|---|---|
| **Reste à employer au 01/01/N** | **0,00** |

**Recettes**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 1345 | AMENDES DE RADARDS AUTOMATIQUES ET AMENDES DE POLICE | 665 424,00 |
| | **Total** | **665 424,00** |

**Dépenses**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 1345 | AMENDES DE RADARDS AUTOMATIQUES ET AMENDES DE POLICE | 1 573 248,00 |
| | **Total** | **1 573 248,00** |
| | **Reste à employer au 31/12/N (3)** | **-907 824,00** |

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.8

## ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dette en capital à l'origine | Dette en capital au 31/12/N | Annuité versée au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8017 Subventions à verser en annuités | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8018 Autres engagements donnés | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes publics | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes privés (1) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements liés à des délégations de service public | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| IV – ÉTATS ANNEXÉS | IV |
|---|---|
| B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.9 |

## ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital au 31/12/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B8

## LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **7 674 461,79** | |
| **Personnes de droit privé** | **4 431 511,86** | |
| **Associations** | **2 345 832,02** | |
| 1 2 3 SOLEIL | 3 600,00 | |
| 100 DEGRES C THEATRE | 3 900,00 | |
| 20 RUE DE LA FONTETTE CHEZ PHI L'AGENCE | 700,00 | |
| ACADEMIE GRASSOISE D AIKIDO | 500,00 | |
| ACADEMIE VOCALE MEZZA VOCE | 800,00 | |
| ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES | 750,00 | |
| ACTOPIE | 1 000,00 | |
| ADAPEI - AM | 500,00 | |
| AEEM ASS POUR ENSEIGNEMENT AUX E MALADES | 500,00 | |
| AIKIKAI CLUB DE GRASSE | 878,00 | |
| ALL IN TENNIS COUNTRY CLUB DE GR TENNIS CLUB DE GRASSE | 40 862,00 | |
| AMBIANCE BOULISTE CERCLE GRASSOIS | 3 312,00 | |
| AMICAL MOTOR CLUB DE GRASSE | 22 530,00 | |
| AMICALE BOULISTE SAINT JOSEPH | 10 000,00 | |
| AMICALE CYCLOTOURISTE GRASSOISE | 820,00 | |
| AMICALE DE LA POLICE MUNICIPALE | 1 000,00 | |
| AMICALE DES ANCIENS DU RACING CLUB DE GRASSE | 1 000,00 | |
| AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE | 1 500,00 | |
| AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHEDRALE DE GRASSE | 1 000,00 | |
| AMPHORE INTERNATIONAL | 1 000,00 | |
| ANCIENS COMBATTANT VICTIMES DE GUERRE HARKIS FRANCAIS MUSULMAN | 750,00 | |
| ANCIENS COMBATTANTS DU PAYS GRAS ET AMIS | 750,00 | |
| ANCIENS DES FORCES FRANCAISES EN ALLEMAGNE ET AUTRICHE | 250,00 | |
| ASS HISTORIQUE DU PAYS DE GRASSE | 600,00 | |
| ASS PAYS DE GRASSE VOLLEY BALL | 23 424,00 | |
| ASS SPORTIVE DU GOLF ST DONAT | 910,00 | |
| ASSOC DES ANCIENS DE LA PREPARAT MILITAIRE MARINE DE CANNES ET GR | 250,00 | |
| ASSOC SPORTS LOISIRS ST JACQUES | 812,00 | |
| ASSOCIATION ADRIEN | 600,00 | |
| ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE DE GRASSE | 1 300,00 | |
| ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DU CANAL DE LA SIAGNE | 250,00 | |
| ASSOCIATION DES AMIS D AGORA FM | 9 100,00 | |
| ASSOCIATION DES GRANDES FAMILLES PLANOISES | 300,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| ASSOCIATION FRANCE ALZHEIMER 06 | 300,00 | |
| ASSOCIATION LOCHABAIR ASSOMPTION | 2 808,40 | |
| ASSOCIATION OFFICIERS HONORAIRES DE LA COTE D'AZUR | 100,00 | |
| ASSOCIATION SAMI | 2 000,00 | |
| ASSOCIATION SOURCE D'ESPOIR | 500,00 | |
| ASSOCIATION SPORT AUTOMOBILE DE GRASSE ASA | 33 760,00 | |
| ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTUREL CENTRE HOSPITALIER DE GRASSE | 500,00 | |
| ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTUREL WAGOKORO | 141,00 | |
| AVENIR DE GRASSE | 18 499,00 | |
| AVENTURE THEATRE COMPAGNIE | 3 000,00 | |
| AZUR ET JOIE | 250,00 | |
| AZUR SPORT ET PERFORMANCE | 1 058,00 | |
| BADMINTON CLUB DE GRASSE | 2 000,00 | |
| BANQUE ALIMENTAIRE ALPES MARITIMES | 500,00 | |
| BOXING CLUB DE GRASSE | 11 874,00 | |
| CANNES ATELIER DANSE H KOUBI | 20 000,00 | |
| CANTIFOLIA CHOEUR DE GRASSE | 2 500,00 | |
| CASA DOC | 5 000,00 | |
| CERCLE CULTUREL PAYS DE GRASSE | 1 500,00 | |
| CERCLE LITTERAIRE ARTISTIQUE DE GRASSE | 600,00 | |
| CERCLE SAINTE ANNE | 300,00 | |
| CHEMINDESSENS | 1 000,00 | |
| CIDISOL | 1 200,00 | |
| CLIN DOEIL | 700,00 | |
| CLUB DU 3 EME AGE LOU CEPOUN | 600,00 | |
| COMITE DES FETES DE MAGAGNOSC | 955,00 | |
| COMITE DES FETES DE PLASCASSIER COF | 455,00 | |
| COMITE DES FETES DE ST ANTOINE | 455,00 | |
| COMITE DES FETES DE ST FRANCOIS | 455,00 | |
| COMITE DES FETES DE ST JACQUES | 1 455,00 | |
| COMITE DES OEUVRES SOCIALES PERSO MUNIC GRASSE COS | 91 692,53 | |
| COMITE DS FETES DE STE ANNE | 455,00 | |
| COMITE MISS GRASSE ET PAYS DE GR | 8 000,00 | |
| COMITE OFFICIEL DES FETES DU PLAN DE GRASSE | 455,00 | |
| COMPAGNIE CAS 5 | 1 400,00 | |
| COMPAGNIE REVEIDA | 1 500,00 | |
| CONFERENCE ST VINCENT DE PAUL | 800,00 | |
| COPRO 24 RUE DE L'ORATOIRE | 36 222,00 | |
| COSMETIC EXECUTIVE WOMEN CEW CENTRE DE BEAUTE | 3 000,00 | |
| COURIR EN PAYS DE GRASSE | 19 731,00 | |
| CREMATISTE DE GRASSE ET ENVIRONS | 400,00 | |
| DECOUVERTE DU MOYEN ET HAUT PAYS | 500,00 | |
| DOJO KUSHANKU | 650,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| ECOLE DE MUSIQUE GRASSE | 3 000,00 | |
| ECOLE DE MUSIQUE LA CHENAIE | 1 700,00 | |
| ECOLE DE THÉÂTRE GERARD PHILIPPE CENTRE ART ET CULTURE | 1 500,00 | |
| ECOLE DU TIGRE BLANC | 1 015,00 | |
| ECOLE GRASSOISE DE JUDO | 4 847,00 | |
| ENTENTE GYMNIQUE GRASSOISE | 22 488,00 | |
| ESTEREL PLONGEE | 1 000,00 | |
| FAMILLE ARC EN CIEL | 8 125,00 | |
| FEDERATION NATIONALES DES FORCES SPECIALES ALLIEES | 300,00 | |
| FESTIVAL SAINT JEAN DE CASSIEN | 250,00 | |
| FESTIVAL TRANSMEDITERRANEE | 8 000,00 | |
| FORUM | 3 000,00 | |
| FRANCE ESPAGNE AMERIQUE LATINE | 550,00 | |
| GOYA | 200,00 | |
| GRASSE A EDITH | 1 500,00 | |
| GRASSE ATHLETIC CLUB GAC | 19 666,00 | |
| GRASSE ECHECS | 15 100,00 | |
| GRASSE HOCKEY CLUB | 1 750,00 | |
| GRASSE LOISIRS | 3 000,00 | |
| GRASSE PELOTARI CLUB | 11 714,00 | |
| GRASSE PETANQUE | 18 778,00 | |
| GRASSE TENNIS DE TABLE | 18 397,00 | |
| GROUPE MONTAGNE ALTITUDE 500 | 800,00 | |
| GROUPEMENT DES PORTES DRAPEAUX D PAYS DE GRASSE | 300,00 | |
| GYMNASTIQUE VOLONTAIRE FEDERAT FRANCAISE EDUC PHYSIQUE | 910,00 | |
| HARPEGES LES ACCORDS SOLIDAIRES | 422 150,00 | |
| HISTOIRES VIVANTES | 5 500,00 | |
| INDIVISION FANTON D ANDON | 21 655,00 | |
| INSTITUT D ETUDES OCCITANES | 370,00 | |
| JUDO CLUB DU PLAN DE GRASSE | 4 407,00 | |
| KARATE CHALLENGER | 3 015,00 | |
| KORSOI | 1 500,00 | |
| L ETOILE MUSICALE | 6 000,00 | |
| LA NUIT BLANCHE | 2 730,00 | |
| LE CINE AU PARFUM | 1 000,00 | |
| LE JEUNE BALLET MEDITERRANEEN | 10 000,00 | |
| LE SOUVENIR FRANCAIS | 550,00 | |
| LEI BAISSO LUSERNO | 5 500,00 | |
| LES AMIS DE LA CHAPELLE VICTORIA DE GRASSE | 1 400,00 | |
| LES AMIS DU SANCTUAIRE NOTRE DAME DE VALCLUSE | 500,00 | |
| LES AMOUREUX DU VIEUX GRASSE | 1 510,00 | |
| LES ARTISTES DU PAYS GRASSOIS | 500,00 | |
| LES PETITS DEBROUILLARDS PACA | 6 000,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| LES RESTAURANTS DU COEUR | 1 500,00 | |
| LOISIRS EDUCATION ART | 19 750,00 | |
| LOISIRS EDUCATION CULTURE LEC | 250 000,00 | |
| MAISON POUR TOUS LA MOUTONNE | 2 750,00 | |
| MARGUERITE ET MARGUEROTE | 2 000,00 | |
| NIVUS NICONNUS | 650,00 | |
| OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITES GRASSE | 16 850,00 | |
| OGEC FENELON | 368 127,80 | |
| OGEC MARIA MATER | 3 670,74 | |
| OGEC SAINTE MARIE | 1 604,80 | |
| PARLONS ENSEMBLE | 300,00 | |
| PAYS DE GRASSE HANDBALL ASPTT | 35 735,00 | |
| PLACE DES ARTISTES | 2 000,00 | |
| PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE | 26 370,00 | |
| PLASCASSIER JAZZ BAND | 1 000,00 | |
| POLYPHONIUS CANTABILE | 1 400,00 | |
| QUESTION POUR UN CHAMPION DE GRASSE | 250,00 | |
| RACING CLUB PAYS DE GRASSE | 260 178,00 | |
| RALLYE KARTING SECURITE 06 | 500,00 | |
| RIME ELISABETH COPRO 12 RUE MARCEL JOURNET | 7 116,00 | |
| RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE | 203 178,00 | |
| RUGBY TOURIST | 289,00 | |
| S.N.E.M.M SOCIETE NATIONAL D'ENT DE LA MEDAILLE MILITAIRE | 650,00 | |
| SDC 1/3 RUE REVE VIEILLE MON SYNDIC ET MOI | 497,75 | |
| SECOURS CATHOLIQUE GRASSE | 500,00 | |
| SEMPAI GRASSE KARATE | 3 605,00 | |
| SKI CLUB DE GRASSE | 6 500,00 | |
| SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR | 500,00 | |
| SPECIAL FORCE MEMORY | 400,00 | |
| SPELEO CLUB GARAGAHL | 500,00 | |
| SPORT IMPACT | 2 470,00 | |
| SPORTING CLUB MAGAGNOSC | 623,00 | |
| SYNDICAT 2 RUE DU THOURON | 9 134,00 | |
| TENNIS ALTITUDE 500 GRASSE | 11 381,00 | |
| THEATRE DES QUATRE COINS | 250,00 | |
| TOUS ADDICT | 300,00 | |
| TRIATHLON DU PAYS GRASSOIS | 10 206,00 | |
| TWIRLING BATON PLAN DE GRASSE | 4 282,00 | |
| U L DELEGUES DEPARTEMENTAUX EDUCATION NATIONALE DDEN | 730,00 | |
| UNAFAM UNION NATIONALE DES AMIS FAMILLES DE MALADES MENTAUX | 300,00 | |
| UNION CYCLISTE GRASSOISE | 1 500,00 | |
| UNION DEPARTEMENTALE CFE-CGC | 1 600,00 | |
| UNION LOCALE CGT GRASSE ET REGIO | 4 550,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| UNION NATIONAL PARACHUTISTE CANNES ENVIRON | 350,00 | |
| UNION SPORTIVE GRASSOISE | 21 833,00 | |
| UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE GRA DU PAYS DE GRASSE | 300,00 | |
| VEHICULES HISTORIQUES DU TIGNET | 300,00 | |
| VMEH VISITES MALADES EN ETABLIS HOSPITALIERS | 455,00 | |
| **Entreprises** | **2 073 419,00** | |
| 22 RUE PEYREGUIS CO ROULLAND | 13 287,10 | |
| ACRI ST | 6 000,00 | |
| AGEFIM OXIA SDC 15 RUE AMIRAL DE | 2 136,00 | |
| ANMONM 06 ASS NATIONALE DES ME DE L'ORDRE DU MERITE | 350,00 | |
| CENTRE INTERNATIONAL TAEKWONDO MASTER PARK | 73,00 | |
| COPRO 20 PLACE AUX AIRES | 9 972,78 | |
| ENEDIS - POLE TPR | 2 571,12 | |
| IFAC PETITE ENFANCE | 7 000,00 | |
| PHARMACIE DE LA FONTAINE | 2 795,00 | |
| SCI FONCIERE BUCHELAY | 3 000,00 | |
| SCI JBV BENJAMIN VIAUD | 23 309,00 | |
| SOFAB | 1 000,00 | |
| SOLEAL DESIGN | 1 925,00 | |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2 000 000,00 | |
| **Personnes physiques** | **12 260,84** | |
| BUCHICCHIO NICOLE | 12 260,84 | |
| **Autres** | **0,00** | |
| **Personnes de droit public** | **3 242 949,93** | |
| **Etat** | **48 550,17** | |
| SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE | 31 990,81 | |
| SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE | 5 300,12 | |
| SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE | 7 912,73 | |
| SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE | 956,82 | |
| SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE | 2 389,69 | |
| **Régions** | **0,00** | |
| **Départements** | **0,00** | |
| **Communes** | **133 399,76** | |
| COMMUNE D ANTIBES | 891,00 | |
| COMMUNE D AURIBEAU SUR SIAGNE | 6 578,40 | |
| COMMUNE D OPIO | 9 036,35 | |
| COMMUNE DE BIOT | 1 435,26 | |
| COMMUNE DE CANNES | 12 118,91 | |
| COMMUNE DE CHATEAUNEUF | 3 707,70 | |
| COMMUNE DE LE TIGNET | 1 435,23 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nom des bénéficiaires | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) | Prestations en nature |
|---|---|---|
| COMMUNE DE MANDELIEU | 1 196,07 | |
| COMMUNE DE MOUANS SARTOUX | 19 580,40 | |
| COMMUNE DE MOUGINS | 11 084,68 | |
| COMMUNE DE PEGOMAS | 10 166,56 | |
| COMMUNE DE PEYMEINADE | 9 508,49 | |
| COMMUNE DE ST VALLIER DE THIEY MONSIEUR LE MAIRE | 717,66 | |
| COMMUNE DE VALBONNE | 23 449,69 | |
| COMMUNE DE VALLAURIS | 572,33 | |
| COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET | 839,96 | |
| COMMUNE LA ROQUETTE SUR SIAGNE | 1 794,09 | |
| COMMUNE LE CANNET | 13 053,88 | |
| COMMUNE LE ROURET | 6 233,10 | |
| **Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)** | **3 061 000,00** | |
| CAISSE DES ECOLES | 61 000,00 | |
| CCAS DE GRASSE | 3 000 000,00 | |
| **Autres** | **0,00** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

B9

## B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **3,00** | **0,00** | **3,00** | **3,00** | **0,00** | **3,00** |
| Directeur général des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général adjoint des services | A | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| Directeur général des services techniques | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur départemental - SDIS | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur départemental adjoint - SDIS | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **200,00** | **2,00** | **202,00** | **171,47** | **19,00** | **190,47** |
| ADJOINT ADMINISTRATIF | C | 61,00 | 1,00 | 62,00 | 43,57 | 10,00 | 53,57 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 82,00 | 0,00 | 82,00 | 80,60 | 0,00 | 80,60 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 26,00 | 1,00 | 27,00 | 24,70 | 1,00 | 25,70 |
| ATTACHE | A | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 2,90 | 3,00 | 5,90 |
| ATTACHE HORS CLASSE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| ATTACHE PRINCIPAL | A | 11,00 | 0,00 | 11,00 | 8,00 | 3,00 | 11,00 |
| DIRECTEUR | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| REDACTEUR | B | 7,00 | 0,00 | 7,00 | 5,80 | 1,00 | 6,80 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 2ECLASSE | B | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 2,90 | 1,00 | 3,90 |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **363,00** | **31,00** | **394,00** | **315,48** | **47,76** | **363,24** |
| ADJOINT TECHNIQUE | C | 167,00 | 31,00 | 198,00 | 130,78 | 39,76 | 170,54 |
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 41,00 | 0,00 | 41,00 | 40,10 | 0,00 | 40,10 |
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 79,00 | 0,00 | 79,00 | 72,10 | 6,00 | 78,10 |
| AGENT DE MAITRISE | C | 22,00 | 0,00 | 22,00 | 21,70 | 0,00 | 21,70 |
| AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | C | 39,00 | 0,00 | 39,00 | 39,00 | 0,00 | 39,00 |
| INGENIEUR | A | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 1,00 | 2,00 |
| INGENIEUR EN CHEF | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| INGENIEUR PRINCIPAL | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| TECHNICIEN | B | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,80 | 0,00 | 1,80 |
| TECHNICIEN PRINCIPAL 2E CLASSE | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 4,00 | 1,00 | 5,00 |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **63,00** | **0,00** | **63,00** | **59,30** | **0,00** | **59,30** |
| ASEM PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 37,00 | 0,00 | 37,00 | 36,00 | 0,00 | 36,00 |
| ASEM PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 26,00 | 0,00 | 26,00 | 23,30 | 0,00 | 23,30 |
| ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF 1ERE CLASSE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **8,00** | **0,00** | **8,00** | **7,00** | **0,00** | **7,00** |
| CONSEILLER DES APS | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CONSEILLER DES APS PRINCIPAL 2E CLASSE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| EDUCATEUR DES APS | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 5,00 | 0,00 | 5,00 |
| EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 2EME CLASSE | B | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OPERATEUR DES APS PRINCIPAL | C | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| OPERATEUR DES APS QUALIFIE | C | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **51,00** | **8,00** | **59,00** | **39,76** | **14,29** | **54,05** |
| ADJOINT DU PATRIMOINE | C | 10,00 | 0,00 | 10,00 | 6,00 | 3,00 | 9,00 |
| ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| ASSISTANT DE CONSERVATION | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 4,30 | 0,00 | 4,30 |
| ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 2,00 | 1,00 | 3,00 |
| ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 2E CLASSE | B | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 5,90 | 0,00 | 5,90 |
| ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE | B | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 3,00 | 4,00 | 7,00 | 2,83 | 2,60 | 5,43 |
| ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE | B | 6,00 | 4,00 | 10,00 | 1,73 | 6,69 | 8,42 |
| ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| ATTACHE PRINCIPAL DE CONSERVATION DU PATRIMOINE | A | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| BIBLIOTHECAIRE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| CONSERVATEUR BIBLIOTHEQUE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| CONSERVATEUR EN CHEF BIBLIOTHEQUE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE CN | A | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 4,00 | 0,00 | 4,00 |
| PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE HC | A | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **16,00** | **10,00** | **26,00** | **18,26** | **1,00** | **19,26** |
| ADJOINT ANIMATION | C | 7,00 | 10,00 | 17,00 | 10,46 | 0,00 | 10,46 |
| ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 1E CLASSE | C | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,80 | 0,00 | 1,80 |
| ANIMATEUR | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 1,00 | 2,00 |
| ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **67,00** | **0,00** | **67,00** | **63,80** | **0,00** | **63,80** |
| BRIGADIER APPELATION | **C** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| BRIGADIER CHEF PRINCIPAL | **C** | **38,00** | **0,00** | **38,00** | **37,80** | **0,00** | **37,80** |
| CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE | **B** | **3,00** | **0,00** | **3,00** | **3,00** | **0,00** | **3,00** |
| CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | **B** | **3,00** | **0,00** | **3,00** | **3,00** | **0,00** | **3,00** |
| CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 2E CLASSE | **B** | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1,00** | **0,00** | **1,00** |
| DIRECTEUR DE POLICE MUNICIPALE | **A** | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1,00** | **0,00** | **1,00** |
| GARDIEN-BRIGADIER | **C** | **21,00** | **0,00** | **21,00** | **18,00** | **0,00** | **18,00** |
| **FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS NON CITES (I) (5)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| CHARGE DE MISSION | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)** | | **769,00** | **51,00** | **820,00** | **675,07** | **82,05** | **757,12** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | 0,00 | | |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | 0,00 | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | 0,00 | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX
## LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

## LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| **Délégation de service public (3) (4)** | | | | |
| **Détention d'une part du capital** | | | | |
| - DETENTION CAPITAL | CAISSE EPARGNE | CAISSE EPARGNE | BANQUE COOPERATIVE | 38 480,00 |
| - DETENTION CAPITAL | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | SOCIETE PUBLIQUE LOCALE | 224 328,70 |
| - DETENTION CAPITAL | SEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | SEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE | 989 250,00 |
| **Garantie ou cautionnement d'un emprunt** | | | | |
| - GARANTIE EMPRUNT | 3F RESIDENCES | 3F RESIDENCES | SA HLM | 556 925,92 |
| - GARANTIE EMPRUNT | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | SA HLM | 18 831 211,82 |
| - GARANTIE EMPRUNT | ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL | ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL | ASSOCIATION | 482 247,29 |
| - GARANTIE EMPRUNT | COTE D'AZUR HABITAT | COTE D'AZUR HABITAT | SA HLM | 5 404 160,89 |
| - GARANTIE EMPRUNT | FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME | FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME | SA HLM | 223 424,00 |
| - GARANTIE EMPRUNT | ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | SA HLM | 5 981 362,85 |
| - GARANTIE EMPRUNT | LOGIREM | LOGIREM | SA HLM | 92 528,42 |
| - GARANTIE EMPRUNT | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | SA HLM | 3 433 597,57 |
| - GARANTIE EMPRUNT | OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS | OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS | OFFICE PUBLIC HABITAT | 279 984,00 |
| - GARANTIE EMPRUNT | OGEC FENELON | OGEC FENELON | ASSOCIATION | 13 053 014,82 |
| - GARANTIE EMPRUNT | ORSAC | ORSAC | ASSOCIATION | 2 981 614,17 |
| - GARANTIE EMPRUNT | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | SEM | 816 088,00 |
| - GARANTIE EMPRUNT | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | SA HLM | 544 301,32 |
| - GARANTIE EMPRUNT | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | SEM | 9 764 215,00 |
| - GARANTIE EMPRUNT | UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE | UNION POUR LE LOGEMENT PAR L'INSERTION SOCIALE ET LA SOLIDARITE | SA HLM | 421 154,74 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| **Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme** | | | | |
| - SUBVENTION | 1 2 3 SOLEIL | 1 2 3 SOLEIL | ASSOCIATION | 3 600,00 |
| - SUBVENTION | 100 DEGRES C THEATRE | 100 DEGRES C THEATRE | ASSOCIATION | 3 900,00 |
| - SUBVENTION | ACADEMIE GRASSOISE D AIKIDO | ACADEMIE GRASSOISE D AIKIDO | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | ACADEMIE VOCALE MEZZA VOCE | ACADEMIE VOCALE MEZZA VOCE | ASSOCIATION | 800,00 |
| - SUBVENTION | ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES | ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES | ASSOCIATION | 750,00 |
| - SUBVENTION | ACTOPIE | ACTOPIE | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | ADAPEI - AM | ADAPEI - AM | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | AEEM ASS POUR ENSEIGNEMENT AUX E | AEEM ASS POUR ENSEIGNEMENT AUX E | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | AIKIKAI CLUB DE GRASSE | AIKIKAI CLUB DE GRASSE | ASSOCIATION | 878,00 |
| - SUBVENTION | ALL IN TENNIS COUNTRY CLUB DE GR | ALL IN TENNIS COUNTRY CLUB DE GR | ASSOCIATION | 40 862,00 |
| - SUBVENTION | AMBIANCE BOULISTE CERCLE | AMBIANCE BOULISTE CERCLE | ASSOCIATION | 3 312,00 |
| - SUBVENTION | AMICAL MOTOR CLUB DE GRASSE | AMICAL MOTOR CLUB DE GRASSE | ASSOCIATION | 22 530,00 |
| - SUBVENTION | AMICALE BOULISTE SAINT JOSEPH | AMICALE BOULISTE SAINT JOSEPH | ASSOCIATION | 10 000,00 |
| - SUBVENTION | AMICALE CYCLOTOURISTE GRASSOISE | AMICALE CYCLOTOURISTE GRASSOISE | ASSOCIATION | 820,00 |
| - SUBVENTION | AMICALE DE LA POLICE MUNICIPALE | AMICALE DE LA POLICE MUNICIPALE | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | AMICALE DES ANCIENS DU RACING | AMICALE DES ANCIENS DU RACING | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE | AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHEDRALE | AMIS DE L'ORGUE DE LA CATHEDRALE | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | AMPHORE INTERNATIONAL | AMPHORE INTERNATIONAL | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | ANCIENS COMBATTANT VICTIMES DE | ANCIENS COMBATTANT VICTIMES DE | ASSOCIATION | 750,00 |
| - SUBVENTION | ANCIENS COMBATTANTS DU PAYS GRAS | ANCIENS COMBATTANTS DU PAYS GRAS | ASSOCIATION | 750,00 |
| - SUBVENTION | ANCIENS DES FORCES FRANCAISES EN | ANCIENS DES FORCES FRANCAISES EN | ASSOCIATION | 250,00 |
| - SUBVENTION | ANMONM 06 ASS NATIONALE DES ME | ANMONM 06 ASS NATIONALE DES ME | ASSOCIATION | 350,00 |
| - SUBVENTION | ASS HISTORIQUE DU PAYS DE GRASSE | ASS HISTORIQUE DU PAYS DE GRASSE | ASSOCIATION | 600,00 |
| - SUBVENTION | ASS PAYS DE GRASSE VOLLEY BALL | ASS PAYS DE GRASSE VOLLEY BALL | ASSOCIATION | 23 424,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| - SUBVENTION | ASS SPORTIVE DU GOLF ST DONAT | ASS SPORTIVE DU GOLF ST DONAT | ASSOCIATION | 910,00 |
| - SUBVENTION | ASSOC DES ANCIENS DE LA PREPARAT | ASSOC DES ANCIENS DE LA PREPARAT | ASSOCIATION | 250,00 |
| - SUBVENTION | ASSOC SPORTS LOISIRS ST JACQUES | ASSOC SPORTS LOISIRS ST JACQUES | ASSOCIATION | 812,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION ADRIEN | ASSOCIATION ADRIEN | ASSOCIATION | 600,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE | ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE | ASSOCIATION | 1 300,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DU | ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DU | ASSOCIATION | 250,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION DES AMIS D AGORA FM | ASSOCIATION DES AMIS D AGORA FM | ASSOCIATION | 9 100,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION DES GRANDES FAMILLES | ASSOCIATION DES GRANDES FAMILLES | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION FRANCE ALZHEIMER 06 | ASSOCIATION FRANCE ALZHEIMER 06 | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION LOCHABAIR ASSOMPTION | ASSOCIATION LOCHABAIR ASSOMPTION | ASSOCIATION | 2 808,40 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION OFFICIERS HONORAIRES | ASSOCIATION OFFICIERS HONORAIRES | ASSOCIATION | 100,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION SAMI | ASSOCIATION SAMI | ASSOCIATION | 2 000,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION SOURCE D'ESPOIR | ASSOCIATION SOURCE D'ESPOIR | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION SPORT AUTOMOBILE DE | ASSOCIATION SPORT AUTOMOBILE DE | ASSOCIATION | 33 760,00 |
| - SUBVENTION | ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTUREL | ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTUREL | ASSOCIATION | 641,00 |
| - SUBVENTION | AVENIR DE GRASSE | AVENIR DE GRASSE | ASSOCIATION | 18 499,00 |
| - SUBVENTION | AVENTURE THEATRE COMPAGNIE | AVENTURE THEATRE COMPAGNIE | ASSOCIATION | 3 000,00 |
| - SUBVENTION | AZUR ET JOIE | AZUR ET JOIE | ASSOCIATION | 250,00 |
| - SUBVENTION | AZUR SPORT ET PERFORMANCE | AZUR SPORT ET PERFORMANCE | ASSOCIATION | 1 058,00 |
| - SUBVENTION | BADMINTON CLUB DE GRASSE | BADMINTON CLUB DE GRASSE | ASSOCIATION | 2 000,00 |
| - SUBVENTION | BANQUE ALIMENTAIRE ALPES | BANQUE ALIMENTAIRE ALPES | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | BOXING CLUB DE GRASSE | BOXING CLUB DE GRASSE | ASSOCIATION | 11 874,00 |
| - SUBVENTION | CANNES ATELIER DANSE H KOUBI | CANNES ATELIER DANSE H KOUBI | ASSOCIATION | 20 000,00 |
| - SUBVENTION | CANTIFOLIA CHOEUR DE GRASSE | CANTIFOLIA CHOEUR DE GRASSE | ASSOCIATION | 2 500,00 |
| - SUBVENTION | CASA DOC | CASA DOC | ASSOCIATION | 5 000,00 |
| - SUBVENTION | CENTRE INTERNATIONAL TAEKWONDO | CENTRE INTERNATIONAL TAEKWONDO | ASSOCIATION | 73,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| - SUBVENTION | CERCLE CULTUREL PAYS DE GRASSE | CERCLE CULTUREL PAYS DE GRASSE | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | CERCLE LITTERAIRE ARTISTIQUE | CERCLE LITTERAIRE ARTISTIQUE | ASSOCIATION | 600,00 |
| - SUBVENTION | CERCLE SAINTE ANNE | CERCLE SAINTE ANNE | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | CHEMINDESSENS | CHEMINDESSENS | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | CIDISOL | CIDISOL | ASSOCIATION | 1 200,00 |
| - SUBVENTION | CLIN DOEIL | CLIN DOEIL | ASSOCIATION | 700,00 |
| - SUBVENTION | CLUB DU 3 EME AGE LOU CEPOUN | CLUB DU 3 EME AGE LOU CEPOUN | ASSOCIATION | 600,00 |
| - SUBVENTION | COMITE DES FETES DE MAGAGNOSC | COMITE DES FETES DE MAGAGNOSC | ASSOCIATION | 955,00 |
| - SUBVENTION | COMITE DES FETES DE PLASCASSIER | COMITE DES FETES DE PLASCASSIER | ASSOCIATION | 455,00 |
| - SUBVENTION | COMITE DES FETES DE ST ANTOINE | COMITE DES FETES DE ST ANTOINE | ASSOCIATION | 455,00 |
| - SUBVENTION | COMITE DES FETES DE ST FRANCOIS | COMITE DES FETES DE ST FRANCOIS | ASSOCIATION | 455,00 |
| - SUBVENTION | COMITE DES FETES DE ST JACQUES | COMITE DES FETES DE ST JACQUES | ASSOCIATION | 1 455,00 |
| - SUBVENTION | COMITE DES OEUVRES SOCIALES | COMITE DES OEUVRES SOCIALES | ASSOCIATION | 91 692,53 |
| - SUBVENTION | COMITE DS FETES DE STE ANNE | COMITE DS FETES DE STE ANNE | ASSOCIATION | 455,00 |
| - SUBVENTION | COMITE MISS GRASSE ET PAYS DE GR | COMITE MISS GRASSE ET PAYS DE GR | ASSOCIATION | 8 000,00 |
| - SUBVENTION | COMITE OFFICIEL DES FETES | COMITE OFFICIEL DES FETES | ASSOCIATION | 455,00 |
| - SUBVENTION | COMPAGNIE CAS 5 | COMPAGNIE CAS 5 | ASSOCIATION | 1 400,00 |
| - SUBVENTION | COMPAGNIE REVEIDA | COMPAGNIE REVEIDA | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | CONFERENCE ST VINCENT DE PAUL | CONFERENCE ST VINCENT DE PAUL | ASSOCIATION | 800,00 |
| - SUBVENTION | COSMETIC EXECUTIVE WOMEN CEW | COSMETIC EXECUTIVE WOMEN CEW | ASSOCIATION | 3 000,00 |
| - SUBVENTION | COURIR EN PAYS DE GRASSE | COURIR EN PAYS DE GRASSE | ASSOCIATION | 19 731,00 |
| - SUBVENTION | CREMATISTE DE GRASSE ET ENVIRONS | CREMATISTE DE GRASSE ET ENVIRONS | ASSOCIATION | 400,00 |
| - SUBVENTION | DECOUVERTE DU MOYEN ET HAUT PAYS | DECOUVERTE DU MOYEN ET HAUT PAYS | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | DOJO KUSHANKU | DOJO KUSHANKU | ASSOCIATION | 650,00 |
| - SUBVENTION | ECOLE DE MUSIQUE GRASSE | ECOLE DE MUSIQUE GRASSE | ASSOCIATION | 3 000,00 |
| - SUBVENTION | ECOLE DE MUSIQUE LA CHENAIE | ECOLE DE MUSIQUE LA CHENAIE | ASSOCIATION | 1 700,00 |
| - SUBVENTION | ECOLE DE THÉÂTRE GERARD PHILIPPE | ECOLE DE THÉÂTRE GERARD PHILIPPE | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | ECOLE DU TIGRE BLANC | ECOLE DU TIGRE BLANC | ASSOCIATION | 1 015,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| - SUBVENTION | ECOLE GRASSOISE DE JUDO | ECOLE GRASSOISE DE JUDO | ASSOCIATION | 4 847,00 |
| - SUBVENTION | ENTENTE GYMNIQUE GRASSOISE | ENTENTE GYMNIQUE GRASSOISE | ASSOCIATION | 22 488,00 |
| - SUBVENTION | ESTEREL PLONGEE | ESTEREL PLONGEE | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | FAMILLE ARC EN CIEL | FAMILLE ARC EN CIEL | ASSOCIATION | 8 125,00 |
| - SUBVENTION | FEDERATION NATIONALES DES FORCES | FEDERATION NATIONALES DES FORCES | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | FESTIVAL SAINT JEAN DE CASSIEN | FESTIVAL SAINT JEAN DE CASSIEN | ASSOCIATION | 250,00 |
| - SUBVENTION | FESTIVAL TRANSMEDITERRANEE | FESTIVAL TRANSMEDITERRANEE | ASSOCIATION | 8 000,00 |
| - SUBVENTION | FORUM | FORUM | ASSOCIATION | 3 000,00 |
| - SUBVENTION | FRANCE ESPAGNE AMERIQUE LATINE | FRANCE ESPAGNE AMERIQUE LATINE | ASSOCIATION | 550,00 |
| - SUBVENTION | GOYA | GOYA | ASSOCIATION | 200,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE A EDITH | GRASSE A EDITH | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE ATHLETIC CLUB GAC | GRASSE ATHLETIC CLUB GAC | ASSOCIATION | 19 666,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE ECHECS | GRASSE ECHECS | ASSOCIATION | 15 100,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE HOCKEY CLUB | GRASSE HOCKEY CLUB | ASSOCIATION | 1 750,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE LOISIRS | GRASSE LOISIRS | ASSOCIATION | 3 000,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE PELOTARI CLUB | GRASSE PELOTARI CLUB | ASSOCIATION | 11 714,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE PETANQUE | GRASSE PETANQUE | ASSOCIATION | 18 778,00 |
| - SUBVENTION | GRASSE TENNIS DE TABLE | GRASSE TENNIS DE TABLE | ASSOCIATION | 18 397,00 |
| - SUBVENTION | GROUPE MONTAGNE ALTITUDE 500 | GROUPE MONTAGNE ALTITUDE 500 | ASSOCIATION | 800,00 |
| - SUBVENTION | GROUPEMENT DES PORTES DRAPEAUX D | GROUPEMENT DES PORTES DRAPEAUX D | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | GYMNASTIQUE VOLONTAIRE | GYMNASTIQUE VOLONTAIRE | ASSOCIATION | 910,00 |
| - SUBVENTION | HARPEGES | HARPEGES | ASSOCIATION | 422 150,00 |
| - SUBVENTION | HISTOIRES VIVANTES | HISTOIRES VIVANTES | ASSOCIATION | 5 500,00 |
| - SUBVENTION | IFAC PETITE ENFANCE | IFAC PETITE ENFANCE | ASSOCIATION | 7 000,00 |
| - SUBVENTION | INSTITUT D ETUDES OCCITANES | INSTITUT D ETUDES OCCITANES | ASSOCIATION | 370,00 |
| - SUBVENTION | JUDO CLUB DU PLAN DE GRASSE | JUDO CLUB DU PLAN DE GRASSE | ASSOCIATION | 4 407,00 |
| - SUBVENTION | KARATE CHALLENGER | KARATE CHALLENGER | ASSOCIATION | 3 015,00 |
| - SUBVENTION | KORSOI | KORSOI | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | L ETOILE MUSICALE | L ETOILE MUSICALE | ASSOCIATION | 6 000,00 |
| - SUBVENTION | LA NUIT BLANCHE | LA NUIT BLANCHE | ASSOCIATION | 2 730,00 |
| - SUBVENTION | LE CINE AU PARFUM | LE CINE AU PARFUM | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | LE JEUNE BALLET MEDITERRANEEN | LE JEUNE BALLET MEDITERRANEEN | ASSOCIATION | 10 000,00 |
| - SUBVENTION | LE SOUVENIR FRANCAIS | LE SOUVENIR FRANCAIS | ASSOCIATION | 550,00 |
| - SUBVENTION | LEI BAISSO LUSERNO | LEI BAISSO LUSERNO | ASSOCIATION | 5 500,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| - SUBVENTION | LES AMIS DE LA CHAPELLE VICTORIA | LES AMIS DE LA CHAPELLE VICTORIA | ASSOCIATION | 1 400,00 |
| - SUBVENTION | LES AMIS DU SANCTUAIRE NOTRE | LES AMIS DU SANCTUAIRE NOTRE | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | LES AMOUREUX DU VIEUX GRASSE | LES AMOUREUX DU VIEUX GRASSE | ASSOCIATION | 1 510,00 |
| - SUBVENTION | LES ARTISTES DU PAYS GRASSOIS | LES ARTISTES DU PAYS GRASSOIS | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | LES PETITS DEBROUILLARDS PACA | LES PETITS DEBROUILLARDS PACA | ASSOCIATION | 6 000,00 |
| - SUBVENTION | LES RESTAURANTS DU COEUR | LES RESTAURANTS DU COEUR | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | LOISIRS EDUCATION ART | LOISIRS EDUCATION ART | ASSOCIATION | 19 750,00 |
| - SUBVENTION | LOISIRS EDUCATION CULTURE | LOISIRS EDUCATION CULTURE | ASSOCIATION | 250 000,00 |
| - SUBVENTION | MAISON POUR TOUS LA MOUTONNE | MAISON POUR TOUS LA MOUTONNE | ASSOCIATION | 2 750,00 |
| - SUBVENTION | MARGUERITE ET MARGUEROTE | MARGUERITE ET MARGUEROTE | ASSOCIATION | 2 000,00 |
| - SUBVENTION | NIVUS NICONNUS | NIVUS NICONNUS | ASSOCIATION | 650,00 |
| - SUBVENTION | OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITES | OFFICE MUNICIPAL DES RETRAITES | ASSOCIATION | 16 850,00 |
| - SUBVENTION | OGEC FENELON | OGEC FENELON | ASSOCIATION | 368 127,80 |
| - SUBVENTION | OGEC MARIA MATER | OGEC MARIA MATER | ASSOCIATION | 3 670,74 |
| - SUBVENTION | OGEC SAINTE MARIE | OGEC SAINTE MARIE | ASSOCIATION | 1 604,80 |
| - SUBVENTION | PARLONS ENSEMBLE | PARLONS ENSEMBLE | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | PAYS DE GRASSE HANDBALL ASPTT | PAYS DE GRASSE HANDBALL ASPTT | ASSOCIATION | 35 735,00 |
| - SUBVENTION | PLACE DES ARTISTES | PLACE DES ARTISTES | ASSOCIATION | 2 000,00 |
| - SUBVENTION | PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE | PLANETE SCIENCES MEDITERRANEE | ASSOCIATION | 26 370,00 |
| - SUBVENTION | PLASCASSIER JAZZ BAND | PLASCASSIER JAZZ BAND | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | POLYPHONIUS CANTABILE | POLYPHONIUS CANTABILE | ASSOCIATION | 1 400,00 |
| - SUBVENTION | QUESTION POUR UN CHAMPION | QUESTION POUR UN CHAMPION | ASSOCIATION | 250,00 |
| - SUBVENTION | RACING CLUB PAYS DE GRASSE | RACING CLUB PAYS DE GRASSE | ASSOCIATION | 260 178,00 |
| - SUBVENTION | RALLYE KARTING SECURITE 06 | RALLYE KARTING SECURITE 06 | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE | RUGBY OLYMPIQUE DE GRASSE | ASSOCIATION | 203 178,00 |
| - SUBVENTION | RUGBY TOURIST | RUGBY TOURIST | ASSOCIATION | 289,00 |
| - SUBVENTION | S.N.E.M.M SOCIETE NATIONAL D'ENT | S.N.E.M.M SOCIETE NATIONAL D'ENT | ASSOCIATION | 650,00 |
| - SUBVENTION | SECOURS CATHOLIQUE GRASSE | SECOURS CATHOLIQUE GRASSE | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | SEMPAI GRASSE KARATE | SEMPAI GRASSE KARATE | ASSOCIATION | 3 605,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| - SUBVENTION | SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE | SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE | ASSOCIATION | 2 971,02 |
| - SUBVENTION | SKI CLUB DE GRASSE | SKI CLUB DE GRASSE | ASSOCIATION | 6 500,00 |
| - SUBVENTION | SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION | SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | SOFAB | SOFAB | ASSOCIATION | 1 000,00 |
| - SUBVENTION | SPECIAL FORCE MEMORY | SPECIAL FORCE MEMORY | ASSOCIATION | 400,00 |
| - SUBVENTION | SPELEO CLUB GARAGAHL | SPELEO CLUB GARAGAHL | ASSOCIATION | 500,00 |
| - SUBVENTION | SPORT IMPACT | SPORT IMPACT | ASSOCIATION | 2 470,00 |
| - SUBVENTION | SPORTING CLUB MAGAGNOSC | SPORTING CLUB MAGAGNOSC | ASSOCIATION | 623,00 |
| - SUBVENTION | TENNIS ALTITUDE 500 GRASSE | TENNIS ALTITUDE 500 GRASSE | ASSOCIATION | 11 381,00 |
| - SUBVENTION | THEATRE DES QUATRE COINS | THEATRE DES QUATRE COINS | ASSOCIATION | 250,00 |
| - SUBVENTION | TOUS ADDICT | TOUS ADDICT | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | TRIATHLON DU PAYS GRASSOIS | TRIATHLON DU PAYS GRASSOIS | ASSOCIATION | 10 206,00 |
| - SUBVENTION | TWIRLING BATON PLAN DE GRASSE | TWIRLING BATON PLAN DE GRASSE | ASSOCIATION | 4 282,00 |
| - SUBVENTION | U L DELEGUES DEPARTEMENTAUX | U L DELEGUES DEPARTEMENTAUX | ASSOCIATION | 730,00 |
| - SUBVENTION | UNAFAM UNION NATIONALE DES AMIS | UNAFAM UNION NATIONALE DES AMIS | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | UNION CYCLISTE GRASSOISE | UNION CYCLISTE GRASSOISE | ASSOCIATION | 1 500,00 |
| - SUBVENTION | UNION DEPARTEMENTALE CFE-CGC | UNION DEPARTEMENTALE CFE-CGC | ASSOCIATION | 1 600,00 |
| - SUBVENTION | UNION LOCALE CGT GRASSE ET REGIO | UNION LOCALE CGT GRASSE ET REGIO | ASSOCIATION | 4 550,00 |
| - SUBVENTION | UNION NATIONAL PARACHUTISTE | UNION NATIONAL PARACHUTISTE | ASSOCIATION | 350,00 |
| - SUBVENTION | UNION SPORTIVE GRASSOISE | UNION SPORTIVE GRASSOISE | ASSOCIATION | 21 833,00 |
| - SUBVENTION | UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE GRA | UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE GRA | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | VEHICULES HISTORIQUES DU TIGNET | VEHICULES HISTORIQUES DU TIGNET | ASSOCIATION | 300,00 |
| - SUBVENTION | VMEH VISITES MALADES EN ETABLIS | VMEH VISITES MALADES EN ETABLIS | ASSOCIATION | 455,00 |
| **Autres** | | | | |

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

***Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1***

| | Ressources propres issues de l'exercice N-1 |
|---|---|
| **Solde d'exécution 001 (A)**<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **-3 552 601,15** |
| **Solde des RAR (B)**<br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **-3 552 601,15** |

***Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1***

| | Ressources propres issues de l'exercice N-1 |
|---|---|
| **Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)** | **3 552 601,15** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **-3 552 601,15** |
| **Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)**<br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | **0,00** |

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Crédits ouverts/reportés (2) | Réalisations (3) | Restes à réaliser au 31/12/N (4) | Total |
|---|---|---|---|---|
| | | (a) | (b) | (c = a + b) |
| Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1) | **9 350 000,00** | **8 790 286,25** | **8 360 761,02** | **17 151 047,27** |
| Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1) | **19 104 963,87** | **6 462 827,26** | **8 360 761,02** | **14 823 588,28** |
| ***Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)*** | **9 754 963,87** | **-2 327 458,99** | **0,00** | **-2 327 458,99** |
| Solde d'exécution 001 (A)<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **-3 552 601,15** | | | **-3 552 601,15** |
| Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C) | **3 552 601,15** | **3 552 601,15** | | **3 552 601,15** |
| **Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)** | **0,00** | | | **0,00** |
| **Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV)**<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte | | | | **-2 327 458,99** |

*(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

*(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

*(3) Mandats et titres émis*

*(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

### DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | | Réalisations |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B** | | **9 350 000,00** | **I** | **8 790 286,25** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **9 300 000,00** | | **8 788 055,12** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 9 126 537,30 | | 8 439 228,29 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 0,00 | | 83 333,33 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 173 462,70 | | 265 493,50 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **50 000,00** | | **2 231,13** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *50 000,00* | | *2 231,13* |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | | Réalisations |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **19 104 963,87** | **III** | **6 462 827,26** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **5 512 000,00** | | **2 210 113,93** |
| 10222 | FCTVA | 1 285 000,00 | | 1 285 534,64 |
| 10226 | Taxe d'aménagement (2) | 600 000,00 | | 296 270,52 |
| 10227 | Versement pour sous densité | 0,00 | | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13146 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13156 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13246 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13256 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | | |
| 2745 | Avances remboursables | 3 000 000,00 | | 0,00 |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 252 000,00 | | 253 308,77 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 375 000,00 | | 375 000,00 |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **13 592 963,87** | | **4 252 713,33** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | | *121 239,37* |
| *1522* | *Prov. risques et charges sur emprunts* | *200 000,00* | | *0,00* |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *2802* | *Frais liés à la réalisation de document* | *5 500,00* | | *9 485,00* |
| *28031* | *Frais d'études* | *62 000,00* | | *58 845,00* |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | *0,00* | | *979,00* |
| *28033* | *Frais d'insertion* | *0,00* | | *382,00* |
| *2804132* | *Subv. Dpt : Bâtiments, installations* | *55 000,00* | | *53 672,00* |
| *28041512* | *Subv. Grpt : Bâtiments, installations* | *11 204,00* | | *11 204,00* |
| *280415341* | *IC : Bien mobilier, matériel* | *20 000,00* | | *0,00* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| *280415342* | *IC : Bâtiments, installations* | *0,00* | *4 666,00* |
| *280422* | *Privé - Bâtiments et installations* | *450 000,00* | *477 046,75* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bât. et installations* | *0,00* | *66,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bât. et installations* | *28 000,00* | *28 000,00* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *142 000,00* | *136 536,37* |
| *28088* | *Autres immobilisations incorporelles* | *0,00* | *6 001,00* |
| *281321* | *Immeubles de rapport* | *18 000,00* | *18 763,64* |
| *281351* | *Bâtiments publics* | *140 000,00* | *133 153,85* |
| *28152* | *Installations de voirie* | *160 000,00* | *213 365,25* |
| *281561* | *Matériel roulant* | *0,00* | *2 921,00* |
| *281568* | *Autre matériel, outillage incendie* | *55 000,00* | *55 219,37* |
| *2815731* | *Matériel roulant* | *0,00* | *31 386,00* |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *202 000,00* | *194 387,96* |
| *281578* | *Autre matériel technique* | *0,00* | *2 169,00* |
| *28158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *1 090 296,00* | *826 312,97* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *81 000,00* | *86 040,50* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *225 000,00* | *224 720,29* |
| *281831* | *Matériel informatique scolaire* | *0,00* | *597,00* |
| *281838* | *Autre matériel informatique* | *300 000,00* | *246 193,02* |
| *281841* | *Matériel de bureau et mobilier scolaire* | *0,00* | *17 960,41* |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *210 000,00* | *189 595,16* |
| *28185* | *Matériel de téléphonie* | *0,00* | *289,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *245 000,00* | *204 668,36* |
| *29…* | *Dépréciations des immobilisations* | | |
| *31…* | *Matières premières (et fournitures) (4)* | | |
| *33…* | *En-cours de production de biens (4)* | | |
| *35…* | *Stocks de produits (4)* | | |
| *39…* | *Dépréciation des stocks et en-cours* | | |
| *481…* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | |
| *4817* | *Indemnités de renégociation de la dette* | *855 125,00* | *855 125,00* |
| *4818* | *Charges à étaler* | *26 434,00* | *26 433,04* |
| *49…* | *Dépréciation des comptes de tiers* | | |
| *4912* | *Dépréciation des comptes de redevables* | *0,00* | *15 290,02* |
| *59…* | *Dépréciation des comptes financiers* | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 092 000,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *7 919 404,87* | *0,00* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

## IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE

C3.1

### Présentation agrégée par nature

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Mixtes | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A105 | Subventions d'investissement versées | 2 152 581,59 | 46 194,78 | 0,00 | 0,00 | 2 106 386,81 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 478 522,18 | 42 276,71 | 0,00 | 0,00 | 436 245,47 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 387 177,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 387 177,73 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 179 337,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 179 337,19 | 0,00 |
| A130 | Réseaux et installations de voirie | 110 422,86 | 998,40 | 0,00 | 0,00 | 109 424,46 | 0,00 |
| A135 | Réseaux divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations techniques, agencements et matériel | 144 297,30 | 299,58 | 0,00 | 0,00 | 143 997,72 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concessions ou affermées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 402 907,10 | 4 576,29 | 0,00 | 0,00 | 398 330,81 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 9 757 430,98 | 1 628 058,96 | 0,00 | 0,00 | 8 129 372,02 | 0,00 |
| A165 | Immobilisations financières | 214 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **1 722 404,72** | **0,00** | **0,00** | **12 105 072,21** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A105 | Subventions d'investissement versées | 2 152 581,59 | 0,00 | 0,00 | 2 152 581,59 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 478 522,18 | 29 729,10 | 0,00 | 448 793,08 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 387 177,73 | 0,00 | 0,00 | 387 177,73 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 179 337,19 | 0,00 | 0,00 | 179 337,19 | 0,00 |
| A130 | Réseaux et installations de voirie | 110 422,86 | 0,00 | 0,00 | 110 422,86 | 0,00 |
| A135 | Réseaux divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations techniques, agencements et matériel | 144 297,30 | 0,00 | 0,00 | 144 297,30 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concessions ou affermées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 402 907,10 | 0,00 | 0,00 | 402 907,10 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 9 757 430,98 | 1 650 420,85 | 0,00 | 8 107 010,13 | 0,00 |
| A165 | Immobilisations financières | 214 800,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **1 680 149,95** | **0,00** | **12 147 326,98** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A105 | Subventions d'investissement versées | **2 152 581,59** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 152 581,59 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | **478 522,18** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 478 522,18 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | **387 177,73** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 387 177,73 |
| A125 | Constructions | **179 337,19** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 179 337,19 |
| A130 | Réseaux et installations de voirie | **110 422,86** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 422,86 |
| A135 | Réseaux divers | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations techniques, agencements et matériel | **144 297,30** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 144 297,30 |
| A145 | Immobilisations mises en concessions ou affermées | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | **402 907,10** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 402 907,10 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | **9 757 430,98** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 757 430,98 |
| A165 | Immobilisations financières | **214 800,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 |
| A225 | Opérations pour compte de tiers | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A105 | Subventions d'investissement versées | 2 152 581,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 152 581,59 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 478 522,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 478 522,18 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 387 177,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 387 177,73 |
| A125 | Constructions | 179 337,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 179 337,19 |
| A130 | Réseaux et installations de voirie | 110 422,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 422,86 |
| A135 | Réseaux divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations techniques, agencements et matériel | 144 297,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 144 297,30 |
| A145 | Immobilisations mises en concessions ou affermées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 402 907,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 402 907,10 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 9 757 430,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 757 430,98 |
| A165 | Immobilisations financières | 214 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 |
| A225 | Opérations pour compte de tiers | 214 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DÉCHETS, PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A105 | Subventions d'investissement versées | 2 152 581,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 152 581,59 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 478 522,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 478 522,18 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 387 177,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 387 177,73 |
| A125 | Constructions | 179 337,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 179 337,19 |
| A130 | Réseaux et installations de voirie | 110 422,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 422,86 |
| A135 | Réseaux divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations techniques, agencements et matériel | 144 297,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 144 297,30 |
| A145 | Immobilisations mises en concessions ou affermées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 402 907,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 402 907,10 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 9 757 430,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 757 430,98 |
| A165 | Immobilisations financières | 214 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 |
| A225 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A105 | Subventions d'investissement versées | 2 152 581,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 152 581,59 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 478 522,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 478 522,18 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 387 177,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 387 177,73 |
| A125 | Constructions | 179 337,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 179 337,19 |
| A130 | Réseaux et installations de voirie | 110 422,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 422,86 |
| A135 | Réseaux divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations techniques, agencements et matériel | 144 297,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 144 297,30 |
| A145 | Immobilisations mises en concessions ou affermées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 402 907,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 402 907,10 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 9 757 430,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 757 430,98 |
| A165 | Immobilisations financières | 214 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 |
| A225 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A105 | Subventions d'investissement versées | 2 152 581,59 | 0,00 | 0,00 | 2 152 581,59 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 478 522,18 | 94 515,05 | 0,00 | 384 007,13 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 387 177,73 | 0,00 | 0,00 | 387 177,73 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 179 337,19 | 0,00 | 0,00 | 179 337,19 | 0,00 |
| A130 | Réseaux et installations de voirie | 110 422,86 | 0,00 | 0,00 | 110 422,86 | 0,00 |
| A135 | Réseaux divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations techniques, agencements et matériel | 144 297,30 | 0,00 | 0,00 | 144 297,30 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concessions ou affermées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 402 907,10 | 0,00 | 0,00 | 402 907,10 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 9 757 430,98 | 2 431 959,98 | 0,00 | 7 325 471,00 | 0,00 |
| A165 | Immobilisations financières | 214 800,00 | 0,00 | 0,00 | 214 800,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **2 526 475,03** | **0,00** | **11 301 001,90** | **0,00** |

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

## IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION

C3.2

### Présentation agrégée par fonction

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Mixtes | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 0 | Services généraux | 4 966 486,63 | 381 794,15 | 0,00 | 0,00 | 4 584 692,48 | 0,00 |
| 0-5 | Fonds européens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 | Sécurité | 152 468,05 | -46,92 | 0,00 | 0,00 | 152 514,97 | 0,00 |
| 2 | Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 576 353,46 | 121 834,91 | 0,00 | 0,00 | 454 518,55 | 0,00 |
| 3 | Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs | 931 125,85 | 491 802,85 | 0,00 | 0,00 | 439 323,00 | 0,00 |
| 4 | Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI | 523 193,63 | 45 494,38 | 0,00 | 0,00 | 477 699,25 | 0,00 |
| 4-3 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4-4 | RSA – Régularisation des RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5 | Aménagement des territoires et habitat | 3 125 087,72 | 603 125,20 | 0,00 | 0,00 | 2 521 962,52 | 0,00 |
| 6 | Action économique | 92 290,79 | 9 189,43 | 0,00 | 0,00 | 83 101,36 | 0,00 |
| 7 | Environnement | 38 193,72 | 177,58 | 0,00 | 0,00 | 38 016,14 | 0,00 |
| 8 | Transports | 3 422 277,08 | 69 033,14 | 0,00 | 0,00 | 3 353 243,94 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **1 722 404,72** | **0,00** | **0,00** | **12 105 072,21** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **0** | **Services généraux** | 4 966 486,63 | 122 513,27 | 0,00 | 4 843 973,36 | 0,00 |
| **0-5** | **Fonds européens** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **1** | **Sécurité** | 152 468,05 | 25,08 | 0,00 | 152 442,97 | 0,00 |
| **2** | **Enseignement, formation professionnelle et apprentissage** | 576 353,46 | 128 432,73 | 0,00 | 447 920,73 | 0,00 |
| **3** | **Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** | 931 125,85 | 612 343,27 | 0,00 | 318 782,58 | 0,00 |
| **4** | **Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)** | 523 193,63 | 78 092,40 | 0,00 | 445 101,23 | 0,00 |
| **4-3** | **APA** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **4-4** | **RSA – Régularisations des RMI** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **5** | **Aménagement des territoires et habitat** | 3 125 087,72 | 727 146,53 | 0,00 | 2 397 941,19 | 0,00 |
| **6** | **Action économique** | 92 290,79 | 0,00 | 0,00 | 92 290,79 | 0,00 |
| **7** | **Environnement** | 38 193,72 | 0,00 | 0,00 | 38 193,72 | 0,00 |
| **8** | **Transports** | 3 422 277,08 | 11 596,67 | 0,00 | 3 410 680,41 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **1 680 149,95** | **0,00** | **12 147 326,98** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0 | Services généraux | 4 966 486,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 966 486,63 |
| 0-5 | Fonds européens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 | Sécurité | 152 468,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 152 468,05 |
| 2 | Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 576 353,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 576 353,46 |
| 3 | Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 931 125,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 931 125,85 |
| 4 | Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) | 523 193,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 523 193,63 |
| 4-3 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4-4 | RSA – Régularisations des RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5 | Aménagement des territoires et habitat | 3 125 087,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 125 087,72 |
| 6 | Action économique | 92 290,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 92 290,79 |
| 7 | Environnement | 38 193,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 193,72 |
| 8 | Transports | 3 422 277,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 422 277,08 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0 | Services généraux | 4 966 486,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 966 486,63 |
| 0-5 | Fonds européens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 | Sécurité | 152 468,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 152 468,05 |
| 2 | Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 576 353,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 576 353,46 |
| 3 | Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 931 125,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 931 125,85 |
| 4 | Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) | 523 193,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 523 193,63 |
| 4-3 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4-4 | RSA – Régularisations des RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5 | Aménagement des territoires et habitat | 3 125 087,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 125 087,72 |
| 6 | Action économique | 92 290,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 92 290,79 |
| 7 | Environnement | 38 193,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 193,72 |
| 8 | Transports | 3 422 277,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 422 277,08 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0 | Services généraux | 4 966 486,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 966 486,63 |
| 0-5 | Fonds européens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 | Sécurité | 152 468,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 152 468,05 |
| 2 | Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 576 353,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 576 353,46 |
| 3 | Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 931 125,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 931 125,85 |
| 4 | Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) | 523 193,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 523 193,63 |
| 4-3 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4-4 | RSA – Régularisations des RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5 | Aménagement des territoires et habitat | 3 125 087,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 125 087,72 |
| 6 | Action économique | 92 290,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 92 290,79 |
| 7 | Environnement | 38 193,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 193,72 |
| 8 | Transports | 3 422 277,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 422 277,08 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0 | Services généraux | 4 966 486,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 966 486,63 |
| 0-5 | Fonds européens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 | Sécurité | 152 468,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 152 468,05 |
| 2 | Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 576 353,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 576 353,46 |
| 3 | Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 931 125,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 931 125,85 |
| 4 | Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) | 523 193,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 523 193,63 |
| 4-3 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4-4 | RSA – Régularisations des RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5 | Aménagement des territoires et habitat | 3 125 087,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 125 087,72 |
| 6 | Action économique | 92 290,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 92 290,79 |
| 7 | Environnement | 38 193,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 193,72 |
| 8 | Transports | 3 422 277,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 422 277,08 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 827 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

| Type de dépense (2) | | Total des dépenses (mandatées) (3) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **0** | **Services généraux** | 4 966 486,63 | 0,00 | 0,00 | 4 966 486,63 | 0,00 |
| **0-5** | **Fonds européens** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **1** | **Sécurité** | 152 468,05 | 0,00 | 0,00 | 152 468,05 | 0,00 |
| **2** | **Enseignement, formation professionnelle et apprentissage** | 576 353,46 | 0,00 | 0,00 | 576 353,46 | 0,00 |
| **3** | **Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** | 931 125,85 | 86 109,12 | 0,00 | 845 016,73 | 0,00 |
| **4** | **Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)** | 523 193,63 | 0,00 | 0,00 | 523 193,63 | 0,00 |
| **4-3** | **APA** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **4-4** | **RSA – Régularisations des RMI** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **5** | **Aménagement des territoires et habitat** | 3 125 087,72 | 847 600,98 | 0,00 | 2 277 486,74 | 0,00 |
| **6** | **Action économique** | 92 290,79 | 0,00 | 0,00 | 92 290,79 | 0,00 |
| **7** | **Environnement** | 38 193,72 | 0,00 | 0,00 | 38 193,72 | 0,00 |
| **8** | **Transports** | 3 422 277,08 | 1 592 764,93 | 0,00 | 1 829 512,15 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **13 827 476,93** | **2 526 475,03** | **0,00** | **11 301 001,90** | **0,00** |

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| IV – ÉTATS ANNEXÉS | IV |
|---|---|
| D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE | D1 |

## LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

| Catégorie de services | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | Nature de l'activité (SPIC/SPA) |
|---|---|---|---|---|
| ESPACE CULTUREL | LOCATION DE SALLES | | | |
| EVENEMENTIEL | LOCATION DE SALLES | | | |
| SALLES POLYVALENTES | LOCATION DE SALLES | | | |
| CINEMA | CINEMA STUDIO | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)

D5

### 1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres | Restes à réaliser au 31/12 | Solde Prévisions / réalisations |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| Dépenses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes | 743 366,78 | 743 366,78 | 0,00 | 0,00 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| Dépenses | 1 436 257,78 | 1 436 257,78 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes | 13 626 807,32 | 13 626 807,32 | 0,00 | 0,00 |

### 2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

| SECTION | Prévisions | Réalisations – mandats ou titres | Restes à réaliser au 31/12 | Solde Prévisions / réalisations |
|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| Dépenses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| Dépenses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL DES DEPENSES** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT

D6.1

**(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)**

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **Remboursement d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Acquisitions d'immobilisations** | | **0,00** |
| **Opérations d'équipement (1 ligne par opération)** | | **0,00** |
| **Autres dépenses éventuelles** | | **0,00** |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérations ordre transf. entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **Souscription d'emprunts et dettes assimilées** | | **0,00** |
| **Dotations et subventions reçues** | | **0,00** |
| **Autres recettes éventuelles** | | **0,00** |
| **Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)** | | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***040*** | ***Opérations ordre transf. entre sections*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT

D6.2

**(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)**

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (3) | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | 0,00 |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| Recettes issues de la TEOM | | 0,00 |
| Dotations et participations reçues | | 0,00 |
| Autres recettes de fonctionnement éventuelles | | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (3) | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2626-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| RECETTES (1) | | |
|---|---|---|
| **Article (2)** | **Libellé (2)** | **Montant** |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** |
| ***042*** | ***Opérations ordre transf. entre sections*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérations ordre intérieur de la section*** | ***0,00*** |
| ***Total des recettes d'ordre*** | | ***0,00*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **0,00** |

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION**

| CONVENTION N° 2024-208 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Nature de l'opération (selon la nomenclature)** | **Cumul des engagements juridiques (1)** | **Dont engagements juridiques de l'année N (2)** | **Cumul des réalisations (3)** | **Dont réalisations de l'année N (4)** |
| **DEPENSES** | **0,00** | **500 000,00** | **500 000,00** | **500 000,00** |
| **24** | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| **RECETTES** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION**
**CONCESSION AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

| | |
|---|---|
| Numéro de convention NPNRU : | 2024-208 |
| Nature de l'opération (selon la nomenclature) : | 24 |
| IDTOP (identifiant de l'opération) : | |
| Intitulé de l'opération : | CONCESSION AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN |
| Maitrise d'ouvrage (1) : | SPL PAYS DE GRASSE |
| Communes (2) : | |
| Quartier prioritaire de la ville (3) : | GRASSE |

**DEPENSES**

| Chapitre | Montant TTC | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Cumul des engagements juridiques (4) | Dont engagements juridiques de l'année N (5) | Cumul des réalisations (6) | Dont réalisations de l'année N (7) |
| 204 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| **Total** | **0,00** | **500 000,00** | **500 000,00** | **500 000,00** |

**RECETTES**

| Chapitre | Montant TTC | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Cumul des engagements juridiques (4) | Dont engagements juridiques de l'année N (5) | Cumul des réalisations (6) | Dont réalisations de l'année N (7) |
| **Total** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## GRASSE

Numéro SIRET : 21060069800018

POSTE COMPTABLE : 006109 SGC GRASSE

# Compte financier unique (M57)

## Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire

## Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures

ECCF

| | | Origine des données | Page |
|---|---|---|---|
| | **I. Informations générales et synthétiques** | | |
| A | Informations statistiques, fiscales et financières | Ordonnateur | 5 |
| B1 | Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble | Ordonnateur | 6 |
| B2 | Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés | Comptable | 7 |
| B3.1 | Liste des organismes de regroupement | Ordonnateur | 8 |
| B3.2 | Liste des établissements publics créés | Ordonnateur | 10 |
| B3.3 | Liste des services individualisés dans un budget annexe | Ordonnateur | 11 |
| C1 | Détail des restes à réaliser - Dépenses | Ordonnateur | 12 |
| C2 | Détail des restes à réaliser - Recettes | Ordonnateur | 13 |
| D | Bilan synthétique | Comptable | 14 |
| E | Compte de résultat synthétique | Comptable | 15 |
| F | Taux des contributions et produits afférents en N | Ordonnateur | 17 |
| | **II. Exécution budgétaire** | | |
| A | Modalités de vote du budget | Ordonnateur | 18 |
| | *Vue d'ensemble* | | |
| A1.1 | Dépenses d'investissement | Ordonnateur | 19 |
| A1.2 | Recettes d'investissement | Ordonnateur | 20 |
| A2.1 | Dépenses de fonctionnement | Ordonnateur | 21 |
| A2.2 | Recettes de fonctionnement | Ordonnateur | 23 |
| | *Vue détaillée* | | |
| B1 | Dépenses d'investissement | Comptable | 24 |
| B2 | Recettes d'investissement | Comptable | 28 |
| C1 | Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | Ordonnateur | 33 |
| D1 | Dépenses de fonctionnement | Comptable | 37 |
| D2 | Recettes de fonctionnement | Comptable | 43 |
| | **III. États financiers** | | |
| A | Bilan | Comptable | 47 |
| B | Compte de résultat | Comptable | 51 |
| C | Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) | Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe | 53 |
| D | Balance des comptes | Comptable | 54 |
| | **IV. États annexés** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| | | |
|---|---|---|
| | *A. Présentation croisée et agrégée* | |
| A1 | Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble | Ordonnateur |
| A2 | Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble | Ordonnateur |
| A3 | Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | Ordonnateur |
| | *B. États annexés patrimoniaux* | |
| B1.1 | État de la dette - Détail des crédits de trésorerie | Ordonnateur |
| B1.2 | État de la dette - Répartition par nature de dette | Ordonnateur |
| B1.3 | État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux | Ordonnateur |
| B1.4 | État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours | Ordonnateur |
| B1.5 | État de la dette - Détail des opérations de couverture | Ordonnateur |
| B1.6 | État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement | Ordonnateur |
| B1.7 | État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N | Ordonnateur |
| B1.8 | État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme | Ordonnateur |
| B1.9 | État de la dette - Autres dettes | Ordonnateur |
| B2 | Méthodes utilisées pour les amortissements | Ordonnateur |
| B3 | État des provisions | Ordonnateur |
| B4 | État des charges transférées | Ordonnateur |
| B5 | Détail des opérations pour le compte de tiers | Ordonnateur |
| B6 | Prêts | Ordonnateur |
| B7.1 | État synthétique des engagements donnés | Ordonnateur |
| B7.2 | État synthétique des engagements reçus | Ordonnateur |
| B7.3 | État des emprunts garantis | Ordonnateur |
| B7.4 | Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis | Ordonnateur |
| B7.5 | État des contrats de crédit-bail | Ordonnateur |
| B7.6 | État des marchés de partenariat | Ordonnateur |
| B7.7 | État des recettes grevées d'une affectation spéciale | Ordonnateur |
| B7.8 | Autres engagements donnés | Ordonnateur |
| B7.9 | Autres engagements reçus | Ordonnateur |
| B8 | Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions | Ordonnateur |
| B9 | État du personnel | Ordonnateur |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| | | | |
|---|---|---|---|
| B10 | Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier | Ordonnateur | |
| B11.1 | État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement | Ordonnateur | |
| B11.2 | État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement | Ordonnateur | |
| | *C. États annexés budgétaires* | | |
| C1.1 | Équilibre budgétaire | Ordonnateur | |
| C1.2 | Équilibre budgétaire - dépenses | Ordonnateur | |
| C1.3 | Équilibre budgétaire - recettes | Ordonnateur | |
| C2.1 | Situation des autorisations de programme | Ordonnateur | |
| C2.2 | Situation des autorisations d'engagement | Ordonnateur | |
| C3.1 | Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature | Ordonnateur | |
| C3.2 | Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction | Ordonnateur | |
| | *D. Autres éléments d'information* | | |
| D1 | Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Ordonnateur | |
| D2 | Gestion des fonds européens | Ordonnateur | |
| D3 | Actions de formation des élus | Ordonnateur | |
| D4 | État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes | Ordonnateur | |
| D5 | Identification des flux croisés | Ordonnateur | |
| D6.1 | États de la répartition de la TEOM – investissement | Ordonnateur | |
| D6.2 | États de la répartition de la TEOM – fonctionnement | Ordonnateur | |
| D7.1 | États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement | Ordonnateur | |
| D7.2 | États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement | Ordonnateur | |
| D8.1 | Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse | Ordonnateur | |
| D8.2 | Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail | Ordonnateur | |
| | **V. Arrêté et signatures** | | |
| A | Arrêté et signatures | Ordonnateur / Comptable | 90 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600508-20260428-2026-35-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I
A

| Informations statistiques | |
|---|---|
| | **Valeurs** |
| Population totale | 52609 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|---|---|
| | **Collectivité** |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 75065408.00 |

| | Ratios de niveau | Valeurs |
|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1215.71 |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 1396.71 |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 258.76 |
| 4 | Encours de dette / population (2)(3) | 1444.44 |
| 5 | DGF / population | 84.15 |
| | **Ratios de structure et d'analyse financière** | **Valeurs** |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement | 56.70 |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 99.00 |
| 8 | Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4) | 11.00 |
| 9 | Taux d'épargne nette ( (Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement) | |
| 10 | Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4) | 103.00 |
| 11 | Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4) | 9.11 |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
006-210600508-20260428-2026-35-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

**B1**

### Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

| | | | Investissement | Fonctionnement | Total cumulé |
|---|---|---|---|---|---|
| Recettes | Prévision budgétaire totale | A | 43 326 511,42 | 72 982 871,22 | 116 309 382,64 |
| | Recettes réalisées (1) | B | 23 738 464,33 | 74 376 190,32 | 98 114 654,65 |
| | Restes à réaliser | C | 8 360 761,02 | 0,00 | 8 360 761,02 |
| Dépenses | Autorisation budgétaire totale | D | 39 773 910,27 | 77 066 576,40 | 116 840 486,67 |
| | Dépenses réalisées (1) | E | 24 069 945,19 | 69 775 421,93 | 93 845 367,12 |
| | Restes à réaliser | F | 8 360 761,02 | 0,00 | 8 360 761,02 |
| Différences entre les titres et les mandats | Solde des réalisations de l'exercice (+/-) | G = B – E | -331 480,86 | 4 600 768,39 | 4 269 287,53 |
| Résultats antérieurs reportés | Résultats antérieurs reportés (+/-) | H | -3 552 601,15 | 4 083 705,18 | 531 104,03 |
| Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement) | Excédent /déficit | G + H | -3 884 082,01 | 8 684 473,57 | 4 800 391,56 |
| Différence entre les restes à réaliser | Restes à réaliser (+/-) | I = C - F | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Résultat cumulé | Excédent /déficit | G + H + I | -3 884 082,01 | 8 684 473,57 | 4 800 391,56 |

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

| | Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1 | Part affectée à l'investissement : exercice N | Résultat de l'exercice N | Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire | Résultat de clôture de l'exercice N |
|---|---|---|---|---|---|
| **I - Budget principal** | | | | | |
| Investissement | -3 552 601,15 | | -331 480,86 | | -3 884 082,01 |
| Fonctionnement | 7 636 306,33 | 3 552 601,15 | 4 600 768,39 | | 8 684 473,57 |
| **TOTAL I** | **4 083 705,18** | **3 552 601,15** | **4 269 287,53** | | **4 800 391,56** |
| **II - Budgets des services à caractère administratif** | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| **III - Budgets des services à caractère industriel et commercial** | | | | | |
| 00402-POMPES FUNEBRES DE GRASSE | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | 67 783,93 | | 43 693,00 | | 111 476,93 |
| Sous-Total | 67 783,93 | | 43 693,00 | | 111 476,93 |
| 00407-CREMATORIUM GRASSE | | | | | |
| Investissement | 17 223,51 | | 29 870,00 | | 47 093,51 |
| Fonctionnement | 83 040,75 | | -29 679,88 | | 53 360,87 |
| Sous-Total | 100 264,26 | | 190,12 | | 100 454,38 |
| **TOTAL III** | **168 048,19** | | **43 883,12** | | **211 931,31** |
| **TOTAL I + II + III** | **4 251 753,37** | **3 552 601,15** | **4 313 170,65** | | **5 012 322,87** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

**B3.1**

| Désignation des organismes | Date d'adhésion | Mode de participation (1) | Montant du financement |
|---|---|---|---|
| **Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)** | | | |
| SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL REGIONAL PREALPES AZUR PNR | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 949,78 |
| SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS | | SANS FISCALITE PROPRE | 3 506 418,06 |
| **EPCI** | | | |
| CA PAYS DE GRASSE | | TPU AVEC FISCALITE PROPRE | 0,00 |
| **Autres organismes de regroupement** | | | |
| CENTRE DE GESTION DES ALPES MARITIMES | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 014,00 |
| FEDERATION EUROPEENNE DES CITES | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 500,00 |
| ABF FONCTIONNEMENT | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 398,00 |
| ACIM | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 966,52 |
| ADCCFF DES AM COMITES COMMUNAUX | | SANS FISCALITE PROPRE | 9 451,08 |
| ADRC AGENCE DEVELEPPEMENT REGION | | SANS FISCALITE PROPRE | 350,00 |
| AFCAE ASSOCIATION FRANCAISE | | SANS FISCALITE PROPRE | 800,00 |
| AFPJR | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 000,00 |
| ANDEV | | SANS FISCALITE PROPRE | 200,00 |
| ASS NATIONALE DES ELUS DES | | SANS FISCALITE PROPRE | 100,00 |
| ASS NATIONALE DES VILLES ET PAYS | | SANS FISCALITE PROPRE | 70,00 |
| ASSOCIATION AMIS DE MARGUERITE | | SANS FISCALITE PROPRE | 100,00 |
| ASSOCIATION DES MAIRES ET | | SANS FISCALITE PROPRE | 180,00 |
| ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE | | SANS FISCALITE PROPRE | 260,00 |
| ASSOCIATION DES VILLES MARRAINES | | SANS FISCALITE PROPRE | 50,00 |

**VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - CFU - 2025**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation des organismes | Date d'adhésion | Mode de participation (1) | Montant du financement |
|---|---|---|---|
| AVENIO UTILISATEURS | | SANS FISCALITE PROPRE | 15,00 |
| BNP PARIBAS | | SANS FISCALITE PROPRE | 15,00 |
| BOUCLIER BLEU | | SANS FISCALITE PROPRE | 80,00 |
| CASTRUM ALPES MARITIMES | | SANS FISCALITE PROPRE | 70,00 |
| CENTRE-VILLE EN MOUVEMENT | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 339,73 |
| CLUB DES MANAGERS DE CENTRE VILL | | SANS FISCALITE PROPRE | 59 000,00 |
| COMMISSION DU FILM AM COTE AZUR | | SANS FISCALITE PROPRE | 700,00 |
| COMMUNES FORESTIERES ET PASTORAL | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 000,00 |
| CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET V | | SANS FISCALITE PROPRE | 80,00 |
| COMMUNES FORESTIERES ET PASTORALES | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 000,00 |
| AVENIO UTILISATEURS | | SANS FISCALITE PROPRE | 60,00 |

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS

**B3.2**

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE

**B3.3**

| Catégorie de services (1) | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | N° SIRET | Nature de l' activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES | SEPF | | | 21060069800356 | | |
| CREMATORIUM | CREMATORIUM | | | 21060069800448 | | |

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES

I

C1

## DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (I) **8 360 761,02** |
| **018** | **RSA** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (3)** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | **0,00** |
| **929** | **Opération d'équipement n° 929** | **220 643,06** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf le 204)** | **227 616,93** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **55 535,14** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | **4 450 339,22** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **338 250,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | **3 000 000,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **68 376,67** |
| 45411 116 | PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 |
| 45411 124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 |
| 45411 133 | TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | 1 800,00 |
| 45411 99 | PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 |
| 4581 03 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 52 237,98 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | | (II) **0,00** |
| **011** | **Charges à caractère général (4)** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés (4)** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **016** | **APA** | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante (4)** | **0,00** |
| **6586** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges spécifiques (4)** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

## EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES

I
C2

## DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | (III) | **8 360 761,02** |
| **018** | **RSA** | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (reçues) (3)** | **325 646,86** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **4 888 767,78** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | **3 000 000,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **146 346,38** |
| 45412 116 | PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 |
| 45412 124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 |
| 45412 133 | TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | 1 800,00 |
| 45412 99 | PERIL 3 RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 |
| 4582 03 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 130 207,69 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | (IV) | **0,00** |
| **70** | **Prod. services, domaine, ventes diverses** | **0,00** |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** |
| **731** | **Fiscalité locale** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations (4)** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante (4)** | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges (4)** | **0,00** |
| **016** | **APA** | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits spécifiques (4)** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## Bilan synthétique (en milliers d'euros)

D

| ACTIF NET (1) | Total | FONDS PROPRES ET PASSIF | Total |
|---|---|---|---|
| **ACTIF IMMOBILISÉ** | | **FONDS PROPRES** | |
| **Immobilisations incorporelles (nettes)** | | Apports et subventions d'investissement | 190 592,62 |
| Subventions d'investissement versées | 8 123,28 | Neutralisations et régularisations | 3 601,44 |
| Autres immobilisations incorporelles | 891,63 | Réserves | 155 929,40 |
| **Immobilisations corporelles (nettes)** | | Report à nouveau | 4 083,71 |
| Terrains | 34 254,95 | Résultat de l'exercice | 4 600,77 |
| Constructions | 185 796,32 | Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant | 57 670,31 |
| Réseaux et installations de voirie | 86 171,12 | **TOTAL FONDS PROPRES (I)** | **416 478,24** |
| Réseaux divers | 25 987,71 | **PASSIF** | |
| Installations techniques, agencements et matériel | 6 880,38 | **TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)** | **770,23** |
| Immobilisations mises en concessions ou affermées | | **DETTES FINANCIÈRES** | |
| Autres | 6 924,00 | Emprunts obligataires | |
| **Immobilisations corporelles en cours** | **11 540,71** | Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit | 74 119,73 |
| **Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés** | **111 559,07** | Dettes financières et autres emprunts | 2 356,85 |
| **Immobilisations financières (nettes)** | **2 836,95** | **TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)** | **76 476,58** |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)** | **480 966,12** | **DETTES NON FINANCIÈRES** | |
| **ACTIF CIRCULANT** | | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 037,59 |
| Stocks | | Autres dettes non financières | 8 333,30 |
| Créances | 13 756,58 | Produits constatés d'avance | 5 597,82 |
| Charges constatées d'avance | | **TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)** | **15 968,70** |
| Trésorerie | 7 467,44 | **TOTAL TRÉSORERIE (4)** | |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)** | **21 224,02** | **TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)** | **93 215,51** |
| Comptes de régularisation (III) | 7 512,30 | Comptes de régularisation (III) | 8,68 |
| Écarts de conversion actif (IV) | | Écarts de conversion passif (IV) | |
| **TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV )** | **509 702,44** | **TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)** | **509 702,44** |

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

E

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| **PRODUITS DE FONCTIONNEMENT** | | |
| **PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)** | | |
| Dotations de l'état | 4 911,92 | 5 179,19 |
| Participations | 641,48 | 725,39 |
| Compensations, autres attributions et autres participations | 1 727,62 | 1 706,67 |
| Dons et legs | | 13,60 |
| Impôts et taxes | 56 895,59 | 56 156,81 |
| **PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE** | | |
| Ventes de biens ou prestations de services | 2 696,18 | 2 674,93 |
| Produits des cessions d'actifs | 1 567,95 | 1 005,38 |
| Autres produits de gestion | 1 810,11 | 2 113,16 |
| Production stockée et immobilisée | 390,78 | 269,76 |
| **AUTRES PRODUITS** | | |
| Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges | 141,31 | 790,01 |
| Reprises du financement rattaché à un actif | 2,23 | 14,23 |
| Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions | | |
| Neutralisation des moins-values de cession | | 12,00 |
| **TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)** | **70 785,16** | **70 661,13** |
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Achats et charges externes | 14 294,73 | 13 378,00 |
| Charges de personnel | 34 081,86 | 33 676,27 |
| Indemnités des élus (et membres du CESR) | 587,32 | 591,80 |
| Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables) | 295,01 | 594,27 |
| Impôts et taxes | 1 148,84 | 1 167,43 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions | 3 397,59 | 3 388,33 |
| Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés | 1 114,79 | 1 017,00 |
| Neutralisation des dépréciations et provisions | | 619,74 |
| Neutralisation des plus-values de cession | 453,16 | 0,38 |
| **TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)** | **55 373,30** | **54 433,22** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| **CHARGES D'INTERVENTION** | | |
| Dispositifs d'intervention pour compte propre | 8 992,16 | 9 738,85 |
| Autres charges | 23,25 | 34,07 |
| **TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)** | **9 015,41** | **9 772,92** |
| **PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)** | **6 396,45** | **6 454,99** |
| **TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)** | **1 057,96** | **1 314,55** |
| **TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)** | **2 853,65** | **3 588,21** |
| **PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)** | **-1 795,69** | **-2 273,66** |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII )** | **4 600,77** | **4 181,33** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

F

| Libellés | | Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €) | Variation du taux / N-1 (%) | Produit N | Variation du produit / N-1 (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Part régionale des ressources** | | | | | |
| TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les permis de conduire | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur le transport public aérien et maritime (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe relative à l'octroi de mer (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part départementale des ressources** | | | | | |
| Taxe d'aménagement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part communale des ressources** | | | | | |
| TFPB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TFPNB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CFE | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe d'habitation sur les résidences secondaires | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | | | | **0,00** | **0,00** |

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600508-20260428-2026-35-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

II A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires n°2023-53 du 4 avril 2023 (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II
A1.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations (mandats émis) (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31 /12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 849 818,84 | 478 522,18 | 56,31 | 227 616,93 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 2 531 571,12 | 2 152 581,59 | 85,03 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 311 328,86 | 1 224 142,18 | 93,35 | 55 535,14 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 14 267 036,48 | 9 757 430,98 | 68,39 | 4 450 339,22 |
| | Total des opérations d'équipement (2) | 220 643,06 | 0,00 | 0,00 | 220 643,06 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **19 180 398,36** | **13 612 676,93** | **70,97** | **4 954 134,35** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 14 300 000,00 | 8 789 223,12 | 61,46 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 353 050,00 | 14 800,00 | 4,19 | 338 250,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 200 000,00 | 200 000,00 | 6,25 | 3 000 000,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **17 853 050,00** | **9 004 023,12** | **50,43** | **3 338 250,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3) | 625 096,69 | 150 532,22 | 24,08 | 68 376,67 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **37 658 545,05** | **22 767 232,27** | **60,46** | **8 360 761,02** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (4)* | *1 125 365,22* | *899 607,84* | *79,94* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (5)* | *990 000,00* | *403 105,08* | *40,72* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre en investissement** | | **2 115 365,22** | **1 302 712,92** | **61,58** | **0,00** |
| **Total des dépenses d'investissement de l'exercice** | | **39 773 910,27** | **24 069 945,19** | **60,52** | **8 360 761,02** |
| **001 Solde d'exécution négatif reporté** | | **3 552 601,15** | | | |
| **Total des dépenses de la section d'investissement** | | **43 326 511,42** | **24 069 945,19** | | **8 360 761,02** |

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II
A1.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations (titres émis) (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31 /12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 3 604 000,00 | 3 018 265,56 | 83,75 | 325 646,86 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 15 175 000,00 | 8 500 742,00 | 56,02 | 4 888 767,78 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 3 060,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées(8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 85 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 5 546 481,15 | 5 213 790,31 | 94,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 627 000,00 | 628 308,77 | 17,32 | 3 000 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 092 000,00 | | | |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2) | 705 866,40 | 150 532,22 | 21,33 | 146 346,38 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **29 835 547,55** | **17 514 698,86** | **58,70** | **8 360 761,02** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement (3)* | *7 919 404,87* | | | |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *4 581 559,00* | *5 820 660,39* | *127,05* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *990 000,00* | *403 105,08* | *40,72* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre en investissement** | | **13 490 963,87** | **6 223 765,47** | **46,13** | **0,00** |
| **Total des recettes d'investissement de l'exercice** | | **43 326 511,42** | **23 738 464,33** | **54,79** | **8 360 761,02** |
| **001 Solde d'exécution positif reporté** | | **0,00** | | | |
| **Total des recettes de la section d'investissement** | | **43 326 511,42** | **23 738 464,33** | | **8 360 761,02** |

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II
A2.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations Mandats émis | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser au 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (3) | 13 583 978,47 | 12 206 211,00 | 1 370 832,90 | 13 577 043,90 | 99,95 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (3) | 36 590 000,00 | 36 274 515,34 | 17 155,40 | 36 291 670,74 | 99,18 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 2 195 154,00 | 2 174 578,11 | 15 200,66 | 2 189 778,77 | 99,76 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 9 901 480,06 | 9 844 849,13 | 35 239,50 | 9 880 088,63 | 99,78 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **62 270 612,53** | **60 500 153,58** | **1 438 428,46** | **61 938 582,04** | **99,47** | **0,00** |
| 66 | Charges financières | 2 145 000,00 | 1 986 025,71 | 12 498,36 | 1 998 524,07 | 93,17 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 150 000,00 | 17 655,43 | 0,00 | 17 655,43 | 11,77 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles et mixtes** | | **64 565 612,53** | **62 503 834,72** | **1 450 926,82** | **63 954 761,54** | **99,05** | **0,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *7 919 404,87* | | | | | |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (2)* | *4 581 559,00* | *5 820 660,39* | *0,00* | *5 820 660,39* | *127,05* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)** | | **12 500 963,87** | **5 820 660,39** | **0,00** | **5 820 660,39** | **46,56** | **0,00** |
| **Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice** | | **77 066 576,40** | **68 324 495,11** | **1 450 926,82** | **69 775 421,93** | **90,54** | **0,00** |
| **002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1** | | **0,00** | | | | | |
| **Total des dépenses de la section de fonctionnement** | | **77 066 576,40** | **68 324 495,11** | **1 450 926,82** | **69 775 421,93** | | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II
A2.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1) | Réalisations Titres émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser au 31 /12 (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 310 000,00 | 343 011,39 | 272,92 | 343 284,31 | 110,74 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 637 309,32 | 2 227 732,81 | 468 447,71 | 2 696 180,52 | 102,23 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 631 047,00 | 13 494 980,60 | 135 983,40 | 13 630 964,00 | 100,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 45 309 476,00 | 45 408 294,74 | 5 454,12 | 45 413 748,86 | 100,23 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 7 309 680,00 | 7 288 465,74 | 33 205,55 | 7 321 671,29 | 100,16 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 1 871 993,68 | 1 615 704,70 | 175 326,49 | 1 791 031,19 | 95,68 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **71 069 506,00** | **70 378 189,98** | **818 690,19** | **71 196 880,17** | **100,18** | **0,00** |
| 76 | Produits financiers | 688 000,00 | 692 673,25 | 0,00 | 692 673,25 | 100,68 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 100 000,00 | 1 587 029,06 | 0,00 | 1 587 029,06 | 1 587,03 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles et mixtes** | | **71 857 506,00** | **72 657 892,29** | **818 690,19** | **73 476 582,48** | **102,25** | **0,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (2)* | *1 125 365,22* | *899 607,84* | *0,00* | *899 607,84* | *79,94* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre (3)** | | **1 125 365,22** | **899 607,84** | **0,00** | **899 607,84** | **79,94** | **0,00** |
| **Total des recettes de fonctionnement de l'exercice** | | **72 982 871,22** | **73 557 500,13** | **818 690,19** | **74 376 190,32** | **101,91** | **0,00** |
| **002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1** | | **4 083 705,18** | | | | | |
| **Total des recettes de la section de fonctionnement** | | **77 066 576,40** | **73 557 500,13** | **818 690,19** | **74 376 190,32** | | **0,00** |

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses d'investissement - Vue détaillée

B1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 018 | RSA | | | | | |
| 202 | Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme | | 27 797,88 | | 27 797,88 | |
| 2031 | Frais d'études | | 359 416,10 | | 359 416,10 | |
| 2033 | Frais d'insertion | | 12 778,88 | | 12 778,88 | |
| 2051 | Concessions et droits similaires | | 78 529,32 | | 78 529,32 | |
| total chapitre 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 849 818,84 | 478 522,18 | | 478 522,18 | 371 296,66 |
| 20422 | Bâtiments et installations | | 2 152 581,59 | | 2 152 581,59 | |
| total chapitre 204 | Subventions d'équipement versées | 2 531 571,12 | 2 152 581,59 | | 2 152 581,59 | 378 989,53 |
| 2111 | Terrains nus | | 12 067,73 | | 12 067,73 | |
| 2112 | Terrains de voirie | | 180,00 | 70,00 | 110,00 | |
| 2118 | Autres terrains | | 375 000,00 | | 375 000,00 | |
| 21318 | Autres bâtiments publics | | 179 336,19 | | 179 336,19 | |
| 2138 | Autres constructions | | 6 042,12 | 6 041,12 | 1,00 | |
| 2152 | Installations de voirie | | 110 422,86 | | 110 422,86 | |
| 21561 | Matériel roulant | | 29 736,00 | | 29 736,00 | |
| 21568 | Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile | | 40 296,16 | | 40 296,16 | |
| 215738 | Autre matériel et outillage de voirie | | 15 743,14 | | 15 743,14 | |
| 21578 | Autre matériel technique | | 12 098,48 | | 12 098,48 | |
| 2158 | Autres installations, matériel et outillage techniques | | 46 423,52 | | 46 423,52 | |
| 21611 | Biens sous-jacents | | 1 550,00 | | 1 550,00 | |
| 21621 | Biens sous-jacents | | 2 033,50 | | 2 033,50 | |
| 21828 | Autres matériels de transport | | 99 411,44 | | 99 411,44 | |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | | 4 312,80 | | 4 312,80 | |
| 21838 | Autre matériel informatique | | 45 489,10 | | 45 489,10 | |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | | 50 649,30 | | 50 649,30 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses d'investissement - Vue détaillée

B1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | | 42 320,35 | | 42 320,35 | |
| 2185 | Matériel de téléphonie | | 949,00 | | 949,00 | |
| 2188 | Autres | | 156 641,61 | 450,00 | 156 191,61 | |
| total chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 1 311 328,86 | 1 230 703,30 | 6 561,12 | 1 224 142,18 | 87 186,68 |
| total chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | | |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | | 6 692,60 | | 6 692,60 | |
| 2313 | Constructions | | 5 284 952,36 | | 5 284 952,36 | |
| 2315 | Installations, matériel et outillage techniques | | 4 349 252,64 | 85 197,60 | 4 264 055,04 | |
| 2316 | Restauration des biens historiques et culturels | | 79 146,12 | | 79 146,12 | |
| 2318 | Autres immobilisations corporelles | | 79 203,01 | | 79 203,01 | |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | | 43 381,85 | | 43 381,85 | |
| total chapitre 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 14 267 036,48 | 9 842 628,58 | 85 197,60 | 9 757 430,98 | 4 509 605,50 |
| total opération n° 929 | Opération d'équipement n° 929 | 220 643,06 | | | | 220 643,06 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **19 180 398,36** | **13 704 435,65** | **91 758,72** | **13 612 676,93** | **5 567 721,43** |
| total chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | | |
| total chapitre 13 | Subventions d'investissement | | | | | |
| 1641 | Emprunts en euros | | 8 439 228,29 | | 8 439 228,29 | |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | | 83 333,33 | | 83 333,33 | |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | | 1 168,00 | | 1 168,00 | |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | | 265 493,50 | | 265 493,50 | |
| total chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 14 300 000,00 | 8 789 223,12 | | 8 789 223,12 | 5 510 776,88 |
| total chapitre 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées) | | | | | |
| 266 | Autres formes de participation | | 14 800,00 | | 14 800,00 | |
| total chapitre 26 | Participations et créances rattachées à des participations | 353 050,00 | 14 800,00 | | 14 800,00 | 338 250,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

### Dépenses d'investissement - Vue détaillée

B1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2764 | Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé | | 200 000,00 | | 200 000,00 | |
| total chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 3 200 000,00 | 200 000,00 | | 200 000,00 | 3 000 000,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **17 853 050,00** | **9 004 023,12** | | **9 004 023,12** | **8 849 026,88** |
| 4541101 | Opération pour compte tiers n° 4541101 | 378 472,05 | | | | 378 472,05 |
| 45411109 | Opération pour compte tiers n° 45411109 | 367,16 | | | | 367,16 |
| 45411114 | Opération pour compte tiers n° 45411114 | 1 740,00 | 1 740,00 | | 1 740,00 | |
| 45411116 | Opération pour compte tiers n° 45411116 | 5 662,14 | 2 626,18 | | 2 626,18 | 3 035,96 |
| 45411124 | Opération pour compte tiers n° 45411124 | 9 072,00 | 7 332,00 | | 7 332,00 | 1 740,00 |
| 45411125 | Opération pour compte tiers n° 45411125 | 20 170,00 | 20 170,00 | | 20 170,00 | |
| 45411129 | Opération pour compte tiers n° 45411129 | 2 460,00 | 2 460,00 | | 2 460,00 | |
| 45411131 | Opération pour compte tiers n° 45411131 | 2 736,00 | 2 736,00 | | 2 736,00 | |
| 45411132 | Opération pour compte tiers n° 45411132 | 12 360,00 | 12 360,00 | | 12 360,00 | |
| 45411133 | Opération pour compte tiers n° 45411133 | 2 000,00 | | | | 2 000,00 |
| 4541195 | Opération pour compte tiers n° 4541195 | 3 143,62 | 3 143,62 | | 3 143,62 | |
| 4541199 | Opération pour compte tiers n° 4541199 | 42 179,38 | 12 766,82 | | 12 766,82 | 29 412,56 |
| 45412125 | Opération pour compte tiers n° 45412125 | 96,36 | | | | 96,36 |
| 458103 | Opération pour compte tiers n° 458103 | 59 437,98 | | | | 59 437,98 |
| 458106 | Opération pour compte tiers n° 458106 | 85 200,00 | 85 197,60 | | 85 197,60 | 2,40 |
| total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 625 096,69 | 150 532,22 | | 150 532,22 | 474 564,47 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **37 658 545,05** | **22 858 990,99** | **91 758,72** | **22 767 232,27** | **14 891 312,78** |
| *13911* | *État et établissements nationaux* | | *2 170,00* | | *2 170,00* | |
| *13918* | *Autres* | | *61,13* | | *61,13* | |
| *15182* | *Autres provisions pour risques (budgétaires)* | | *140 075,78* | | *140 075,78* | |
| *1522* | *Provisions pour risques et charges sur emprunts (budgétaire)* | | *365 289,44* | | *365 289,44* | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

### Dépenses d'investissement - Vue détaillée

B1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *2313* | *Constructions* | | *280 275,76* | | *280 275,76* | |
| *2315* | *Installations, matériel et outillage techniques* | | *110 505,65* | | *110 505,65* | |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | | *1 230,08* | | *1 230,08* | |
| *total chapitre 040* | *Opérations d'ordre de transferts entre sections* | *1 125 365,22* | *899 607,84* | | *899 607,84* | *225 757,38* |
| *204411* | *Biens mobiliers, matériel et études* | | *31 990,81* | | *31 990,81* | |
| *204412* | *Bâtiments et installations* | | *5 300,12* | | *5 300,12* | |
| *204421* | *Biens mobiliers, matériel et études* | | *7 912,73* | | *7 912,73* | |
| *2138* | *Autres constructions* | | *2 697,36* | | *2 697,36* | |
| *2181* | *Installations générales, agencements et aménagements divers* | | *1 870,00* | | *1 870,00* | |
| *21828* | *Autres matériels de transport* | | *2 400,00* | *2 400,00* | | |
| *21841* | *Matériel de bureau et mobilier scolaires* | | *864,00* | | *864,00* | |
| *21848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | | *2 153,26* | | *2 153,26* | |
| *2313* | *Constructions* | | *98 254,30* | | *98 254,30* | |
| *2315* | *Installations, matériel et outillage techniques* | | *252 062,50* | | *252 062,50* | |
| *total chapitre 041* | *Opérations patrimoniales* | *990 000,00* | *405 505,08* | *2 400,00* | *403 105,08* | *586 894,92* |
| ***Total des dépenses d'ordre en investissement*** | | ***2 115 365,22*** | ***1 305 112,92*** | ***2 400,00*** | ***1 302 712,92*** | ***812 652,30*** |
| **Total des dépenses d'investissement de l'exercice** | | **39 773 910,27** | **24 164 103,91** | **94 158,72** | **24 069 945,19** | **15 703 965,08** |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | **3 552 601,15** | | | | |
| **Total des dépenses de la section d'investissement** | | **43 326 511,42** | **24 164 103,91** | **94 158,72** | **24 069 945,19** | **19 256 566,23** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'investissement - Vue détaillée

B2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 018 | RSA | | | | | |
| 1321 | État et établissements nationaux | | 651 215,69 | 100,00 | 651 115,69 | |
| 1322 | Régions | | 782 256,27 | | 782 256,27 | |
| 1323 | Départements | | 236 471,98 | | 236 471,98 | |
| 13251 | GFP de rattachement | | 400 000,00 | | 400 000,00 | |
| 1328 | Autres | | 162 997,62 | | 162 997,62 | |
| 1345 | Amendes de radars automatiques et amendes de police | | 665 424,00 | | 665 424,00 | |
| 1348 | Autres | | 120 000,00 | | 120 000,00 | |
| total chapitre 13 | Subventions d'investissement | 3 604 000,00 | 3 018 365,56 | 100,00 | 3 018 265,56 | 585 734,44 |
| 1641 | Emprunts en euros | | 8 500 000,00 | | 8 500 000,00 | |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | | 742,00 | | 742,00 | |
| total chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 15 175 000,00 | 8 500 742,00 | | 8 500 742,00 | 6 674 258,00 |
| 2031 | Frais d'études | | 3 060,00 | | 3 060,00 | |
| total chapitre 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | | 3 060,00 | | 3 060,00 | -3 060,00 |
| total chapitre 204 | Subventions d'équipement versées | | | | | |
| total chapitre 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| total chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | | |
| total chapitre 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 85 200,00 | | | | 85 200,00 |
| 10222 | F.C.T.V.A. | | 1 285 534,64 | | 1 285 534,64 | |
| 10226 | Taxe d'aménagement | | 296 270,52 | | 296 270,52 | |
| 10251 | Dons et legs en capital | | 79 384,00 | | 79 384,00 | |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | | 3 552 601,15 | | 3 552 601,15 | |
| total chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 5 546 481,15 | 5 213 790,31 | | 5 213 790,31 | 332 690,84 |
| total chapitre 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées) | | | | | |
| total chapitre 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

### Recettes d'investissement - Vue détaillée

B2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 276351 | GFP de rattachement | | 253 308,77 | | 253 308,77 | |
| 2764 | Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé | | 375 000,00 | | 375 000,00 | |
| total chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 3 627 000,00 | 628 308,77 | | 628 308,77 | 2 998 691,23 |
| total chapitre 024 | Produits des cessions d'immobilisations | -475 947,06 | | | | |
| 4541201 | Opération pour compte tiers n° 4541201 | 378 472,05 | | | | 378 472,05 |
| 45412109 | Opération pour compte tiers n° 45412109 | 367,16 | | | | 367,16 |
| 45412114 | Opération pour compte tiers n° 45412114 | 1 740,00 | 1 740,00 | | 1 740,00 | |
| 45412116 | Opération pour compte tiers n° 45412116 | 5 662,14 | 2 626,18 | | 2 626,18 | 3 035,96 |
| 45412124 | Opération pour compte tiers n° 45412124 | 9 072,00 | 7 332,00 | | 7 332,00 | 1 740,00 |
| 45412125 | Opération pour compte tiers n° 45412125 | 20 266,36 | 22 348,36 | 2 178,36 | 20 170,00 | 96,36 |
| 45412129 | Opération pour compte tiers n° 45412129 | 2 460,00 | 2 460,00 | | 2 460,00 | |
| 45412131 | Opération pour compte tiers n° 45412131 | 2 736,00 | 2 736,00 | | 2 736,00 | |
| 45412132 | Opération pour compte tiers n° 45412132 | 12 360,00 | 12 360,00 | | 12 360,00 | |
| 45412133 | Opération pour compte tiers n° 45412133 | 2 000,00 | | | | 2 000,00 |
| 4541295 | Opération pour compte tiers n° 4541295 | 3 143,62 | 3 143,62 | | 3 143,62 | |
| 4541299 | Opération pour compte tiers n° 4541299 | 42 179,38 | 12 766,82 | | 12 766,82 | 29 412,56 |
| 458203 | Opération pour compte tiers n° 458203 | 140 207,69 | | | | 140 207,69 |
| 458206 | Opération pour compte tiers n° 458206 | 85 200,00 | 85 197,60 | | 85 197,60 | 2,40 |
| total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 705 866,40 | 152 710,58 | 2 178,36 | 150 532,22 | 555 334,18 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **28 267 600,49** | **17 516 977,22** | **2 278,36** | **17 514 698,86** | **10 752 901,63** |
| *total chapitre 021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *7 919 404,87* | | | | |
| *15182* | *Autres provisions pour risques (budgétaires)* | | *121 239,37* | | *121 239,37* | |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations* | | *453 159,30* | | *453 159,30* | |
| *2111* | *Terrains nus* | | *440 999,00* | | *440 999,00* | |
| *2112* | *Terrains de voirie* | | *39 423,74* | | *39 423,74* | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'investissement - Vue détaillée

B2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *2113* | *Terrains aménagés autres que voirie* | | *1,00* | | *1,00* | |
| *2115* | *Terrains bâtis* | | *1,00* | | *1,00* | |
| *2118* | *Autres terrains* | | *375 000,00* | | *375 000,00* | |
| *21318* | *Autres bâtiments publics* | | *170 363,02* | | *170 363,02* | |
| *21328* | *Autres bâtiments privés* | | *89 000,00* | | *89 000,00* | |
| *2802* | *Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme* | | *9 485,00* | | *9 485,00* | |
| *28031* | *Frais d'études* | | *58 845,00* | | *58 845,00* | |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | | *979,00* | | *979,00* | |
| *28033* | *Frais d'insertion* | | *382,00* | | *382,00* | |
| *2804132* | *Bâtiments et installations* | | *53 672,00* | | *53 672,00* | |
| *28041512* | *Bâtiments et installations* | | *11 204,00* | | *11 204,00* | |
| *280415342* | *Bâtiments et installations* | | *4 666,00* | | *4 666,00* | |
| *280422* | *Bâtiments et installations* | | *477 046,75* | | *477 046,75* | |
| *2804412* | *Bâtiments et installations* | | *66,00* | | *66,00* | |
| *2804422* | *Bâtiments et installations* | | *28 000,00* | | *28 000,00* | |
| *2805* | *Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires* | | *136 536,37* | | *136 536,37* | |
| *28088* | *Autres immobilisations incorporelles* | | *6 001,00* | | *6 001,00* | |
| *281321* | *Immeubles de rapport* | | *18 763,64* | | *18 763,64* | |
| *281351* | *Bâtiments publics* | | *133 153,85* | | *133 153,85* | |
| *28152* | *Installations de voirie* | | *213 365,25* | | *213 365,25* | |
| *281561* | *Matériel roulant* | | *2 921,00* | | *2 921,00* | |
| *281568* | *Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile* | | *55 219,37* | | *55 219,37* | |
| *2815731* | *Matériel roulant* | | *31 386,00* | | *31 386,00* | |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | | *194 387,96* | | *194 387,96* | |
| *281578* | *Autre matériel technique* | | *2 169,00* | | *2 169,00* | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'investissement - Vue détaillée

B2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *28158* | *Autres installations, matériel et outillage techniques* | | *826 312,97* | | *826 312,97* | |
| *28181* | *Installations générales, agencements et aménagements divers* | | *86 040,50* | | *86 040,50* | |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | | *224 720,29* | | *224 720,29* | |
| *281831* | *Matériel informatique scolaire* | | *597,00* | | *597,00* | |
| *281838* | *Autre matériel informatique* | | *246 193,02* | | *246 193,02* | |
| *281841* | *Matériel de bureau et mobilier scolaires* | | *17 960,44* | *0,03* | *17 960,41* | |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | | *189 595,16* | | *189 595,16* | |
| *28185* | *Matériel de téléphonie* | | *289,00* | | *289,00* | |
| *28188* | *Autres* | | *204 668,36* | | *204 668,36* | |
| *4817* | *Indemnités de renégociation de la dette* | | *855 125,00* | | *855 125,00* | |
| *4818* | *Charges à étaler* | | *26 433,04* | | *26 433,04* | |
| *4912* | *Dépréciations des comptes de redevables (budgétaires)* | | *15 290,02* | | *15 290,02* | |
| *total chapitre 040* | *Opérations d'ordre de transferts entre sections* | *6 149 506,06* | *5 820 660,42* | *0,03* | *5 820 660,39* | *328 845,67* |
| *2031* | *Frais d'études* | | *260 487,29* | | *260 487,29* | |
| *2033* | *Frais d'insertion* | | *21 041,39* | *2 400,00* | *18 641,39* | |
| *2138* | *Autres constructions* | | *5 300,12* | | *5 300,12* | |
| *21828* | *Autres matériels de transport* | | *39 903,54* | | *39 903,54* | |
| *238* | *Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles* | | *78 772,74* | | *78 772,74* | |
| *total chapitre 041* | *Opérations patrimoniales* | *990 000,00* | *405 505,08* | *2 400,00* | *403 105,08* | *586 894,92* |
| ***Total des recettes d'ordre en investissement*** | | ***15 058 910,93*** | ***6 226 165,50*** | ***2 400,03*** | ***6 223 765,47*** | ***8 835 145,46*** |
| **Total des recettes d'investissement de l'exercice** | | **43 326 511,42** | **23 743 142,72** | **4 678,39** | **23 738 464,33** | **19 588 047,09** |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'investissement - Vue détaillée

B2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total des recettes de la section d'investissement** | | **43 326 511,42** | **23 743 142,72** | **4 678,39** | **23 738 464,33** | **19 588 047,09** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

II
C1

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 928(1)
## LIBELLE : AMENAGEMENTS

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chap./ art. (2) | Libellé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31 /12 (3) | Cumul des réalisations (4) |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **A 0,00** | **0,00** | **0,00** | **B 2 547 053,64** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **199 876,22** |
| 2112 | Terrains de voirie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 199 876,22 |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 347 177,42** |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 8 897,28 |
| 2313 | Constructions | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 269 872,39 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 068 407,75 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes (répartition) (pour information) | Libellé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31 /12 (3) | Cumul des réalisations (4) |
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)** | | **0,00** | **C 0,00** | **0,00** | **0,00** | **D 2 237 113,92** |
| **Total chapitre 13** | **Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 237 113,92** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 5 540,11 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 259 468,25 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 1 272 727,51 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 699 378,05 |
| **Total chapitre 16** | **Emprunts et dettes assimilées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| Solde du financement (7) | Pour l'exercice | En cumulé |
|---|---|---|
| **Recettes – Dépenses** | **C - A 0,00** | **D - B -309 939,72** |

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXECUTION BUDGETAIRE

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

II
C1

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 929(1)
## LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chap./ art. (2) | Libellé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31 /12 (3) | Cumul des réalisations (4) |
| **DEPENSES** | | **220 643,06** | **A 0,00** | **0,00** | **220 643,06** | **B 25 950 582,76** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **224 115,49** |
| 2031 | Frais d'études | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 134 349,40 |
| 2033 | Frais d'insertion | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 15 759,09 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 74 007,00 |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 265 521,51** |
| 21351 | Bâtiments publics | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 421,59 |
| 2152 | Installations de voirie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 6 348,00 |
| 21568 | Autre matériel, outillage incendie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 7 564,60 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 9 815,15 |
| 21621 | Biens sous-jacents | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 15 000,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 500 181,19 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 1 022 820,11 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 701 370,87 |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **220 643,06** | **0,00** | **0,00** | **220 643,06** | **23 460 945,76** |
| 2313 | Constructions | 217 891,74 | 0,00 | | 217 891,74 | 19 454 978,65 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 2 751,32 | 0,00 | | 2 751,32 | 3 718 415,98 |
| 2316 | Restaur. des biens histo. et culturels | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 114 527,15 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 173 023,98 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes (répartition) (pour information) | Libellé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser au 31 /12 (3) | Cumul des réalisations (4) |
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)** | | **0,00** | **C 0,00** | **0,00** | **0,00** | **D 5 253 568,77** |
| **Total chapitre 13** | **Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **4 839 983,89** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 89 060,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 432 446,70 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 1 920 691,67 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 397 785,52 |
| **Total chapitre 16** | **Emprunts et dettes assimilées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 204** | **Subventions d'équipement versées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total chapitre 23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **413 584,88** |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 410 737,80 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 2 847,08 |

| Solde du financement (7) | Pour l'exercice | En cumulé |
|---|---|---|
| **Recettes – Dépenses** | **C - A 0,00** | **D - B -20 697 013,99** |

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 6042 | Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager) | | 77 551,60 | 5 699,08 | 71 852,52 | |
| 60611 | Eau et assainissement | | 583 226,74 | 24 393,05 | 558 833,69 | |
| 60612 | Énergie - Électricité | | 2 796 017,00 | 765 608,59 | 2 030 408,41 | |
| 60621 | Combustibles | | 38 968,93 | | 38 968,93 | |
| 60622 | Carburants | | 303 774,19 | 23 482,62 | 280 291,57 | |
| 60623 | Alimentation | | 25 336,07 | 130,28 | 25 205,79 | |
| 60624 | Produits de traitement | | 5 476,45 | | 5 476,45 | |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | | 59 770,25 | 1 122,39 | 58 647,86 | |
| 60631 | Fournitures d'entretien | | 135 620,02 | 1 840,89 | 133 779,13 | |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | | 600 724,39 | 21 716,74 | 579 007,65 | |
| 60633 | Fournitures de voirie | | 55 163,47 | 1 267,90 | 53 895,57 | |
| 60636 | Habillement et Vêtements de travail | | 102 675,96 | 458,51 | 102 217,45 | |
| 6064 | Fournitures administratives | | 36 472,16 | 1 911,43 | 34 560,73 | |
| 6065 | Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques) | | 115 897,75 | 152,97 | 115 744,78 | |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | | 2 160,73 | | 2 160,73 | |
| 6067 | Fournitures scolaires | | 152 263,15 | 3 188,81 | 149 074,34 | |
| 6068 | Autres matières et fournitures. | | 25 717,63 | 1 786,07 | 23 931,56 | |
| 611 | Contrats de prestations de services | | 3 166 708,89 | 154 064,30 | 3 012 644,59 | |
| 6132 | Locations immobilières | | 545 642,79 | 41 201,43 | 504 441,36 | |
| 61351 | Matériel roulant | | 48 131,39 | 1 839,39 | 46 292,00 | |
| 61358 | Autres | | 218 166,35 | 7 889,55 | 210 276,80 | |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | | 155 414,70 | 3 060,34 | 152 354,36 | |
| 61521 | Terrains | | 133 178,04 | 7 197,84 | 125 980,20 | |
| 615221 | Bâtiments publics | | 640 006,21 | 59 066,16 | 580 940,05 | |
| 615231 | Voiries | | 324 589,74 | 43 297,50 | 281 292,24 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 615232 | Réseaux | | 5 898,22 | | 5 898,22 | |
| 61551 | Matériel roulant | | 16 942,20 | 260,85 | 16 681,35 | |
| 61558 | Autres biens mobiliers | | 187 691,57 | 46 983,33 | 140 708,24 | |
| 6156 | Maintenance | | 925 940,13 | 213 995,52 | 711 944,61 | |
| 6161 | Multirisques | | 286 792,37 | | 286 792,37 | |
| 6168 | Autres | | 139 994,41 | | 139 994,41 | |
| 617 | Études et recherches | | 79 217,62 | 7 944,00 | 71 273,62 | |
| 6182 | Documentation générale et technique | | 51 175,80 | | 51 175,80 | |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | | 78 784,00 | 19 880,00 | 58 904,00 | |
| 6185 | Frais de colloques et séminaires | | 1 173,00 | | 1 173,00 | |
| 6188 | Autres frais divers | | 62 588,12 | 3 954,49 | 58 633,63 | |
| 62268 | Autres honoraires, conseils... | | 91 440,21 | 8 615,29 | 82 824,92 | |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | | 86 480,15 | 720,00 | 85 760,15 | |
| 6228 | Divers | | 87 435,39 | 14 431,87 | 73 003,52 | |
| 6231 | Annonces et insertions | | 103 341,34 | 6 108,38 | 97 232,96 | |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | | 413 103,51 | 9 980,26 | 403 123,25 | |
| 6233 | Foires et expositions | | 91 958,80 | 360,00 | 91 598,80 | |
| 6234 | Réceptions | | 16 326,69 | 535,70 | 15 790,99 | |
| 6236 | Catalogues et imprimés | | 150 809,13 | 460,80 | 150 348,33 | |
| 6238 | Divers | | 69 655,83 | 4 747,05 | 64 908,78 | |
| 6241 | Transports de biens | | 11 215,00 | | 11 215,00 | |
| 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | | 235 500,00 | | 235 500,00 | |
| 6247 | Transports collectifs du personnel | | 243 463,00 | | 243 463,00 | |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | | 35 968,15 | 524,47 | 35 443,68 | |
| 6261 | Frais d'affranchissement | | 104 529,84 | 9 140,05 | 95 389,79 | |
| 6262 | Frais de télécommunications | | 120 354,75 | 13,20 | 120 341,55 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 627 | Services bancaires et assimilés. | | 13 699,13 | 237,97 | 13 461,16 | |
| 6281 | Concours divers (cotisations...) | | 93 963,93 | 2 000,00 | 91 963,93 | |
| 6282 | Frais de gardiennage | | 97 040,44 | 10 944,00 | 86 096,44 | |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | | 51 596,77 | 1 854,00 | 49 742,77 | |
| 62876 | Au GFP de rattachement | | 376 323,56 | 30 070,13 | 346 253,43 | |
| 6288 | Autres | | 55 645,76 | 3 807,19 | 51 838,57 | |
| 63512 | Taxes foncières | | 390 248,80 | | 390 248,80 | |
| 63513 | Autres impôts locaux | | 1 420,00 | | 1 420,00 | |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | | 3 632,88 | | 3 632,88 | |
| 6358 | Autres droits | | 5 971,88 | | 5 971,88 | |
| 6378 | Autres impôts, taxes et versements assimilés | | 9 209,08 | 197,77 | 9 011,31 | |
| total chapitre 011 | Charges à caractère général | 13 583 978,47 | 15 145 186,06 | 1 568 142,16 | 13 577 043,90 | 6 934,57 |
| 6216 | Personnel affecté par le GFP de rattachement | | 1 150 205,54 | 44 222,95 | 1 105 982,59 | |
| 6218 | Autre personnel extérieur | | 38 927,58 | | 38 927,58 | |
| 6331 | Versement mobilité | | 340 214,11 | | 340 214,11 | |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | | 99 219,82 | | 99 219,82 | |
| 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale | | 240 799,13 | | 240 799,13 | |
| 6338 | Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | | 58 320,17 | | 58 320,17 | |
| 64111 | Rémunération principale | | 15 923 216,98 | | 15 923 216,98 | |
| 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | | 449 078,02 | | 449 078,02 | |
| 64118 | Autres indemnités. | | 4 664 638,96 | | 4 664 638,96 | |
| 64131 | Rémunérations | | 3 300 568,82 | | 3 300 568,82 | |
| 64132 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | | 50 207,83 | | 50 207,83 | |
| 6414 | Personnel rémunéré à la vacation | | 65 635,46 | | 65 635,46 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 64168 | Autres emplois aidés | | 38 474,86 | | 38 474,86 | |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | | 3 479 864,94 | | 3 479 864,94 | |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | | 5 760 331,69 | 7,13 | 5 760 324,56 | |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | | 16 268,86 | | 16 268,86 | |
| 6456 | Versement au F.N.C du supplément familial | | 48 268,00 | | 48 268,00 | |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux. | | 214 006,00 | | 214 006,00 | |
| 6472 | Prestations familiales directes | | 22 808,50 | | 22 808,50 | |
| 64731 | Versées directement | | 154 360,06 | | 154 360,06 | |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | | 184 675,53 | | 184 675,53 | |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | | 26 966,46 | | 26 966,46 | |
| 6488 | Autres | | 8 843,50 | | 8 843,50 | |
| total chapitre 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 36 590 000,00 | 36 335 900,82 | 44 230,08 | 36 291 670,74 | 298 329,26 |
| 7391118 | Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes | | 730,00 | | 730,00 | |
| 739116 | Prélèvements au titre de l'article 55 de la loi SRU | | 1 669 326,11 | 299 034,00 | 1 370 292,11 | |
| 73912 | Reversements sur droits d'enregistrement | | 848,40 | | 848,40 | |
| 739218 | Autres prélèvements pour reversements de fiscalité entre collectivités locales | | 152 948,00 | | 152 948,00 | |
| 7392221 | Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales | | 591 206,00 | | 591 206,00 | |
| 7398 | Reversements, restitutions et prélèvements divers | | 35 316,33 | 2 218,33 | 33 098,00 | |
| 7498 | Autres reversements sur dotations et participations | | 40 656,26 | | 40 656,26 | |
| total chapitre 014 | Atténuations de produits | 2 195 154,00 | 2 491 031,10 | 301 252,33 | 2 189 778,77 | 5 375,23 |
| total chapitre 016 | APA | | | | | |
| total chapitre 017 | RSA/Régularisations de RMI | | | | | |
| 65124 | Autres remboursements | | 1 346,13 | | 1 346,13 | |
| 65131 | Bourses | | 18 190,00 | 1 740,00 | 16 450,00 | |
| 65188 | Autres | | 2 753,69 | | 2 753,69 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 65311 | Indemnités de fonction | | 549 918,98 | | 549 918,98 | |
| 65312 | Frais de mission et de déplacement | | 2 145,68 | | 2 145,68 | |
| 65313 | Cotisations de retraite | | 18 717,72 | | 18 717,72 | |
| 65314 | Cotisations de sécurité sociale - part patronale | | 11 723,24 | | 11 723,24 | |
| 65316 | Frais de représentation du maire | | 4 817,51 | | 4 817,51 | |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | | 126 392,21 | | 126 392,21 | |
| 6542 | Créances éteintes | | 21 514,87 | | 21 514,87 | |
| 6553 | Service d'incendie | | 3 506 418,06 | | 3 506 418,06 | |
| 65568 | Autres contributions | | 35 772,67 | 12 522,76 | 23 249,91 | |
| 657341 | Communes membres du GFP | | 61 055,83 | 14 289,15 | 46 766,68 | |
| 657348 | Autres communes | | 103 305,16 | 27 783,93 | 75 521,23 | |
| 657363 | CCAS/CIAS | | 3 000 000,00 | | 3 000 000,00 | |
| 657364 | Caisse des écoles | | 61 000,00 | | 61 000,00 | |
| 65748 | Autres personnes de droit privé | | 2 286 555,05 | 4 653,76 | 2 281 901,29 | |
| 65811 | Droits d'utilisation - informatique en nuage | | 7 575,88 | | 7 575,88 | |
| 65818 | Autres | | 73 084,77 | | 73 084,77 | |
| 6584 | Amendes fiscales et pénales | | 450,00 | | 450,00 | |
| 65888 | Autres | | 48 340,78 | | 48 340,78 | |
| total chapitre 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) | 9 901 480,06 | 9 941 078,23 | 60 989,60 | 9 880 088,63 | 21 391,43 |
| total chapitre 6586 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1) | | | | | |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **62 270 612,53** | **63 913 196,21** | **1 974 614,17** | **61 938 582,04** | **332 030,49** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | | 1 939 960,16 | | 1 939 960,16 | |
| 66112 | Intérêts - rattachement des ICNE | | 472 883,14 | 526 780,10 | -53 896,96 | |
| 6615 | Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs | | 104 690,41 | 21 519,73 | 83 170,68 | |
| 6688 | Autres | | 29 290,19 | | 29 290,19 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 66 | Charges financières | 2 145 000,00 | 2 546 823,90 | 548 299,83 | 1 998 524,07 | 146 475,93 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | | 17 655,43 | | 17 655,43 | |
| total chapitre 67 | Charges spécifiques | 150 000,00 | 17 655,43 | | 17 655,43 | 132 344,57 |
| total chapitre 68 | Dotations aux provisions | | | | | |
| **Total des dépenses réelles et mixtes** | | **64 565 612,53** | **66 477 675,54** | **2 522 914,00** | **63 954 761,54** | **610 850,99** |
| *total chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | *7 919 404,87* | | | | |
| *675* | *Valeurs comptables des immobilisations cédées* | | *1 114 787,76* | | *1 114 787,76* | |
| *6761* | *Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement* | | *453 159,30* | | *453 159,30* | |
| *6811* | *Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles* | | *3 234 625,91* | *0,01* | *3 234 625,90* | |
| *68126* | *Dotations aux amortissements des frais d'émission des emprunts* | | *26 433,04* | | *26 433,04* | |
| *6815* | *Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement* | | *121 239,37* | | *121 239,37* | |
| *6817* | *Dotations aux dépréciations des actifs circulants* | | *15 290,02* | | *15 290,02* | |
| *6862* | *Dotations aux amortissements des charges financières à répartir* | | *855 125,00* | | *855 125,00* | |
| *total chapitre 042* | *Opérations d'ordre de transfert entre sections* | *6 149 506,06* | *5 820 660,40* | *0,01* | *5 820 660,39* | *328 845,67* |
| *total chapitre 043* | *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement* | | | | | |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***14 068 910,93*** | ***5 820 660,40*** | ***0,01*** | ***5 820 660,39*** | ***8 248 250,54*** |
| **Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice** | | **78 634 523,46** | **72 298 335,94** | **2 522 914,01** | **69 775 421,93** | **8 859 101,53** |
| **002 Résultat de fonctionnement reporté** | | | | | | |
| **Total des dépenses de la section de fonctionnement** | | **78 634 523,46** | **72 298 335,94** | **2 522 914,01** | **69 775 421,93** | **8 859 101,53** |

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

D2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 6091 | de matières premières (et fournitures) | | 16 935,06 | | 16 935,06 | |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | | 281 697,01 | 2 769,80 | 278 927,21 | |
| 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance. | | 47 422,24 | 0,20 | 47 422,04 | |
| total chapitre 013 | Atténuations de charges | 310 000,00 | 346 054,31 | 2 770,00 | 343 284,31 | -33 284,31 |
| total chapitre 016 | APA | | | | | |
| total chapitre 017 | RSA/Régularisations de RMI | | | | | |
| 70311 | Concession dans les cimetières (produit net) | | 105 949,00 | 6 655,00 | 99 294,00 | |
| 70321 | Droits de stationnement et de location sur la voie publique | | 90 783,64 | 846,25 | 89 937,39 | |
| 70323 | Redevance d'occupation du domaine public | | 565 118,06 | 150 839,04 | 414 279,02 | |
| 7036 | Droits de pâturage et de tourbage | | 798,60 | 220,00 | 578,60 | |
| 70383 | Redevance de stationnement | | 347 715,50 | | 347 715,50 | |
| 70384 | Forfait de post-stationnement | | 197 599,00 | 3 049,51 | 194 549,49 | |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | | 307 066,71 | 131 100,00 | 175 966,71 | |
| 704 | Travaux | | 99 898,58 | 863,00 | 99 035,58 | |
| 7062 | Redevances et droits des services à caractère culturel | | 286 205,00 | 65 707,63 | 220 497,37 | |
| 70631 | A caractère sportif | | 2 470,00 | | 2 470,00 | |
| 70632 | A caractère de loisirs | | 167 276,20 | 644,23 | 166 631,97 | |
| 7066 | Redevances et droits des services à caractère social | | 19 968,59 | 2 229,49 | 17 739,10 | |
| 706888 | Autres | | 19 722,67 | | 19 722,67 | |
| 7078 | Autres marchandises | | 513,14 | | 513,14 | |
| 70845 | aux communes membres du GFP | | 4 730,18 | | 4 730,18 | |
| 70846 | au GFP de rattachement | | 21 000,00 | 12 000,00 | 9 000,00 | |
| 70848 | aux autres organismes | | 25 764,68 | | 25 764,68 | |
| 70871 | par la collectivité de rattachement | | 243 044,26 | 80 000,00 | 163 044,26 | |
| 70876 | par le GFP de rattachement | | 10 477,80 | | 10 477,80 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

### Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

D2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 70878 | par des tiers | | 646 758,33 | 21 113,17 | 625 645,16 | |
| 7088 | Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...) | | 8 587,90 | | 8 587,90 | |
| total chapitre 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 2 637 309,32 | 3 171 447,84 | 475 267,32 | 2 696 180,52 | -58 871,20 |
| 73211 | Attribution de compensation | | 12 794 034,00 | | 12 794 034,00 | |
| 73212 | Dotation de solidarité communautaire | | 679 917,00 | | 679 917,00 | |
| 73221 | FNGIR | | 157 013,00 | | 157 013,00 | |
| total chapitre 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 631 047,00 | 13 630 964,00 | | 13 630 964,00 | 83,00 |
| 73111 | Impôts directs locaux | | 39 549 428,00 | | 39 549 428,00 | |
| 73118 | Autres contributions directes | | 128 048,00 | | 128 048,00 | |
| 73123 | Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière | | 3 713 680,83 | 2 450,00 | 3 711 230,83 | |
| 73132 | Taxe sur les pylônes électriques | | 38 820,00 | | 38 820,00 | |
| 73141 | Accise sur lélectricité | | 1 256 678,00 | | 1 256 678,00 | |
| 73154 | Droits de place | | 35 365,62 | 4 229,80 | 31 135,82 | |
| 731721 | Taxe de séjour | | 360 974,21 | 25 044,72 | 335 929,49 | |
| 731732 | Prélèvement sur les produits des jeux | | 64 405,92 | | 64 405,92 | |
| 73174 | Taxe locale sur la publicité extérieure | | 299 291,40 | 1 378,60 | 297 912,80 | |
| 7318 | Autres | | 400,00 | 240,00 | 160,00 | |
| total chapitre 731 | Fiscalité locale | 45 309 476,00 | 45 447 091,98 | 33 343,12 | 45 413 748,86 | -104 272,86 |
| 74111 | Dotation forfaitaire des communes | | 3 865 796,00 | | 3 865 796,00 | |
| 741127 | Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes | | 561 188,00 | | 561 188,00 | |
| 744 | FCTVA | | 109 526,78 | | 109 526,78 | |
| 74611 | DGD | | 375 408,00 | | 375 408,00 | |
| 74718 | Autres | | 151 343,11 | | 151 343,11 | |
| 7473 | Départements | | 34 000,00 | | 34 000,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

D2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 74741 | Communes membres du GFP | | 61 446,71 | 7 158,51 | 54 288,20 | |
| 74748 | Autres communes | | 46 590,96 | 10 131,87 | 36 459,09 | |
| 7478222 | Caisses d'allocations familiales | | 10 293,00 | 2 812,80 | 7 480,20 | |
| 747888 | Autres | | 462 283,52 | 104 373,11 | 357 910,41 | |
| 7482 | Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière | | 4 579,00 | | 4 579,00 | |
| 7484 | Dotation de recensement | | 9 542,50 | | 9 542,50 | |
| 74888 | Autres | | 1 754 150,00 | | 1 754 150,00 | |
| total chapitre 74 | Dotations et participations | 7 309 680,00 | 7 446 147,58 | 124 476,29 | 7 321 671,29 | -11 991,29 |
| 752 | Revenus des immeubles | | 958 805,60 | 141 427,37 | 817 378,23 | |
| 757368 | Autres | | 90 655,59 | | 90 655,59 | |
| 7574 | Subventions de fonctionnement des personnes, associations et autres organismes privés | | 1 300,00 | | 1 300,00 | |
| 75811 | Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | | 3 600,00 | 626,67 | 2 973,33 | |
| 75813 | Redevances versées par les fermiers et concessionnaires | | 491 953,65 | 63 658,91 | 428 294,74 | |
| 75888 | Autres | | 462 653,31 | 12 224,01 | 450 429,30 | |
| total chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | 1 871 993,68 | 2 008 968,15 | 217 936,96 | 1 791 031,19 | 80 962,49 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **71 069 506,00** | **72 050 673,86** | **853 793,69** | **71 196 880,17** | **-127 374,17** |
| 76232 | par le GFP de rattachement | | 50 485,41 | 3 840,21 | 46 645,20 | |
| 76811 | Sortie des emprunts à risques avec IRA capitalisées | | 621 979,71 | | 621 979,71 | |
| 7688 | Autres | | 24 048,34 | | 24 048,34 | |
| total chapitre 76 | Produits financiers | 688 000,00 | 696 513,46 | 3 840,21 | 692 673,25 | -4 673,25 |
| 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale | | 19 082,00 | | 19 082,00 | |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | | 1 567 947,06 | | 1 567 947,06 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

D2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 77 | Produits spécifiques | 1 667 947,06 | 1 587 029,06 | | 1 587 029,06 | 80 918,00 |
| total chapitre 78 | Reprises sur provisions | | | | | |
| **Total des recettes réelles et mixtes** | | **73 425 453,06** | **74 334 216,38** | **857 633,90** | **73 476 582,48** | **-51 129,42** |
| *722* | *Immobilisations corporelles* | | *390 781,41* | | *390 781,41* | |
| *777* | *Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat* | | *2 231,13* | | *2 231,13* | |
| *7811* | *Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles* | | *1 230,08* | | *1 230,08* | |
| *7815* | *Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant* | | *140 075,78* | | *140 075,78* | |
| *7865* | *Reprises sur provisions pour risques et charges financiers* | | *365 289,44* | | *365 289,44* | |
| *total chapitre 042* | *Opérations d'ordre de transfert entre sections* | *1 125 365,22* | *899 607,84* | | *899 607,84* | *225 757,38* |
| *total chapitre 043* | *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement* | | | | | |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***1 125 365,22*** | ***899 607,84*** | | ***899 607,84*** | ***225 757,38*** |
| **Total des recettes de fonctionnement de l'exercice** | | **74 550 818,28** | **75 233 824,22** | **857 633,90** | **74 376 190,32** | **174 627,96** |
| **002 Résultat de fonctionnement reporté** | | **4 083 705,18** | | | | |
| **Total des recettes de la section de fonctionnement** | | **78 634 523,46** | **75 233 824,22** | **857 633,90** | **74 376 190,32** | **4 258 333,14** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Note | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | amortissements, dépréciations | NET | NET |
| **ACTIF IMMOBILISÉ** | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| Subventions d'investissement versées | | 10 027 982,25 | 1 904 703,66 | 8 123 278,59 | 6 500 148,09 |
| Autres immobilisations incorporelles | | 3 804 135,52 | 2 912 507,43 | 891 628,09 | 907 522,96 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| Terrains | | 34 254 950,05 | | 34 254 950,05 | 34 653 116,81 |
| Constructions | | 186 515 871,75 | 719 547,55 | 185 796 324,20 | 183 980 718,27 |
| Réseaux et installations de voirie | | 87 213 191,23 | 1 042 068,65 | 86 171 122,58 | 86 088 917,90 |
| Réseaux divers | | 25 987 705,07 | | 25 987 705,07 | 25 855 868,17 |
| Installations techniques, agencements et matériel | | 14 923 567,60 | 8 043 188,86 | 6 880 378,74 | 7 802 595,35 |
| Immobilisations mises en concessions ou affermées | | | | | |
| Autres | | 17 663 418,64 | 10 739 423,62 | 6 923 995,02 | 7 518 607,86 |
| Immobilisations corporelles en cours | | 11 540 712,93 | | 11 540 712,93 | 2 201 543,02 |
| DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS | | 111 559 070,76 | | 111 559 070,76 | 112 747 911,84 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | 2 836 950,19 | | 2 836 950,19 | 3 074 246,96 |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)** | | **506 327 555,99** | **25 361 439,77** | **480 966 116,22** | **471 331 197,23** |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | | |
| STOCKS | | | | | |
| CRÉANCES | | | | | |
| Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne | | 3 116 400,34 | | 3 116 400,34 | 3 989 227,99 |
| Créances sur les redevables et comptes rattachés | | 1 131 366,84 | 106 920,52 | 1 024 446,32 | 1 416 902,69 |
| Avances et acomptes versés par la collectivité | | 6 705,09 | | 6 705,09 | 4 512,33 |
| Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers | | 7 796 826,34 | | 7 796 826,34 | 7 796 826,34 |
| Créances sur budgets annexes | | | | | |
| Créances sur les autres débiteurs | | 1 812 198,24 | | 1 812 198,24 | 1 736 078,55 |
| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Note | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | amortissements, dépréciations | NET | NET |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)** | | **13 863 496,85** | **106 920,52** | **13 756 576,33** | **14 943 547,90** |
| **TRÉSORERIE** | | | | | |
| VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT | | | | | |
| DISPONIBILITÉS | | 7 467 441,05 | | 7 467 441,05 | 6 092 639,44 |
| AUTRES | | | | | |
| **TOTAL TRÉSORERIE (III)** | | **7 467 441,05** | | **7 467 441,05** | **6 092 639,44** |
| COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV) | | 7 512 303,67 | | 7 512 303,67 | 8 393 618,09 |
| ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V) | | | | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)** | | **535 170 797,56** | **25 468 360,29** | **509 702 437,27** | **500 761 002,66** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| FONDS PROPRES ET PASSIF | Note | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|
| **FONDS PROPRES** | | | |
| APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ | | | |
| Dotations | | 58 975 989,27 | 58 301 604,27 |
| Fonds globalisés | | 70 390 318,29 | 68 808 513,13 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Rattachées à un actif amortissable | | 6 240,00 | 8 471,13 |
| Rattachées à un actif non amortissable | | 61 220 072,96 | 58 201 807,40 |
| NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS | | 3 601 441,38 | 3 098 585,08 |
| RÉSERVES | | 155 929 395,53 | 152 376 794,38 |
| REPORT A NOUVEAU | | 4 083 705,18 | 3 454 976,93 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | | 4 600 768,39 | 4 181 329,40 |
| DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT | | | |
| DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT | | 57 670 312,53 | 57 918 797,53 |
| **TOTAL FONDS PROPRES (I)** | | **416 478 243,53** | **406 350 879,25** |
| **PASSIF** | | | |
| **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES | | 770 227,00 | 1 154 352,85 |
| PROVISIONS POUR CHARGES | | | |
| **TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)** | | **770 227,00** | **1 154 352,85** |
| **DETTES FINANCIÈRES** | | | |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES | | | |
| EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | | 74 119 728,95 | 74 196 187,53 |
| DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS | | 2 356 848,65 | 2 622 768,15 |
| **TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)** | | **76 476 577,60** | **76 818 955,68** |
| **DETTES NON FINANCIÈRES** | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 2 037 589,70 | 2 095 284,24 |
| Dettes fiscales et sociales | | 317 924,19 | 11 630,65 |
| Avances et acomptes reçus | | | |
| Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers | | 7 842 867,78 | 7 842 918,78 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Bilan (en euros)

A

| FONDS PROPRES ET PASSIF | Note | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|
| Fonds gérés par la collectivité | | | |
| Dettes sur budgets annexes | | 108 476,93 | 67 783,93 |
| Autres dettes non financières | | 64 028,47 | 107 986,75 |
| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | | 5 597 817,37 | 6 219 797,08 |
| **TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)** | | **15 968 704,44** | **16 345 401,43** |
| **TRÉSORERIE** | | | |
| AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE | | | |
| **TOTAL TRÉSORERIE (4)** | | | |
| **TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)** | | **93 215 509,04** | **94 318 709,96** |
| COMPTES DE RÉGULARISATION (III) | | 8 684,70 | 91 413,45 |
| ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV) | | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)** | | **509 702 437,27** | **500 761 002,66** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| | Note | Exercice N | Exercice N-1 | Variation |
|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS DE FONCTIONNEMENT** | | | | |
| **PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)** | | | | |
| Dotations de l'état | | 4 911 918,78 | 5 179 188,97 | -267 270,19 |
| Participations | | 641 481,01 | 725 389,64 | -83 908,63 |
| Compensations, autres attributions et autres participations | | 1 727 615,24 | 1 706 669,00 | 20 946,24 |
| Dons et legs | | | 13 600,00 | -13 600,00 |
| Impôts et taxes | | 56 895 590,35 | 56 156 813,63 | 738 776,72 |
| **PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE** | | | | |
| Ventes de biens ou prestations de services | | 2 696 180,52 | 2 674 929,38 | 21 251,14 |
| Produits des cessions d'actifs | | 1 567 947,06 | 1 005 376,38 | 562 570,68 |
| Autres produits de gestion | | 1 810 113,19 | 2 113 159,81 | -303 046,62 |
| Production stockée et immobilisée | | 390 781,41 | 269 760,57 | 121 020,84 |
| **AUTRES PRODUITS** | | | | |
| Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges | | 141 305,86 | 790 009,80 | -648 703,94 |
| Reprises du financement rattaché à un actif | | 2 231,13 | 14 233,28 | -12 002,15 |
| Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| Neutralisation des moins-values de cession | | | 12 000,00 | -12 000,00 |
| **TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)** | | **70 785 164,55** | **70 661 130,46** | **124 034,09** |
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT** | | | | |
| Achats et charges externes | | 14 294 734,14 | 13 377 998,03 | 916 736,11 |
| Charges de personnel | | 34 081 858,09 | 33 676 272,13 | 405 585,96 |
| *Dont salaires, traitements et rémunérations diverses* | | *24 221 737,22* | *24 369 753,16* | *-148 015,94* |
| *Dont charges sociales* | | *9 860 120,87* | *9 306 518,97* | *553 601,90* |
| Indemnités des élus (et membres du CESR) | | 587 323,13 | 591 797,06 | -4 473,93 |
| Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables) | | 295 013,94 | 594 271,27 | -299 257,33 |
| Impôts et taxes | | 1 148 838,10 | 1 167 430,84 | -18 592,74 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions | | 3 397 588,33 | 3 388 331,28 | 9 257,05 |
| Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés | | 1 114 787,76 | 1 017 000,00 | 97 787,76 |
| Neutralisation des dépréciations et provisions | | | 619 744,25 | -619 744,25 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| | Note | Exercice N | Exercice N-1 | Variation |
|---|---|---|---|---|
| Neutralisation des plus-values de cession | | 453 159,30 | 376,38 | 452 782,92 |
| **TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)** | | **55 373 302,79** | **54 433 221,24** | **940 081,55** |
| **CHARGES D'INTERVENTION** | | | | |
| Dispositifs d'intervention pour compte propre | | 8 992 157,08 | 9 738 847,80 | -746 690,72 |
| *Dont ménages* | | *20 549,82* | *29 020,20* | *-8 470,38* |
| *Dont personnes morales de droit privé* | | *2 281 901,29* | *2 802 804,12* | *-520 902,83* |
| *Dont collectivités territoriales* | | *122 287,91* | *150 093,21* | *-27 805,30* |
| *Dont autres organismes publics* | | *6 567 418,06* | *6 756 930,27* | *-189 512,21* |
| *Dont établissements d'enseignement* | | | | |
| Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité | | | | |
| Autres charges | | 23 249,91 | 34 072,55 | -10 822,64 |
| **TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)** | | **9 015 406,99** | **9 772 920,35** | **-757 513,36** |
| **PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)** | | **6 396 454,77** | **6 454 988,87** | **-58 534,10** |
| **PRODUITS FINANCIERS** | | | | |
| Produits des participations et des prêts | | | | |
| Produits des valeurs mobilières de placement | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Autres produits financiers | | 692 673,25 | 694 802,72 | -2 129,47 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges | | 365 289,44 | 619 744,25 | -254 454,81 |
| **TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)** | | **1 057 962,69** | **1 314 546,97** | **-256 584,28** |
| **CHARGES FINANCIERES** | | | | |
| Charges d'intérêts | | 1 969 233,88 | 2 289 280,81 | -320 046,93 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Autres charges financières | | 29 290,19 | 265 441,30 | -236 151,11 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières | | 855 125,00 | 1 033 484,33 | -178 359,33 |
| **TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)** | | **2 853 649,07** | **3 588 206,44** | **-734 557,37** |
| **PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)** | | **-1 795 686,38** | **-2 273 659,47** | **477 973,09** |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII )** | | **4 600 768,39** | **4 181 329,40** | **419 438,99** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Annexe

C

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1021 | Dotations | | 57 543 899,70 | | 595 001,00 | | | | 58 138 900,70 | | 58 138 900,70 |
| 10222 | F.C.T.V.A. | | 48 593 905,74 | | | | 1 285 534,64 | | 49 879 440,38 | | 49 879 440,38 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | | 6 524 108,65 | | | | 296 270,52 | | 6 820 379,17 | | 6 820 379,17 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | | 13 699 961,25 | | | | | | 13 699 961,25 | | 13 699 961,25 |
| 102298 | Reprise sur autres fonds d'investissemen | 9 462,51 | | | | | | 9 462,51 | | 9 462,51 | |
| | **Sous Total compte 10229** | **9 462,51** | | | | | | **9 462,51** | | **9 462,51** | |
| | **Sous Total compte 1022** | **9 462,51** | **68 817 975,64** | | | | **1 581 805,16** | **9 462,51** | **70 399 780,80** | | **70 390 318,29** |
| 10251 | Dons et legs en capital | | 757 704,57 | | | | 79 384,00 | | 837 088,57 | | 837 088,57 |
| | **Sous Total compte 1025** | | **757 704,57** | | | | **79 384,00** | | **837 088,57** | | **837 088,57** |
| 1027 | Mise à disposition (chez le bénéficiaire | | 431 662,37 | | | | | | 431 662,37 | | 431 662,37 |
| | **Sous Total compte 102** | **9 462,51** | **127 551 242,28** | | **595 001,00** | | **1 661 189,16** | **9 462,51** | **129 807 432,44** | | **129 797 969,93** |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | | 152 376 794,38 | | | | 3 552 601,15 | | 155 929 395,53 | | 155 929 395,53 |
| | **Sous Total compte 106** | | **152 376 794,38** | | | | **3 552 601,15** | | **155 929 395,53** | | **155 929 395,53** |
| | **Sous Total compte 10** | **9 462,51** | **279 928 036,66** | | **595 001,00** | | **5 213 790,31** | **9 462,51** | **285 736 827,97** | | **285 727 365,46** |
| 110 | Report à nouveau (solde créditeur) | | 3 454 976,93 | 3 552 601,15 | 4 181 329,40 | | | 3 552 601,15 | 7 636 306,33 | | 4 083 705,18 |
| | **Sous Total compte 11** | | **3 454 976,93** | **3 552 601,15** | **4 181 329,40** | | | **3 552 601,15** | **7 636 306,33** | | **4 083 705,18** |
| 12 | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou | | 4 181 329,40 | 4 181 329,40 | | | | 4 181 329,40 | 4 181 329,40 | | |
| | **Sous Total compte 12** | | **4 181 329,40** | **4 181 329,40** | | | | **4 181 329,40** | **4 181 329,40** | | |
| 1311 | État et établissements nationaux | | 129 732,00 | 111 028,00 | | | | 111 028,00 | 129 732,00 | | 18 704,00 |
| 1318 | Autres | | 70 610,53 | 70 610,53 | | | | 70 610,53 | 70 610,53 | | |
| | **Sous Total compte 131** | | **200 342,53** | **181 638,53** | | | | **181 638,53** | **200 342,53** | | **18 704,00** |
| 1321 | État et établissements nationaux | | 8 301 679,62 | | | 100,00 | 651 215,69 | 100,00 | 8 952 895,31 | | 8 952 795,31 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1322 | Régions | | 7 151 865,59 | | | | 782 256,27 | | 7 934 121,86 | | 7 934 121,86 |
| 1323 | Départements | | 14 104 391,12 | | | | 236 471,98 | | 14 340 863,10 | | 14 340 863,10 |
| 13241 | Communes membres du GFP | | 14 918,42 | | | | | | 14 918,42 | | 14 918,42 |
| | **Sous Total compte 1324** | | **14 918,42** | | | | | | **14 918,42** | | **14 918,42** |
| 13251 | GFP de rattachement | | 135 716,17 | | | | 400 000,00 | | 535 716,17 | | 535 716,17 |
| 13258 | Autres groupements | | 14 209,58 | | | | | | 14 209,58 | | 14 209,58 |
| | **Sous Total compte 1325** | | **149 925,75** | | | | **400 000,00** | | **549 925,75** | | **549 925,75** |
| 1326 | Autres établissements publics locaux | | 4 044,78 | | | | | | 4 044,78 | | 4 044,78 |
| 13278 | Autres fonds européens | | 170 835,89 | | | | | | 170 835,89 | | 170 835,89 |
| | **Sous Total compte 1327** | | **170 835,89** | | | | | | **170 835,89** | | **170 835,89** |
| 1328 | Autres | | 12 406 233,43 | | | | 162 997,62 | | 12 569 231,05 | | 12 569 231,05 |
| | **Sous Total compte 132** | | **42 303 894,60** | | | **100,00** | **2 232 941,56** | **100,00** | **44 536 836,16** | | **44 536 736,16** |
| 1345 | Amendes de radars automatiques et amende | | 13 533 092,32 | | | | 665 424,00 | | 14 198 516,32 | | 14 198 516,32 |
| 1348 | Autres | | 1 926 443,50 | | | | 120 000,00 | | 2 046 443,50 | | 2 046 443,50 |
| | **Sous Total compte 134** | | **15 459 535,82** | | | | **785 424,00** | | **16 244 959,82** | | **16 244 959,82** |
| 1381 | État et établissements nationaux | | 83 862,21 | | | | | | 83 862,21 | | 83 862,21 |
| 1382 | Régions | | 159 868,68 | | | | | | 159 868,68 | | 159 868,68 |
| 1384 | Communes | | 118 610,25 | | | | | | 118 610,25 | | 118 610,25 |
| 1385 | Groupements de collectivités et collecti | | 76 035,84 | | | | | | 76 035,84 | | 76 035,84 |
| | **Sous Total compte 138** | | **438 376,98** | | | | | | **438 376,98** | | **438 376,98** |
| 13911 | État et établissements nationaux | 121 322,00 | | | 111 028,00 | 2 170,00 | | 123 492,00 | 111 028,00 | 12 464,00 | |
| 13918 | Autres | 70 549,40 | | | 70 610,53 | 61,13 | | 70 610,53 | 70 610,53 | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 1391** | **191 871,40** | | | **181 638,53** | **2 231,13** | | **194 102,53** | **181 638,53** | **12 464,00** | |
| | **Sous Total compte 139** | **191 871,40** | | | **181 638,53** | **2 231,13** | | **194 102,53** | **181 638,53** | **12 464,00** | |
| | **Sous Total compte 13** | **191 871,40** | **58 402 149,93** | **181 638,53** | **181 638,53** | **2 331,13** | **3 018 365,56** | **375 841,06** | **61 602 154,02** | | **61 226 312,96** |
| 15182 | Autres provisions pour risques (budgétai | | 356 249,27 | | | 140 075,78 | 121 239,37 | 140 075,78 | 477 488,64 | | 337 412,86 |
| | **Sous Total compte 1518** | | **356 249,27** | | | **140 075,78** | **121 239,37** | **140 075,78** | **477 488,64** | | **337 412,86** |
| | **Sous Total compte 151** | | **356 249,27** | | | **140 075,78** | **121 239,37** | **140 075,78** | **477 488,64** | | **337 412,86** |
| 1522 | Provisions pour risques et charges sur e | | 798 103,58 | | | 365 289,44 | | 365 289,44 | 798 103,58 | | 432 814,14 |
| | **Sous Total compte 152** | | **798 103,58** | | | **365 289,44** | | **365 289,44** | **798 103,58** | | **432 814,14** |
| | **Sous Total compte 15** | | **1 154 352,85** | | | **505 365,22** | **121 239,37** | **505 365,22** | **1 275 592,22** | | **770 227,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | | 72 836 074,10 | | | 8 439 228,29 | 8 500 000,00 | 8 439 228,29 | 81 336 074,10 | | 72 896 845,81 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | | 833 333,33 | | | 83 333,33 | | 83 333,33 | 833 333,33 | | 750 000,00 |
| | **Sous Total compte 1644** | | **833 333,33** | | | **83 333,33** | | **83 333,33** | **833 333,33** | | **750 000,00** |
| | **Sous Total compte 164** | | **73 669 407,43** | | | **8 522 561,62** | **8 500 000,00** | **8 522 561,62** | **82 169 407,43** | | **73 646 845,81** |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | | 16 492,72 | | | 1 168,00 | 742,00 | 1 168,00 | 17 234,72 | | 16 066,72 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | | 2 606 275,43 | | | 265 493,50 | | 265 493,50 | 2 606 275,43 | | 2 340 781,93 |
| | **Sous Total compte 167** | | **2 606 275,43** | | | **265 493,50** | | **265 493,50** | **2 606 275,43** | | **2 340 781,93** |
| 16884 | Intérêts courus sur emprunts auprès des | | 526 780,10 | 526 780,10 | 472 883,14 | | | 526 780,10 | 999 663,24 | | 472 883,14 |
| | **Sous Total compte 1688** | | **526 780,10** | **526 780,10** | **472 883,14** | | | **526 780,10** | **999 663,24** | | **472 883,14** |
| | **Sous Total compte 168** | | **526 780,10** | **526 780,10** | **472 883,14** | | | **526 780,10** | **999 663,24** | | **472 883,14** |
| | **Sous Total compte 16** | | **76 818 955,68** | **526 780,10** | **472 883,14** | **8 789 223,12** | **8 500 742,00** | **9 316 003,22** | **85 792 580,82** | | **76 476 577,60** |
| 192 | Plus ou moins-values sur cessions d'immo | | 4 022 366,81 | | | | 453 159,30 | | 4 475 526,11 | | 4 475 526,11 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 193 | Autres neutralisations et régularisation | 923 781,73 | | | 49 697,00 | | | 923 781,73 | 49 697,00 | 874 084,73 | |
| | **Sous Total compte 19** | **923 781,73** | **4 022 366,81** | | **49 697,00** | | **453 159,30** | **923 781,73** | **4 525 223,11** | | **3 601 441,38** |
| | **Total classe 1** | **1 125 115,64** | **427 962 168,26** | **8 442 349,18** | **5 480 549,07** | **9 296 919,47** | **17 307 296,54** | **18 864 384,29** | **450 750 013,87** | **896 011,24** | **432 781 640,82** |
| 202 | Frais d'études, d'élaboration, de modifi | 938 726,50 | | | | 27 797,88 | | 966 524,38 | | 966 524,38 | |
| 2031 | Frais d'études | 490 056,53 | | | 9 952,00 | 359 416,10 | 263 547,29 | 849 472,63 | 273 499,29 | 575 973,34 | |
| 2032 | Frais de recherche et de développement | 4 896,00 | | | | | | 4 896,00 | | 4 896,00 | |
| 2033 | Frais d'insertion | 13 107,42 | | | | 15 178,88 | 21 041,39 | 28 286,30 | 21 041,39 | 7 244,91 | |
| | **Sous Total compte 203** | **508 059,95** | | | **9 952,00** | **374 594,98** | **284 588,68** | **882 654,93** | **294 540,68** | **588 114,25** | |
| 204132 | Bâtiments et installations | 805 080,00 | | | | | | 805 080,00 | | 805 080,00 | |
| | **Sous Total compte 20413** | **805 080,00** | | | | | | **805 080,00** | | **805 080,00** | |
| 2041512 | Bâtiments et installations | 168 064,00 | | | | | | 168 064,00 | | 168 064,00 | |
| | **Sous Total compte 204151** | **168 064,00** | | | | | | **168 064,00** | | **168 064,00** | |
| 20415342 | Bâtiments et installations | 70 000,00 | | | | | | 70 000,00 | | 70 000,00 | |
| | **Sous Total compte 2041534** | **70 000,00** | | | | | | **70 000,00** | | **70 000,00** | |
| | **Sous Total compte 204153** | **70 000,00** | | | | | | **70 000,00** | | **70 000,00** | |
| | **Sous Total compte 20415** | **238 064,00** | | | | | | **238 064,00** | | **238 064,00** | |
| | **Sous Total compte 2041** | **1 043 144,00** | | | | | | **1 043 144,00** | | **1 043 144,00** | |
| 20422 | Bâtiments et installations | 5 773 114,86 | | | 241 565,75 | 2 152 581,59 | | 7 925 696,45 | 241 565,75 | 7 684 130,70 | |
| | **Sous Total compte 2042** | **5 773 114,86** | | | **241 565,75** | **2 152 581,59** | | **7 925 696,45** | **241 565,75** | **7 684 130,70** | |
| 204411 | Biens mobiliers, matériel et études | | | | | 31 990,81 | | 31 990,81 | | 31 990,81 | |
| 204412 | Bâtiments et installations | 414 905,39 | | | | 5 300,12 | | 420 205,51 | | 420 205,51 | |
| | **Sous Total compte 20441** | **414 905,39** | | | | **37 290,93** | | **452 196,32** | | **452 196,32** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 204421 | Biens mobiliers, matériel et études | | | | | 7 912,73 | | 7 912,73 | | 7 912,73 | |
| 204422 | Bâtiments et installations | 840 598,50 | | | | | | 840 598,50 | | 840 598,50 | |
| | **Sous Total compte 20442** | **840 598,50** | | | | **7 912,73** | | **848 511,23** | | **848 511,23** | |
| | **Sous Total compte 2044** | **1 255 503,89** | | | | **45 203,66** | | **1 300 707,55** | | **1 300 707,55** | |
| | **Sous Total compte 204** | **8 071 762,75** | | | **241 565,75** | **2 197 785,25** | | **10 269 548,00** | **241 565,75** | **10 027 982,25** | |
| 2051 | Concessions et droits similaires | 1 888 612,58 | | | 450,00 | 78 529,32 | | 1 967 141,90 | 450,00 | 1 966 691,90 | |
| | **Sous Total compte 205** | **1 888 612,58** | | | **450,00** | **78 529,32** | | **1 967 141,90** | **450,00** | **1 966 691,90** | |
| 2088 | Autres immobilisations incorporelles | 282 804,99 | | | | | | 282 804,99 | | 282 804,99 | |
| | **Sous Total compte 208** | **282 804,99** | | | | | | **282 804,99** | | **282 804,99** | |
| | **Sous Total compte 20** | **11 689 966,77** | | | **251 967,75** | **2 678 707,43** | **284 588,68** | **14 368 674,20** | **536 556,43** | **13 832 117,77** | |
| 2111 | Terrains nus | 1 468 946,94 | | 441 001,00 | | 12 067,73 | 440 999,00 | 1 922 015,67 | 440 999,00 | 1 481 016,67 | |
| 2112 | Terrains de voirie | 1 767 281,27 | | | | 180,00 | 39 493,74 | 1 767 461,27 | 39 493,74 | 1 727 967,53 | |
| 2113 | Terrains aménagés autres que voirie | 11 178 012,28 | | | | | 1,00 | 11 178 012,28 | 1,00 | 11 178 011,28 | |
| 2115 | Terrains bâtis | 3 740 570,02 | | | | | 1,00 | 3 740 570,02 | 1,00 | 3 740 569,02 | |
| 2116 | Cimetière | 2 115 775,35 | | | | | | 2 115 775,35 | | 2 115 775,35 | |
| 2117 | Bois et forêts | 324 980,04 | | | | | | 324 980,04 | | 324 980,04 | |
| 2118 | Autres terrains | 551 319,25 | | | 375 000,00 | 375 000,00 | 375 000,00 | 926 319,25 | 750 000,00 | 176 319,25 | |
| | **Sous Total compte 211** | **21 146 885,15** | | **441 001,00** | **375 000,00** | **387 247,73** | **855 494,74** | **21 975 133,88** | **1 230 494,74** | **20 744 639,14** | |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 3 000,00 | | | 3 000,00 | | | 3 000,00 | 3 000,00 | | |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 13 503 231,66 | | 7 079,25 | | | | 13 510 310,91 | | 13 510 310,91 | |
| | **Sous Total compte 212** | **13 506 231,66** | | **7 079,25** | **3 000,00** | | | **13 513 310,91** | **3 000,00** | **13 510 310,91** | |
| 21311 | Bâtiments administratifs | 6 812 068,03 | | 301 737,01 | | | | 7 113 805,04 | | 7 113 805,04 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 45 361 304,92 | | 9 106,08 | | | | 45 370 411,00 | | 45 370 411,00 | |
| 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | 1 034 532,86 | | 160 334,04 | | | | 1 194 866,90 | | 1 194 866,90 | |
| 21316 | Équipements du cimetière | 1 325 990,19 | | 5 455,20 | | | | 1 331 445,39 | | 1 331 445,39 | |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 101 540 328,93 | | 821 448,44 | | 179 336,19 | 170 363,02 | 102 541 113,56 | 170 363,02 | 102 370 750,54 | |
| | **Sous Total compte 2131** | **156 074 224,93** | | **1 298 080,77** | | **179 336,19** | **170 363,02** | **157 551 641,89** | **170 363,02** | **157 381 278,87** | |
| 21321 | Immeubles de rapport | 17 946 000,09 | | 6 504,24 | | | | 17 952 504,33 | | 17 952 504,33 | |
| 21328 | Autres bâtiments privés | | | 89 000,00 | | | 89 000,00 | 89 000,00 | 89 000,00 | | |
| | **Sous Total compte 2132** | **17 946 000,09** | | **95 504,24** | | | **89 000,00** | **18 041 504,33** | **89 000,00** | **17 952 504,33** | |
| 21351 | Bâtiments publics | 1 858 032,44 | | | 1 192,98 | | | 1 858 032,44 | 1 192,98 | 1 856 839,46 | |
| | **Sous Total compte 2135** | **1 858 032,44** | | | **1 192,98** | | | **1 858 032,44** | **1 192,98** | **1 856 839,46** | |
| 2138 | Autres constructions | 8 612 521,25 | | 656 567,00 | | 8 739,48 | 11 341,24 | 9 277 827,73 | 11 341,24 | 9 266 486,49 | |
| | **Sous Total compte 213** | **184 490 778,71** | | **2 050 152,01** | **1 192,98** | **188 075,67** | **270 704,26** | **186 729 006,39** | **271 897,24** | **186 457 109,15** | |
| 2141 | Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen | 21 845,00 | | | | | | 21 845,00 | | 21 845,00 | |
| 2145 | Constructions sur sol d'autrui - Install | 1 896,00 | | | | | | 1 896,00 | | 1 896,00 | |
| 2148 | Constructions sur sol d'autrui - Autres | 35 021,60 | | | | | | 35 021,60 | | 35 021,60 | |
| | **Sous Total compte 214** | **58 762,60** | | | | | | **58 762,60** | | **58 762,60** | |
| 2151 | Réseaux de voirie | 75 602 489,02 | | 185 147,07 | | | | 75 787 636,09 | | 75 787 636,09 | |
| 2152 | Installations de voirie | 11 329 414,41 | | | 14 282,13 | 110 422,86 | | 11 439 837,27 | 14 282,13 | 11 425 555,14 | |
| 21533 | Réseaux câblés | 989 412,60 | | | | | | 989 412,60 | | 989 412,60 | |
| 21534 | Réseaux d'électrification | 13 668 007,28 | | 131 836,90 | | | | 13 799 844,18 | | 13 799 844,18 | |
| 21536 | Réseaux d'alerte | 10 881,81 | | | | | | 10 881,81 | | 10 881,81 | |
| 21538 | Autres réseaux | 11 187 566,48 | | | | | | 11 187 566,48 | | 11 187 566,48 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III
D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 2153** | **25 855 868,17** | | **131 836,90** | | | | **25 987 705,07** | | **25 987 705,07** | |
| 21561 | Matériel roulant | | | | | 29 736,00 | | 29 736,00 | | 29 736,00 | |
| 21568 | Autre matériel et outillage d'incendie e | 512 443,74 | | | 10 180,17 | 40 296,16 | | 552 739,90 | 10 180,17 | 542 559,73 | |
| | **Sous Total compte 2156** | **512 443,74** | | | **10 180,17** | **70 032,16** | | **582 475,90** | **10 180,17** | **572 295,73** | |
| 215731 | Matériel roulant | 821 118,74 | | | 67 583,49 | | | 821 118,74 | 67 583,49 | 753 535,25 | |
| 215738 | Autre matériel et outillage de voirie | 4 401 036,03 | | | | 15 743,14 | | 4 416 779,17 | | 4 416 779,17 | |
| | **Sous Total compte 21573** | **5 222 154,77** | | | **67 583,49** | **15 743,14** | | **5 237 897,91** | **67 583,49** | **5 170 314,42** | |
| 21578 | Autre matériel technique | 104 789,06 | | | | 12 098,48 | | 116 887,54 | | 116 887,54 | |
| | **Sous Total compte 2157** | **5 326 943,83** | | | **67 583,49** | **27 841,62** | | **5 354 785,45** | **67 583,49** | **5 287 201,96** | |
| 2158 | Autres installations, matériel et outill | 8 990 978,38 | | 45 882,39 | 19 214,38 | 46 423,52 | | 9 083 284,29 | 19 214,38 | 9 064 069,91 | |
| | **Sous Total compte 215** | **127 618 137,55** | | **362 866,36** | **111 260,17** | **254 720,16** | | **128 235 724,07** | **111 260,17** | **128 124 463,90** | |
| 21611 | Biens sous-jacents | 81 405,90 | | | | 1 550,00 | | 82 955,90 | | 82 955,90 | |
| | **Sous Total compte 2161** | **81 405,90** | | | | **1 550,00** | | **82 955,90** | | **82 955,90** | |
| 21621 | Biens sous-jacents | 2 939 414,93 | | 6 330,00 | | 2 033,50 | | 2 947 778,43 | | 2 947 778,43 | |
| | **Sous Total compte 2162** | **2 939 414,93** | | **6 330,00** | | **2 033,50** | | **2 947 778,43** | | **2 947 778,43** | |
| | **Sous Total compte 216** | **3 020 820,83** | | **6 330,00** | | **3 583,50** | | **3 030 734,33** | | **3 030 734,33** | |
| 2181 | Installations générales, agencements et | 688 679,84 | | | 147,60 | 1 870,00 | | 690 549,84 | 147,60 | 690 402,24 | |
| 21828 | Autres matériels de transport | 2 883 460,34 | | | 184 872,23 | 101 811,44 | 42 303,54 | 2 985 271,78 | 227 175,77 | 2 758 096,01 | |
| | **Sous Total compte 2182** | **2 883 460,34** | | | **184 872,23** | **101 811,44** | **42 303,54** | **2 985 271,78** | **227 175,77** | **2 758 096,01** | |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | 2 136,00 | | | | 4 312,80 | | 6 448,80 | | 6 448,80 | |
| 21838 | Autre matériel informatique | 2 404 466,95 | | | 3 072,78 | 45 489,10 | | 2 449 956,05 | 3 072,78 | 2 446 883,27 | |
| | **Sous Total compte 2183** | **2 406 602,95** | | | **3 072,78** | **49 801,90** | | **2 456 404,85** | **3 072,78** | **2 453 332,07** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | 52 988,89 | | | | 51 513,30 | | 104 502,19 | | 104 502,19 | |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 3 620 129,87 | | | 10 700,52 | 44 473,61 | | 3 664 603,48 | 10 700,52 | 3 653 902,96 | |
| | **Sous Total compte 2184** | **3 673 118,76** | | | **10 700,52** | **95 986,91** | | **3 769 105,67** | **10 700,52** | **3 758 405,15** | |
| 2185 | Matériel de téléphonie | 1 286,74 | | | | 949,00 | | 2 235,74 | | 2 235,74 | |
| 2188 | Autres | 4 836 636,92 | | | 22 615,43 | 156 641,61 | 450,00 | 4 993 278,53 | 23 065,43 | 4 970 213,10 | |
| | **Sous Total compte 218** | **14 489 785,55** | | | **221 408,56** | **407 060,86** | **42 753,54** | **14 896 846,41** | **264 162,10** | **14 632 684,31** | |
| | **Sous Total compte 21** | **364 331 402,05** | | **2 867 428,62** | **711 861,71** | **1 240 687,92** | **1 168 952,54** | **368 439 518,59** | **1 880 814,25** | **366 558 704,34** | |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 4 079,25 | | | 4 079,25 | 6 692,60 | | 10 771,85 | 4 079,25 | 6 692,60 | |
| 2313 | Constructions | 1 647 318,41 | | | 707 310,93 | 5 663 482,42 | | 7 310 800,83 | 707 310,93 | 6 603 489,90 | |
| 2315 | Installations, matériel et outillage tec | 478 140,12 | | | 362 866,36 | 4 711 820,79 | 85 197,60 | 5 189 960,91 | 448 063,96 | 4 741 896,95 | |
| 2316 | Restauration des biens historiques et cu | 6 330,00 | | | 6 330,00 | 79 146,12 | | 85 476,12 | 6 330,00 | 79 146,12 | |
| 2318 | Autres immobilisations corporelles | | | | | 79 203,01 | | 79 203,01 | | 79 203,01 | |
| | **Sous Total compte 231** | **2 135 867,78** | | | **1 080 586,54** | **10 540 344,94** | **85 197,60** | **12 676 212,72** | **1 165 784,14** | **11 510 428,58** | |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobili | 65 675,24 | | | | 43 381,85 | 78 772,74 | 109 057,09 | 78 772,74 | 30 284,35 | |
| | **Sous Total compte 23** | **2 201 543,02** | | | **1 080 586,54** | **10 583 726,79** | **163 970,34** | **12 785 269,81** | **1 244 556,88** | **11 540 712,93** | |
| 2423 | d'établissements publics de coopération | 100 792 432,56 | | | 1 188 841,08 | | | 100 792 432,56 | 1 188 841,08 | 99 603 591,48 | |
| 2424 | des services départementaux d'incendie e | 207 762,94 | | | | | | 207 762,94 | | 207 762,94 | |
| | **Sous Total compte 242** | **101 000 195,50** | | | **1 188 841,08** | | | **101 000 195,50** | **1 188 841,08** | **99 811 354,42** | |
| 243 | Mises en affectation à une régie dotée d | 11 316 053,97 | | | | | | 11 316 053,97 | | 11 316 053,97 | |
| 248 | Autres mises en affectation | 431 662,37 | | | | | | 431 662,37 | | 431 662,37 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2492 | Mises à disposition dans le cadre du tra | | 51 163 609,88 | 248 485,00 | | | | 248 485,00 | 51 163 609,88 | | 50 915 124,88 |
| 2493 | Mises en affectation à une régie dotée d | | 6 323 525,28 | | | | | | 6 323 525,28 | | 6 323 525,28 |
| | **Sous Total compte 249** | | **57 487 135,16** | **248 485,00** | | | | **248 485,00** | **57 487 135,16** | | **57 238 650,16** |
| | **Sous Total compte 24** | **112 747 911,84** | **57 487 135,16** | **248 485,00** | **1 188 841,08** | | | **112 996 396,84** | **58 675 976,24** | **54 320 420,60** | |
| 261 | Titres de participation | 224 328,73 | | | | | | 224 328,73 | | 224 328,73 | |
| 266 | Autres formes de participation | 688 996,00 | | | | 14 800,00 | | 703 796,00 | | 703 796,00 | |
| | **Sous Total compte 26** | **913 324,73** | | | | **14 800,00** | | **928 124,73** | | **928 124,73** | |
| 271 | Titres immobilisés (droits de propriété) | 2 797,13 | | | | | | 2 797,13 | | 2 797,13 | |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 56 197,09 | | | | | | 56 197,09 | | 56 197,09 | |
| 276351 | GFP de rattachement | 2 088 474,73 | | | 198 788,00 | | 253 308,77 | 2 088 474,73 | 452 096,77 | 1 636 377,96 | |
| | **Sous Total compte 27635** | **2 088 474,73** | | | **198 788,00** | | **253 308,77** | **2 088 474,73** | **452 096,77** | **1 636 377,96** | |
| | **Sous Total compte 2763** | **2 088 474,73** | | | **198 788,00** | | **253 308,77** | **2 088 474,73** | **452 096,77** | **1 636 377,96** | |
| 2764 | Créances sur des particuliers et autres | 13 453,28 | | 375 000,00 | | 200 000,00 | 375 000,00 | 588 453,28 | 375 000,00 | 213 453,28 | |
| | **Sous Total compte 276** | **2 101 928,01** | | **375 000,00** | **198 788,00** | **200 000,00** | **628 308,77** | **2 676 928,01** | **827 096,77** | **1 849 831,24** | |
| | **Sous Total compte 27** | **2 160 922,23** | | **375 000,00** | **198 788,00** | **200 000,00** | **628 308,77** | **2 735 922,23** | **827 096,77** | **1 908 825,46** | |
| 2802 | Frais d'études, d'élaboration, de modifi | | 908 684,38 | | | | 9 485,00 | | 918 169,38 | | 918 169,38 |
| 28031 | Frais d'études | | 126 173,00 | 9 952,00 | | | 58 845,00 | 9 952,00 | 185 018,00 | | 175 066,00 |
| 28032 | Frais de recherche et de développement | | 554,00 | | | | 979,00 | | 1 533,00 | | 1 533,00 |
| 28033 | Frais d'insertion | | 780,00 | | | | 382,00 | | 1 162,00 | | 1 162,00 |
| | **Sous Total compte 2803** | | **127 507,00** | **9 952,00** | | | **60 206,00** | **9 952,00** | **187 713,00** | | **177 761,00** |
| 2804132 | Bâtiments et installations | | 563 556,00 | | | | 53 672,00 | | 617 228,00 | | 617 228,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 280413** | | **563 556,00** | | | | **53 672,00** | | **617 228,00** | | **617 228,00** |
| 28041512 | Bâtiments et installations | | 33 612,00 | | | | 11 204,00 | | 44 816,00 | | 44 816,00 |
| | **Sous Total compte 2804151** | | **33 612,00** | | | | **11 204,00** | | **44 816,00** | | **44 816,00** |
| 280415342 | Bâtiments et installations | | 51 330,02 | | | | 4 666,00 | | 55 996,02 | | 55 996,02 |
| | **Sous Total compte 28041534** | | **51 330,02** | | | | **4 666,00** | | **55 996,02** | | **55 996,02** |
| | **Sous Total compte 2804153** | | **51 330,02** | | | | **4 666,00** | | **55 996,02** | | **55 996,02** |
| | **Sous Total compte 280415** | | **84 942,02** | | | | **15 870,00** | | **100 812,02** | | **100 812,02** |
| | **Sous Total compte 28041** | | **648 498,02** | | | | **69 542,00** | | **718 040,02** | | **718 040,02** |
| 280422 | Bâtiments et installations | | 810 520,00 | 241 565,75 | | | 477 046,75 | 241 565,75 | 1 287 566,75 | | 1 046 001,00 |
| | **Sous Total compte 28042** | | **810 520,00** | **241 565,75** | | | **477 046,75** | **241 565,75** | **1 287 566,75** | | **1 046 001,00** |
| 2804412 | Bâtiments et installations | | 596,64 | | | | 66,00 | | 662,64 | | 662,64 |
| | **Sous Total compte 280441** | | **596,64** | | | | **66,00** | | **662,64** | | **662,64** |
| 2804422 | Bâtiments et installations | | 112 000,00 | | | | 28 000,00 | | 140 000,00 | | 140 000,00 |
| | **Sous Total compte 280442** | | **112 000,00** | | | | **28 000,00** | | **140 000,00** | | **140 000,00** |
| | **Sous Total compte 28044** | | **112 596,64** | | | | **28 066,00** | | **140 662,64** | | **140 662,64** |
| | **Sous Total compte 2804** | | **1 571 614,66** | **241 565,75** | | | **574 654,75** | **241 565,75** | **2 146 269,41** | | **1 904 703,66** |
| 2805 | Concessions, brevets, licences, droits e | | 1 649 421,28 | 450,00 | | | 136 536,37 | 450,00 | 1 785 957,65 | | 1 785 507,65 |
| 28088 | Autres immobilisations incorporelles | | 25 068,40 | | | | 6 001,00 | | 31 069,40 | | 31 069,40 |
| | **Sous Total compte 2808** | | **25 068,40** | | | | **6 001,00** | | **31 069,40** | | **31 069,40** |
| | **Sous Total compte 280** | | **4 282 295,72** | **251 967,75** | | | **786 883,12** | **251 967,75** | **5 069 178,84** | | **4 817 211,09** |
| 281321 | Immeubles de rapport | | 56 830,08 | | | | 18 763,64 | | 75 593,72 | | 75 593,72 |
| | **Sous Total compte 28132** | | **56 830,08** | | | | **18 763,64** | | **75 593,72** | | **75 593,72** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 281351 | Bâtiments publics | | 511 992,96 | 1 192,98 | | | 133 153,85 | 1 192,98 | 645 146,81 | | 643 953,83 |
| | **Sous Total compte 28135** | | **511 992,96** | **1 192,98** | | | **133 153,85** | **1 192,98** | **645 146,81** | | **643 953,83** |
| | **Sous Total compte 2813** | | **568 823,04** | **1 192,98** | | | **151 917,49** | **1 192,98** | **720 740,53** | | **719 547,55** |
| 28152 | Installations de voirie | | 842 985,53 | 14 282,13 | | | 213 365,25 | 14 282,13 | 1 056 350,78 | | 1 042 068,65 |
| 281561 | Matériel roulant | | | | | | 2 921,00 | | 2 921,00 | | 2 921,00 |
| 281568 | Autre matériel et outillage d'incendie e | | 128 065,62 | 10 180,17 | | | 55 219,37 | 10 180,17 | 183 284,99 | | 173 104,82 |
| | **Sous Total compte 28156** | | **128 065,62** | **10 180,17** | | | **58 140,37** | **10 180,17** | **186 205,99** | | **176 025,82** |
| 2815731 | Matériel roulant | | 361 693,69 | 67 583,49 | | | 31 386,00 | 67 583,49 | 393 079,69 | | 325 496,20 |
| 2815738 | Autre matériel et outillage de voirie | | 3 417 088,54 | | | | 194 387,96 | | 3 611 476,50 | | 3 611 476,50 |
| | **Sous Total compte 281573** | | **3 778 782,23** | **67 583,49** | | | **225 773,96** | **67 583,49** | **4 004 556,19** | | **3 936 972,70** |
| 281578 | Autre matériel technique | | 419,00 | | | | 2 169,00 | | 2 588,00 | | 2 588,00 |
| | **Sous Total compte 28157** | | **3 779 201,23** | **67 583,49** | | | **227 942,96** | **67 583,49** | **4 007 144,19** | | **3 939 560,70** |
| 28158 | Autres installations, matériel et outill | | 3 120 503,75 | 19 214,38 | | | 826 312,97 | 19 214,38 | 3 946 816,72 | | 3 927 602,34 |
| | **Sous Total compte 2815** | | **7 870 756,13** | **111 260,17** | | | **1 325 761,55** | **111 260,17** | **9 196 517,68** | | **9 085 257,51** |
| 28181 | Installations générales, agencements et | | 80 018,60 | 147,60 | | | 86 040,50 | 147,60 | 166 059,10 | | 165 911,50 |
| 281828 | Autres matériels de transport | | 1 879 523,96 | 184 872,23 | | 1 230,08 | 224 720,29 | 186 102,31 | 2 104 244,25 | | 1 918 141,94 |
| | **Sous Total compte 28182** | | **1 879 523,96** | **184 872,23** | | **1 230,08** | **224 720,29** | **186 102,31** | **2 104 244,25** | | **1 918 141,94** |
| 281831 | Matériel informatique scolaire | | 274,00 | | | | 597,00 | | 871,00 | | 871,00 |
| 281838 | Autre matériel informatique | | 1 755 664,49 | 3 072,78 | | | 246 193,02 | 3 072,78 | 2 001 857,51 | | 1 998 784,73 |
| | **Sous Total compte 28183** | | **1 755 938,49** | **3 072,78** | | | **246 790,02** | **3 072,78** | **2 002 728,51** | | **1 999 655,73** |
| 281841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | | 2 654,00 | | | 0,03 | 17 960,44 | 0,03 | 20 614,44 | | 20 614,41 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 281848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | | 2 450 229,27 | 10 700,52 | | | 189 595,16 | 10 700,52 | 2 639 824,43 | | 2 629 123,91 |
| | **Sous Total compte 28184** | | **2 452 883,27** | **10 700,52** | | **0,03** | **207 555,60** | **10 700,55** | **2 660 438,87** | | **2 649 738,32** |
| 28185 | Matériel de téléphonie | | 146,00 | | | | 289,00 | | 435,00 | | 435,00 |
| 28188 | Autres | | 3 823 488,20 | 22 615,43 | | | 204 668,36 | 22 615,43 | 4 028 156,56 | | 4 005 541,13 |
| | **Sous Total compte 2818** | | **9 991 998,52** | **221 408,56** | | **1 230,11** | **970 063,77** | **222 638,67** | **10 962 062,29** | | **10 739 423,62** |
| | **Sous Total compte 281** | | **18 431 577,69** | **333 861,71** | | **1 230,11** | **2 447 742,81** | **335 091,82** | **20 879 320,50** | | **20 544 228,68** |
| | **Sous Total compte 28** | | **22 713 873,41** | **585 829,46** | | **1 230,11** | **3 234 625,93** | **587 059,57** | **25 948 499,34** | | **25 361 439,77** |
| | **Total classe 2** | **494 045 070,64** | **80 201 008,57** | **4 076 743,08** | **3 432 045,08** | **14 719 152,25** | **5 480 446,26** | **512 840 965,97** | **89 113 499,91** | **506 327 555,99** | **82 600 089,93** |
| 4011 | Fournisseurs | | 353 766,02 | 12 949 882,67 | 13 140 457,75 | | | 12 949 882,67 | 13 494 223,77 | | 544 341,10 |
| 40171 | Fournisseurs - Retenues de garantie | | | | 336,31 | | | | 336,31 | | 336,31 |
| | **Sous Total compte 4017** | | | | **336,31** | | | | **336,31** | | **336,31** |
| | **Sous Total compte 401** | | **353 766,02** | **12 949 882,67** | **13 140 794,06** | | | **12 949 882,67** | **13 494 560,08** | | **544 677,41** |
| 4021 | Bénéficiaires de l'aide sociale | | | 1 346,13 | 1 346,13 | | | 1 346,13 | 1 346,13 | | |
| | **Sous Total compte 402** | | | **1 346,13** | **1 346,13** | | | **1 346,13** | **1 346,13** | | |
| 4041 | Fournisseurs d'immobilisations | | 429,70 | 11 785 753,88 | 11 790 346,28 | | | 11 785 753,88 | 11 790 775,98 | | 5 022,10 |
| 40471 | Fournisseurs d'immobilisations - Retenue | | 53 348,35 | 12 599,34 | 76 280,10 | | | 12 599,34 | 129 628,45 | | 117 029,11 |
| 40473 | Fournisseurs d'immobilisations - Pénalit | | 200,00 | | 1 500,00 | | | | 1 700,00 | | 1 700,00 |
| | **Sous Total compte 4047** | | **53 548,35** | **12 599,34** | **77 780,10** | | | **12 599,34** | **131 328,45** | | **118 729,11** |
| | **Sous Total compte 404** | | **53 978,05** | **11 798 353,22** | **11 868 126,38** | | | **11 798 353,22** | **11 922 104,43** | | **123 751,21** |
| 408 | Fournisseurs - Factures non parvenues | | 1 687 540,17 | 1 687 540,17 | 1 369 161,08 | | | 1 687 540,17 | 3 056 701,25 | | 1 369 161,08 |
| 4091 | Fournisseurs - Avances versées sur comma | 4 512,33 | | 22 851,76 | 20 659,00 | | | 27 364,09 | 20 659,00 | 6 705,09 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 40971 | Fournisseurs - Avoirs - Amiable | 5 304,70 | | 6 069,21 | 11 373,91 | | | 11 373,91 | 11 373,91 | | |
| 40976 | Fournisseurs - Avoirs - Contentieux | 1 006,44 | | | 1 006,44 | | | 1 006,44 | 1 006,44 | | |
| | **Sous Total compte 4097** | **6 311,14** | | **6 069,21** | **12 380,35** | | | **12 380,35** | **12 380,35** | | |
| | **Sous Total compte 409** | **10 823,47** | | **28 920,97** | **33 039,35** | | | **39 744,44** | **33 039,35** | **6 705,09** | |
| | **Sous Total compte 40** | **10 823,47** | **2 095 284,24** | **26 466 043,16** | **26 412 467,00** | | | **26 476 866,63** | **28 507 751,24** | | **2 030 884,61** |
| 411 | Redevables | 305 296,25 | | 1 483 131,25 | 1 155 055,06 | | | 1 788 427,50 | 1 155 055,06 | 633 372,44 | |
| 414 | Locataires-acquéreurs et locataires | 124 044,60 | | 751 074,04 | 722 983,73 | | | 875 118,64 | 722 983,73 | 152 134,91 | |
| 4161 | Créances douteuses | 347 780,27 | | 59 249,58 | 93 121,69 | | | 407 029,85 | 93 121,69 | 313 908,16 | |
| | **Sous Total compte 416** | **347 780,27** | | **59 249,58** | **93 121,69** | | | **407 029,85** | **93 121,69** | **313 908,16** | |
| 4181 | Redevables - Produits non encore facturé | 731 412,07 | | 31 951,33 | 731 412,07 | | | 763 363,40 | 731 412,07 | 31 951,33 | |
| | **Sous Total compte 418** | **731 412,07** | | **31 951,33** | **731 412,07** | | | **763 363,40** | **731 412,07** | **31 951,33** | |
| | **Sous Total compte 41** | **1 508 533,19** | | **2 325 406,20** | **2 702 572,55** | | | **3 833 939,39** | **2 702 572,55** | **1 131 366,84** | |
| 421 | Personnel - Rémunérations dues | | | 19 923 132,68 | 19 923 132,68 | | | 19 923 132,68 | 19 923 132,68 | | |
| 427 | Personnel - Oppositions | | | 51 126,41 | 51 126,41 | | | 51 126,41 | 51 126,41 | | |
| | **Sous Total compte 42** | | | **19 974 259,09** | **19 974 259,09** | | | **19 974 259,09** | **19 974 259,09** | | |
| 431 | Sécurité sociale | | 5 184,11 | 6 841 253,95 | 6 841 253,95 | | | 6 841 253,95 | 6 846 438,06 | | 5 184,11 |
| 437 | Autres organismes sociaux | | | 8 222 770,75 | 8 222 770,75 | | | 8 222 770,75 | 8 222 770,75 | | |
| | **Sous Total compte 43** | | **5 184,11** | **15 064 024,70** | **15 064 024,70** | | | **15 064 024,70** | **15 069 208,81** | | **5 184,11** |
| 4411 | Subventions à recevoir - Amiable | | | 466 000,00 | 466 000,00 | | | 466 000,00 | 466 000,00 | | |
| 44121 | Sortie des emprunts à risques avec IRA c | 3 827 567,44 | | | 956 891,86 | | | 3 827 567,44 | 956 891,86 | 2 870 675,58 | |
| | **Sous Total compte 4412** | **3 827 567,44** | | | **956 891,86** | | | **3 827 567,44** | **956 891,86** | **2 870 675,58** | |
| 4416 | Subventions à recevoir - Contentieux | 11 190,72 | | | 2 317,55 | | | 11 190,72 | 2 317,55 | 8 873,17 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 441** | **3 838 758,16** | | **466 000,00** | **1 425 209,41** | | | **4 304 758,16** | **1 425 209,41** | **2 879 548,75** | |
| 4421 | Prélèvement à la source - Impôt sur le r | | | 507 372,84 | 507 372,84 | | | 507 372,84 | 507 372,84 | | |
| | **Sous Total compte 442** | | | **507 372,84** | **507 372,84** | | | **507 372,84** | **507 372,84** | | |
| 44311 | Dépenses | | | 858 246,00 | 898 902,26 | | | 858 246,00 | 898 902,26 | | 40 656,26 |
| 44312 | Recettes - Amiable | | | 3 629 888,19 | 3 629 888,19 | | | 3 629 888,19 | 3 629 888,19 | | |
| | **Sous Total compte 4431** | | | **4 488 134,19** | **4 528 790,45** | | | **4 488 134,19** | **4 528 790,45** | | **40 656,26** |
| 44331 | Dépenses | | | 1 753 209,06 | 1 753 209,06 | | | 1 753 209,06 | 1 753 209,06 | | |
| | **Sous Total compte 4433** | | | **1 753 209,06** | **1 753 209,06** | | | **1 753 209,06** | **1 753 209,06** | | |
| 44341 | Dépenses | | 1 435,28 | 353 146,89 | 351 711,61 | | | 353 146,89 | 353 146,89 | | |
| 44342 | Recettes - Amiable | 46 383,16 | | 97 888,66 | 135 517,41 | | | 144 271,82 | 135 517,41 | 8 754,41 | |
| 44346 | Recettes - Contentieux | 7 986,60 | | 24 820,18 | 12 604,02 | | | 32 806,78 | 12 604,02 | 20 202,76 | |
| | **Sous Total compte 4434** | **54 369,76** | **1 435,28** | **475 855,73** | **499 833,04** | | | **530 225,49** | **501 268,32** | **28 957,17** | |
| 44351 | Dépenses | | 53 882,10 | 1 523 492,17 | 1 469 610,07 | | | 1 523 492,17 | 1 523 492,17 | | |
| 44352 | Recettes - Amiable | 23 991,02 | | 1 416 288,98 | 1 440 280,00 | | | 1 440 280,00 | 1 440 280,00 | | |
| 44356 | Recettes - Contentieux | 5 566,56 | | | 5 566,56 | | | 5 566,56 | 5 566,56 | | |
| | **Sous Total compte 4435** | **29 557,58** | **53 882,10** | **2 939 781,15** | **2 915 456,63** | | | **2 969 338,73** | **2 969 338,73** | | |
| 44361 | Dépenses | | | 62 722,03 | 62 722,03 | | | 62 722,03 | 62 722,03 | | |
| | **Sous Total compte 4436** | | | **62 722,03** | **62 722,03** | | | **62 722,03** | **62 722,03** | | |
| 44371 | Dépenses | | | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | | | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | | |
| | **Sous Total compte 4437** | | | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** | | | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** | | |
| 44381 | Dépenses | | | 1 753 209,00 | 1 753 209,00 | | | 1 753 209,00 | 1 753 209,00 | | |
| 44382 | Recettes - Amiable | | | 41 509,69 | 18 095,00 | | | 41 509,69 | 18 095,00 | 23 414,69 | |
| | **Sous Total compte 4438** | | | **1 794 718,69** | **1 771 304,00** | | | **1 794 718,69** | **1 771 304,00** | **23 414,69** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 443** | **83 927,34** | **55 317,38** | **14 514 420,85** | **14 531 315,21** | | | **14 598 348,19** | **14 586 632,59** | **11 715,60** | |
| 4452 | TVA due intracommunautaire | | | 5 746,40 | 5 746,40 | | | 5 746,40 | 5 746,40 | | |
| 44551 | T.V.A. à décaisser | | 3 356,00 | 2 548 999,00 | 2 607 644,00 | | | 2 548 999,00 | 2 611 000,00 | | 62 001,00 |
| | **Sous Total compte 4455** | | **3 356,00** | **2 548 999,00** | **2 607 644,00** | | | **2 548 999,00** | **2 611 000,00** | | **62 001,00** |
| 44562 | T.V.A. sur immobilisations | 56 001,16 | | 116 033,40 | 1 033,40 | | | 172 034,56 | 1 033,40 | 171 001,16 | |
| 44566 | T.V.A. sur autres biens et services | 220,33 | | 4 630,78 | 4 683,54 | | | 4 851,11 | 4 683,54 | 167,57 | |
| 44567 | Crédit de T.V.A. à reporter | 10 321,00 | | 144 758,00 | 141 768,00 | | | 155 079,00 | 141 768,00 | 13 311,00 | |
| | **Sous Total compte 4456** | **66 542,49** | | **265 422,18** | **147 484,94** | | | **331 964,67** | **147 484,94** | **184 479,73** | |
| 44571 | T.V.A. collectée | | 2 084,38 | 307 985,73 | 482 781,03 | | | 307 985,73 | 484 865,41 | | 176 879,68 |
| | **Sous Total compte 4457** | | **2 084,38** | **307 985,73** | **482 781,03** | | | **307 985,73** | **484 865,41** | | **176 879,68** |
| | **Sous Total compte 445** | **66 542,49** | **5 440,38** | **3 128 153,31** | **3 243 656,37** | | | **3 194 695,80** | **3 249 096,75** | | **54 400,95** |
| 447 | Autres impôts, taxes et versements assim | | 1 006,16 | 477 788,38 | 477 685,12 | | | 477 788,38 | 478 691,28 | | 902,90 |
| 4486 | Autres charges à payer | | | | 72 956,50 | | | | 72 956,50 | | 72 956,50 |
| | **Sous Total compte 448** | | | | **72 956,50** | | | | **72 956,50** | | **72 956,50** |
| | **Sous Total compte 44** | **3 989 227,99** | **61 763,92** | **19 093 735,38** | **20 258 195,45** | | | **23 082 963,37** | **20 319 959,37** | **2 763 004,00** | |
| 451002 | Compte de rattachement avec... (à subdiv | | 67 783,93 | | 40 693,00 | | | | 108 476,93 | | 108 476,93 |
| | **Sous Total compte 451** | | **67 783,93** | | **40 693,00** | | | | **108 476,93** | | **108 476,93** |
| 45411114 | Dépenses | | | | 1 740,00 | 1 740,00 | | 1 740,00 | 1 740,00 | | |
| 45411116 | Dépenses | | | | 2 626,18 | 2 626,18 | | 2 626,18 | 2 626,18 | | |
| 45411124 | Dépenses | | | | 7 332,00 | 7 332,00 | | 7 332,00 | 7 332,00 | | |
| 45411125 | Dépenses | | | | 20 170,00 | 20 170,00 | | 20 170,00 | 20 170,00 | | |
| 45411129 | Dépenses | | | | 2 460,00 | 2 460,00 | | 2 460,00 | 2 460,00 | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 45411131 | Dépenses | | | | 2 736,00 | 2 736,00 | | 2 736,00 | 2 736,00 | | |
| 45411132 | Dépenses | | | | 12 360,00 | 12 360,00 | | 12 360,00 | 12 360,00 | | |
| 4541195 | Dépenses | | | | 3 143,62 | 3 143,62 | | 3 143,62 | 3 143,62 | | |
| 4541199 | Dépenses | | | | 12 766,82 | 12 766,82 | | 12 766,82 | 12 766,82 | | |
| | **Sous Total compte 45411** | | | | **65 334,62** | **65 334,62** | | **65 334,62** | **65 334,62** | | |
| 45412114 | Recettes | | | 1 740,00 | | | 1 740,00 | 1 740,00 | 1 740,00 | | |
| 45412116 | Recettes | | | 2 626,18 | | | 2 626,18 | 2 626,18 | 2 626,18 | | |
| 45412124 | Recettes | | | 7 332,00 | | | 7 332,00 | 7 332,00 | 7 332,00 | | |
| 45412125 | Recettes | | | 20 170,00 | | 2 178,36 | 22 348,36 | 22 348,36 | 22 348,36 | | |
| 45412129 | Recettes | | | 2 460,00 | | | 2 460,00 | 2 460,00 | 2 460,00 | | |
| 45412131 | Recettes | | | 2 736,00 | | | 2 736,00 | 2 736,00 | 2 736,00 | | |
| 45412132 | Recettes | | | 12 360,00 | | | 12 360,00 | 12 360,00 | 12 360,00 | | |
| 4541295 | Recettes | | | 3 143,62 | | | 3 143,62 | 3 143,62 | 3 143,62 | | |
| 4541299 | Recettes | | | 12 766,82 | | | 12 766,82 | 12 766,82 | 12 766,82 | | |
| | **Sous Total compte 45412** | | | **65 334,62** | | **2 178,36** | **67 512,98** | **67 512,98** | **67 512,98** | | |
| | **Sous Total compte 4541** | | | **65 334,62** | **65 334,62** | **67 512,98** | **67 512,98** | **132 847,60** | **132 847,60** | | |
| | **Sous Total compte 454** | | | **65 334,62** | **65 334,62** | **67 512,98** | **67 512,98** | **132 847,60** | **132 847,60** | | |
| 458103 | Dépenses (à subdiviser par mandat) | 7 796 826,34 | | | | | | 7 796 826,34 | | 7 796 826,34 | |
| 458106 | Dépenses (à subdiviser par mandat) | | | | 85 197,60 | 85 197,60 | | 85 197,60 | 85 197,60 | | |
| | **Sous Total compte 4581** | **7 796 826,34** | | | **85 197,60** | **85 197,60** | | **7 882 023,94** | **85 197,60** | **7 796 826,34** | |
| 458203 | Recettes (à subdiviser par mandat) | | 7 716 056,63 | | | | | | 7 716 056,63 | | 7 716 056,63 |
| 458206 | Recettes (à subdiviser par mandat) | | | 85 197,60 | | | 85 197,60 | 85 197,60 | 85 197,60 | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 4582** | | **7 716 056,63** | **85 197,60** | | | **85 197,60** | **85 197,60** | **7 801 254,23** | | **7 716 056,63** |
| | **Sous Total compte 458** | **7 796 826,34** | **7 716 056,63** | **85 197,60** | **85 197,60** | **85 197,60** | **85 197,60** | **7 967 221,54** | **7 886 451,83** | **80 769,71** | |
| | **Sous Total compte 45** | **7 796 826,34** | **7 783 840,56** | **150 532,22** | **191 225,22** | **152 710,58** | **152 710,58** | **8 100 069,14** | **8 127 776,36** | | **27 707,22** |
| 4621 | Créances sur cessions d'immobilisations | | | 1 667 947,06 | 1 667 702,06 | | | 1 667 947,06 | 1 667 702,06 | 245,00 | |
| | **Sous Total compte 462** | | | **1 667 947,06** | **1 667 702,06** | | | **1 667 947,06** | **1 667 702,06** | **245,00** | |
| 4643 | Vacations encaissées à reverser | | 1 080,00 | 12 180,00 | 11 100,00 | | | 12 180,00 | 12 180,00 | | |
| 4648 | Opérations pour le compte de tiers | | 125 782,15 | 187 877,82 | 188 906,82 | | | 187 877,82 | 314 688,97 | | 126 811,15 |
| | **Sous Total compte 464** | | **126 862,15** | **200 057,82** | **200 006,82** | | | **200 057,82** | **326 868,97** | | **126 811,15** |
| 466 | Excédents de versement | | 9 411,78 | 176 990,68 | 168 493,82 | | | 176 990,68 | 177 905,60 | | 914,92 |
| 46711 | Autres comptes créditeurs | | 43 020,59 | 6 115 016,66 | 6 085 644,12 | | | 6 115 016,66 | 6 128 664,71 | | 13 648,05 |
| | **Sous Total compte 4671** | | **43 020,59** | **6 115 016,66** | **6 085 644,12** | | | **6 115 016,66** | **6 128 664,71** | | **13 648,05** |
| 46721 | Débiteurs divers - Amiable | 1 266 892,45 | | 3 131 793,12 | 3 760 608,59 | | | 4 398 685,57 | 3 760 608,59 | 638 076,98 | |
| 46726 | Débiteurs divers - Contentieux | 456 219,96 | | 383 464,24 | 452 546,80 | | | 839 684,20 | 452 546,80 | 387 137,40 | |
| | **Sous Total compte 4672** | **1 723 112,41** | | **3 515 257,36** | **4 213 155,39** | | | **5 238 369,77** | **4 213 155,39** | **1 025 214,38** | |
| 4678 | Déficits sur opérations de gestion | | | 1 711,99 | 1 711,99 | | | 1 711,99 | 1 711,99 | | |
| | **Sous Total compte 467** | **1 723 112,41** | **43 020,59** | **9 631 986,01** | **10 300 511,50** | | | **11 355 098,42** | **10 343 532,09** | **1 011 566,33** | |
| 4686 | Charges à payer | | | | 8 809,24 | | | | 8 809,24 | | 8 809,24 |
| 4687 | Produits à recevoir | 6 655,00 | | 786 738,86 | 6 655,00 | | | 793 393,86 | 6 655,00 | 786 738,86 | |
| | **Sous Total compte 468** | **6 655,00** | | **786 738,86** | **15 464,24** | | | **793 393,86** | **15 464,24** | **777 929,62** | |
| | **Sous Total compte 46** | **1 729 767,41** | **179 294,52** | **12 463 720,43** | **12 352 178,44** | | | **14 193 487,84** | **12 531 472,96** | **1 662 014,88** | |
| 4711 | Versements des régisseurs | | | 1 185 325,61 | 1 185 325,61 | | | 1 185 325,61 | 1 185 325,61 | | |
| 4712 | Virements réimputés | | 237,00 | 38 374,73 | 38 137,73 | | | 38 374,73 | 38 374,73 | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 47131 | Versements sur contributions directes | | | 40 446 329,13 | 40 446 329,13 | | | 40 446 329,13 | 40 446 329,13 | | |
| 47132 | Versements sur dotation globale de fonct | | | 4 426 984,00 | 4 426 984,00 | | | 4 426 984,00 | 4 426 984,00 | | |
| 47133 | Fonds d'emprunt | | | 13 000 000,00 | 13 000 000,00 | | | 13 000 000,00 | 13 000 000,00 | | |
| 47138 | Autres | | | 22 917 221,74 | 22 922 021,74 | | | 22 917 221,74 | 22 922 021,74 | | 4 800,00 |
| | **Sous Total compte 4713** | | | **80 790 534,87** | **80 795 334,87** | | | **80 790 534,87** | **80 795 334,87** | | **4 800,00** |
| 471411 | Excédent à réimputer - Personnes physiqu | | 107,50 | 7 546,67 | 7 439,17 | | | 7 546,67 | 7 546,67 | | |
| 471412 | Excédent à réimputer - Personnes morales | | 558,42 | 170 820,91 | 170 655,19 | | | 170 820,91 | 171 213,61 | | 392,70 |
| | **Sous Total compte 47141** | | **665,92** | **178 367,58** | **178 094,36** | | | **178 367,58** | **178 760,28** | | **392,70** |
| 47143 | Flux d'encaissements à réimputer | | | 21 048,28 | 21 048,28 | | | 21 048,28 | 21 048,28 | | |
| | **Sous Total compte 4714** | | **665,92** | **199 415,86** | **199 142,64** | | | **199 415,86** | **199 808,56** | | **392,70** |
| 47171 | Recettes relevé BDF - hors Héra | | | 870,12 | 870,12 | | | 870,12 | 870,12 | | |
| | **Sous Total compte 4717** | | | **870,12** | **870,12** | | | **870,12** | **870,12** | | |
| 4718 | Autres recettes à régulariser | | 90 747,53 | 9 446 185,72 | 9 358 930,19 | | | 9 446 185,72 | 9 449 677,72 | | 3 492,00 |
| | **Sous Total compte 471** | | **91 650,45** | **91 660 706,91** | **91 577 741,16** | | | **91 660 706,91** | **91 669 391,61** | | **8 684,70** |
| 47211 | Remboursement d'annuités d'emprunt | | | 10 539 475,65 | 10 539 475,65 | | | 10 539 475,65 | 10 539 475,65 | | |
| 47218 | Autres dépenses | 152,25 | | 347 363,85 | 347 516,10 | | | 347 516,10 | 347 516,10 | | |
| | **Sous Total compte 4721** | **152,25** | | **10 886 839,50** | **10 886 991,75** | | | **10 886 991,75** | **10 886 991,75** | | |
| 4722 | Commissions bancaires en instance de man | | | 960,97 | 960,97 | | | 960,97 | 960,97 | | |
| 4728 | Autres dépenses à régulariser | | | 922 897,97 | 922 897,97 | | | 922 897,97 | 922 897,97 | | |
| | **Sous Total compte 472** | **152,25** | | **11 810 698,44** | **11 810 850,69** | | | **11 810 850,69** | **11 810 850,69** | | |
| 4781 | Frais de poursuite rattachés | 90,50 | | 8 875,95 | 8 477,45 | | | 8 966,45 | 8 477,45 | 489,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 4784 | Arrondis sur déclaration de TVA | 9,28 | | 2,25 | 4,88 | | | 11,53 | 4,88 | 6,65 | |
| | **Sous Total compte 478** | **99,78** | | **8 878,20** | **8 482,33** | | | **8 977,98** | **8 482,33** | **495,65** | |
| | **Sous Total compte 47** | **252,03** | **91 650,45** | **103 480 283,55** | **103 397 074,18** | | | **103 480 535,58** | **103 488 724,63** | | **8 189,05** |
| 4817 | Indemnités de renégociation de la dette | 8 340 500,00 | | | | | 855 125,00 | 8 340 500,00 | 855 125,00 | 7 485 375,00 | |
| 4818 | Charges à étaler | 52 866,06 | | | | | 26 433,04 | 52 866,06 | 26 433,04 | 26 433,02 | |
| | **Sous Total compte 481** | **8 393 366,06** | | | | | **881 558,04** | **8 393 366,06** | **881 558,04** | **7 511 808,02** | |
| 487 | Produits constatés d'avance | | 6 219 797,08 | 621 979,71 | | | | 621 979,71 | 6 219 797,08 | | 5 597 817,37 |
| | **Sous Total compte 48** | **8 393 366,06** | **6 219 797,08** | **621 979,71** | | | **881 558,04** | **9 015 345,77** | **7 101 355,12** | **1 913 990,65** | |
| 4912 | Dépréciations des comptes de redevables | | 91 630,50 | | | | 15 290,02 | | 106 920,52 | | 106 920,52 |
| | **Sous Total compte 491** | | **91 630,50** | | | | **15 290,02** | | **106 920,52** | | **106 920,52** |
| | **Sous Total compte 49** | | **91 630,50** | | | | **15 290,02** | | **106 920,52** | | **106 920,52** |
| | **Total classe 4** | **23 428 796,49** | **16 528 445,38** | **199 639 984,44** | **200 351 996,63** | **152 710,58** | **1 049 558,64** | **223 221 491,51** | **217 930 000,65** | **21 375 800,52** | **16 084 309,66** |
| 5113 | Titres spéciaux de paiement | 1 882,14 | | | | | | 1 882,14 | | 1 882,14 | |
| 5115 | Cartes bancaires à l'encaissement | 417,27 | | 60 377,85 | 60 377,85 | | | 60 795,12 | 60 377,85 | 417,27 | |
| 51172 | Chèques impayés | | | 12 078,50 | 12 078,50 | | | 12 078,50 | 12 078,50 | | |
| 51178 | Autres valeurs impayées | | | 4 557,61 | 4 557,61 | | | 4 557,61 | 4 557,61 | | |
| | **Sous Total compte 5117** | | | **16 636,11** | **16 636,11** | | | **16 636,11** | **16 636,11** | | |
| 5118 | Autres valeurs à l'encaissement | | | 95 030,38 | 95 030,38 | | | 95 030,38 | 95 030,38 | | |
| | **Sous Total compte 511** | **2 299,41** | | **172 044,34** | **172 044,34** | | | **174 343,75** | **172 044,34** | **2 299,41** | |
| 515 | Compte au Trésor | 6 085 016,18 | | 86 214 628,23 | 84 839 826,62 | | | 92 299 644,41 | 84 839 826,62 | 7 459 817,79 | |
| | **Sous Total compte 51** | **6 087 315,59** | | **86 386 672,57** | **85 011 870,96** | | | **92 473 988,16** | **85 011 870,96** | **7 462 117,20** | |
| 5411 | Régisseurs d'avances (avances) | 4 121,85 | | 2 747,03 | 2 747,03 | | | 6 868,88 | 2 747,03 | 4 121,85 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 5412 | Régisseurs de recettes (fonds de caisse) | 1 202,00 | | | | | | 1 202,00 | | 1 202,00 | |
| | **Sous Total compte 541** | **5 323,85** | | **2 747,03** | **2 747,03** | | | **8 070,88** | **2 747,03** | **5 323,85** | |
| | **Sous Total compte 54** | **5 323,85** | | **2 747,03** | **2 747,03** | | | **8 070,88** | **2 747,03** | **5 323,85** | |
| 580 | Opérations d'ordre budgétaires | | | 7 128 173,35 | 7 128 173,35 | | | 7 128 173,35 | 7 128 173,35 | | |
| 584 | Encaissement par lecture optique | | | 330 681,09 | 330 681,09 | | | 330 681,09 | 330 681,09 | | |
| 586 | Opérations financières entre le budget p | | | 8 509,00 | 8 509,00 | | | 8 509,00 | 8 509,00 | | |
| 5872 | Compte pivot - Admission en non valeur e | | | 147 907,08 | 147 907,08 | | | 147 907,08 | 147 907,08 | | |
| | **Sous Total compte 587** | | | **147 907,08** | **147 907,08** | | | **147 907,08** | **147 907,08** | | |
| 588 | Autres virements internes | | | 81 898,74 | 81 898,74 | | | 81 898,74 | 81 898,74 | | |
| | **Sous Total compte 58** | | | **7 697 169,26** | **7 697 169,26** | | | **7 697 169,26** | **7 697 169,26** | | |
| | **Total classe 5** | **6 092 639,44** | | **94 086 588,86** | **92 711 787,25** | | | **100 179 228,30** | **92 711 787,25** | **7 467 441,05** | |
| 6042 | Achats de prestations de services (autre | | | | | 77 551,60 | 5 699,08 | 77 551,60 | 5 699,08 | 71 852,52 | |
| | **Sous Total compte 604** | | | | | **77 551,60** | **5 699,08** | **77 551,60** | **5 699,08** | **71 852,52** | |
| 60611 | Eau et assainissement | | | | | 583 226,74 | 24 393,05 | 583 226,74 | 24 393,05 | 558 833,69 | |
| 60612 | Énergie - Électricité | | | | | 2 796 017,00 | 765 608,59 | 2 796 017,00 | 765 608,59 | 2 030 408,41 | |
| | **Sous Total compte 6061** | | | | | **3 379 243,74** | **790 001,64** | **3 379 243,74** | **790 001,64** | **2 589 242,10** | |
| 60621 | Combustibles | | | | | 38 968,93 | | 38 968,93 | | 38 968,93 | |
| 60622 | Carburants | | | | | 303 774,19 | 23 482,62 | 303 774,19 | 23 482,62 | 280 291,57 | |
| 60623 | Alimentation | | | | | 25 336,07 | 130,28 | 25 336,07 | 130,28 | 25 205,79 | |
| 60624 | Produits de traitement | | | | | 5 476,45 | | 5 476,45 | | 5 476,45 | |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | | | | | 59 770,25 | 1 122,39 | 59 770,25 | 1 122,39 | 58 647,86 | |
| | **Sous Total compte 6062** | | | | | **433 325,89** | **24 735,29** | **433 325,89** | **24 735,29** | **408 590,60** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 60631 | Fournitures d'entretien | | | | | 135 620,02 | 1 840,89 | 135 620,02 | 1 840,89 | 133 779,13 | |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | | | | | 600 724,39 | 21 716,74 | 600 724,39 | 21 716,74 | 579 007,65 | |
| 60633 | Fournitures de voirie | | | | | 55 163,47 | 1 267,90 | 55 163,47 | 1 267,90 | 53 895,57 | |
| 60636 | Habillement et Vêtements de travail | | | | | 102 675,96 | 458,51 | 102 675,96 | 458,51 | 102 217,45 | |
| | **Sous Total compte 6063** | | | | | **894 183,84** | **25 284,04** | **894 183,84** | **25 284,04** | **868 899,80** | |
| 6064 | Fournitures administratives | | | | | 36 472,16 | 1 911,43 | 36 472,16 | 1 911,43 | 34 560,73 | |
| 6065 | Livres, disques, cassettes ... (biblioth | | | | | 115 897,75 | 152,97 | 115 897,75 | 152,97 | 115 744,78 | |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | | | | | 2 160,73 | | 2 160,73 | | 2 160,73 | |
| | **Sous Total compte 6066** | | | | | **2 160,73** | | **2 160,73** | | **2 160,73** | |
| 6067 | Fournitures scolaires | | | | | 152 263,15 | 3 188,81 | 152 263,15 | 3 188,81 | 149 074,34 | |
| 6068 | Autres matières et fournitures. | | | | | 25 717,63 | 1 786,07 | 25 717,63 | 1 786,07 | 23 931,56 | |
| | **Sous Total compte 606** | | | | | **5 039 264,89** | **847 060,25** | **5 039 264,89** | **847 060,25** | **4 192 204,64** | |
| 6091 | de matières premières (et fournitures) | | | | | | 16 935,06 | | 16 935,06 | | 16 935,06 |
| | **Sous Total compte 609** | | | | | | **16 935,06** | | **16 935,06** | | **16 935,06** |
| | **Sous Total compte 60** | | | | | **5 116 816,49** | **869 694,39** | **5 116 816,49** | **869 694,39** | **4 247 122,10** | |
| 611 | Contrats de prestations de services | | | | | 3 166 708,89 | 154 064,30 | 3 166 708,89 | 154 064,30 | 3 012 644,59 | |
| 6132 | Locations immobilières | | | | | 545 642,79 | 41 201,43 | 545 642,79 | 41 201,43 | 504 441,36 | |
| 61351 | Matériel roulant | | | | | 48 131,39 | 1 839,39 | 48 131,39 | 1 839,39 | 46 292,00 | |
| 61358 | Autres | | | | | 218 166,35 | 7 889,55 | 218 166,35 | 7 889,55 | 210 276,80 | |
| | **Sous Total compte 6135** | | | | | **266 297,74** | **9 728,94** | **266 297,74** | **9 728,94** | **256 568,80** | |
| | **Sous Total compte 613** | | | | | **811 940,53** | **50 930,37** | **811 940,53** | **50 930,37** | **761 010,16** | |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | | | | | 155 414,70 | 3 060,34 | 155 414,70 | 3 060,34 | 152 354,36 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 61521 | Terrains | | | | | 133 178,04 | 7 197,84 | 133 178,04 | 7 197,84 | 125 980,20 | |
| 615221 | Bâtiments publics | | | | | 640 006,21 | 59 066,16 | 640 006,21 | 59 066,16 | 580 940,05 | |
| | **Sous Total compte 61522** | | | | | **640 006,21** | **59 066,16** | **640 006,21** | **59 066,16** | **580 940,05** | |
| 615231 | Voiries | | | | | 324 589,74 | 43 297,50 | 324 589,74 | 43 297,50 | 281 292,24 | |
| 615232 | Réseaux | | | | | 5 898,22 | | 5 898,22 | | 5 898,22 | |
| | **Sous Total compte 61523** | | | | | **330 487,96** | **43 297,50** | **330 487,96** | **43 297,50** | **287 190,46** | |
| | **Sous Total compte 6152** | | | | | **1 103 672,21** | **109 561,50** | **1 103 672,21** | **109 561,50** | **994 110,71** | |
| 61551 | Matériel roulant | | | | | 16 942,20 | 260,85 | 16 942,20 | 260,85 | 16 681,35 | |
| 61558 | Autres biens mobiliers | | | | | 187 691,57 | 46 983,33 | 187 691,57 | 46 983,33 | 140 708,24 | |
| | **Sous Total compte 6155** | | | | | **204 633,77** | **47 244,18** | **204 633,77** | **47 244,18** | **157 389,59** | |
| 6156 | Maintenance | | | | | 925 940,13 | 213 995,52 | 925 940,13 | 213 995,52 | 711 944,61 | |
| | **Sous Total compte 615** | | | | | **2 234 246,11** | **370 801,20** | **2 234 246,11** | **370 801,20** | **1 863 444,91** | |
| 6161 | Multirisques | | | | | 286 792,37 | | 286 792,37 | | 286 792,37 | |
| 6168 | Autres | | | | | 139 994,41 | | 139 994,41 | | 139 994,41 | |
| | **Sous Total compte 616** | | | | | **426 786,78** | | **426 786,78** | | **426 786,78** | |
| 617 | Études et recherches | | | | | 79 217,62 | 7 944,00 | 79 217,62 | 7 944,00 | 71 273,62 | |
| 6182 | Documentation générale et technique | | | | | 51 175,80 | | 51 175,80 | | 51 175,80 | |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | | | | | 78 784,00 | 19 880,00 | 78 784,00 | 19 880,00 | 58 904,00 | |
| 6185 | Frais de colloques et séminaires | | | | | 1 173,00 | | 1 173,00 | | 1 173,00 | |
| 6188 | Autres frais divers | | | | | 62 588,12 | 3 954,49 | 62 588,12 | 3 954,49 | 58 633,63 | |
| | **Sous Total compte 618** | | | | | **193 720,92** | **23 834,49** | **193 720,92** | **23 834,49** | **169 886,43** | |
| | **Sous Total compte 61** | | | | | **7 068 035,55** | **610 634,70** | **7 068 035,55** | **610 634,70** | **6 457 400,85** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6216 | Personnel affecté par le GFP de rattache | | | | | 1 150 205,54 | 44 222,95 | 1 150 205,54 | 44 222,95 | 1 105 982,59 | |
| 6218 | Autre personnel extérieur | | | | | 38 927,58 | | 38 927,58 | | 38 927,58 | |
| | **Sous Total compte 621** | | | | | **1 189 133,12** | **44 222,95** | **1 189 133,12** | **44 222,95** | **1 144 910,17** | |
| 62268 | Autres honoraires, conseils... | | | | | 91 440,21 | 8 615,29 | 91 440,21 | 8 615,29 | 82 824,92 | |
| | **Sous Total compte 6226** | | | | | **91 440,21** | **8 615,29** | **91 440,21** | **8 615,29** | **82 824,92** | |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | | | | | 86 480,15 | 720,00 | 86 480,15 | 720,00 | 85 760,15 | |
| 6228 | Divers | | | | | 87 435,39 | 14 431,87 | 87 435,39 | 14 431,87 | 73 003,52 | |
| | **Sous Total compte 622** | | | | | **265 355,75** | **23 767,16** | **265 355,75** | **23 767,16** | **241 588,59** | |
| 6231 | Annonces et insertions | | | | | 103 341,34 | 6 108,38 | 103 341,34 | 6 108,38 | 97 232,96 | |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | | | | | 413 103,51 | 9 980,26 | 413 103,51 | 9 980,26 | 403 123,25 | |
| 6233 | Foires et expositions | | | | | 91 958,80 | 360,00 | 91 958,80 | 360,00 | 91 598,80 | |
| 6234 | Réceptions | | | | | 16 326,69 | 535,70 | 16 326,69 | 535,70 | 15 790,99 | |
| 6236 | Catalogues et imprimés | | | | | 150 809,13 | 460,80 | 150 809,13 | 460,80 | 150 348,33 | |
| 6238 | Divers | | | | | 69 655,83 | 4 747,05 | 69 655,83 | 4 747,05 | 64 908,78 | |
| | **Sous Total compte 623** | | | | | **845 195,30** | **22 192,19** | **845 195,30** | **22 192,19** | **823 003,11** | |
| 6241 | Transports de biens | | | | | 11 215,00 | | 11 215,00 | | 11 215,00 | |
| 6245 | Transports de personnes extérieures à la | | | | | 235 500,00 | | 235 500,00 | | 235 500,00 | |
| 6247 | Transports collectifs du personnel | | | | | 243 463,00 | | 243 463,00 | | 243 463,00 | |
| | **Sous Total compte 624** | | | | | **490 178,00** | | **490 178,00** | | **490 178,00** | |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | | | | | 35 968,15 | 524,47 | 35 968,15 | 524,47 | 35 443,68 | |
| | **Sous Total compte 625** | | | | | **35 968,15** | **524,47** | **35 968,15** | **524,47** | **35 443,68** | |
| 6261 | Frais d'affranchissement | | | | | 104 529,84 | 9 140,05 | 104 529,84 | 9 140,05 | 95 389,79 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6262 | Frais de télécommunications | | | | | 120 354,75 | 13,20 | 120 354,75 | 13,20 | 120 341,55 | |
| | **Sous Total compte 626** | | | | | **224 884,59** | **9 153,25** | **224 884,59** | **9 153,25** | **215 731,34** | |
| 627 | Services bancaires et assimilés. | | | | | 13 699,13 | 237,97 | 13 699,13 | 237,97 | 13 461,16 | |
| 6281 | Concours divers (cotisations...) | | | | | 93 963,93 | 2 000,00 | 93 963,93 | 2 000,00 | 91 963,93 | |
| 6282 | Frais de gardiennage | | | | | 97 040,44 | 10 944,00 | 97 040,44 | 10 944,00 | 86 096,44 | |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | | | | | 51 596,77 | 1 854,00 | 51 596,77 | 1 854,00 | 49 742,77 | |
| 62876 | Au GFP de rattachement | | | | | 376 323,56 | 30 070,13 | 376 323,56 | 30 070,13 | 346 253,43 | |
| | **Sous Total compte 6287** | | | | | **376 323,56** | **30 070,13** | **376 323,56** | **30 070,13** | **346 253,43** | |
| 6288 | Autres | | | | | 55 645,76 | 3 807,19 | 55 645,76 | 3 807,19 | 51 838,57 | |
| | **Sous Total compte 628** | | | | | **674 570,46** | **48 675,32** | **674 570,46** | **48 675,32** | **625 895,14** | |
| | **Sous Total compte 62** | | | | | **3 738 984,50** | **148 773,31** | **3 738 984,50** | **148 773,31** | **3 590 211,19** | |
| 6331 | Versement mobilité | | | | | 340 214,11 | | 340 214,11 | | 340 214,11 | |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | | | | | 99 219,82 | | 99 219,82 | | 99 219,82 | |
| 6336 | Cotisations au CNFPT et au centre de ges | | | | | 240 799,13 | | 240 799,13 | | 240 799,13 | |
| 6338 | Autres impôts, taxes et versements assim | | | | | 58 320,17 | | 58 320,17 | | 58 320,17 | |
| | **Sous Total compte 633** | | | | | **738 553,23** | | **738 553,23** | | **738 553,23** | |
| 63512 | Taxes foncières | | | | | 390 248,80 | | 390 248,80 | | 390 248,80 | |
| 63513 | Autres impôts locaux | | | | | 1 420,00 | | 1 420,00 | | 1 420,00 | |
| | **Sous Total compte 6351** | | | | | **391 668,80** | | **391 668,80** | | **391 668,80** | |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | | | | | 3 632,88 | | 3 632,88 | | 3 632,88 | |
| 6358 | Autres droits | | | | | 5 971,88 | | 5 971,88 | | 5 971,88 | |
| | **Sous Total compte 635** | | | | | **401 273,56** | | **401 273,56** | | **401 273,56** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6378 | Autres impôts, taxes et versements assim | | | | | 9 209,08 | 197,77 | 9 209,08 | 197,77 | 9 011,31 | |
| | **Sous Total compte 637** | | | | | **9 209,08** | **197,77** | **9 209,08** | **197,77** | **9 011,31** | |
| | **Sous Total compte 63** | | | | | **1 149 035,87** | **197,77** | **1 149 035,87** | **197,77** | **1 148 838,10** | |
| 64111 | Rémunération principale | | | | | 15 923 216,98 | | 15 923 216,98 | | 15 923 216,98 | |
| 64112 | Supplément familial de traitement et ind | | | | | 449 078,02 | | 449 078,02 | | 449 078,02 | |
| 64118 | Autres indemnités. | | | | | 4 664 638,96 | | 4 664 638,96 | | 4 664 638,96 | |
| | **Sous Total compte 6411** | | | | | **21 036 933,96** | | **21 036 933,96** | | **21 036 933,96** | |
| 64131 | Rémunérations | | | | | 3 300 568,82 | | 3 300 568,82 | | 3 300 568,82 | |
| 64132 | Supplément familial de traitement et ind | | | | | 50 207,83 | | 50 207,83 | | 50 207,83 | |
| | **Sous Total compte 6413** | | | | | **3 350 776,65** | | **3 350 776,65** | | **3 350 776,65** | |
| 6414 | Personnel rémunéré à la vacation | | | | | 65 635,46 | | 65 635,46 | | 65 635,46 | |
| 64168 | Autres emplois aidés | | | | | 38 474,86 | | 38 474,86 | | 38 474,86 | |
| | **Sous Total compte 6416** | | | | | **38 474,86** | | **38 474,86** | | **38 474,86** | |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du pers | | | | | 2 769,80 | 281 697,01 | 2 769,80 | 281 697,01 | | 278 927,21 |
| | **Sous Total compte 641** | | | | | **24 494 590,73** | **281 697,01** | **24 494 590,73** | **281 697,01** | **24 212 893,72** | |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | | | | | 3 479 864,94 | | 3 479 864,94 | | 3 479 864,94 | |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | | | | | 5 760 331,69 | 7,13 | 5 760 331,69 | 7,13 | 5 760 324,56 | |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | | | | | 16 268,86 | | 16 268,86 | | 16 268,86 | |
| 6456 | Versement au F.N.C du supplément familia | | | | | 48 268,00 | | 48 268,00 | | 48 268,00 | |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociau | | | | | 214 006,00 | | 214 006,00 | | 214 006,00 | |
| 6459 | Remboursements sur charges de Sécurité S | | | | | 0,20 | 47 422,24 | 0,20 | 47 422,24 | | 47 422,04 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 645** | | | | | **9 518 739,69** | **47 429,37** | **9 518 739,69** | **47 429,37** | **9 471 310,32** | |
| 6472 | Prestations familiales directes | | | | | 22 808,50 | | 22 808,50 | | 22 808,50 | |
| 64731 | Versées directement | | | | | 154 360,06 | | 154 360,06 | | 154 360,06 | |
| | **Sous Total compte 6473** | | | | | **154 360,06** | | **154 360,06** | | **154 360,06** | |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | | | | | 184 675,53 | | 184 675,53 | | 184 675,53 | |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | | | | | 26 966,46 | | 26 966,46 | | 26 966,46 | |
| | **Sous Total compte 647** | | | | | **388 810,55** | | **388 810,55** | | **388 810,55** | |
| 6488 | Autres | | | | | 8 843,50 | | 8 843,50 | | 8 843,50 | |
| | **Sous Total compte 648** | | | | | **8 843,50** | | **8 843,50** | | **8 843,50** | |
| | **Sous Total compte 64** | | | | | **34 410 984,47** | **329 126,38** | **34 410 984,47** | **329 126,38** | **34 081 858,09** | |
| 65124 | Autres remboursements | | | | | 1 346,13 | | 1 346,13 | | 1 346,13 | |
| | **Sous Total compte 6512** | | | | | **1 346,13** | | **1 346,13** | | **1 346,13** | |
| 65131 | Bourses | | | | | 18 190,00 | 1 740,00 | 18 190,00 | 1 740,00 | 16 450,00 | |
| | **Sous Total compte 6513** | | | | | **18 190,00** | **1 740,00** | **18 190,00** | **1 740,00** | **16 450,00** | |
| 65188 | Autres | | | | | 2 753,69 | | 2 753,69 | | 2 753,69 | |
| | **Sous Total compte 6518** | | | | | **2 753,69** | | **2 753,69** | | **2 753,69** | |
| | **Sous Total compte 651** | | | | | **22 289,82** | **1 740,00** | **22 289,82** | **1 740,00** | **20 549,82** | |
| 65311 | Indemnités de fonction | | | | | 549 918,98 | | 549 918,98 | | 549 918,98 | |
| 65312 | Frais de mission et de déplacement | | | | | 2 145,68 | | 2 145,68 | | 2 145,68 | |
| 65313 | Cotisations de retraite | | | | | 18 717,72 | | 18 717,72 | | 18 717,72 | |
| 65314 | Cotisations de sécurité sociale - part p | | | | | 11 723,24 | | 11 723,24 | | 11 723,24 | |
| 65316 | Frais de représentation du maire | | | | | 4 817,51 | | 4 817,51 | | 4 817,51 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 6531** | | | | | **587 323,13** | | **587 323,13** | | **587 323,13** | |
| | **Sous Total compte 653** | | | | | **587 323,13** | | **587 323,13** | | **587 323,13** | |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | | | | | 126 392,21 | | 126 392,21 | | 126 392,21 | |
| 6542 | Créances éteintes | | | | | 21 514,87 | | 21 514,87 | | 21 514,87 | |
| | **Sous Total compte 654** | | | | | **147 907,08** | | **147 907,08** | | **147 907,08** | |
| 6553 | Service d'incendie | | | | | 3 506 418,06 | | 3 506 418,06 | | 3 506 418,06 | |
| 65568 | Autres contributions | | | | | 35 772,67 | 12 522,76 | 35 772,67 | 12 522,76 | 23 249,91 | |
| | **Sous Total compte 6556** | | | | | **35 772,67** | **12 522,76** | **35 772,67** | **12 522,76** | **23 249,91** | |
| | **Sous Total compte 655** | | | | | **3 542 190,73** | **12 522,76** | **3 542 190,73** | **12 522,76** | **3 529 667,97** | |
| 657341 | Communes membres du GFP | | | | | 61 055,83 | 14 289,15 | 61 055,83 | 14 289,15 | 46 766,68 | |
| 657348 | Autres communes | | | | | 103 305,16 | 27 783,93 | 103 305,16 | 27 783,93 | 75 521,23 | |
| | **Sous Total compte 65734** | | | | | **164 360,99** | **42 073,08** | **164 360,99** | **42 073,08** | **122 287,91** | |
| 657363 | CCAS/CIAS | | | | | 3 000 000,00 | | 3 000 000,00 | | 3 000 000,00 | |
| 657364 | Caisse des écoles | | | | | 61 000,00 | | 61 000,00 | | 61 000,00 | |
| | **Sous Total compte 65736** | | | | | **3 061 000,00** | | **3 061 000,00** | | **3 061 000,00** | |
| | **Sous Total compte 6573** | | | | | **3 225 360,99** | **42 073,08** | **3 225 360,99** | **42 073,08** | **3 183 287,91** | |
| 65748 | Autres personnes de droit privé | | | | | 2 286 555,05 | 4 653,76 | 2 286 555,05 | 4 653,76 | 2 281 901,29 | |
| | **Sous Total compte 6574** | | | | | **2 286 555,05** | **4 653,76** | **2 286 555,05** | **4 653,76** | **2 281 901,29** | |
| | **Sous Total compte 657** | | | | | **5 511 916,04** | **46 726,84** | **5 511 916,04** | **46 726,84** | **5 465 189,20** | |
| 65811 | Droits d'utilisation - informatique en n | | | | | 7 575,88 | | 7 575,88 | | 7 575,88 | |
| 65818 | Autres | | | | | 73 084,77 | | 73 084,77 | | 73 084,77 | |
| | **Sous Total compte 6581** | | | | | **80 660,65** | | **80 660,65** | | **80 660,65** | |
| 6584 | Amendes fiscales et pénales | | | | | 450,00 | | 450,00 | | 450,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 65888 | Autres | | | | | 48 340,78 | | 48 340,78 | | 48 340,78 | |
| | **Sous Total compte 6588** | | | | | **48 340,78** | | **48 340,78** | | **48 340,78** | |
| | **Sous Total compte 658** | | | | | **129 451,43** | | **129 451,43** | | **129 451,43** | |
| | **Sous Total compte 65** | | | | | **9 941 078,23** | **60 989,60** | **9 941 078,23** | **60 989,60** | **9 880 088,63** | |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | | | | | 1 939 960,16 | | 1 939 960,16 | | 1 939 960,16 | |
| 66112 | Intérêts - rattachement des ICNE | | | | | 472 883,14 | 526 780,10 | 472 883,14 | 526 780,10 | | 53 896,96 |
| | **Sous Total compte 6611** | | | | | **2 412 843,30** | **526 780,10** | **2 412 843,30** | **526 780,10** | **1 886 063,20** | |
| 6615 | Intérêts des comptes courants et de dépô | | | | | 104 690,41 | 21 519,73 | 104 690,41 | 21 519,73 | 83 170,68 | |
| | **Sous Total compte 661** | | | | | **2 517 533,71** | **548 299,83** | **2 517 533,71** | **548 299,83** | **1 969 233,88** | |
| 6688 | Autres | | | | | 29 290,19 | | 29 290,19 | | 29 290,19 | |
| | **Sous Total compte 668** | | | | | **29 290,19** | | **29 290,19** | | **29 290,19** | |
| | **Sous Total compte 66** | | | | | **2 546 823,90** | **548 299,83** | **2 546 823,90** | **548 299,83** | **1 998 524,07** | |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | | | | | 17 655,43 | | 17 655,43 | | 17 655,43 | |
| 675 | Valeurs comptables des immobilisations c | | | | | 1 114 787,76 | | 1 114 787,76 | | 1 114 787,76 | |
| 6761 | Différences sur réalisations (positives) | | | | | 453 159,30 | | 453 159,30 | | 453 159,30 | |
| | **Sous Total compte 676** | | | | | **453 159,30** | | **453 159,30** | | **453 159,30** | |
| | **Sous Total compte 67** | | | | | **1 585 602,49** | | **1 585 602,49** | | **1 585 602,49** | |
| 6811 | Dotations aux amortissements des immobil | | | | | 3 234 625,91 | 0,01 | 3 234 625,91 | 0,01 | 3 234 625,90 | |
| 68126 | Dotations aux amortissements des frais d | | | | | 26 433,04 | | 26 433,04 | | 26 433,04 | |
| | **Sous Total compte 6812** | | | | | **26 433,04** | | **26 433,04** | | **26 433,04** | |
| 6815 | Dotations aux provisions pour risques et | | | | | 121 239,37 | | 121 239,37 | | 121 239,37 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6817 | Dotations aux dépréciations des actifs c | | | | | 15 290,02 | | 15 290,02 | | 15 290,02 | |
| | **Sous Total compte 681** | | | | | **3 397 588,34** | **0,01** | **3 397 588,34** | **0,01** | **3 397 588,33** | |
| 6862 | Dotations aux amortissements des charges | | | | | 855 125,00 | | 855 125,00 | | 855 125,00 | |
| | **Sous Total compte 686** | | | | | **855 125,00** | | **855 125,00** | | **855 125,00** | |
| | **Sous Total compte 68** | | | | | **4 252 713,34** | **0,01** | **4 252 713,34** | **0,01** | **4 252 713,33** | |
| | **Total classe 6** | | | | | **69 810 074,84** | **2 567 715,99** | **69 810 074,84** | **2 567 715,99** | **67 639 540,12** | **397 181,27** |
| 70311 | Concession dans les cimetières (produit | | | | | 6 655,00 | 105 949,00 | 6 655,00 | 105 949,00 | | 99 294,00 |
| | **Sous Total compte 7031** | | | | | **6 655,00** | **105 949,00** | **6 655,00** | **105 949,00** | | **99 294,00** |
| 70321 | Droits de stationnement et de location s | | | | | 846,25 | 90 783,64 | 846,25 | 90 783,64 | | 89 937,39 |
| 70323 | Redevance d'occupation du domaine public | | | | | 150 839,04 | 565 118,06 | 150 839,04 | 565 118,06 | | 414 279,02 |
| | **Sous Total compte 7032** | | | | | **151 685,29** | **655 901,70** | **151 685,29** | **655 901,70** | | **504 216,41** |
| 7036 | Droits de pâturage et de tourbage | | | | | 220,00 | 798,60 | 220,00 | 798,60 | | 578,60 |
| 70383 | Redevance de stationnement | | | | | | 347 715,50 | | 347 715,50 | | 347 715,50 |
| 70384 | Forfait de post-stationnement | | | | | 3 049,51 | 197 599,00 | 3 049,51 | 197 599,00 | | 194 549,49 |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | | | | | 131 100,00 | 307 066,71 | 131 100,00 | 307 066,71 | | 175 966,71 |
| | **Sous Total compte 7038** | | | | | **134 149,51** | **852 381,21** | **134 149,51** | **852 381,21** | | **718 231,70** |
| | **Sous Total compte 703** | | | | | **292 709,80** | **1 615 030,51** | **292 709,80** | **1 615 030,51** | | **1 322 320,71** |
| 704 | Travaux | | | | | 863,00 | 99 898,58 | 863,00 | 99 898,58 | | 99 035,58 |
| 7062 | Redevances et droits des services à cara | | | | | 65 707,63 | 286 205,00 | 65 707,63 | 286 205,00 | | 220 497,37 |
| 70631 | A caractère sportif | | | | | | 2 470,00 | | 2 470,00 | | 2 470,00 |
| 70632 | A caractère de loisirs | | | | | 644,23 | 167 276,20 | 644,23 | 167 276,20 | | 166 631,97 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 7063** | | | | | **644,23** | **169 746,20** | **644,23** | **169 746,20** | | **169 101,97** |
| 7066 | Redevances et droits des services à cara | | | | | 2 229,49 | 19 968,59 | 2 229,49 | 19 968,59 | | 17 739,10 |
| 706888 | Autres | | | | | | 19 722,67 | | 19 722,67 | | 19 722,67 |
| | **Sous Total compte 70688** | | | | | | **19 722,67** | | **19 722,67** | | **19 722,67** |
| | **Sous Total compte 7068** | | | | | | **19 722,67** | | **19 722,67** | | **19 722,67** |
| | **Sous Total compte 706** | | | | | **68 581,35** | **495 642,46** | **68 581,35** | **495 642,46** | | **427 061,11** |
| 7078 | Autres marchandises | | | | | | 513,14 | | 513,14 | | 513,14 |
| | **Sous Total compte 707** | | | | | | **513,14** | | **513,14** | | **513,14** |
| 70845 | aux communes membres du GFP | | | | | | 4 730,18 | | 4 730,18 | | 4 730,18 |
| 70846 | au GFP de rattachement | | | | | 12 000,00 | 21 000,00 | 12 000,00 | 21 000,00 | | 9 000,00 |
| 70848 | aux autres organismes | | | | | | 25 764,68 | | 25 764,68 | | 25 764,68 |
| | **Sous Total compte 7084** | | | | | **12 000,00** | **51 494,86** | **12 000,00** | **51 494,86** | | **39 494,86** |
| 70871 | par la collectivité de rattachement | | | | | 80 000,00 | 243 044,26 | 80 000,00 | 243 044,26 | | 163 044,26 |
| 70876 | par le GFP de rattachement | | | | | | 10 477,80 | | 10 477,80 | | 10 477,80 |
| 70878 | par des tiers | | | | | 21 113,17 | 646 758,33 | 21 113,17 | 646 758,33 | | 625 645,16 |
| | **Sous Total compte 7087** | | | | | **101 113,17** | **900 280,39** | **101 113,17** | **900 280,39** | | **799 167,22** |
| 7088 | Autres produits d'activités annexes (abo | | | | | | 8 587,90 | | 8 587,90 | | 8 587,90 |
| | **Sous Total compte 708** | | | | | **113 113,17** | **960 363,15** | **113 113,17** | **960 363,15** | | **847 249,98** |
| | **Sous Total compte 70** | | | | | **475 267,32** | **3 171 447,84** | **475 267,32** | **3 171 447,84** | | **2 696 180,52** |
| 722 | Immobilisations corporelles | | | | | | 390 781,41 | | 390 781,41 | | 390 781,41 |
| | **Sous Total compte 72** | | | | | | **390 781,41** | | **390 781,41** | | **390 781,41** |
| 73111 | Impôts directs locaux | | | | | | 39 549 428,00 | | 39 549 428,00 | | 39 549 428,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 73118 | Autres contributions directes | | | | | | 128 048,00 | | 128 048,00 | | 128 048,00 |
| | **Sous Total compte 7311** | | | | | | **39 677 476,00** | | **39 677 476,00** | | **39 677 476,00** |
| 73123 | Taxe communale additionnelle aux droits | | | | | 2 450,00 | 3 713 680,83 | 2 450,00 | 3 713 680,83 | | 3 711 230,83 |
| | **Sous Total compte 7312** | | | | | **2 450,00** | **3 713 680,83** | **2 450,00** | **3 713 680,83** | | **3 711 230,83** |
| 73132 | Taxe sur les pylônes électriques | | | | | | 38 820,00 | | 38 820,00 | | 38 820,00 |
| | **Sous Total compte 7313** | | | | | | **38 820,00** | | **38 820,00** | | **38 820,00** |
| 73141 | Accise sur lélectricité | | | | | | 1 256 678,00 | | 1 256 678,00 | | 1 256 678,00 |
| | **Sous Total compte 7314** | | | | | | **1 256 678,00** | | **1 256 678,00** | | **1 256 678,00** |
| 73154 | Droits de place | | | | | 4 229,80 | 35 365,62 | 4 229,80 | 35 365,62 | | 31 135,82 |
| | **Sous Total compte 7315** | | | | | **4 229,80** | **35 365,62** | **4 229,80** | **35 365,62** | | **31 135,82** |
| 731721 | Taxe de séjour | | | | | 25 044,72 | 360 974,21 | 25 044,72 | 360 974,21 | | 335 929,49 |
| | **Sous Total compte 73172** | | | | | **25 044,72** | **360 974,21** | **25 044,72** | **360 974,21** | | **335 929,49** |
| 731732 | Prélèvement sur les produits des jeux | | | | | | 64 405,92 | | 64 405,92 | | 64 405,92 |
| | **Sous Total compte 73173** | | | | | | **64 405,92** | | **64 405,92** | | **64 405,92** |
| 73174 | Taxe locale sur la publicité extérieure | | | | | 1 378,60 | 299 291,40 | 1 378,60 | 299 291,40 | | 297 912,80 |
| | **Sous Total compte 7317** | | | | | **26 423,32** | **724 671,53** | **26 423,32** | **724 671,53** | | **698 248,21** |
| 7318 | Autres | | | | | 240,00 | 400,00 | 240,00 | 400,00 | | 160,00 |
| | **Sous Total compte 731** | | | | | **33 343,12** | **45 447 091,98** | **33 343,12** | **45 447 091,98** | | **45 413 748,86** |
| 73211 | Attribution de compensation | | | | | | 12 794 034,00 | | 12 794 034,00 | | 12 794 034,00 |
| 73212 | Dotation de solidarité communautaire | | | | | | 679 917,00 | | 679 917,00 | | 679 917,00 |
| | **Sous Total compte 7321** | | | | | | **13 473 951,00** | | **13 473 951,00** | | **13 473 951,00** |
| 73221 | FNGIR | | | | | | 157 013,00 | | 157 013,00 | | 157 013,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 7322** | | | | | | **157 013,00** | | **157 013,00** | | **157 013,00** |
| | **Sous Total compte 732** | | | | | | **13 630 964,00** | | **13 630 964,00** | | **13 630 964,00** |
| 7391118 | Autres restitutions au titre des dégrève | | | | | 730,00 | | 730,00 | | 730,00 | |
| | **Sous Total compte 739111** | | | | | **730,00** | | **730,00** | | **730,00** | |
| 739116 | Prélèvements au titre de l'article 55 de | | | | | 1 669 326,11 | 299 034,00 | 1 669 326,11 | 299 034,00 | 1 370 292,11 | |
| | **Sous Total compte 73911** | | | | | **1 670 056,11** | **299 034,00** | **1 670 056,11** | **299 034,00** | **1 371 022,11** | |
| 73912 | Reversements sur droits d'enregistrement | | | | | 848,40 | | 848,40 | | 848,40 | |
| | **Sous Total compte 7391** | | | | | **1 670 904,51** | **299 034,00** | **1 670 904,51** | **299 034,00** | **1 371 870,51** | |
| 739218 | Autres prélèvements pour reversements de | | | | | 152 948,00 | | 152 948,00 | | 152 948,00 | |
| | **Sous Total compte 73921** | | | | | **152 948,00** | | **152 948,00** | | **152 948,00** | |
| 7392221 | Fonds de péréquation des ressources comm | | | | | 591 206,00 | | 591 206,00 | | 591 206,00 | |
| | **Sous Total compte 739222** | | | | | **591 206,00** | | **591 206,00** | | **591 206,00** | |
| | **Sous Total compte 73922** | | | | | **591 206,00** | | **591 206,00** | | **591 206,00** | |
| | **Sous Total compte 7392** | | | | | **744 154,00** | | **744 154,00** | | **744 154,00** | |
| 7398 | Reversements, restitutions et prélèvemen | | | | | 35 316,33 | 2 218,33 | 35 316,33 | 2 218,33 | 33 098,00 | |
| | **Sous Total compte 739** | | | | | **2 450 374,84** | **301 252,33** | **2 450 374,84** | **301 252,33** | **2 149 122,51** | |
| | **Sous Total compte 73** | | | | | **2 483 717,96** | **59 379 308,31** | **2 483 717,96** | **59 379 308,31** | | **56 895 590,35** |
| 74111 | Dotation forfaitaire des communes | | | | | | 3 865 796,00 | | 3 865 796,00 | | 3 865 796,00 |
| 741127 | Dotation nationale de péréquation (DNP) | | | | | | 561 188,00 | | 561 188,00 | | 561 188,00 |
| | **Sous Total compte 74112** | | | | | | **561 188,00** | | **561 188,00** | | **561 188,00** |
| | **Sous Total compte 7411** | | | | | | **4 426 984,00** | | **4 426 984,00** | | **4 426 984,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 741** | | | | | | **4 426 984,00** | | **4 426 984,00** | | **4 426 984,00** |
| 744 | FCTVA | | | | | | 109 526,78 | | 109 526,78 | | 109 526,78 |
| 74611 | DGD | | | | | | 375 408,00 | | 375 408,00 | | 375 408,00 |
| | **Sous Total compte 7461** | | | | | | **375 408,00** | | **375 408,00** | | **375 408,00** |
| | **Sous Total compte 746** | | | | | | **375 408,00** | | **375 408,00** | | **375 408,00** |
| 74718 | Autres | | | | | | 151 343,11 | | 151 343,11 | | 151 343,11 |
| | **Sous Total compte 7471** | | | | | | **151 343,11** | | **151 343,11** | | **151 343,11** |
| 7473 | Départements | | | | | | 34 000,00 | | 34 000,00 | | 34 000,00 |
| 74741 | Communes membres du GFP | | | | | 7 158,51 | 61 446,71 | 7 158,51 | 61 446,71 | | 54 288,20 |
| 74748 | Autres communes | | | | | 10 131,87 | 46 590,96 | 10 131,87 | 46 590,96 | | 36 459,09 |
| | **Sous Total compte 7474** | | | | | **17 290,38** | **108 037,67** | **17 290,38** | **108 037,67** | | **90 747,29** |
| 7478222 | Caisses d'allocations familiales | | | | | 2 812,80 | 10 293,00 | 2 812,80 | 10 293,00 | | 7 480,20 |
| | **Sous Total compte 747822** | | | | | **2 812,80** | **10 293,00** | **2 812,80** | **10 293,00** | | **7 480,20** |
| | **Sous Total compte 74782** | | | | | **2 812,80** | **10 293,00** | **2 812,80** | **10 293,00** | | **7 480,20** |
| 747888 | Autres | | | | | 104 373,11 | 462 283,52 | 104 373,11 | 462 283,52 | | 357 910,41 |
| | **Sous Total compte 74788** | | | | | **104 373,11** | **462 283,52** | **104 373,11** | **462 283,52** | | **357 910,41** |
| | **Sous Total compte 7478** | | | | | **107 185,91** | **472 576,52** | **107 185,91** | **472 576,52** | | **365 390,61** |
| | **Sous Total compte 747** | | | | | **124 476,29** | **765 957,30** | **124 476,29** | **765 957,30** | | **641 481,01** |
| 7482 | Compensation pour perte de taxe addition | | | | | | 4 579,00 | | 4 579,00 | | 4 579,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | | | | | | 9 542,50 | | 9 542,50 | | 9 542,50 |
| 74888 | Autres | | | | | | 1 754 150,00 | | 1 754 150,00 | | 1 754 150,00 |
| | **Sous Total compte 7488** | | | | | | **1 754 150,00** | | **1 754 150,00** | | **1 754 150,00** |
| | **Sous Total compte 748** | | | | | | **1 768 271,50** | | **1 768 271,50** | | **1 768 271,50** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 7498 | Autres reversements sur dotations et par | | | | | 40 656,26 | | 40 656,26 | | 40 656,26 | |
| | **Sous Total compte 749** | | | | | **40 656,26** | | **40 656,26** | | **40 656,26** | |
| | **Sous Total compte 74** | | | | | **165 132,55** | **7 446 147,58** | **165 132,55** | **7 446 147,58** | | **7 281 015,03** |
| 752 | Revenus des immeubles | | | | | 141 427,37 | 958 805,60 | 141 427,37 | 958 805,60 | | 817 378,23 |
| 757368 | Autres | | | | | | 90 655,59 | | 90 655,59 | | 90 655,59 |
| | **Sous Total compte 75736** | | | | | | **90 655,59** | | **90 655,59** | | **90 655,59** |
| | **Sous Total compte 7573** | | | | | | **90 655,59** | | **90 655,59** | | **90 655,59** |
| 7574 | Subventions de fonctionnement des person | | | | | | 1 300,00 | | 1 300,00 | | 1 300,00 |
| | **Sous Total compte 757** | | | | | | **91 955,59** | | **91 955,59** | | **91 955,59** |
| 75811 | Redevances pour concessions, brevets, li | | | | | 626,67 | 3 600,00 | 626,67 | 3 600,00 | | 2 973,33 |
| 75813 | Redevances versées par les fermiers et c | | | | | 63 658,91 | 491 953,65 | 63 658,91 | 491 953,65 | | 428 294,74 |
| | **Sous Total compte 7581** | | | | | **64 285,58** | **495 553,65** | **64 285,58** | **495 553,65** | | **431 268,07** |
| 75888 | Autres | | | | | 12 224,01 | 462 653,31 | 12 224,01 | 462 653,31 | | 450 429,30 |
| | **Sous Total compte 7588** | | | | | **12 224,01** | **462 653,31** | **12 224,01** | **462 653,31** | | **450 429,30** |
| | **Sous Total compte 758** | | | | | **76 509,59** | **958 206,96** | **76 509,59** | **958 206,96** | | **881 697,37** |
| | **Sous Total compte 75** | | | | | **217 936,96** | **2 008 968,15** | **217 936,96** | **2 008 968,15** | | **1 791 031,19** |
| 76232 | par le GFP de rattachement | | | | | 3 840,21 | 50 485,41 | 3 840,21 | 50 485,41 | | 46 645,20 |
| | **Sous Total compte 7623** | | | | | **3 840,21** | **50 485,41** | **3 840,21** | **50 485,41** | | **46 645,20** |
| | **Sous Total compte 762** | | | | | **3 840,21** | **50 485,41** | **3 840,21** | **50 485,41** | | **46 645,20** |
| 76811 | Sortie des emprunts à risques avec IRA c | | | | | | 621 979,71 | | 621 979,71 | | 621 979,71 |
| | **Sous Total compte 7681** | | | | | | **621 979,71** | | **621 979,71** | | **621 979,71** |
| 7688 | Autres | | | | | | 24 048,34 | | 24 048,34 | | 24 048,34 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

D

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 768** | | | | | | **646 028,05** | | **646 028,05** | | **646 028,05** |
| | **Sous Total compte 76** | | | | | **3 840,21** | **696 513,46** | **3 840,21** | **696 513,46** | | **692 673,25** |
| 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieur | | | | | | 19 082,00 | | 19 082,00 | | 19 082,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | | | | | | 1 567 947,06 | | 1 567 947,06 | | 1 567 947,06 |
| 777 | Recettes et quote-part des subventions d | | | | | | 2 231,13 | | 2 231,13 | | 2 231,13 |
| | **Sous Total compte 77** | | | | | | **1 589 260,19** | | **1 589 260,19** | | **1 589 260,19** |
| 7811 | Reprises sur amortissements des immobili | | | | | | 1 230,08 | | 1 230,08 | | 1 230,08 |
| 7815 | Reprises sur provisions pour risques et | | | | | | 140 075,78 | | 140 075,78 | | 140 075,78 |
| | **Sous Total compte 781** | | | | | | **141 305,86** | | **141 305,86** | | **141 305,86** |
| 7865 | Reprises sur provisions pour risques et | | | | | | 365 289,44 | | 365 289,44 | | 365 289,44 |
| | **Sous Total compte 786** | | | | | | **365 289,44** | | **365 289,44** | | **365 289,44** |
| | **Sous Total compte 78** | | | | | | **506 595,30** | | **506 595,30** | | **506 595,30** |
| | **Total classe 7** | | | | | **3 345 895,00** | **75 189 022,24** | **3 345 895,00** | **75 189 022,24** | **2 189 778,77** | **74 032 906,01** |
| | **Total général** | **524 691 622,21** | **524 691 622,21** | **306 245 665,56** | **301 976 378,03** | **97 324 752,14** | **101 594 039,67** | **928 262 039,91** | **928 262 039,91** | **605 896 127,69** | **605 896 127,69** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# V – ARRETE ET SIGNATURES

## ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Date d'édition : 09/03/2026

| Comptable(s) | | | Ayant exercé au cours de la gestion | |
|---|---|---|---|---|
| M Abderrahmane SETTA | du | 19/01/2026 | au | 09/03/2026 |
| M PIERRE YVES SIKLI | du | 01/01/2025 | au | 18/01/2026 |

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

**BENTALEB Sihame (1024315842-0), Inspecteur principal des Finances Publiques** **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 10/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

**SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale** **A GRASSE, le 11/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 28/04/2026 par l'organe délibérant.

**VIAUD JEROME (jviaud2-xt), MAIRE** **A GRASSE, le 29/04/2026**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Edition définitive

# BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2025

00400 - GRASSE

Exercice : 2025

| DÉSIGNATION DES COMPTES<br>No<br>Intitulé<br>Nature des valeurs inactives | DÉBIT | | | CRÉDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| 861 - Portefeuille | | | | | | | | |
| conservatoire de musique | | | | | | | | |
| grasse animation noël patinoire | 1 065,00 | 15 783,00 | 16 848,00 | | 15 783,00 | 15 783,00 | 1 065,00 | |
| Les promeneurs du temps | | 16 020,00 | 16 020,00 | | 16 020,00 | 16 020,00 | | |
| Mahp + villa fragonard 2016 | | 5 000,00 | 5 000,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | | |
| service evenementiel - expo roses | 9 792,00 | 31 395,00 | 41 187,00 | | 28 792,00 | 28 792,00 | 12 395,00 | |
| espace culturel alt 500 | | 122 608,00 | 122 608,00 | | 12 776,00 | 12 776,00 | 109 832,00 | |
| cinema | | 12 488,00 | 12 488,00 | | 6 588,00 | 6 588,00 | 5 900,00 | |
| **SOUS-TOTAL COMPTE 861** | **10 857,00** | **203 294,00** | **214 151,00** | | **84 959,00** | **84 959,00** | **129 192,00** | |
| 862 - Correspondant | | | | | | | | |
| conservatoire de musique | 8 295,00 | | 8 295,00 | | 7 330,00 | 7 330,00 | 965,00 | |
| grasse animation noël patinoire | 14 691,00 | 15 783,00 | 30 474,00 | | 14 691,00 | 14 691,00 | 15 783,00 | |
| Les promeneurs du temps | 6 370,00 | 15 000,00 | 21 370,00 | | 6 370,00 | 6 370,00 | 15 000,00 | |
| Mahp + villa fragonard 2016 | 4 482,00 | 5 000,00 | 9 482,00 | | 4 642,00 | 4 642,00 | 4 840,00 | |
| service evenementiel - expo roses | 400,00 | 28 792,00 | 29 192,00 | | 28 542,00 | 28 542,00 | 650,00 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Edition définitive

# BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2025

00400 - GRASSE

Exercice : 2025

| DÉSIGNATION DES COMPTES<br>No<br>Intitulé<br>Nature des valeurs inactives | DÉBIT | | | CRÉDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| espace culturel alt 500 | | 12 776,00 | 12 776,00 | | 6 064,00 | 6 064,00 | 6 712,00 | |
| cinema | | 6 588,00 | 6 588,00 | | 1 876,00 | 1 876,00 | 4 712,00 | |
| **SOUS-TOTAL COMPTE 862** | **34 238,00** | **83 939,00** | **118 177,00** | | **69 515,00** | **69 515,00** | **48 662,00** | |
| 863 - Prise en charge titre et valeur | | | | | | | | |
| conservatoire de musique | | 7 330,00 | 7 330,00 | 8 295,00 | | 8 295,00 | | 965,00 |
| grasse animation noël patinoire | | 7 908,00 | 7 908,00 | 15 756,00 | 9 000,00 | 24 756,00 | | 16 848,00 |
| Les promeneurs du temps | | 6 370,00 | 6 370,00 | 6 370,00 | 15 000,00 | 21 370,00 | | 15 000,00 |
| Mahp + villa fragonard 2016 | | 4 642,00 | 4 642,00 | 4 482,00 | 5 000,00 | 9 482,00 | | 4 840,00 |
| service evenementiel - expo roses | | 16 147,00 | 16 147,00 | 10 192,00 | 19 000,00 | 29 192,00 | | 13 045,00 |
| espace culturel alt 500 | | 6 064,00 | 6 064,00 | | 122 608,00 | 122 608,00 | | 116 544,00 |
| cinema | | 1 876,00 | 1 876,00 | | 12 488,00 | 12 488,00 | | 10 612,00 |
| **SOUS-TOTAL COMPTE 863** | | **50 337,00** | **50 337,00** | **45 095,00** | **183 096,00** | **228 191,00** | | **177 854,00** |
| **TOTAUX** | **45 095,00** | **337 570,00** | **382 665,00** | **45 095,00** | **337 570,00** | **382 665,00** | **177 854,00** | **177 854,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 35 BUDGET PRINCIPAL**
**COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 35**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET PRINCIPAL**
**COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de présenter le Compte Financier Unique (CFU) – résultats budgétaires de l'exercice 2025 :

| | |
|---|---|
| - fonctionnement : excédent : | **+ 8 684 473,57 €** |
| - investissement : déficit cumulé : | **- 3 884 082,01 €** |

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) se substitue désormais au Compte Administratif ainsi qu'au Compte de Gestion, par dérogation aux dispositions régissant ces documents.

Ce document est donc commun à l'ordonnateur et au comptable public composé de données d'exécution budgétaire et d'informations financières et patrimoniales destinées à apporter une vision exhaustive de la situation financière de la commune.

Monsieur le Maire expose :

Vu les règlements de la comptabilité publique,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, incluant les collectivités territoriales comme entités concernées par le CFU,

Vu la délibération 2023-175 du Conseil Municipal autorisant la mise en œuvre du droit d'option du nouveau référentiel comptable M 57 au 1er janvier 2024 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu la délibération 2025-38 du Conseil Municipal approuvant le Compte Financier Unique de 2024 ;

Vu la délibération 2025-51 du Conseil Municipal approuvant l'affectation du résultat 2024 sur 2025 ;

Vu la délibération 2025-51 du Conseil Municipal approuvant le projet du Budget Primitif 2025 ;

Vu la délibération 2025-95 du Conseil Municipal d'approbation de la Décision Budgétaire Modificative n°1 ;

Vu la délibération 2025-144 du Conseil Municipal d'approbation de la Décision Budgétaire Modificative n°2 ;

Vu la délibération 2025-166 du Conseil Municipal d'approbation de la Décision Budgétaire Modificative n°3 ;

Vu la délibération 2025-194 du Conseil Municipal d'approbation de la Décision Budgétaire Modificative n°4 ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Vu la note de présentation du Compte Financier Unique (CFU) pour l'année 2025 du budget principal annexée à la présente délibération ;

Considérant que les collectivités qui souhaitent produire un Compte Financier Unique (CFU] à compter de l'exercice 2025 pour les comptes 2024 ne sont plus dans l'expérimentation et qu'elles n'ont donc pas à conclure de convention avec l'Etat et n'ont pas non plus à délibérer ;

Considérant que la commune de Grasse souscrit au prérequis pour pouvoir adopter le Compte Financier Unique (CFU) à savoir appliquer le référentiel budgétaire et comptable M57 d'une part et avoir dématérialisé les documents budgétaires d'autre part ;

Considérant que par courriel du 26 septembre 2024 la Commune de Grasse a donné son accord à Monsieur le Comptable Public, Responsable du Service de Gestion Comptable de Grasse et représentant la Direction Générale des Finances Publiques, pour le passage au Compte Financier Unique (CFU) dès 2024 ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif et au Compte de Gestion, par dérogation aux dispositions législatives et règlementaires régissant ces documents ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux de contributions et produits afférents ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie les travaux en amont de la production du CFU ;

Le Compte Financier Unique (CFU) du budget principal fait ressortir pour l'exercice budgétaire 2025 les résultats suivants :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE** | **4 083 705,18** |
| DEPENSES REALISEES | -69 775 421,93 |
| RECETTES REALISEES | 74 376 190,32 |
| **RESULTAT DE FONCTIONNEMENT** | **8 684 473,57** |

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

| | |
|---|---|
| **DEFICIT ANTERIEUR REPORTE** | **-3 552 601,15** |
| DEPENSES REALISEES | -24 069 945,19 |
| RECETTES REALISEES | 23 738 464,33 |
| RESTES A REALISER DEPENSES | -8 360 761,02 |
| RESTES A REALISER RECETTES | 8 360 761,02 |
| **RESULTAT INVESTISSEMENT** | **-3 884 082,01** |

Ces résultats sont repris dans le détail, par chapitre et par section, dans les tableaux représentés ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES - MONTANTS EN EUROS

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES CARACTERE GENERAL | 13 583 978,47 | 13 577 043,90 | | 6 934,57 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL | 36 590 000,00 | 36 291 670,74 | | 298 329,26 |
| 014 | ATTENUATION DE PRODUITS | 2 195 154,00 | 2 189 778,77 | | 5 375,23 |
| 65 | CHARGES DE GESTION COURANTE | 9 901 480,06 | 9 880 088,63 | | 21 391,43 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 2 145 000,00 | 1 998 524,07 | | 146 475,93 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 150 000,00 | 17 655,43 | | 132 344,57 |
| 023 | VIREMENT A L'INVESTISSEMENT | 7 919 404,87 | | | 7 919 404,87 |
| 042 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 4 581 559,00 | 5 820 660,39 | | 0,00 |
| | **TOTAL GENERAL** | **77 066 576,40** | **69 775 421,93** | | **8 530 255,86** |

## SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | TITRES EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
|---|---|---|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 310 000,00 | 343 284,31 | | 0,00 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | 2 637 309,32 | 2 696 180,52 | | 0,00 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 13 631 047,00 | 13 630 964,00 | | 83,00 |
| 731 | FISCALITES LOCALES | 45 309 476,00 | 45 413 748,86 | | 0,00 |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 7 309 680,00 | 7 321 671,29 | | 0,00 |
| 75 | AUT. PRODUITS GESTION COURANTE | 1 871 993,68 | 1 791 031,19 | | 80 962,49 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 688 000,00 | 692 673,25 | | 0,00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 100 000,00 | 1 587 029,06 | | 0,00 |
| 042 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 1 125 365,22 | 899 607,84 | | 225 757,38 |
| | **TOTAL** | **72 982 871,22** | **74 376 190,32** | | **306 802,87** |
| 002 | RESULTAT REPORTE | **4 083 705,18** | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **77 066 576,40** | **74 376 190,32** | | **306 802,87** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES – MONTANTS EN EUROS

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
|---|---|---|---|---|---|
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 14 300 000,00 | 8 789 223,12 | | 5 510 776,88 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 849 818,84 | 478 522,18 | 227 616,93 | 143 679,73 |
| 204 | SUBVENTIONS EQUIPEMENT | 2 531 571,12 | 2 152 581,59 | | 378 989,53 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 311 328,86 | 1 224 142,18 | 55 535,14 | 31 651,54 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 14 267 036,48 | 9 757 430,98 | 4 450 339,22 | 59 266,28 |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES | 353 050,00 | 14 800,00 | 338 250,00 | 0,00 |
| 27 | AUTRES IMMOB.FINANCIERES | 3 200 000,00 | 200 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 |
| 4541101 | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | 378 472,05 | | | 378 472,05 |
| 45411109 | PERIL 32, RUE TRACASTEL | 367,16 | | | 367,16 |
| 45411114 | PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | 1 740,00 | 1 740,00 | | 0,00 |
| 45411116 | PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE | 5 662,14 | 2 626,18 | 2 561,39 | 474,57 |
| 45411124 | PERIL 13, RUE DE LA POISSONNERIE | 9 072,00 | 7 332,00 | 1 740,00 | 0,00 |
| 45411125 | PERIL 7, TRAVERSE FONT LAUGIERE | 20 266,36 | 20 170,00 | | 96,36 |
| 45411129 | DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHIRIS | 2 460,00 | 2 460,00 | | 0,00 |
| 45411131 | PERIL 5, TRAVERSE SAINTE MARTHE | 2 736,00 | 2 736,00 | | 0,00 |
| 45411132 | TRAVAUX DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP 35 | 12 360,00 | 12 360,00 | | 0,00 |
| 45411133 | PERIL 20, AVENUE JEAN AICARD | 2 000,00 | | 1 800,00 | 200,00 |
| 4541195 | PERIL 1, PLACE SAINTE MARTHE | 3 143,62 | 3 143,62 | | 0,00 |
| 4541199 | PERIL 3, RUE PORTE NEUVE | 42 179,38 | 12 766,82 | 10 037,30 | 19 375,26 |
| 458103 | CAMPUS EX-PALAIS DE JUSTICE | 59 437,98 | | 52 237,98 | 7 200,00 |
| 458106 | ABRIS BUS MARCHAL LECLERC | 85 200,00 | 85 197,60 | | 2,40 |
| 929 | EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS | 220 643,06 | | 220 643,06 | 0,00 |
| 040 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 1 125 365,22 | 899 607,84 | | 225 757,38 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 990 000,00 | 403 105,08 | | 586 894,92 |
| | **TOTAL** | **39 773 910,27** | **24 069 945,19** | **8 360 761,02** | **7 343 204,06** |
| 001 | SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE | **3 552 601,15** | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **43 326 511,42** | **24 069 945,19** | **8 360 761,02** | **7 343 204,06** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## SECTION INVESTISSEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS

| RECETTES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | TITRES EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
| | | | | | |
| 10 | DOTATIONS ET FONDS DIVERS | 5 546 481,15 | 5 213 790,31 | | 332 690,84 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 3 604 000,00 | 3 018 265,56 | 325 646,86 | 260 087,58 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 15 175 000,00 | 8 500 742,00 | 4 888 767,78 | 1 785 490,22 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 3 060,00 | | 0,00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 85 200,00 | | | 85 200,00 |
| 27 | AUTRES IMMOB.FINANCIERES | 3 627 000,00 | 628 308,77 | 3 000 000,00 | 0,00 |
| 024 | PRODUIT DES CESSIONS | 1 092 000,00 | | | |
| 4541201 | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | 378 472,05 | | | 378 472,05 |
| 45412109 | PERIL 32, RUE TRACASTEL | 367,16 | | | 367,16 |
| 45412114 | PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | 1 740,00 | 1 740,00 | | 0,00 |
| 45412116 | PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE | 5 662,14 | 2 626,18 | 2 561,39 | 474,57 |
| 45412124 | PERIL 13, RUE DE LA POISSONNERIE | 9 072,00 | 7 332,00 | 1 740,00 | 0,00 |
| 45412125 | PERIL 7, TRAV FONT LAUGIERE | 20 266,36 | 20 170,00 | | 96,36 |
| 45412129 | DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHIRIS | 2 460,00 | 2 460,00 | | 0,00 |
| 45412131 | PERIL 5, TRAVERSE SAINTE MARTHE | 2 736,00 | 2 736,00 | | 0,00 |
| 45412132 | DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP 35 | 12 360,00 | 12 360,00 | | 0,00 |
| 45412133 | PERIL 20, AVENUE JEAN AICARD | 2 000,00 | | 1 800,00 | 200,00 |
| 4541295 | PERIL 1, PLACE SAINTE MARTHE | 3 143,62 | 3 143,62 | | 0,00 |
| 4541299 | PERIL 3, RUE PORTE NEUVE | 42 179,38 | 12 766,82 | 10 037,30 | 19 375,26 |
| 458203 | CAMPUS EX-PALAIS DE JUSTICE | 140 207,69 | | 130 207,69 | 10 000,00 |
| 458206 | ABRIS BUS MARECHAL LECLERC | 85 200,00 | 85 197,60 | | 2,40 |
| 021 | VIREMENT DU FONCTIONNEMENT | 7 919 404,87 | | | |
| 040 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 4 581 559,00 | 5 820 660,39 | | 0,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 990 000,00 | 403 105,08 | | 586 894,92 |
| | **TOTAL GENERAL** | **43 326 511,42** | **23 738 464,33** | **8 360 761,02** | **3 459 351,36** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après présentation du Compte Financier Unique 2025, Monsieur le Maire, Jérôme Viaud, se retire de la séance et quitte la salle du Conseil Municipal afin de laisser la présidence à Madame Valérie COPIN, Deuxième Adjointe et permettre à l'assemblée de procéder au vote.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ARRÊTER** les dépenses et les recettes de la section d'investissement et de la section de fonctionnement comme détaillé ci-dessus ;
- **APPROUVER** le Compte Financier Unique (CFU) 2025 de la Commune ;
- **CONSTATER** sur les résultats précités pour la comptabilité du budget principal, la parfaite correspondance des valeurs avec les états du comptable de la Commune ;
- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et quitte la salle. Madame Valérie COPIN, Deuxième Adjointe, élue Présidente de séance par délibération n° 2026-34, fait procéder au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 37 voix pour, 8 voix contre : Monsieur CAMERANO (2 voix), Madame LAZREUG, Madame CANADAS, Monsieur EUZIERE, Madame GHALOUNI, Monsieur FERRARE et Madame TONNERRE.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION
# BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

# COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Ce rapport présente le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe du Service Extérieur des Pompes Funèbres, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le résultat net de la section d'exploitation fait apparaître un solde excédentaire de **111 476,93 €** selon la répartition suivante :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE** | **67 783,93** |
| DEPENSES REALISEES | 0,00 |
| RECETTES REALISEES | 43 693,00 |
| **RESULTAT DE FONCTIONNEMENT** | **111 476,93** |

Ces résultats sont repris par chapitre et par section dans les tableaux représentés ci-dessous :

**SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES - MONTANTS EN EUROS**

| DEPENSES D'EXPLOITATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **CREDITS OUVERTS** | **MANDATS EMIS** | **RESTES A REALISER** | **CREDITS ANNULES** |
| | | | | | |
| **011** | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 92 783,93 | 0,00 | 0,00 | 92 783,93 |
| **002** | RESULTAT EXPLOITATION REPORTE | 0,00 | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **92 783,93** |

**SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS**

| RECETTES D'EXPLOITATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **CREDITS OUVERTS** | **MANDATS EMIS** | **RESTES A REALISER** | **CREDITS ANNULES** |
| | | | | | |
| **70** | VENTE PRODUITS FABRIQUES PRESTATIONS | 25 000,00 | 43 693,00 | | 18 693,00 |
| | | | | | |
| **002** | RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE | 67 783,93 | 0,00 | | 0,00 |
| | **TOTAL GENERAL** | **92 783,93** | **43 693,00** | **0,00** | **18 693,00** |

Les recettes sont essentiellement liées à la vente de cases, enfeus et caveaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## POMPES FUNEBRES DE GRASSE

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE GRASSE

Numéro SIRET : 21060069800356

POSTE COMPTABLE : 006109 SGC GRASSE

## Compte financier unique (M4)

## Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire

## Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures

ECCF

| | | Origine des données | Page |
|---|---|---|---|
| | **I. Informations générales et synthétiques** | | |
| A | Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble | Ordonnateur | 5 |
| B | Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés | Comptable | 6 |
| C | Liste des services individualisés dans un budget annexe | Ordonnateur | 7 |
| D1 | Détail des restes à réaliser - Dépenses | Ordonnateur | 8 |
| D2 | Détail des restes à réaliser - Recettes | Ordonnateur | 9 |
| E | Bilan synthétique | Comptable | 10 |
| F | Compte de résultat synthétique | Comptable | 11 |
| | **II. Exécution budgétaire** | | |
| A | Modalités de vote du budget | Ordonnateur | 12 |
| | *Vue d'ensemble* | | |
| A1.1 | Dépenses d'exploitation | Ordonnateur | 13 |
| A1.2 | Recettes d'exploitation | Ordonnateur | 14 |
| A2.1 | Dépenses d'investissement | Ordonnateur | 15 |
| A2.2 | Recettes d'investissement | Ordonnateur | 16 |
| | *Vue détaillée* | | |
| B1 | Dépenses d'exploitation | Comptable | 17 |
| B2 | Recettes d'exploitation | Comptable | 18 |
| C1 | Dépenses d'investissement | Comptable | 19 |
| C2 | Recettes d'investissement | Comptable | 21 |
| D1 | Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | Ordonnateur | 22 |
| | **III. États financiers** | | |
| A | Bilan | Comptable | 23 |
| B | Compte de résultat | Comptable | 28 |
| C | Balance des comptes | Comptable | 31 |
| | **IV. États annexés** | | |
| A | Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | Ordonnateur | |
| | *B. États annexés patrimoniaux* | | |
| B1.1 | État de la dette - Détail des crédits de trésorerie | Ordonnateur | |
| B1.2 | État de la dette - Répartition par nature de dette | Ordonnateur | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | Origine des données | Page |
|---|---|---|---|
| B1.3 | État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux | Ordonnateur | |
| B1.4 | État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours | Ordonnateur | |
| B1.5 | État de la dette - Détail des opérations de couverture | Ordonnateur | |
| B1.6 | État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement | Ordonnateur | |
| B1.7 | État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N | Ordonnateur | |
| B1.8 | État de la dette - Autres dettes | Ordonnateur | |
| B2 | Méthodes utilisées pour les amortissements | Ordonnateur | |
| B3 | État des provisions et des dépréciations | Ordonnateur | |
| B4 | État des charges transférées | Ordonnateur | |
| B5 | Détail des opérations pour le compte de tiers | Ordonnateur | |
| B6.1 | État des emprunts garantis | Ordonnateur | |
| B6.2 | Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis | Ordonnateur | |
| B7.1 | Subventions versées dans le cadre du vote du budget | Ordonnateur | |
| B8.1 | État des contrats de crédit-bail | Ordonnateur | |
| B8.2 | État des marchés de partenariat | Ordonnateur | |
| B8.3 | État des autres engagements donnés | Ordonnateur | |
| B8.4 | État des engagements reçus | Ordonnateur | |
| B9.1 | État du personnel | Ordonnateur | |
| B9.2 | État du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie | Ordonnateur | |
| B10 | Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier | Ordonnateur | |
| | *C. États annexés budgétaires* | | |
| C1.1 | Équilibre budgétaire | Ordonnateur | |
| C1.2 | Équilibre budgétaire - Dépenses | Ordonnateur | |
| C1.3 | Équilibre budgétaire - Recettes | Ordonnateur | |
| C2.1 | Situation des autorisations de programme | Ordonnateur | |
| C2.2 | Situation des autorisations d'engagement | Ordonnateur | |
| C3 | Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature | Ordonnateur | |
| | *D. Autres éléments d'information* | | |
| D1.1.1 | État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation | Ordonnateur | |
| D1.1.2 | État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement | Ordonnateur | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| | | | |
|---|---|---|---|
| D1.2.1 | État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation | Ordonnateur | |
| D1.2.2 | État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement | Ordonnateur | |
| | **V. Arrêté et signatures** | | |
| A | Arrêté et signatures | Ordonnateur / Comptable | 33 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

## PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

I
A

| Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Investissement** | **Exploitation** | **Total cumulé** |
| Recettes | Prévision budgétaire totale | A | **0,00** | **25 000,00** | **25 000,00** |
| | Recettes réalisées (1) | B | **0,00** | **43 693,00** | **43 693,00** |
| | Restes à réaliser | C | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Dépenses | Autorisation budgétaire totale | D | **0,00** | **92 783,93** | **92 783,93** |
| | Dépenses réalisées (1) | E | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | Restes à réaliser | F | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Différences entre les titres et les mandats | Solde des réalisations de l'exercice (+/-) | G = B - E | **0,00** | **43 693,00** | **43 693,00** |
| Résultats antérieurs reportés | Résultats antérieurs reportés (+/-) | H | **0,00** | **67 783,93** | **67 783,93** |
| Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation) | Excédent /déficit | G + H | **0,00** | **111 476,93** | **111 476,93** |
| Différence entre les restes à réaliser | Restes à réaliser (+/-) | I = C – F | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Résultat cumulé | Excédent /déficit | G + H + I | **0,00** | **111 476,93** | **111 476,93** |

*(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B

| | Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1 | Part affectée à l'investissement : exercice N | Résultat de l'exercice N | Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire | Résultat de clôture de l'exercice N |
|---|---|---|---|---|---|
| **I - Budget principal** | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| **II - Budgets des services à caractère administratif** | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| **III - Budgets des services à caractère industriel et commercial** | | | | | |
| POMPES FUNEBRES DE GRASSE | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | 67 783,93 | | 43 693,00 | | 111 476,93 |
| Sous-Total | 67 783,93 | | 43 693,00 | | 111 476,93 |
| **TOTAL III** | **67 783,93** | | **43 693,00** | | **111 476,93** |
| **TOTAL I + II + III** | **67 783,93** | | **43 693,00** | | **111 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

I C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES — D1

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (I) 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | | (II) 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006006600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES — D2

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (III) 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | | (IV) 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

### Bilan synthétique (en milliers d'euros)

E

| ACTIF NET (1) | Total | PASSIF | Total |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles (nettes)** | **0,00** | Dotations | 0,00 |
| Terrains | 0,00 | Fonds globalisés | 0,00 |
| Constructions | 0,00 | Réserves | 0,00 |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers | 0,00 | Différences sur réalisation d'immobilisations | 0,00 |
| Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | Report à nouveau (1) | 67,78 |
| Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2) | 43,69 |
| Autres immobilisations corporelles | 0,00 | Subventions transférables | 0,00 |
| **Total immobilisations corporelles (nettes)** | **0,00** | Subventions non transférables | 0,00 |
| **Immobilisations financières** | **0,00** | Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant | 0,00 |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISE** | **0,00** | Provisions réglementées | 0,00 |
| Stocks | 0,00 | **TOTAL FONDS PROPRES** | **111,48** |
| Créances | 111,48 | **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | **0,00** |
| Valeurs mobilières de placement | 0,00 | **Dettes financières à long terme** | **0,00** |
| Disponibilités | 0,00 | Fournisseurs (2) | 0,00 |
| Autres actifs circulant | 0,00 | Autres dettes à court terme | 0,00 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **111,48** | **Total des dettes à court terme** | **0,00** |
| **Comptes de régularisation** | **0,00** | **TOTAL DETTES** | **0,00** |
| | | **Comptes de régularisation** | **0,00** |
| **TOTAL ACTIF** | **111,48** | **TOTAL PASSIF** | **111,48** |

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

### Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

F

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| Impôts et taxes perçus | | |
| Dotations et subventions reçues | | |
| Produits des services | 43,69 | 38,90 |
| Autres produits | | |
| Transferts de charges | | |
| Produits courants non financiers | 43,69 | 38,90 |
| Traitements, salaires, charges sociales | | |
| Achats et charges externes | | |
| Participations et interventions | | |
| Dotations aux amortissements et provisions | | |
| Autres charges | | |
| Charges courantes non financières | | |
| **RESULTAT COURANT NON FINANCIER** | **43,69** | **38,90** |
| Produits courants financiers | | |
| Charges courantes financières | | |
| **RESULTAT COURANT FINANCIER** | | |
| **RESULTAT COURANT** | **43,69** | **38,90** |
| Produits exceptionnels | | |
| Charges exceptionnelles | | |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | | |
| **Impôts sur les bénéfices** | | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **43,69** | **38,90** |

# II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE
## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A1.1

## DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 011 | Charges à caractère général | 92 783,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |
| *Chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | | | | | |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des dépenses d'exploitation de l' exercice** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **0,00** | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d' exploitation** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A1.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 25 000,00 | 40 693,00 | 3 000,00 | 43 693,00 | 174,77 | 0,00 |
| Chapitre 73 | Produits issus de la fiscalité(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **25 000,00** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | **174,77** | **0,00** |
| Chapitre 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 78 | Reprises sur provisions et dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **25 000,00** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | **174,77** | **0,00** |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des recettes d'exploitation de l' exercice** | | **25 000,00** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | **174,77** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **67 783,93** | | | | | |
| **Total des recettes de la section d' exploitation** | | **92 783,93** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | | **0,00** |

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A2.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| Chapitre *041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté** | | **0,00** | | | |
| **TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT** | | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A2.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Taux de réalisation (b /a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d' investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *Chapitre 021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *0,00* | | | |
| *Chapitre 040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d' investissement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté** | | **0,00** | | | |
| **TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses d'exploitation - Vue détaillée

B1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 011 | Charges à caractère général | 92 783,93 | | | | 92 783,93 |
| total chapitre 012 | Charges de personnel et frais assimilés | | | | | |
| total chapitre 014 | Atténuations de produits | | | | | |
| total chapitre 65 | Autres charges de gestion courante | | | | | |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **92 783,93** | | | | **92 783,93** |
| total chapitre 66 | Charges financières | | | | | |
| total chapitre 67 | Charges exceptionnelles | | | | | |
| total chapitre 68 | Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires) | | | | | |
| total chapitre 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés | | | | | |
| total chapitre 022 | Dépenses imprévues | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **92 783,93** | | | | **92 783,93** |
| *total chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | | | | | |
| *total chapitre 042* | *Opérations d'ordre de transferts entre sections* | | | | | |
| *total chapitre 043* | *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation* | | | | | |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | | | | | |
| **Total des dépenses d'exploitation de l'exercice** | | **92 783,93** | | | | **92 783,93** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d'exploitation** | | **92 783,93** | | | | **92 783,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'exploitation - Vue détaillée

B2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 013 | Atténuations de charges | | | | | |
| 707 | Ventes de marchandises | | 43 693,00 | | 43 693,00 | |
| total chapitre 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | 25 000,00 | 43 693,00 | | 43 693,00 | -18 693,00 |
| total chapitre 73 | Produits issus de la fiscalité | | | | | |
| total chapitre 74 | Subventions d'exploitation | | | | | |
| total chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | | | | | |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **25 000,00** | **43 693,00** | | **43 693,00** | **-18 693,00** |
| total chapitre 76 | Produits financiers | | | | | |
| total chapitre 77 | Produits exceptionnels | | | | | |
| total chapitre 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires) | | | | | |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **25 000,00** | **43 693,00** | | **43 693,00** | **-18 693,00** |
| *total chapitre 042* | *Opérations d'ordre de transferts entre sections* | | | | | |
| *total chapitre 043* | *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation* | | | | | |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | | | | | |
| **Total des recettes d'exploitation de l'exercice** | | **25 000,00** | **43 693,00** | | **43 693,00** | **-18 693,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **67 783,93** | | | | |
| **Total des recettes de la section d'exploitation** | | **92 783,93** | **43 693,00** | | **43 693,00** | **49 090,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

### Dépenses d'investissement - Vue détaillée

C1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | | | | | |
| total chapitre 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| total chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation ou en concession | | | | | |
| total chapitre 23 | Immobilisations en cours | | | | | |
| **Total des dépenses d'équipement** | | | | | | |
| total chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | | |
| total chapitre 13 | Subventions d'investissement | | | | | |
| total chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | | |
| total chapitre 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées) | | | | | |
| total chapitre 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | | | |
| total chapitre 27 | Autres immobilisations financières | | | | | |
| total chapitre 020 | Dépenses imprévues | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | | | | | |
| total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | | | | | |
| *total chapitre 040* | *Opérations d'ordre de transfert entre sections* | | | | | |
| *total chapitre 041* | *Opérations patrimoniales* | | | | | |
| ***Total des dépenses d'ordre en investissement*** | | | | | | |
| **Total des dépenses d'investissement de l'exercice** | | | | | | |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses d'investissement - Vue détaillée

C1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total des dépenses de la section d'investissement** | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

### Recettes d'investissement - Vue détaillée

C2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 13 | Subventions d'investissement | | | | | |
| total chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | | |
| total chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | | | | | |
| total chapitre 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| total chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation ou en concession | | | | | |
| total chapitre 23 | Immobilisations en cours | | | | | |
| total chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | | |
| total chapitre 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées) | | | | | |
| total chapitre 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | | | |
| total chapitre 27 | Autres immobilisations financières | | | | | |
| total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | | | | | |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | | | | | |
| *total chapitre 021* | *Virement de la section d'exploitation* | | | | | |
| *total chapitre 040* | *Opérations d'ordre de transfert entre sections* | | | | | |
| *total chapitre 041* | *Opérations patrimoniales* | | | | | |
| ***Total des recettes d'ordre en investissement*** | | | | | | |
| **Total des recettes d'investissement de l'exercice** | | | | | | |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | | | | | |
| **Total des recettes de la section d'investissement** | | | | | | |

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
D

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | NET | NET |
| **ACTIF IMMOBILISÉ** | | | | |
| **Immobilisations incorporelles** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais d'études, de R et D | | | | |
| Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | | | | |
| Fonds commercial, droit au bail | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| **Immobilisations corporelles** | | | | |
| 1) En toute propriété | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations, matériels et outillage techniques | | | | |
| Oeuvres d'art | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Immobilisations affectées à un service non personnalisé | | | | |
| Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | | | | |
| 2) Reçues au titre d'une mise à disposition | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations, matériels et outillage techniques | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | NET | NET |
| 3) Reçues en affectation ou en concession | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations, matériels et outillage technique | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| **Immobilisations financières** | | | | |
| Participations et créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres créances | | | | |
| **TOTAL I** | | | | |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **Stocks et en cours** | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| **Avances** | | | | |
| **Créances** | | | | |
| *Créances d'exploitation* | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 3 000,00 | | 3 000,00 | |
| Créances irrécouvrables admises en non valeur | | | | |
| Autres | | | | |
| *Créances diverses* | | | | |
| Créances sur l'état et les collectivités publiques | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | NET | NET |
| Créances sur les budgets annexes ou le budget principal | 108 476,93 | | 108 476,93 | 67 783,93 |
| Opérations pour le compte de tiers (créances) | | | | |
| Autres créances | | | | |
| **Valeurs mobilières de placement** | | | | |
| **Disponibilités** | | | | |
| **Avances de trésorerie** | | | | |
| **Charges constatées d'avance** | | | | |
| **TOTAL II** | **111 476,93** | | **111 476,93** | **67 783,93** |
| **COMPTES DE RÉGULARISATION** | | | | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Dépenses à classer et à régulariser | | | | |
| Écarts de conversion - Actif | | | | |
| **TOTAL III** | | | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)** | **111 476,93** | | **111 476,93** | **67 783,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| **FONDS PROPRES** | | |
| **Fonds internes** | | |
| Dotations | | |
| Mise à disposition (chez le bénéficiaire) | | |
| Affectation (par la collectivité de rattachement) | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Report à nouveau (1) | 67 783,93 | 28 886,93 |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2) | 43 693,00 | 38 897,00 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| **Autres fonds** | | |
| Fonds globalisés | | |
| Droits de l'affectant | | |
| **TOTAL I** | **111 476,93** | **67 783,93** |
| **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| **TOTAL II** | | |
| **DETTES** | | |
| **Dettes financières** | | |
| Emprunts obligataires | | |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Crédits et lignes de trésorerie | | |
| **Avances** | | |
| **Dettes d'exploitation** | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| Dettes fiscales et sociales | | |
| Autres | | |
| **Dettes diverses** | | |
| Fournisseurs d'immobilisations | | |
| Dettes envers l'État et les collectivités publiques | | |
| Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices) | | |
| Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal | | |
| Opérations pour le compte de tiers (dettes) | | |
| Autres dettes | | |
| **Produits constatés d'avance** | | |
| **TOTAL III** | | |
| **COMPTES DE RÉGULARISATION** | | |
| Recettes à classer ou à régulariser | | |
| Écart de conversion - Passif | | |
| **TOTAL IV** | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)** | **111 476,93** | **67 783,93** |

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | |
| Ventes de marchandises | 43 693,00 | 38 897,00 |
| Production vendue | | |
| *Prestations de services* | | |
| *Divers* | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Produits issus de la fiscalité | | |
| Subventions d'exploitation | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Transferts de charges | | |
| Autres produits | | |
| **TOTAL I** | **43 693,00** | **38 897,00** |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | | |
| Achat de matières premières et autres approvisionnements | | |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes | | |
| Impôts, taxes, et versements assimilés | | |
| *Sur rémunérations* | | |
| *Autres* | | |
| Salaires et traitements | | |
| Charges sociales | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| *Dotations aux amortissements sur immobilisations* | | |
| *Dotations aux dépréciations des immobilisations* | | |
| *Dotations aux dépréciations des actifs circulants* | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| *Dotations aux provisions pour risques et charges* | | |
| Autres charges | | |
| **TOTAL II** | | |
| **A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | **43 693,00** | **38 897,00** |
| **PRODUITS FINANCIERS** | | |
| Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Transferts de charges | | |
| Gains de change | | |
| Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| **TOTAL III** | | |
| **CHARGES FINANCIÈRES** | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Pertes de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| **TOTAL IV** | | |
| **B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)** | | |
| **A + B - RÉSULTAT COURANT** | **43 693,00** | **38 897,00** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| *Subventions exceptionnelles* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Sur opérations en capital | | |
| *Produits des cessions d'immobilisations* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| Transferts de charges | | |
| **TOTAL V** | | |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| *Subventions exceptionnelles* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Sur opérations en capital | | |
| *Valeur comptable des immobilisations cédées* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| **TOTAL VI** | | |
| **C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)** | | |
| **Impôts sur les bénéfices (VII)** | | |
| **TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)** | **43 693,00** | **38 897,00** |
| **TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)** | | |
| **RÉSULTAT DE L'EXERCICE** | **43 693,00** | **38 897,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

C

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 110 | Report à nouveau (solde créditeur) | | 28 886,93 | | 38 897,00 | | | | 67 783,93 | | 67 783,93 |
| | **Sous Total compte 11** | | **28 886,93** | | **38 897,00** | | | | **67 783,93** | | **67 783,93** |
| 12 | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert | | 38 897,00 | 38 897,00 | | | | 38 897,00 | 38 897,00 | | |
| | **Sous Total compte 12** | | **38 897,00** | **38 897,00** | | | | **38 897,00** | **38 897,00** | | |
| | **Total classe 1** | | **67 783,93** | **38 897,00** | **38 897,00** | | | **38 897,00** | **106 680,93** | | **67 783,93** |
| 411 | Clients | | | 2 486,00 | 2 486,00 | | | 2 486,00 | 2 486,00 | | |
| 418 | Clients - Produits non encore facturés | | | 3 000,00 | | | | 3 000,00 | | 3 000,00 | |
| | **Sous Total compte 41** | | | **5 486,00** | **2 486,00** | | | **5 486,00** | **2 486,00** | **3 000,00** | |
| 451002 | Compte de rattachement avec (à subdivis | 67 783,93 | | 40 693,00 | | | | 108 476,93 | | 108 476,93 | |
| | **Sous Total compte 451** | **67 783,93** | | **40 693,00** | | | | **108 476,93** | | **108 476,93** | |
| | **Sous Total compte 45** | **67 783,93** | | **40 693,00** | | | | **108 476,93** | | **108 476,93** | |
| 4711 | Versements des régisseurs | | | 40 693,00 | 40 693,00 | | | 40 693,00 | 40 693,00 | | |
| | **Sous Total compte 471** | | | **40 693,00** | **40 693,00** | | | **40 693,00** | **40 693,00** | | |
| | **Sous Total compte 47** | | | **40 693,00** | **40 693,00** | | | **40 693,00** | **40 693,00** | | |
| | **Total classe 4** | **67 783,93** | | **86 872,00** | **43 179,00** | | | **154 655,93** | **43 179,00** | **111 476,93** | |
| 707 | Ventes de marchandises | | | | | | 43 693,00 | | 43 693,00 | | 43 693,00 |
| | **Sous Total compte 70** | | | | | | **43 693,00** | | **43 693,00** | | **43 693,00** |
| | **Total classe 7** | | | | | | **43 693,00** | | **43 693,00** | | **43 693,00** |
| | **Total général** | **67 783,93** | **67 783,93** | **125 769,00** | **82 076,00** | | **43 693,00** | **193 552,93** | **193 552,93** | **111 476,93** | **111 476,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# V – ARRETE ET SIGNATURES

## ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Date d'édition : 06/03/2026

| Comptable(s) | | | Ayant exercé au cours de la gestion | |
|---|---|---|---|---|
| M Abderrahmane SETTA | du | 19/01/2026 | au | 06/03/2026 |
| M PIERRE YVES SIKLI | du | 01/01/2025 | au | 18/01/2026 |

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

**BENTALEB Sihame (1024315842-0), Inspecteur principal des Finances Publiques** **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 10/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

**SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale** **A GRASSE, le 11/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 28/04/2026 par l'organe délibérant.

**VIAUD JEROME (jviaud2-xt), MAIRE** **A GRASSE, le 29/04/2026**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE GRASSE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL GRASSE

Numéro SIRET : 21060069800356

POSTE COMPTABLE : GRASSE MUNICIPALE ET BANLIEUE

**M. 4(4)**

## Compte financier unique

## Voté par nature

BUDGET : SERV EXT DES POMPES FUNEBRES (3)

**ANNEE 2025**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire


## I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 5
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 6
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 7
E - Bilan synthétique
F - Compte de résultat synthétique

## II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 8

### Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 9
A1.2 - Recettes d'exploitation 10
A2.1 - Dépenses d'investissement 11
A2.2 - Recettes d'investissement 12

### Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation
B2 - Recettes d'exploitation
C1 - Dépenses d'investissement
C2 - Recettes d'investissement
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 13

## III - États financiers

A - Bilan
B - Compte de résultat

## III - Etats financiers

C - Balance des comptes

## IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 14

### B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

### C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 15
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 16
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 17
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

## IV - Annexes

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

## IV - États annexés

### D. Autres éléments d'information

| | |
|---|---|
| D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) | Sans Objet |
| D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) | Sans Objet |
| D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) | Sans Objet |
| D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) | Sans Objet |

E - État des Contrôles du Compte Financier

## V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

| Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Investissement** | **Exploitation** | **Total cumulé** |
| Recettes | Prévision budgétaire totale | A | **0,00** | **25 000,00** | **25 000,00** |
| | Recettes réalisées (1) | B | **0,00** | **43 693,00** | **43 693,00** |
| | Restes à réaliser | C | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Dépenses | Autorisation budgétaire totale | D | **0,00** | **92 783,93** | **92 783,93** |
| | Dépenses réalisées (1) | E | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | Restes à réaliser | F | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Différences entre les titres et les mandats | Solde des réalisations de l'exercice (+/-) | G = B - E | **0,00** | **43 693,00** | **43 693,00** |
| Résultats antérieurs reportés | Résultats antérieurs reportés (+/-) | H | **0,00** | **67 783,93** | **67 783,93** |
| Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation) | Excédent /déficit | G + H | **0,00** | **111 476,93** | **111 476,93** |
| Différence entre les restes à réaliser | Restes à réaliser (+/-) | I = C – F | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Résultat cumulé | Excédent /déficit | G + H + I | **0,00** | **111 476,93** | **111 476,93** |

*(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

## LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

I C

| Catégorie de services (2) | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | N° SIRET | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2026-36-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES — D1

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | (I) | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | (II) | **0,00** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

## DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES

I

D2

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (III) 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | | (IV) 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2026-36-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

II A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.1

## DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 011 | Charges à caractère général | 92 783,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |
| *Chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | | | | | |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des dépenses d'exploitation de l'exercice** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **0,00** | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d'exploitation** | | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE II

## RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE A1.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 25 000,00 | 40 693,00 | 3 000,00 | 43 693,00 | 174,77 | 0,00 |
| Chapitre 73 | Produits issus de la fiscalité(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **25 000,00** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | **174,77** | **0,00** |
| Chapitre 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 78 | Reprises sur provisions et dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **25 000,00** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | **174,77** | **0,00** |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des recettes d'exploitation de l'exercice** | | **25 000,00** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | **174,77** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **67 783,93** | | | | | |
| **Total des recettes de la section d'exploitation** | | **92 783,93** | **40 693,00** | **3 000,00** | **43 693,00** | | **0,00** |

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-26-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II
A2.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| Chapitre *041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | **0,00** | | | |
| **TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2026-26-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *Chapitre 021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *0,00* | | | |
| *Chapitre 040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | **0,00** | | | |
| **TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-26-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

### OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

D

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

## PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

IV
A

### 1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

### 2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

### 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL AGREGE DES DEPENSES** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL AGREGE DES RECETTES** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

IV

## C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

C1.1

### DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
***Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1***

| | Ressources propres issues de l'exercice N-1 |
|---|---|
| **Solde d'exécution 001 (A)**<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **0,00** |
| **Solde des RAR (B)**<br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **0,00** |

### *Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1*

| | Ressources propres issues de l'exercice N-1 |
|---|---|
| **Affectation au 106 (C)** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **0,00** |
| **Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)**<br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | **0,00** |

### COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Crédits ouverts/reportés (2) | Réalisations (3) | Restes à réaliser au 31/12/N (4) | Total |
|---|---|---|---|---|
| | | (a) | (b) | (c = a + b) |
| Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Solde d'exécution 001 (A)<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **0,00** | | | **0,00** |
| Affectation au 106 (C) | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |
| **Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)** | **0,00** | | | **0,00** |
| **Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV)**<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte | | | | **0,00** |

*(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

*(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

*(3) Mandats et titres émis*

*(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES — C1.2

### DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **0,00** | **I 0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *0,00* | *0,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES

C1.3

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **0,00** | **III 0,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (2)** | | **0,00** | **0,00** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | |
| *29…* | *Dépréciation des immobilisations* | | |
| *39…* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | |
| *481…* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *0,00* | *0,00* |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Date édition : 06/03/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-26-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Edition définitive

# BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2025

00402 - POMPES FUNEBRES DE GRASSE

Exercice : 2025

BA de GRASSE

| DÉSIGNATION DES COMPTES<br>No<br>Intitulé<br>Nature des valeurs inactives | DÉBIT | | | CRÉDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| 861 - Portefeuille | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| **Sous Total compte 861** | | | | | | | | |
| 862 - Correspondant | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| **Sous Total compte 862** | | | | | | | | |
| 863 - Prise en charge titre et valeur | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| **Sous Total compte 863** | | | | | | | | |
| **TOTAUX** | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 36 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 36**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET ANNEXE DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES**
**COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de présenter le Compte Financier Unique (CFU) du budget annexe du Service Extérieur des Pompes Funèbres – résultats budgétaires de l'exercice 2025 :

- Exploitation : **+ 111 476,93 €**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) se substitue désormais au Compte Administratif ainsi qu'au Compte de Gestion, par dérogation aux dispositions régissant ces documents.

Ce document est donc commun à l'ordonnateur et au comptable public composé de données d'exécution budgétaire et d'informations financières et patrimoniales destinées à apporter une vision exhaustive de la situation financière du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres.

Vu les règlements de la comptabilité publique,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, incluant les collectivités territoriales comme entités concernées par le CFU,

Vu la délibération 2025-55 du Conseil Municipal approuvant le projet du Budget Primitif 2025 ;

Vu la note de présentation du Compte Financier Unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe du Service Extérieur des Pompes Funèbres annexée à la présente délibération ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif et au Compte de Gestion, par dérogation aux dispositions législatives et règlementaires régissant ces documents ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux de contributions et produits afférents ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie les travaux en amont de la production du CFU ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le Compte Financier Unique (CFU) du budget annexe du Service Extérieur des Pompes Funèbres fait ressortir pour l'exercice budgétaire 2025 les résultats suivants :

**SECTION D'EXPLOITATION**

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE** | **67 783,93** |
| DEPENSES REALISEES | 0,00 |
| RECETTES REALISEES | **43 693,00** |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **111 476,93** |

Ces résultats sont repris par chapitre et par section dans les tableaux représentés ci-dessous :

**SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES - MONTANTS EN EUROS**

| DEPENSES D'EXPLOITATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **CREDITS OUVERTS** | **MANDATS EMIS** | **RESTES A REALISER** | **CREDITS ANNULES** |
| | | | | | |
| **011** | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 92 783,93 | 0,00 | 0,00 | 92 783,93 |
| **002** | RESULTAT EXPLOITATION REPORTE | 0,00 | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **92 783,93** | **0,00** | **0,00** | **92 783,93** |

**SECTION D'EXPLOITATION RECETTES – MONTANTS EN EUROS**

| RECETTES D'EXPLOITATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **CREDITS OUVERTS** | **MANDATS EMIS** | **RESTES A REALISER** | **CREDITS ANNULES** |
| | | | | | |
| **70** | VENTE PRODUITS FABRIQUES PRESTATIONS | 25 000,00 | 43 693,00 | 0,00 | 18 693,00 |
| | | | | | |
| **002** | RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE | 67 783,93 | | | 0,00 |
| | **TOTAL GENERAL** | **92 783,93** | **43 693,00** | **0,00** | **18 693,00** |

Après présentation du Compte Financier Unique 2025, Monsieur le Maire, Jérôme Viaud, se retire de la séance et quitte la salle du Conseil Municipal afin de laisser la présidence à Madame Valérie COPIN, Deuxième Adjointe et permettre à l'assemblée de procéder au vote.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2025,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Je vous demande de bien vouloir :

- **ARRÊTER** les dépenses et les recettes de la section d'investissement et de la section de fonctionnement comme détaillé ci-dessus ;

- **APPROUVER** le Compte Financier Unique (CFU) 2025 du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres de la Commune ;

- **CONSTATER** sur les résultats précités pour la comptabilité du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres, la parfaite correspondance des valeurs avec les états du comptable de la Commune ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et quitte la salle. Madame Valérie COPIN, Deuxième Adjointe, élue Présidente de séance par délibération n° 2026-34, fait procéder au vote.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION

# BUDGET ANNEXE
# SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM

# COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

## INTRODUCTION GENERALE

Le Compte Financier Unique (CFU) se substitue désormais au Compte Administratif ainsi qu'au Compte de Gestion, par dérogation aux dispositions régissant ces documents.

Ce document est donc commun à l'ordonnateur et au comptable public, composé de données d'exécution budgétaire et d'informations financières et patrimoniales destinées à apporter une vision exhaustive de la situation financière du budget annexe du service public industriel et commercial.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

## L'EXECUTION DU BUDGET 2025 :

**Tous les montants sont exprimés H.T.**

Cette partie analyse l'exécution du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium 2025, voté le 1er avril 2025.

### SECTION D'EXPLOITATION

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE** | **83 040,75** |
| DEPENSES REALISEES | -29 679,88 |
| RECETTES REALISEES | 0,00 |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **53 360,87** |

### SECTION D'INVESTISSEMENT

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE** | **17 223,51** |
| DEPENSES REALISEES | -1 685 768,70 |
| RECETTES REALISEES | 1 715 638,70 |
| RESTES A REALISER DEPENSES | -899 718,87 |
| RESTES A REALISER RECETTES | 899 718,87 |
| **RESULTAT INVESTISSEMENT** | **47 093,51** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Ces résultats sont repris dans le détail par chapitre et par section, dans les tableaux présentés ci-dessous :

**SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES – MONTANTS EN EUROS**

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
|---|---|---|---|---|---|
| **011** | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 10 500,00 | 10 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| **66** | CHARGES FINANCIERES | 72 540,75 | 19 179,88 | 0,00 | 53 360,87 |
| **023** | VIREMENT A L'INVESTISSEMENT | 0,00 | | | |
| **002** | RESULTAT EXPLOITATION REPORTE | 0,00 | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **83 040,75** | **29 679,88** | **0,00** | **53 360,87** |

**SECTION D'EXPLOITATION RECETTES – MONTANTS EN EUROS**

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
|---|---|---|---|---|---|
| **002** | RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE | 83 040,75 | 0,00 | | 0,00 |
| | **TOTAL GENERAL** | **83 040,75** | **0,00** | | **0,00** |

**SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES – MONTANTS EN EUROS**

| DEPENSES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **CREDITS OUVERTS** | **MANDATS EMIS** | **RESTES A REALISER** | **CREDITS ANNULES** |
| **16** | EMPRUNTS ET DETTE ASSIMILES | 1 000 000,00 | 950 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| **20** | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 309 432,77 | 286 385,79 | 18 780,00 | 4 266,98 |
| **23** | IMMOBILISATIONS EN COURS | 3 490 861,73 | 183 744,21 | 880 938,87 | 2 426 178,65 |
| **041** | OPERATIONS PATRIMONIALES | 340 000,00 | 265 638,70 | 0,00 | 74 361,30 |
| | **TOTAL** | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | **899 718,87** | **2 554 806,93** |
| | | | | | |
| **001** | SOLDE EXECUTION REPORTE | **0,00** | | | |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | **899 718,87** | **2 554 806,93** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS**

| RECETTES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **CREDITS OUVERTS** | **MANDATS EMIS** | **RESTES A REALISER** | **CREDITS ANNULES** |
| **10** | DOTATIONS ET FONDS DIVERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 4 783 070,99 | 1 450 000,00 | 899 718,87 | 2 433 352,12 |
| **021** | VIREMENT DU FONCTIONNEMENT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **041** | OPERATIONS PATRIMONIALES | 340 000,00 | 265 638,70 | 0,00 | 74 361,30 |
| | **TOTAL** | **5 123 070,99** | **1 715 638,70** | **899 718,87** | **2 507 713, 42** |
| | | | | | |
| **001** | SOLDE EXECUTION REPORTE | **17 223,51** | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **5 140 294,50** | **1 715 638,70** | **899 718,87** | **2 507 713,42** |

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement 2025 s'établit donc à **53 360,87 €.**

Le résultat cumulé de la section d'investissement 2025, y compris les restes à réaliser s'établit à **47 093,51 €.**

En section de fonctionnement, ont été enregistrées principalement les écritures liées au portage financier de l'opération en l'occurrence les frais financiers qui ont représenté 19 179,88 € et ceux liés à la mise en place d'une nouvelle enveloppe de financement pour 10 500,00 €.

En ce qui concerne l'investissement au-delà des écritures d'ordre purement comptables, sur le plan opérationnel, les études de conception sont à ce jour entièrement achevées et toutes les autorisations administratives et urbaines ont été obtenues.
Les travaux préparatoires de dévoiement des réseaux publics (assainissement et électrique) ont été engagés en novembre 2025 et se sont terminés à la fin du mois de mars 2026.
Les dépenses sur 2025 liées à ces études et travaux ont représenté 470 130,00 €.

Pour les autres opérations, elles sont la conséquence de la mise en place d'une nouvelle enveloppe de financement qui se substitue à la précédente soit 1 450 000,00 €, correspondant d'une part au refinancement de l'ancienne enveloppe soit 950 000,00 € dont 500 000,00 € de nouveaux financements pour les investissements 2025.

**RAPPORT DE GESTION DE DETTE 2025 :**

L'encours de dette du crématorium augmente au fur et à mesure de la construction de l'équipement, ce dernier étant financé à 100 % par l'emprunt.

Le projet de construction du crématorium s'inscrit dans la stratégie municipale visant à moderniser et diversifier les équipements funéraires.

A l'automne 2025, une réévaluation du projet s'est imposée, portant le coût de construction de l'équipement 10 500 000 €.

Face à ces évolutions, des négociations ont été engagées avec le Crédit Agricole afin de sécuriser à la fois les aspects financiers et calendaires du projet.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le partenaire bancaire a proposé une solution adaptée et avantageuse, formalisée par une nouvelle convention de financement aux caractéristiques suivantes :

- Montant total : 10 500 000 €, intégrant le solde utilisé de l'enveloppe initiale soit 950 000 €.
  - Durée : prolongée jusqu'au 13 novembre 2028 (contre mars 2026 initialement), afin de couvrir la période postérieure au démarrage de l'exploitation.
  - Flexibilité optimale.
  - Aucune commission de non-utilisation : possibilité de mobiliser seulement les fonds nécessaires.
  - Aucune obligation de consolidation : pas de remboursement en capital avant l'échéance.
  - Aucune indemnité de remboursement anticipé : liberté de refinancer l'encours sans pénalités, sans contrainte de fidélité au Crédit Agricole.

Cette offre, particulièrement compétitive, répond pleinement aux exigences du projet. Elle a donc été retenue pour un montant global de 10,5 M€, dont les modalités détaillées sont les suivantes :

| Élément | Détails |
|---|---|
| Objet du prêt | Investissements liés à la construction du crématorium |
| Montant en euros | 10 500 000 (dont reprise de l'encours initial : 950 000 €) |
| Phase de mobilisation | 36 mois |
| Taux d'intérêt | Euribor moyenné + marge de 0,70 % |
| Facturation | Trimestrielle (base exacte/365) |
| Typologie Gissler | 1A |
| Commission d'engagement | 0,10 % |
| Phase d'amortissement | Jusqu'à 30 ans |

Cette solution, équilibrée et sécurisée, permet à la collectivité de finaliser ce projet structurant dans des conditions financières maîtrisées, tout en préservant sa capacité d'action future.

Son adoption s'impose donc comme la réponse la plus pertinente aux enjeux actuels du dossier.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# CREMATORIUM GRASSE

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE GRASSE

Numéro SIRET : 21060069800448

POSTE COMPTABLE : 006109 SGC GRASSE

## Compte financier unique (M4)

## Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire

## Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

| | | Origine des données | Page |
|---|---|---|---|
| | **I. Informations générales et synthétiques** | | |
| A | Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble | Ordonnateur | 5 |
| B | Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés | Comptable | 6 |
| C | Liste des services individualisés dans un budget annexe | Ordonnateur | 7 |
| D1 | Détail des restes à réaliser - Dépenses | Ordonnateur | 8 |
| D2 | Détail des restes à réaliser - Recettes | Ordonnateur | 9 |
| E | Bilan synthétique | Comptable | 10 |
| F | Compte de résultat synthétique | Comptable | 11 |
| | **II. Exécution budgétaire** | | |
| A | Modalités de vote du budget | Ordonnateur | 12 |
| | *Vue d'ensemble* | | |
| A1.1 | Dépenses d'exploitation | Ordonnateur | 13 |
| A1.2 | Recettes d'exploitation | Ordonnateur | 14 |
| A2.1 | Dépenses d'investissement | Ordonnateur | 15 |
| A2.2 | Recettes d'investissement | Ordonnateur | 16 |
| | *Vue détaillée* | | |
| B1 | Dépenses d'exploitation | Comptable | 17 |
| B2 | Recettes d'exploitation | Comptable | 18 |
| C1 | Dépenses d'investissement | Comptable | 19 |
| C2 | Recettes d'investissement | Comptable | 21 |
| D1 | Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | Ordonnateur | 23 |
| | **III. États financiers** | | |
| A | Bilan | Comptable | 24 |
| B | Compte de résultat | Comptable | 29 |
| C | Balance des comptes | Comptable | 32 |
| | **IV. États annexés** | | |
| A | Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | Ordonnateur | |
| | *B. États annexés patrimoniaux* | | |
| B1.1 | État de la dette - Détail des crédits de trésorerie | Ordonnateur | |
| B1.2 | État de la dette - Répartition par nature de dette | Ordonnateur | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| | | |
|---|---|---|
| B1.3 | État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux | Ordonnateur |
| B1.4 | État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours | Ordonnateur |
| B1.5 | État de la dette - Détail des opérations de couverture | Ordonnateur |
| B1.6 | État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement | Ordonnateur |
| B1.7 | État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N | Ordonnateur |
| B1.8 | État de la dette - Autres dettes | Ordonnateur |
| B2 | Méthodes utilisées pour les amortissements | Ordonnateur |
| B3 | État des provisions et des dépréciations | Ordonnateur |
| B4 | État des charges transférées | Ordonnateur |
| B5 | Détail des opérations pour le compte de tiers | Ordonnateur |
| B6.1 | État des emprunts garantis | Ordonnateur |
| B6.2 | Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis | Ordonnateur |
| B7.1 | Subventions versées dans le cadre du vote du budget | Ordonnateur |
| B8.1 | État des contrats de crédit-bail | Ordonnateur |
| B8.2 | État des marchés de partenariat | Ordonnateur |
| B8.3 | État des autres engagements donnés | Ordonnateur |
| B8.4 | État des engagements reçus | Ordonnateur |
| B9.1 | État du personnel | Ordonnateur |
| B9.2 | État du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie | Ordonnateur |
| B10 | Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier | Ordonnateur |
| | *C. États annexés budgétaires* | |
| C1.1 | Équilibre budgétaire | Ordonnateur |
| C1.2 | Équilibre budgétaire - Dépenses | Ordonnateur |
| C1.3 | Équilibre budgétaire - Recettes | Ordonnateur |
| C2.1 | Situation des autorisations de programme | Ordonnateur |
| C2.2 | Situation des autorisations d'engagement | Ordonnateur |
| C3 | Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature | Ordonnateur |
| | *D. Autres éléments d'information* | |
| D1.1.1 | État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation | Ordonnateur |
| D1.1.2 | État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement | Ordonnateur |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| | | | |
|---|---|---|---|
| D1.2.1 | État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation | Ordonnateur | |
| D1.2.2 | État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement | Ordonnateur | |
| | **V. Arrêté et signatures** | | |
| A | Arrêté et signatures | Ordonnateur / Comptable | 37 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

## PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

I
A

| Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Investissement** | **Exploitation** | **Total cumulé** |
| Recettes | Prévision budgétaire totale | A | **5 123 070,99** | **0,00** | **5 123 070,99** |
| | Recettes réalisées (1) | B | **1 715 638,70** | **0,00** | **1 715 638,70** |
| | Restes à réaliser | C | **899 718,87** | **0,00** | **899 718,87** |
| Dépenses | Autorisation budgétaire totale | D | **5 140 294,50** | **83 040,75** | **5 223 335,25** |
| | Dépenses réalisées (1) | E | **1 685 768,70** | **29 679,88** | **1 715 448,58** |
| | Restes à réaliser | F | **899 718,87** | **0,00** | **899 718,87** |
| Différences entre les titres et les mandats | Solde des réalisations de l'exercice (+/-) | G = B - E | **29 870,00** | **-29 679,88** | **190,12** |
| Résultats antérieurs reportés | Résultats antérieurs reportés (+/-) | H | **17 223,51** | **83 040,75** | **100 264,26** |
| Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation) | Excédent /déficit | G + H | **47 093,51** | **53 360,87** | **100 454,38** |
| Différence entre les restes à réaliser | Restes à réaliser (+/-) | I = C – F | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Résultat cumulé | Excédent /déficit | G + H + I | **47 093,51** | **53 360,87** | **100 454,38** |

*(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B

| | Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1 | Part affectée à l'investissement : exercice N | Résultat de l'exercice N | Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire | Résultat de clôture de l'exercice N |
|---|---|---|---|---|---|
| **I - Budget principal** | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| **II - Budgets des services à caractère administratif** | | | | | |
| **TOTAL II** | | | | | |
| **III - Budgets des services à caractère industriel et commercial** | | | | | |
| CREMATORIUM GRASSE | | | | | |
| Investissement | 17 223,51 | | 29 870,00 | | 47 093,51 |
| Fonctionnement | 83 040,75 | | -29 679,88 | | 53 360,87 |
| Sous-Total | 100 264,26 | | 190,12 | | 100 454,38 |
| **TOTAL III** | **100 264,26** | | **190,12** | | **100 454,38** |
| **TOTAL I + II + III** | **100 264,26** | | **190,12** | | **100 454,38** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I |
|---|---|
| LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1) | C |

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES — D1

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (I) **899 718,87** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **18 780,00** |
| 2031 | Frais d'études | 18 780,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **880 938,87** |
| 2313 | Constructions | 140 067,21 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 740 871,66 |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | | (II) **0,00** |
| **011** | **Charges à caractère général** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles** | **0,00** |
| **69** | **Impôts sur les bénéfices et assimilés** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES — D2

### DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (III) **899 718,87** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **899 718,87** |
| 1641 | Emprunts en euros | 899 718,87 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | | (IV) **0,00** |
| **70** | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **0,00** |
| **73** | **Produits issus de la fiscalité** | **0,00** |
| **74** | **Subventions d'exploitation** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## Bilan synthétique (en milliers d'euros)

E

| ACTIF NET (1) | Total | PASSIF | Total |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles (nettes)** | **199,05** | Dotations | 0,00 |
| Terrains | 0,00 | Fonds globalisés | 0,00 |
| Constructions | 0,00 | Réserves | 4,42 |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers | 0,00 | Différences sur réalisation d'immobilisations | 0,00 |
| Immobilisations corporelles en cours | 708,28 | Report à nouveau (1) | 83,04 |
| Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2) | -29,68 |
| Autres immobilisations corporelles | 0,00 | Subventions transférables | 0,00 |
| **Total immobilisations corporelles (nettes)** | **708,28** | Subventions non transférables | 0,00 |
| **Immobilisations financières** | **0,00** | Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant | 0,00 |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISE** | **907,33** | Provisions réglementées | 0,00 |
| Stocks | 0,00 | **TOTAL FONDS PROPRES** | **57,78** |
| Créances | 94,78 | **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | **0,00** |
| Valeurs mobilières de placement | 0,00 | **Dettes financières à long terme** | **953,91** |
| Disponibilités | 14,59 | Fournisseurs (2) | 0,00 |
| Autres actifs circulant | 0,00 | Autres dettes à court terme | 5,00 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **109,37** | **Total des dettes à court terme** | **5,00** |
| **Comptes de régularisation** | **0,00** | **TOTAL DETTES** | **958,91** |
| | | **Comptes de régularisation** | **0,00** |
| **TOTAL ACTIF** | **1 016,70** | **TOTAL PASSIF** | **1 016,70** |

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

## Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

F

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| Impôts et taxes perçus | | |
| Dotations et subventions reçues | | |
| Produits des services | | |
| Autres produits | | |
| Transferts de charges | | |
| Produits courants non financiers | | |
| Traitements, salaires, charges sociales | | |
| Achats et charges externes | 10,50 | |
| Participations et interventions | | |
| Dotations aux amortissements et provisions | | |
| Autres charges | | |
| Charges courantes non financières | 10,50 | |
| **RESULTAT COURANT NON FINANCIER** | **-10,50** | |
| Produits courants financiers | | |
| Charges courantes financières | 19,18 | 12,54 |
| **RESULTAT COURANT FINANCIER** | **-19,18** | **-12,54** |
| **RESULTAT COURANT** | **-29,68** | **-12,54** |
| Produits exceptionnels | | |
| Charges exceptionnelles | | |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | | |
| **Impôts sur les bénéfices** | | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **-29,68** | **-12,54** |

# II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE
## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires n°2023-247 du 05.12.2023.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A1.1

## DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 011 | Charges à caractère général | 10 500,00 | 10 500,00 | 0,00 | 10 500,00 | 100,00 | 0,00 |
| Chapitre 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **10 500,00** | **10 500,00** | **0,00** | **10 500,00** | **100,00** | **0,00** |
| Chapitre 66 | Charges financières | 72 540,75 | 14 179,88 | 5 000,00 | 19 179,88 | 26,44 | 0,00 |
| Chapitre 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **83 040,75** | **24 679,88** | **5 000,00** | **29 679,88** | ***35,74*** | **0,00** |
| *Chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | | | | | |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des dépenses d'exploitation de l' exercice** | | **83 040,75** | **24 679,88** | **5 000,00** | **29 679,88** | **35,74** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **0,00** | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d' exploitation** | | **83 040,75** | **24 679,88** | **5 000,00** | **29 679,88** | | **0,00** |

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A1.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 73 | Produits issus de la fiscalité(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 78 | Reprises sur provisions et dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des recettes d'exploitation de l' exercice** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **83 040,75** | | | | | |
| **Total des recettes de la section d' exploitation** | | **83 040,75** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A2.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 309 432,77 | 286 385,79 | 92,55 | 18 780,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 3 490 861,73 | 183 744,21 | 5,26 | 880 938,87 |
| | Total des opérations d'équipement (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **3 800 294,50** | **470 130,00** | **12,37** | **899 718,87** |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 000 000,00 | 950 000,00 | 95,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **1 000 000,00** | **950 000,00** | **95,00** | **0,00** |
| Total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **4 800 294,50** | **1 420 130,00** | **29,58** | **899 718,87** |
| Chapitre *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| Chapitre *041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *340 000,00* | *265 638,70* | *78,13* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***340 000,00*** | ***265 638,70*** | ***78,13*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | **32,80** | **899 718,87** |
| **001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté** | | **0,00** | | | |
| **TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT** | | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | | **899 718,87** |

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
A2.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Taux de réalisation (b /a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 783 070,99 | 1 450 000,00 | 30,32 | 899 718,87 |
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d' investissement** | | **4 783 070,99** | **1 450 000,00** | **30,32** | **899 718,87** |
| *Chapitre 021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *0,00* | | | |
| *Chapitre 040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *340 000,00* | *265 638,70* | *78,13* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d' investissement*** | | ***340 000,00*** | ***265 638,70*** | ***78,13*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **5 123 070,99** | **1 715 638,70** | **33,49** | **899 718,87** |
| **001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté** | | **17 223,51** | | | |
| **TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | | **5 140 294,50** | **1 715 638,70** | | **899 718,87** |

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses d'exploitation - Vue détaillée

B1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 627 | Services bancaires et assimilés | | 10 500,00 | | 10 500,00 | |
| total chapitre 011 | Charges à caractère général | 10 500,00 | 10 500,00 | | 10 500,00 | |
| total chapitre 012 | Charges de personnel et frais assimilés | | | | | |
| total chapitre 014 | Atténuations de produits | | | | | |
| total chapitre 65 | Autres charges de gestion courante | | | | | |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **10 500,00** | **10 500,00** | | **10 500,00** | |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | | 3 912,31 | | 3 912,31 | |
| 6615 | Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs | | 21 267,57 | 6 000,00 | 15 267,57 | |
| total chapitre 66 | Charges financières | 72 540,75 | 25 179,88 | 6 000,00 | 19 179,88 | 53 360,87 |
| total chapitre 67 | Charges exceptionnelles | | | | | |
| total chapitre 68 | Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires) | | | | | |
| total chapitre 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés | | | | | |
| total chapitre 022 | Dépenses imprévues | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **83 040,75** | **35 679,88** | **6 000,00** | **29 679,88** | **53 360,87** |
| *total chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | | | | | |
| *total chapitre 042* | *Opérations d'ordre de transferts entre sections* | | | | | |
| *total chapitre 043* | *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation* | | | | | |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | | | | | |
| **Total des dépenses d'exploitation de l'exercice** | | **83 040,75** | **35 679,88** | **6 000,00** | **29 679,88** | **53 360,87** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d'exploitation** | | **83 040,75** | **35 679,88** | **6 000,00** | **29 679,88** | **53 360,87** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'exploitation - Vue détaillée

B2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 013 | Atténuations de charges | | | | | |
| total chapitre 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | | | | | |
| total chapitre 73 | Produits issus de la fiscalité | | | | | |
| total chapitre 74 | Subventions d'exploitation | | | | | |
| total chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | | | | | |
| **Total des recettes de gestion courante** | | | | | | |
| total chapitre 76 | Produits financiers | | | | | |
| total chapitre 77 | Produits exceptionnels | | | | | |
| total chapitre 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires) | | | | | |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | | | | | |
| *total chapitre 042* | *Opérations d'ordre de transferts entre sections* | | | | | |
| *total chapitre 043* | *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation* | | | | | |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | | | | | |
| **Total des recettes d'exploitation de l'exercice** | | | | | | |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **83 040,75** | | | | |
| **Total des recettes de la section d'exploitation** | | **83 040,75** | | | | **83 040,75** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Dépenses d'investissement - Vue détaillée

C1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2031 | Frais d'études | | 284 255,32 | | 284 255,32 | |
| 2033 | Frais d'insertion | | 2 130,47 | | 2 130,47 | |
| total chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 309 432,77 | 286 385,79 | | 286 385,79 | 23 046,98 |
| total chapitre 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| total chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation ou en concession | | | | | |
| 2313 | Constructions | | 183 744,21 | | 183 744,21 | |
| total chapitre 23 | Immobilisations en cours | 3 490 861,73 | 183 744,21 | | 183 744,21 | 3 307 117,52 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **3 800 294,50** | **470 130,00** | | **470 130,00** | **3 330 164,50** |
| total chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | | |
| total chapitre 13 | Subventions d'investissement | | | | | |
| 166 | Refinancement de dette | | 950 000,00 | | 950 000,00 | |
| total chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 000 000,00 | 950 000,00 | | 950 000,00 | 50 000,00 |
| total chapitre 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées) | | | | | |
| total chapitre 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | | | |
| total chapitre 27 | Autres immobilisations financières | | | | | |
| total chapitre 020 | Dépenses imprévues | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **1 000 000,00** | **950 000,00** | | **950 000,00** | **50 000,00** |
| total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **4 800 294,50** | **1 420 130,00** | | **1 420 130,00** | **3 380 164,50** |
| *total chapitre 040* | *Opérations d'ordre de transfert entre sections* | | | | | |
| *2312* | *Terrains* | | *24 860,66* | | *24 860,66* | |
| *2313* | *Constructions* | | *207 639,41* | | *207 639,41* | |
| *2315* | *Installations, matériel et outillage techniques* | | *33 138,63* | | *33 138,63* | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

## Dépenses d'investissement - Vue détaillée — C1

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *total chapitre 041* | *Opérations patrimoniales* | *340 000,00* | *265 638,70* | | *265 638,70* | *74 361,30* |
| ***Total des dépenses d'ordre en investissement*** | | ***340 000,00*** | ***265 638,70*** | | ***265 638,70*** | ***74 361,30*** |
| **Total des dépenses d'investissement de l'exercice** | | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | | **1 685 768,70** | **3 454 525,80** |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d'investissement** | | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | | **1 685 768,70** | **3 454 525,80** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'investissement - Vue détaillée

C2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| total chapitre 13 | Subventions d'investissement | | | | | |
| 1641 | Emprunts en euro | | 500 000,00 | | 500 000,00 | |
| 166 | Refinancement de dette | | 950 000,00 | | 950 000,00 | |
| total chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 783 070,99 | 1 450 000,00 | | 1 450 000,00 | 3 333 070,99 |
| total chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | | | | | |
| total chapitre 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| total chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation ou en concession | | | | | |
| total chapitre 23 | Immobilisations en cours | | | | | |
| total chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | | |
| total chapitre 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées) | | | | | |
| total chapitre 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | | | |
| total chapitre 27 | Autres immobilisations financières | | | | | |
| total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | | | | | |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **4 783 070,99** | **1 450 000,00** | | **1 450 000,00** | **3 333 070,99** |
| *total chapitre 021* | *Virement de la section d'exploitation* | | | | | |
| *total chapitre 040* | *Opérations d'ordre de transfert entre sections* | | | | | |
| *2031* | *Frais d'études* | | *261 160,40* | | *261 160,40* | |
| *2033* | *Frais d'insertion* | | *4 478,30* | | *4 478,30* | |
| *total chapitre 041* | *Opérations patrimoniales* | *340 000,00* | *265 638,70* | | *265 638,70* | *74 361,30* |
| ***Total des recettes d'ordre en investissement*** | | ***340 000,00*** | ***265 638,70*** | | ***265 638,70*** | ***74 361,30*** |
| **Total des recettes d'investissement de l'exercice** | | **5 123 070,99** | **1 715 638,70** | | **1 715 638,70** | **3 407 432,29** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## Recettes d'investissement - Vue détaillée

C2

| Chapitre / Article | Intitulé | Prévisions (a) | Émissions (b) | Annulations (c) | Réalisations nettes (d=b-c) | Solde prévisions / réalisations (a-d) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | | 17 223,51 | | | | |
| Total des recettes de la section d'investissement | | 5 140 294,50 | 1 715 638,70 | | 1 715 638,70 | 3 424 655,80 |

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

II
D

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | NET | NET |
| **ACTIF IMMOBILISÉ** | | | | |
| **Immobilisations incorporelles** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais d'études, de R et D | 199 052,10 | | 199 052,10 | 178 305,01 |
| Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | | | | |
| Fonds commercial, droit au bail | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| **Immobilisations corporelles** | | | | |
| 1) En toute propriété | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations, matériels et outillage techniques | | | | |
| Oeuvres d'art | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 708 278,42 | | 708 278,42 | 258 895,51 |
| Immobilisations affectées à un service non personnalisé | | | | |
| Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | | | | |
| 2) Reçues au titre d'une mise à disposition | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations, matériels et outillage techniques | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | NET | NET |
| 3) Reçues en affectation ou en concession | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Installations, matériels et outillage technique | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| **Immobilisations financières** | | | | |
| Participations et créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres créances | | | | |
| **TOTAL I** | **907 330,52** | | **907 330,52** | **437 200,52** |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **Stocks et en cours** | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| **Avances** | | | | |
| **Créances** | | | | |
| *Créances d'exploitation* | | | | |
| Clients et comptes rattachés | | | | |
| Créances irrécouvrables admises en non valeur | | | | |
| Autres | 94 781,00 | | 94 781,00 | 58 818,00 |
| *Créances diverses* | | | | |
| Créances sur l'état et les collectivités publiques | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Bilan (en euros)

A

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|---|---|---|---|---|
| | BRUT | AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS | NET | NET |
| Créances sur les budgets annexes ou le budget principal | | | | |
| Opérations pour le compte de tiers (créances) | | | | |
| Autres créances | | | | |
| **Valeurs mobilières de placement** | | | | |
| **Disponibilités** | **14 586,83** | | **14 586,83** | **47 445,98** |
| **Avances de trésorerie** | | | | |
| **Charges constatées d'avance** | | | | |
| **TOTAL II** | **109 367,83** | | **109 367,83** | **106 263,98** |
| **COMPTES DE RÉGULARISATION** | | | | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Dépenses à classer et à régulariser | | | | 0,28 |
| Écarts de conversion - Actif | | | | |
| **TOTAL III** | | | | **0,28** |
| **TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)** | **1 016 698,35** | | **1 016 698,35** | **543 464,78** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| **FONDS PROPRES** | | |
| **Fonds internes** | | |
| Dotations | | |
| Mise à disposition (chez le bénéficiaire) | | |
| Affectation (par la collectivité de rattachement) | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | 4 424,03 | 4 424,03 |
| Report à nouveau (1) | 83 040,75 | 95 577,16 |
| Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2) | -29 679,88 | -12 536,41 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| **Autres fonds** | | |
| Fonds globalisés | | |
| Droits de l'affectant | | |
| **TOTAL I** | **57 784,90** | **87 464,78** |
| **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| **TOTAL II** | | |
| **DETTES** | | |
| **Dettes financières** | | |
| Emprunts obligataires | | |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 953 912,31 | 450 000,00 |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Crédits et lignes de trésorerie | | |
| **Avances** | | |
| **Dettes d'exploitation** | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## III – ÉTATS FINANCIERS

III

### Bilan (en euros)

A

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| Dettes fiscales et sociales | | |
| Autres | | |
| **Dettes diverses** | | |
| Fournisseurs d'immobilisations | | |
| Dettes envers l'État et les collectivités publiques | | |
| Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices) | | |
| Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal | | |
| Opérations pour le compte de tiers (dettes) | | |
| Autres dettes | 5 000,00 | 6 000,00 |
| **Produits constatés d'avance** | | |
| **TOTAL III** | **958 912,31** | **456 000,00** |
| **COMPTES DE RÉGULARISATION** | | |
| Recettes à classer ou à régulariser | 1,14 | |
| Écart de conversion - Passif | | |
| **TOTAL IV** | **1,14** | |
| **TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)** | **1 016 698,35** | **543 464,78** |

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | |
| Ventes de marchandises | | |
| Production vendue | | |
| *Prestations de services* | | |
| *Divers* | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Produits issus de la fiscalité | | |
| Subventions d'exploitation | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Transferts de charges | | |
| Autres produits | | |
| **TOTAL I** | | |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | | |
| Achat de matières premières et autres approvisionnements | | |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes | 10 500,00 | |
| Impôts, taxes, et versements assimilés | | |
| *Sur rémunérations* | | |
| *Autres* | | |
| Salaires et traitements | | |
| Charges sociales | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| *Dotations aux amortissements sur immobilisations* | | |
| *Dotations aux dépréciations des immobilisations* | | |
| *Dotations aux dépréciations des actifs circulants* | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| *Dotations aux provisions pour risques et charges* | | |
| Autres charges | | |
| **TOTAL II** | **10 500,00** | |
| **A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | **-10 500,00** | |
| **PRODUITS FINANCIERS** | | |
| Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Transferts de charges | | |
| Gains de change | | |
| Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| **TOTAL III** | | |
| **CHARGES FINANCIÈRES** | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 19 179,88 | 12 536,41 |
| Pertes de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| **TOTAL IV** | **19 179,88** | **12 536,41** |
| **B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)** | **-19 179,88** | **-12 536,41** |
| **A + B - RÉSULTAT COURANT** | **-29 679,88** | **-12 536,41** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| *Subventions exceptionnelles* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Sur opérations en capital | | |
| *Produits des cessions d'immobilisations* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Compte de résultat (en euros)

B

| POSTES | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---|---|
| Transferts de charges | | |
| **TOTAL V** | | |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| *Subventions exceptionnelles* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Sur opérations en capital | | |
| *Valeur comptable des immobilisations cédées* | | |
| *Autres opérations* | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| **TOTAL VI** | | |
| **C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)** | | |
| **Impôts sur les bénéfices (VII)** | | |
| **TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)** | | |
| **TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)** | **29 679,88** | **12 536,41** |
| **RÉSULTAT DE L'EXERCICE** | **-29 679,88** | **-12 536,41** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

C

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1068 | Autres réserves | | 4 424,03 | | | | | | 4 424,03 | | 4 424,03 |
| | **Sous Total compte 106** | | **4 424,03** | | | | | | **4 424,03** | | **4 424,03** |
| | **Sous Total compte 10** | | **4 424,03** | | | | | | **4 424,03** | | **4 424,03** |
| 110 | Report à nouveau (solde créditeur) | | 95 577,16 | 12 536,41 | | | | 12 536,41 | 95 577,16 | | 83 040,75 |
| | **Sous Total compte 11** | | **95 577,16** | **12 536,41** | | | | **12 536,41** | **95 577,16** | | **83 040,75** |
| 12 | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert | 12 536,41 | | | 12 536,41 | | | 12 536,41 | 12 536,41 | | |
| | **Sous Total compte 12** | **12 536,41** | | | **12 536,41** | | | **12 536,41** | **12 536,41** | | |
| 1641 | Emprunts en euro | | 450 000,00 | | | | 500 000,00 | | 950 000,00 | | 950 000,00 |
| | **Sous Total compte 164** | | **450 000,00** | | | | **500 000,00** | | **950 000,00** | | **950 000,00** |
| 166 | Refinancement de dette | | | | | 950 000,00 | 950 000,00 | 950 000,00 | 950 000,00 | | |
| 16884 | Intérêts courus sur emprunts auprès des | | | | 3 912,31 | | | | 3 912,31 | | 3 912,31 |
| | **Sous Total compte 1688** | | | | **3 912,31** | | | | **3 912,31** | | **3 912,31** |
| | **Sous Total compte 168** | | | | **3 912,31** | | | | **3 912,31** | | **3 912,31** |
| | **Sous Total compte 16** | | **450 000,00** | | **3 912,31** | **950 000,00** | **1 450 000,00** | **950 000,00** | **1 903 912,31** | | **953 912,31** |
| | **Total classe 1** | **12 536,41** | **550 001,19** | **12 536,41** | **16 448,72** | **950 000,00** | **1 450 000,00** | **975 072,82** | **2 016 449,91** | | **1 041 377,09** |
| 2031 | Frais d'études | 175 957,18 | | | | 284 255,32 | 261 160,40 | 460 212,50 | 261 160,40 | 199 052,10 | |
| 2033 | Frais d'insertion | 2 347,83 | | | | 2 130,47 | 4 478,30 | 4 478,30 | 4 478,30 | | |
| | **Sous Total compte 203** | **178 305,01** | | | | **286 385,79** | **265 638,70** | **464 690,80** | **265 638,70** | **199 052,10** | |
| | **Sous Total compte 20** | **178 305,01** | | | | **286 385,79** | **265 638,70** | **464 690,80** | **265 638,70** | **199 052,10** | |
| 2312 | Terrains | 53 880,00 | | | | 24 860,66 | | 78 740,66 | | 78 740,66 | |
| 2313 | Constructions | 205 015,51 | | | | 391 383,62 | | 596 399,13 | | 596 399,13 | |
| 2315 | Installations, matériel et outillage tec | | | | | 33 138,63 | | 33 138,63 | | 33 138,63 | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III
C

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 231** | **258 895,51** | | | | **449 382,91** | | **708 278,42** | | **708 278,42** | |
| | **Sous Total compte 23** | **258 895,51** | | | | **449 382,91** | | **708 278,42** | | **708 278,42** | |
| | **Total classe 2** | **437 200,52** | | | | **735 768,70** | **265 638,70** | **1 172 969,22** | **265 638,70** | **907 330,52** | |
| 4011 | Fournisseurs | | | 10 500,00 | 10 500,00 | | | 10 500,00 | 10 500,00 | | |
| | **Sous Total compte 401** | | | **10 500,00** | **10 500,00** | | | **10 500,00** | **10 500,00** | | |
| 4041 | Fournisseurs d'immobilisations | | | 564 156,00 | 564 156,00 | | | 564 156,00 | 564 156,00 | | |
| | **Sous Total compte 404** | | | **564 156,00** | **564 156,00** | | | **564 156,00** | **564 156,00** | | |
| | **Sous Total compte 40** | | | **574 656,00** | **574 656,00** | | | **574 656,00** | **574 656,00** | | |
| 44562 | TVA sur immobilisations | | | 94 027,50 | 94 027,50 | | | 94 027,50 | 94 027,50 | | |
| 44566 | TVA sur autres biens et services | | | 754,00 | 754,00 | | | 754,00 | 754,00 | | |
| 44567 | Crédit de TVA à reporter | 58 818,00 | | 676 495,00 | 640 532,00 | | | 735 313,00 | 640 532,00 | 94 781,00 | |
| | **Sous Total compte 4456** | **58 818,00** | | **771 276,50** | **735 313,50** | | | **830 094,50** | **735 313,50** | **94 781,00** | |
| 44583 | Remboursement de taxes sur le chiffre d' | | | 58 818,00 | 58 818,00 | | | 58 818,00 | 58 818,00 | | |
| | **Sous Total compte 4458** | | | **58 818,00** | **58 818,00** | | | **58 818,00** | **58 818,00** | | |
| | **Sous Total compte 445** | **58 818,00** | | **830 094,50** | **794 131,50** | | | **888 912,50** | **794 131,50** | **94 781,00** | |
| | **Sous Total compte 44** | **58 818,00** | | **830 094,50** | **794 131,50** | | | **888 912,50** | **794 131,50** | **94 781,00** | |
| 46711 | Autres comptes créditeurs | | | 967 021,15 | 967 021,15 | | | 967 021,15 | 967 021,15 | | |
| | **Sous Total compte 4671** | | | **967 021,15** | **967 021,15** | | | **967 021,15** | **967 021,15** | | |
| 46721 | Débiteurs divers - Amiable | | | 950 000,00 | 950 000,00 | | | 950 000,00 | 950 000,00 | | |
| | **Sous Total compte 4672** | | | **950 000,00** | **950 000,00** | | | **950 000,00** | **950 000,00** | | |
| | **Sous Total compte 467** | | | **1 917 021,15** | **1 917 021,15** | | | **1 917 021,15** | **1 917 021,15** | | |
| 4686 | Charges à payer | | 6 000,00 | 6 000,00 | 5 000,00 | | | 6 000,00 | 11 000,00 | | 5 000,00 |
| | **Sous Total compte 468** | | **6 000,00** | **6 000,00** | **5 000,00** | | | **6 000,00** | **11 000,00** | | **5 000,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

## Balance des comptes

III

C

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 46** | | **6 000,00** | **1 923 021,15** | **1 922 021,15** | | | **1 923 021,15** | **1 928 021,15** | | **5 000,00** |
| 4713 | Recettes perçues avant émission des titr | | | 850 000,00 | 850 000,00 | | | 850 000,00 | 850 000,00 | | |
| | **Sous Total compte 471** | | | **850 000,00** | **850 000,00** | | | **850 000,00** | **850 000,00** | | |
| 4784 | Arrondis sur déclaration de TVA | 0,28 | | 0,50 | 1,92 | | | 0,78 | 1,92 | | 1,14 |
| | **Sous Total compte 478** | **0,28** | | **0,50** | **1,92** | | | **0,78** | **1,92** | | **1,14** |
| | **Sous Total compte 47** | **0,28** | | **850 000,50** | **850 001,92** | | | **850 000,78** | **850 001,92** | | **1,14** |
| | **Total classe 4** | **58 818,28** | **6 000,00** | **4 177 772,15** | **4 140 810,57** | | | **4 236 590,43** | **4 146 810,57** | **94 781,00** | **5 001,14** |
| 515 | Compte au trésor | 47 445,98 | | 1 508 818,00 | 1 541 677,15 | | | 1 556 263,98 | 1 541 677,15 | 14 586,83 | |
| 51931 | Lignes de crédit de trésorerie | | | 150 000,00 | 150 000,00 | | | 150 000,00 | 150 000,00 | | |
| | **Sous Total compte 5193** | | | **150 000,00** | **150 000,00** | | | **150 000,00** | **150 000,00** | | |
| | **Sous Total compte 519** | | | **150 000,00** | **150 000,00** | | | **150 000,00** | **150 000,00** | | |
| | **Sous Total compte 51** | **47 445,98** | | **1 658 818,00** | **1 691 677,15** | | | **1 706 263,98** | **1 691 677,15** | **14 586,83** | |
| 580 | Opérations d'ordre budgétaire | | | 265 638,70 | 265 638,70 | | | 265 638,70 | 265 638,70 | | |
| 588 | Autres virements internes | | | 150 000,00 | 150 000,00 | | | 150 000,00 | 150 000,00 | | |
| | **Sous Total compte 58** | | | **415 638,70** | **415 638,70** | | | **415 638,70** | **415 638,70** | | |
| | **Total classe 5** | **47 445,98** | | **2 074 456,70** | **2 107 315,85** | | | **2 121 902,68** | **2 107 315,85** | **14 586,83** | |
| 627 | Services bancaires et assimilés | | | | | 10 500,00 | | 10 500,00 | | 10 500,00 | |
| | **Sous Total compte 62** | | | | | **10 500,00** | | **10 500,00** | | **10 500,00** | |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | | | | | 3 912,31 | | 3 912,31 | | 3 912,31 | |
| | **Sous Total compte 6611** | | | | | **3 912,31** | | **3 912,31** | | **3 912,31** | |
| 6615 | Intérêts des comptes courants et des dép | | | | | 21 267,57 | 6 000,00 | 21 267,57 | 6 000,00 | 15 267,57 | |
| | **Sous Total compte 661** | | | | | **25 179,88** | **6 000,00** | **25 179,88** | **6 000,00** | **19 179,88** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – ÉTATS FINANCIERS

III

## Balance des comptes

C

| Numéro de compte | Libellé du compte | Balance d'entrée | | Opérations non budgétaires | | Opérations budgétaires | | Total | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 66** | | | | | **25 179,88** | **6 000,00** | **25 179,88** | **6 000,00** | **19 179,88** | |
| | **Total classe 6** | | | | | **35 679,88** | **6 000,00** | **35 679,88** | **6 000,00** | **29 679,88** | |
| | **Total général** | **556 001,19** | **556 001,19** | **6 264 765,26** | **6 264 575,14** | **1 721 448,58** | **1 721 638,70** | **8 542 215,03** | **8 542 215,03** | **1 046 378,23** | **1 046 378,23** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# V – ARRETE ET SIGNATURES

## ARRETE ET SIGNATURES

V

A

Date d'édition : 04/03/2026

| Comptable(s) | | | Ayant exercé au cours de la gestion | |
|---|---|---|---|---|
| M Abderrahmane SETTA | du | 19/01/2026 | au | 04/03/2026 |
| M PIERRE YVES SIKLI | du | 01/01/2025 | au | 18/01/2026 |

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

**BENTALEB Sihame (1024315842-0), Inspecteur principal des Finances Publiques** **A DDFiP DES ALPES-MARITIMES, le 05/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

**SETTA Abderrahmane (1021151860-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale** **A GRASSE, le 06/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 28/04/2026 par l'organe délibérant.

**VIAUD JEROME (jviaud2-xt), MAIRE** **A GRASSE, le 29/04/2026**

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE GRASSE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL GRASSE

Numéro SIRET : 21060069800448

POSTE COMPTABLE : GRASSE MUNICIPALE ET BANLIEUE

**M. 4(4)**

## Compte financier unique

## Voté par nature

BUDGET : CREMATORIUM GRASSE (3)

**ANNEE 2025**

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire


## I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 5
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 6
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 7
E - Bilan synthétique
F - Compte de résultat synthétique

## II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 8

### Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 9
A1.2 - Recettes d'exploitation 10
A2.1 - Dépenses d'investissement 11
A2.2 - Recettes d'investissement 12

### Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation
B2 - Recettes d'exploitation
C1 - Dépenses d'investissement
C2 - Recettes d'investissement
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 13

## III - États financiers

A - Bilan
B - Compte de résultat

## III - Etats financiers

C - Balance des comptes

## IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 14

### B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 16
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 21
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 24
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 25
B4 - Etat des charges transférées 26
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail 27
B8.2 - Etat des marchés de partenariat 28
B8.3 - Etat des autres engagements donnés 29
B8.4 - Etat des engagements reçus 30
B9.1 - Etat du personnel 31
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 33
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 34

### C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 35
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 36
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 37
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

## IV - Annexes

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



### C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature

## IV - États annexés

### D. Autres éléments d'information

| | |
|---|---|
| D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) | Sans Objet |
| D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) | Sans Objet |
| D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) | Sans Objet |
| D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) | Sans Objet |

E - État des Contrôles du Compte Financier

## V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

## PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

I

A

| Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | **Investissement** | **Exploitation** | **Total cumulé** |
| Recettes | Prévision budgétaire totale | A | **5 123 070,99** | **0,00** | **5 123 070,99** |
| | Recettes réalisées (1) | B | **1 715 638,70** | **0,00** | **1 715 638,70** |
| | Restes à réaliser | C | **899 718,87** | **0,00** | **899 718,87** |
| Dépenses | Autorisation budgétaire totale | D | **5 140 294,50** | **83 040,75** | **5 223 335,25** |
| | Dépenses réalisées (1) | E | **1 685 768,70** | **29 679,88** | **1 715 448,58** |
| | Restes à réaliser | F | **899 718,87** | **0,00** | **899 718,87** |
| Différences entre les titres et les mandats | Solde des réalisations de l'exercice (+/-) | G = B - E | **29 870,00** | **-29 679,88** | **190,12** |
| Résultats antérieurs reportés | Résultats antérieurs reportés (+/-) | H | **17 223,51** | **83 040,75** | **100 264,26** |
| Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation) | Excédent /déficit | G + H | **47 093,51** | **53 360,87** | **100 454,38** |
| Différence entre les restes à réaliser | Restes à réaliser (+/-) | I = C – F | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Résultat cumulé | Excédent /déficit | G + H + I | **47 093,51** | **53 360,87** | **100 454,38** |

*(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

## LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1) — C

| Catégorie de services (2) | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | N° SIRET | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (I) **899 718,87** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **18 780,00** |
| 2031 | Frais d'études | 18 780,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **880 938,87** |
| 2313 | Constructions | 140 067,21 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 740 871,66 |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | | (II) **0,00** |
| **011** | **Charges à caractère général** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges exceptionnelles** | **0,00** |
| **69** | **Impôts sur les bénéfices et assimilés** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (III) **899 718,87** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **899 718,87** |
| 1641 | Emprunts en euros | 899 718,87 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** |
| **SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL** | | (IV) **0,00** |
| **70** | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **0,00** |
| **73** | **Produits issus de la fiscalité** | **0,00** |
| **74** | **Subventions d'exploitation** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

II A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires n°2023-247 du 05.12.2023.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE

II
A1.1

## DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 011 | Charges à caractère général | 10 500,00 | 10 500,00 | 0,00 | 10 500,00 | 100,00 | 0,00 |
| Chapitre 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **10 500,00** | **10 500,00** | **0,00** | **10 500,00** | **100,00** | **0,00** |
| Chapitre 66 | Charges financières | 72 540,75 | 14 179,88 | 5 000,00 | 19 179,88 | 26,44 | 0,00 |
| Chapitre 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **83 040,75** | **24 679,88** | **5 000,00** | **29 679,88** | ***35,74*** | **0,00** |
| *Chapitre 023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | | | | | |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des dépenses d'exploitation de l'exercice** | | **83 040,75** | **24 679,88** | **5 000,00** | **29 679,88** | **35,74** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **0,00** | | | | | |
| **Total des dépenses de la section d'exploitation** | | **83 040,75** | **24 679,88** | **5 000,00** | **29 679,88** | | **0,00** |

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE

II
A1.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Rattachements (c) | Total réalisations (d = b+c) | Taux de réalisation (d/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 73 | Produits issus de la fiscalité(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Chapitre 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 78 | Reprises sur provisions et dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *Chapitre 042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (3)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **Total des recettes d'exploitation de l'exercice** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **002 Résultat d'exploitation reporté** | | **83 040,75** | | | | | |
| **Total des recettes de la section d'exploitation** | | **83 040,75** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-27-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II
A2.1

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Mandats émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 309 432,77 | 286 385,79 | 92,55 | 18 780,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 3 490 861,73 | 183 744,21 | 5,26 | 880 938,87 |
| | Total des opérations d'équipement (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **3 800 294,50** | **470 130,00** | **12,37** | **899 718,87** |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 000 000,00 | 950 000,00 | 95,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **1 000 000,00** | **950 000,00** | **95,00** | **0,00** |
| Total | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4) | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **4 800 294,50** | **1 420 130,00** | **29,58** | **899 718,87** |
| Chapitre *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| Chapitre *041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *340 000,00* | *265 638,70* | *78,13* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***340 000,00*** | ***265 638,70*** | ***78,13*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | **32,80** | **899 718,87** |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | **0,00** | | | |
| **TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | | **899 718,87** |

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2026-27-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

## RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II
A2.2

| Chapitre | Intitulé | Prévisions (a) | Réalisations Titres émis (b) | Taux de réalisation (b/a) | Restes à réaliser (1) |
|---|---|---|---|---|---|
| Chapitre 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 783 070,99 | 1 450 000,00 | 30,32 | 899 718,87 |
| Chapitre 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **4 783 070,99** | **1 450 000,00** | **30,32** | **899 718,87** |
| *Chapitre 021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *0,00* | | | |
| *Chapitre 040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (5)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *Chapitre 041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *340 000,00* | *265 638,70* | *78,13* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***340 000,00*** | ***265 638,70*** | ***78,13*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE** | | **5 123 070,99** | **1 715 638,70** | **33,49** | **899 718,87** |
| **001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté** | | **17 223,51** | | | |
| **TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT** | | **5 140 294,50** | **1 715 638,70** | | **899 718,87** |

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-27-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

## OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

D

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## 1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 77 066 576,40 | 69 783 121,44 | 0,00 | 69 783 121,44 |
| RECETTES | 77 066 576,40 | 74 373 473,99 | 0,00 | 74 373 473,99 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 43 326 511,42 | 24 201 865,95 | 8 360 761,02 | 32 562 626,97 |
| RECETTES | 43 326 511,42 | 23 738 464,33 | 8 360 761,02 | 32 099 225,35 |

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

## 2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

**BUDGET SERV EXT DES POMPES FUNEBRES / Numéro SIRET : 21060069800356**

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 92 783,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 92 783,93 | 43 693,00 | 0,00 | 43 693,00 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

**BUDGET SERVICE DE L ASSAINISSEMENT / Numéro SIRET : 21060069800299**

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

**BUDGET REGIE EXPLOITATION CINEMA STUDIO / Numéro SIRET : 21060069800406**

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

**BUDGET CREMATORIUM GRASSE / Numéro SIRET : 21060069800448**

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 83 040,75 | 29 679,88 | 0,00 | 29 679,88 |
| RECETTES | 83 040,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| BUDGET CREMATORIUM GRASSE / Numéro SIRET : 21060069800448 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SECTION** | **Crédits ouverts (1)** | **Réalisations** | **Restes à réaliser** | **Total (2)** |
| DEPENSES | 5 140 294,50 | 1 685 768,70 | 899 718,87 | 2 585 487,57 |
| RECETTES | 5 140 294,50 | 1 715 638,70 | 899 718,87 | 2 615 357,57 |

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

## 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **EXPLOITATION** | | | | |
| DEPENSES | 77 242 401,08 | 69 812 801,32 | 0,00 | 69 812 801,32 |
| RECETTES | 77 242 401,08 | 74 417 166,99 | 0,00 | 74 417 166,99 |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| DEPENSES | 48 466 805,92 | 25 887 634,65 | 9 260 479,89 | 35 148 114,54 |
| RECETTES | 48 466 805,92 | 25 454 103,03 | 9 260 479,89 | 34 714 582,92 |
| **TOTAL AGREGE DES DEPENSES** | 125 709 207,00 | 95 700 435,97 | 9 260 479,89 | 104 960 915,86 |
| **TOTAL AGREGE DES RECETTES** | 125 709 207,00 | 99 871 270,02 | 9 260 479,89 | 109 131 749,91 |

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE

B1.1

## DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N | Montant des remboursements N | | Encours restant dû au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| **51921 Avances de la collectivité de rattachement** | | | | | | |
| **51928 Autres avances de trésorerie** | | | | | | |
| **51931 Lignes de trésorerie** | | | | | | |
| **51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt** | | | | | | |
| CREMAT2 (000368) | 05/11/2025 | 0,00 | 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 950 000,00 |
| MIN553235EUR (370) | 12/11/2025 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **5194 Billets de trésorerie** | | | | | | |
| **5198 Autres crédits de trésorerie** | | | | | | |
| **519 Crédits de trésorerie (Total)** | | **0,00** | **950 000,00** | **0,00** | **0,00** | **950 000,00** |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

## REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | | | | **10 500 000,00** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 10 500 000,00 | | | | | | | | | |
| CREMAT2 (000368-TIR-1) | CREDIT AGRICOLE | 14/11/2025 | 07/11/2025 | 07/11/2028 | 10 500 000,00 | V | MOYEURIBOR03M | 2,733 | 2,738 | | X | F | O | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total) | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Pério-dicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **10 500 000,00** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | **0,00** | | **950 000,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 912,31** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0,00 | | 950 000,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 912,31 |
| CREMAT2 (000368-TIR-1) | N | 0,00 | A-1 | 950 000,00 | 2,85 | V | MOYEURIBOR03M | 2,733 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 912,31 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2626-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 31/12/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 31/12/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | ICNE de l'exercice |
| 1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | 0,00 | - | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **0,00** | | **950 000,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 912,31** |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

### REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 31/12/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8) | Niveau du taux au 31/12/N (9) | Intérêts payés au cours de l'exercice (10) | Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (A) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Barrière simple (B) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (B) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Option d'échange (C) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (C) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (D) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Multiplicateur jusqu'à 5 (E) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (E) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres types de structures (F) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (F) | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1)

B1.4

| Structure | Indices sous-jacents | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)** | Nombre de produits | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(C) Option d'échange (*swaption*)** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-27-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| | **Biens de faible valeur**- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 € | | 2024-09-04 |
| | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

B3

| Nature de la provision ou de la dépréciation | Dotations inscrites au budget de l'exercice (1) | Date de constitution | Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N | Montant total des prov. et dépréciations constituées | Reprises inscrites au budget de l'exercice | SOLDE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions réglementées et amortissements dérogatoires | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions. pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL SEMI-BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CHARGES TRANSFÉRÉES

B4

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL

B8.1

| Exercice d'origine du contrat | Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1) | Montant de la redevance de l'exercice | Désignation du crédit bailleur | Durée du contrat | Montant des redevances restant à courir | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | N+1 | N+2 | N+3 | N+4 | Cumul restant | Total (2) |

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT — B8.2

## ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

| Libellé du contrat | Année de signature du marché | Organismes cocontractants | Nature des prestations prévues par le marché | Durée du marché (en mois) | Date fin de marché | Date mise en service équipement | Montant total prévu au titre du marché (TTC) | Annuité versée sur l'exercice | Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | Part investissement | | Part fonctionnement II | Part financement III | TOTAL I + II + III |
| | | | | | | | | | Part totale (4) | Dont part nette (5) I | | | |
| **Marchés de partenariat (1)** | | | | | | | | | | | | | |
| **SOUS-TOTAL** | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)** | | | | | | | | | | | | | |
| **SOUS-TOTAL** | | | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | | | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

*(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique*

*(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023*

*(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N*

*(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N*

*(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS

B8.3

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dette en capital à l'origine | Dette en capital 31/12/N | Annuité versée au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **8017 Subventions à verser en annuités** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **8018 Autres engagements donnés** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Au profit d'organismes publics** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Au profit d'organismes privés (1)** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES ENGAGEMENTS REÇUS

B8.4

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital 31/12/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DU PERSONNEL

B9.1

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Directeur général des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général adjoint des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général des services techniques | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **EMPLOIS NON CITES (k) (5)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | **0,00** | | |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | **0,00** | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | **0,00** | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE — B9.2

**(1)**

| AGENTS TITULAIRES OU NON | CATEGORIES | EFFECTIFS | MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215 |
|---|---|---|---|
| | | | |
| **TOTAL GENERAL** | | 0 | 0,00 |

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

**(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Lieu de mise à disposition (1). Toute personne a le droit de demander communication.

| La nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| **Délégation de service public (3)** | | | | |
| **Garantie ou cautionnement d'un emprunt** | | | | |
| **Autres** | | | | |

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

***Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1***

| | Ressources propres issues de l'exercice N-1 |
|---|---|
| **Solde d'exécution 001 (A)**<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **17 223,51** |
| **Solde des RAR (B)**<br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **17 223,51** |

***Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1***

| | Ressources propres issues de l'exercice N-1 |
|---|---|
| **Affectation au 106 (C)** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **17 223,51** |
| **Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)**<br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | **17 223,51** |

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Crédits ouverts/reportés (2) | Réalisations (3) | Restes à réaliser au 31/12/N (4) | Total |
|---|---|---|---|---|
| | | (a) | (b) | (c = a + b) |
| Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1) | **0,00** | **0,00** | **899 718,87** | **899 718,87** |
| Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1) | **0,00** | **0,00** | **899 718,87** | **899 718,87** |
| ***Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Solde d'exécution 001 (A)<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **17 223,51** | | | **17 223,51** |
| Affectation au 106 (C) | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |
| **Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)** | **17 223,51** | | | **17 223,51** |
| **Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV)**<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte | | | | **17 223,51** |

*(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

*(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

*(3) Mandats et titres émis*

*(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations | |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **0,00** | **I** | **0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **0,00** | | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 0,00 | | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **0,00** | | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *0,00* | | *0,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DF
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

## C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES

C1.3

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1) | Réalisations |
|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **0,00** | **III 0,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (2)** | | **0,00** | **0,00** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | |
| *29…* | *Dépréciation des immobilisations* | | |
| *39…* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | |
| *481…* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *0,00* | *0,00* |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ÉTATS ANNEXÉS

## IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE

C3

### Présentation agrégée par nature

| Type de dépense | | Total des dépenses (mandatées) (2) | Favorables | Mixtes | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A110 | Frais d'études, de recherche et de développement | 286 385,79 | 0,00 | 286 385,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Fonds commercial, droit au bail | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations, matériels et outillage technique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Oeuvres d'art | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 183 744,21 | 0,00 | 183 744,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Prêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **470 130,00** | **0,00** | **470 130,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

| Type de dépense | | Total des dépenses (mandatées) (2) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A110 | Frais d'études, de recherche et de développement | 286 385,79 | 286 385,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Fonds commercial, droit au bail | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations, matériels et outillage technique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Oeuvres d'art | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 183 744,21 | 183 744,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Prêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **470 130,00** | **470 130,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

| Type de dépense | | Total des dépenses (mandatées) (2) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **A110** | **Frais d'études, de recherche et de développement** | **286 385,79** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 286 385,79 |
| **A110** | **Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A110** | **Fonds commercial, droit au bail** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A110** | **Autres immobilisations incorporelles** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A115** | **Immobilisations incorporelles en cours** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A120** | **Terrains** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A125** | **Constructions** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A125** | **Constructions sur sol d'autrui** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A140** | **Installations, matériels et outillage technique** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A150** | **Oeuvres d'art** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A145** | **Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A155** | **Immobilisations corporelles en cours** | **183 744,21** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 183 744,21 |
| **A150** | **Autres immobilisations corporelles** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A165** | **Participations et créances rattachées à des participations** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A165** | **Prêts** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A165** | **Autres créances** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A165** | **Autres titres immobilisés** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **A225** | **Opérations pour le compte de tiers** | **0,00** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **470 130,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **470 130,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

| Type de dépense | | Total des dépenses (mandatées) (2) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A110 | Frais d'études, de recherche et de développement | 286 385,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 286 385,79 |
| A110 | Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Fonds commercial, droit au bail | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations, matériels et outillage technique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Oeuvres d'art | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 183 744,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 183 744,21 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Prêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **470 130,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **470 130,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DÉCHETS, PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

| Type de dépense | | Total des dépenses (mandatées) (2) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A110 | Frais d'études, de recherche et de développement | 286 385,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 286 385,79 |
| A110 | Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Fonds commercial, droit au bail | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations, matériels et outillage technique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Oeuvres d'art | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 183 744,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 183 744,21 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Prêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **470 130,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **470 130,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

| Type de dépense | | Total des dépenses (mandatées) (2) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A110 | Frais d'études, de recherche et de développement | 286 385,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 286 385,79 |
| A110 | Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Fonds commercial, droit au bail | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations, matériels et outillage technique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Oeuvres d'art | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 183 744,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 183 744,21 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Prêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **470 130,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **470 130,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

| Type de dépense | | Total des dépenses (mandatées) (2) | Favorables | Défavorables | Neutres | Non cotées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A110 | Frais d'études, de recherche et de développement | 286 385,79 | 0,00 | 286 385,79 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Fonds commercial, droit au bail | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A110 | Autres immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A115 | Immobilisations incorporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A120 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A125 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A140 | Installations, matériels et outillage technique | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Oeuvres d'art | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A145 | Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A155 | Immobilisations corporelles en cours | 183 744,21 | 0,00 | 183 744,21 | 0,00 | 0,00 |
| A150 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Participations et créances rattachées à des participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Prêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A165 | Autres titres immobilisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A225 | Opérations pour le compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL** | **470 130,00** | **0,00** | **470 130,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Date édition : 04/03/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-26-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Edition définitive

# BALANCE DES VALEURS INACTIVES

arrêtée à la date du 31/12/2025

00407 - CREMATORIUM GRASSE

Exercice : 2025

BA de GRASSE

| DÉSIGNATION DES COMPTES<br>No<br>Intitulé<br>Nature des valeurs inactives | DÉBIT | | | CRÉDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| 861 - Portefeuille | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| **Sous Total compte 861** | | | | | | | | |
| 862 - Correspondant | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| **Sous Total compte 862** | | | | | | | | |
| 863 - Prise en charge titre et valeur | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| **Sous Total compte 863** | | | | | | | | |
| **TOTAUX** | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 37 BUDGET ANNEXE – SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 37**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET ANNEXE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**
**COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de présenter le Compte Financier Unique (CFU)
du service public industriel et commercial du crématorium – résultats budgétaires de l'exercice 2025 :

- Exploitation : **+ 53 360,87 €**
- Investissement : **+ 47 093,51 €**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Compte Financier Unique (CFU) se substitue désormais au Compte Administratif ainsi qu'au Compte de Gestion, par dérogation aux dispositions régissant ces documents.

Ce document est donc commun à l'ordonnateur et au comptable public composé de données d'exécution budgétaire et d'informations financières et patrimoniales destinées à apporter une vision exhaustive de la situation financière du budget annexe du service public industriel et commercial.

Monsieur le Maire expose :

Vu les règlements de la comptabilité publique,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'article 205 de la Loi de Finances pour 2024, incluant les collectivités territoriales comme entités concernées par le CFU,

Vu la délibération 2025-57 du Conseil Municipal approuvant le projet du Budget Primitif 2025 ;

Vu la délibération 2025-159 du Conseil Municipal d'approbation de la Décision Budgétaire Modificative n° 1 ;

Vu la délibération 2025-200 du Conseil Municipal d'approbation de la Décision Budgétaire Modificative n° 2 ;

Vu la note de présentation du Compte Financier Unique (CFU) pour l'année 2025 du budget annexe du service public industriel et commercial du Crématorium annexée à la présente délibération ;

Considérant que la commune de Grasse a souscrit au prérequis pour pouvoir adopter le Compte Financier Unique (CFU) à savoir avoir dématérialisé les documents budgétaires ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif et au Compte de Gestion, par dérogation aux dispositions législatives et règlementaires régissant ces documents ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux de contributions et produits afférents ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie les travaux en amont de la production du CFU ;

Le Compte Financier Unique (CFU) du budget annexe du service public industriel et commercial du crematorium fait ressortir pour l'exercice budgétaire 2025 les résultats suivants :

**SECTION D'EXPLOITATION**

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE** | **83 040,75** |
| DEPENSES REALISEES | -29 679,88 |
| RECETTES REALISEES | 0,00 |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **53 360,87** |

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

| | |
|---|---|
| **EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE** | **17 223,51** |
| DEPENSES REALISEES | -1 685 768,70 |
| RECETTES REALISEES | 1 715 638,70 |
| RESTES A REALISER DEPENSES | -899 718,87 |
| RESTES A REALISER RECETTES | 899 718,87 |
| **RESULTAT INVESTISSEMENT** | **47 093,51** |

Ces résultats sont repris dans le détail par chapitre et par section, dans les tableaux présentés ci-dessous

**SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES – MONTANTS EN EUROS**

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
|---|---|---|---|---|---|
| **011** | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 10 500,00 | 10 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| **66** | CHARGES FINANCIERES | 72 540,75 | 19 179,88 | 0,00 | 53 360,87 |
| **023** | VIREMENT A L'INVESTISSEMENT | 0,00 | | | |
| **002** | RESULTAT EXPLOITATION REPORTE | 0,00 | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **83 040,75** | **29 679,88** | **0,00** | **53 360,87** |

**SECTION D'EXPLOITATION RECETTES – MONTANTS EN EUROS**

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
|---|---|---|---|---|---|
| **002** | RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE | 83 040,75 | 0,00 | | 0,00 |
| | **TOTAL GENERAL** | **83 040,75** | **0,00** | | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES – MONTANTS EN EUROS**

| DEPENSES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTE ASSIMILES | 1 000 000,00 | 950 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 309 432,77 | 286 385,79 | 18 780,00 | 4 266,98 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 3 490 861,73 | 183 744,21 | 880 938,87 | 2 426 178,65 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 340 000,00 | 265 638,70 | 0,00 | 74 361,30 |
| | **TOTAL** | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | **899 718,87** | **2 554 806,93** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION REPORTE | **0,00** | | | |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **5 140 294,50** | **1 685 768,70** | **899 718,87** | **2 554 806,93** |

**SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES – MONTANTS EN EUROS**

| RECETTES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | CREDITS OUVERTS | MANDATS EMIS | RESTES A REALISER | CREDITS ANNULES |
| 10 | DOTATIONS ET FONDS DIVERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 4 783 070,99 | 1 450 000,00 | 899 718,87 | 2 433 352,12 |
| 021 | VIREMENT DU FONCTIONNEMENT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 340 000,00 | 265 638,70 | 0,00 | 74 361,30 |
| | **TOTAL** | **5 123 070,99** | **1 715 638,70** | **899 718,87** | **2 507 713, 42** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION REPORTE | **17 223,51** | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **5 140 294,50** | **1 715 638,70** | **899 718,87** | **2 507 713,42** |

Après présentation du Compte Financier Unique 2025, Monsieur le Maire, Jérôme Viaud, se retire de la séance et quitte la salle du Conseil Municipal afin de laisser la présidence à Madame Valérie COPIN, Deuxième Adjointe et permettre à l'assemblée de procéder au vote.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ARRÊTER** les dépenses et les recettes de la section d'investissement et de la section d'exploitation comme détaillé ci-dessus ;
- **APPROUVER** le Compte Financier Unique (CFU) 2025 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium de la Commune ;
- **CONSTATER** sur les résultats précités pour la comptabilité du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium, la parfaite concordance des valeurs avec les états du comptable de la Commune ;
- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote et quitte la salle. Madame Valérie COPIN, Deuxième Adjointe, élue Présidente de séance par délibération n° 2026-34, fait procéder au vote.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 38 COMMISSIONS MUNICIPALES**
**FORMATION - COMPOSITION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 38**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSIONS MUNICIPALES**
**FORMATION - COMPOSITION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il est proposé de créer 4 commissions permanentes chargées d'étudier les délibérations qui seront proposées au Conseil Municipal, chacune composée de 14 membres.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-22, L.2121-29 et L.2122-21,

Considérant que l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour les conseils municipaux de créer en leur sein des commissions municipales destinées à améliorer le fonctionnement du conseil municipal dans le cadre de la préparation des délibérations,

Considérant que le rôle de ces commissions est l'examen préparatoire des affaires et questions qui doivent être soumises au conseil municipal, elles émettent de simples avis et peuvent formuler des propositions et recommandations,

Considérant que ces commissions ne disposent pas de pouvoir décisionnel propre, le conseil municipal étant le seul compétent pour régler par ses délibérations les affaires de la Commune,

Considérant que le rôle des commissions pourra dépasser le cadre strict des délibérations du conseil municipal pour traiter également des dossiers et projets de ville,

Considérant que Monsieur le Maire est président de droit de ces commissions, et que leur composition doit respecter le principe de la représentation proportionnelle,

Considérant que le règlement intérieur du Conseil Municipal fixe les règles de fonctionnement de ces commissions.

Il vous est proposé de créer les 4 commissions permanentes suivantes :

- **OPTIMISATION ET PERFORMANCE DES MOYENS ET RESSOURCES**

  A pour objet la gestion des finances, la préparation et l'exécution budgétaire, la prospective financière (tableaux de bord...), la gestion de la dette, la politique d'achats, la gestion du patrimoine mobilier et immobilier, la gestion des ressources humaines.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU CADRE DE VIE**

  A pour objet la gestion des projets d'aménagement et de renouvellement urbain, la prospective urbaine, l'embellissement et l'équipement de la Ville (VRD, espaces verts...), la gestion du patrimoine communal, l'environnement et le développement durable.

- **VIVRE ENSEMBLE**

  A pour objet la culture, l'animation, le tourisme, le sport, la jeunesse, la vie scolaire et périscolaire, et la petite enfance.

- **QUALITE DE VIE**

  A pour objet la sécurité et la tranquillité publique, l'hygiène et la lutte contre les nuisances, la prévention de la délinquance, la cohésion et l'action sociale, la politique de la ville et les services à la population.

Il vous est proposé d'acter une composition de chacune de ces commissions à 14 membres.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **INSTITUER** les 4 commissions permanentes suivantes dénommées :
  - Optimisation et performance des moyens et ressources
  - Equipement et aménagement du cadre de vie
  - Vivre ensemble
  - Qualité de vie

- **ACTER** que chacune de ces commissions sera composée de 14 membres, de façon paritaire et en permettant l'expression pluraliste des élus au sein du conseil municipal,

- **DESIGNER** comme représentants du conseil municipal au sein de :

  La Commission **OPTIMISATION ET PERFORMANCE DES MOYENS ET RESSOURCES**

  - Monsieur François ROUSTAN
  - Madame Valérie COPIN
  - Madame Catherine BUTTY
  - Monsieur Jean-Pierre BICAIL
  - Monsieur Philippe BONELLI
  - Madame Elodie BARBIER
  - Madame Cendrina CADOT
  - Monsieur James ROLLAND
  - Madame Marie-Madeleine GUALLINO
  - Monsieur Simon DARAGON
  - Madame Aude DECLERCQ
  - Madame Catherine CANADAS
  - Monsieur Paul EUZIERE
  - Madame Leïla TONNERRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La Commission **EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU CADRE DE VIE**

- Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur François ROUSTAN
- Monsieur François LAURENT
- Monsieur Franck BARBEY
- Madame Elodie BARBIER
- Madame Aude DECLERCQ
- Monsieur James ROLLAND
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Simon DARAGON
- Monsieur Marc REBUFFO
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Catherine CANADAS
- Monsieur Frédéric FERRARE
- Madame Leïla TONNERRE

La Commission **VIVRE ENSEMBLE**

- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Marie GIACCONE
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Madame Murièle CHABERT
- Monsieur Richard KISS
- Madame Laurence COSTE
- Madame Annie OGGERO-MAIRE
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
- Madame Catherine CARDOT
- Madame Lévanna CALATAYUD
- Madame Catherine CANADAS
- Madame Yamina GHALOUNI
- Madame Leïla TONNERRE

La Commission **QUALITE DE VIE**

- Monsieur Cédric CAMPAGNO
- Monsieur Jean-Pierre BICAIL
- Madame Jeannette GISQUET
- Madame Marie GIACCONE
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Madame Mélanie ZARRILLO
- Monsieur Richard KISS
- Madame Laurence COSTE
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
- Monsieur Jérôme COCHET
- Madame Marie CHABAUD
- Madame Catherine CANADAS
- Madame Yamina GHALOUNI
- Madame Leïla TONNERRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-39-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 39 COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**
**ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-39-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-39-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 39**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**
**ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à l'élection des membres de la commission d'appel d'offres composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1411-5 et L.1414-2 et suivants, L.2121-29, L.2122-18 et L.2122-21,

Vu le Code de la commande publique,

Considérant que la commission d'appel d'offres est l'organe chargé d'examiner les candidatures et les offres et d'attribuer les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent au sein de l'Avis relatif aux seuils de procédure en droit de la commande publique, annexé au Code de la commande publique. Elle émet un avis sur les avenants supérieurs à 5 % du montant du marché initial lorsqu'il s'agit d'un marché public qui lui a été initialement soumis,

Considérant que la composition de la commission d'appel d'offres est déterminée par l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que cette commission est présidée par le Maire ou son représentant et qu'elle comprend 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, désignés par le Conseil municipal parmi ses membres à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel,

Considérant que le Maire peut déléguer sa fonction de président de la commission d'appel d'offre à un adjoint ou à un membre du conseil municipal, conformément à l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, et que la voix du président ou de son représentant est prépondérante en cas de partage des votes,

Considérant que lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres. Leurs observations sont consignées au procès-verbal,

Considérant que peuvent également participer à la commission d'appel d'offres, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché public,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-39-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que les candidatures à la commission d'appel d'offres prennent la forme d'une liste dressée conformément aux articles D.1411-5 et L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales,
Cette liste doit comprendre les noms des candidats aux sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. Il est possible de présenter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

L'élection se déroule au scrutin secret, sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T. Dans tous les cas, chaque membre de l'assemblée délibérante s'exprime en faveur d'une liste entière, sans panachage, ni vote préférentiel conformément à l'article D.1411-3 alinéa 1 du C.G.C.T.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir élire en son sein 5 membres titulaires et 5 membres suppléants pour siéger à la commission d'appel d'offres, commission placée sous la présidence du Maire.

Les candidatures pour les 5 membres titulaires et suppléants sont :

Titulaires :
- Monsieur James ROLLAND
- Madame Elodie BARBIER
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO
- Monsieur Paul EUZIERE

Suppléants :
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Madame Murièle CHABERT
- Monsieur Jean-Pierre BICAIL
- Madame Catherine CANADAS
- Monsieur Frédéric FERRARE

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-40-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 40 COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**
**ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-40-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-40-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 40**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**
**ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il est proposé de procéder à l'élection des membres de la commission de délégation de service public composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants, L.2121-29, L.2122-18 et L.2122-21,

Vu le Code de la commande publique,

Considérant que la Commune peut confier la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques, par une convention de délégation ou de concession de service public passée et exécutée conformément aux dispositions du Code de la commande publique,

Considérant que le Conseil Municipal se prononce sur le principe de toute délégation ou concession de service public après avoir recueilli l'avis de la commission de délégation des services publics,

Considérant que cette commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public,

Considérant que pour les communes de plus de 3500 habitants, cette commission est composée par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, qui préside la commission, de 5 membres de l'assemblée délibérante en tant que titulaires et de 5 membres de l'assemblée délibérante en tant que suppléants,

Considérant que les membres titulaires et suppléants sont élus par le conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

Considérant que le Maire peut déléguer sa fonction de président de la commission de délégation de service public à un adjoint ou à un membre du conseil municipal, conformément à l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales et que la voix du président ou de son représentant est prépondérante en cas de partage des votes,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-40-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre en charge de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal,
Considérant que peuvent également participer à la commission de délégation de service public, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché public,

Considérant que les candidatures à la commission de délégation de service public prennent la forme d'une liste dressée conformément aux articles D.1411-5 et L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales,

Cette liste doit comprendre les noms des candidats aux sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. Il est possible de présenter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

L'élection se déroule au scrutin secret, sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T. Dans tous les cas, chaque membre de l'assemblée délibérante s'exprime en faveur d'une liste entière, sans panachage, ni vote préférentiel conformément à l'article D.1411-3 alinéa 1 du C.G.C.T.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir élire en son sein 5 membres titulaires et 5 membres suppléants pour siéger à la commission de délégation de service public, commission placée sous la présidence du Maire.

Les candidatures pour les 5 membres titulaires et 5 membres suppléants sont :

Titulaires :

- Madame Valérie COPIN
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Jean-Pierre BICAIL
- Madame Catherine CANADAS
- Monsieur Frédéric FERRARE

Suppléants :

- Madame Karine GIGODOT
- Madame Murièle CHABERT
- Madame Aude DECLERCQ
- Monsieur Stéphane CASSARINI
- Monsieur Paul EUZIERE

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-41-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 41 COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**
**DESIGNATION DES MEMBRES**
**DELEGATION DE SAISINE AU MAIRE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-41-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-41-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 41**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**
**DESIGNATION DES MEMBRES**
**DELEGATION DE SAISINE AU MAIRE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des 11 membres de la commission consultative des services publics locaux.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1413-1 et suivants, L.2121-29, L.2122-18 et L.2122-21,

Considérant que les communes de plus de 10 000 habitants doivent créer une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière,

Considérant que cette commission est présidée par le Maire ou son représentant et qu'elle comprend des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants des usagers et habitants intéressés à la vie des services publics locaux, nommés par l'assemblée délibérante.

Considérant que cette commission peut, sur proposition de son président et en fonction de l'ordre du jour, inviter toute personne dont l'audition lui paraît utile à participer à ses travaux, avec voix consultative,

Considérant que cette commission examine chaque année sur le rapport de son président :

1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;

2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 ;

3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;

4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.

Elle est également consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-41-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;

3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;

4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Considérant que le président de la commission consultative des services publics locaux présente à l'assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Considérant que l'assemblée délibérante peut charger le Maire par délégation de saisir pour avis la Commission des projets précités dans les conditions qu'elle fixe.

Considérant qu'afin de simplifier et raccourcir les procédures et afin d'assurer une bonne organisation du fonctionnement de notre administration, il est proposé d'accepter une délégation permanente de saisine de la CCSPL au Maire pour la durée de son mandat.

Considérant que le Maire peut déléguer sa fonction de président de la commission consultative des services publics locaux à un adjoint ou à un membre du conseil municipal, conformément à l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il est voté au scrutin secret sauf accord unanime du conseil municipal,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **INSTITUER** la commission consultative des services publics locaux composée de 11 membres et deux associations représentants les usagers

- **DESIGNER** les membres suivants de la commission consultative des services publics locaux :

Membres titulaires :
- Madame Valérie COPIN
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Philippe BONELLI
- Madame Murièle CHABERT
- Madame Cendrina CADOT
- Monsieur James ROLLAND
- Monsieur Jean-Pierre BICAIL
- Monsieur Ali AMRANE
- Madame Catherine CANADAS
- Monsieur Frédéric FERRARE
- Madame Leïla TONNERRE

Membres suppléants

- Madame Karine GIGODOT
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Monsieur Richard KISS

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-41-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Madame Laurence COSTE
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
- Monsieur Jérôme COCHET
- Madame Marie GIACCONE
- Monsieur François LAURENT
- Monsieur François ROUSTAN
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO
- Monsieur Paul EUZIERE

Représentants des usagers et habitants

- Association Forum
- Club des entrepreneurs

- **ACCEPTER** une délégation permanente de saisine de la commission consultative des services publics locaux au Maire pour la durée de son mandat.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-42-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 42 COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**
**COMPOSITION ET DESIGNATION DES MEMBRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-42-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-42-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 42**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**
**COMPOSITION ET DESIGNATION DES MEMBRES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la validation d'une liste de 32 contribuables grassois à transmettre au Directeur Départemental des Finances Publiques, afin qu'il désigne parmi ces contribuables les membres composant la commission communale des impôts directs.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code général des impôts et notamment son article 1650,

Considérant qu'il est institué dans chaque commune une commission communale des impôts directs,

Considérant que cette commission intervient en matière de fiscalité directe locale et :

- Dresse, avec le représentant de l'administration, la liste des locaux de référence et des locaux types retenus pour déterminer la valeur locative des biens imposables aux impôts directs locaux (articles 1503 et 1504 du CGI), détermine la surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants (article 1503 du CGI) ;

- Participe à l'évaluation des propriétés bâties (article 1505 du même code) ;

- Etablit les tarifs d'évaluation des locaux de référence pour les locaux d'habitation (article 1503 du CGI) ;

- Participe à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties (article 1510 du CGI) ;

- Formule des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (article R198-3 du livre des procédures fiscales) ;

Considérant que cette commission est composée du Maire ou de son adjoint délégué, de 8 commissaires titulaires et de 8 commissaires suppléants,

Considérant que les commissaires titulaires et suppléants sont désignés par le Directeur Départemental des Finances Publiques sur une liste de 32 noms (16 titulaires et 16 suppléants) dressée par la Commune,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-42-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que la désignation des commissaires est subordonnée aux conditions suivantes :
- être de nationalité française ou ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne ;
- être âgé de 18 ans au moins ;
- jouir de ses droits civils ;
- être inscrit aux rôles des impositions directes locales dans la commune ;
- être familiarisé avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Considérant que la désignation des commissaires et de leurs suppléants est effectuée de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe foncière, à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et à la cotisation foncière des entreprises soient équitablement représentée,

Considérant que la durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir proposer au Directeur Départemental des Finances Publiques la liste des contribuables suivants :

Pour les fonctions de commissaires titulaires :

- Monsieur Christophe MOREL
- Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Ali AMRANE
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Simon DARAGON
- Madame Marie CHABAUD
- Madame Karine GIGODOT
- Madame Laurence COSTE
- Madame Jeannette GISQUET
- Monsieur François LAURENT
- Madame Cendrina CADOT
- Madame Catherine CANADAS
- Monsieur Frédéric FERRARE
- Madame Leïla TONNERRE

Pour les fonctions de commissaires suppléants :

- Monsieur Jérôme COCHET
- Monsieur James ROLLAND
- Madame Mélanie ZARRILLO
- Monsieur Philippe BONELLI
- Monsieur Richard KISS
- Monsieur François ROUSTAN
- Madame Valérie COPIN
- Monsieur Cédric CAMPAGNO
- Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-42-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aude DECLERCQ
- Madame Catherine CARDOT
- Monsieur Marc REBUFFO
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO
- Monsieur Paul EUZIERE

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-43-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 43 COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER**
**COMPOSITION ET DESIGNATION DES MEMBRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-43-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-43-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 43**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER**
**COMPOSITION ET DESIGNATION DES MEMBRES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la fixation de la composition de la commission de contrôle financier et à la désignation de ses 11 membres.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21, et R.2222-3,

Considérant que dans chaque commune ayant plus de 75 000 euros de recettes de fonctionnement, les comptes détaillés de ses opérations de toute entreprise liée à la commune par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques doivent être examinés par une commission de contrôle financier dont la composition est fixée par une délibération du conseil municipal,

Considérant que cette commission a également pour mission de contrôler les conventions relatives à la gestion de services communaux passées entre la collectivité et une entreprise,

Considérant que cette commission pourra procéder à un contrôle sur pièces et sur place, que ce dernier portera sur les comptes détaillés des opérations menées par l'entreprise. Plus particulièrement, le contrôle portera d'une part, sur les opérations financières entre la collectivité et son contractant et d'autre part, sur l'équilibre financier du contrat au travers de la vérification des comptes détaillés de l'exécution de la convention,

Considérant que la commission de contrôle financier établira un rapport écrit annuel pour chaque convention soumise à son contrôle. Lesdits rapports seront joints aux comptes de la commune pour servir de justification aux recettes ou aux dépenses résultants du règlement de compte périodique. La collectivité pourra se faire assister, pour le contrôle des comptes, par son propre contrôleur financier ou par des cabinets d'expertise comptable extérieurs,

Considérant qu'il convient que la commission de contrôle financier soit composée de 11 membres titulaires et 11 membres suppléants provenant de la présente assemblée délibérante, de techniciens, de représentants d'associations d'usagers et de personnes qualifiées,

Considérant qu'il convient que cette commission soit présidée par le Maire et qu'il peut déléguer sa fonction de président de la commission de contrôle financier à un adjoint ou à un membre du conseil municipal, conformément à l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-43-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est proposé de désigner comme membres de la commission de contrôle financier les membres titulaires, les membres suppléants et les techniciens, représentants d'associations d'usagers et personnes qualifiées suivantes :

Membres titulaires :

- Madame Valérie COPIN
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Philippe BONELLI
- Madame Murièle CHABERT
- Madame Elodie BARBIER
- Monsieur James ROLLAND
- Monsieur Jean-Pierre BICAIL
- Monsieur Ali AMRANE
- Madame Catherine CANADAS
- Monsieur Frédéric FERRARE
- Madame Leïla TONNERRE

Membres suppléants :

- Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Monsieur Richard KISS
- Madame Laurence COSTE
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
- Monsieur Jérôme COCHET
- Madame Marie GIACCONE
- Monsieur François LAURENT
- Monsieur Simon DARAGON
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO
- Monsieur Paul EUZIERE

Techniciens, représentants d'associations d'usagers et personnes qualifiées :

- Le Directeur des Finances,
- Le Chef du service de la Commande Publique,
- Le Contrôleur de gestion,
- Le ou les Directeurs Généraux Adjoints en charge du dossier examiné,
- Un représentant des associations d'usagers

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-44-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 44 COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES NOMINATION DES MEMBRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-44-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-44-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 44**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES**
**NOMINATION DES MEMBRES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la nomination des membres de la Commune au sein de la commission d'évaluation des charges transférées de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse n° 20140110-36 en date du 10 janvier 2014 approuvant la création d'une commission d'évaluation des charges transférées,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse n° 2014430-216 du 30 avril 2014 portant confirmation de la création d'une commission d'évaluation des charges transférées entre la CAPG et ses communes membres,

Considérant que la commission d'évaluation des charges transférées a pour mission d'évaluer le coût des dépenses transférées à la Communauté d'Agglomération. Elle peut faire appel pour l'exercice de sa mission à des experts. La commission rend ses conclusions l'année de l'adoption de la taxe professionnelle unique de l'établissement public de coopération intercommunal et lors de chaque transfert ultérieur,

Considérant que chaque commune membre de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dispose d'un membre titulaire et d'un membre suppléant au sein de cette commission,

Considérant qu'il convient de nommer un représentant titulaire et un représentant suppléant de la Commune au sein de cette commission,

Conformément à l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales, le vote a lieu à bulletin secret. Toutefois, le conseil municipal peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour cette désignation,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-44-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner en tant que :

- Représentant titulaire :
  Monsieur Jérôme VIAUD

- Représentant suppléant :
  Madame Catherine BUTTY

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-45-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 45 CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**
**DETERMINATION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-45-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC
TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-45-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 45**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**
**DETERMINATION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la détermination de la composition du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.123-4 et suivants et R.123-8 et suivants,

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale de Grasse est un établissement public administratif communal ayant pour mission d'animer une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées. Il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale dans les conditions fixées par voie réglementaire. Il transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité. L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande.

Considérant que les secteurs d'activités du CCAS de Grasse sont notamment :
- L'Aide sociale légale, instruction des dossiers de RSA ;
- L'Aide facultative : Suivi social, Vestiaire, Accueil de nuit ;
- La Petite Enfance : gestion des multi-accueils, crèches, halte-garderie, ludothèque, Relais Assistantes Maternelles ;
- Les Personnes Agées : maintien à domicile, Foyer restaurant, Portage de repas à domicile, Service de Soins Infirmiers à Domicile, Equipe spécialisée Alzheimer, CLIC, Animation ;
- L'Atelier Santé Ville, prévention santé.

Considérant que le CCAS est administré par un conseil d'administration, présidé par le Maire. La composition du conseil d'administration est répartie en nombre égal en deux collèges :

- Un collège d'un minimum de 4 membres et d'un maximum de 8 membres élus en son sein à la représentation proportionnelle par le Conseil Municipal,
- Un collège d'un minimum de 4 membres et d'un maximum de 8 membres nommés par le Maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune,

Considérant que le nombre de membres du conseil d'administration du CCAS est fixée par une délibération du Conseil Municipal, dans le respect des limites indiquées précédemment,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-45-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous propose de fixer la composition du conseil d'administration du CCAS à 13 membres, répartis de la manière suivante :

- Le Maire, Président de droit du conseil d'administration ;
- 6 membres élus en son sein par le Conseil Municipal ;
- 6 membres nommés par le Maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la Commune.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-46-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 46 CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**
**ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-46-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-46-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 46**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**
**ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à l'élection des représentants du conseil municipal au conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.123-4 et suivants et R.123-8,

Vu la délibération n° 2026-45 en date du 28 avril 2026 portant sur la détermination de la composition du conseil d'administration du CCAS de Grasse,

Considérant que le conseil d'administration du CCAS de Grasse est composé des 13 membres suivants :

- Le Maire, Président de droit du conseil d'administration,
- 6 membres élus en son sein par le Conseil Municipal,
- 6 membres nommés par le Maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la Commune.

Considérant que les membres élus par le Conseil Municipal le sont au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni voix préférentielle. Le scrutin est secret. Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Sont proposés comme candidats les élus suivants :

- Monsieur Cédric CAMPAGNO
- Madame Jeannette GISQUET
- Madame Marie GIACCONE
- Monsieur Jean-Pierre BICAIL
- Madame Marie-Madeleine GUALLINO
- Madame Yamina GHALOUNI

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-46-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-47-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 36 |

**2026 - 47 SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-47-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-47-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 47**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**
**ET A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des 9 représentants au conseil d'administration et au représentant à l'assemblée générale de la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-4, L.1521-1 et suivants, L.1531-1, L.2121-29 et L.2122-21,

Vu les statuts de la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement modifiés en date du 13 décembre 2018,

Considérant que la Société Pays de Grasse Développement est une Société Publique Locale d'aménagement, dont le capital social est de 291 177,59 euros pour 19 100 actions détenues par 10 actionnaires :

- à 77,042 % par la Commune de Grasse, 14 715 actions, 224 328,70 €,
- à 18,77 % par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
- à 0,5236 % par la Commune d'Auribeau-sur-Siagne,
- à 0,5235 % par la Commune de La Roquette-sur-Siagne,
- à 0,5236 % par la Commune du Tignet,
- à 0,5236 % par la Commune de Mouans-Sartoux,
- à 0,5236 % par la Commune de Pégomas,
- à 0,5236 % par la Commune de Peymeinade,
- à 0,5236 % par la Commune de Saint-Cézaire-sur-Siagne,
- à 0,5236 % par la Commune de Saint-Vallier-de-Thiey,

Considérant que la SPL intervient principalement dans les opérations d'aménagement et de renouvellement urbain, d'animations d'équipes opérationnelles liées à la rénovation de l'habitat, ainsi que l'assistance sur la réalisation d'équipements publics,

Considérant que la Commune de Grasse dispose de 9 représentants au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse développement et d'un représentant permanent au sein de l'Assemblée Générale des actionnaires,

Considérant qu'il est proposé au Conseil Municipal de :

- Désigner 9 représentants au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Développement,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-47-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Désigner 1 représentant permanent au sein de l'Assemblée Générale des actionnaires de la SPL Pays de Grasse Développement,

- Autoriser un membre des représentants de la Commune de Grasse au conseil d'administration à assurer les fonctions de Président du conseil d'administration et à occuper la fonction de Directeur Général de la SPL Pays de Grasse Développement,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DESIGNER** comme représentants de la Commune au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Développement :
  - Monsieur Jérôme VIAUD
  - Monsieur Christophe MOREL
  - Madame Catherine BUTTY
  - Monsieur Nicolas DOYEN
  - Monsieur Simon DARAGON
  - Madame Marie-Madeleine GUALLINO
  - Madame Cendrina CADOT
  - Monsieur Jean-Paul CAMERANO
  - Monsieur Paul EUZIERE

- **DESIGNER** comme représentant permanent de la Commune au sein de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la SPL Pays de Grasse Développement :
  - M. Jérôme VIAUD

- **AUTORISER** M. Jérôme VIAUD, en tant que représentant de la Commune de Grasse au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Développement, à assurer les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général de cette société ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à effectuer toute démarche nécessaire et à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux désignés comme représentants de la commune au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Développement ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil : Monsieur VIAUD, Monsieur MOREL, Madame BUTTY, Monsieur DOYEN, Monsieur DARAGON, Madame GUALLINO, Madame Cendrina CADOT, Monsieur Jean-Paul CAMERANO, Monsieur Paul EUZIERE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-48-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 39 |

**2026 - 48 SPL PAYS DE GRASSE TOURISME**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-48-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-48-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 48**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SPL PAYS DE GRASSE TOURISME**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des 5 représentants au conseil d'administration de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1521-1 et suivants, L.1531-1, L.2121-29 et L.2122-21,

Vu les statuts de la Société Publique Locale Pays de Grasse Tourisme en date du 3 février 2025,

Considérant que la Société Pays de Grasse Tourisme est une Société Publique Locale agissant exclusivement pour le compte de tout ou partie de ses actionnaires en assumant les missions d'office de tourisme, de promotion et de développement de l'offre et de l'attractivité touristique du Pays de Grasse, ainsi que l'animation et l'action touristique du territoire,

Considérant que son capital social est de 37 000 euros pour 12 actions détenues par 2 actionnaires :

- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : 60 % soit 7,2 actions,
- La Commune de Grasse : 40 % soit 4,8 actions.

Considérant que la Commune de Grasse dispose de 5 représentants au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Tourisme,

Considérant qu'il est proposé au Conseil Municipal de :

- Désigner les 5 représentants de la Commune au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Tourisme,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-48-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Je vous demande de bien vouloir :

- **DESIGNER** comme représentants de la Commune au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Tourisme :
  - Madame Aline BOURDAIRE
  - Madame Cendrina CADOT
  - Madame Valérie COPIN
  - Monsieur Nicolas DOYEN
  - Monsieur Frédéric FERRARE

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à effectuer toute démarche nécessaire et à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux désignés comme représentants de la commune au sein du conseil d'administration de la SPL Pays de Grasse Tourisme ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil : Madame BOURDAIRE, Madame CADOT, Madame COPIN, Monsieur DOYEN, Monsieur FERRARE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-49-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 41 |

**2026 - 49 SEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES**
**DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-49-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-49-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 49**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SEM PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES**
**DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des 4 représentants au conseil d'administration de la SEM Pays de Grasse Dynamiques.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1521-1 et suivants, L.2121-29 et L.2122-21,

Vu la délibération n° 2022-86 en date du 28 juin 2022 portant création de la Société d'Economie Mixte Foncière Pays de Grasse Dynamiques,

Vu les statuts de la Société d'Economie Mixte Foncière Pays de Grasse Dynamiques modifiés en date du 15 janvier 2026,

Considérant que la Société Pays de Grasse Dynamiques est une Société d'Economie Mixte Locale ayant pour objet de dynamiser l'activité économique et commerciale et de favoriser l'attractivité résidentielle sur le territoire de l'agglomération du Pays de Grasse,

Considérant qu'elle réalise à ce titre les opérations suivantes :

- Acquisition et réhabilitation en vue de la commercialisation locative et la gestion d'immeubles à usage commercial, artisanal, de bureaux, de résidences hôtelières, de résidences étudiantes ou de services destinés à la location ou éventuellement à la vente,
- Valorisation des immeubles par la réalisation de travaux de construction, d'amélioration ou de rénovation,
- Réalisation d'opérations de promotion immobilière,
- Réalisation de tous équipements se rattachant à son activité immobilière,
- Réalisation d'études en relation avec les domaines précités,
- Participation au capital des sociétés dont l'objet est identique à celui décrit au premier alinéa et éventuellement la cession des dites participations,

Considérant que son capital social est de 1 808 000 euros pour 18 080 actions détenues par 6 actionnaires :

- La Commune de Grasse : 651 000 euros, 36,01 % soit 6 510 actions,
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse : 344 000 euros, 19,03 % soit 3 440 actions,
- La Caisse des Dépôts et Consignations : 500 000 euros, 27,65 % soit 5 000 actions,
- Vilogia : 177 000 euros, 9,79 % soit 1 770 actions,
- Le Crédit Agricole Provence Côte d'Azur : 100 000 euros, 5,53 % soit 1 000 actions,
- Fragonard : 36 000 euros, 1,99 % soit 360 actions.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-49-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que la Commune de Grasse dispose de 4 administrateurs au sein du conseil d'administration de la SEM Pays de Grasse Dynamiques, désignés par le Conseil Municipal en son sein,

Considérant que le conseil d'administration élit parmi ses membres son président. Celui-ci peut-être soit une personne physique, soit une personne morale. Dans ce dernier cas, elle agit par l'intermédiaire de son représentant pour occuper cette fonction.

Considérant que le président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur,

Considérant qu'il est proposé au Conseil Municipal de :

- Désigner les 4 représentants de la Commune au sein du conseil d'administration de la SEM Pays de Grasse Dynamiques,

- Désigner Monsieur le Maire pour présenter la candidature de la Commune au siège de Président de la SEM Pays de Grasse Dynamiques,

- Désigner Monsieur le Maire en tant que représentant de la Commune auprès de l'assemblée générale de la SEM Pays de Grasse Dynamiques,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DESIGNER** comme représentants de la Commune au sein du conseil d'administration de la SEM Pays de Grasse Dynamiques :
  - Monsieur le Maire, Jérôme VIAUD
  - Monsieur Christophe MOREL
  - Madame Marie-Madeleine GUALLINO
  - Monsieur Simon DARAGON

- **DESIGNER** Monsieur le Maire comme candidat de la Commune au siège de Président de la SEM Pays de Grasse Dynamiques ;

- **DESIGNER** Monsieur le Maire en tant que représentant de la Commune auprès de l'assemblée générale de la SEM Pays de Grasse Dynamiques ;

- **AUTORISER** le représentant de Monsieur le Maire à accepter toute fonction qui pourrait lui être confiée à ce titre, ainsi que toutes autres fonctions ou tous mandats spéciaux qui lui seraient confiés par le Président du conseil d'administration ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à effectuer toute démarche nécessaire et à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux désignés comme représentants de la commune au sein du conseil d'administration de la SEM Pays de Grasse Dynamiques ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil : Monsieur VIAUD, Monsieur MOREL, Madame GUALLINO, Monsieur DARAGON.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-49-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-50-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 50 REGIE DES PARKINGS GRASSOIS**
**DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-50-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-50-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 50**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**REGIE DES PARKINGS GRASSOIS**
**DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des 7 représentants titulaires et suppléants au conseil d'administration de la Régie des Parkings Grassois.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2221-1 et suivants, L.2121-29, L.2122-21, et R.2221-1 et suivants,

Vu les statuts de la Régie des Parkings Grassois modifiés en date du 4 juillet 2023,

Considérant que la Régie des Parkings Grassois est une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière et a pour objet d'assurer la gestion du service public industriel et commercial de l'exploitation des parcs de stationnement communaux et à étudier toute nouvelle implantation de parcs de stationnement sur le territoire de la Commune de Grasse,

Considérant que son conseil d'administration est composé de 7 membres titulaires et de 7 membres suppléants désignés par le Conseil Municipal sur proposition du Maire. Il est voté à bulletin secret, sauf accord unanime du conseil municipal.

Considérant que les membres du conseil d'administration sont nommés pour une période ne pouvant excéder la limite de durée du mandat municipal,

Considérant que le conseil d'administration élit en son sein un Président et un vice-président,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est proposé la liste suivante de membres du conseil d'administration de la Régie des Parkings Grassois :

Membres titulaires :
- Monsieur Jérôme VIAUD
- Madame Catherine BUTTY
- Monsieur James ROLLAND
- Madame Marie-Madeleine GUALLINO
- Monsieur Simon DARAGON

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-50-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Monsieur Stéphane CASSARINI
- Monsieur Paul EUZIERE

Membres suppléants :

- Monsieur François ROUSTAN
- Monsieur Jean-Pierre BICAIL
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Madame Elodie BARBIER
- Madame Cendrina CADOT
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO
- Monsieur Frédéric FERRARE

Représentants des fonctionnaires au conseil d'administration :

- Titulaire : Le Directeur Général des Services Techniques,
- Suppléant : Le Responsable du Service Juridique.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-51-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 51 REGIE DU CREMATORIUM**
**DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-51-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-51-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 51**

**DU 28 AVRIL 2026**

**REGIE DU CREMATORIUM**
**DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des 7 représentants au conseil d'exploitation de la Régie du crématorium.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2221-1 et suivants, L.2121-29, L.2122-21, et R.2221-1 et suivants,

Vu les statuts de la régie du crématorium en date du 27 septembre 2022,

Considérant que la régie du crématorium est une régie dotée de la seule autonomie financière, qui a pour objet d'assurer la gestion du service public industriel et commercial de l'exploitation du crématorium de Grasse,

Considérant que son conseil d'administration est composé de 8 membres : 7 membres du conseil municipal désignés par le Conseil Municipal sur proposition du Maire et 1 personne qualifiée issue d'une association de crémation locale,

Des personnalités extérieures pourront être associées, à titre consultatif, aux réunions du conseil d'exploitation, en raison de leur qualité ou de leur expérience professionnelle sur demande du Maire,

Considérant que les membres du conseil d'administration sont nommés pour une période ne pouvant excéder la limite de durée du mandat municipal,

Considérant que le conseil d'administration élit en son sein un Président et un vice-président,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est proposé la liste suivante de membres du conseil d'exploitation du crématorium de Grasse :

Membres titulaires :

- Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Valérie COPIN
- Madame Jeannette GISQUET
- Madame Catherine BUTTY

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-51-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Madame Karine GIGODOT
- Monsieur Frédéric FERRRARE
- Madame Catherine CANADAS

Représentant issu d'une association de crémation locale

- Association Crématiste de Grasse et environs

Il est voté au bulletin secret sauf accord unanime du conseil municipal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-52-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 52 SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES INFORMATISEES DES ALPES-MARITIMES (SICTIAM) DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE SYNDICAL ET AU COLLEGE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-52-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-52-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 52**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES INFORMATISEES DES ALPES-MARITIMES (SICTIAM)**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE SYNIDCAL ET AU COLLEGE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des représentants au comité syndical et au collège « Distribution Publique d'Electricité » du SICTIAM.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-7, L.2121-29, L.2122-21, L.5211-7, L.5721-2, L.5212-33 et L.5711-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 septembre 2021 approuvant les statuts du SICTIAM intégrant notamment les compétences exercées par le SDEG,

Vu la délibération n° 2021-49 du comité syndical du SICTIAM en date du 28 octobre 2021 approuvant les modalités de transfert de compétences du SDEG au SICTIAM,

Considérant que le SICTIAM a pour mission d'assurer la coordination et l'exploitation des moyens informatiques des communes membres afin de fournir les informations les plus justes, les plus complètes et les plus rapides au coût le plus réduit possible dans les domaines des systèmes d'exploitation,

Considérant que, suite à la dissolution du Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz (SDEG), ses compétences ont été transférées au collège « Distribution Publique d'Electricité » du SICTIAM,

Considérant que, conformément aux statuts du SICTIAM, la Commune de Grasse dispose de :

- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au comité syndical,
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au collège « Distribution Publique d'Electricité »,

Considérant que conformément aux dispositions des articles L 5211-7 et L. 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, l'élection se fait au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours, aucun candidat n'a obtenu la majorité, le troisième tour a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu,

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner ses représentants au sein du comité syndical et du collège « Distribution Publique d'Electricité » du SICTIAM.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-52-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DESIGNER** comme représentants de la Commune au sein du comité syndical du SICTIAM :
  - Monsieur François LAURENT en tant que titulaire,
  - Monsieur Franck BARBEY en tant que suppléant,
- **DESIGNER** comme représentants de la Commune au sein du collège « Distribution Publique d'Electricité du SICTIAM :
  - Madame Elodie BARBIER en tant que titulaire,
  - Monsieur Jérôme COCHET en tant que suppléant,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à effectuer toute démarche nécessaire et à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-53-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 53 SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PREALPES D'AZUR DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE SYNDICAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-53-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-53-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 53**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PREALPES D'AZUR**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE SYNDICAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des représentants au comité syndical du Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21, et L.5721-1 et suivants,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.331-1 et suivants,

Vu l'article 11 des Statuts du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur arrêtés par le Préfet des Alpes-Maritimes en date du 19 avril 2022,

Considérant que le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur met en œuvre la Charte du Parc pour la période 2012-2027, en assurant sur le territoire du Parc la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de suivi, d'évaluation, de gestion, d'animation, de développement économique et touristique menées par des actions, des études ou réalisées par ses partenaires ;

Considérant l'entrée en révision de la Charte du Parc pour la période 2027-2042 et les travaux nécessaires à la redéfinition des objectifs et priorités du territoire ;

Considérant l'adhésion de notre commune au Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Préalpes d'Azur ;

Considérant que le Syndicat Mixte est composé de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur et du Département des Alpes-Maritimes, de 4 établissements publics de coopération intercommunale (dont la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse), ainsi que de 48 communes ;

Considérant que les délégués engagent leurs communes respectives dans les décisions à prendre au sein du Comité Syndical ;

Considérant qu'en vertu des statuts susvisés, il y a lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant de la Commune de Grasse au Syndicat Mixte ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-53-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que conformément aux articles L 5211-7 et L 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'élection se fait au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours, aucun candidat n'a obtenu la majorité, le troisième tour a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Le conseil municipal décide de désigner comme Délégués :

- Titulaire : Madame Elodie BARBIER
- Suppléant : Monsieur Gilles RONDONI

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-54-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 54 SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN VERSANT DE LA SIAGNE (SAGE) DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL A LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU SIAGNE (CLE)**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-54-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-54-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 54**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX**
**DU BASSIN VERSANT DE LA SIAGNE (SAGE)**
**DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU SIAGNE (CLE)**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il est proposé de procéder à la désignation du représentant de la Commune à la Commission Locale de l'Eau Siagne.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.5211-8,

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.212-5-1,

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 6 décembre 2011 portant délimitation du périmètre du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Siagne. Ce périmètre comprend 26 communes,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2019 arrêtant la composition de la commission locale de l'eau,

Considérant que la Commune de Grasse est membre de la Commission Locale de l'Eau (CLE) Siagne et qu'à ce titre il convient de désigner un représentant appelé à siéger,

Considérant que la Commission Locale de l'Eau est chargée de l'élaboration, de la révision et du suivi de l'application du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de la Siagne,

Le SAGE a pour objet de définir une politique de gestion visant à concilier les usages et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Le SAGE est en cours d'élaboration et son diagnostic a été approuvé par la CLE le 13 novembre 2019.

La Commission Locale de l'Eau est chargée de définir cette politique de gestion, de veiller à son application, d'évaluer les résultats et de proposer des réajustements.

Suite aux élections municipales, il convient donc de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la ville de Grasse au sein de la CLE du SAGE.

Se portent candidats :

- Madame Elodie BARBIER

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-54-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DESIGNER** le représentant suivant pour représenter la Commune de Grasse au sein de la commission locale de l'eau du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Siagne :
    - Madame Elodie BARBIER
- **NOTIFIER** la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-55-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 55 CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES DE LA VILLE DE GRASSE**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-55-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-55-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 55**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**CAISSE DES ECOLES PUBLIQUES DE LA VILLE DE GRASSE**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des représentants au conseil d'administration de la Caisse des Ecoles de la Ville de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code de l'Education et notamment ses articles L.212-10 et suivants et R212-24 à R.212-33-2,

Vu la délibération n° 2022-24 du Conseil Municipal en date du 22 février 2022 relative à la modification des statuts de la Caisse des Ecoles,

Vu les statuts de la Caisse des Ecoles modifiés en date du 22 février 2022,

Considérant que la Caisse des Ecoles est un Etablissement public local autonome ayant pour but de faciliter la fréquentation scolaire, de favoriser l'égalité des chances et d'éviter la ségrégation des enfants en fonction des ressources de leurs familles,

Considérant que la Caisse des Ecoles est composée de :

- Membres de droit :
  - Le Maire de la Commune de Grasse, Président de la Caisse des Ecoles,
  - Cinq membres du Conseil Municipal, désignés par délibération de ce dernier,
  - L'Inspecteur de l'Education Nationale chargé de la circonscription,
  - Un membre désigné par le Préfet,

- Membres sociétaires : membres donateurs et membres souscripteurs.

- Membres bienfaiteurs : ceux qui ne satisfont pas aux conditions requises pour être un membre sociétaire mais désirant contribuer au bon fonctionnement de la Caisse des Ecoles,

Considérant que les pouvoirs des représentants du Conseil Municipal prennent fin à l'expiration de leurs mandats de conseillers municipaux,

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation des 5 représentants du Conseil Municipal à la Caisse des Ecoles,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-55-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est voté au bulletin secret sauf accord unanime du conseil municipal,

Il est proposé au conseil municipal de désigner :

- Madame Murièle CHABERT
- Madame Marie GIACCONE
- Madame Aude DECLERCQ
- Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Yamina GHALOUNI

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-56-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 56 ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-56-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-56-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 56**

**DU 28 AVRIL 2026**

**ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des représentants du Conseil Municipal au sein des établissements publics locaux d'enseignement secondaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles, L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article R.421-14,

Considérant que le conseil d'administration des collèges et lycées est composé du chef d'établissement, de l'adjoint gestionnaire, du conseiller principal d'éducation le plus ancien, des personnalités qualifiées, des représentants du personnel de l'établissement, des représentants des parents d'élèves et des élèves,

Considérant qu'en vertu de l'article R 421-14 -alinéa 7 susvisé « lorsqu'il existe un établissement de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement et un représentant de la commune » seront désignés au conseil d'administration de chaque établissement public d'enseignement secondaire,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est procédé au vote à bulletin secret sauf accord unanime du conseil municipal.

Le conseil municipal décide de désigner ses représentants au conseil d'administration :

- Lycée Amiral de Grasse :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Simon DARAGON

- LEP de Croisset :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Philippe BONELLI

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-56-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Lycée Alexis de Tocqueville :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Jean-Pierre BICAIL

- LEP Saint Claude :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Philippe BONELLI

- Collège Canteperdrix :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Jérôme COCHET

- Collège Carnot :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Jocelyne BUSTAMENTE

- Collège Saint-Hilaire :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Simon DARAGON

- Collège Les Jasmins :
  - Titulaire : Murièle CHABERT
  - Suppléant : Gilles RONDONI

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-57-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 57 OGEC FENELON**
**NOMINATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-57-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-57-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 57**

**DU 28 AVRIL 2026**

**OGEC FENELON**
**NOMINATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation du représentant de la Commune au sein du conseil d'administration de l'association OGEC FENELON.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles, L.2121-29 et L.2122-21,

Vu les statuts de l'association dénommée « OGEC FENELON », association régie par la loi du 1er juillet 1901,

Considérant que cette association gère l'établissement privé sous contrat d'association avec l'Etat dénommé Institut FENELON,

Considérant que la Commune dispose d'un siège au conseil d'administration de l'association,

Conformément à l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, il est voté au scrutin secret sauf accord unanime du Conseil Municipal,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner pour siéger au conseil d'administration de l'association OGEC FENELON :

- Madame Murièle CHABERT

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-58-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 58 COMMISSION DEPARTEMENTALE DE REFORME**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-58-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-58-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 58**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION DEPARTEMENTALE DE REFORME**
**DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des représentants de la Commune au sein de la Commission départementale de réforme.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu l'arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,

Considérant que la commission de réforme donne son avis sur la mise à la retraite pour invalidité des agents affiliés à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales,

Considérant que conformément aux articles 3 et 5-1 alinéa b de l'arrêté susmentionné, la commission comprend deux membres titulaires désignés au sein de l'assemblée délibérante ainsi que quatre suppléants (soit deux par représentant titulaire),

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est voté au bulletin secret sauf accord unanime du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal décide de désigner ses représentants au sein de la Commission départementale de réforme :

Titulaires :
- Madame Valérie COPIN
- Monsieur Cédric CAMPAGNO

Suppléants :
- Madame Jeannette GISQUET
- Monsieur Richard KISS
- Madame Murièle CHABERT
- Madame Marie GIACCONE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-58-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-59-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 59 ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE**
**CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER DE GRASSE**
**DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-59-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC
TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-59-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 59**

**DU 28 AVRIL 2026**

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE**
**CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER DE GRASSE**
**DESIGNATION D'UN REPRESENTANT**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation du représentant de la Commune au sein du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles, L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code de la santé publique et notamment les articles L.6143-1 et R.6143-3,

Considérant que le Conseil de Surveillance des Etablissements Publics de Santé se prononce sur la stratégie de l'établissement ; qu'il exerce un contrôle permanent de sa gestion,

Considérant qu'il émet différents avis dont celui relatif à la qualité et la sécurité des soins, la gestion des risques et les conditions d'accueil et de prise en charge des usagers ; que son rapport annuel, accompagné de ses observations, est communiqué au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Considérant qu'en vertu de l'article R 6143-3 du Code de la Santé Publique, le Conseil de Surveillance est composé du Maire de la Commune siège de l'Etablissement principal, en qualité de membre de droit, ainsi que d'un autre représentant désigné,

Considérant que conformément à l'article L 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'élection se fait au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours, aucun candidat n'a obtenu la majorité, le troisième tour a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de désigner comme représentant au conseil de surveillance :

- Monsieur Cédric CAMPAGNO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-59-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-60-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 60 ALLIANCE DEPARTEMENTALE DES COMITES COMMUNAUX DES FEUX DE FORETS ET DES RESERVES COMMUNALES DE SECURITE CIVILE DES ALPES-MARITIMES DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-60-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-60-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 60**

**DU 28 AVRIL 2026**

**ALLIANCE DEPARTEMENTALE DES COMITES COMMUNAUX DES FEUX DE FORETS ET DES RESERVES COMMUNALES DE SECURITE CIVILE DES ALPES-MARITIMES DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il est proposé de procéder à la désignation du représentant de la Commune au sein de l'Alliance Départementale des Comités Communaux des Feux de Forêts et des Réserves Communales de sécurité Civile des Alpes-Maritimes (ADCCFF06).

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21 ;

Vu les statuts du l'Alliance Départementale des Comités Communaux des Feux de Forêts et des Réserves Communales de Sécurité Civile des Alpes-Maritimes (ADCCFF06) en date du 15 juin 2007, modifiés le 19 octobre 2018 ;

Considérant que l'ADCCFF06 a pour objet d'une part, de façon générale la prévention des incendies de forêts dans les Alpes-Maritimes, notamment en regroupant les Comités communaux feux de forêts et d'autre part de permettre l'échange et la mise en commun des expériences respectives, la connaissance des besoins des CCFF ;

Considérant que la Commune de Grasse est représentée au sein de l'association par un membre du Conseil Municipal ;

Conformément qu'en vertu de l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales, le vote a lieu à bulletin secret. Toutefois, le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour cette désignation.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est proposé au conseil municipal de désigner comme représentant de la commune au sein de l'assemblée générale de l'Association départementale des Comités Communaux des Feux de Forêts et des Réserves Communales de Sécurité Civile des Alpes-Maritimes Comité de Suivi :

- Monsieur Jean-Marc GARNIER

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-60-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-61-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 61 ASSOCIATION DE FORMATION ET DE PROMOTION POUR JEUNES ET ADULTES EN RECHERCHE D'INSERTION (AFPJR)**
**NOMINATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-61-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-61-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2026 - 61

DU 28 AVRIL 2026

# ASSOCIATION DE FORMATION ET DE PROMOTION POUR JEUNES ET ADULTES EN RECHERCHE D'INSERTION (AFPJR) NOMINATION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il est proposé de procéder à la désignation du représentant de la Commune au conseil d'administration de l'Association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes en Recherche d'Insertion (AFPJR).

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles, L.2121-29 et L.2122-21,

Vu les statuts de l'Association de Formation et de Promotion pour Jeunes et Adultes en Recherche d'Insertion (AFPJR) en date du 10 juin 2010,

Considérant que cette association a pour objet de créer et de gérer des établissements et services en faveur de personnes en difficulté et notamment celles en situation de handicap,

Considérant que la Commune met à disposition de cette association un terrain sur lequel cette dernière a développé un ESAT, centre d'hébergement pour adultes handicapés,

Considérant que la Commune dispose d'un siège au conseil d'administration de l'association,

Conformément à l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales, il est voté au scrutin secret sauf accord unanime du Conseil Municipal,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner pour siéger au conseil d'administration de l'AFPJR :

- Madame Jeannette GISQUET.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-62-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 62 ACTES ADMINISTRATIFS ET NOTARIES**
**NOMINATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX REPRESENTANT LA COMMUNE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-62-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-62-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 62**

**DU 28 AVRIL 2026**

**ACTES ADMINISTRATIFS ET NOTARIES**
**NOMINATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX REPRESENTANT LA COMMUNE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il est proposé de procéder à la désignation des conseillers municipaux pouvant signer les actes administratifs et notariés de la Commune.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1311-13, L.2121-29 et L.2122-21,

Considérant que l'Article L1311-13 du Code général des collectivités territoriales indique que les maires sont habilités à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers passés en la forme administrative (ventes, baux emphytéotiques, servitudes...),

Considérant que dans le cadre de cette procédure la collectivité, partie à l'acte, est représentée lors de sa signature par un adjoint,

Considérant que chaque acte créateur de droits réels fait l'objet d'une délibération spécifique assorti d'un avis des services fiscaux (Domaine), lorsque celui-ci est requis,

Considérant par ailleurs que le Maire peut être, dans le cadre de ses fonctions, en situation d'absence ou d'empêchement,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir

- **DESIGNER** Monsieur Christophe MOREL pour :
    - représenter la Commune en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Maire, lors de la passation d'actes notariés ;
    - représenter la Commune (acquéreur ou vendeur), Monsieur le Maire, Officier Ministériel, ne pouvant intervenir comme partie signataire à un acte administratif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-62-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-63-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 63 RETIREE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-63-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

# CONVENTION

## RELATIVE À LA CRÉATION DU PARKING DE COVOITURAGE « JEAN GIRARD »

## ET À L'INSTALLATION D'OMBRIÈRES PHOTOVOLTAÏQUES

## ENTRE :

**Le Département des Alpes-Maritimes**,
Représenté par son Président en exercice, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente en date du […],
Domicilié en cette qualité au Centre Administratif Départemental – 147 boulevard du Mercantour – 06201 Nice Cedex 3,
Ci-après désigné « le Département »,

**D'une part,**

ET

**La Commune de Grasse**,
Représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2025 (délibération n°2025-108),
Ci-après désignée « la Commune »,

ET

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG)**,
Représentée par son Président en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du […],
Ci-après désignée « la CAPG »,

ET**SUN Energy 06** dont le siège est sis 22 avenue Joseph Honoré Isnard Zone industrielle Les Bois de Grasse 06130 Grasse, immatriculée au RCS de Grasse sous le numéro 978 202 828, représentée par Olivier Bechu.

Ci-après désignée «SUN Energy 06»,

**D'autre part,**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

SUN Energy 06

# IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Commune de Grasse est propriétaire de la parcelle cadastrée section BR n°454, sise 103 avenue de la Libération à Grasse.

Le Département des Alpes-Maritimes a décidé d'y réaliser un parking de covoiturage (« le Site ») structurant, situé à proximité immédiate du stade Jean Girard et de la RD 2562, dans une logique de développement des mobilités partagées.

Le projet (« le Projet ») consiste en :

- la création d'un parc de stationnement d'environ 2 300 m² ;
- la réalisation de 73 places de stationnement, incluant des places PMR et des emplacements pour véhicules électriques et deux-roues ;
- la mise en œuvre d'une structure de chaussée à gestion alternative des eaux pluviales de type chaussée réservoir, comprenant notamment :
  - une couche de roulement en enrobé,
  - une grave-bitume drainante,
  - une GNT drainante,
  - un ballast de fondation enveloppé dans un géotextile, permettant l'infiltration des eaux dans le terrain naturel ;
- l'aménagement d'espaces végétalisés et la plantation d'arbres.

La surface du parking excédant 1 500 m², l'opération entre dans le champ d'application de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER), imposant la solarisation des parcs de stationnement extérieurs.

En conséquence, le projet intègre l'installation de deux ombrières photovoltaïques représentant une surface cumulée d'environ 930 m², composées de 437 modules pour une puissance inférieure à 210 kWc.

Ces ombrières seront implantées au-dessus de deux rangées de stationnement et fixées sur massifs maçonnés en infrastructure. L'électricité produite sera valorisée dans le cadre d'une opération d'autoconsommation collective patrimoniale étendue.

Par délibération n°2025-108 du 24 juin 2025, le Conseil Municipal de Grasse a attribué à SUN Energy 06, société de projets créée par la SEM Green Energy 06, une concession de travaux valant autorisation d'occupation domaniale pour le financement, la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance des installations photovoltaïques.

SUN Energy 06 intervient dans le cadre du contrat de concession pour la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance des installations photovoltaïques.

La CAPG intervient pour sa part au titre de sa compétence mobilité, notamment pour l'installation et l'exploitation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

L'ensemble de l'opération fera l'objet d'un permis de construire unique intégrant à la fois :

- la création du parking,
- sa transformation,
- la construction des ombrières photovoltaïques.

Il est apparu nécessaire de formaliser, par la présente convention-cadre, les modalités de réalisation de l'opération, la répartition des maîtrises d'ouvrage, les responsabilités domaniales et les conditions d'exploitation des différents équipements.

# ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités juridiques, techniques, administratives et financières de réalisation et d'exploitation du projet de parking de covoiturage « Jean Girard » situé sur la parcelle cadastrée section BR n°454, propriété de la Commune de Grasse.

Elle a également pour objet d'organiser :

- la répartition des maîtrises d'ouvrage entre les parties ;
- les conditions de mise à disposition des emprises nécessaires à l'opération ;
- les modalités de conception, de réalisation, d'exploitation et de maintenance des ombrières photovoltaïques ;
- les conditions d'installation et d'exploitation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ;
- les responsabilités respectives des parties en matière d'entretien, d'assurance et de gestion des ouvrages.

La présente convention constitue une convention-cadre. Elle n'emporte ni transfert de propriété du foncier, ni transfert de compétence entre les parties.

Les modalités détaillées d'occupation du domaine public pour les installations photovoltaïques et pour les infrastructures de recharge feront l'objet d'actes spécifiques conformes aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques.

# ARTICLE 2 – DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

L'opération porte sur l'aménagement d'un parking de covoiturage sur la parcelle cadastrée section BR n°454, sise 103 avenue de la Libération à Grasse.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

Elle comprend les éléments suivants :

## 2.1 – Aménagement du parking

L'aménagement du parking comprend notamment :

- la réalisation d'un parc de stationnement d'une surface d'environ 2 300 m² ;
- la création de 73 places de stationnement pour véhicules légers, incluant :
  - des places réservées aux personnes à mobilité réduite,
  - des emplacements dédiés aux véhicules électriques,
  - des emplacements pour deux-roues ;
- la réalisation des voiries internes, des accès, du marquage et de la signalisation ;
- l'installation de l'éclairage public ;
- la création d'îlots paysagers et la plantation d'arbres.

Le projet prévoit la mise en œuvre d'une structure de chaussée à gestion alternative des eaux pluviales de type chaussée réservoir, comprenant notamment :

- une couche de roulement en enrobé,
- une grave-bitume drainante,
- une grave non traitée drainante,
- un ballast de fondation enveloppé dans un géotextile,

permettant l'infiltration des eaux pluviales dans le terrain naturel, conformément aux études techniques réalisées pour le site.

## 2.2 – Installation d'ombrières photovoltaïques

Conformément aux obligations issues de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, le projet intègre la solarisation du parking.

Il est ainsi prévu l'installation de deux ombrières photovoltaïques :

- une ombrière simple d'environ 7,65 m x 53,5 m ;
- une ombrière double d'environ 13,3 m x 39,2 m ;

représentant une surface cumulée d'environ 930 m² et comprenant 437 modules photovoltaïques pour une puissance installée inférieure à 210 kWc.

Les ombrières seront constituées d'une ossature métallique fixée sur massifs maçonnés en infrastructure.
L'électricité produite sera valorisée dans le cadre d'une opération d'autoconsommation collective patrimoniale étendue.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 2.3 – Infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Le projet prévoit l'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, implantées sur des emplacements dédiés du parking.

Ces équipements seront intégrés aux aménagements techniques du site et raccordés aux installations électriques conformément aux normes en vigueur.

## 2.4 – Affectation du parking au covoiturage

Le parking réalisé dans le cadre de la présente convention est destiné à l'usage public de covoiturage et aux mobilités partagées.

La Commune s'engage à maintenir cette affectation pendant une durée minimale équivalente à celle de la concession des installations photovoltaïques mentionnée à l'article 9, sauf motifs et conditions définis au contrat de concession signé entre SUN Energy 06 et la Ville de Grasse.

# ARTICLE 3 – AUTORISATIONS D'URBANISME ET PERMIS DE CONSTRUIRE UNIQUE

## 3.1 – Principe du permis de construire unique

Compte tenu :

- de la surface du parking excédant 1 500 m² ;
- des obligations issues de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;

l'opération fera l'objet d'un permis de construire unique intégrant :

- la création et l'aménagement du parking ;
- la transformation du site existant ;
- la construction des ombrières photovoltaïques.

## 3.2 – Dépôt du permis de construire

Le permis de construire unique sera déposé par le Département en qualité de maître d'ouvrage de l'aménagement du parking.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

SUN Energy 06fournira l'ensemble des pièces techniques nécessaires à l'intégration des ombrières photovoltaïques au dossier de permis, notamment :

- plans de masse,
- coupes et façades,
- notice descriptive,

- caractéristiques techniques des installations.

Chaque partie est responsable de l'exactitude des éléments techniques qu'elle fournit.

## 3.3 – Obtention et purge des recours

La réalisation des travaux est subordonnée :

- à l'obtention d'un permis de construire exécutoire ;
- à la purge des délais de recours des tiers ;
- le cas échéant, à la levée des prescriptions formulées par les services consultés.

Aucune partie ne pourra engager les travaux relevant de sa maîtrise d'ouvrage avant que ces conditions ne soient réunies.

## 3.4 – Adaptations du projet

En cas de prescriptions émises par l'autorité compétente nécessitant une adaptation du projet :

- les parties se concerteront afin d'intégrer les modifications nécessaires ;
- les surcoûts éventuels seront supportés par la partie concernée par l'élément modifié.

Toute modification substantielle fera l'objet, le cas échéant, d'un permis modificatif.

## 3.5 – Responsabilité en matière d'autorisations administratives complémentaires

Chaque partie demeure responsable de l'obtention des autorisations administratives complémentaires relevant de son périmètre, notamment :

- autorisations de raccordement électrique ;
- déclarations préalables aux gestionnaires de réseaux ;
- formalités liées à l'autoconsommation collective.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

# ARTICLE 4 – RÉPARTITION DES MAÎTRISES D'OUVRAGE ET RÔLE DES PARTIES

La présente convention organise la répartition des responsabilités entre les parties dans le respect de leurs compétences respectives.

## 4.1 – Maîtrise d'ouvrage du parking

Le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement du parking de covoiturage.

À ce titre, il est notamment chargé :

- de la conduite des études techniques préalables ;
- de la définition et du choix des solutions techniques, notamment en matière de structure de chaussée et de gestion des eaux pluviales ;
- de la passation et du suivi des marchés publics nécessaires à la réalisation des travaux ;
- du financement intégral des travaux d'aménagement du parking ;
- du suivi de l'exécution des travaux et de leur réception.

Le Département assure également, en lien avec les autres parties, la coordination technique générale du chantier relatif aux aménagements de surface.

## 4.2 – Maîtrise d'ouvrage des ombrières photovoltaïques

SUN Energy 06 intervient en qualité de concessionnaire désignée par la délibération municipale n°2025-108 du 24 juin 2025.

À ce titre, SUN Energy 06 assure, à ses frais et risques :

- la conception des installations photovoltaïques ;
- leur financement ;
- la réalisation des travaux d'installation des ombrières ;
- le raccordement électrique des installations ;
- l'exploitation, la maintenance et la supervision des équipements ;
- la gestion de l'opération d'autoconsommation collective.

Les installations photovoltaïques demeurent la propriété de SUN Energy 06 pendant toute la durée de la concession.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

SUN Energy 06 intervient dans le respect des caractéristiques techniques définies dans le dossier de concession et des documents du permis de construire.

Conformément aux dispositions du contrat de concession signé entre la Ville de Grasse et SUN Energy 06, pendant les travaux de construction des installations photovoltaïques le Site ne sera pas ouvert au public afin d'en assurer la sécurité. Seuls les tiers dûment autorisés au titre du contrat de concession seront autorisés à accéder au Site.

## 4.3 – Infrastructures de recharge pour véhicules électriques

La CAPG intervient au titre de sa compétence mobilité.

Elle assure :

- la maîtrise d'ouvrage des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE);
- leur financement, leur installation et leur exploitation ;
- leur maintenance et leur supervision.

Les modalités précises d'implantation et d'occupation du domaine public feront l'objet d'un acte spécifique.

## 4.4 – Rôle de la Commune

La Commune :

- met à disposition les emprises foncières nécessaires à l'opération ;
- autorise l'occupation de son domaine public dans le cadre des actes spécifiques à intervenir ;
- intègre, à l'issue des travaux, les aménagements du parking dans son domaine public communal, sous réserve des ouvrages relevant de la concession photovoltaïque et des IRVE ;
- assure la gestion courante du parking (police du stationnement, entretien général, propreté).

## 4.5 – Coordination et interfaces techniques

Les parties s'engagent à assurer une coordination étroite de leurs interventions afin de garantir :

- la compatibilité structurelle entre les massifs des ombrières et la structure de chaussée réservoir ;
- la cohérence des réseaux (électricité, éclairage, IRVE) ;
- la continuité des garanties et assurances pendant la phase travaux ;
- la bonne articulation des calendriers.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

# ARTICLE 5 – MISE À DISPOSITION DES EMPRISES ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

## 5.1 – Propriété foncière

La parcelle cadastrée section BR n°454, sise 103 avenue de la Libération à Grasse, demeure la propriété exclusive de la Commune.

La présente convention n'emporte aucun transfert de propriété ni constitution de droits réels au profit des autres parties.

## 5.2 – Mise à disposition des emprises et libération préalable

La Commune met à disposition du Département, à titre gratuit, les emprises foncières nécessaires à la réalisation des études et des travaux d'aménagement du parking.

Cette mise à disposition est consentie pour la durée strictement nécessaire à la réalisation de l'opération. Elle n'emporte ni transfert de propriété ni transfert de domanialité et prend fin à la réception des travaux.

La Commune s'engage à mettre à disposition des emprises libres de toute occupation incompatible avec la réalisation de l'opération et à garantir l'accès aux zones nécessaires à l'exécution des travaux.

À ce titre, elle s'engage notamment à :

- identifier et signaler l'ensemble des réseaux, ouvrages ou installations présents sur le site ;
- entreprendre, le cas échéant, les démarches nécessaires auprès des gestionnaires de réseaux afin d'assurer leur protection, leur déplacement ou leur suppression ;
- faciliter l'accès aux emprises nécessaires à la réalisation des travaux.

Pendant la phase études et travaux, le Département assure la garde juridique des emprises nécessaires à l'exécution des opérations relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

Si la présence d'ouvrages ou de réseaux existants entraîne des adaptations techniques du projet, les parties se concertent afin de déterminer les modalités techniques et financières de leur traitement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 5.3 – Intégration des ouvrages dans le domaine public communal et évolution du statut domanial

La parcelle cadastrée section BR n°454, propriété de la Commune, a vocation à être affectée à l'usage direct du public à l'issue des travaux d'aménagement du parking de covoiturage.

À compter de la réception des travaux réalisés par le Département, les ouvrages constitutifs du parking ont vocation à être incorporés au domaine public communal. La Commune en assurera alors la gestion, l'entretien et la police dans les conditions du droit applicable au domaine public.

Sont exclus de cette incorporation :

- les ouvrages relevant de la concession photovoltaïque attribuée à la SUN Energy 06;
- les infrastructures de recharge pour véhicules électriques relevant de la CAPG.

Les parties conviennent que l'incorporation du parking dans le domaine public communal n'affecte pas la validité ni l'exécution :

- de la concession de travaux relative aux installations photovoltaïques ;
- de l'autorisation d'occupation domaniale attachée à ces installations.

Les installations photovoltaïques seront maintenues sur le domaine public communal pendant toute la durée de la concession dans les conditions prévues par le contrat correspondant et conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques.

## 5.4 – Occupation du domaine public par les installations photovoltaïques

L'implantation des ombrières photovoltaïques constitue une occupation du domaine public communal.

Cette occupation est consentie à la SUN Energy 06 dans le cadre :

- de la délibération municipale n°2025-108 du 24 juin 2025 ;
- du contrat de concession de travaux valant autorisation d'occupation domaniale.

L'occupation :

- est temporaire ;
- est précaire et révocable dans les conditions prévues par le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- ne confère aucun droit réel sur le domaine public, sauf stipulation expresse prévue par le contrat de concession.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

Les emprises occupées sont strictement limitées à celles nécessaires à l'implantation des ombrières, de leurs massifs de fondation, des armoires électriques et des cheminements techniques.

## 5.5 – Occupation du domaine public par les infrastructures de recharge

L'implantation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques constitue également une occupation du domaine public communal.

Elle fera l'objet d'un acte spécifique entre la Commune et la CAPG, précisant :

- les emprises concernées ;
- la durée de l'occupation ;
- les modalités financières éventuelles ;
- les conditions d'entretien et de remise en état.

## 5.6 – Restitution et remise en état

À l'expiration des autorisations d'occupation :

- les installations photovoltaïques et les IRVE seront soit démantelées et le site remis en état,
- soit transférées à la Commune selon les stipulations des conventions spécifiques.

La remise en état devra garantir la continuité d'exploitation du parking et la préservation de la structure de chaussée réservoir.

# ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIÈRES ET RÉPARTITION DES COÛTS

## 6.1 – Principe général d'autonomie financière

Chaque partie assume le financement des missions et ouvrages relevant de sa maîtrise d'ouvrage, tels que définis à l'article 4 de la présente convention.

La présente convention n'instaure aucun mécanisme de solidarité financière ni de compensation automatique entre les parties.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 6.2 – Financement de l'aménagement du parking

Le Département finance intégralement :

- les études préalables (géotechniques, hydrauliques, techniques) ;
- la conception et la réalisation des travaux d'aménagement du parking ;
- la structure de chaussée, y compris la mise en œuvre de la chaussée réservoir ;
- les dispositifs de gestion des eaux pluviales ;
- la signalisation

La Commune prendra en charge, après réception des travaux du parking, la fourniture et la plantation des arbres ainsi que la mise en œuvre des végétaux et aménagements paysagers définitifs.

Le Département assume le risque financier lié à l'exécution des marchés publics correspondants.

## 6.3 – Financement des installations photovoltaïques

SUN Energy06 finance, à ses frais et risques, dans le cadre de la concession attribuée par délibération n°2025-108 du 24 juin 2025 :

- la conception des ombrières ;
- la fourniture des équipements ;
- les travaux d'installation ;
- les raccordements électriques ;
- la mise en service ;
- l'exploitation et la maintenance des installations.

## 6.4 – Financement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques

La CAPG finance :

- la fourniture et l'installation des infrastructures de recharge ;
- leur raccordement ;
- leur exploitation et leur maintenance.

Elle assume le risque économique lié à leur exploitation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 6.5 – Adaptations techniques et interfaces

Lorsque des adaptations techniques sont nécessaires du fait de l'imbrication des ouvrages (notamment fondations des ombrières au sein de la structure de chaussée réservoir ou réservations pour IRVE), les principes suivants s'appliquent :

- chaque partie supporte les surcoûts directement liés à ses propres installations ;
- toute adaptation impactant le périmètre d'un autre maître d'ouvrage devra faire l'objet d'un accord préalable écrit ;
- aucune modification ne pourra être engagée sans validation financière préalable des parties concernées.

## 6.6 – Subventions et aides publiques

Chaque partie peut solliciter les subventions ou aides publiques auxquelles elle est éligible pour les ouvrages relevant de sa compétence.

Les aides éventuellement obtenues bénéficient exclusivement à la partie qui en assure la demande et la gestion administrative.

La mobilisation d'aides publiques ne modifie pas la répartition des responsabilités financières prévue par la présente convention.

# ARTICLE 7 – EXPLOITATION, ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES OUVRAGES

## 7.1 – Principe général

À l'issue de la réception des travaux d'aménagement du parking et de leur intégration dans le domaine public communal, la commune assure l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages relevant de son périmètre de compétence, tel que défini à l'article 4 de la présente convention.

La CAPG et SUN Energy 06assurent l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages relevant de leur compétence respective.

La commune, la CAPG et SUN Energy 06supportent chacune les charges correspondantes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 7.2 – Exploitation et entretien du parking

La Commune assure :

- l'exploitation générale du parking de covoiturage ;
- la gestion de l'accès et de l'usage du site ;
- la police du stationnement ;
- l'entretien courant des voiries internes et des surfaces de stationnement ;
- l'entretien des espaces verts et des plantations ;
- le nettoiement et la propreté du site ;
- l'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement de l'éclairage public.

## 7.3 – Entretien de la structure de chaussée et des dispositifs hydrauliques

La Commune assure l'entretien de la structure de chaussée, y compris de la chaussée réservoir et des dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales.

À ce titre, elle veille notamment :

- au maintien des capacités d'infiltration ;
- à la prévention du colmatage des couches drainantes ;
- au bon fonctionnement des dispositifs de collecte et d'infiltration ;
- à la réalisation des opérations d'entretien périodiques nécessaires (curage, aspiration, contrôle après épisodes pluvieux significatifs).

Toute intervention sur la structure de chaussée susceptible d'affecter les fondations des ombrières ou les réseaux devra faire l'objet d'une information préalable des parties concernées.

## 7.4 – Exploitation et maintenance des ombrières photovoltaïques

SUN Energy 06assure, à ses frais et risques :

- l'exploitation des installations photovoltaïques ;
- la supervision et le suivi de la production ;
- la maintenance préventive et corrective des équipements ;
- les contrôles réglementaires applicables aux installations électriques ;
- le remplacement des équipements défectueux ;
- la gestion de l'opération d'autoconsommation collective.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

Elle est responsable :

- des désordres affectant les structures d'ombrières et leurs massifs de fondation ;
- des dommages causés aux tiers du fait des installations photovoltaïques.

Les interventions de maintenance devront être organisées de manière à limiter les perturbations de l'exploitation du parking.

Seule la société SUN Energy 06 (ou les entreprises qu'elle aura missionnées) est autorisée à accéder aux Installations photovoltaïques et leurs accessoires (ombrières, onduleurs, raccordement, câbles…). En cas d'urgence la Commune interviendra aux conditions fixées au contrat de concession signées entre elle et SUN Energy 06.

## 7.5 – Exploitation et maintenance des infrastructures de recharge

La CAPG assure :

- l'exploitation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ;
- la maintenance préventive et corrective des équipements ;
- la supervision technique et la gestion des incidents ;
- la conformité réglementaire des installations.

Elle est responsable des dommages causés par ses équipements.

## 7.6 – Interventions croisées et coordination

En cas d'intervention nécessitant une modification de la structure de chaussée, des fondations des ombrières ou des réseaux techniques :

- la partie intervenante informe préalablement les autres parties ;
- un constat contradictoire peut être établi avant et après intervention ;
- la remise en état doit respecter les caractéristiques techniques initiales de l'ouvrage.

En cas de désordre affectant plusieurs ouvrages, une expertise contradictoire pourra être diligentée afin de déterminer les responsabilités respectives.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

# ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

## 8.1 – Principe général de responsabilité

Chaque partie est responsable des dommages :

- résultant des ouvrages dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ;
- causés par ses agents, préposés, cocontractants ou sous-traitants ;
- imputables à un défaut d'entretien des installations relevant de sa compétence.

La responsabilité de chacune des parties s'exerce dans les conditions du droit applicable aux personnes publiques et, le cas échéant, du droit privé pour les opérateurs économiques.

Aucune solidarité ne peut être présumée entre les parties au titre de la présente convention.

## 8.2 – Responsabilité du Département

Pendant la phase études et travaux du parking, le Département assume la responsabilité :

- de la conception et de l'exécution des travaux relevant de sa maîtrise d'ouvrage ;
- des dommages causés aux tiers du fait de ces travaux.

À ce titre, il veille à la souscription des assurances nécessaires dans le cadre des marchés publics conclus pour l'opération.

Le Département n'assumera plus de responsabilité à l'issue de la remise des ouvrages dont il a assuré la maîtrise d'ouvrage.

## 8.3 – Responsabilité de la Commune

À compter de l'intégration des ouvrages du parking dans le domaine public communal, la Commune assume :

- la responsabilité liée à l'exploitation normale du parking ;
- la responsabilité des dommages résultant d'un défaut d'entretien des ouvrages relevant de sa compétence.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

# 8.4 – Responsabilité de SUN Energy 06

SUN Energy 06 est seule responsable :

- des ombrières photovoltaïques ;
- de leurs fondations ;
- des équipements électriques associés ;
- des opérations d'exploitation et de maintenance.

Elle assume les risques industriels et économiques liés à la production d'électricité.

Elle est responsable des dommages causés aux tiers du fait de ses installations.

# 8.5 – Responsabilité de la CAPG

La CAPG est responsable :

- des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ;
- des armoires, câblages et équipements associés ;
- de leur exploitation et maintenance.

Elle répond des dommages causés aux tiers du fait de ces installations.

# 8.6 – Assurances

8.6.1 Principe

Le Département s'engage à veiller à la souscription par les entreprises réalisant les travaux d'aménagement du parking, d'une assurance responsabilité civile professionnelle.

Chaque partie s'engage à souscrire, pendant toute la durée de ses interventions et de l'exploitation des ouvrages relevant de sa compétence :

- une assurance responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels ;
- les assurances spécifiques requises par la réglementation applicable à ses installations.

La CAPG souscrit les assurances nécessaires à l'exploitation des infrastructures de recharge.

8.6.2 Renonciation à recours réciproque

A titre de réciprocité, chaque Partie, ainsi que leurs assureurs, renonce en cas de sinistre couvert par les garanties définies ci-dessus, à tous recours qu'elle serait en droit d'exercer en cas de sinistre contre les autres Parties et leurs assureurs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 8.7 – Force majeure

Aucune partie ne pourra être tenue responsable de l'inexécution de ses obligations en cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence administrative.

# ARTICLE 9 – DURÉE DE LA CONVENTION ET PRISE D'EFFET

## 9.1 – Prise d'effet

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Elle devient exécutoire après accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité, lorsque celles-ci sont requises.

## 9.2 – Durée de la convention-cadre

- Partie concernant les ombrières photovoltaïques :

La présente convention est conclue pour une durée correspondant à celle de la concession des installations photovoltaïques, telle qu'issue de la délibération municipale n°2025-108 du 24 juin 2025.

La durée prévisionnelle de la concession est fixée à vingt-sept (27) ans à compter de la date de signature du contrat le16 décembre 2025, comprenant :

- une phase de conception et de réalisation des installations ;
- une phase d'exploitation d'une durée de vingt-cinq (25) ans à compter de la mise en service des installations photovoltaïques.

La présente convention cessera de produire effet à l'expiration de cette durée, sauf prorogation expressément convenue entre les parties.

Les dispositions du Contrat de concession signée entre la Ville de Grasse et SUN Energy 06 prévalent sur toutes autres dispositions de la présente convention.

- Partie concernant le parking et ses aménagements :

La convention demeure valide pendant la durée de vie des aménagements, ou jusqu'à leur transfert le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

- Partie concernant les infrastructures de recharge électriques :

La convention demeure valide pendant la durée de vie des équipements, ou jusqu'à leur transfert le cas échéant.

## 9.3 – Durées spécifiques

Les conventions spécifiques d'occupation du domaine public relatives :

- aux installations photovoltaïques ;
- aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques ;

fixeront leurs propres dates de prise d'effet et d'expiration.

En cas d'extinction anticipée d'une de ces conventions spécifiques, la présente convention devra faire l'objet d'une actualisation par voie d'avenant entre les Parties encore engagées dans le cadre du Projet.

## 9.4 – Prorogation

Toute prorogation de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant adopté par les organes délibérants ou décisionnaires compétents des Parties.

# ARTICLE 10 – MODIFICATION, RÉSILIATION ET RÈGLEMENT DES LITIGES

## 10.1 – Modification de la convention

Toute modification substantielle de la présente convention devra faire l'objet :

- d'un avenant écrit ;
- approuvé par les organes délibérants ou décisionnaires compétents de chacune des parties ;
- signé par l'ensemble des parties.

Les adaptations techniques mineures ne modifiant pas l'économie générale de la convention pourront être formalisées par écrit entre les parties, sans nécessité d'un avenant, sous réserve du respect des règles de compétence applicables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 10.2 – Résiliation d'un commun accord

La présente convention peut être résiliée à tout moment d'un commun accord entre les parties moyennant un préavis de ……...

Les modalités techniques et financières de clôture seront alors précisées dans un protocole spécifique.

## 10.3 – Résiliation pour inexécution

En cas de manquement grave et répété d'une partie à ses obligations contractuelles :

1. Une mise en demeure sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.
2. À défaut de régularisation dans un délai de trois (3) mois à compter de sa réception, la résiliation pourra être prononcée par les autres parties.

La résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de la partie défaillante.

## 10.4 – Résiliation ou retrait pour motif d'intérêt général

Conformément aux principes applicables aux contrats administratifs et aux occupations du domaine public :

- la Commune peut mettre fin à l'autorisation d'occupation domaniale pour motif d'intérêt général ;
- les autres parties publiques peuvent mettre fin à la convention pour motif d'intérêt général dûment justifié.

La décision devra être motivée et respecter un préavis raisonnable, sauf urgence.

L'indemnisation éventuelle sera strictement limitée au préjudice direct, certain et justifié, dans les conditions prévues par la réglementation applicable et par les conventions spécifiques.

## 10.5 – Sort des ouvrages en cas de résiliation anticipée

En cas de résiliation anticipée :

- les ouvrages du parking intégrés au domaine public communal demeurent propriété de la Commune ;
- les installations photovoltaïques et les infrastructures de recharge seront traitées conformément aux stipulations des conventions d'occupation correspondantes (démantèlement ou transfert).

Un état des lieux contradictoire sera établi.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## 10.6 – Règlement amiable des différends

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable.

Une réunion de conciliation sera organisée dans un délai d'un (1) mois à compter de la saisine écrite de l'une des parties.

## 10.7 – Juridiction compétente

La présente convention ayant le caractère d'un contrat administratif, tout litige non résolu à l'amiable relève de la compétence du Tribunal administratif territorialement compétent.

# Article 11 : Confidentialité et protection des données à caractère personnel

## 11.1. Confidentialité :

Les informations fournies par chaque Partie et tous les documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par les autres Parties restent leur propriété. Tous les documents et les données récoltées via tous les logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les Parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, chaque Partie s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Chaque Partie s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

- prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les Parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les Parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Chaque Partie se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Chaque Partie pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur des autres Parties, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 11.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Chaque Partie signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits.

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider les autres Parties à s'acquitter de leurobligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au aux autres Partiesle nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

## 11.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

# ARTICLE 12 – Annexes

Sont annexés à la présente convention et en font partie intégrante :

- Plan de situation et plan parcellaire du site
- Plan du projet
- Schéma des interfaces techniques entre parking, ombrières et IRVE (à produire)
- Annexe sur la sécurité des données à caractère personnel

# ARTICLE 13 – Dispositions finales

La nullité éventuelle d'une clause de la présente convention n'affecte pas la validité des autres stipulations.

La présente convention est établie en autant d'exemplaires originaux que de parties.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

SUN Energy 06

**SIGNATURES**

Fait à ……, le ……

Pour le Département des Alpes-Maritimes
Le Président
(Signature et cachet)

Pour la Commune de Grasse
Le Maire
(Signature et cachet)

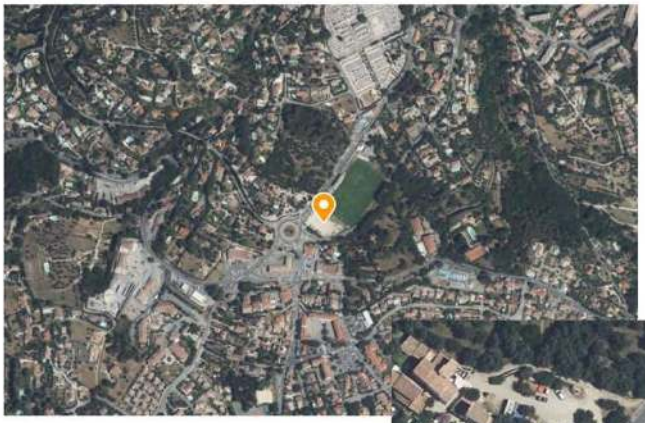
Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
Le Président
(Signature et cachet)

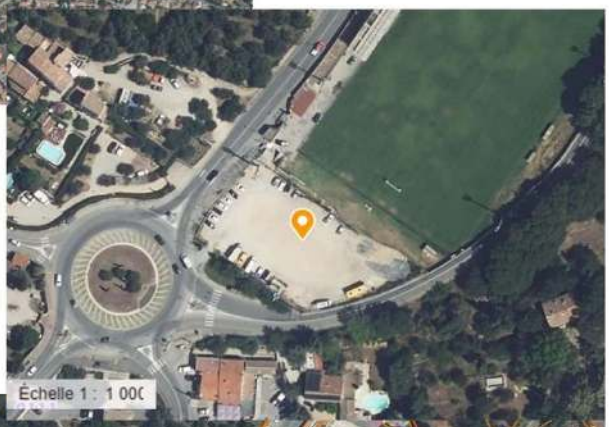
Pour SUN Energy 06
Le Président
(Signature et cachet)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

# ANNEXE N° 1 : Plan de situation

Adresse : 103, avenue de la Libération, 06130 Grasse
Coordonnées : 43°64'18,62"N, 6°91'22,36"E





Commune : GRASSE
Numéro de parcelle : 000 BR0454
Echelle d'origine : 1/1000
Orientation : Nord
Coordonnées en projection : RGF93CC44

**Création d'un parking de covoiturage et installation d'ombrières photovoltaïques**

PC1 : Plan de situation

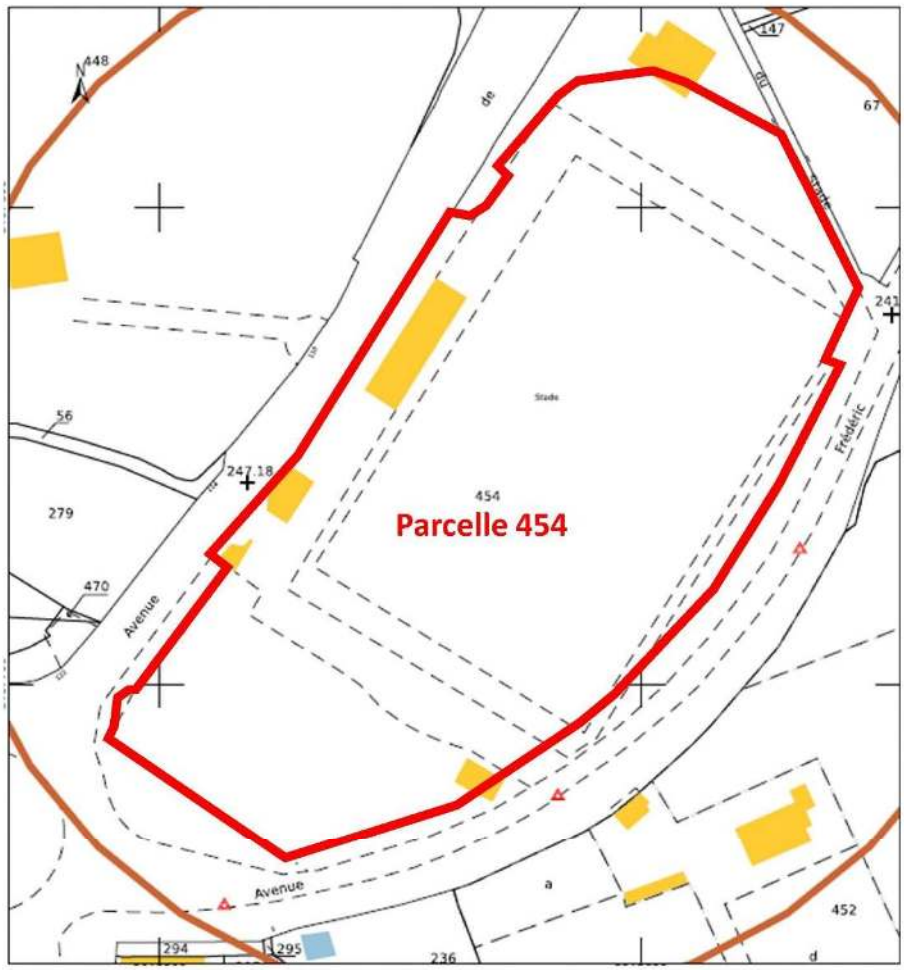
Date : 15/02/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

SUN Energy 06

# ANNEXE N° 1bis : Plan parcellaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06




**Création d'un parking de covoiturage et installation d'ombrières photovoltaïques**

PC1 : Plan parcellaire

Date : 15/02/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

# ANNEXE N° 2 : Plan du projet

Installation de deux ombrières photovoltaïques sur le parking

Jean Girard

Ombrière 1 : 7,65 m x 53,5 m

Ombrière 2 : 13,3 m x 39,2 m

Massifs béton dans le sol

Places couvertes par les ombrières

Emprise photovoltaïque

| Création d'un parking de covoiturage et installation d'ombrières photovoltaïques | |
|---|---|
| PC2 : Plan de masse - PROJET | Date : 23/03/2026 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

## ANNEXE N° 3 A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).
Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design» afin de se mettre en conformité.
Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'usager et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction 'de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026
SUN Energy 06

janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 — 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

*Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement*

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

*Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)*

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

*Concernant la conformité des traitements*

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 64 PARC DE STATIONNEMENT JEAN GIRARD**
**CONVENTION DE CREATION D'UN PARKING DE COVOITURAGE**
**DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES – CAPG – SUN ENERGY 06**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 64**

**DU 28 AVRIL 2026**

**PARC DE STATIONNEMENT JEAN GIRARD**
**CONVENTION DE CREATION D'UN PARKING DE COVOITURAGE**
**DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES – CAPG – SUN ENERGY 06**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
La présente délibération a pour objet la signature d'une convention portant sur la réalisation du parking de covoiturage Jean Girard avec le Département, la CAPG et la société Sun Energy 06.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2025-108 en date du 24 juin 2025 portant sur l'attribution de la concession de travaux pour la solarisation du parc de stationnement Jean Girard à la société Sun Energy 06,

Considérant que par la délibération n° 2025-108, la Commune a procédé à l'attribution d'un contrat de concession de travaux et valant autorisation d'occupation domaniale à la société Sun Energy 06 pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque sur la parcelle cadastrée section numéro BR 454, 103 avenue de la Libération – 06130 GRASSE, relevant du domaine public et accueillant le parc de stationnement Jean Girard,

Considérant que, d'un commun accord avec le Département des Alpes-Maritimes, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la société Sun Energy 06, il convient de procéder à l'installation d'un parking de covoiturage sur cet emplacement, dont les conditions sont précisées dans le projet de convention annexé à la présente délibération,

Considérant que ce projet comprend :

- La création d'un parc de stationnement d'environ 2 300 m² ;
- La réalisation de 73 places de stationnement, incluant des places PMR et des emplacements pour véhicules électriques et deux-roues ;
- La mise en œuvre d'une structure de chaussée à gestion alternative des eaux pluviales de type chaussée réservoir, comprenant notamment :
    - Une couche de roulement en enrobé,
    - Une grave-bitume drainante,
    - Une GNT drainante,
    - un ballast de fondation enveloppé dans un géotextile, permettant l'infiltration des eaux dans le terrain naturel ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- L'aménagement d'espaces végétalisés et la plantation d'arbres,
- L'installation de deux ombrières photovoltaïques représentant une surface cumulée d'environ 930 m², composées de 437 modules pour une puissance inférieure à 210 kWc. Ces ombrières sont celles qui ont été attribuées à la société Sun Energy 06 par la délibération n° 2025-108 précitée.

Considérant que le Département des Alpes-Maritimes aura la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement du parking de covoiturage, chargé notamment :

- De la conduite des études techniques préalables,
- De la définition et du choix des solutions techniques, notamment en matière de structure de chaussée et de gestion des eaux pluviales,
- De la passation et du suivi des marchés publics nécessaires à la réalisation des travaux,
- Du financement intégral des travaux d'aménagement du parking,
- Du suivi de l'exécution des travaux et de leur réception.

Considérant que la société Sun Energy 06 reste maître d'ouvrage de l'installation des ombrières photovoltaïques, conformément à la délibération n° 2025-108 et responsable de leur financement,

Considérant que la CAPG intervient en tant que maître d'ouvrage pour l'installation des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, selon sa compétence en matière de mobilité,

Considérant que la Commune intervient en tant que propriétaire des emprises foncières nécessaires à l'opération et que les aménagements du parking intégreront son domaine public à compter de l'achèvement des travaux. Elle intervient également en tant que gestionnaire du parking pour son exploitation, son entretien et son maintien en bon état de fonctionnement,

Considérant que la Commune de Grasse, en tant que propriétaire de la voie publique, reste le maître d'ouvrage en charge l'ensemble de la procédure de réalisation de ces travaux,

Considérant que cette convention entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et qu'elle demeure valide :

- Pour la partie concernant les ombrières photovoltaïques, conformément à la délibération n° 2025-108, pour une durée de 27 ans à compter de la signature de la convention entre la Commune et la société Sun Energy 06 le 16 décembre 2025,

- Pour la partie concernant les aménagements réalisés par le Département et la CAPG, pendant la durée de vie des équipements et aménagements ou jusqu'à leur transfert.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la signature de la convention relative à la création du parking de covoiturage « Jean Girard » entre la Commune, le Département des Alpes-Maritimes, la CAPG et la société Sun Energy 06 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant légal à signer la convention, tous ses éventuels avenants dans la mesure où ces derniers ne viennent pas dénaturer la convention initiale, ainsi que tous les autres documents relatifs à la bonne exécution de cette convention.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-64-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les prescriptions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-65-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

***Liste des marchés conclus pour la période de Janvier à Mars 2026***
***Ville de Grasse***
***Conformément à l'article L. 2122-22.4 du C.G.C.T. et en application de l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.***

**MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2123-1 ET R2123- 1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (PROCEDURE ADAPTEE)**

| N° MARCHE | OBJET | TYPE | DATE MARCHE | DATE NOTIFICATION | ATTRIBUTAIRE | CODE POSTAL | VILLE | MONTANT HT € |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 09.26 | TIRS DE FEUX D'ARTIFICES | SERVICES | 13/03/2026 | 13/03/2026 | KERVENKA EVENEMENTS | 06130 | GRASSE | 20 000 € HT / an |

**MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2124-2 ET R2124- 2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (PROCEDURE FORMALISEE)**

| N° MARCHE | OBJET | TYPE | DATE MARCHE | DATE NOTIFICATION | ATTRIBUTAIRE | CODE POSTAL | VILLE | MONTANT HT € |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01.26 | MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES ASCENSEURS, EPMR, MONTE-CHARGES, MONTE-PLATS ET ESCALIERS MECANIQUES DES BATIMENTS DE LA VILLE DE GRASSE | SERVICES | 12/01/2026 | 12/01/2026 | SCHINDLER | 6400 | CANNES LA BOCCA | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 70 000€ HT/an |
| 02.26 | TRAVAUX ENTRETIEN ET RENOVATION DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX - LOT 1 - MACONNERIE ETENDUE | TRAVAUX | 26/01/2026 | 26/01/2026 | SRC BAT | 06130 | GRASSE | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 1 500 000€ HT/an |
| 03.26 | TRAVAUX ENTRETIEN ET RENOVATION DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX - LOT 2 - CHARPENTE COUVERTURE | TRAVAUX | 26/01/2026 | 26/01/2026 | PAMTHER | 06130 | GRASSE | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 500 000€ HT/an |
| 04.26 | TRAVAUX ENTRETIEN ET RENOVATION DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX - LOT 3 - ETANCHEITE | TRAVAUX | 26/01/2026 | 26/01/2026 | ALPHA SERVICES | 06600 | ANTIBES | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 300 000€ HT/an |
| 05.26 | TRAVAUX ENTRETIEN ET RENOVATION DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX - LOT 5 - MENUISERIE ALUMINIUM ET PVC | TRAVAUX | 26/01/2026 | 26/01/2026 | TERRITOIRE SAS | 13011 | MARSEILLE | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 300 000€ HT/an |
| 06.26 | TRAVAUX ENTRETIEN ET RENOVATION DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX - LOT 6 - METALLERIE SERRURERIE | TRAVAUX | 26/01/2026 | 26/01/2026 | REMETAL | 06130 | GRASSE | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 300 000€ HT/an |
| 07.26 | TRAVAUX ENTRETIEN ET RENOVATION DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX - LOT 7 - PEINTURE SOLS SOUPLES | TRAVAUX | 26/01/2026 | 26/01/2026 | SOL AZUR EMBELLISSEMENT | 06130 | GRASSE | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 400 000€ HT/an |
| 08.26 | TRAVAUX ENTRETIEN ET RENOVATION DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX - LOT 9 - PLOMBERIE SANITAIRE VENTILATION | TRAVAUX | 26/01/2026 | 26/01/2026 | SERMATECH | 06220 | VALLAURIS | Marché à bon de commande sans minimum avec maximum 400 000€ HT/an |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-65-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 65 COMMANDE PUBLIQUE**
**PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DE JANVIER A MARS 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-65-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-65-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL** **2026 - 65**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMANDE PUBLIQUE**
**PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DE JANVIER A MARS 2026**

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**
En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est porté à connaissance du Conseil municipal les décisions prises par Monsieur le Maire pour la période de janvier à mars 2026, dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| Service de la Commande publique et des Achats | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Monsieur le Maire expose :

Considérant qu'en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil municipal et ce, pendant toute la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants,

Considérant qu'en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) Monsieur le Maire est tenu de rendre compte au Conseil municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics,

Il est porté à connaissance du Conseil municipal de la liste exhaustive des marchés notifiés pendant la période de janvier à mars 2026 (liste ci-jointe).

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE CONNAISSANCE** des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# VILLE DE GRASSE - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

* * *

# CONVENTION CADRE CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

(en application des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique)

**ENTRE**

La **Ville de Grasse**, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du conseil municipal n°XXX en date du 28 avril 2026, visée en préfecture de Nice le YYY,

**ET**

La **Communauté d'agglomération du Pays de Grasse** (C.A.P.G.), représentée par son Président, Jérôme VIAUD, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par décision du bureau communautaire ZZZ, visée en préfecture de Nice le ZZZ,

**Il a été convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION CADRE

La Ville de Grasse et la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) constituent un groupement de commandes CADRE régi par les articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique.

Le groupement a pour objet le choix de cocontractants communs pour divers achats de fournitures, services ou travaux.

La ville de Grasse et la C.A.P.G. s'engagent à signer avec le cocontractant retenu, le ou les marchés répondant aux besoins communs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## ARTICLE 2 - CONVENTIONS SPECIFIQUES

La présente convention CADRE donnera lieu ultérieurement et pendant toute sa durée, à la signature par les membres du groupement, de conventions spécifiques pour des besoins précisément définis.

## ARTICLE 3 - COORDINATION

Chaque convention spécifique désignera qui de la ville de Grasse ou de la C.A.P.G. sera le coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur sera, à ce titre, chargé de procéder à l'ensemble de la procédure de passation des marchés de fourniture, services ou travaux, dans le respect du code des marchés publics.

Le coordonnateur sera mandaté pour signer et notifier le ou les marchés à intervenir.

Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurera de sa bonne exécution.

## ARTICLE 4 - COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

S'il s'agit d'une procédure formalisée, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.

Le président de la commission d'appel d'offres désignera les personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la convention dont un représentant au moins de l'autre membre du groupement. Celles-ci seront convoquées et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Pour les marchés à procédure adaptée, la ville de Grasse et la C.A.P.G. organiseront ensemble les modalités de chaque consultation.

## ARTICLE 5 - DEROULEMENT DE L'OPERATION

### 5.1 Etablissement du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises sera constitué par le coordonnateur du groupement.

L'autre membre du groupement fournira au coordonnateur ses spécifications concernant ses besoins, en qualité et en quantité sous forme de cahier des charges.

### 5.2 Déroulement de la procédure de consultation

Le coordonnateur procédera au lancement de la consultation selon la procédure la plus adaptée au montant de l'opération. Il prendra en charge tous les frais afférents à cette consultation.

Les offres transmises seront adressées au coordonnateur qui convoquera la commission d'appel d'offres ou la commission du groupement de commandes constituée à cet effet et en assurera le secrétariat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

L'analyse et les éventuelles négociations seront engagées en concertation entre les membres du groupement selon les modalités définies conjointement dans la convention spécifique.

Le choix du cocontractant effectué, le coordonnateur procédera à la mise au point, au montage, aux formalités nécessaires, à la signature et à la notification du marché.

### 5.3 Exécution du marché

Chaque membre du groupement prendra en charge l'exécution du marché pour la partie qui l'intéresse et telle que définie dans les clauses du marché.

Pour ce faire, chacun émettra les bons de commandes ou ordres de services nécessaires à l'exécution des prestations qui le concerne et en accusera réception.

Chacun des membres du groupement sera responsable des prestations dont il accusera réception.

## ARTICLE 6 - FINANCEMENT

Chaque membre du groupement assurera le financement et le paiement au cocontractant, des prestations dont il aura ordonné l'exécution.

## ARTICLE 7 - DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué pour la durée du mandat électoral présent. Il existe dès la signature de la présente convention par chacun de ses membres.

## ARTICLE 8 - MODIFICATIONS

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## ARTICLE 9 - DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Chaque membre est libre de se retirer du groupement à tout moment.

Le membre du groupement souhaitant se retirer de cette convention en informera l'autre partie, trois mois au moins avant, par écrit.

Le groupement sera dissout par délibération de l'organe exécutif d'un des membres du groupement, charge à la partie concernée de notifier sa décision à l'autre membre.

La dissolution prendra effet à la date de la délibération concernée.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les marchés signés par le groupement avant la date de dissolution du groupement seront exécutés normalement conformément à leurs propres clauses et durées.

Fait à GRASSE,

Le

| | |
|---|---|
| Pour la Ville de Grasse,<br><br>Le Maire<br><br>**Jérôme VIAUD**<br>Vice-président du Conseil départemental des Alpes Maritimes<br>Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse | Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse,<br><br>Le Président, |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# VILLE DE GRASSE - C.C.A.S. DE LA VILLE DE GRASSE

* * *

# CONVENTION CADRE CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

(en application des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique)

PROJET

**ENTRE**

La Ville de Grasse, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du conseil municipal n°2026-26 en date du 21 mars 2026 et transmise en préfecture le 23 mars 2026,

**ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), Etablissement public communal, représenté par son Président, Jérôme VIAUD et par délégation son/sa Vice-président(e), M ……., Adjoint(e) délégué(e) aux affaires sociales et familiales, petite enfance, personnes âgées, cohésion sociale et accompagnement social, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du conseil d'administration du ../../2026,

**Il a été convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION CADRE

La Ville de Grasse et le C.C.A.S. de la ville de Grasse constituent un groupement de commandes cadre régi par les articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique.

Le groupement a pour objet le choix de cocontractants communs pour divers achats de fournitures, services ou travaux.

La Ville de Grasse et le C.C.A.S. de la ville de Grasse s'engagent à signer, avec le cocontractant retenu, le ou les marchés répondant aux besoins communs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## ARTICLE 2 - CONVENTIONS SPECIFIQUES

La présente convention cadre donnera lieu ultérieurement, et pendant toute sa durée, à la signature par les membres du groupement de conventions spécifiques pour des besoins précisément définis.

## ARTICLE 3 - COORDINATION

Chaque convention spécifique désignera qui de la Ville de Grasse ou du C.C.A.S sera le coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur sera, à ce titre, chargé de procéder à l'ensemble de la procédure de passation des marchés de fourniture, dans le respect du code des marchés publics.

Le coordonnateur sera mandaté pour signer et notifier le ou les marchés à intervenir.

Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurera de sa bonne exécution.

## ARTICLE 4 - COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

S'il s'agit d'une procédure formalisée, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.

Le président de la commission d'appel d'offres désignera les personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la convention dont un représentant au moins de l'autre membre du groupement. Celles-ci seront convoquées et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Pour les marchés à procédure adaptée, la Ville de Grasse et le C.C.A.S. organiseront ensemble les modalités de chaque consultation.

## ARTICLE 5 - DEROULEMENT DE L'OPERATION

### 5.1 Etablissement du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises sera constitué par le coordonnateur du groupement.

L'autre membre du groupement fournira au coordonnateur ses spécifications concernant ses besoins, en qualité et en quantité sous forme de cahier des charges.

### 5.2 Déroulement de la procédure de consultation

Le coordonnateur procédera au lancement de la consultation selon la procédure la plus adaptée au montant de l'opération. Il prendra en charge tous les frais afférents à cette consultation.

Les offres transmises seront adressées au coordonnateur qui convoquera la commission d'appel d'offres ou la commission du groupement de commandes constituée à cet effet et en assurera le secrétariat.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

L'analyse et les éventuelles négociations seront engagées en concertation entre les membres du groupement selon les modalités définies conjointement dans la convention spécifique.

Le choix du cocontractant effectué, le coordonnateur procédera à la mise au point, au montage, aux formalités nécessaires, à la signature et à la notification du marché.

### 5.3 Exécution du marché

Chaque membre du groupement prendra en charge l'exécution du marché pour la partie qui l'intéresse et telle que définie dans les clauses du marché.

Pour ce faire, chacun émettra les bons de commandes ou ordres de services nécessaires à l'exécution des prestations qui le concerne et en accusera réception.

Chacun des membres du groupement sera responsable des prestations dont il accusera réception.

## ARTICLE 6 - FINANCEMENT

Chaque membre du groupement assurera le financement et le paiement au cocontractant, des prestations dont il aura ordonné l'exécution.

## ARTICLE 7 - DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué pour la durée du mandat électoral présent. Il existe dès la signature de la présente convention par chacun de ses membres.

## ARTICLE 8 - MODIFICATIONS

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

## ARTICLE 9 - DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Chaque membre est libre de se retirer du groupement à tout moment.

Le membre du groupement souhaitant se retirer de cette convention en informera l'autre partie, trois mois au moins avant, par écrit.

Le groupement sera dissout par délibération de l'organe exécutif d'un des membres du groupement, charge à la partie concernée de notifier sa décision à l'autre membre.

La dissolution prendra effet à la date de la délibération concernée.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les marchés signés par le groupement avant la date de dissolution du groupement seront exécutés normalement conformément à leurs propres clauses et durées.

Fait à GRASSE,

Le

Pour la Ville de Grasse,

Pour le C.C.A.S.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 66** **COMMANDE PUBLIQUE**
**CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES-CADRE**
**ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**
**DU PAYS DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 66**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMANDE PUBLIQUE**
**CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES-CADRE**
**ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**

Dans l'objectif d'instaurer une mutualisation cohérente et optimisée entre la ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il est proposé de constituer un groupement de commandes-cadre pour répondre aux besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux, dont notamment ceux de la Direction générale des services techniques.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| COMMANDE PUBLIQUE | | NEANT |

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L.2113-6, L.2113-7 et L.2113-8 du Code de la commande publique organisant les modalités des groupements de commandes ;

Vu les articles L.5211-6 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) précisant que les EPCI peuvent conclure des conventions avec d'autres collectivités territoriales ou leurs groupements pour la réalisation d'actions d'intérêt commun ;

Considérant que l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique autorise les acheteurs publics à conclure des marchés publics ou des accords-cadres en groupement de commandes ;

Considérant que l'article L. 2113-7 du même code prévoit que la convention constitutive du groupement définit les modalités de fonctionnement du groupement, notamment le rôle du coordonnateur et les conditions d'exécution des marchés ;

Considérant que la ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) partagent des besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux, justifiant la mise en place d'un groupement de commandes-cadre ;

Considérant que cette mutualisation permettra de réaliser des économies d'échelle, de simplifier les procédures administratives et d'améliorer la qualité des prestations obtenues, conformément aux objectifs de performance et d'efficacité de l'action publique locale ;

Dans un contexte marqué par la nécessité de rationaliser les dépenses publiques et d'optimiser les moyens des collectivités territoriales, la mutualisation des achats publics constitue un levier essentiel pour améliorer l'efficacité de l'action publique locale. La ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) partagent des besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux, notamment au sein de la Direction générale des services techniques.

Afin de répondre à ces enjeux, il est proposé de constituer un groupement de commandes-cadre, conformément aux dispositions du Code de la commande publique. Ce dispositif permettra de regrouper les besoins similaires des deux collectivités, favorisant ainsi des économies d'échelle, une réduction des coûts administratifs et une meilleure qualité des prestations obtenues.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Un premier exemple concret de mutualisation a concerné les prestations de maintenance des portes et portails automatiques des bâtiments communaux et communautaires. Cette collaboration s'inscrit dans une démarche plus large de simplification des procédures et d'amélioration de la performance des politiques d'achat public, tout en préservant l'autonomie de chaque collectivité dans l'exécution des marchés.

Le groupement de commandes-cadre sera encadré par une convention constitutive, définissant les modalités générales de fonctionnement, le rôle du coordonnateur (qui agira en qualité de pouvoir adjudicateur) et les règles applicables aux conventions spécifiques conclues ultérieurement. Ces dernières préciseront, pour chaque marché, les conditions d'exécution et les responsabilités respectives des membres du groupement.

Des conventions spécifiques seront par la suite rédigées au fur et à mesure des besoins. Ces dernières pourront concerner tous types de marchés qu'ils soient de fournitures, de services ou de travaux, dès lors qu'un intérêt commun sera défini entre la ville de Grasse et la C.A.P.G.

En application de l'article L2113-7 du Code de la commande publique, la convention cadre constitutive du groupement de commandes définit :

- les modalités générales de fonctionnement du groupement,
- le rôle du coordonnateur du groupement qui aura la qualité du pouvoir adjudicateur ; celui-ci sera chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code des marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants,
- le coordonnateur du groupement désigné signera le marché avec le cocontractant retenu,
- la ville de Grasse et la C.A.P.G. exécuteront le marché en commun ou séparément selon l'organisation définie dans la convention spécifique.

Chaque convention spécifique définira :

- le coordonnateur ayant la qualité du pouvoir adjudicateur,
- les modalités de fonctionnement du groupement propres à la prestation concernée.

Pour les procédures formalisées, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur. Le président de la commission d'appel d'offres du coordonnateur désignera les personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la convention, dont une personne au moins représentant l'autre membre du groupement. Celles-ci seront convoquées et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Pour les marchés à procédure adaptée, la ville de Grasse et la C.A.P.G. organiseront ensemble les modalités de chaque consultation.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la constitution d'un groupement de commandes-cadre entre la ville de Grasse et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, pour répondre aux besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux ;

- **APPROUVER** les termes de la convention cadre constitutive du groupement de commandes, jointe en annexe à la présente délibération et définissant les modalités générales de fonctionnement du groupement ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention-cadre de groupement de commandes entre la ville de Grasse et la C.A.P.G., ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-66-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions spécifiques conclues ultérieurement pour chaque marché, dans la limite des besoins identifiés et sous réserve qu'elles ne dénaturent pas les principes de la convention cadre initiale.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 67 COMMANDE PUBLIQUE**
**CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES-CADRE**
**ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 67**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMANDE PUBLIQUE**
**CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES-CADRE**
**ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.)**

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**
Dans l'objectif d'instaurer une mutualisation cohérente et optimisée entre la ville de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale, il est proposé de constituer un groupement de commandes-cadre pour répondre aux besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| COMMANDE PUBLIQUE | | NEANT |

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique organisant les modalités des groupements de commandes ;

Considérant que l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique autorise les acheteurs publics à conclure des marchés publics ou des accords-cadres en groupement de commandes ;

Considérant que l'article L. 2113-7 du même code prévoit que la convention constitutive du groupement définit les modalités de fonctionnement du groupement, notamment le rôle du coordonnateur et les conditions d'exécution des marchés ;

Considérant que la Ville de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) partagent des besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux, justifiant la mise en place d'un groupement de commandes-cadre ;

Considérant que cette mutualisation permettra de réaliser des économies d'échelle, de simplifier les procédures administratives et d'améliorer la qualité des prestations obtenues, conformément aux objectifs de performance et d'efficacité de l'action publique locale ;

Dans un contexte marqué par la nécessité de rationaliser les dépenses publiques et d'optimiser les moyens des collectivités territoriales, la mutualisation des achats publics constitue un levier essentiel pour améliorer l'efficacité de l'action publique locale. La Ville de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) partagent des besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux.

Afin de répondre à ces enjeux, il est proposé de constituer un groupement de commandes-cadre, conformément aux dispositions du Code de la commande publique. Ce dispositif permettra de regrouper les besoins similaires des deux collectivités, favorisant ainsi des économies d'échelle, une réduction des coûts administratifs et une meilleure qualité des prestations obtenues.

Le groupement de commandes-cadre sera encadré par une convention constitutive, définissant les modalités générales de fonctionnement, le rôle du coordonnateur (qui agira en qualité de pouvoir adjudicateur) et les règles applicables aux conventions spécifiques conclues ultérieurement. Ces dernières préciseront, pour chaque marché, les conditions d'exécution et les responsabilités respectives des membres du groupement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-67-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Des conventions spécifiques seront par la suite rédigées au fur et à mesure des besoins. Ces dernières pourront concerner tous types de marchés qu'ils soient de fournitures, de services ou de travaux, dès lors qu'un intérêt commun sera défini entre la ville de Grasse et le C.C.A.S.

En application de l'article L2113-7 du Code de la commande publique, la convention cadre constitutive du groupement de commandes définit :

- les modalités générales de fonctionnement du groupement,
- le rôle du coordonnateur du groupement qui aura la qualité du pouvoir adjudicateur ; celui-ci sera chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code des marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants,
- le coordonnateur du groupement désigné signera le marché avec le cocontractant retenu,
- la ville de Grasse et le C.A.P.G. exécuteront le marché en commun ou séparément selon l'organisation définie dans la convention spécifique.

Chaque convention spécifique définira :

- le coordonnateur ayant la qualité du pouvoir adjudicateur,
- les modalités de fonctionnement du groupement propres à la prestation concernée.

Pour les procédures formalisées, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur. Le président de la commission d'appel d'offres du coordonnateur désignera les personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la convention, dont une personne au moins représentant l'autre membre du groupement. Celles-ci seront convoquées et pourront participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres.

Pour les marchés à procédure adaptée, la ville de Grasse et le C.C.A.S. organiseront ensemble les modalités de chaque consultation.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,
Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la constitution d'un groupement de commandes-cadre entre la ville de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), pour répondre aux besoins communs en matière de fournitures, de services et de travaux ;

- **APPROUVER** les termes de la convention-cadre constitutive du groupement de commandes, jointe en annexe à la présente délibération et définissant les modalités générales de fonctionnement du groupement ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention-cadre de groupement de commandes entre la ville de Grasse et le C.C.A.S., ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions spécifiques conclues ultérieurement pour chaque marché, dans la limite des besoins identifiés et sous réserve qu'elles ne dénaturent pas les principes de la convention-cadre initiale.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-68-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 68** **POLITIQUE TARIFAIRE DE LA VILLE DE GRASSE**
**MODIFICATION DU RECUEIL DES TARIFS DE LA VILLE DE GRASSE**
**AJOUT D'UNE GRILLE TARIFAIRE « REFACTURATION DU PERSONNEL COMMUNAL »**
**ET D'UNE GRILLE TARIFAIRE « PRESTATION DE SERVICE DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION »**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-68-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-68-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 68**

**DU 28 AVRIL 2026**

**POLITIQUE TARIFAIRE DE LA VILLE DE GRASSE**
**MODIFICATION DU RECUEIL DES TARIFS DE LA VILLE DE GRASSE**
**AJOUT D'UNE GRILLE TARIFAIRE « REFACTURATION DU PERSONNEL COMMUNAL »**
**ET D'UNE GRILLE TARIFAIRE « PRESTATION DE SERVICE DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION »**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le conseil municipal doit délibérer sur l'évolution du recueil des tarifs de la ville de Grasse, par le rajout d'une grille tarifaire « Refacturation du personnel communal ».et d'une grille tarifaire « Prestation de service de la Direction des Systèmes de l'Information ».
Ces tarifs entreront en vigueur à compter du 1er mai 2026.

INCIDENCE FINANCIERE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DIRECTION GENERALE DES SERVICES | Optimisation des recettes communales | Non déterminé |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article I 2125-1,

Vu la délibération n° 2025-171 du 16 décembre 2025 portant sur le recueil des tarifs 2026 et la politique tarifaire de la ville de Grasse.

Vu la décision du Maire n° 2026-0333 portant sur la modification des tarifs du cinéma Le Studio, signée le 1er mars 2026,

Considérant qu'en raison de l'occupation commerciale du domaine public, il convient de fixer les tarifs applicables en contrepartie de l'octroi d'une autorisation d'occupation temporaire à titre privatif du domaine public de la collectivité ;

Considérant que cette redevance peut être facturée lorsque, d'une part, elle n'est pas incluse dans un tarif déjà prévu au recueil susvisé et, d'autre part, lorsqu'aucune gratuité n'a été accordée à une association à but non lucratif concourant à la satisfaction d'un intérêt général ;

Considérant que, dans ce cadre, la ville de Grasse est amenée à mobiliser des moyens humains et techniques spécifiques à l'occasion de certaines occupations ou manifestations, qu'il convient dès lors de pouvoir refacturer ;

Considérant qu'à ce titre, la ville de Grasse peut refacturer le coût horaire du personnel communal mobilisé pour tout type d'événement ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-68-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant également que la Ville de Grasse peut refacturer les prestations assurées par la direction des systèmes d'information, notamment la mise à disposition d'une fibre dédiée, d'une connexion fibre ou encore d'une borne Wi-Fi ;

Considérant que ces grilles tarifaires seront incluses au recueil des tarifs de la ville de Grasse, qui est réévalué de façon annuelle par délibération au Conseil Municipal de décembre.

Considérant que ces tarifs s'appliqueront à compter du 1er mai 2026,

| REFACTURATION PERSONNEL COMMUNAL | |
|---|---|
| **POLICE MUNICIPALE** | |
| Refacturation par heure et en Euro | |
| coût d'un agent de Police Municipale ou d'un ASVP en heures normales | 35 € |
| coût d'un encadrant de Police Municipale en heures normales | 45 € |
| coût d'un agent de Police Municipale ou d'un ASVP en heures de nuit | 50 € |
| coût d'un encadrant de Police Municipale en heures de nuit | 70 € |
| coût d'un agent de Police Municipale ou d'un ASVP le dimanche et les jours fériés | 50 € |
| coût d'un encandrant de Police Municipale le dimanche et les jours fériés | 70 € |
| **AUTRES SERVICES** | |
| Refacturation par heure et en Euro | |
| coût d'un agent communal en heures normales | 30 € |
| coût d'un agent communal encadrant en heures normales | 40 € |
| coût d'un agent communal en heures de nuit | 45 € |
| coût d'un agent communal encadrant en heures de nuit | 65 € |
| coût d'un agent communal le dimanche et les jours fériés | 45 € |
| coût d'un agent communal encadrant le dimanche et les jours fériés | 65 € |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-68-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## PRESTATION DE SERVICE DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES DE L'INFORMATION

| Tarif par jour en HT et en Euro | |
|---|---|
| Mise à disposition d'une fibre dédiée | 150 € |
| Mise à disposition d'une fibre | 50 € |
| Mise à disposition d'une borne wifi | 20 € |

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'intégration de l'ensemble de ces tarifs au recueil des tarifs de l'année 2026, délibéré le 16 décembre 2025 ;
- **NOTIFIER** que ces tarifs entreront en vigueur à compter du 1er mai 2026.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

GOUVERNEMENT
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

Grasse

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# Convention de financement

**Entre :**

La **Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Conduites Addictives (MILDECA)**,

Sise 69 rue de Varenne, 75007 Paris,

N° SIRET : 110 001 013 000 17

Représentée par son Président, le Dr Nicolas PRISSE,

Désignée sous le terme « MILDECA » ;

La **Préfecture des Alpes-Maritimes,**

147 Boulevard du Mercantour, 06200 Nice

Représentée par M. le Préfet, Laurent HOTTIAUX,

Désignée sous le terme « Préfecture » ;

**et**

La **collectivité de Grasse,**

Place du Petit-Puy, 06130 Grasse,

N° SIRET : 21060069800018

Représentée par son Maire, M. Jérôme VIAUD,

Et désignée sous le terme « collectivité »

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Il est convenu ce qui suit :

## Préambule

Placée auprès du Premier ministre, la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Conduites Addictives (MILDECA) est chargée d'animer et de coordonner l'action du Gouvernement en matière de lutte contre les drogues et les conduites addictives. Elle élabore à ce titre la stratégie gouvernementale et veille à sa mise en œuvre. Pour ce faire, elle s'appuie sur un réseau de chefs/cheffes de projets issu de l'autorité préfectorale pour relayer son action sur l'ensemble du territoire.

Le périmètre d'intervention de la MILDECA couvre l'ensemble des conduites addictives, qu'il s'agisse de produits licites (tabac, alcool), illicites (cocaïne, cannabis...) ou encore des addictions sans produits (jeux vidéo, jeux d'argent et de hasard).

La MILDECA a également pour mission d'initier et d'accompagner les projets portés au plus près des citoyens par des collectivités publiques ou des acteurs privés, en accordant des soutiens financiers et méthodologiques. En 2025, la MILDECA a ainsi lancé un appel à projets en direction des communes et intercommunalités intitulé « Prévention de la participation des jeunes aux trafics de stupéfiants ».

Le Gouvernement a fait de la lutte contre les trafics de stupéfiants une priorité de son action. Il s'agit aussi bien d'une orientation stratégique de la Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027 que d'un objectif prioritaire du plan gouvernemental de lutte contre la criminalité organisée.

L'emprise des réseaux liés aux trafics de stupéfiants sur des territoires et des populations constitue un défi majeur pour la société française et donc pour les élus locaux, en première ligne face à la demande de sécurité et de tranquillité publique de leurs concitoyens. En outre, le maire est responsable de l'animation, sur le territoire de sa commune, de la politique de prévention de la délinquance et de la coordination de sa mise en œuvre, puisqu'il dispose d'une compétence propre en la matière, liée notamment à ses pouvoirs de police.

C'est dans ce contexte que la collectivité de Grasse a répondu favorablement à l'appel à projets lancé en 2025. Elle a décidé de s'engager dans un programme d'actions défini à l'annexe I tel qu'il a été approuvé par la MILDECA.

Le projet LIMITS, porté par la Ville de Grasse, vise à prévenir et limiter l'implication des mineurs dans les trafics de stupéfiants. Il cible les jeunes de 10 à 18 ans, en particulier la tranche d'âge 13–16 ans, identifiée comme la plus vulnérable. Le quartier Saint-Claude constitue le cœur d'intervention de ce dispositif qui se veut limité géographiquement.

À Grasse, l'ensemble des partenaires institutionnels, éducatifs, sociaux, associatifs, sécuritaires et judiciaires constatent une augmentation préoccupante de l'implication des mineurs dans les trafics, dans un contexte de mutation profonde des modes opératoires. Le diagnostic territorial réalisé en début d'année 2025 confirme un consensus absolu sur

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

l'ampleur du phénomène : les mineurs, majoritairement âgés de 13 à 16 ans, sont de plus en plus sollicités comme guetteurs, coursiers, revendeurs, parfois dès le début du collège. Leur recrutement s'effectue à la fois dans l'espace public, au contact des pairs ou d'aînés du quartier, et via les réseaux sociaux selon une logique d' « uberisation » qui contourne les dispositifs classiques de prévention et de contrôle. Les réseaux criminels exploitent la vulnérabilité sociale, économique, scolaire et familiale d'une partie des jeunes grassois. Certains réseaux extérieurs, notamment issus de l'aire marseillaise ou toulonnaise, tentent de s'implanter localement et s'appuient sur la mobilité du trafic, parfois coordonnée depuis des lieux d'incarcération, pour recruter ou contraindre des adolescents. Ces dynamiques entraînent des tensions inter-quartiers et alimentent des violences préoccupantes.

Parmi les secteurs touchés, le quartier Saint-Claude se distingue par l'ampleur des facteurs de vulnérabilité qu'il cumule. Le quartier concentre plusieurs résidences sociales, accueille une population fragilisée, et se caractérise par une absence quasi totale d'équipements associatifs, culturels, sportifs ou de loisirs susceptibles d'offrir aux jeunes des repères structurants et des alternatives quotidiennes. Cette configuration favorise une errance juvénile importante, notamment en fin de journée et en soirée. La gare SNCF, située en lisière immédiate du quartier, constitue un point chaud où convergent mobilités, conflits entre groupes de jeunes, non loin des activités de trafic qui se déroulent dans les résidences avoisinantes.

Saint-Claude est identifié par l'ensemble des partenaires comme le secteur de Grasse où les trafics de stupéfiants sont les plus actifs, avec une présence régulière de mineurs sur les points de deal, notamment dans les halls d'immeubles ou aux abords des résidences sociales. Cette exposition directe renforce les risques d'entrée précoce dans les conduites addictives, d'emprise par les réseaux et d'engagement dans des activités illicites.
Le déplacement de certaines activités de trafic depuis d'autres secteurs, notamment le quartier des Fleurs, vers Saint-Claude, contribue à accentuer cette pression.

Les établissements scolaires signalent par ailleurs un absentéisme élevé chez les collégiens et lycéens résidant dans le quartier, ainsi qu'une augmentation générale des situations de rupture. Cette désaffiliation progressive vis-à-vis de l'école fragilise les trajectoires éducatives et constitue un facteur d'exposition majeur aux logiques d'emprise et de recrutement.

Ces constats mettent en évidence un écosystème cumulant des vulnérabilités sociales, scolaires, familiales et environnementales, qui justifie le choix de Saint-Claude comme périmètre prioritaire du projet LIMITS. Les partenaires insistent sur la nécessité d'une stratégie globale permettant d'agir simultanément sur les conditions de vie, les parcours éducatifs, les environnements de socialisation, l'accompagnement des familles et la lutte contre la banalisation du trafic et de la consommation.

L'objectif du projet LIMITS, qui combine actions en prévention primaire et secondaire, est de créer des environnements protecteurs, d'améliorer le repérage et l'accompagnement des jeunes à risque en agissant de manière coordonnée sur les fragilités sociales, scolaires et familiales, ainsi que sur la banalisation du trafic et de la consommation. Les familles seront mobilisées afin de renforcer leur rôle de prévention et d'accompagnement. Une large coordination est prévue entre acteurs éducatifs, associatifs, institutionnels, sportifs et sécuritaires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions, notamment financières, dans lesquelles la collectivité met en œuvre, en cohérence avec la stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives pour la période 2023-2027, le programme d'actions mentionné à l'annexe I, lequel fait partie intégrante de la convention, ainsi que les modalités selon lesquelles la MILDECA apporte son concours financier à la réalisation de ce programme, au titre du Fonds de concours « Drogues ».

## Article 2 - Durée de la convention

La présente convention a une durée de 3 ans à compter de sa signature.
La durée de la présente convention peut être modifiée, par voie d'avenant, sans que sa durée globale ne puisse excéder quatre ans.

## Article 3 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la MILDECA, la préfecture et la collectivité. Les avenants feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée soit par courriel, soit en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par courriel ou par lettre recommandée avec accusé de réception. En l'absence de réponse dans ce délai de deux mois suivant l'envoi de la demande, celle-ci est réputée rejetée.

## Article 4 - Conditions de détermination de la subvention

La MILDECA contribue financièrement au programme d'actions mentionné à l'annexe I pour un montant maximal de 179 085 euros.

La contribution financière de la MILDECA n'est applicable que sous réserve des trois conditions suivantes :

— la disponibilité des crédits du Fonds de concours « Drogues » ;
— le respect par la collectivité des obligations mentionnées dans la présente convention ;
— la vérification par la MILDECA de l'emploi de la subvention.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## Article 5 - Modalités de versement de la subvention

Le montant de la subvention est versé au bénéficiaire, après notification de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur et le cadencement suivant :

— La MILDECA verse 59 695 € (cinquante-neuf mille six cent quatre-vingt-quinze euros) à la notification de la convention ;

— Le deuxième versement, d'un montant de 59 695 € (cinquante-neuf mille six cent quatre-vingt-quinze euros) est conditionné à la présentation d'un bilan financier, signé par le comptable, faisant état des sommes engagées et liquidées du versement précédent et d'un compte-rendu du programme d'actions selon le modèle prévu à l'annexe II. Une consommation de 80% au minimum du premier versement est exigée sauf cas de force majeure définie comme un évènement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté des parties ;

— Le troisième versement d'un montant de 59 695 € (cinquante-neuf mille six cent quatre-vingt-quinze euros) est conditionné à la présentation d'un bilan financier, signé par le comptable, faisant état des sommes engagées et liquidées du versement précédent et d'un compte-rendu du programme d'actions selon le modèle prévu à l'annexe II. Une consommation de 80% au minimum des premiers versements est exigée sauf cas de force majeure définie comme un évènement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté des parties.

Un bilan financier signé du comptable public, retraçant l'ensemble des dépenses réalisées avec les crédits délégués, et un compte-rendu du programme d'actions selon le modèle prévu à l'annexe II devront être présentés à la MILDECA au plus tard dans les trois mois suivant la fin de la présente convention. Les crédits délégués et non consommés feront l'objet d'un titre de perception.

## Article 6 - Imputation de la dépense

La subvention est imputée sur les crédits du Fonds de concours « Drogues » de l'Unité Opérationnelle 0129-CAVC-IFDC – FDC 1-2-00864 - Domaine Fonctionnel 0129-15 - Référentiel d'activité 012900030001, géré au niveau du programme budgétaire 129.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de la MILDECA.
Le comptable assigné est le SCBCM auprès du Garde des Sceaux, ministre de la justice et des services du Premier ministre.

La subvention est créditée au compte de la collectivité selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur le compte mentionné à l'annexe III (cf. RIB de la collectivité).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## Article 7 - Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage :

S'agissant de l'animation du projet :

- A désigner une équipe ou une personne dédiée à la conduite du programme et à la coordination des actions, afin de garantir la continuité du programme dans le temps ; au sein de la collectivité, le chargé de mission LIMITS (qui sera intégré dans l'équipe du coordinateur CLSPD et agira sous son autorité) sera chargé de la conduite de ce projet ;
- A réunir un comité de pilotage (COPIL) au moins deux fois par an pour assurer le suivi et le bilan du programme d'actions et en informer au préalable la MILDECA et la préfecture :
    - Ce comité de pilotage est constitué a minima;
        - du Préfet ou son représentant ;
        - du représentant de la MILDECA
        - du Maire ou de son représentant ;
        - du Procureur de la République ou de son représentant ;
        - du Président du conseil départemental ou de son représentant ;
        - du Directeur académique des services de l'Education nationale ou de son représentant ;
        - du Directeur territorial de la Police nationale ou de son représentant;
        - du Directeur territorial de la Protection judiciaire de la jeunesse ou de son représentant ;
        - du Délégué départemental de l'Agence régionale de santé ou de son représentant ;
        - des représentants des associations mettant en œuvre les actions décrites à l'annexe 1 ;
    - Les relevés de décisions de ces COPIL seront validés par les parties à la présente convention ;

S'agissant du lien entre les parties :

- A informer la MILDECA et la préfecture du commencement d'exécution du programme d'actions, régulièrement de son état d'avancement ; et de toute difficulté rencontrée dans sa mise en œuvre ;
- A informer la MILDECA et la préfecture des actions de communication portant sur le programme d'actions et des initiatives ou évènements susceptibles de l'impacter ;
- A informer la MILDECA et la préfecture des livrables qu'elle entend produire dans le cadre de la convention ;
- Le cas échéant, à faire apparaître le logo de l'Etat dans les communications et les supports relatifs à l'exécution de la présente convention, après accord de ses représentants ;
- A utiliser la dénomination « LIMITS » (Limiter l'implication des mineurs dans les trafics de stupéfiants) pour désigner le projet ;

S'agissant du volet financier :

- A veiller à ce que les partenaires ou prestataires bénéficiant de la subvention de la

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

MILDECA n'aient pas de liens d'intérêt avec l'industrie de production, de commercialisation ou de distribution du tabac et des produits du vapotage, de l'alcool, des produits dérivés du cannabis, des jeux d'argent et de hasard, des jeux vidéo ou de tout autre produit pouvant entraîner des conduites addictives ;

- A garantir le respect du droit de la commande publique dans ses rapports avec les partenaires ou prestataires bénéficiant de la subvention ;
- A utiliser la subvention conformément à l'objet de la présente convention dont le programme d'actions décrit à l'annexe I fait partie intégrante ;
- A produire, avant chaque délégation de crédits, un bilan financier et un compte-rendu du programme d'actions conformément à l'article 5 de la présente convention;
- A répondre à toute demande d'information qui lui sera exprimée par la MILDECA et la préfecture ;
    - A fournir tous les justificatifs portant sur l'exécution de la présente convention, à la demande de la MILDECA ou de la préfecture.

## Article 8 - Suivi

La MILDECA procède, conjointement avec la collectivité et la préfecture, au suivi des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. La MILDECA assure un soutien méthodologique et un suivi régulier du programme d'actions et apporte son aide pour mobiliser les acteurs au niveau national et local.

Le suivi porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er de la présente convention et sur l'impact du programme d'actions au regard de la stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives pour la période 2023-2027.

Dans le cadre de la convention, la collectivité accepte de participer aux différentes modalités d'animation du réseau LIMITS et à transmettre des éléments quantitatifs et qualitatifs de suivi du projet à la MILDECA (Cf annexe II).

Si le suivi du programme d'actions est satisfaisant, la MILDECA se réserve le droit de le diffuser largement au titre des bonnes pratiques à la communauté des villes LIMITS ainsi qu'à son réseau territorial.

La MILDECA peut recourir à un prestataire externe afin de procéder à l'évaluation de tout ou partie du projet. Dans ce cas, la collectivité s'engage à participer activement au processus d'évaluation du programme d'actions, selon les modalités définies conjointement par la MILDECA et le prestataire extérieur chargé de l'évaluation.

## Article 9 - Sanctions

La MILDECA peut suspendre ou diminuer les versements ou demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente subvention, dans l'un des cas suivants :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Non-exécution de la convention par la collectivité ;
- La subvention a été utilisée à des fins non conformes à l'objet de la présente convention ;
- Les obligations de la collectivité prévues aux articles 7 et 8 de la présente convention n'ont pas été respectées ;
- En cas de résiliation telle que prévue à l'article 10 de la présente convention.

**Article 10 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Un bilan financier devra être produit à la date effective de résiliation de la convention attestant des dépenses réellement engagées et mandatées. Les sommes apparaissant inexécutées, le cas échéant, feront l'objet d'un ordre de reversement au bénéfice du BOP MILDECA.

**Article 11 - Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Paris, le

| Le Président de la Mission Interministérielle de Lutte Contre les Drogues et les Conduites Addictives | Le Maire de Grasse | Le Préfet des Alpes-Maritimes |
|---|---|---|
| Dr Nicolas PRISSE | Jérôme VIAUD | Laurent HOTTIAUX |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 69 CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT POUR MENER A BIEN UN PROJET**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 69**

**DU 28 AVRIL 2026**

**CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT POUR MENER A BIEN UN PROJET**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet la création d'un emploi non permanent pour mener à bien le projet LIMITS de la MILDECA dont la Ville de Grasse est lauréate.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Conformément à l'article L.313-1 du Code Général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de procéder au recrutement d'un agent contractuel pour mener à bien le projet LIMITS de la MILDECA dont la Ville de Grasse est lauréate.

Il convient donc de créer un emploi non permanent de chargé de mission « prévention de la délinquance » à temps complet, afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre du plan d'action établi qui sera déployé sur le QPV du Grand Centre pour une durée de 3 ans et qui s'articule autour de 4 axes :

- Organisation du pilotage local et diagnostic partagé ;
- Actions en direction des mineurs ;
- Actions en direction des familles ;
- Occupation de l'espace public et participation citoyenne.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel, conformément aux articles L.332-24 à L.332-26 du Code général de la fonction publique, relevant de la catégorie B de la filière administrative ou animation au grade de rédacteur ou animateur territorial.

Sa rémunération sera calculée par référence à l'échelle indiciaire du grade et sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le contractuel sera recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 12 mois renouvelable et pour un maximum de 3 ans.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-69-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la création de poste ;
- **DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2026 et suivants.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-70-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 70 PERSONNEL MUNICIPAL**
**RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SAISONNIERS**
**POUR LE SURCROIT D'ACTIVITE – ANNEE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-70-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-70-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 70**

**DU 28 AVRIL 2026**

**PERSONNEL MUNICIPAL – RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SAISONNIERS POUR LE SURCROIT D'ACTIVITÉ – ANNÉE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet de renforcer les moyens humains au sein de certains services de la collectivité afin de faire face à la surcharge temporaire de travail pendant les périodes d'affluence touristique.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L. 332-23.2°,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant qu'il convient de renforcer les moyens humains au sein de certains services de la collectivité afin de faire face à la surcharge temporaire de travail pendant les périodes d'affluence touristique,

Considérant que pour effectuer ces recrutements, le Conseil Municipal doit fixer :
- le nombre d'emplois à créer,
- la nature des fonctions exercées par les agents,
- leur niveau de rémunération.

Les postes proposés s'adressent soit à des demandeurs d'emploi, soit à des étudiants. Les candidatures sont étudiées au regard des profils et des disponibilités.

Pour 2026, le nombre d'emplois saisonniers retenu est estimé à 52, correspondant à un volume total d'activité estimé à 7 887 heures, permettant des recrutements à temps complet sur des périodes pouvant s'étendre d'un à deux mois selon les missions.

Les postes se répartissent comme suit :

**Service des Fêtes :**
- 6 postes d'adjoints techniques. La période s'étendra du 1er juin au 31 août 2026. Ces agents seront chargés de renforcer les effectifs du service des Fêtes, notamment dans la mise en place des équipements lors des manifestations estivales.
Leur rémunération sera établie sur la base du 1er échelon du grade d'adjoint technique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-70-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Service de la Proximité :**
- 14 postes d'adjoints techniques. La période s'étendra du 1er juillet au 31 août 2026. Ces agents seront chargés de renforcer les effectifs du service de la Proximité afin d'effectuer l'entretien de la voirie.
Leur rémunération sera établie sur la base du 1er échelon du grade d'adjoint technique.

**Service Evènementiel « Les Siestes Parfumées » :**
- 24 postes d'adjoints techniques. La période s'étendra du 1er juillet au 31 août 2026. Ces agents seront chargés principalement de l'accueil, de l'information et de l'orientation des touristes qui fréquenteront les différents sites.
Leur rémunération sera établie sur la base du 1er échelon du grade d'adjoint technique.

**Service des Médiathèques :**
- 6 postes d'agents chargés d'accueil. La période s'étendra du 1er juillet au 31 août 2026.
Leur rémunération sera établie sur la base du 1er échelon du grade d'adjoint du patrimoine.

**Maison du projet Martelly :**
- 2 postes d'agents chargés d'accueil. La période s'étendra du 1er juillet au 31 août 2026.
Leur rémunération sera établie sur la base du 1er échelon du grade d'adjoint administratif.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le recrutement d'agents contractuels saisonniers selon les modalités décrites dans la présente délibération, la nature des fonctions que ces personnels seront amenés à exercer au cours de la saison estivale et les modalités de leur rémunération ;

- **PRECISER** que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 64131 du budget principal de l'exercice en cours.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 71 RESSOURCES HUMAINES**
**MISE A DISPOSITION D'UN AGENT CONTRACTUEL DE DROIT PUBLIC EN CDI DE LA DIRECTION GENERALE – CONTROLE DE GESTION DE LA VILLE DE GRASSE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 71**

**DU 28 AVRIL 2026**

**RESSOURCES HUMAINES**
**MISE A DISPOSITION D'UN AGENT CONTRACTUEL DE DROIT PUBLIC EN CDI DE LA DIRECTION GENERALE – CONTROLE DE GESTION DE LA VILLE DE GRASSE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans un contexte d'évolution permanente de la réglementation et dans un souci de rationalisation des moyens et d'optimisation des ressources, il était apparu opportun de poursuivre le renforcement des liens entre la Ville et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.
Ainsi, il est proposé d'établir une convention de mise à disposition partielle d'un agent contractuel en contrat à durée indéterminée de la Direction Générale – Contrôle de gestion de la ville de Grasse au profit de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| Direction des ressources humaines | / | / |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général de la fonction publique territoriale et notamment son article L 516-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu le décret 88-185 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, et particulièrement son article 35-1,

Vu l'accord de l'agent en contrat de droit public à durée indéterminée mis à disposition ;

Considérant que, conformément à l'article 1 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition, l'assemblée délibérante doit être informée préalablement de la mise à disposition d'un agent faisant partie des effectifs de la Ville,

Considérant que la mise à disposition est une modalité particulière de la position d'activité d'un agent contractuel de droit public en contrat à durée indéterminée, définie par l'article L. 516-1 du Code Général de la Fonction Publique selon lequel « L'agent contractuel territorial bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée peut, dans les conditions fixées par la sous-section 3 de la section 4 du chapitre II du titre Ier, être mis à disposition pour exercer des fonctions de même nature que celles exercées dans la collectivité ou l'établissement mentionné à l'article L. 4 qui l'emploie, lorsque cette collectivité est membre d'un établissement public de coopération intercommunale, auprès de ce dernier [...]».

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que la mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord obligatoire de l'agent contractuel de droit public en contrat à durée indéterminée et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'administration d'accueil.

Considérant qu'en application de l'article L. 512-15 du Code Général de la Fonction Publique et de l'article 2 II du décret n°2008-580 précité, la mise à disposition donne lieu à remboursement. Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges versées par Ville de Grasse sont remboursées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à hauteur de 10 % du temps de travail hebdomadaire de l'agent ;

Considérant que cette mise à disposition entrera en vigueur à compter du 1er avril 2026 ;

Considérant qu'il est proposé à l'Assemblée Délibérante d'approuver la Convention de mise à disposition partielle d'un agent contractuel de droit public en contrat à durée indéterminée de la Direction Générale – Contrôle de gestion de la Ville de Grasse au profit de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse selon les clauses et conditions énumérées au projet de convention joint en annexe de la présente délibération.

Considérant l'intérêt de rationalisation et d'optimisation des ressources que revêt cette mise à disposition,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la Convention de mise à disposition d'un agent contractuel de droit public en contrat à durée indéterminée de la Direction Générale – Contrôle de gestion de la Ville de Grasse au profit de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne dénatureraient pas la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**MISE À DISPOSITION D'UN AGENT EN CONTRAT À DURÉE INDETERMINÉE**

---

**Convention de mise à disposition à temps non complet d'un agent en contrat à durée indéterminée de la Direction Générale – Contrôle de gestion de la Ville de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**

---

**ENTRE LES SOUSIGNES :**

la ville de Grasse, représentée par L'Adjointe déléguée aux ressources humaines, Madame Valérie COPIN, et autorisée à signer en vertu d'une délibération en date du 28 avril 2026, d'une part,

Dénommée ci-après, **« la Ville »**,

**ET**

la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par le Président, Monsieur Jérôme VIAUD, et autorisé à signer en vertu d'une délibération en date du XX XXXX XXXX, d'autre part,

Dénommée ci-après, **«la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse »,**

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** »

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code Général de la fonction publique territoriale et notamment ses articles L.512-6 à L.512-15 ;

**Vu** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

**ARTICLE 1 : OBJET**

Conformément aux dispositions des articles L. 512-6 à L.512-15 du Code Général de la fonction publique et du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, la Ville de Grasse met à disposition un agent de la Direction Générale – Contrôle de gestion auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

**ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS**

La Ville met partiellement à disposition de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, l'agent de la Direction Générale – Contrôle de gestion suivant afin d'exercer ses fonctions à hauteur de :

- 10 % d'un équivalent temps plein pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour Monsieur Olivier Girardeau, attaché principal en contrat de droit public à durée indéterminée.

La quotité précisée ci-dessus pourra être modifiée d'un commun accord entre les parties en fonction de l'évolution des besoins constatés de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

En vertu de la présente convention, le fonctionnaire est mis à disposition la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en vue d'exercer les fonctions suivantes :

Réaliser les missions ponctuelles de contrôle de gestion et de passation des contrats de délégations sur le domaine de l'eau et de l'assainissement :

- Instaurer et animer un dialogue de gestion entre la collectivité et les délégataires.
- Contribuer à l'optimisation des moyens budgétaires de la délégation de service public.
- Identifier les risques de gestion.
- Assurer un contrôle des comptes annuels financiers et d'activités.
- Mission d'audit général sur les délégataires.
- Analyse préalable des coûts des projets et des nouvelles activités.

Le Service Contrôle de Gestion de la Commune de Grasse est chargé à titre accessoire, de réaliser les missions ponctuelles d'analyse et d'accompagnement dans la gestion de certains services publics de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ainsi que la passation des contrats qui y sont attachés :

- Analyse préalable des coûts des projets et des nouvelles activités
- Identifier les risques de gestion
- Contribuer à l'optimisation des moyens budgétaires du service public
- Assurer un contrôle des comptes annuels financiers et d'activités

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Instaurer et animer un dialogue de gestion entre la collectivité et les éventuelles délégataires

- Mission d'audit général sur les délégataires.

La Ville de Grasse continue de gérer la situation administrative de cet agent.

**ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI**
Le lieu d'exercice des missions de l'agent mis à disposition est situé :
- Hôtel de Ville – Place du Petit Puy – 06130 GRASSE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse organise le travail de Monsieur Olivier GIRARDEAU dans les conditions suivantes : une 1/2 journée de travail par semaine (soit 3 heures et 30 minutes).

Les conditions de travail de l'agent mis à disposition sont établies par la Ville.

La ville de Grasse prend également les décisions, dans les domaines énumérés ci-après et en informe la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :
- congés annuels
- congés de maladie ordinaire
- accident du travail ou maladies professionnelles

La ville de Grasse continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

Elle prend enfin les décisions relatives aux congés suivants :
- congé de longue maladie,
- congé de longue durée,
- temps partiel thérapeutique,
- congé pour maternité, pour paternité ou pour adoption,
- congés de formation professionnelle notamment liés au DIF
- congé pour formation syndicale,
- congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,
- congé de représentation
- congé pour validation des acquis de l'expérience
- congé de présence parentale
- congé pour bilan de compétences

La Ville continue de gérer la carrière de l'agent mis à disposition et lui assure la formation spécifique par l'intermédiaire du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

**ARTICLE 4 : CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITÉ**
Un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition est établi une fois par an par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et transmis à la Ville qui réalise l'entretien professionnel de l'agent.

**ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES MIS À DISPOSITION**
La ville de Grasse verse à Monsieur Olivier GIRARDEAU mis à disposition, la rémunération correspondant à son grade et à son échelon (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse peut indemniser les frais et sujétions auxquels s'exposera le fonctionnaire dans l'exercice ses fonctions.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**ARTICLE 6 : MODALITES DE REMBOURSEMENT**

Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par ville de Grasse sont remboursés par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à hauteur de 10 % du temps de travail hebdomadaire de l'agent.

La Ville de Grasse supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour raisons de santé qui provient d'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que l'allocation temporaire d'invalidité.

**ARTICLE 7 : DROITS ET OBLIGATIONS**

L'agent mis à disposition demeure soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par le Code Général de la fonction publique et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la ville de Grasse. Elle peut être saisie par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

**ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Les parties déclarent avoir souscrit auprès des compagnies notoirement solvables, des polices d'assurance dont l'objet est de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles encourent du fait des activités respectives découlant de la présente convention.

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité d l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile dont la saisine du comité social territorial et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 13.

**ARTICLE 9 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er avril 2026 pour une durée initiale d'un an renouvelable deux fois.
Au terme de ces renouvellements, une nouvelle convention sera rédigée.

**ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention fera l'objet d'un avenant soumis au conseil municipal. En cas de modification portant sur la mise en œuvre de l'article 2, les parties conviennent que :
- la partie à l'initiative de la modification informe l'autre partie de son intention par écrit, moyennant l'observation d'un préavis de trois mois et l'envoi d'un projet d'avenant ;
- dans ce délai, le comité social territorial devra être saisi et émettre un avis dans le cas où cette modification entraînerait une modification de l'organisation ou du fonctionnement des services concernés ou une modification des conditions de travail de l'agent concerné.

**ARTICLE 11 : FIN DE LA MISE À DISPOSITION**

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 9 de la présente convention en respectant un préavis d'un mois, à la demande :
- de la ville de Grasse
- de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
- ou du fonctionnaire mis à disposition.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale d'origine et la collectivité territoriale d'accueil.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-71-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**ARTICLE 12 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION**

La présente convention a été transmise le 24 mars 2026 à l'agent de la Ville de Grasse pour accord, avant sa signature.

**ARTICLE 13 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES**

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à ta mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.
Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

**Fait à Grasse, le XX XXXX XXXX,**

Fait en deux exemplaires originaux.

**Pour la Ville de GRASSE,**

**L'Adjointe déléguée aux Ressources humaines,**

**Valérie COPIN**

**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,**
**Le Président,**

**Jérôme VIAUD**
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-72-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 72 EMPLOIS DE CABINET**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-72-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-72-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 72**

**DU 28 AVRIL 2026**

**EMPLOIS DE CABINET**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Monsieur Le Maire expose que l'autorité territoriale d'une collectivité territoriale peut constituer un cabinet dont les membres, appelés « collaborateurs de cabinet », lui sont directement rattachés et l'assistent dans sa double responsabilité politique et administrative.

L'emploi de collaborateur de cabinet est régi par le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales.

Comme il appartient au seul organe exécutif, par dérogation au principe posé par l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, de définir le nombre et la nature des emplois de collaborateurs affectés auprès de son cabinet, la délibération a seulement vocation à prévoir les crédits nécessaires au recrutement et à préciser le nombre de collaborateurs de cabinet.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de confirmer le nombre de collaborateurs de cabinet de l'autorité territoriale et d'inscrire au budget principal ou annexe les crédits nécessaires au recrutement de ces collaborateurs de cabinet.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 modifié relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales,

Considérant le besoin de disposer de collaborateurs de cabinet pour assister l'autorité territoriale dans la conduite de projet de la collectivité,

Considérant que le décret précité prévoit que l'effectif maximum des collaborateurs d'un maire est fixé à deux personnes lorsque la population de la commune est comprise entre 20.000 et 40.000 habitants, effectif augmenté d'une personne pour chaque tranche supplémentaire de 1 à 45.000 habitants lorsque la population de la commune est comprise entre 40.001 et 400.000 habitants. Le maire de la Ville de Grasse peut donc disposer de 3 collaborateurs au sein de son cabinet,

Considérant que la rémunération des collaborateurs de cabinet doit respecter un plafond et que conformément à l'article 7 du décret n°87-1004 précité, le montant des crédits est déterminé de façon à ce que :

- D'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupée par le fonctionnaire en activité ce jour (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité),

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-72-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- D'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

Considérant qu'en cas de vacance dans l'emploi fonctionnel ou dans le grade retenu en application des dispositions de l'article 7 du décret précité, le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Considérant que les collaborateurs peuvent par ailleurs bénéficier de « frais de représentation » destinés à couvrir les charges inhérentes à leur fonction. L'octroi de ces avantages doit être décidé par l'organe délibérant de la collectivité, puis faire l'objet d'arrêtés individuels d'attribution pris par l'autorité territoriale.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de confirmer l'emploi de trois emplois de collaborateurs de cabinet.
- **DECIDER** d'inscrire au budget les crédits correspondants pour permettre l'engagement des collaborateurs de cabinet.
- **DECIDER** de rembourser les frais engagés par les membres du cabinet du Maire pour leurs déplacements sur le territoire métropolitain, dans les conditions prévues par le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les actes nécessaires à ces recrutements.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-73-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 73 INDEMNITE POUR FRAIS DE REPRESENTATION DE MONSIEUR LE MAIRE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-73-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-73-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 73**

**DU 28 AVRIL 2026**

**INDEMNITE POUR FRAIS DE REPRESENTATION DE MONSIEUR LE MAIRE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
En complément de la délibération concernant le remboursement des frais des élus du conseil municipal, ce dernier peut voter des indemnités au Maire pour frais de représentation.
Le présent rapport a pour objet la mise en place d'une indemnité pour frais de représentation au Maire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2123-9, qui prévoit la faculté pour le conseil municipal, d'allouer, sur les ressources ordinaires de la commune, une indemnité au Maire pour frais de représentation,

Considérant que cette indemnité a pour objet de couvrir les dépenses supportées par le Maire à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et dans l'intérêt des affaires de la commune, telles que les réceptions ou les manifestations de toute nature qu'il organise ou auxquelles il participe,

Considérant que cette indemnité constitue une allocation et n'a pas le caractère de remboursement,

Considérant que cette indemnité pour frais de représentation peut être accordée sous la forme d'une indemnité unique, fixe, annuelle et arrêtée à un chiffre déterminé forfaitairement,

Considérant que son montant ne doit pas excéder la somme des frais qu'elle a pour objet de couvrir,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** l'attribution d'une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de représentation à Monsieur le Maire ;
- **FIXER** le montant de l'indemnité forfaitaire annuelle à la somme de 5 000 euros ;
- **DIRE** que cette indemnité pour frais de représentation est attribuée jusqu'à la fin du mandat avec proratisation pour les années incomplètes ;
- **INSCRIRE** les crédits correspondants au compte 6536 « Frais de représentation du Maire » des budgets 2026 et suivants.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-73-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-74-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 74 ATTRIBUTION D'INDEMNITES DE FONCTIONS AU MAIRE ET AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-74-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-74-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 74**

**DU 28 AVRIL 2026**

**ATTRIBUTION D'INDEMNITES DE FONCTION AU MAIRE ET AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Cette délibération a pour objet de définir le calcul de l'enveloppe maximale des indemnités de fonction susceptibles d'être distribuées et de la répartir entre les élus.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DRH | CHAPITRE 6531 | / |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu les dispositions de la loi n° 92-108 du 3 février 1992, instaurant le régime fixant les taux d'indemnités des maires et adjoints, codifiées aux articles L. 2123-20 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu l'article L. 2123-20 du code général des collectivités territoriales qui dispose que le calcul du montant des indemnités de fonction des élus locaux est fixé par référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique auquel est appliqué un taux variant selon la strate démographique de la commune où siègent les élus.

Vu l'article L. 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales qui dispose que les conseillers municipaux des communes de moins de 100 000 habitants titulaires d'une délégation de fonction peuvent bénéficier d'une indemnité de fonction pouvant être répartie entre les conseillers délégataires dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale constituée par les indemnités versées au maire et aux adjoints.

Vu l'article L. 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales dispose également que les conseillers municipaux non délégués des communes de moins de 100 000 habitants peuvent bénéficier d'une indemnité de fonction inscrite dans l'enveloppe indemnitaire globale et égale au maximum à 6 % du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de la fonction publique.

Les articles L. 2123-22 et L. 2123-23 du code général des collectivités territoriales disposent que les indemnités du Maire et de ses Adjoints peuvent être majorées :
- de 20 % lorsque la commune est chef-lieu d'arrondissement ;
- de 25 % lorsque la commune bénéficie d'un classement en tant que commune touristique.

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L. 2123-22, dans sa rédaction issue de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à proximité de l'action publique, ces majorations font l'objet d'une autorisation distincte et l'enveloppe globale calculée hors majoration.

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les indemnités de fonction attribuées au Maire, aux Adjoints, aux Conseillers municipaux titulaires de délégations et aux Conseillers municipaux non délégataires doivent être fixées et réparties dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-74-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Vu la délibération n° 2026-29 déterminant le nombre d'adjoints,

Vu la délibération n° 2026-30 portant sur l'élection des adjoints,

Considérant que la commune de Grasse appartient à la strate de 50 000 à 99 999 habitants,

Considérant que son octroi nécessite une délibération et une annexe portant tableau récapitulatif l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, parmi les présents et les membres représentés :

- **DE FIXER** le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du Maire, des Adjoints, des Conseillers municipaux délégués et des Conseillers municipaux comme suit :

| | |
|---|---|
| Maire | 110 % ramené à 79.5157 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |
| 1er Adjoint avec délégation | 44 % ramené à 20.1773 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |
| Adjoints avec délégation | 20.1773 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |
| Adjoints ayant mandat de vice-Président à la CAPG | 7.7100 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |
| Conseillers municipaux délégués de quartier | 29.2322 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |
| Conseillers municipaux délégués | 20.2600 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |
| Conseillers municipaux sub délégués | 13.3600 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |
| Conseillers municipaux | 4.4900 % de l'indice brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique, |

- **D'ANNEXER** à la présente délibération le tableau précisant les montants applicables aux membres du conseil municipal à la date de son entrée en vigueur ;

- **D'INDIQUER** que les indemnités de fonction suivront l'évolution de la valeur du point d'indice de la fonction publique ainsi que l'évolution de l'indice terminal de la fonction publique ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget, imputation budgétaire : chapitre 6531.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-74-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES

## Annexe de la délibération du 28 avril 2026

I/ Montant de l'enveloppe globale (maximum autorisé)

| FONCTION | NOMBRE D'ELUS | TAUX MAXIMUM AUTORISE en % de l'indice majoré 835 | TOTAL GENERAL |
|---|---|---|---|
| Maire | 1 | 110 % | 4521.58 euros |
| Adjoints avec délégation | 17 | 44 % | 1808.63 euros |
| Montant de l'enveloppe globale (1) | | | **35 268.30 euros** |

(1) montant donné à titre indicatif sur la base de la valeur courante du point « fonction publique », soit 4,9228 euros

| FONCTION | NOMBRE D'ELUS | TAUX OCTROYES en % de l'indice majoré 835 | TOTAL INDIVIDUEL | TOTAL GENERAL |
|---|---|---|---|---|
| Maire | 1 | 79.5157 % | 3268,51 | 3 268,51 |
| 1er Adjoint avec délégation | 1 | 20.1773 % | 829,39 | 829,39 |
| Adjoints avec délégation | 15 | 20.1773 % | 829,39 | 12 440,89 |
| Adjoints ayant mandat de vice-Président à la CAPG | 1 | 7.7100 % | 316,92 | 316,92 |
| Conseillers municipaux délégués de quartier | 4 | 29.2322 % | 1201,60 | 4 806,39 |
| Conseillers municipaux délégués | 13 | 20.2600 % | 832,79 | 10 826,30 |
| Conseillers municipaux subdélégués | 2 | 13.3600 % | 549,17 | 1 098,33 |
| Conseillers municipaux | 8 | 4.4900 % | 184,56 | 1476,50 |
| **Montant total des indemnités allouées** | | | | **35 063,23 euros** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-74-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-75-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 75 ATTRIBUTION DE MAJORATIONS D'INDEMNITES DE FONCTIONS AU MAIRE ET AUX ADJOINTS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-75-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-75-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 75**

**DU 28 AVRIL 2026**

**ATTRIBUTION DE MAJORATIONS D'INDEMNITES DE FONCTIONS AU MAIRE ET AUX ADJOINTS**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Cette délibération a pour objet de déterminer le montant des indemnités majorées pour l'exercice des fonctions du Maire et des Adjoints.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DRH | CHAPITRE 6531 | / |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu les dispositions de la loi n° 92-108 du 3 février 1992, instaurant le régime fixant les taux d'indemnités des maires et adjoints, codifiées aux articles L. 2123-20 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 2123-22 du code général des collectivités territoriales qui dispose que le Conseil Municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonctions, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale et dans un second temps se prononce sur les majorations prévues au premier alinéa du présent article sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe ;

Vu l'article L. 2123-20 du code général des collectivités territoriales qui dispose que les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions d'élu local sont fixées par référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique auquel est appliqué un taux variable selon la strate démographique de la commune ;

Vu les articles L. 2123-22 et R.2123-23 du code général des collectivités territoriales qui autorisent les conseils municipaux de communes réunissant certaines conditions limitativement énumérées d'octroyer des majorations d'indemnités de fonction dans des limites précisément définies ;

Considérant que ces articles disposent que les indemnités du Maire et de ses Adjoints peuvent être majorées :
- de 20% lorsque la commune est chef-lieu d'arrondissement ;
- de 25% lorsque la commune bénéficie d'un classement en tant que commune touristique ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les majorations sont établies sur la base des indemnités dûment autorisées et réellement versées et non sur celle des indemnités maximales inscrite dans l'enveloppe ;

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, parmi les présents et les membres représentés :

- **D'APPROUVER** le versement de majorations d'indemnités de fonctions au Maire et aux Adjoints ;

- **DE DETERMINER** le montant des indemnités majorées pour l'exercice effectif des fonctions du Maire, et des Adjoints à 20 % du montant de l'indemnité de fonctions attribuée s'agissant de la majoration pour chef-lieu d'arrondissement et à 25 % pour commune touristique ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-75-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES

## Annexe de la délibération du 28 avril 2026

I/ Majorations allouées

| FONCTION | NOMBRE D'ELUS | Indemnité attribuée | Majoration 20 % | Majoration 25 % | TOTAL INDIVIDUEL | TOTAL GENERAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Maire | 1 | 3268.51 euros | 653.70 euros | 817.13 euros | 4739.34 euros | 4739.34 euros |
| 1er Adjoint avec délégation | 1 | 829.39 euros | 165.88 euros | 207.35 euros | 1202.62 euros | 1202.62 euros |
| Adjoints avec délégation | 15 | 829.39 euros | 165.88 euros | 207.35 euros | 1202.62 euros | 18 039.29 euros |
| Adjoints ayant mandat de vice-Président à la CAPG | 1 | 316.92 euros | 63.38 euros | 79.23 euros | 459.54 euros | 459.54 euros |
| Conseillers municipaux délégués de quartier | 4 | 1201.60 euros | - | - | - | 4806.39 euros |
| Conseillers municipaux délégués | 13 | 832.79 | - | - | - | 10 826.30 euros |
| Conseillers municipaux subdélégués | 2 | 549.17 euros | - | - | - | 1 098.33 euros |
| Conseillers municipaux | 8 | 184.56 euros | - | - | - | 1 476.50 euros |

II/ Crédits globaux

| Enveloppes indemnités | Montants des majorations | Total général |
|---|---|---|
| 35 063.23 euros | 7 585.07 euros | 42 648.31 euros |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-75-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **DE PRECISER** que cette majoration portant sur les indemnités allouées au Maire et aux Adjoints s'applique automatiquement en cas de revalorisation ;

- **D'ANNEXER** à la présente délibération le tableau précisant les montants majorés applicables aux membres du conseil municipal à la date de son entrée en vigueur ;

- **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget, imputation budgétaire : chapitre 6531.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 abstentions : Monsieur EUZIERE, Madame GHALOUNI, Monsieur FERRARE et Madame TONNERRE.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-76-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 76 FRAIS INHERENTS A L'EXECUTION D'UN MANDAT SPECIAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-76-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-76-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 76**

**DU 28 AVRIL 2026**

**FRAIS INHERENTS A L'EXECUTION D'UN MANDAT SPECIAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

L'article L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les fonctions de Maire, d'Adjoint, de conseiller municipal donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de mandats spéciaux. Le mandat spécial doit correspondre à une opération déterminée quant à son objet, limitée dans la durée et qui doit entrainer des déplacements inhabituels et indispensables.
Le présent rapport a pour objet de définir les modalités de prise en charge des frais inhérents à l'exécution d'un mandat spécial.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L 2123-18, qui prévoit que les fonctions de Maire, d'Adjoint, de Conseiller Municipal donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de mandats spéciaux,

Vu la délibération n° 2026-28 et 2026-30 portant élection du Maire et des adjoints au Maire,

Considérant que dans l'exercice de leur mandat, les membres du Conseil Municipal peuvent être appelés à effectuer différents types de déplacement pouvant ouvrir droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement,

Considérant que l'élu peut se voir confier un mandat spécial à savoir une mission accomplie dans l'intérêt des affaires communales ne correspondant pas à l'exécution habituelle des fonctions dont il est investi,

Considérant que l'organe délibérant a vocation à déterminer les modalités de remboursement des dépenses effectuées dans l'accomplissement des mandats spéciaux,

Considérant que, selon la règle de comptabilité publique dite du service fait, l'élu doit faire l'avance de ses frais. Le remboursement intervient à l'issue de chaque déplacement sur présentation d'un état signé par l'élu et accompagné des pièces justificatives correspondantes. A titre dérogatoire et conformément à la circulaire du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, la commune peut prendre en charge les réservations de transport directement pour éviter les avances de frais des élus.

Considérant la réalité économique dans le secteur de l'hébergement et de la restauration il est proposé d'autoriser le remboursement aux frais réels des dépenses engagées dans le cadre d'un mandat spécial sous réserve des conditions cumulatives :
- qu'une délibération du Conseil Municipal autorise l'attribution d'un mandat spécial aux élus concernés,
- que les frais remboursés répondent à un intérêt public,
- que les élus concernés soient remboursés sur présentation des justificatifs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-76-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le remboursement aux frais réels des frais engagés par les élus dans le cadre de l'exécution d'un mandat spécial à condition :
  - - qu'une délibération du Conseil Municipal autorise l'attribution d'un mandat spécial aux élus concernés,
  - - que les frais remboursés répondent à un intérêt public,
  - - que les élus concernés soient remboursés sur présentation des justificatifs.

- **INSCRIRE** les crédits correspondants au compte 6536 « Frais de représentation » des budgets 2026 et suivants.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-77-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 77 RECONDUCTION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL COMMUN A LA VILLE ET LA CAISSE DES ECOLES ET RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-77-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-77-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 77**

**DU 28 AVRIL 2026**

# RECONDUCTION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL COMMUN A LA VILLE ET LA CAISSE DES ECOLES ET RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet la reconduction d'un Comité Social Territorial (CST) commun à la Ville et la Caisse des écoles, la fixation du nombre de représentants du personnel, la décision du recueil de l'avis des représentant de la collectivité et le choix du paritarisme en son sein.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | Sans incidence budgétaire | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L. 251-5 à L.-251-10,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant qu'un Comité Social Territorial doit être créé dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents,

Considérant que par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité, un comité social territorial commun peut être mis en place lorsque l'effectif global employé est au moins de cinquante agents,

Considérant qu'il apparaît nécessaire de disposer d'un Comité Social Territorial commun compétent pour l'ensemble des agents de la commune et de la Caisse des écoles,

Considérant qu'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 200 agents,

Considérant que l'effectif constaté au 1er janvier 2026 de fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, agents contractuels de droit public et agents contractuels de droit privé, comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles 4 et 31 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 précité est de 819 agents,

Considérant la nécessité de définir le nombre de représentants du personnel et de la collectivité et le positionnement de l'assemblée délibérante sur le maintien ou non du paritarisme,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue en la matière le 10 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-77-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACTER** la création d'un Comité Social Territorial commun entre la ville et la Caisse des écoles avec l'institution en son sein d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail ;
- **FIXER** le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST à 4 ;
- **FIXER** le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein du CST à 4 ;
- **AUTORISER** le recueil de l'avis des représentants de la collectivité ;
- **FIXER** le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée à 4 ;
- **FIXER** le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein de la formation spécialisée à 4 ;
- **AUTORISER** le recueil de l'avis des représentants de la collectivité.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-78-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 78 RECONDUCTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE COMMUNE ENTRE LA VILLE DE GRASSE, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET LA CAISSE DES ECOLES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-78-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-78-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 78**

**DU 28 AVRIL 2026**

# RECONDUCTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE COMMUNE ENTRE LA VILLE DE GRASSE, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET LA CAISSE DES ECOLES

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet la reconduction de la Commission Consultative Paritaire commune entre la Ville de Grasse, le CCAS et la Caisse des Ecoles.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret 2016-1858 modifié du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux Conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique,

Vu l'arrêté ministériel du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique territoriale,

Considérant que les établissements publics communaux dont l'effectif est inférieur à trois cent cinquante agents non affiliés à un centre de gestion peuvent décider de créer auprès de la Commune une Commission Consultative Paritaire par délibérations concordantes des organes,

Considérant que ce cadre juridique de partenariat entre la Ville, le Centre Communal d'Action Sociale et la Caisse des écoles est en place depuis les élections professionnelles de 2018,

Considérant que le scrutin pour l'élection des représentants du personnel aux Commissions Consultatives Paritaires est fixé au 10 décembre 2026,

Considérant les décisions du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Grasse et de la Caisse des écoles validant la création d'une Commission Consultative Paritaire commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-78-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la reconduction des compétences de la Commission Consultative Paritaire de la Ville à l'égard de son Centre Communal d'Action Sociale et de sa Caisse des écoles.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-79-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 79 RECONDUCTION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES COMMUNES ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-79-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-79-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 79**

**DU 28 AVRIL 2026**

# RECONDUCTION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES COMMUNES ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet la reconduction des Commissions Administratives Paritaires de catégorie A, B et C communes entre la Ville de Grasse et le CCAS

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L 261-4,

Vu le décret 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'arrêté ministériel du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique territoriale,

Considérant que les établissements publics communaux dont l'effectif est inférieur à trois cent cinquante agents non affiliés à un centre de gestion peuvent décider de créer auprès de la Commune une Commission Administrative Paritaire par délibérations concordantes des organes délibérants,

Considérant que ce cadre juridique de partenariat entre la Ville et le Centre Communal d'Action Sociale est en place depuis plusieurs mandats et l'intérêt de disposer d'une Commission Administrative Paritaire unique pour chaque catégorie A, B et C compétente pour l'ensemble des agents fonctionnaires,

Considérant que le scrutin pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire est fixé au 10 décembre 2026,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la reconduction des compétences des Commissions Administratives Paritaires de la Ville à l'égard du Centre Communal d'Action Sociale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-79-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**MISE À DISPOSITION D'UN FONCTIONNAIRE Tterritorial**

---

**Convention de mise à disposition à temps non complet d'un fonctionnaire territorial de la Direction Etudes et Grands Projets de la Ville de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**

---

**ENTRE LES SOUSIGNES :**

la ville de Grasse, représentée par L'Adjointe déléguée aux ressources humaines, Madame Valérie COPIN, et autorisée à signer en vertu d'une délibération en date du 28 avril 2026, d'une part,

Dénommée ci-après, **« la Ville »**,

**ET**

la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par le Président, Monsieur Jérôme VIAUD, et autorisé à signer en vertu d'une délibération en date du XX XXXX XXXX, d'autre part,

Dénommée ci-après, **«la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse »,**

Ci-après désignées ensemble, « **les parties** »

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code Général de la fonction publique territoriale et notamment ses articles L.512-6 à L.512-15 ;

**Vu** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

**Vu** l'avis du comité social territorial de la Ville de Grasse en date du 3 février 2026 ;

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

**ARTICLE 1 : OBJET**
Conformément aux dispositions des articles L. 512-6 à L.512-15 du Code Général de la fonction publique et du décret n°2008-580 du 18 juin 2008, la Ville de Grasse met à disposition un agent de la Direction Etudes et Grands Projets auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

**ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS**
La Ville met partiellement à disposition de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, l'agent de la Direction Etudes et Grands Projets suivant afin d'exercer ses fonctions à hauteur de :

- 50 % d'un équivalent temps plein pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour Monsieur Patrick HEINRICH, ingénieur territorial.

La quotité précisée ci-dessus pourra être modifiée d'un commun accord entre les parties en fonction de l'évolution des besoins constatés de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

En vertu de la présente convention, le fonctionnaire est mis à disposition la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse en vue d'exercer les fonctions suivantes :

- Définition et mise en œuvre des outils de modernisation de la DGST,
- Suivi administratif et financier des opérations de construction et d'aménagement gérées par la Direction études et grands projets.

La Ville de Grasse continue de gérer la situation administrative de cet agent.

**ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI**
Le lieu d'exercice des missions de l'agent mis à disposition est situé :
- 8, place du 24 août – 06130 GRASSE

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse organise le travail de Monsieur Patrick HEINRICH dans les conditions suivantes : 2,5 journées de travail par semaine (soit 17h30).

Les conditions de travail de l'agent mis à disposition sont établies par la Ville.

La ville de Grasse prend également les décisions, dans les domaines énumérés ci-après et en informe la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :
- congés annuels
- congés de maladie ordinaire
- accident du travail ou maladies professionnelles

La ville de Grasse continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Elle prend enfin les décisions relatives aux congés suivants :

- congé de longue maladie,
- congé de longue durée,
- temps partiel thérapeutique,
- congé pour maternité, pour paternité ou pour adoption,
- congés de formation professionnelle notamment liés au DIF
- congé pour formation syndicale,
- congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,
- congé de représentation
- congé pour validation des acquis de l'expérience
- congé de présence parentale
- congé pour bilan de compétences

La Ville continue de gérer la carrière de l'agent mis à disposition et lui assure la formation spécifique par l'intermédiaire du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

**ARTICLE 4 : CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTIVITÉ**

Un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition est établi une fois par an par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et transmis à la Ville qui réalise l'entretien professionnel de l'agent.

**ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES MIS À DISPOSITION**

La ville de Grasse verse à Monsieur Patrick HEINRICH mis à disposition, la rémunération correspondant à son grade et à son échelon (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse peut indemniser les frais et sujétions auxquels s'exposera le fonctionnaire dans l'exercice ses fonctions.

**ARTICLE 6 : MODALITES DE REMBOURSEMENT**

Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par ville de Grasse sont remboursés par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à hauteur de 50% du temps de travail hebdomadaire de l'agent.

La Ville de Grasse supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour raisons de santé qui provient d'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que l'allocation temporaire d'invalidité.

**ARTICLE 7 : DROITS ET OBLIGATIONS**

L'agent mis à disposition demeure soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par le Code Général de la fonction publique et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la ville de Grasse. Elle peut être saisie par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Les parties déclarent avoir souscrit auprès des compagnies notoirement solvables, des polices d'assurance dont l'objet est de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles encourent du fait des activités respectives découlant de la présente convention.

En cas de faute lourde commise par l'un des parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité d l'autre partie, après avoir tenté toute démarche amiable utile dont la saisine du comité social territorial et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévue à l'article 13.

**ARTICLE 9 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er mars 2026 pour une durée initiale d'un an renouvelable deux fois.
Au terme de ces renouvellements, une nouvelle convention sera rédigée.

**ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la convention fera l'objet d'un avenant soumis au conseil municipal. En cas de modification portant sur la mise en œuvre de l'article 2, les parties conviennent que :
- la partie à l'initiative de la modification informe l'autre partie de son intention par écrit, moyennant l'observation d'un préavis de trois mois et l'envoi d'un projet d'avenant ;
- dans ce délai, le comité social territorial devra être saisi et émettre un avis dans le cas où cette modification entraînerait une modification de l'organisation ou du fonctionnement des services concernés ou une modification des conditions de travail de l'agent concerné.

**ARTICLE 11 : FIN DE LA MISE À DISPOSITION**

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 9 de la présente convention en respectant un préavis d'un mois, à la demande :
- de la ville de Grasse
- de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
- ou du fonctionnaire mis à disposition.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale d'origine et la collectivité territoriale d'accueil.
Si au terme de la mise à disposition, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la ville de Grasse, il sera placé après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, dans le respect des règles du 2ème alinéa de l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984.

**ARTICLE 12 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION**

La présente convention a été transmise le 30 janvier 2026 au fonctionnaire de la Ville de Grasse pour accord, avant sa signature.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**ARTICLE 13 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLES**

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à ta mission de conciliation prévue par l'article L211-4 du code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

**Fait à Grasse, le XX XXXX XXXX,**

Fait en deux exemplaires originaux.

**Pour la Ville de GRASSE,**

**La première adjointe au maire,**

**Valérie COPIN**

**Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,**
**Le Président,**

**Jérôme VIAUD**
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 80** **RESSOURCES HUMAINES**
**DELIBERATION N° 2026-04 DU 3 MARS 2026 RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION D'UN FONCTIONNAIRE TERRITORIAL DE LA DIRECTION ETUDES ET GRANDS PROJETS DE LA VILLE DE GRASSE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**
**RECTIFICATION D'UNE ERREUR MATERIELLE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 80**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**RESSOURCES HUMAINES**
**DELIBERATION N° 2026-04 DU 3 MARS 2026 RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION D'UN FONCTIONNAIRE TERRITORIAL DE LA DIRECTION ETUDES ET GRANDS PROJETS DE LA VILLE DE GRASSE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE - RECTIFICATION D'UNE ERREUR MATERIELLE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Dans un contexte d'évolution permanente de la réglementation et dans un souci de rationalisation des moyens et d'optimisation des ressources, il était apparu opportun de renforcer les liens entre la Ville et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Ainsi une première mise à disposition avait été mise en place à compter du 1er janvier 2023. Cette dernière arrivant à échéance, il était proposé au Conseil Municipal du 3 mars 2026 d'établir une nouvelle convention de mise à disposition. Cette dernière ayant été adoptée mais comportant une erreur matérielle sans conséquence sur le sens de la délibération, il est proposé au Conseil Municipal de corriger cette erreur par l'adoption d'une délibération rectificative.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| Direction des ressources humaines | / | / |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 novembre 1990, n° 75559, relatif à l'adoption d'une délibération rectificative d'erreur matérielle,

Vu la réponse ministérielle du 9 avril 2015 à la question n° 13074, relative à la modification d'une délibération du conseil municipal,

Vu l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux du 3 février 2009 n° 07BX02535, relatif à la légalité des délibérations bien qu'entachées d'erreurs matérielles mais non substantielles,

Considérant que l'erreur matérielle porte sur le nom de la collectivité en charge du remboursement du montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que des charges versées par la Ville de Grasse,

Considérant que l'erreur matérielle relevée dans la délibération n° 2026-04 du 3 mars 2026 constitue une erreur de forme résiduelle et qu'à ce titre elle n'entache pas d'illégalité la délibération adoptée,

Considérant qu'en présence d'une erreur matérielle sans conséquence sur le sens de la décision, le conseil municipal peut corriger une délibération en adoptant une délibération rectificative sans qu'il soit nécessaire de procéder préalablement au retrait de la délibération entachée d'une erreur matérielle,

Considérant qu'il convient de remplacer la mention : « le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges versées par Ville de Grasse sont remboursées par la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement » par la mention suivante « le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges versées par Ville de Grasse sont remboursées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse »

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-80-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant qu'à des fins de bonne tenue du registre des délibérations, il est nécessaire de procéder à la correction de cette erreur matérielle,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la rectification de la délibération n° 2026-04 du 3 mars 2026 relative à la mise à disposition d'un fonctionnaire territorial de la Direction Etudes et Grands Projets de la Ville de Grasse à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse conformément à ce qui précède.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

(Au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil)

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**COMMUNE de GRASSE**
sise Hôtel de Ville Place du Petit Puy 06130 GRASSE
Prise en la personne de son Maire en exercice domicilié en cette qualité audit siège
Dûment habilité suivant délibération du conseil municipal du 28 avril 2026

De première part

**ET** :

**3F SUD**
Société Anonyme d'HLM, au capital social de 93 300 000 Euros
Immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le n° 415 750 868
Dont le siège social est 72 Avenue de TOULON 13006 MARSEILLE
Prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

De seconde part

**IL A ETE EXPOSE, ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I – EXPOSE : Le contexte des relations entre les parties

1.

La société 3F SUD est propriétaire d'un ensemble immobilier situé avenue de la Gare 4 chemins des Capucins sur le territoire de la Commune de GRASSE.

La société se prévaut de ce que le mur soutenant son terrain ainsi que celui de la société STAFF s'est effondré.

2.

Une procédure de péril imminent a été initiée par la Commune de GRASSE.

Un rapport d'expertise judiciaire a été déposé le 14 mars 2018.

Par la suite, la Commune de GRASSE a pris un arrêté de péril imminent le 16 mars 2018 ordonnant la réalisation de mesures d'urgences : purges, mise en place de polyanes, interdiction d'accès…

3.

La société 3F SUD faisait alors intervenir la société FONDASOL pour définir les travaux confortatifs plus pérennes et, à cette occasion, elle a établi un rapport faisant notamment ressortir l'origine des désordres.

La société 3F SUD a donc sollicité auprès du Tribunal Judiciaire de GRASSE la désignation d'un expert au contradictoire de son assureur, de la SCI LA SAFF, du Conseil Départemental des ALPES-MARITIMES et de la Commune de GRASSE.

Par ordonnance du 17 décembre 2018, le juge des référés faisait droit à la demande.

Par la suite, les opérations d'expertise ont été déclarées communes à la Communauté d'Agglomération du Pays de GRASSE et à la société ENEDIS.

4.

Le 10 juin 2020, la Commune de GRASSE prenait un arrêté de péril, suivi par une mise en demeure en date du 21 décembre 2020 à l'encontre de la société 3F SUD et de la SCI LA SAFF aux fins d'exécution des mesures décrites dans l'arrêté : reconstruction d'un ouvrage définitif de soutènement.



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

5.

En parallèle, l'expertise judiciaire se poursuivait, tandis que la société 3F SUD exécutait à ses frais les travaux de reconstruction du mur.

Par ordonnance du 14 décembre 2021, la mission de l'expert judiciaire était étendue comme suit :

> - Déterminer si les terrains cédés par Monsieur Alfred PONS à la commune de GRASSE selon acte déposé le 31 mai 1911 au registre des formalités des hypothèques, correspondant aux parcelles BZ 566 et BZ 567.
>
> - Donner tous éléments permettant de déterminer le propriétaire du mur qui soutient les 2 parcelles.

L'expert judiciaire a déposé son rapport le 26 juillet 2023.

Il met en exergue un cumul de responsabilités tenant notamment au fait qu'il s'agit d'un mur très ancien de conception fragile, d'une absence de liaisonnement entre les murs, d'un système de drainage insuffisant, de l'infiltration d'eau en tête du mur liées à des fissures dans la voirie appartenant à la SCI SAAF et du passage des véhicules, dans la mise en œuvre des poteaux ENEDIS, dans la présence de végétation abondante dans la zone de rupture, de son développement racinaire.

6.

Ainsi, suivant exploit d'huissier en date du 11 octobre 2023, la société 3F SUD a assigné devant le Tribunal Judiciaire de GRASSE, la société HDI, la société LA SAFF, la compagnie PACIFICA, la Commune de GRASSE, ainsi que la société ENEDIS afin de les voir condamnées à payer :

- la somme de 501.137,70 € HT avec intérêts au taux légal à compter du 26 juillet 2023,
- la somme de 20.000 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile,
- les entiers dépens en ce compris les frais d'assignations en référé et d'expertise distraits au profit de la SELARL CABINET PIAZZESI AVOCATS sous sa due affirmation de droit.

Cette instance a été enrôlée sous le numéro 23/04795



| | **COMMUNE DE GRASSE** | **3F** |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

C'est dans ce contexte que la Commune de GRASSE a donc soulevé l'incompétence du judiciaire, par voie d'incidence, au gré du fondement invoqué par la société 3F SUD qui recherchait la responsabilité de la Commune du fait de l'exécution d'une décision administrative.

Par une ordonnance en date du 12 avril 2024, le juge de la Mise en Etat a saisi le Tribunal de céans relative à l'appartenant au Domaine Public ou Privé de la Commune de Grasse du mur de soutènement litigieux et a prononcé le sursis à statuer.

L'instance a fait l'objet d'une radiation.

Par une décision en date du 8 avril 2025, le Tribunal Administratif de Nice a répondu à la question préjudicielle que le mur de soutènement en litige appartenait au domaine public de la commune de GRASSE en ce qui concerne sa section située le long du chemin des Capucins

Un pourvoi a été formé contre cette décision qui n'a pas été admis par le Conseil d'Etat suivant décision en date du 21 juillet 2025.

7.

La société 3F a alors, par courrier en date du 1er septembre 2024, présenté une demande préalable, visant à voir la Commune de Grasse à lui payer la somme de 501.137,70 € HT avec intérêts au taux légal à compter du 26 juillet 2023.

Par courrier du 5 septembre 2025, reçu le 15 septembre 2025, la Commune a rejeté cette demande dans son intégralité.

La société 3F a saisi le Tribunal Administratif de Nice d'un recours contentieux à l'encontre de cette décision de refus, enregistré le 27 octobre 2025 sous le numéro 2506312.

Sans aucunement reconnaître le bien-fondé de la position antagoniste, mais afin de clore le litige et d'éviter l'aléa, le coût et la durée de la procédure judiciaire, les parties se sont rapprochées en cours de procédure et, à la suite de discussions entre elles et en présence de leurs Conseils respectifs, les conditions et les modalités du présent protocole d'accord transactionnel ont pu être arrêtées.

**Cet exposé fait partie intégrante de la présente convention.**



| | **COMMUNE DE GRASSE** | **3F** |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – CONVENTION : Protocole d'accord transactionnel

## Article 1.- Concessions réciproques

### a. Concessions de la COMMUNE de GRASSE

En contrepartie des concessions de la société 3F SUD, la COMMUNE de GRASSE s'engage :

- à régler à la société 3F SUD la somme globale de 501.137,70€ à titre d'indemnité globale et forfaitaire.

- S'engage à acquiescer au désistement d'instance et d'action de la société 3F introduite devant le Tribunal Judicaire de Grasse suivant assignation en date du 11 octobre 2023, anciennement enrôlée devant la 2ème Chambre civile sous le numéro 23/04795 uniquement à l'encontre de la Commune de Grasse

- S'engage à acquiescer au désistement d'instance et d'action de la société 3F sur son recours actuellement pendant devant le Tribunal Administratif de Nice enregistré sous le numéro 2506312

### b. Concessions de la société 3F SUD

En contrepartie des concessions des autres parties, la société 3F SUD s'engage :

- S'engage à procéder au désistement d'instance et d'action introduite devant le Tribunal Judicaire de Grasse suivant assignation en date du 11 octobre 2023, anciennement enrôlée devant la 2ème Chambre civile sous le numéro 23/04795 uniquement à l'encontre de la Commune de Grasse sans que cela ne porte préjudice à la subrogation conventionnelle ci-après stipulée et aux effets interruptifs des actes de procédure engagés.

- S'engage à procéder au désistement d'instance et d'action de son recours actuellement pendant devant le Tribunal Administratif de Nice enregistré sous le numéro 2506312

  Ces désistements d'instance et d'action interviennent en raison du transfert à la Commune de GRASSE, par voie de subrogation conventionnelle stipulée à



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

l'article 1 c) du présent protocole, de l'intégralité des droits, actions, recours et créances de la société 3F SUD à l'encontre des tiers responsables, il est expressément convenu que ce désistement est sans effet sur les actes interruptifs ou suspensifs de prescription accomplis antérieurement par la société 3F SUD, dont la Commune de GRASSE pourra se prévaloir en qualité de créancière subrogée

- Reconnait être définitivement rempli de tous ses droits nés ou à naître liés aux faits et procédures énoncés dans le présent protocole

- S'engage à ne pas nuire aux droits et actions de la Commune qui sera engagée par la Commune dans le cadre de la subrogation conventionnelle ci-après stipulée.

- S'engage à n'intenter aucune instance ni action à l'encontre de la Commune de GRASSE ou de ses élus ou représentants, devant quelque juridiction que ce soit, tant au plan civil, qu'administratif et pénal pour quelque raison et cause que ce soit en lien avec aux faits et procédures énoncés dans le présent protocole

### c. Subrogation conventionnelle

En application du présent protocole, la Commune de GRASSE sera subrogée de plein droit dans les droits et actions de la société 3F en lien avec aux faits et procédures énoncés dans le présent protocole, notamment à l'encontre des entités responsables assignées par la société 3F dans le cadre de l'action introduite devant le Tribunal Judicaire de Grasse suivant assignation en date du 11 octobre 2023, anciennement enrôlée devant la 2ème Chambre civile sous le numéro 23/04795 uniquement à l'encontre de la Commune de Grasse.

La société 3F SUD subroge expressément et irrévocablement la Commune de GRASSE, qui accepte, dans l'intégralité de ses droits, actions, recours et créances nés ou à naître en lien avec les désordres, faits et procédures énoncés au présent protocole, à l'encontre de l'ensemble des personnes physiques ou morales susceptibles d'être tenues à réparation, y compris les entités assignées par la société 3F SUD dans le cadre de l'instance introduite devant le Tribunal judiciaire de Grasse, anciennement enrôlée sous le numéro 23/04795, ainsi que dans le cadre de toute autre procédure engagée par la société 3F SUD en lien avec les mêmes faits.

Cette subrogation emporte transmission à la Commune de GRASSE de tous les accessoires desdites créances, notamment les sûretés, privilèges, intérêts, pénalités, ainsi que l'ensemble des actes interruptifs ou suspensifs de prescription accomplis par



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de réception préfecture : 29/04/2026

la société 3F SUD à l'encontre des tiers responsables et de leurs assureurs, dont la Commune de GRASSE pourra se prévaloir comme si ces actes avaient été accomplis en son nom et pour son compte.

Les Parties conviennent expressément que les désistements d'instance et d'action que la société 3F SUD s'engage à régulariser dans le cadre du présent protocole, notamment devant le Tribunal judiciaire de Grasse et devant le Tribunal administratif de Nice, sont sans effet sur l'interruption ou la suspension de la prescription résultant des actes de procédure antérieurement accomplis par la société 3F SUD, laquelle reconnaît que la Commune de GRASSE pourra se prévaloir de ces actes en qualité de créancière subrogée.

***

En l'état des concessions réciproques consenties et développées ci-dessus, les parties :

- Se déclarent remplies de l'entièreté de leurs droits ayant pour objet, cause ou conséquence les faits et procédures les ayant opposés, tels qu'exposés au paragraphe I. ci-dessus
- Reconnaissent qu'elles ne se doivent plus aucune somme entre elles et qu'il n'existe plus aucun litige entre elles ayant pour objet, cause ou conséquence les faits et procédures exposés au paragraphe I. ci-dessus
- Renoncent ainsi expressément, définitivement et irrévocablement, à toute demande, action ou recours, quelle qu'en soit la nature, actuelle ou future, les unes envers les autres, ayant pour objet, cause ou conséquence les faits et procédures les ayant opposés, tels qu'exposés au paragraphe I. des présentes.

## Article 2.- Frais

Il est expressément convenu que chacune des parties conservera à sa charge les frais et honoraires engagés aux fins de négociation et de régularisation du présent protocole, et également les frais, de quelque nature que ce soit, engagés par chaque partie dans le cadre des diverses procédures les ayant opposées.

## Article 3.- Portée du présent protocole

Les parties déclarent qu'elles sont pleinement satisfaites et remplies de leurs droits par les conventions ci-dessus.

De convention expresse entre les parties, il est convenu que le présent protocole d'accord est transactionnel, au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, et aura entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et, conformément à



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

l'article 2052 du Code Civil, les parties renoncent donc à l'attaquer pour quelque cause que ce soit. Elles engagent nécessairement à cet égard leurs ayants-cause et/ou ayants-droit à titre universel ou particulier.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, l'autre aura la possibilité, selon son choix :

- soit de l'y contraindre par voie judiciaire
- soit d'invoquer la nullité du présent protocole.

**Article 2044 du Code civil**

La transaction est un contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Ce contrat doit être rédigé par écrit.

**Article 2045 du Code civil**

Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou le majeur en tutelle que conformément à l'article 467 au titre " De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation " ; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément à l'article 472 au même titre.

Les établissements publics de l'Etat ne peuvent transiger qu'avec l'autorisation expresse du Premier ministre.

**Article 2046 du Code civil**

On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

**Article 2047 du Code civil**

On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

**Article 2048 du Code civil**

Les transactions se renferment dans leur objet : la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

**Article 2049 du Code civil**

Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Article 2050 du Code civil**
Si celui qui avait transigé sur un droit qu'il avait de son chef acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure.

**Article 2051 du Code civil**
La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés et ne peut être opposée par eux.

**Article 2052 du Code civil**
La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

## Article 4.- Déclarations

Chacune des parties déclare et garantit aux autres parties :

- que les informations sur sa comparution sont exactes et complètes
- qu'elle a la capacité de signer et d'exécuter les obligations qui découlent pour elle du présent Protocole
- que le présent protocole exprime l'intégralité des obligations des parties à la date de sa signature et que les concessions listées ci-dessus répondent à l'intégralité de ses prétentions
- qu'elle a eu la possibilité de formuler toutes observations sur le contenu du protocole antérieurement à sa signature
- qu'elle a parfaitement conscience de l'étendue de ses engagements au travers de la signature du présent protocole

## Article 5.- Clause de confidentialité

Les parties s'engagent à conserver aux présentes un caractère strictement confidentiel, sauf à les produire en cas de stricte nécessité devant les représentants des Administrations fiscales et sociales, des organismes sociaux, et devant les Tribunaux dans le cadre d'affaires qui intéresseraient directement les parties notamment pour permettre de bénéficier de la subrogation conventionnelle, et à charge pour celui qui est contraint de procéder à une telle communication d'en informer l'autre partie dans le délai de 8 jours par courrier RAR.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En outre, par exception et de façon strictement limitative, les parties sont autorisées en tant que de besoin, à produire le présent accord et en révéler le contenu :

- au conseil municipal et à ses membres en vue de l'obtention de l'autorisation accordée à Monsieur le Maire pour la régularisation du présent protocole ;
- aux services de la Préfecture des Alpes-Maritimes ;
- aux juridictions et aux seules personnes physiques ou morales qu'elle estime susceptibles d'être tenues à réparation, ainsi qu'à leurs assureurs, afin de justifier de sa qualité de créancière subrogée dans les droits de la société 3F SUD et de se prévaloir des actes interruptifs ou suspensifs de prescription accomplis par cette dernière. »

**Article 7.- Dispositions générales**

Les parties attestent avoir été pleinement éclairées par leurs Conseils en ce qui concerne la conclusion et les conséquences juridiques du présent protocole.

Les parties s'engagent mutuellement à une obligation particulière de bonne foi et de loyauté dans l'interprétation et l'exécution du protocole.

Le présent protocole transactionnel est soumis pour sa validité, son exécution et son interprétation au droit français et à la compétence exclusive du Tribunal .....

***

Ce document est rédigé en 10 pages, dont l'intégralité du contenu est acceptée par chacune des parties.

Les signatures doivent être accompagnées de la mention manuscrite suivante : « *Bon pour accord et transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.* »

Ce document ne comporte aucune pièce annexe.



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| COMMUNE de GRASSE<br>Par son maire en exercice dûment habilité suivant délibération du conseil municipal du xxx | |
|---|---|
| Date : ..... | |
| **Signature** | **Mention manuscrite** |
| | |

| SOCIETE 3F | |
|---|---|
| Date : ..... | |
| **Signature** | **Mention manuscrite** |
| | |



| | COMMUNE DE GRASSE | 3F |
|---|---|---|
| **Paraphes** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 81 MUR AVENUE PIERRE SEMARD**
**PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA SOCIETE 3F SUD**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 81**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**MUR PIERRE SEMARD**
**PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA SOCIETE 3 F SUD**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
La société 3 F SUD a réalisé des travaux de mise en sécurité et de reconstruction d'un mur de soutènement situé avenue Pierre Sémard. Le tribunal a affirmé que la propriété du mur était celle de la Ville. Aussi la Ville se substitue dans les droits de la société dans les procédures en cours.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | 501 137,70 euros |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code civil et notamment ses articles 2044 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté de mise en sécurité imminente en date du 16 mars 2018, ainsi que l'arrêté de péril ordinaire en date du 10 juin 2020,

Considérant qu'un mur de soutènement qui longe l'avenue Pierre Sémard (parcelle BZ 566) appartenant à la SCI LA SAFF et qui se poursuit le long du chemin des Capucins (parcelle BZ 567) appartenant à la société anonyme d'HLM 3F SUD a cédé le 11 mars 2018 sur une vingtaine de mètres et sur une hauteur de 3,50 m à 5,30 m suite à de fortes pluies. Les débris ont obstrué la chaussée publique, ce qui a nécessité la mise en place d'un balisage et d'une déviation pour sécuriser les lieux.

Considérant qu'un expert judiciaire a été désigné par le Tribunal Administratif à la demande de la commune de Grasse afin de réaliser une expertise dans le cadre d'une procédure de péril. Un arrêté de péril imminent a été pris par la commune de Grasse le 16 mars 2018, avec injonction aux propriétaires du mur de soutènement, la SA 3F IMMOBILIERE MEDITERRANEE et la SCI LA SAFF de mettre en œuvre les mesures prescrites par l'expert judiciaire : évacuation des gravats, bâchage, etc...

Considérant que la société 3F SUD a sollicité auprès du Tribunal Judiciaire de GRASSE la désignation d'un expert judiciaire au contradictoire de son assureur, de la SCI LA SAFF, du Conseil départemental des Alpes-Maritimes et de la Commune de GRASSE.

Par ordonnance du 17 décembre 2018, le juge des référés faisait droit à la demande.

Par la suite, les opérations d'expertise ont été déclarées communes à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et à la société ENEDIS.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le 10 juin 2020, la Commune de GRASSE prenait un arrêté de péril ordinaire suivi par une mise en demeure en date du 21 décembre 2020 à l'encontre de la société 3F SUD et de la SCI LA SAFF, aux fins d'exécution des mesures décrites dans l'arrêté pour la reconstruction du mur.

Considérant qu'en parallèle, l'expertise judiciaire se poursuivait, tandis que la société 3F SUD exécutait à ses frais les travaux de reconstruction du mur, étant autorisée à faire exécuter les travaux de reconstruction du mur à ses frais avancés et pour le compte de qui il appartiendra.

Considérant que la propriété du mur n'étant pas clairement établie, par ordonnance du 14 décembre 2021, la mission de l'expert judiciaire était étendue visant à donner tous éléments permettant de déterminer le propriétaire du mur qui soutient les 2 parcelles.

L'expert judiciaire a déposé son rapport le 26 juillet 2023. Celui-ci a retenu un cumul de causes tenant au fait qu'il s'agit d'un mur très ancien de conception fragile, d'une absence de liaisonnement entre les murs, d'un système de drainage insuffisant, de l'infiltration d'eau en tête du mur liées à des fissures dans la voirie appartenant à la SCI SAAF et du passage des véhicules, dans la mise en œuvre des poteaux ENEDIS, dans la présence de végétation abondante dans la zone de rupture, de son développement racinaire.

Considérant in fine que le dossier aboutira probablement à un partage de responsabilité.

Considérant que suivant exploit d'huissier en date du 11 octobre 2023, la société 3F SUD a assigné devant le Tribunal Judiciaire de Grasse la société HDI, la société LA SAFF, la compagnie PACIFICA, la Commune de GRASSE, ainsi que la société ENEDIS afin de les voir condamnées à payer :

- la somme de 501 137,70 € HT avec intérêts au taux légal à compter du 26 juillet 2023,
- la somme de 20 000 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile,
- les entiers dépens en ce compris les frais d'assignations en référé et d'expertise distraits au profit de la SELARL CABINET PIAZZESI AVOCATS sous sa due affirmation de droit.

Considérant que c'est dans ce contexte que la Commune de Grasse a soulevé l'incompétence du judiciaire, par voie d'incidence, au gré du fondement invoqué par la société 3F SUD qui recherchait la responsabilité de la Commune du fait de l'exécution d'une décision administrative. Par une ordonnance en date du 12 avril 2024, le juge de la Mise en Etat a saisi le Tribunal de céans relative à l'appartenance au Domaine Public ou Privé de la Commune de Grasse du mur de soutènement litigieux et a prononcé le sursis à statuer. L'instance a fait l'objet d'une radiation.

Considérant que par une décision en date du 8 avril 2025, le Tribunal Administratif de Nice a répondu à la question préjudicielle : le mur de soutènement en litige appartient au domaine public de la commune de Grasse. Un pourvoi a été formé contre cette décision qui n'a pas été admis par le Conseil d'Etat suivant décision en date du 21 juillet 2025.

Considérant que la société 3F a alors, par courrier en date du 1er septembre 2024, présenté une demande préalable, visant à voir la Commune de Grasse à lui payer la somme de 501 137,70 € HT avec intérêts au taux légal à compter du 26 juillet 2023.

Considérant que par courrier du 5 septembre 2025, reçu le 15 septembre 2025, la Commune a rejeté cette demande dans son intégralité.

Considérant que la société 3F a saisi le Tribunal Administratif de Nice d'un recours contentieux à l'encontre de cette décision de refus, enregistré le 27 octobre 2025 sous le numéro 2506312.

Considérant que sans aucunement reconnaître le bien-fondé de la position antagoniste, mais afin de clore le litige et d'éviter l'aléa, le coût et la durée de la procédure judiciaire, les parties se sont rapprochées en cours de procédure et, à la suite de discussions entre elles et en présence de leurs Conseils respectifs, les conditions et les modalités du protocole d'accord transactionnel annexé à la présente ont pu être arrêtées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-81-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant qu'en application du présent protocole, la Commune de Grasse sera subrogée de plein droit dans les droits et actions de la société 3F en lien avec les faits et procédures énoncés dans le présent protocole, notamment à l'encontre des entités responsables assignées par la société 3F dans le cadre de l'action introduite devant le Tribunal Judicaire de Grasse suivant assignation en date du 11 octobre 2023, anciennement enrôlée devant la 2ème Chambre civile sous le numéro 23/04795 uniquement à l'encontre de la Commune de Grasse.

Considérant que les conditions générales du contrat d'assurance de la ville stipulent que sont exclus des garanties les murs de soutènement.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le protocole d'accord transactionnel entre la Ville de Grasse et la société 3F SUD permettant à la Ville de rembourser une somme d'un montant de 501 137,70 euros, en contrepartie duquel paiement la ville est autorisée à se substituer dans les droits de ladite société ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ce protocole et tous documents nécessaires à la réalisation de la présente affaire.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Département :
ALPES MARITIMES

Commune :
GRASSE

Section : BE
Feuille : 000 BE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 20/03/2026
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

# DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

---

## PLAN DE SITUATION

---

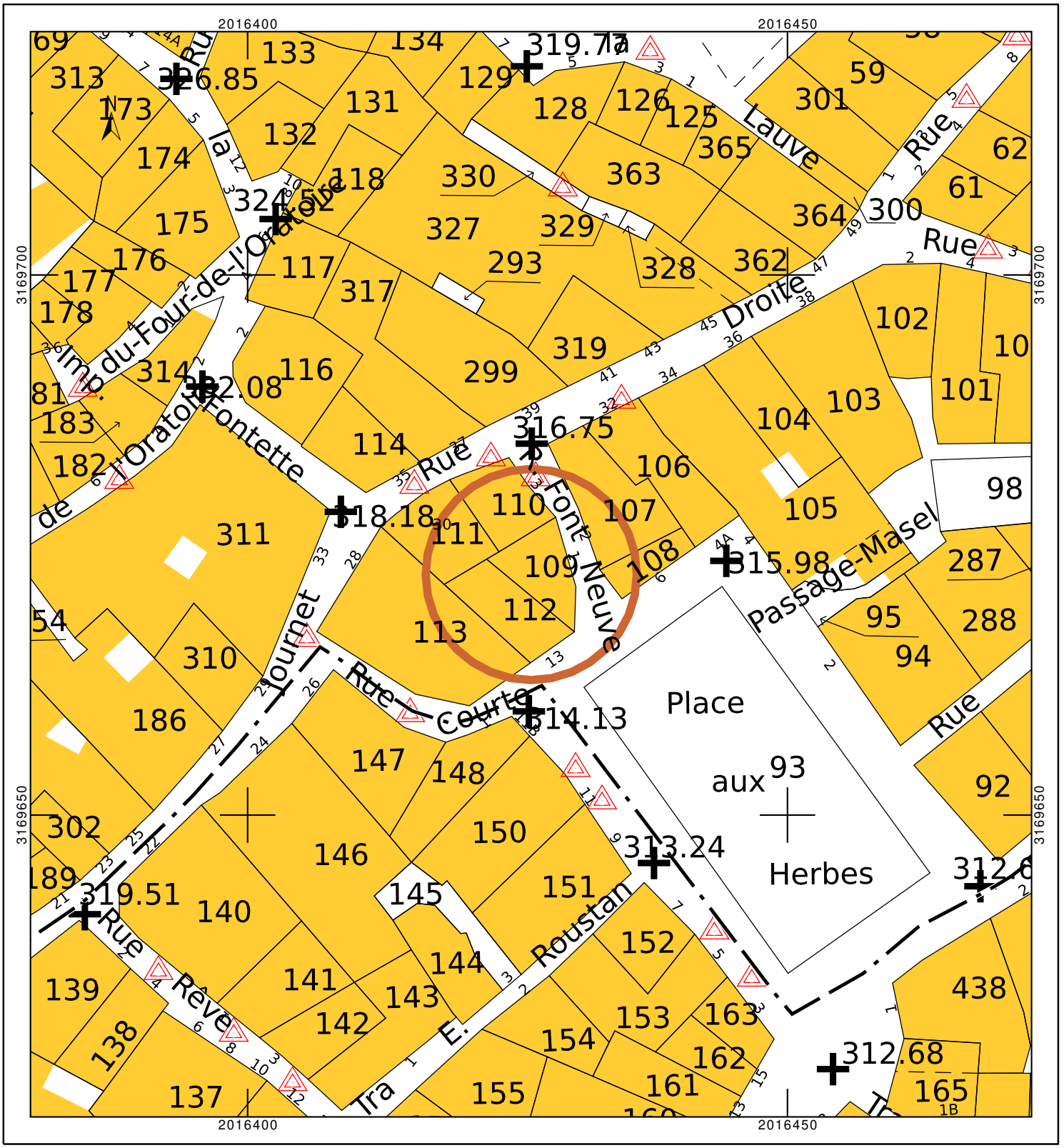
Accusé de réception en préfecture
006-210600686-20260428-2026-82-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :

CDIF GRASSE
Cité Administrative - Bâtiment CS 23150 06131
06131 GRASSE CEDEX
tél. 0493403600 -fax
cdif.grasse@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-82-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 82 BIEN SANS MAITRE 1 RUE FONT NEUVE**
**INCORPORATION DANS LE DOMAINE PRIVE DE LA COMMUNE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-82-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-82-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 82**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BIEN SANS MAITRE – 1 RUE FONT NEUVE**
**INCORPORATION DANS LE DOMAINE PRIVE DE LA COMMUNE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
En application de l'article L1123-1 1° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Commune procède à l'incorporation dans son domaine privé de biens immobiliers dont la succession est ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | | |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L1123-1 1° et L1123-2,

Vu le Code Civil et notamment son article 713,

Vu le plan de situation de la parcelle,

Considérant que l'article L1123-1 1° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques confère aux communes la possibilité d'appréhender de plein droit les biens immobiliers dont la succession est ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté,

Considérant que la Commune de Grasse a été alertée sur la situation d'un appartement présumé sans maître, à savoir le lot n° 5 de la copropriété cadastrée Section BE n° 109, sise au 1 rue Font Neuve à Grasse (06130),

Considérant qu'à la matrice cadastrale, le dernier propriétaire de ce bien est Monsieur Gustave Jérôme BAECKELANDT, né le 15 avril 1907 et Madame Madeleine WESSELS, née le 17 décembre 1905,

Considérant qu'après enquête préalable, il ressort que ces derniers sont décédés respectivement le 7 mars 1999 et le 27 novembre 1995 et qu'aucun successible ne s'est présenté à ces successions ouvertes depuis plus de trente ans,

Considérant qu'au regard de ce qui précède, est constatée la situation de bien sans maître du lot n° 5 de la copropriété cadastrée Section BE n° 109 qui peut, en application de l'article 713 du Code civil, être intégré dans les biens du domaine privé de la Commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-82-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la situation de bien sans maître du lot n° 5 de la copropriété cadastrée section BE n° 109, sise au 1 rue Font Neuve à Grasse ;
- **DECIDER** d'incorporer ledit bien dans le domaine privé de la Commune ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer pour le compte de la Commune tous documents à intervenir dans le cadre de cette procédure et notamment, la prise d'un arrêté par Monsieur le Maire constatant l'incorporation de ce bien dans le patrimoine communal et de procéder à sa publication au service de la publicité foncière aux fins d'opposabilité aux tiers.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# CONVENTION CS06

**Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains**

**(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)**

## LOCALISATION

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-CAZ-25-006486 ALIM C4- 250 KVA- AVENSIS- ENTREPOT -31 AVENUE SAINTE MARGUERITE - GRASSE - dry

Chargé de projet Enedis : DRYE Emmanuel

## PARTIES

Cette convention est signée entre :

**Enedis,**
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à la tour Enedis, 4, place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX

Représentée par La Directrice Régionale Enedis Côte d Azur Mme Béatrice PANDELIS 104, Boulevard René Cassin, 06200 Nice,

**Et**

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **.....**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-03-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Commune | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …) |
|---|---|---|---|---|---|
| Grasse | | DE | 0634 | STE MARGUERITE | |

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

## LES OUVRAGES

### 1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- 1 canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 3 m de large sur une longueur totale d'environ 8 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

### 2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

### 3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

## IMPLANTATION DES OUVRAGES

### 4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

### 5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### 6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de 26 (vingt-six euros) €.
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

### 7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## EXPLOITATION DES OUVRAGES

### 8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

### 9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

**Ce qui est interdit :**

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

**Ce qui est autorisé :**

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la règlementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

### 10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

### 11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## AUTRES ARTICLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

## 13) Les formalités

**Enregistrement**

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

**Copie pour le propriétaire**

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

**Acte authentique**

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

## 14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

## 15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

**Si la signature est manuscrite,** il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

**Si la signature est électronique,** la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

**Enedis**

Date :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Cadre réservé à Enedis**

A....., le .....

| Nom Prénom | Signature |
|---|---|
| **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du** | |

Annexe : plan de tracé des ouvrages

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# CONVENTION CS06

**Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains**

**(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)**

## LOCALISATION

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-CAZ-25-006486 ALIM C4- 250 KVA- AVENSIS- ENTREPOT -31 AVENUE SAINTE MARGUERITE - GRASSE - dry

Chargé de projet Enedis : DRYE Emmanuel

## PARTIES

Cette convention est signée entre :

**Enedis,**
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à la tour Enedis, 4, place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX

Représentée par La Directrice Régionale Enedis Côte d Azur Mme Béatrice PANDELIS 104, Boulevard René Cassin, 06200 Nice,

**Et**

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **.....**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-03-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Commune | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …) |
|---|---|---|---|---|---|
| Grasse | | DE | 0634 | STE MARGUERITE | |

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

## LES OUVRAGES

### 1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- 1 canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 3 m de large sur une longueur totale d'environ 8 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

### 2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

### 3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

## IMPLANTATION DES OUVRAGES

### 4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

### 5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### 6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de 26 (vingt-six euros) €.
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

### 7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## EXPLOITATION DES OUVRAGES

### 8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

### 9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

**Ce qui est interdit :**

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

**Ce qui est autorisé :**

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la règlementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

### 10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

### 11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## AUTRES ARTICLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

## 13) Les formalités

**Enregistrement**

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

**Copie pour le propriétaire**

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

**Acte authentique**

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

## 14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

## 15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

**Si la signature est manuscrite,** il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

**Si la signature est électronique,** la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

**Enedis**

Date :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Cadre réservé à Enedis**

A....., le .....

| Nom Prénom | Signature |
|---|---|
| **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du** | |

Annexe : plan de tracé des ouvrages

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# CONVENTION CS06

**Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains**

**(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)**

## LOCALISATION

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-CAZ-25-006486 ALIM C4- 250 KVA- AVENSIS- ENTREPOT -31 AVENUE SAINTE MARGUERITE - GRASSE - dry

Chargé de projet Enedis : DRYE Emmanuel

## PARTIES

Cette convention est signée entre :

**Enedis,**
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à la tour Enedis, 4, place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX

Représentée par La Directrice Régionale Enedis Côte d Azur Mme Béatrice PANDELIS 104, Boulevard René Cassin, 06200 Nice,

**Et**

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **.....**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-03-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Commune | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …) |
|---|---|---|---|---|---|
| Grasse | | DE | 0634 | STE MARGUERITE | |

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

## LES OUVRAGES

### 1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- 1 canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 3 m de large sur une longueur totale d'environ 8 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

### 2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

### 3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

## IMPLANTATION DES OUVRAGES

### 4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

### 5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### 6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de 26 (vingt-six euros) €.
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

### 7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## EXPLOITATION DES OUVRAGES

### 8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

### 9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

**Ce qui est interdit :**

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

**Ce qui est autorisé :**

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la règlementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

### 10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

### 11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## AUTRES ARTICLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

## 13) Les formalités

**Enregistrement**

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

**Copie pour le propriétaire**

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

**Acte authentique**

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

## 14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

## 15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

**Si la signature est manuscrite,** il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

**Si la signature est électronique,** la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

**Enedis**

Date :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Cadre réservé à Enedis**

A....., le .....

| Nom Prénom | Signature |
|---|---|
| **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du** | |

Annexe : plan de tracé des ouvrages

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# CONVENTION CS06

**Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains**

**(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)**

## LOCALISATION

Commune de : Grasse

Département : ALPES MARITIMES

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-CAZ-25-006486 ALIM C4- 250 KVA- AVENSIS- ENTREPOT -31 AVENUE SAINTE MARGUERITE - GRASSE - dry

Chargé de projet Enedis : DRYE Emmanuel

## PARTIES

Cette convention est signée entre :

**Enedis,**
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à la tour Enedis, 4, place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX

Représentée par La Directrice Régionale Enedis Côte d Azur Mme Béatrice PANDELIS 104, Boulevard René Cassin, 06200 Nice,

**Et**

Nom *: **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **HOTEL DE VILLE 0000 PL DU PETIT PUY, 06130 GRASSE**
Téléphone : **.....**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-03-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Commune | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt …) |
|---|---|---|---|---|---|
| Grasse | | DE | 0634 | STE MARGUERITE | |

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

## LES OUVRAGES

### 1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- 1 canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 3 m de large sur une longueur totale d'environ 8 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

### 2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

### 3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

## IMPLANTATION DES OUVRAGES

### 4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

### 5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### 6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de 26 (vingt-six euros) €.
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

### 7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## EXPLOITATION DES OUVRAGES

### 8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

### 9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

**Ce qui est interdit :**

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

**Ce qui est autorisé :**

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la règlementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

### 10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

### 11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## AUTRES ARTICLES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

## 13) Les formalités

**Enregistrement**

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

**Copie pour le propriétaire**

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

**Acte authentique**

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

## 14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

## 15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

**Si la signature est manuscrite,** il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

**Si la signature est électronique,** la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

**Enedis**

Date :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Cadre réservé à Enedis**

A....., le .....

| Nom Prénom | Signature |
|---|---|
| **COMMUNE DE GRASSE représenté(e) par son (sa) M VIAUD JEROME , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du** | |

Annexe : plan de tracé des ouvrages

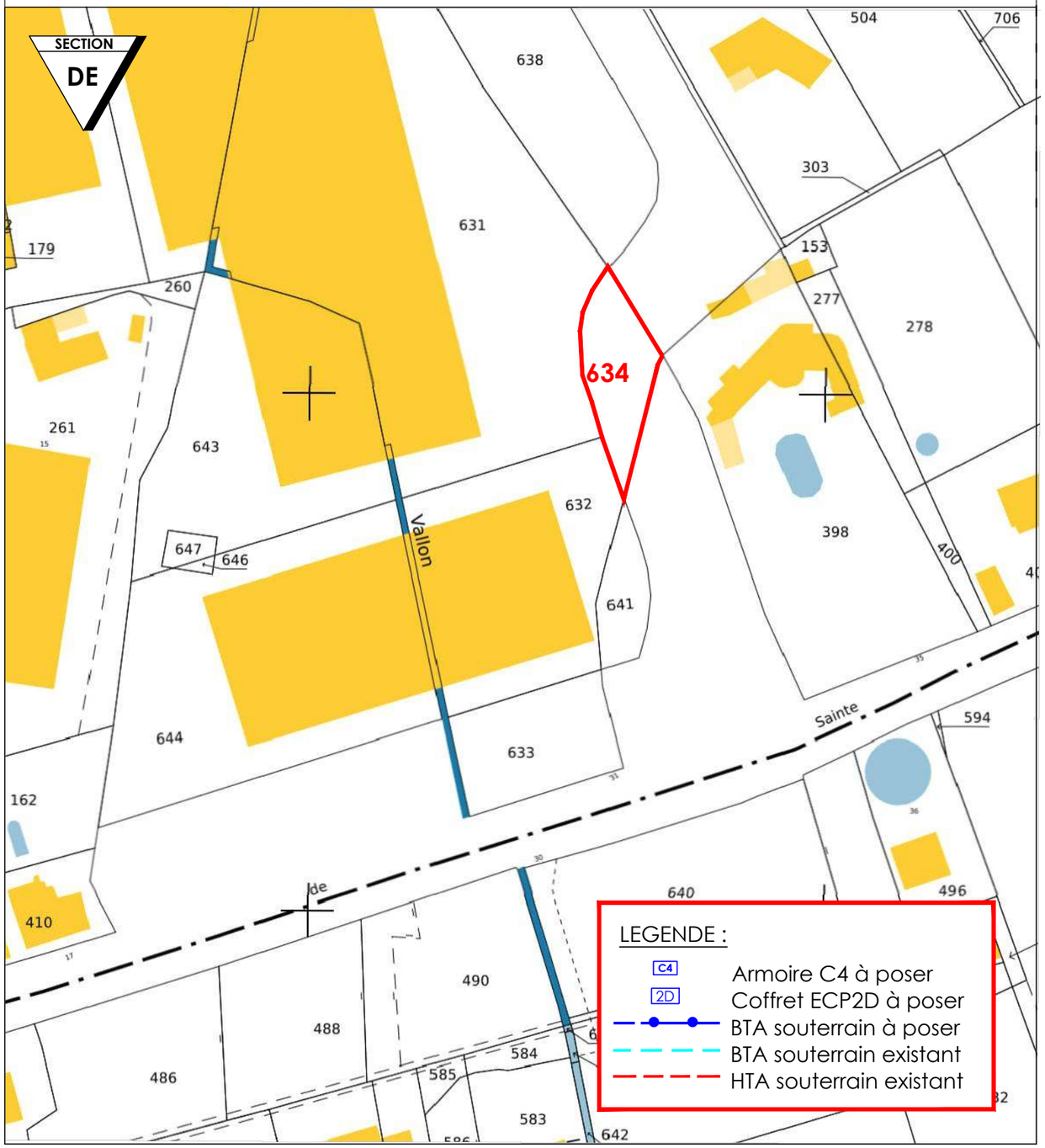
## PLAN CADASTRAL - 1/1000

# Commune de GRASSE

Nom(s) et Prénom(s) du Propriétaire :

COMMUNE DE GRASSE
HOTEL DE VILLE
0000 PL DU PETIT PUY
06130 GRASSE

*DATE :*
*SIGNATURE :*




## CROQUIS D'IMPLANTATION - 1/200

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Commune de GRASSE

Nom(s) et Prénom(s) du Propriétaire :

COMMUNE DE GRASSE
HOTEL DE VILLE
0000 PL DU PETIT PUY
06130 GRASSE

Section : DE
Parcelle : 634

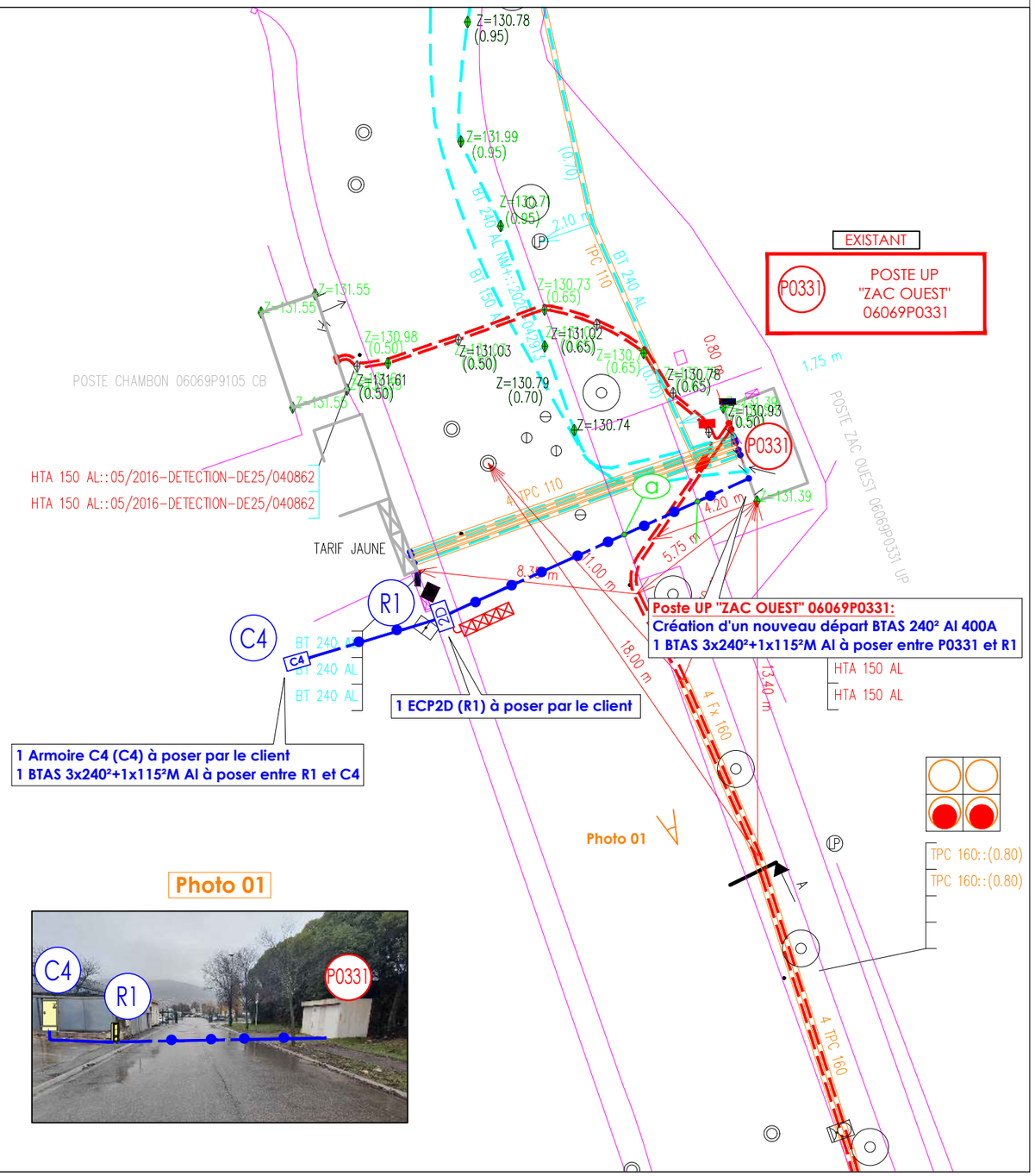



**Photo 01**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 83 RESEAUX ELECTRIQUES - SERVITUDE DE PASSAGE POUR L'ALIMENTATION ELECTRIQUE D'UNE ENTREPRISE IMPLANTEE DANS LE PARC D'ACTIVITE SAINTE-MARGUERITE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 83**

**DU 28 AVRIL 2026**

# RESEAUX ELECTRIQUES - SERVITUDE DE PASSAGE POUR L'ALIMENTATION ELECTRIQUE D'UNE ENTREPRISE IMPLANTEE DANS LE PARC D'ACTIVITE SAINTE-MARGUERITE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Fondée en 2015 à Pégomas, la société *La Miroiterie* a connu un développement significatif au cours des dernières années. Dans le cadre de son expansion, elle prévoit de s'implanter dans des locaux plus spacieux situés au sein du parc d'activités Sainte-Marguerite, à Grasse.
Pour accompagner ce déménagement, l'entreprise a sollicité le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, ENEDIS, en vue de la création d'un nouveau branchement électrique. Ce raccordement nécessite l'installation de coffrets ainsi que de canalisations souterraines sur une parcelle appartenant à la Ville de Grasse.
Afin de permettre la réalisation de ces équipements, la conclusion d'une convention de servitude de passage entre ENEDIS et la Ville de Grasse s'avère indispensable.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT |
|---|---|---|
| DGST / Service Transition Energétique et Ecologique | Recettes | 26 € |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu les articles L.323-4 à L.323-9 du Code de l'Énergie définissant les droits du concessionnaire pour l'exécution de travaux déclarés d'utilité publique,

Vu les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 prévoyant la conclusion d'une convention entre le concessionnaire et le propriétaire en vue d'établir les servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage,

Considérant que le réseau public de distribution d'électricité est exploité par Enedis,

Considérant le projet porté par Enedis visant à assurer l'alimentation électrique du bâtiment occupé par la société *La Miroiterie*,

Considérant que la réalisation de ce projet nécessite l'instauration d'une servitude destinée à permettre l'implantation d'ouvrages souterrains sur la parcelle communale cadastrée DE n° 0634 appartenant à la ville de Grasse,

Considérant qu'Enedis sollicite l'établissement d'une servitude ainsi que l'ensemble des droits d'accès et de passage y afférents,

Considérant que les travaux projetés impliquent notamment :

- L'installation pérenne, dans une bande de trois mètres de large, d'une canalisation souterraine d'environ huit mètres linéaires et de ses accessoires ;
- L'implantation éventuelle de bornes de repérage ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-83-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- La pose d'un ou plusieurs coffrets et/ou de leurs accessoires, avec mise en œuvre d'un câble en tranchée et/ou en façade.

Considérant qu'en conséquence, Enedis pourra faire accéder à la propriété communale ses agents, ou ceux d'entreprises dûment mandatées, pour la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement ou la rénovation des ouvrages installés,

Considérant que ces travaux nécessitent la formalisation d'une convention définissant les droits et obligations respectifs des parties,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Enedis à réaliser les travaux nécessaires au raccordement électrique ;
- **APPROUVER** les termes de la convention de servitudes se rapportant auxdites installations avec le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité Enedis, sur la parcelle cadastrée section DE 0634 sise sur la commune de Grasse, jointe en annexe à la présente ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention de servitudes avec Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 84** **RENOUVELLEMENT URBAIN**
**OPERATION DE RENOVATION DES FACADES SUR LE SPR**
**ET IMMEUBLES CADASTRES BH3 A BH10**
**OPERATION DE RENOVATION DES VOLETS ET FRESQUES SUR LE SPR**
**OPERATION DE RESTAURATION DES PORTES ET DES DEVANTURES COMMERCIALES**
**SUR LE SPR ET LE BOULEVARD DU JEU DE BALLON**
**VERSEMENT ET ANNULATION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 84**

**DU 28 AVRIL 2026**

**RENOUVELLEMENT URBAIN**
**OPERATION DE RENOVATION DES FACADES SUR LE SPR ET IMMEUBLES CADASTRES BH3 A BH10**
**OPERATION DE RENOVATION DES VOLETS ET FRESQUES SUR LE SPR**
**OPERATION DE RESTAURATION DES PORTES ET DES DEVANTURES COMMERCIALES**
**SUR LE SPR ET LE BOULEVARD DU JEU DE BALLON**
**VERSEMENT ET ANNULATION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisent des travaux de ravalement des façades, de restauration des portes anciennes et des portes de garage, ainsi que pour les volets, les devantures commerciales et les fresques en centre historique, classé Site Patrimonial Remarquable.
Ainsi, en s'appuyant sur l'équipe d'animation de la SPL Pays de Grasse Développement pour accompagner les propriétaires dans leur démarche et obtenir des subventions, il vous est proposé de délibérer sur le versement et l'annulation des subventions municipales correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C |
|---|---|---|
| PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | DEPENSES | **+ 12 400 €**<br>**- 12 583 €** |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2014 déterminant les règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2017 déterminant de nouvelles règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2017 élargissant le périmètre de l'opération façades aux principales rues du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2018 élargissant le périmètre de l'opération façades à l'ensemble du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 décembre 2020 prorogeant l'opération jusqu'en 2025 et regroupant les dispositifs relatifs aux travaux de ravalement des façades, de restauration des portes d'entrée sur le secteur sauvegardé ainsi que les travaux sur les devantures commerciales (rue Jean Ossola et place aux Aires) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 décembre 2021 élargissant le périmètre du dispositif d'aides à la restauration des portes d'entrée d'immeubles à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 ajoutant les portes de garage au dispositif d'aides « Portes d'entrée » et augmentant la subvention « Portes » à 700 euros maximum ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 élargissant le périmètre du dispositif d'aides aux commerces à tout le secteur sauvegardé, dès lors que des travaux de ravalement de façades sont entrepris par la copropriété ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2023 ajoutant un dispositif d'aides « Volets » à 180 euros maximum par paire de volets, uniquement pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023 élargissant le périmètre du dispositif d'aides à la rénovation des façades aux immeubles cadastrés BH3, BH4, BH5, BH6, BH7, BH8, BH9 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2023 élargissant le périmètre du dispositif d'aides aux commerces du secteur Barri/Porte Neuve ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2023 précisant les modalités de versement et d'annulation des subventions municipales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2023 annulant les dispositions prises en délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2023, ajoutant un dispositif d'aides « Volets » à 180 euros maximum par paire de volets, uniquement pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2023 ajoutant un dispositif d'aides « Volets » à 1 000 euros maximum par paire de volets en bois pour les immeubles dont les façades sont en bon état et dès lors que la totalité des volets de l'immeuble est à restaurer ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 février 2024 modifiant les conditions d'attribution et les modalités de versement de la subvention « Volets » ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2024 élargissant le périmètre du dispositif d'aides à la rénovation des façades à l'immeuble cadastré BH10 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 septembre 2025 ajoutant un dispositif d'aides « Correcteur Thermique Biosourcé - CTB » dans le périmètre du centre historique, classé Site Patrimonial Remarquable, dès lors que des travaux de ravalement de façades sont entrepris par la copropriété ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 septembre 2025 prorogeant l'opération jusqu'en 2031 et regroupant les dispositifs relatifs aux travaux de ravalement des façades sur le périmètre du centre historique classé Site Patrimonial Remarquable et des immeubles cadastrés BH3 à BH10, de restauration des volets sur le périmètre du centre historique, de restauration des portes d'entrée et de garage ainsi que les travaux sur les devantures commerciales sur le périmètre du centre historique et du boulevard du Jeu de Ballon ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2025 ajoutant un dispositif d'aides « Fresques » dans le périmètre du centre historique, classé Site Patrimonial Remarquable ;

Considérant les montants de subventionnement délibérés suivants :

- Pour les devantures commerciales : la subvention municipale représentera 50% de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 6 000 € HT soit une subvention maximale de 3 000 euros.

Sont exclus du dispositif : les exploitants de commerces saisonniers ou éphémères.

Le versement des subventions « devantures commerciales » sera toujours conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La demande de versement de la subvention pour les devantures commerciales doit être adressée dans les six mois à compter du vote de ladite subvention par le Conseil Municipal, passé ce délai la subvention sera automatiquement annulée.

- Pour la restauration des portes d'entrée d'immeubles et des portes de garage sur l'ensemble du Secteur Sauvegardé et la totalité du boulevard du Jeu de Ballon : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 1 400 € HT, soit une subvention maximale de 700 euros.

Sont exclus du dispositif : les copropriétés sous arrêté de péril ou d'insalubrité, les bailleurs sociaux, les immeubles dont l'état de dégradation de la façade est manifeste (fissures importantes, enduits dégradés ...).

Le versement des subventions portes d'entrée, de garage et de remise sera toujours conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation d'un collège composé d'un représentant du service Patrimoine, Ville d'Art et d'Histoire, et d'un représentant de Pays de Grasse Développement.
La demande de versement de la subvention pour les portes d'entrée d'immeuble, de garage ou de remise doit être adressée dans les six mois à compter du vote de ladite subvention par le Conseil Municipal, passé ce délai la subvention sera automatiquement annulée, sauf si les travaux sont en lien avec les travaux de ravalement de la façade, dans ce cas, le délai est de deux ans.

- Pour la restauration des volets : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 2 000 € HT par paire de volets soit une subvention maximale de 1 000 euros par paire de volets.

La subvention "volets" n'est pas cumulative avec la subvention "façades".

Sont exclus du dispositif : les copropriétés sous arrêté de péril ou d'insalubrité, les bailleurs sociaux, les immeubles dont l'état de dégradation de la façade est manifeste (fissures importantes, enduits dégradés ...).

Le versement de la subvention « volets » sera toujours conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.
La demande de versement de la subvention pour les volets doit être adressée dans les six mois à compter du vote de ladite subvention par le Conseil Municipal, passé ce délai la subvention sera automatiquement annulée.

- Pour la restauration des fresques : la subvention représentera 100 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 8 000 € HT par fresque.
  Le montant maximal de la subvention ne pourra donc dépasser les 8.000 € (huit mille euros) par fresque restaurée.

Le versement de la subvention « fresques » sera toujours conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.
La demande de versement de la subvention pour les fresques doit être adressée dans les six mois à compter du vote de ladite subvention par le Conseil Municipal, passé ce délai la subvention sera automatiquement annulée.

- Pour les façades : la subvention municipale représentera :
  - 40 % du montant des travaux HT plafonné, d'une part à 120 m² par façade, d'autre part selon l'état de dégradation de la façade :
    - ✓ 135 €/m² pour un simple badigeon
    - ✓ 204 €/m² pour un décroûtage partiel
    - ✓ 265 €/m² pour un décroûtage total

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

La copropriété doit obligatoirement s'attacher les services d'un maître d'œuvre pour une mission complète afin de garantir le suivi et la qualité des travaux. Cette mission comprendra notamment le contact auprès de tous les concessionnaires et le traitement de tous les réseaux apparents.

- 40 % de la mission de maîtrise d'œuvre, plafonnée à 9% du montant des travaux HT.

Le versement de la subvention « façades » sera toujours conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.

- Pour le « Correcteur Thermique Biosourcé – CTB »

La subvention municipale « CTB » représentera :

- 40 % du montant HT de l'enduit biosourcé, plafonné à 120 m² par façade,
- 20 % du montant HT de l'enduit biosourcé, pour les façades dont la superficie est supérieure à 120 m²
  - ✓ Plafond du prix subventionnable : 150 €/m² HT
  - ✓ Pour déterminer la superficie des façades, base de calcul de la subvention « CTB », seule la partie enduite de la façade sera comptabilisée, le soubassement en pierre de taille étant de facto déduit de la superficie.
  - ✓ Le maître d'œuvre devra justifier de l'épaisseur de l'enduit « CTB » posé sur la base d'un décroûtage total, retour à la pierre.
  - ✓ Les subventions « façades » et « CTB » sont indissociables et doivent obligatoirement être présentées au vote lors d'un même Conseil Municipal, excluant de fait les copropriétés ayant déjà bénéficié d'une subvention « façades ».

Le versement de la subvention « CTB » est corrélé au versement de la subvention « façades ».

La demande de versement des subventions « façades » et « CTB » doit être adressée dans les deux ans à compter du vote desdites subventions par le Conseil Municipal, passé ce délai les subventions seront automatiquement annulées.

Sur la base des factures acquittées réceptionnées, la SPL Pays de Grasse Développement contrôle et recalcule si nécessaire le montant des subventions à verser :

- ✓ si le montant des travaux facturés correspond aux devis déposés alors le montant de la subvention reste inchangé ;
- ✓ si le montant des travaux facturés est inférieur aux devis déposés alors le montant de la subvention sera recalculé à la baisse, sur le mode de calcul prévu par la DCM cadre ;
- ✓ si le montant des travaux facturés est supérieur aux devis déposés alors le montant de la subvention reste inchangé.

Sont exclus des deux dispositifs : les copropriétés sous arrêté de péril ou d'insalubrité et les bailleurs sociaux.

Les montants de ces subventions, prévus au budget de la Ville, sont détaillés ci-après :

- **Porte d'entrée 3 rue de la Vieille Boucherie - 06130 GRASSE**
  Demandeur et Bénéficiaire : PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
  - Montant total des travaux : 2 450 €
  - Subvention restauration porte : 700 €

  **Subvention porte d'entrée : 700 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

➢ **Devanture Commerciale 5 boulevard du Jeu de Ballon - 06130 GRASSE**
Demandeur et Bénéficiaire : SARL L'IMPREVU
- Montant total des travaux : 6 970 €
- Subvention devanture commerciale : 3 000€

**Subvention devanture commerciale : 3 000 €**

➢ **Fresque 5 place de la Poissonnerie - 06130 GRASSE**
Demandeur : Cabinet ROULLAND
Bénéficiaire : copropriété du 5 place de la Poissonnerie
- Montant total des travaux : 9 990 €
- Subvention restauration fresque : 8 000 €

**Subvention fresque : 8 000 €**

➢ **Porte d'entrée 22 rue Amiral de Grasse - 06130 GRASSE**
Demandeur : Cabinet ROULLAND
Bénéficiaire : copropriété du 22 rue Amiral de Grasse
- Montant total des travaux : 2 450 €
- Subvention restauration porte : 700 €

**Subvention porte d'entrée : 700 €**

Considérant que la façade du 5 place de la Poissonnerie présente des trompes l'œil et écritures publicitaires, que leur reprise dans les règles de l'art par un professionnel de la restauration exigé par l'Architecte des Bâtiments de France a eu un surcoût compensé par une subvention exceptionnelle, que cette restauration bénéficie désormais de la subvention « fresque », que dans ces conditions, il convient d'annuler le montant de cette subvention, prévue au budget de la Ville, détaillé ci-après :

➢ **Façade 5 place de la Poissonnerie - 06130 GRASSE**
Demandeur : Cabinet ROULLAND
Bénéficiaire : copropriété du 5 place de la Poissonnerie
DCM du 16 décembre 2025

**Subvention exceptionnelle façade : 4 356 €**

Par ailleurs, considérant que les travaux relatifs à la demande de subvention ci-après n'ont pas été réalisés et que les délais de validité des autorisations de travaux sont forclos et non prorogés. il convient donc d'annuler le montant de cette subvention, prévu au budget de la Ville, détaillé ci-après :

➢ **Façade 26 rue de la Fontette - 06130 GRASSE**
Demandeur : Cabinet ROULLAND
Bénéficiaire : copropriété du 26 rue de la Fontette

**Subvention totale façade : 8.227 €**

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** à procéder aux versements des subventions pour les dossiers cités ci-dessous, sur présentation des factures après contrôle par les services de la ville :

➢ **Porte d'entrée 3 rue de la Vieille Boucherie - 06130 GRASSE**
Demandeur et Bénéficiaire : PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

**Subvention porte d'entrée : 700 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-84-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **Devanture Commerciale 5 boulevard du Jeu de Ballon - 06130 GRASSE**
  Demandeur et Bénéficiaire : SARL L'IMPREVU
  **Subvention devanture commerciale : 3 000 €**

- **Fresque 5 place de la Poissonnerie - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet ROULLAND
  Bénéficiaire : copropriété du 5 place de la Poissonnerie
  **Subvention fresque : 8 000 €**

- **Porte d'entrée 22 rue Amiral de Grasse - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet ROULLAND
  Bénéficiaire : copropriété du 22 rue Amiral de Grasse
  **Subvention porte d'entrée : 700 €**

- **DIRE** que les montants précités seront imputés au budget communal.

- **AUTORISER** à procéder à l'annulation des subventions pour les dossiers cités ci-dessus :

  - **Façade 5 place de la Poissonnerie - 06130 GRASSE**
    Demandeur : Cabinet ROULLAND
    Bénéficiaire : copropriété du 5 place de la Poissonnerie
    DCM du 16 décembre 2025
    **Subvention exceptionnelle façade : 4 356 €**

  - **Façade 26 rue de la Fontette - 06130 GRASSE**
    Demandeur : Cabinet ROULLAND
    Bénéficiaire : copropriété du 26 rue de la Fontette
    DCM du 20 février 2024
    **Subvention totale façade : 8.227 €**

- **DIRE** que les montants précités seront réintégrés au budget communal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# VILLE de GRASSE

# CAHIER des PROCÉDURES GENERALES de GESTION de la DETTE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# PRÉAMBULE

Le recours à l'emprunt constitue pour la ville une ressource indispensable au financement de son programme d'investissement.

L'encours de financement est essentiellement composé de prêts classiques ou spécifiques réservés aux collectivités locales et territoriales. De plus, ces encours de financements peuvent comprendre un stock, parfois important, de produits structurés[1] (financements structurés comme swaps structurés) pour lesquels une gestion adaptée constitue un enjeu majeur afin d'assurer une politique efficace de maîtrise des risques financiers.

Un processus décisionnel et une organisation clairs et éprouvés sont des conditions essentielles pour maîtriser le coût de la dette, dont le poids peut rapidement dépasser non seulement les objectifs définis mais aussi les limites supportables en termes de gestion.

Les différentes crises financières subies ces dernières années ont mis en évidence l'importance de pratiques financières saines, lisibles et compréhensibles par tous, que ce soit en matière de levées de fonds auprès des banques ou sur les marchés ou en matière d'utilisation d'instruments financiers par intervention directe sur les marchés (« swaps structurés ») ou au travers de contrats d'emprunts (« financements structurés »).

Les principaux textes applicables en cette matière sont :

- Le CGCT ;
- Le code monétaire et financier : article 211-1 II notamment ;

S'appliquent également, en tout ou partie :

- La loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques ;
- La circulaire du 22 septembre 2004 n° NOR/ECO/R/04/60116/C relative aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La circulaire du 25 juin 2010 n° NOR IOCB1015077C relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics ;
- La loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires ;
- Le décret n° 2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours.

S'y ajoutent :

- La convention cadre FBF ;
- La directive MIF ;
- La charte de bonne conduite, dite charte « Gissler ».

[1] Sont visés sous ce vocable les emprunts « Hors Charte Gissler » et et les emprunts à taux « Complexes ».

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# SOMMAIRE

**I. INTRODUCTION ..... 4**

**II. MISSIONS ..... 4**

**III. ORGANISATION ..... 4**

- **L'Assemblée délibérante ..... 4**
- **L'Exécutif ..... 5**
- **Le Directeur Financier et le DGS ..... 5**
- **Les Services Financiers ..... 5**

**IV. GESTION de la DETTE ..... 5**

- **Définitions ..... 5**
- **Financements à Long et Moyen Terme ..... 6**
- **Gestion du risque de taux ..... 7**
- **Financements à court terme ..... 9**

**V. REPORTING ..... 9**

- **Rapport annuel ..... 9**

**VI. CONTRÔLES et MESURES de PERFORMANCES ..... 10**

**VII. LEXIQUE ..... 11**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I. INTRODUCTION

Ce document présente le cadre de gestion, les objectifs, les politiques et les modes opératoires relatifs à la dette y compris structurée : financements et swaps (« Hors Charte » et « Complexes ») de la ville.

Chaque année, ce document est revu et approuvé par l'assemblée délibérante.

## II. MISSIONS

La gestion de la dette et des taux doit répondre aux objectifs suivants :

- **Financement à Long et Moyen Terme**

  Assurer une fourniture constante et pérenne de fonds à la ville au meilleur coût en fonction des conditions de marché et prévoir la couverture des besoins futurs.

- **Gestion du risque de taux**

  Optimiser les frais financiers en gérant de façon maîtrisée la structure de taux des emprunts de la ville, en recherchant pour lesdits emprunts un niveau de taux si possible inférieur au taux initial de l'opération ou au taux budgétaire.

- **Financement à court terme**

  Assurer la trésorerie nécessaire pour faire face aux paiements dans le respect des délais imposés par la loi.

## III. ORGANISATION

L'équilibre entre les responsabilités dévolues par le CGCT à l'Assemblée délibérante et celles dévolues au Maire doit répondre à l'organisation fonctionnelle retenue. Il est, dès lors, proposé l'organisation ci-après qui, d'une part, respecte les dispositions du CGCT et des divers textes applicables et, d'autre part, répond aux impératifs de sécurité exigés par une gestion efficace de la dette.

- **L'Assemblée délibérante**

  L'assemblée délibérante a la responsabilité :

  - De décider de la politique générale de la ville en matière de dette ;
  - De déléguer, dans les limites qu'il lui appartient de fixer, ses compétences au Maire pour adapter la gouvernance de la ville au dispositif retenu ;
  - D'autoriser le maire, dans la limite de ses délégations de compétences :
    - A prévoir l'organisation de son empêchement en précisant le ou les adjoints autorisés à décider au titre des attributions déléguées ;
    - A subdéléguer sa signature au premier adjoint pour les actes nécessaires à la mise en place des emprunts, des crédits de trésorerie et des instruments de gestion de taux, ainsi que, plus généralement, des opérations utiles à la gestion de la dette. Ces actes sont listés dans le texte de la délégation.
  - D'approuver annuellement les Procédures Générales de la gestion de la dette ;
  - D'approuver annuellement la stratégie de gestion de dette à travers les règles de gestion.

  De plus, l'assemblée délibérante recevra un compte-rendu d'opération dès la première réunion suivant la réalisation de chaque opération de gestion de dette.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **L'Exécutif**

  L'exécutif a la responsabilité du suivi régulier de l'activité « gestion de la dette ». Il propose à l'assemblée délibérante les modifications éventuelles des Procédures Générales de cette fonction.

  Il valide les objectifs de la politique de gestion de la dette.

  Il effectue un suivi de l'activité et décide de la stratégie à mettre en œuvre.

  Il est l'interface entre, d'une part, l'assemblée délibérante et, d'autre part, la Direction Générale et la Direction Financière. Il est responsable du fait que la fonction « gestion de la dette » travaille en accord avec les principes généraux définis dans les Procédures Générales.

  Dans le cadre des délégations de compétences délivrées par l'assemblée délibérante, il décide et met en place les opérations nécessaires à la gestion de la dette.

- **Le Directeur Financier et le DGS**

  Ils ont la responsabilité du suivi des marchés et des opérations financières. Notamment, ils analysent pour les besoins de la gestion de la dette :

  - Les opérations de la période écoulée ;
  - L'évolution prévisible des marchés financiers et bancaires ;
  - Les orientations de gestion possibles pour la période à venir et les opérations en découlant ;
  - Les problèmes de moyens (matériels, logiciels, personnels et recours à une aide extérieure).

  En tant que de besoin, pour approfondir leur réflexion, ils se feront assister par tout service, partenaire bancaire, partenaire financier ou tiers expert qui s'avérerait nécessaire.

- **Les Services Financiers**
  - Ils mettent en œuvre la politique de « gestion de la dette » définie (classique et structurée c'est à dire « Hors Charte » et « Complexes ») ;
  - Ils assurent les contrôles administratifs, juridiques et financiers nécessaires. Pour l'exécution de ce point, ils se feront assister des Services Juridiques ;
  - Ils assurent le suivi opérationnel de l'exposition aux risques liés à l'encours ;
  - Ils déterminent la prospective budgétaire et financière (gisement de dette et emprunts nouveaux budgétés) ;
  - Ils construisent le bilan annuel de la gestion de dette (classique et structurée c'est-à-dire « Hors Charte » et « Complexes »).

## IV. GESTION de la DETTE

La gestion des risques financiers se caractérise par une approche prudente qui favorise la minimisation des risques et l'optimisation des coûts.

Le cadre de gestion des risques financiers a pour vocation de traiter des objectifs, conditions et moyens de la gestion de l'encours actuel et de celle des nouveaux emprunts.

- **Définitions**

  Seuls seront ici rappelés le sens ou la définition des termes les plus usités en matière de gestion financière de dette (opérations, produits et encours).

  - Dette classique : ce terme désigne tout emprunt (à court terme, à moyen terme ou à long terme) assorti d'un taux simple (fixe, variable, référencé ou indexé) ;
  - Swap : ce terme, employé en son sens commun, désigne les instruments financiers non structurés ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Produits structurés (« Hors Charte » et « Complexes ») : ce terme désigne tant les « crédits structurés » que les « instruments financiers structurés ». Les produits structurés conduisent à l'application de « taux structurés ».

  Les produits structurés se décomposent en deux sous-ensembles :

  - Crédits structurés (ou financements structurés) : ces crédits sont constitués de l'association indissociable d'un « contrat d'emprunt » et d'un (ou plusieurs) « instrument financier structuré »[2] ;
  - Instruments financiers structurés (communément et improprement appelés swaps) : ces instruments correspondent à la combinaison d'instruments financiers simples (« swaps » et/ou « options ») assortis d'instruments financiers conditionnés (« options complexes »).

Les termes utilisés pour la gestion de taux sont reportés dans un lexique en fin de cahier de procédures.

- **Financements à Long et Moyen Terme**

  *Assurer une fourniture constante et pérenne de fonds à la ville au meilleur coût en fonction des conditions de marché et prévoir la couverture des besoins futurs pour la période analysée par le budget et le plan à long terme.*

  *Etre en situation de pouvoir gérer des événements imprévus.*

  *Maintenir et développer la qualité de la signature de la ville sur les marchés bancaires et financiers.*

  - Les procédures concernent l'ensemble des opérations de gestion de dette :
    - La mise en place de nouveaux emprunts ;
    - Le remboursement anticipé d'emprunts existants, y compris refinancement par un nouvel emprunt ;
    - Le réaménagement d'emprunts existants quelle que soit la forme du réaménagement : modification du profil d'amortissements, rachat anticipé partiel, modification de durée d'amortissement, changement de taux (passage de taux fixe à taux variable ou vice versa).
  - La gestion du financement à Long et Moyen Terme est, avant tout, prudente et s'assure des points suivants :
    - La mise en concurrence (non soumise aux dispositions du Code des Marchés Publics[3]) sera systématique (au moins 2 propositions sauf pour les emprunts à caractéristiques spécifiques tels que certains emprunts proposés par la Banque des Territoires). Cela suppose l'établissement d'un cahier des charges précisant la stratégie, les besoins et les caractéristiques du financement recherché.

      Ce cahier des charges précisera une date limite de réception des offres. L'offre devra préciser les éventuelles clauses juridiques et fiscales spécifiques.

      Le choix de l'attributaire fera l'objet d'une simple décision de l'exécutif.
    - En principe, les financements sont mis en place préalablement à la survenance des besoins ;
    - Le niveau des financements nouveaux ne doit pas dépasser un pourcentage du besoin de financement maximal prévu et défini dans les règles de gestion ;
    - Les durées maximum et moyenne de ces financements nouveaux sont précisées dans les règles de gestion.
    - Les supports suivants pourront être utilisés :
      - Lignes de crédit confirmées d'une durée supérieure à un an utilisables par tirages d'une durée inférieure ou égale à un an ;
      - Lignes de crédit bancaire confirmées d'une durée supérieure à un an ;
      - Emprunts bancaires d'une durée supérieure à un an.

[2] Dont des options.

[3] Décret n° 2005-601 du 27 mai 2005 pris en vertu de la directive n° 2004/18/CE du 31 mars 2004.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Les nouvelles opérations

  Les sources de financement peuvent être de plusieurs natures selon les supports autorisés.

  Le choix entre les divers types de financement s'opère en fonction des opportunités, des coûts et des règles de gestion.

  Les nouveaux emprunts ne pourront être structurés (« Hors Charte » et « Complexes »), sauf autorisation spécifique de l'assemblée délibérante.

  En effet, souscrire un financement structuré intègre de manière indissociable un emprunt classique, un swap et des options. Un tel ensemble est difficile à gérer dans la mesure où il manque de souplesse.

  Il est de beaucoup préférable de souscrire un emprunt classique et d'y adosser, si les besoins de gestion le justifient, un instrument financier (swap, CAP, FLOOR…). Un tel ensemble que l'on peut appeler « opération » laisse toute la souplesse de gestion que nécessitent des interventions sur le marché financier.

  Les nouveaux emprunts seront basés soit sur un taux variable de la zone euro assorti d'une marge, soit sur le taux du Livret A assorti d'une marge, soit sur un taux fixe.

  Les taux variables sont les taux de référence utilisés par l'ensemble des établissements financiers et fixés de manière transparente par la Fédération Bancaire Européenne.

  Le nominal des emprunts sera exclusivement libellé en euros. Sauf cas particuliers, autorisés spécifiquement et au coup par coup par l'assemblée délibérante, les emprunts en devises ne sont pas autorisés.

- La gestion de l'encours

  Le portefeuille actuel d'emprunts inclut des positions dont le taux d'intérêt payé par la Ville est basé sur de multiples variables financières même si désormais elles représentent moins de 2% de notre encours.

  Afin de neutraliser les risques qu'elles induisent, ces positions seront réaménagées ou débouclées progressivement, en fonction des conditions de marché pour faire rentrer ces lignes d'emprunt dans le cadre de gestion défini.

  Chaque opération de réaménagement fera l'objet d'une analyse préalable au regard de trois critères :

  - Le coût ;
  - L'impact budgétaire ;
  - La diminution du risque.

  Dans tous les cas, la variation des marges de la contrepartie bancaire à l'occasion de chaque réaménagement devra être mesurée et contenue à l'intérieur des limites autorisées dans les règles de gestion (sauf décision spécifique d'opportunité prise par l'assemblée délibérante).

- **Gestion du risque de taux**

  Protéger le résultat de la Ville contre des mouvements contraires des taux d'intérêt, en gérant de façon maîtrisée la structure de taux des emprunts composant la dette de la ville.

  - Les procédures concernent l'ensemble des opérations de gestion de taux :
    - La mise en place d'opérations sur instruments financiers ;
    - Le réaménagement / débouclage d'opérations sur instruments financiers existants ;
    - Pour mettre en œuvre cette gestion, seule la gestion directe par la Ville est autorisée. La gestion par le biais d'un Intermédiaire financier (banques, courtiers, entreprises d'investissement) est formellement interdite.

      La mise en concurrence (non soumise aux dispositions du Code de la commande publique) sera systématique (au moins 2 propositions). Cela suppose l'établissement d'un cahier des charges précisant les besoins et caractéristiques du produit, la stratégie, les objectifs visés et/ou le prix souhaité.

      Ce cahier des charges précisera une date limite de réception des offres. L'offre précisera les clauses juridiques spécifiques.

      La procédure de mise en concurrence sera frontale. Tous (au moins 2) les établissements devront être en ligne en même temps sur la base du même cahier des charges pour que la Ville puisse choisir celui

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

qui apportera la réponse la plus appropriée (pertinence et coût).

La cotation au même moment du même produit permet une comparaison valide.

Le choix de l'attributaire fera l'objet d'une simple décision de l'exécutif.

- Gisement existant

Les procédures définies s'appliqueront à toutes les positions de la ville.

Toutefois, pour éviter de prendre des décisions préjudiciables aux intérêts de la ville (désensibilisation brutale dans des circonstances de marché inopportunes), le gisement d'instruments financiers existant (financements structurés et swaps structurés) sera mis en conformité avec ces règles dans un délai aussi court que possible à compter de l'adoption du cahier de procédures.

Cette mise en conformité doit être assurée en respectant les intérêts financiers de la Ville. Dès lors, pour les produits existants, les règles s'appliqueront avec souplesse sous surveillance de l'exécutif.

- La gestion du risque de taux est avant tout prudente et s'assure :
  - Qu'un mouvement significatif des taux d'intérêt n'aurait qu'un impact négatif limité sur le résultat financier de la ville ;
  - Que le coût global de la dette prévu au budget sera globalement respecté ou inférieur à ce coût budgété ;
  - Que le coût initial de l'élément sous-jacent ne soit pas dépassé du fait de la souscription d'instruments financiers.

- Les paramètres de gestion sont les suivants :
  - Les règles de gestion détaillent les composantes du taux budget et valorisent les objectifs de taux sur les nouveaux emprunts.
  - Les opérations de gestion sur les taux sont réalisées dans les limites :
    - De la politique définie ;
    - Des délégations de compétence ;

  - Les opérations de gestion de taux devront conduire à une répartition équilibrée du portefeuille (après intégration des instruments financiers) entre :
    - D'une part, taux fixes et taux flottants, c'est-à-dire taux révisables (type euribor) et variables (€str et ses dérivés : T4M, TAG, TAM…) ;

      L'objectif à atteindre en termes de répartition taux fixes / taux flottants pourra être recherché soit en agissant directement sur les emprunts, soit au travers de souscription d'instruments financiers. Cet objectif sera précisé chaque année dans les règles de gestion.

    - D'autre part, taux structurés (intégrés ou adossés).

      Les produits structurés (« Hors Charte » et « Complexes »), quant à eux, seront gérés par référence à la nomenclature « Gissler ». Ce principe s'applique aux nouveaux financements et aux instruments financiers qui y seront adossés, ainsi qu'aux lignes composant l'encours actuel.

      Pour les produits utilisés, les niveaux de risques selon la classification « Gissler » ne dépasseront pas C2, à la fois pour chaque ligne et pour chaque opération (une opération est le cumul d'un sous-jacent et d'un [ou plusieurs] instrument financier adossé).

- Instruments autorisés

Par principe, la Ville ne peut souscrire que des opérations de couverture. Les opérations spéculatives sont interdites.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Il est rappelé que, pour être classée en opération de couverture, une opération avec instrument financier, structurée ou non, doit répondre simultanément à tous les critères suivants :

- être adossée, c'est-à-dire présenter :
  - un sous-jacent identifié et unique (une ou plusieurs lignes de financement) existant ou raisonnablement visible (souscription décidée dans un avenir proche par l'assemblée délibérante ou l'exécutif dans le cadre des délégations de compétences),
  - une durée au plus égale à celle du sous-jacent,
  - un notionnel au plus égal au volume du sous-jacent,
  - une corrélation d'indices (échange de taux de la même courbe, par exemple),
  - un certain niveau d'efficacité (variations du sous-jacent et variations du dérivé sensiblement équivalentes en valeur absolue ; une fourchette de 80 % / 125 % est admise[4]) ;
- réduire les flux financiers liés au sous-jacent ;
- être, préalablement à sa conclusion, identifiée comme opération de couverture.

Pour les opérations structurées anciennes, Le classement des structures dérivées ouvertes[5] comportant une barrière dépend de la probabilité de franchissement de ladite barrière. Si la probabilité est faible, l'opération sera réputée de couverture.

Toute opération ne répondant pas aux critères de couverture est réputée être une opération spéculative.

Les instruments autorisés sont listés dans le cahier des règles de gestion.

En ce qu'elles mettent le vendeur en position de subir la décision de l'acheteur, les ventes d'options doivent rester exceptionnelles, être expressément autorisées par l'assemblée délibérante et doivent répondre à des objectifs clairement définis assortis de la mesure explicite des risques y associés.

- **Financements à court terme**

*Assurer la trésorerie nécessaire pour faire face aux paiements dans le respect des délais imposés par la loi.*

La Ville veillera à disposer de possibilités de mobilisation de fonds à court terme pour être en mesure de faire face à ses échéances.

Un seul outil est autorisé : la ligne de trésorerie d'une durée maximale d'un an utilisable par tirages, y compris cumulatifs, dans la limite du plafond de la ligne autorisé par l'assemblée délibérante.

Cet outil est à taux révisables (type Euribor) ou variables (€str et ses dérivés : T4M, TAG, TAM…).

## V. REPORTING

- **Rapport annuel**

Chaque année, l'assemblée délibérante recevra un rapport résumant :

- Rappel de la politique de gestion de dette définie ;
- Résumé des caractéristiques des opérations effectuées depuis le dernier rapport :
  - Dette classique amortie ;
  - Dette classique souscrite ;
  - Réaménagement de dette classique ;
  - Dette structurée (financements et swaps) amortie ;
  - Dette structurée (financements et swaps) souscrite ;

[4] Critère défini dans les normes IFRS.

[5] C'est-à-dire sans limitation dans l'évolution du taux structuré.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Dette restructurée (financements et swaps) : caractéristiques des restructurations, motivations, avantages et inconvénients ;
- Opérations dérivées annulées (retournées) : motivations, montant des soultes payées ;

- Classement des lignes d'emprunt selon la grille « Gissler » ;
- Résultats de la gestion de taux mise en œuvre
  - Etat des protections mises en place (CAP, FLOOR, …) et des niveaux des index par rapport aux barrières ;
  - Résultats comptables à chaque 31.12.nn des swaps ;
  - Taux de revient de chaque ligne structurée (intégrée ou adossée) avant structure et après structure ;
  - Répartition par types de taux (fixes, variables, structurés).

## VI. CONTRÔLES et MESURES de PERFORMANCES

*Les contrôles ont pour objet de permettre une gestion sécurisée de la dette de la Ville et d'assurer la fiabilité de l'information financière.*

Les contrôles clés de l'activité gestion de la dette sont les suivants :

- **Organisation (interne et externe) ;**
- **Procédures ;**
- **Reporting et suivi des opérations.**

  Ces contrôles seront effectués par la Direction financière assistée en tant que de besoin par un spécialiste de la gestion.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## VII. LEXIQUE

**Annulation**

Se dit d'un contrat sur produit dérivé de gré à gré faisant l'objet d'un accord entre les contreparties portant sur son annulation anticipée. Cette annulation donne généralement lieu au paiement d'une soulte d'une partie à l'autre. On dit aussi « retournement » ou « netting ».

Pour les financements structurés, on parle d'Indemnité de Retournement Anticipé (IRA).

**Arbitrage**

Profit garanti ou sans risque provenant de l'achat et de la vente simultanée d'instruments qui sont parfaitement équivalents, le premier étant moins cher que le second.

**Assignation**

Se dit du transfert d'une contrepartie « A » à une autre « B » d'un contrat sur produit dérivé de gré à gré conclu initialement entre « A » et une contrepartie tierce « C ». Le nouveau contrat, de caractéristiques identiques à celles du contrat initial, est conclu entre « B » et « C ». « A » est appelé la contrepartie sortante, « C » est la contrepartie passive car sa position sur le marché n'est pas affectée. « C » doit néanmoins donner son accord pour que l'assignation ait lieu. Le transfert du contrat donne généralement lieu au versement d'une soulte entre « A » et « B ».

**Barrières (options à)**

Option qui est annulée ou activée lorsque le sous-jacent atteint ou dépasse un niveau fixé. Les barrières peuvent être *américaines*, jouant à tout moment ou *européennes*, jouant seulement à l'expiration de l'option. Les barrières activantes sont dites IN, les barrières désactivantes sont dites OUT. (Voir Knock in / Knock out).

**Cap**

Produit optionnel garantissant à un emprunteur à taux variable un taux plafond. L'achat d'un cap fait l'objet du paiement d'une prime par l'acheteur au vendeur. Il oblige le vendeur à payer à l'acheteur le différentiel positif éventuel entre le taux variable de référence et le strike.

**Collar (tunnel)**

L'achat d'un collar est une stratégie de couverture contre la hausse des taux moyennant une participation limitée à leur baisse qui consiste en l'achat d'un cap et la vente d'un floor, dont les caractéristiques sont identiques hormis les prix d'exercice qui diffèrent, le strike du floor étant plus bas que celui du cap.

La vente du floor permet de financer tout ou partie de l'achat du cap. Si le financement est total, le collar est dit « à prime nulle ».

**Courbe**

La courbe des rendements est une représentation graphique de la structure des taux d'intérêts à terme. Elle est généralement construite en positionnant par rapport aux maturités les taux d'intérêts spot d'obligations de maturités différentes mais présentant le même facteur de risque.

Une courbe normale présente des taux à long terme plus élevés que les taux à court terme. Par ailleurs, la courbe des taux d'obligations à risque zéro est plus basse que la courbe des taux d'obligations à risque plus élevé.

La courbe peut être calculée pour des taux au pair ou pour des taux anticipés par le marché. Elle peut être également calculée pour des taux de swap, ce qui permet d'exploiter des anticipations de pentification ou d'aplatissement.

**Courus**

(Méthode de comptabilisation en intérêts courus) - Méthode d'enregistrement comptable des opérations sur les marchés de taux d'intérêts (prêts et emprunts, obligataire, swaps, options de taux, etc.) qui consiste en l'enregistrement prorata temporis sur l'exercice écoulé des intérêts payés en charges financières et des intérêts reçus en produits financiers. Cette méthode est assise sur l'enregistrement du portage. Les conditions de marché (courbe de taux et de volatilité, prix des obligations) n'interviennent pas dans le calcul du résultat.

La méthode comptable intégrant les conditions de marché est celle du mark to market (ou valeur liquidative).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**CMR, CMS, CMT**

Un Constant Maturity Swap (CMS) est un swap dans lequel on échange du Libor contre un taux de swap Long Terme (par exemple, le taux de swap 10 ans) constaté pour chaque période d'intérêts. Il est aussi appelé « Yield Curve Swap » ou « Glidind ».

Un Constant Maturity Treasury (CMT) est un swap Libor contre un taux long obligataire par exemple, le TEC 10 ans).

Constant Maturity Rate (CMR) est un terme générique pour CMS ou CMT.

**Duration**

Cette notion se définit comme étant le rapport entre la somme pondérée des valeurs actuelles des flux de revenus et de remboursements et la valeur actuelle de la somme des revenus et des remboursements.

La duration représente la durée pendant laquelle il faut garder un instrument financier pour être assuré d'obtenir un taux de rendement actuariel égal au taux facial annoncé lors de l'émission.

(voir sensibilité)

**FBF**

(Fédération Bancaire Française) - Contrat cadre servant à la négociation des produits dérivés en France. Cette convention peut être amendée par des annexes traitant des spécificités de l'une ou l'autre des contreparties. Le contrat FBF est l'équivalent français du contrat ISDA anglo-saxon (International Swaps and Derivatives Association).

**Fixing**

Valeur du taux variable constaté sur le marché dans le cadre d'un swap, d'un FRA ou d'une option.

**Floor**

Produit optionnel garantissant au prêteur à taux variable un taux plancher sur son placement. L'achat d'un floor fait l'objet du paiement d'une prime par l'acheteur au vendeur. Il assure le paiement par le vendeur à l'acheteur du différentiel positif éventuel entre le strike et le taux variable de référence.

**Forward (taux)**

Taux anticipés par le marché.

**FRA**

(Forward Rate Agreement) - Contrat à terme de taux d'intérêt. Instrument qui permet à une entreprise de se garantir immédiatement un taux d'intérêt pour une opération future de prêt ou d'emprunt à intervenir dans un délai compris entre un mois et un an. La garantie se matérialise par le versement de la différence actualisée entre le taux garanti et le taux de référence constaté. L'opération de couverture est dissociée de la mise en place effective de l'emprunt ou du prêt.

**Instruments financiers à terme** (Code monétaire et financier Art. L. 211-1 III, Art D. 211.1 A)

Sous cette notion, on regroupe généralement les instruments financiers à terme **ferme** comme les futures, les caps, les floors, les tunnels, les FRA et les swaps, ainsi que les contrats d'options.

Les instruments financiers à terme sont généralement utilisés pour prendre une position sur le risque.

Ils sont négociés sur les marchés à terme organisés (cas des futures et options listées) ou de gré à gré (options non listées, swaps, caps, floors, tunnels, FRA, …).

**Jambe**

Se dit de chaque partie constitutive d'une opération de swap de taux ou de devises correspondant respectivement à un prêt et à un emprunt. La jambe peut être à taux fixe ou à taux variable. Un contrat de swap peut avoir 2 (cas le plus général) ou 4 jambes (cas des swaps de devises).

**Mark to Market**

(Valeur liquidative) - Réévaluation au prix de marché. Technique consistant à calculer la valeur d'une ou de plusieurs transactions à partir des conditions prévalant sur le marché à un moment donné. Cette notion est un outil de gestion des portefeuilles de produits de taux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Elle est également une méthode d'enregistrement comptable des opérations sur les marchés de taux d'intérêt (prêts et emprunts, obligataire, swaps, options de taux, etc.) qui consiste en l'enregistrement sur l'exercice des variations de la valeur liquidative des opérations de taux. Les conditions de marché (courbe de taux et de volatilité, prix des obligations, etc.) interviennent dans le calcul de la valorisation.

**Notionnel**

Montant du capital sur lequel porte une opération (swap, FRA, cap, floor, swaption, etc.). Pour les opérations comportant un calendrier d'échéances, le notionnel peut être croissant (à tirages ou à capitalisation des intérêts) et/ou décroissant (à amortissements).

**Portage**

Le portage correspond à la possession effective d'un actif financier pendant une certaine période. Cet actif doit alors être financé par des emprunts qui assurent la liquidité.

On appelle également portage le différentiel entre le taux de financement sur la période et le taux de rendement de l'actif. Ce dernier peut être positif (le possesseur gagne au cours du temps) ou négatif.

Par extension, le portage sur un swap désigne le différentiel entre le taux fixe et le fixing du taux variable en cours.

**Sensibilité**

Variation de la valeur d'un instrument financier pour une variation donnée d'un paramètre entrant en compte dans la formation du prix.

Il existe une relation directe entre la sensibilité et la duration :

Sensibilité = - Duration / (1 + r)

(avec : r = taux de rendement exprimé en décimal)

**Sous-jacent**

Instrument financier dit « cash » (devises, actions, obligations, emprunts, titres divers...) sur lequel s'appuie un contrat « future » ou une option.

**Swap de taux (IRS)**

(Interest Rate Swap) **-** Opération d'échange de flux d'intérêts libellés dans une même devise. Généralement, échange de taux fixe contre taux variable. Tout autre type d'échange peut être envisagé (variable contre variable ou fixe contre fixe avec paiement éventuel d'une soulte).

**Swaption**

Option sur swap permettant de mettre en place un swap à des conditions prédéterminées.

**Taux fixe**

Se dit d'un taux figé dans un contrat. Pour un notionnel non amortissable, les flux d'intérêts qu'il engendre sont constants pendant la durée du contrat.

**Taux référencé**

Se dit d'un taux dont le niveau dépend d'index constatés à des périodes fixées. C'est typiquement le cas du taux du Livret A.

**Taux flottant**

S'applique aux taux révisables (type Euribor) et aux taux variables (€str et ses dérivés : T4M, TAG, TAM…).

**Taux variable**

Se dit d'un taux dépendant des conditions de marché. Sont appelés « variables » les flux ou les intérêts dont le montant dépend des conditions de marché. Il s'agit le plus souvent d'intérêts indexés sur une référence de marché (Libor, Euribor, etc.).

Par extension, le terme taux variables est souvent employé pour taux flottants.

Accusé de réception en préfecture 1/7
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# VILLE de GRASSE

# DÉFINITION STRATÉGIQUE de la GESTION de la DETTE

# REGLES de GESTION

Accusé de réception en préfecture 2/7
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# SOMMAIRE

**I. INTRODUCTION** ..... 3

**II. CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE (Budget Principal)** ..... 3

**III. NOUVEAUX FINANCEMENTS** ..... 3

**IV. REAMENAGEMENTS** ..... 4

**V. GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES** ..... 4

- **Instruments de gestion de taux autorisés** ..... 4
- **Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels)** ..... 4
- **Classement « Gissler » maximum** ..... 5

**VI. PARAMÈTRES de GESTION** ..... 5

- **Taux Budget** ..... 5
- **Durées** ..... 5
- **Segmentation par types de taux** ..... 6
- **Dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)** ..... 6

**VII. RÈGLES de GESTION** ..... 7

Accusé de réception en préfecture 3/7
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## I. INTRODUCTION

Le présent document reprend les points essentiels pour cadrer la gestion en application des principes définis dans le cahier de procédures générales.

Ces règles s'appliquent à la gestion de la dette du budget principal et celle du budget annexe du SPIC du crématorium pour les articles qui les concernent.

Il doit être actualisé chaque année.

## II. CRITERES d'IMPORTANCE de la DETTE DU BUDGET PRINCIPAL

La dette de la ville est qualifiée d'importante (appréciation relative ou absolue) dès lors que l'une ou l'autre des limites suivantes est atteinte ou dépassée. Le même tableau fixe également les niveaux à atteindre pour l'exercice 2026, qui tient compte notamment des hypothèses d'équilibre du budget.

- Critères structurels

| | Limites | Niveaux au 31.12.25 | Objectifs 31.12.26 |
|---|---|---|---|
| Capacité de désendettement (ratio Ville) | 12.0 ans | 9.1 ans | 10.4 ans |
| En-cours de dette / recettes de fonctionnement | 110 % | 103 % | 105 % |

Pour le calcul des ratios, il s'agit de l'encours brut.

Les ratios prévisionnels se dégradent eu égard à une baisse prévisionnelle de notre épargne brute d'une part et à la relative perte prévisionnelle de dynamique de nos recettes de fonctionnement d'autre part.

- Dette dérivée ou structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)

| | Limites | Niveaux au 31.12.25 | Objectifs 31.12.26 |
|---|---|---|---|
| En-cours de dette dérivée ou structurée / En-cours de dette totale | ≤ 3 % | 3.01 % | 1.77% |
| En-cours de dette dérivée ou structurée | ≤ 2,5 M€ | 2.29 M€ | 1.34 M€ |

La part relative de notre dette dérivée est de nouveau revue à la baisse avec l'amortissement prévu des produits hors charte et à taux complexes.

## III. NOUVEAUX FINANCEMENTS

### A – BUDGET PRINCIPAL

- Prévision des besoins

Chaque année, la direction financière prévoit le besoin de financement maximal pour l'exercice en cours et les 3 années suivantes dans le cadre d'un plan approuvé par l'exécutif. Ces éléments avait fait l'objet d'une communication précédente au rapport d'observations budgétaires.

- Paramètres de gestion

| FINANCEMENT MAXIMUM PREVU (M€) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Exercice | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Financement Maximum Prévu (FMP) | 8.52 | 7.77 | 7.57 | 6.89 |
| Plafond (120 % du FMP) | 10.22 | 9.32 | 9.08 | 8.27 |

L'exécutif doit proposer à l'assemblée délibérante un montant prévisionnel d'emprunts nouveaux (hors réaménagements et/ou refinancements) pour l'année suivante.

Accusé de réception en préfecture 4/7
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

### B – BUDGET ANNEXE SPIC DU CREMATORIUM

- Prévision des besoins

  La direction financière prévoit le besoin de financement maximal pour l'exercice en cours et celui à venir en correspondance avec le calendrier d'exécution et le délai de réalisation de l'équipement. Ces éléments avait fait l'objet d'une communication précédente au rapport d'observations budgétaires.

- Paramètres de gestion

| FINANCEMENT MAXIMUM PREVU EN M€ | | |
|---|---|---|
| Exercice | 2026 | 2027 |
| Financement Maximum Prévu (FMP) | 4.05 | 5.50 |
| Plafond (120 % du FMP) | 4.86 | 6.6 |

L'exécutif doit proposer à l'assemblée délibérante un montant prévisionnel d'emprunts nouveaux (hors réaménagements) pour l'année suivante.

## IV. REAMENAGEMENT BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE SPIC DU CREMATORIUM

En cas de réaménagement d'emprunts anciens dans le but de réduire le risque, la marge appliquée ne pourra augmenter de plus de 100 BP (1 %) le coût de revient de l'emprunt initial.

Les réaménagements d'emprunts anciens, pour d'autres motifs que la réduction du risque, ne devront pas augmenter le coût de revient de l'opération réaménagée.

## V. GESTION de TAUX : INSTRUMENTS AUTORISES BUDGET PRINCIPAL ET ANNEXE DU CREMATORIUM

- **Instruments de gestion de taux autorisés**
  - Swap de taux (échange de taux variable contre taux fixe ou l'inverse).

    Les références de taux variables seront :

    - Des taux monétaires : €str et ses dérivés (T4M, TAG, TAM), Euribor. Les taux Libor ne sont pas autorisés ;
    - Des taux longs obligataires euro : TEC 10, TMO, TME ou autres taux longs de la zone euro ;
    - Des taux de swaps : CMS, CMT.
  - CAP simples. Les FLOOR ne sont autorisés qu'en combinaison avec un CAP ;
  - COLLAR (ou tunnel : combinaison à l'origine de l'achat d'un CAP et de la vente d'un FLOOR) ;
  - Swap avec option implicite.

  Cette liste est limitative. Ainsi, ne sont pas autorisées les structures à effet de levier, les structures de pente de taux, les structures combinant taux et devises ou toute autre opération non listée ci-avant.

- **Règles d'utilisation des instruments de gestion de taux (rappels)**
  - Aucune position de produit dérivé ou structuré ne doit rester ouverte.
    La souscription de protections est préconisée. Dans ce cadre, le principe de mise en place de couvertures sous forme de garanties de taux plafond doit être appliqué.
  - Le coût des couvertures peut être allégé par des associations de Floors (perte d'opportunité autorisée).

    Les achats de CAPS pourront également être financés par des ventes d'options de swap permettant à la contrepartie de repasser la ville à taux fixe.

Accusé de réception en préfecture 5/7
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **Classement « Gissler » maximum**
  - Classement maximum : C2.

    La signification de ce classement est rappelée dans les tableaux ci-dessous (Tableaux des risques « Gissler »).

| | Indices sous-jacents |
|---|---|
| 1 | Indices zone euro. |
| 2 | Indices Inflation française ou inflation zone euro ou écarts entre ces indices. |
| 3 | Ecarts d'indices zone euro. |
| 4 | Indices hors zone euro. Ecarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro. |
| 5 | Ecarts d'indices hors zone euro. |

| | Structures |
|---|---|
| A | Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (CAP) ou encadré (tunnel). |
| B | Barrière simple. Pas d'effet de levier. |
| C | Option d'échange (swaption). |
| D | Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé. |
| E | Multiplicateur jusqu'à 5 |

- **Structures autorisées**

En dehors de celles autorisées par l'application du point précédent, les seules structures autorisées sont celles qui, adossées à une structure déjà existante dans le portefeuille de dettes, en réduisent le risque au sens II de l'article 32 de la loi du 26 juillet 2013.

*« Les collectivités territoriales peuvent déroger aux conditions prévues à l'article L. 1611-3-1 du code général des collectivités territoriales lorsque la souscription d'un emprunt ou d'un contrat financier, par la voie d'un avenant ou d'un nouveau contrat, a pour effet de réduire le risque associé à un emprunt ou un contrat financier non conforme au même article L. 1611-3-1 et qui a été souscrit avant la promulgation de la présente loi.*

*Dans le cadre de cette renégociation, les établissements de crédit concernés sont tenus de fournir, au plus tard lors de la conclusion du nouveau contrat ou de l'avenant au contrat, un document explicitant la baisse de risque induite par cette renégociation ».*

## VI. PARAMÈTRES de GESTION

### A– BUDGET PRINCIPAL

Ces paramètres de structure de dette représentent les objectifs à atteindre dans le portefeuille de dette de la ville. Ils s'appliquent à l'ensemble de la dette.

- **Taux Budget**

  Le taux budget permet une estimation des charges financières du budget.

  Les composantes du taux budget se détaillent ainsi :

| | En portefeuille 30.03.26 | Nouveaux |
|---|---|---|
| Taux moyen des lignes à taux fixes après couverture | 2.50% | 4.50 % |
| Taux moyen des lignes à taux variables après couverture | 2.75 % | 4.50 % |
| Taux moyen des lignes Hors Charte et Complexes après couverture | 3.18 % | - |

- **Durées**

| | Limites |
|---|---|
| Durée moyenne du portefeuille d'emprunts | 5.9 ans |
| Durée maximum des emprunts nouveaux de l'année n | 25 ans |
| Durée moyenne des emprunts nouveaux de l'année n | 20 ans |

Accusé de réception en préfecture 6/7
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **Segmentation par types de taux**

  Cette segmentation intègre tant les instruments classiques que les instruments financiers structurés.

  Les niveaux indiqués sont des objectifs.

| Nature des taux | Objectifs (en %) |
|---|---|
| Taux Fixes | 70 % |
| Taux flottants ou structurés (taux variables) | 30 % |

- **Dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes »)**
  - Encours maximum de dette structurée (« Hors Charte » et « Taux Complexes ») : 1,77% (par rapport au total du portefeuille de dettes).

    Pour cette analyse, les lignes de dette structurée (« Hors Charte » et « Complexes ») sont les positions résultantes des financements structurés seuls, des financements structurés swappés et des emprunts classiques swappés. Dans le cas de ligne swappées, seule la position résultante (après couverture) est à prendre en considération.

  - Contrôle des pertes

    Le total cumulé des pertes et des gains relatifs à toutes les transactions adossées à un emprunt, effectuées depuis l'origine de l'opération initiale, devra rester inférieur à 1 % du montant notionnel en constatation comptable cumulée.

    Cette règle s'applique prioritairement aux nouvelles opérations.

    Tout dépassement fera l'objet d'une décision de gestion par l'exécutif.

## B – BUDGET ANNEXE SPIC DU CREMATORIUM

Ces paramètres de structure de dette représentent les objectifs à atteindre dans le portefeuille de dette de la ville. Ils s'appliquent à l'ensemble de la dette.

- **Taux Budget**

  Le taux budget permet une estimation des charges financières du budget.

  Les composantes du taux budget se détaillent ainsi :

| | En portefeuille 30.03.26 | Nouveaux |
|---|---|---|
| Taux flottants (taux variables) | 2.34% | 3.35 |

- **Durées**

| | Limites |
|---|---|
| Durée moyenne du portefeuille d'emprunts | 2.7 ans |
| Durée maximum des emprunts nouveaux de l'année n | 40 ans |

- **Segmentation par types de taux**

  Cette segmentation intègre tant les instruments classiques que les instruments financiers structurés.

  Les niveaux indiqués sont des objectifs.

| Nature des taux | Objectifs (en %) |
|---|---|
| Taux flottants (taux variables) | 100% |

Accusé de réception en préfecture 7/7
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## VII. RÈGLES de GESTION

- Dans la perspective d'une évolution de la courbe des taux, les financements nouveaux de 2026 seront prioritairement conclus sur des taux fixes soit sur des taux révisables type Euribor.

- Pour les financements anciens comme pour les financements nouveaux, dans l'objectif de fixer des niveaux de taux longs très avantageux, seront étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variables.

  Ces opérations seront conclues soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la mise en place de swaps.

  - En l'hypothèse de la mise en place d'un swap, il sera receveur de taux variables et payeur de taux fixes (contre Euribor notamment). Il pourra être à départ décalé.
  - En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1 % (100 BP) le taux de revient de l'emprunt initial.

- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.

  Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables à des coûts acceptables pour la ville.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 85 GESTION DE LA DETTE**
**ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES**
**ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2025 - 85**

**DU 28 AVRIL 2026**

**GESTION DE LA DETTE**
**ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES**
**ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la gestion de la dette, cette délibération a pour objet :
- L'adoption du cahier des procédures générales de la gestion de la dette,
- L'adoption des règles de gestion en application des principes définis dans le cahier des procédures générales.

INCIDENCE FINANCIERE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | | |

Madame Catherine BUTTY expose :

Le recours à l'emprunt constitue pour la ville une ressource indispensable au financement de son programme d'investissement.

L'encours de financement est essentiellement composé de prêts classiques ou spécifiques réservés aux collectivités locales et territoriales.
Il comprend, de plus, des produits structurés tels que financements structurés et swaps structurés, pour lesquels une gestion adaptée constitue un enjeu majeur afin d'assurer une politique efficace de maîtrise des risques financiers.

Un processus décisionnel et une organisation claire et éprouvée sont des conditions essentielles pour maîtriser le coût de la dette dont le poids peut rapidement dépasser non seulement les objectifs définis mais aussi les limites supportables en termes de gestion.

La crise financière de 2008 a remis en évidence l'importance de pratiques financières saines, lisibles et compréhensibles par tous, que ce soit en matière de levée de fonds auprès des banques ou sur les marchés, ou en matière d'utilisation d'instruments financiers par intervention directe sur les marchés (« swaps structurés ») ou au travers de contrats d'emprunts (« financements structurés »).

En conséquence,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-21 à 2122-23,

Vu le Code Monétaire et Financier article 211-1 II notamment,

Vu la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques,

Vu la circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 relative aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-85-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Vu l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

Vu la circulaire interministérielle NOR IOCB 1015077C du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics,

Vu la loi n° 2013-672 du 23 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires,

Vu le décret n° 2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours,

Vu la convention cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme,

Vu la directive MIF concernant les marchés d'instruments financiers,

Vu la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales (CBC) dite charte GISSLER, signée le 7 décembre 2009,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER LE CAHIER DES PROCEDURES GENERALES** tel que joint à la présente délibération.

Ce document précise notamment :

- L'organisation de la gestion de la dette,
- Les principes de gestion de la dette : Financements à long terme
  Risque de taux
  Financements à court terme

Le cahier sera soumis chaque année au Conseil Municipal pour approbation, même s'il n'est pas modifié.

Un rapport annuel sera adressé au Conseil Municipal sur les opérations conduites dans ce cadre ; ce rapport dressera notamment, année par année, le bilan des opérations réalisées sur l'année en cours.

En complément de ces procédures,

- **ADOPTER** les orientations et les paramètres de gestion précisés dans le cahier de définition stratégique de la gestion de la dette et des règles de gestion tel que joints à la présente délibération.

Ces orientations et paramètres seront revus et adoptés annuellement par le Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-86-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 86 GESTION DE LA DETTE**
**DELEGATIONS DE COMPETENCES DANS LE DOMAINE DE L'EMPRUNT,**
**DES OPERATIONS UTILES A LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-86-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-86-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 86**

**DU 28 AVRIL 2026**

**GESTION DE LA DETTE**
**DELEGATIONS DE COMPETENCES DANS LE DOMAINE DE L'EMPRUNT,**
**DES OPERATIONS UTILES A LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le Conseil Municipal est compétent pour autoriser le recours à l'emprunt et les opérations de gestion de la dette.
Ces compétences peuvent être déléguées au Maire, dans le cadre strict des procédures,
Orientations et règles définies par les cahiers de gestion approuvés annuellement.
La présente délibération élargit le périmètre des délégations pour inclure, en plus des opérations de dette et de trésorerie, la souscription de produits de placement dans une logique de gestion active des excédents de trésorerie, sous réserve du respect des règles de prudence et de diversification.

INCIDENCE FINANCIERE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | | |

Madame Catherine BUTTY expose :

La ville met en œuvre une gestion de dette et de taux la conduisant à assurer le financement des besoins dans le cadre du budget et à couvrir les risques attachés aux emprunts souscrits. Cette gestion est déployée dans le cadre des orientations générales décrites tant dans le cahier des procédures générales de gestion de la dette, que dans le cahier de définition stratégique de la gestion de dette et des règles de gestion.

Le cahier de procédures générales de la gestion de la dette a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 2026-85 du 28 avril 2026. Ce cahier sera soumis chaque année au Conseil Municipal pour approbation, même s'il n'est pas modifié.

Le cahier de la définition stratégique de la gestion de la dette et des règles de gestion a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 2026-85 du 28 avril 2026. Ce cahier sera revu et adopté annuellement par le Conseil Municipal.

Vu l'article L. 2122-22 du CGCT, portant les dispositions relatives aux délégations du Conseil Municipal au Maire ;

Vu l'article L 1612-15, relatif aux dispositions financières et comptables des collectivités territoriales et notamment aux dépenses obligatoires et à l'équilibre du budget ;

Vu les articles L1618-2 et L2221-5-1 du CGCT, portant la possibilité pour les communes de déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'état des fonds explicitement énumérés à ces mêmes articles ;

Considérant que les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ont été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-86-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que conformément à l'article L. 2122-22 du CGCT, et sous réserve des dispositions de l'article L. 1612-15, le Conseil Municipal délègue au Maire les compétences suivantes :

- La réalisation d'emprunts et d'opérations de gestion de la dette ;
- La souscription de lignes de trésorerie ;
- La souscription de produits de placement pour valoriser les excédents de trésorerie, dans le respect des principes de sécurité, liquidité et rendement.

Ces délégations s'inscrivent dans une logique d'optimisation financière, tout en garantissant un contrôle a posteriori par le Conseil Municipal.

En conséquence,

**LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

De donner délégation de compétences au Maire pour, dans le cadre des procédures, des orientations et des règles de gestion définies pour le budget principal et le budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium :

- Procéder à la réalisation des emprunts bancaires classiques destinés au financement des investissements prévus dans le cadre du budget, à la réalisation d'emprunts liés à des financements dédiés et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux de change.

  Ces emprunts ne pourront pas être des financements structurés.

- Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 dans le cade des dépôts des fonds.
- Conclure des lignes de trésorerie d'un montant total ne dépassant pas 3 000 000 € et d'une durée jusqu'à 1 an avec les caractéristiques (modalités de tirage, durée des tirages, type de taux, niveau de marge) qu'il arrêtera ;
- Rembourser par anticipation les emprunts anciens y compris leur refinancement par un nouvel emprunt ;
- Modifier les plans d'amortissement des emprunts souscrits (profil et/ou durée) ;
- Modifier les taux d'emprunts existants (passage de taux fixe à taux variable ou vice versa) en fonction de la fluctuation des taux d'intérêts ;
- Compacter plusieurs emprunts ;
- Réaliser les opérations de gestion de taux (produits dérivés) autorisées uniquement à titre de couverture des emprunts souscrits en utilisant les instruments autorisés dans l'article V des règles de gestion ;

Ces opérations visent notamment à neutraliser un risque de taux d'intérêt inhérent à la volatilité des marchés, diminuer la charge d'intérêt des emprunts à taux fixe élevé assortis d'une indemnité actuarielle, diversifier la nature des indexations en fonction de l'évolution des marchés ;

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours sur lequel ils sont adossés. Elles pourront porter sur les contrats constitutifs du stock de la dette ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement inscrits en section d'investissement au budget ;

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats d'échange de taux d'intérêt ou SWAP modifiant ainsi l'exposition du ou des prêts visés, de garantie d'un taux plafond (CAP), d'un taux plancher (FLOOR), d'un taux plafond ou d'un taux plancher (COLLAR ou TUNNEL) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-86-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- Souscrire des produits de placement sans risque dans la limite :

  - D'un montant maximal de 5 M€ par opération (ou 10 M€ cumulés sur l'année),

  - D'une durée ≤ 2 ans (renouvelable sous réserve de nouvelles délibérations),

  - D'instruments classés "sans risque" ou "faible risque"

  Sont considérés comme "sans risque" ou "faible risque" :
  *Les comptes à terme garantis par un établissement de crédit noté A- ou supérieur.
  *Les OPCVM monétaires conformes au règlement européen 2017/1131 (fonds monétaires courts).
  *Les obligations souveraines émises par des États membres de l'UE notés AA- ou supérieur. Toute dérogation devra être validée par délibération spécifique.

Dans le cadre de ces délégations, le Maire rendra compte de chacune de ses actions à la première réunion du Conseil Municipal suivant la réalisation de l'opération.

Le cahier de procédures générales et les règles de gestion, objets de la délibération n° 2026-85 en date du 28 avril 2026, fixent les limites techniques d'intervention et notamment les instruments autorisés.

Les conditions de ces opérations seront reprises chaque année par Monsieur le Maire en fonction du contexte économique et financier, dans le rapport annuel de gestion de la dette en particulier.

Le Maire est autorisé à déléguer sa signature au premier adjoint au titre des attributions déléguées citées ci-avant.

Le Conseil Municipal pourra mettre fin à cette délégation à tout moment, par délibération.

- Monsieur le Maire est chargé d'accomplir toutes les démarches et les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-87-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 87 BUDGET PRINCIPAL**
**AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-87-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-87-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 87**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET PRINCIPAL**
**AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Il s'agit d'affecter au budget 2026 le résultat excédentaire cumulé de fonctionnement du budget principal de l'exercice 2025, qui se fixe à **8 684 473,57 €**.

Madame Catherine BUTTY rappelle à l'Assemblée Municipale que, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, il lui appartient d'affecter chaque année le résultat d'exploitation de l'exercice écoulé.

Vu le Compte Financier Unique 2025 de la commune statuant sur le résultat de fonctionnement de l'exercice 2025 ;

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Le Conseil Municipal,

- **AFFECTE le résultat au 31 décembre 2025, soit 8 684 473,57 € comme suit** :

| | |
|---|---|
| **Section de fonctionnement** | |
| Excédent antérieur reporté budget principal 2024 | 4 083 705,18 € |
| Résultat excédentaire de l'exercice 2025 | 4 600 768,39 € |
| **Excédent cumulé de fonctionnement au 31 décembre 2025** | **8 684 473,57 €** |
| | |
| **Section d'investissement** | |
| Déficit antérieur reporté budget principal 2024 | - 3 552 601,15 € |
| Résultat déficitaire de l'exercice 2025 | - 331 480,86 € |
| Restes à réaliser déficit ou excédent | |
| **Déficit cumulé d'investissement 2025 y compris restes à réaliser :** | **- 3 884 082,01 €** |
| | |
| **Affectation en réserves en section d'investissement (compte 1068)** | **3 884 082,01 €** |
| | |
| **Affectation en section de fonctionnement en excédent reporté (compte 002)** | **4 800 391,56 €** |

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 40 voix pour et 5 abstentions : Monsieur EUZIERE, Madame GHALOUNI, Monsieur FERRARE, Madame TONNERRE et Madame LAZREUG.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION
# BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE

# BUDGET PRIMITIF 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# SOMMAIRE

1 PRINCIPALES DISPOSITIONS DU BUDGET PRIMITIF 2026…… P. 3

2 EQUILIBRE GENERAL BUDGET 2026…….…… P. 5

3-A RECETTES DE FONCTIONNEMENT…….. P. 6

3-B DEPENSES DE FONCTIONNEMENT…….. P. 19

4 BUDGET D'INVESTISSEMENT 2026……...……..……. P. 24

5 PRINCIPAUX ELEMENTS FINANCIERS ET RATIOS……..……P. 32

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## L'ELABORATION DU BUDGET 2026 :

Cette partie du rapport présente les principales caractéristiques du projet de budget pour 2026 soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Il fait suite au débat portant sur les orientations budgétaires de 2026 présenté au Conseil Municipal du 3 mars dernier.

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

1) Les principales dispositions du budget 2026 ;
2) L'équilibre général du fonctionnement ;
3) L'équilibre général de l'investissement.

## 1) PRINCIPALES DISPOSITIONS DU BUDGET PRIMITIF 2026

Pour établir nos prévisions budgétaires, nous avons délibérément retenu des hypothèses prudentes en matière de recettes, afin de garantir la solidité de nos équilibres financiers.

Sur le volet fiscal, un choix fort a été réaffirmé par le maintien des taux communaux foncier bâti, non bâti et de taxe d'habitation et ce pour la 17e année consécutive.

Dans ce contexte, l'inscription de notre produit fiscal sera basée sur celui prévisionnel transmis par les services de l'état, hors rôles supplémentaires.

Cette décision de maintenir les taux est d'autant plus engageante que la collectivité doit faire face à des baisses importantes, sans aucune logique, de son produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires depuis deux exercices.

Cette anomalie est d'autant plus flagrante qu'entre 2024 et 2025, les bases fiscales ont diminué de plus de 15 % alors que dans le même temps les résidences secondaires ont progressé de plus de 7 % dans nos fiches notifiées pour la Dotation Globale de Fonctionnement.

Sur 2026, les bases notifiées marquent un nouveau recul d'environ 5 % entre celle réelles de 2025 et celles prévisionnelles de 2026.

Il est certain que la signature de notre engagement partenarial avec les services fiscaux pour optimiser les bases fiscales de la commune tombe à point nommé et des rendez-vous sont d'ores et déjà prévus sur le sujet afin d'apporter des corrections aux anomalies de taxation constatées, même si dans les équilibres prévus au budget ces produits supplémentaires ne sont pas forcément inscrits.
Concernant les recettes dites « conjoncturelles », nous avons également adopté une position de prudence, en minorant les prévisions. Cela concerne notamment :

- Les droits de mutation, pour lesquels aucune hausse significative n'est anticipée, d'autant plus dans un contexte géopolitique des plus incertains ;
- Les produits du domaine, dont les volumes resteront stables alors qu'un travail sur la révision de notre politique tarifaire a été engagé et que des premières propositions seront produites dès le conseil municipal du mois de juin.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

S'agissant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), sa composante principale, la dotation forfaitaire, devrait subir une nouvelle diminution très importante liée à l'abondement de l'enveloppe de péréquation dont le montant devrait quasiment quadrupler (soit 465 K€ en 2026 pour 133 K€ en 2025).
Les conséquences financières de cette diminution seront toutefois en partie compensées par la prise en compte d'une augmentation conséquente de la population DGF au 1er janvier 2026 par rapport à celle du 1er janvier 2025, représentant un produit supplémentaire d'environ 295 K€.

Du côté des dépenses, l'inflation maîtrisée nous permet d'envisager une meilleure maîtrise des coûts, particulièrement sur les budgets alloués aux services.
Cette maîtrise s'explique notamment par une baisse des coûts des fluides et notamment de l'électricité, pour laquelle nous bénéficions de l'effet cumulé des baisses de consommations et des tarifs fixés dans le cadre d'un accord cadre.

En revanche en ce qui concerne le personnel, l'augmentation des cotisations retraite (CNRACL), représentant un surcoût d'environ 500 K€, comme l'année précédente, nous imposera une rigueur accrue sur les recrutements, limités au strict nécessaire sans pour autant impacter le fonctionnement des services.

Sur le plan des charges financières, les perspectives laissent augurer une pression inflationniste des taux d'intérêt ; les volumes prévisionnels inscrits restent néanmoins dans des enveloppes similaires à celles consommées en 2025 eu égard à l'effet cumulé d'une baisse de notre encours de dette et la désensibilisation de cette dernière.

Au vu de ces éléments, notre gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement doit se poursuivre.

En ce qui concerne l'investissement, en revanche, nous maintenon une politique volontariste et ambitieuse avec un niveau de dépenses inscrit qui dépasse les 17 500 K€.

Dans les réalisations structurantes, nous noterons la poursuite de la réhabilitation du Palais Episcopal, les opérations d'amélioration et de sécurisation de notre voirie communale, les opérations de rénovation urbaine Martelly en étant la pierre angulaire, la poursuite enfin de la rénovation de l'éclairage public.

Pour financer ces projets nous pourrons compter notamment sur :

- Une épargne prévisionnelle estimée à 7 283 K€ ;
- Un niveau de soutien de nos partenaires institutionnels à travers des subventions à hauteur de 2 185 K€ ;
- Le Fonds de compensation de la TVA pour 1 750 K€ ;
- Les amendes de police à hauteur de 700 K€ ;
- Des cessions foncières valorisées à 548 K€ ;
- La taxe d'aménagement pour 400 K€.

En ce qui concerne nos objectifs de dette, nous souhaitons la stabiliser au 31 décembre 2026 au même niveau que celui constaté au 31 décembre 2025 soit 75 988 K€, même si nous saisirons toute opportunité qui nous permettrait de nouveau de réduire notre encours de dette, comme cela a été le cas pendant l'année 2025.

Le budget 2026 est construit de façon à maintenir notre trajectoire ambitieuse, à la fois prudente et volontariste et confirme notre engagement à concilier rigueur budgétaire et dynamisme investisseur, pour servir au mieux l'intérêt général et les priorités de notre territoire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 2) EQUILIBRE GENERAL BUDGET 2026

### RECETTES ET DEPENSES REELLES

| Montants en K Euros | Prévisions | Restes à réaliser | Résultat reporté | Total |
|---|---|---|---|---|
| Recettes réelles de fonctionnement | 72 224 | | 4 800 | 77 024 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 65 341 | | | 65 341 |
| **Solde** | 6 883 | | 4 800 | 11 683 |
| Recettes réelles d'investissement | 18 329 | 8 361 | | 26 691 |
| Dépenses réelles d'investissement | 26 129 | 8 361 | 3 884 | 38 374 |
| **Solde** | -7 800 | | -3 884 | -11 683 |

### RECETTES ET DEPENSES REELLES ET ORDRE

| Montants en K Euros | Prévisions | Restes à réaliser | Résultat reporté | Total |
|---|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement | 72 944 | | 4 800 | 77 744 |
| Dépenses de fonctionnement | 77 744 | | | 77 744 |
| **Solde** | -4 800 | | 4 800 | 0 |
| Recettes d'investissement | 31 703 | 8 361 | | 40 064 |
| Dépenses d'investissement | 27 819 | 8 361 | 3 884 | 40 064 |
| **Solde** | 3 884 | 0 | -3 884 | 0 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 3) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

**Tous les tableaux ont été construits en retenant le produit effectivement réalisé sur 2025, en l'occurrence, celui du compte financier unique.**

**Il est à noter en revanche que pour la maquette budgétaire, l'année 2025 retient le montant des crédits inscrits au budget primitif.**

### A) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

**La fiscalité directe**

***Proposition de budget 2026 : une gestion fiscale prudente et optimisée pour préserver les marges de manœuvre de la Ville***

Pour l'exercice 2026, les bases prévisionnelles sont fondées sur le maintien des taux communaux, en misant sur une évolution mesurée des bases fiscales, celles-ci intégrant une revalorisation forfaitaire, fixée à 0,8 % pour 2026, alignée sur l'évolution forfaitaire de la Loi de Finances ;

Nous l'évoquons à maintes reprises, la fiscalité locale constitue une ressource majeure pour le budget communal. Son pilotage exige donc une collaboration renforcée avec les services fiscaux, afin d'en maximiser l'efficacité sans alourdir la pression sur les contribuables.

La Ville avait dans ce sens formalisé un protocole d'objectifs communs avec l'administration fiscale dès 2017, définissant des méthodes de travail et des cibles précises.

En 2025, un nouvel accord partenarial encore plus engageant a été signé, marquant une volonté claire d'approfondir cette coopération, notamment pour :

- Fiabiliser les valeurs locatives, gage d'une assiette fiscale équitable et optimisée ;
- Cibler les résidences secondaires, dont le poids relatif a diminué ces dernières années, mais qui restent un gisement à fortement améliorer ;
- Élargir le contrôle aux taxes d'urbanisme, malgré la baisse tendancielle des autorisations déposées, afin de sécuriser ces recettes.

Ces actions s'inscrivent dans une démarche proactive, visant à préserver la capacité d'investissement de la collectivité tout en garantissant une fiscalité équilibrée et transparente.

En ce qui concerne les bases fiscales prévisionnelles qui viennent de nous parvenir, nous notons des évolutions disparates.

Pour les taxes foncières sur le bâti et le non bâti, une belle progression est anticipée avec en plus de l'évolution forfaitaire des bases à 0,8 %, une évolution physique qui atteint 0,55 %, signe d'un enrichissement notable de la commune.

Pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires en revanche, le constat est une nouvelle baisse prévisionnelle de son évolution inexplicable ; l'évolution forfaitaire étant également de 0,8 %, son évolution physique serait largement négative puisqu'elle atteindrait - 5,66 %.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Cette tendance se répète sur beaucoup de communes du département, un travail commun s'organise pour que les anomalies de taxation généralement constatées remontent à la Direction Départementale des Finances Publiques pour explication argumentée.

Pour le coefficient correcteur, son produit évolue en fonction de l'écart entre la perte de taxe d'habitation sur les résidences principales et le transfert des recettes du foncier bâti par le Département, son produit sur 2026 est connu.

Pour les rôles supplémentaires, nous pouvons d'ores et déjà annoncer que des résultats ont été obtenus sur le produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et plus particulièrement l'application de sa majoration.
Après analyse par la commune, il avait été constaté qu'en 2025, plus de 200 personnes morales n'étaient pas assujetties à tort à la majoration, ce constat une fois vérifié par les services compétents a permis l'émission d'un rôle supplémentaire de 145 K€ sur 2026.

Ce même travail sera répété sur les bases 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Produit taxes foncières | 28 582 | 28 968 | 386 | 1,35% |
| Produit THRS | 2 748 | 2 613 | -135 | -4,91% |
| Rôles supplémentaires | 128 | 128 | 0 | 0,00% |
| Rôles majoration Taxe habitation secondaires | | 145 | 145 | |
| Coefficient correcteur | 8 219 | 8 355 | 136 | 1,65% |
| **Produit Total** | **39 677** | **40 209** | **532** | **1,34%** |

**L'attribution de compensation**

En 2025, les dépenses liées aux eaux pluviales, prises en charge par la Communauté d'Agglomération dans le cadre du sinistre Fragonard, ont fait l'objet d'une révision à la baisse de l'attribution de compensation de 175 K€.

Pour l'exercice 2026, un élément majeur influence notre équilibre financier : la déclaration d'intérêt communautaire du Rugby. Celle-ci entraîne le transfert de la subvention allouée au Rugby Olympique de Grasse vers la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, ainsi qu'une réduction équivalente de la dotation de compensation, soit 200 K€.

Par ailleurs, concernant le transfert des services techniques, le montant de charges de 90 K€ constaté en 2025, en attente d'actualisation, est provisoirement neutralisé dans les prévisions budgétaires.

Ces ajustements, bien que structurels, s'inscrivent dans une logique de clarification des compétences entre la commune et l'intercommunalité. Ils appellent donc à une vigilance particulière dans la gestion des équilibres financiers.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Attribution de compensation | 12 794 | 12 857 | 63 | 0,49 % |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**La dotation de solidarité communautaire**

Cette dernière a été reversée par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse depuis 2025, alors qu'elle avait été précédemment supprimée.

Elle se définit par un reversement d'une partie du produit fiscal généré au niveau de la structure intercommunale vers les communes.

Nous la maintenons à un niveau constant sur 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Dotation de solidarité communautaire | 680 | 680 | 0 | 0 |

**Les autres taxes**

**Le FNGIR** permet d'assurer à chaque collectivité territoriale, par l'intermédiaire d'un prélèvement ou d'un reversement, que les ressources perçues après la suppression de la taxe professionnelle sont identiques à celles perçues avant cette suppression.

Les montants ainsi reversés à la Ville de Grasse au titre du FNGIR sont fixes et reconduits chaque année, nous retenons donc un montant strictement identique à celui perçu en 2025, soit 157 K€.

Ce produit fixe offre une stabilité aux collectivités territoriales et n'est pas structurellement pénalisant pour les contributeurs, notamment ceux qui ont connu depuis 2010 un dynamisme de leur fiscalité économique

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| FNGIR | 157 | 157 | 0 | 0 |

**Les droits de place**

Les droits de place, en tant que redevance d'occupation du domaine public, représentent un levier de ressources pour les collectivités. Leur tarification, relevant de la compétence communale, offre une marge de manœuvre stratégique pour adapter leur produit aux enjeux locaux et aux besoins de financement des services publics.

Une réflexion sur notre politique tarifaire sera donc nécessaire quant à la possibilité de la faire évoluer.

Dans l'attente nous la maintenons constante pour 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Droits de place | 31 | 30 | - 1 | - 3,23 % |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**La taxe sur les pylônes électriques**

L'article 1519 A du CGI a institué une imposition forfaitaire annuelle sur les pylônes supportant des lignes électriques dont la tension est au moins égale à 200 kilovolts.

Son évolution dépendra donc du développement des réseaux électriques sur le territoire de la commune.

Nous ne disposons pas à ce jour des informations permettant de faire progresser ce produit, ce dernier sera donc également prévu à un niveau constant sur 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Taxe sur les pylônes électriques | 39 | 39 | 0 | |

**La Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE)**

La réforme du projet de loi de finances pour 2021 a marqué un tournant déterminant dans la fiscalité locale, avec le transfert des anciennes taxes sur l'électricité vers la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité (TICFE).

Cette évolution, désormais effective, garantit une stabilité financière pour notre collectivité, tout en simplifiant la gestion de ce produit fiscal, désormais centralisé par la Direction Générale des Finances Publiques.

Le calcul de la part communale repose sur un mécanisme éprouvé, s'appuyant sur les consommations historiques des usagers.
Sur cette base, nous avons sécurisé un produit annuel de 1 260 K€ sur 2026.
Cette prévisibilité budgétaire constitue un atout majeur pour nos finances locales.

Par ailleurs, les perspectives d'évolution de cette ressource restent maîtrisées : les analyses disponibles convergent vers une diminution progressive des consommations d'électricité par les ménages et les entreprises dans les années à venir. Ainsi, aucune hausse significative du produit ne sera envisagée pour l'avenir.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Taxe consommation finale électricité | 1 257 | 1 260 | 3 | 0,24 % |

Autre produit la **Taxe sur la Publicité Extérieure (TLPE)**

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) constitue un levier financier déterminant pour les communes, qui en fixent librement les modalités d'application.

Ce dispositif s'applique à l'ensemble des entreprises exploitant des supports publicitaires fixes, visibles depuis l'espace public, qu'il s'agisse de dispositifs publicitaires, de préenseignes ou d'enseignes.

Son montant, indexé sur la démographie communale, permet d'adapter la contribution aux réalités locales.

Pour la Ville de Grasse, ce produit fiscal représente un apport annuel d'environ 300 K€, sans que nous retenions une progression sur 2026, en cohérence avec notre stratégie prudentielle de recettes inscrites.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Taxe locale publicité extérieure | 298 | 300 | 2 | 0,67% |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**La taxe de séjour**

L'absence relative d'établissements hôteliers sur notre territoire a favorisé l'essor significatif des hébergements dits *« non professionnels »*, témoignant ainsi d'une attractivité croissante et indéniable.
Cette dynamique, loin d'être fortuite, répond à une demande accrue et confirme le positionnement de notre commune comme destination prisée.

Les chiffres en attestent : notre fichier des hébergeurs recensait 400 adresses en 2024, puis plus de 450 en 2025, illustrant une progression constante. Cette tendance, déjà encourageante, laisse entrevoir un potentiel de développement encore plus marqué dans les années à venir, notamment avec l'émergence prévue d'acteurs professionnels sur ce marché.

C'est pourquoi nous estimons que cette taxe, dont le produit retenu sur 2026 est de 350 K€, est appelée à connaître une croissance significative.
Cette projection intègre d'ores et déjà l'impact déterminant de cette professionnalisation croissante, renforçant ainsi les marges de manœuvre financières de la collectivité.

Une opportunité qu'il convient de saisir pour consolider nos ressources et accompagner l'essor touristique de notre territoire.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Taxe de séjour | 336 | 350 | 14 | 4,17 % |

**Les produits des jeux**

La reprise du Casino par un nouvel exploitant constitue une opportunité déterminante pour notre collectivité, notamment au regard des recettes générées par les jeux.

Toutefois, bien que cette ressource revête un caractère exceptionnel et dépende de facteurs conjoncturels, nous avons fait le choix d'une approche prudente en stabilisant son niveau pour les années à venir. Cette décision ne reflète en rien un manque d'ambition : elle s'inscrit au contraire dans une volonté de pérenniser et d'optimiser ce levier financier sur le long terme.

À cet égard, une réévaluation du montant est d'ores et déjà prévue entre 2025 et 2026, afin de tenir compte d'une exploitation en année pleine dès cette dernière période. Cette adaptation permettra d'affiner notre projection et de mieux en mesurer le potentiel pour nos finances locales.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Produit des jeux | 64 | 100 | 36 | 56,25 % |

**Les droits de mutation à titre onéreux**

Les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) constituent, par leur poids budgétaire et leur sensibilité aux fluctuations du marché, un enjeu financier essentiel pour notre territoire. Leur suivi rigoureux s'impose chaque année, tant leur impact sur nos marges de manœuvre est significatif.

En 2022, ce produit fiscal a atteint un niveau remarquable, frôlant 4 700 K€.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Pourtant, sa dépendance aux dynamiques immobilières en fait une ressource intrinsèquement volatile. La preuve en est : entre 2022 et 2023, les DMTO ont accusé un recul de près de 19 %, suivi d'une nouvelle baisse de 20 % l'année suivante. Ces variations, aussi brutales qu'imprévisibles, soulignent la nécessité d'anticiper leurs répercussions sur nos équilibres financiers.

L'année 2025 marque cependant un infléchissement encourageant, avec un rebond tangible du marché immobilier et, par voie de conséquence, une hausse des recettes perçues. Si cette tendance se confirme, elle offre une lueur d'optimisme dans un contexte par nature incertain.

Pour autant, les projections demeurent délicates à établir.

Nos estimations, prudentes mais fondées, tablent sur un volume globalement supérieur à celui de l'année dernière, avec un volume de produit inscrit à 3 850 K€ pour 2026.

Ce niveau, bien qu'en-deçà du sommet de 2022, représenterait une amélioration notable par rapport aux exercices précédents.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Droits de mutation | 3 711 | 3 850 | 139 | 3,75% |

**La Dotation Globale de Fonctionnement**

La Dotation Forfaitaire, composante déterminante de cette dotation, repose en grande partie sur les données démographiques de l'INSEE.
Afin d'en garantir la précision, les services municipaux ont mené un travail rigoureux de recoupement entre les fichiers fiscaux et les statistiques officielles, en collaboration avec l'Institut.

Les résultats, désormais validés par l'INSEE, révèlent une révision significative de la population communale : 51 830 habitants en 2026, contre 49 508 l'année précédente.
En termes de population DGF, cette dernière est également réévaluée de 2 572 habitants supplémentaires

Cette actualisation, que nous intégrons dès à présent à nos calculs, se traduit par une augmentation importante de la dotation, soit environ 296 K€ pour 2026.

Cette hausse s'explique par le maintien de la part dynamique liée à la population, fixée à 115 € par habitant en 2025 et reconduite à l'identique pour l'exercice à venir.

Cette évolution, fruit d'une démarche proactive et d'une gestion optimisée des données, renforce les marges de manœuvre financières de notre collectivité. Elle souligne l'importance d'une veille constante sur les indicateurs démographiques pour sécuriser et maximiser nos ressources.

En revanche, l'année 2026 est marquée par une augmentation substantielle de l'écrêtement, l'Etat ne prenant plus en charge son financement.

Eu égard à ce désengagement, l'augmentation de l'écrêtement financé à hauteur de 80 % par les communes passe de 134 K€ pour 2025 à 465 K€ pour la Ville de Grasse en 2026.

Si nous n'avions pas eu cette progression de population, la DGF aurait de nouveau régressé de plus de plus de 10 % en une seule année.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Dotation forfaitaire | 3 866 | 3 697 | - 169 | - 4,37 % |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Pour ce qui concerne la Dotation de solidarité urbaine, nous ne sommes plus éligibles depuis 2017 et nous nous écartons de plus en plus chaque année des critères d'éligibilité.

Les différentes réformes effectuées et destinées à minorer la part garantie par écrêtements successifs ont des effets d'autant plus négatifs pour la Ville de Grasse, que la valeur relative de nos indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier) ne nous place plus désormais parmi les communes les plus défavorisées, puisqu'en 2024 nous nous situions au 699ème rang du classement.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Dotation de solidarité urbaine | 0 | 0 | | |

Chaque année, une interrogation déterminante se pose à nous : celle de la préservation de notre Dotation Nationale de Péréquation (DNP).
En effet, notre collectivité pourrait voir ce soutien financier s'amenuiser, dans la mesure où la progression de nos potentiels fiscal et financier dépasse la tendance moyenne observée au niveau national.

Or, l'incertitude persiste quant aux modalités concrètes de cette réforme.

Face à ce manque de visibilité, nous avions anticipé une réduction progressive de cette dotation dans les années à venir, une hypothèse qui se confirme dans la notification du montant de cette dernière qui vient de nous être notifié.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Dotation nationale de péréquation | 561 | 505 | - 56 | - 9,98 % |

**Autres dotations et participations**

Depuis 2016, les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie ouvrent droit au Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA), permettant ainsi à la Ville d'inscrire une part de ce financement en section de fonctionnement.

Ces charges, indispensables à la préservation de notre patrimoine communal, constituent désormais pour une part un levier financier.

Compte tenu de la stabilité des montants engagés ces dernières années, il apparaît pertinent de maintenir le niveau de remboursement à hauteur de 100 K€ cette année, conformément aux exercices précédents.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| FCTVA | 110 | 100 | - 10 | - 9,09 % |

**La Dotation Générale de Décentralisation**

Elle représentait la contrepartie financière des décentralisations effectuées par l'Etat avec le transfert des compétences (service communal d'hygiène et de santé et l'état civil pour l'instruction des passeports biométriques).

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Dotations générales de décentralisation | 375 | 375 | 0 | 0,00 % |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Pour les participations du Département et de la Région**,

Celles-ci dépendant fortement de l'activité évènementielle, leurs volumes évolueront en adéquation et c'est donc pour cela que nous limiterons leur inscription à 180 K€, à comparer aux 186 K€ d'encaissements sur 2025.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Participation département et région | 186 | 180 | -6 | -3,23% |

En ce qui concerne les participations des communes du Groupement FP (fiscalité propre) ou hors groupement, elles sont liées aux conventions qui nous lient avec les autres communes pour l'hébergement des élèves grassois ; 92 K€ sont prévus dans la lignée du produit perçu sur 2025.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Communes du GFP | 54 | 54 | 0 | 1,85 % |
| Communes hors GFP | 37 | 38 | 1 | 2,70% |

**Participations CAF jeunesse**

Depuis le 1er janvier 2020, il n'était plus possible pour une collectivité territoriale de renouveler ou de signer un Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) avec sa Caisse d'allocations familiales, le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) devenant la Convention Territoriale Globale (CTG).

Les participations sont désormais directement versées aux délégataires et associations qui exercent l'activité pour le volet enfance et pour le volet jeunesse.

Les participations sont directement versées au CCAS pour le volet petite enfance.

Seules les activités directement exercées par la Collectivité font désormais l'objet d'un versement direct sur le budget communal.

Nous valorisons ces participations à 330 K€ annuels à comparer aux 365 K€ de 2025 eu égard aux transferts des activités aux délégataires

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Participations CAF jeunesse | 365 | 330 | -35 | -9,59 % |

**En ce qui concerne les allocations compensatrices,**

Elles permettent de compenser les pertes de produit fiscal des communes liées aux mesures mises en place par l'Etat lors des différentes lois de finance.

En 2021, un abattement de 50 % des valeurs locatives pour les locaux industriels ayant été voté, les conséquences financières une fois estimées ont été reversées sous forme d'allocations aux communes en lieu et place du produit fiscal précédemment perçu.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En revanche, le PLF 2026 prévoit un prélèvement de ces ressources qui représente une perte de plus de 250 K€ en 2026 pour la commune, en espérant que ce prélèvement ne se reporte pas sur les années futures.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Allocations compensatrices DCRTP, TFS,FNGIR | 1 768 | 1 510 | - 258 | - 14,59 % |

**Produit des services**

La commune souhaite s'engager dans une démarche ambitieuse visant à repenser en profondeur l'ensemble de ses tarifs, afin d'en optimiser la cohérence, l'équité et l'efficacité.
Ce chantier pourra s'appuyer sur un recueil exhaustif des tarifs en vigueur, premier jalon d'une réflexion globale et structurante, ce document ayant été délibéré par le conseil municipal le 16 décembre dernier.

Ce travail une fois mis en place reposera sur plusieurs principes directeurs :

- **Une tarification ajustée aux réalités des services**, intégrant des critères différenciés pour refléter au plus près la valeur apportée aux usagers ;
- **Un comparatif rigoureux** des pratiques tarifaires mises en place par d'autres collectivités, afin d'assurer la pertinence et la compétitivité de nos choix ;
- **Une modulation ciblée**, qui pourrait être par exemple entre résidents et non-résidents, permettant de concilier attractivité territoriale et équilibre financier, sans pour autant alourdir excessivement la charge des usagers extérieurs.

Nous sommes pleinement conscients que cette refonte ne saurait être uniforme : elle exigera une analyse fine par service, pour adapter les solutions aux spécificités de chaque activité et politique publique.
L'enjeu est double : renforcer l'équité sociale tout en garantissant la soutenabilité économique de nos prestations, au bénéfice direct des habitants.

Mis en place en 2025, le recueil centralisé des tarifs marque une étape déterminante.
Ce document, qui recense l'intégralité des prix et redevances applicables aux services publics communaux, remplira trois fonctions majeures :

1. Clarifier l'information pour les usagers, en offrant une visibilité totale sur les coûts associés à chaque prestation ;
2. Sécuriser les relations entre la collectivité et ses administrés, en instaurant un cadre équitable et prévisible ;
3. Optimiser la gestion des ressources, en fournissant aux décideurs un levier stratégique pour ajuster les politiques publiques aux besoins réels du territoire.

Si ce travail de fond s'inscrit nécessairement dans une temporalité longue, son lancement immédiat témoigne de notre volonté d'agir sans délai pour moderniser notre gestion tarifaire.
En combinant ainsi rigueur méthodologique et vision prospective, nous posons aujourd'hui les jalons d'une application des politiques publiques exercées par la commune plus lisibles, justes et performantes, sans nous épargner une vraie réflexion sur l'intérêt général et la qualité des services rendus à nos concitoyens.

Cette démarche constitue un outil de pilotage essentiel pour la collectivité pour assurer une gestion efficace, transparente et performante des ressources communales.

Dans le cadre de notre prospective, nous retenons une hypothèse de construction avec un maintien des produits à leur niveau de 2025, en attendant que les décisions soient prises.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Dans les évolutions notables, nous notons celles liées aux mises à disposition de personnels entre les structures.

En tout premier lieu, la communauté d'Agglomération du Pays de Grasse où une régularisation sera effectuée en 2026 pour un personnel des services techniques.

En second lieu pour la régie des parkings où les besoins en personnel de la Ville de Grasse sont anticipés à la baisse.

Autre poste fortement réduit, celui du remboursement des frais par d'autres redevables dans la mesure où plus de 120 K€ de frais engagés par la Ville de Grasse facturés en 2025 à Belambra ne seront plus effectifs pour l'année 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Concessions cimetières | 99 | 100 | 1 | 1,01% |
| Redevances domaine public commercial | 90 | 90 | 0 | 0,00% |
| Redevance occupation domaine public | 511 | 520 | 9 | 1,76% |
| Redevances de stationnement | 348 | 350 | 2 | 0,57% |
| Forfaits post stationnement | 195 | 200 | 5 | 2,56% |
| Redevances à caractère culturel | 219 | 225 | 6 | 2,74% |
| Redevances à caractère sportif | 2 | 5 | 3 | 150,00% |
| Redevances à caractère de loisirs | 167 | 175 | 8 | 4,79% |
| Autres prestations de services | 41 | 45 | 4 | 9,76% |
| Mise à dispo autres communes | 5 | 0 | -5 | -100,00% |
| Mise à dispo GFP rattachement | 70 | 180 | 110 | 157,14% |
| Mise à dispo autres organismes | 138 | 95 | -43 | -31,16% |
| Rembt de frais d'autres redevables | 626 | 500 | -126 | -20,13% |
| Produits activités annexes | 9 | 10 | 1 | 11,11% |
| **Total Produits des services** | **2 696** | **2 670** | **-26** | **-0,96%** |

**Atténuations de charges**

Ces produits traitent des remboursements de charges de personnels des agents municipaux.
Sont ainsi concernés notamment ceux liés aux accidents de travail et aux maladies.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Remboursements de personnel | 343 | 400 | 57 | 16,62 % |

**Produits de gestion courante**

En ce qui concerne les loyers, leur révision s'applique de manière systématique sur les contrats en cours et fait l'objet d'une étude notamment économique pour coller aux réalités du marché.

Pour les concessions, les derniers contrats ont été négociés, on entend pour cela les redevances qui vont évoluer fortement sur la durée.

Sur le Golf de la Grande Bastide à Châteauneuf de Grasse, les investissements à réaliser avaient impacté le niveau de la redevance, cette dernière étant plafonnée à 100 K€/annuel jusqu'en 2025.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En 2026, la redevance est fortement réévaluée de 100 à 180 K€.
Il n'est pas inutile de rappeler que sur ce montant, la Ville de Grasse encaisse 70 %, le solde soit 30 % étant au bénéfice de la mairie de Châteauneuf ; cette réévaluation a un impact sur le montant des loyers revus à la hausse pour 2026 par rapport à 2025 de 50 K€.
Il ne faut pas oublier par ailleurs qu'en plus de la redevance, une indexation sur le chiffre d'affaires a été instaurée.

Pour le dossier concernant la restauration scolaire, le schéma retenu est le même avec une redevance progressive en fonction des investissements à réaliser pour le concessionnaire.

Pour l'année 2023-2024, la redevance globale liée à la seule restauration scolaire a représenté à elle seule environ 275 K€, sachant que l'année 2024-2025 a vu la part fixe de la redevance pour les repas extérieurs doublée, de 50 à 100 K€.

Pour ce qui concerne les produits de gestion courante, l'année 2025 avait été marquée notamment par la vente de certificats d'économie d'énergie ; pour 2026 une vente de 105 K€ est de nouveau prévue.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Loyers | 818 | 870 | 52 | 6,36% |
| Redevances | 431 | 430 | -1 | -0,23% |
| Produits de gestion courante | 542 | 515 | -27 | -4,98% |
| **Total Produits de gestion courante** | **1 791** | **1 815** | **24** | **1,34%** |

**Produits financiers :**

Ce poste de recettes est principalement constitué par le fonds de soutien perçu par la Ville en réalisation d'une opération de désensibilisation sur un emprunt dit « toxique », basé sur le taux de change euro / franc suisse.
Cette recette étant adossée sur la durée de maturité de l'emprunt, son dernier encaissement sera constaté sur l'année 2034.

Les autres produits concernent les remboursements d'emprunts de la CAPG et les produits des swaps.

Sur ces derniers, d'une part plus aucune opération n'ayant été réalisée sur ces dernières années, d'autre part ces derniers étant adossés aux emprunts classés hors charge, leur volume a considérablement diminué avec celui des produits dits « toxiques ».
Les remboursements de la Communauté d'Agglomération sont eux liés avec les transferts de compétence occasionnant la mise à disposition d'équipements financés pour partie par des emprunts.
Sont notamment concernés le Musée International de la Parfumerie, dont la dernière échéance se situe en 2029 et le campus 1, se terminant lui en 2040.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Rembours emprunts collectivité de rattachement | 47 | 35 | -12 | -25,53% |
| Fonds de soutien | 622 | 622 | 0 | 0,00% |
| Autres produits financiers | 24 | 10 | -14 | -58,33% |
| **Total produits financiers** | **693** | **667** | **-26** | **-3,75%** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Produits exceptionnels :**

Les produits exceptionnels étant par définition imprévisibles, leur évolution est aléatoire.

Le passage à la M57 ayant par ailleurs fortement limité les dépenses regroupées sur ce chapitre, nous limitons ce produit à 50 K€ pour 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Produits exceptionnels hors cessions foncières | 19 | 50 | 31 | 163,16% |

**RECAPITULATIF RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT :**

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Attribution de compensation | 12 794 | 12 857 | 63 | 0,49% |
| Dotation de solidarité communautaire | 680 | 680 | 0 | 0,00% |
| FNGIR | 157 | 157 | 0 | 0,00% |
| **Total impots et taxes** | **13 631** | **13 694** | **63** | **0,46%** |
| Produit total fiscalité | 39 677 | 40 209 | 532 | 1,34% |
| Droits de place | 31 | 30 | -1 | -3,23% |
| Taxes sur les pylones électriques | 39 | 39 | 0 | 0,00% |
| Taxe consommation finale électricité | 1 257 | 1 260 | 3 | 0,24% |
| Taxe de séjour | 336 | 350 | 14 | 4,17% |
| Produit des jeux | 64 | 100 | 36 | 56,25% |
| Taxe locale publicité extérieure | 298 | 300 | 2 | 0,67% |
| Droits de mutation | 3 711 | 3 850 | 139 | 3,75% |
| **Total Fiscalité locale** | **45 413** | **46 138** | **725** | **1,60%** |
| Dotation forfaitaire | 3 866 | 3 697 | -169 | -4,37% |
| Dotation nationale de péréquation | 561 | 505 | -56 | -9,98% |
| FCTVA | 110 | 100 | -10 | -9,09% |
| Dotations générales de décentralisation | 375 | 375 | 0 | 0,00% |
| Participation département et région | 186 | 180 | -6 | -3,23% |
| Communes du GFP | 54 | 54 | 0 | 0,00% |
| Communes hors GFP | 37 | 38 | 1 | 2,70% |
| Participations CAF jeunesse | 365 | 330 | -35 | -9,59% |
| Allocations compensatrices DCRTP, TFS, FNGIR | 1 768 | 1 510 | -258 | -14,59% |
| **Total Dotations** | **7 322** | **6 790** | **-532** | **-7,27%** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | | |
|---|---|---|---|---|
| Concessions cimetières | 99 | 100 | 1 | 1,01% |
| Redevances domaine public commercial | 90 | 90 | 0 | 0,00% |
| Redevance occupation domaine public | 511 | 520 | 9 | 1,76% |
| Redevances de stationnement | 348 | 350 | 2 | 0,57% |
| Forfaits post stationnement | 195 | 200 | 5 | 2,56% |
| Autres redevances et recettes diverses | 176 | 175 | -1 | -0,57% |
| Redevances à caractère culturel | 219 | 225 | 6 | 2,74% |
| Redevances à caractère sportif | 2 | 5 | 3 | 150,00% |
| Redevances à caractère de loisirs | 167 | 175 | 8 | 4,79% |
| Autres prestations de services | 41 | 45 | 4 | 9,76% |
| Mise à dispo autres communes | 5 | 0 | -5 | -100,00% |
| Mise à dispo GFP rattachement | 70 | 180 | 110 | 157,14% |
| Mise à dispo autres organismes | 138 | 95 | -43 | -31,16% |
| Rembt de frais d'autres redevables | 626 | 500 | -126 | -20,13% |
| Produits activités annexes | 9 | 10 | 1 | 11,11% |
| **Total Produits des services** | **2 696** | **2 670** | **-26** | **-0,96%** |
| Remboursements de personnel | 343 | 400 | 57 | 16,62% |
| **Total atténuations de charges** | **343** | **400** | **57** | **16,62%** |
| Loyers | 818 | 870 | 52 | 6,36% |
| Redevances | 431 | 430 | -1 | -0,23% |
| Produits de gestion courante | 542 | 515 | -27 | -4,98% |
| **Total Produits de gestion courante** | **1 791** | **1 815** | **24** | **1,34%** |
| Rembours. emprunts collectivité de rattachement | 47 | 35 | -12 | -25,53% |
| Fonds de soutien | 622 | 622 | 0 | 0,00% |
| Autres produits financiers | 24 | 10 | -14 | -58,33% |
| **Total produits financiers** | **693** | **667** | **-26** | **-3,75%** |
| Produits exceptionnels hors cessions foncières | 19 | 50 | 31 | 163,16% |
| **Total produits except.** | **19** | **50** | **31** | **163,16%** |
| **Travaux en régie** | **391** | **400** | **9** | **2,30%** |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **72 299** | **72 624** | **325** | **0,45%** |

**Récapitulatif recettes d'ordre de fonctionnement**

Elles sont représentées par les travaux en régie pour 400 K€, ces derniers étant réalisés en interne par le personnel municipal ont considérés comme des réalisations qui contribuent à la valorisation du patrimoine.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Viennent ensuite les écritures d'amortissements des subventions versées, pour 100 K€ et les écritures liées aux provisions pour 220 K€.

## *B)* LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

**Les charges à caractère général et le fonctionnement des services**

La maîtrise de ce poste de dépenses, déjà engagée avec détermination, doit se poursuivre dans une logique de rigueur et d'anticipation.

Face à la pression inflationniste des deux dernières années, il s'est avéré indispensable d'agir avec méthode pour éviter que ces contraintes ne pèsent excessivement sur notre capacité d'action.

Toutefois, une réduction arbitraire des enveloppes allouées aux services risquerait de compromettre leur fonctionnement, avec des conséquences directes sur le niveau de service public rendu.

C'est pourquoi cette démarche doit s'accompagner d'un soutien actif, afin de concilier impératifs financiers et qualité du service rendu.

À cette fin, un dialogue régulier avec le contrôleur de gestion est instauré, par la mise en place d'un contrôle de gestion interne garantissant une approche collaborative et éclairée.

Nous sommes convaincus qu'une réflexion collective, associant les services opérationnels et le contrôle de gestion, permettra d'optimiser l'utilisation des ressources. Cette synergie limitera les risques liés à des restrictions budgétaires trop strictes, tout en renforçant l'efficacité de l'action publique. L'objectif est clair : allier responsabilité financière et opérationnalité.

Pour que cette stratégie porte ses fruits, son appropriation par l'ensemble des acteurs est déterminante. Chaque service doit s'en emparer comme d'un levier de progrès, dans une dynamique constructive et partagée. Des échanges structurés entre les chefs de service et la direction générale seront ainsi organisés régulièrement, afin de fluidifier la communication et d'assurer une cohérence globale.

Au regard de ces éléments, nous proposons une évolution mesurée de ce poste de dépenses, très limitée, inférieure à 1 % entre 2025 et 2026.

Cette trajectoire, réaliste et maîtrisée, s'appuie sur un constat solide : les enveloppes allouées aux services ont toujours été respectées malgré les contraintes passées et nos projections intègrent cette exigence de crédibilité.

Par ailleurs, les efforts de rénovation de l'éclairage public commencent à porter leurs fruits. Une baisse significative est d'ores et déjà observée

Il est ainsi que d'après nos prévisions, une baisse significative est observée tant sur les bâtiments communaux que sur l'éclairage public, permettant une économie sur les consommations de 22 % par rapport à 2022 et dégageant ainsi une enveloppe de 200 K€ de dépenses de fonctionnement

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Services | 13 577 | 13 694 | 117 | 0,86 % |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Les charges de personnel**

La part des dépenses de personnel, qui représente désormais plus de 55 % de notre budget de fonctionnement, constitue un levier déterminant pour l'équilibre financier de notre collectivité.

Toute variation, même minime, pèse lourdement sur nos marges de manœuvre, un enjeu d'autant plus prégnant que les mesures gouvernementales depuis 2024 ont alourdi significativement nos charges.

En effet, les revalorisations successives du point d'indice et l'augmentation de 5 points de la cotisation CNRACL ont grevé nos ressources (coût estimé à 500 K€ de cotisation supplémentaire annuelle), imposant une vigilance accrue dans la gestion de la masse salariale.

Face à ce contexte, notre stratégie de recrutement s'inscrit dans une démarche responsable : nous privilégierons systématiquement la mobilité interne et l'optimisation des compétences existantes avant tout recours externe.

Pourtant, malgré ces efforts, la maîtrise des dépenses salariales reste une nécessité impérieuse.

C'est pourquoi nous proposons, à l'instar des enveloppes allouées aux services, une progression mesurée de la masse salariale pour les exercices à venir. Cette approche, bien que contraignante pour nos capacités de recrutement, garantit la pérennité de nos finances publiques tout en préservant la qualité de notre service rendu aux administrés.
Cette rigueur budgétaire n'est pas une fin en soi, mais un choix stratégique pour concilier l'attractivité de notre collectivité et la soutenabilité de nos engagements.

Eu égard aux choix qui seront faits en termes de politiques publiques, il est possible que les recrutements prévus initialement soient revus, même si à la marge certains recrutements étroitement liés avec les départs à la retraite devront être effectués.

Nous maintenons une enveloppe qui nous permet de nous garantir par rapport à certaines incertitudes par une évolution de cette dernière de + de 2,47 %, à comparer à celle constatée entre 2024 et 2025, soit 1,3 %.

En effet, il est vrai que sur 2026, alors que 23 agents rempliront les conditions pour faire valoir leurs droits à la retraite, seuls 50 % ont engagé une démarche à ce jour.

Il est évident que ces éléments conditionneront par ailleurs le calibrage des recrutements sur 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Personnel | 36 292 | 37 190 | 898 | 2,47 % |

**Les charges de gestion courante**

La subvention allouée au SDIS constitue un poste déterminant dans nos dépenses, marqué par une progression significative ces dernières années.
Entre 2022 et 2024, son montant a ainsi augmenté de 300 K€, principalement sous l'effet de l'inflation. Toutefois, les efforts de régulation porté par le syndicat sont significatifs avec une évolution limitée à 0,3 % pour 2025, tandis que la notification reçue pour 2026 confirme une hausse contenue à + 0,8 %.

En ce qui concerne le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), la subvention qui lui est attribuée fait l'objet d'un pilotage rigoureux, garantissant une visibilité accrue sur son évolution.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les échanges réguliers entre nos services et ceux du CCAS, tout au long de l'année, permettent d'ajuster finement les enveloppes en fonction des réalités opérationnelles.
Il est possible que sur 2026, comme cela a été le cas notamment en 2025 avec une baisse de 500 K€ entre le budget primitif voté et la subvention effectivement versée, cette participation de la Ville soit de nouveau revue à la baisse.
Néanmoins l'enveloppe retenue pour 2026 soit 3 400 K€, témoigne de notre volonté de soutenir l'action sociale.

Notre politique de soutien aux associations repose sur un principe inaltérable : accompagner ces acteurs essentiels de la vie locale sans les fragiliser. À ce titre, le niveau global des subventions sera maintenu, à l'exception des adaptations rendues nécessaires par l'évolution des modes de gestion.
Il est vrai que sur 2026, la gestion des centres de loisirs sous forme déléguée fonctionnera désormais en année pleine, entrainant de facto la fin des subventions versées aux associations concernées.

Par ailleurs, la subvention dédiée au Rugby Olympique de Grasse, soit 200 K€, sera transférée à la communauté d'agglomération, en cohérence avec la reconnaissance de son intérêt communautaire.
L'attribution de compensation versée par la communauté d'agglomération à la ville sera donc diminuée pour un montant équivalent.

Pour les autres subventions, les enveloppes sont maintenues.

En ce qui concerne les charges diverses de gestion, deux ajustements notables sont à signaler.
Le premier est lié à une dotation complémentaire de 150 K€ au crématorium, afin de couvrir les surcoûts liés au report de son exploitation et la revalorisation du coût de construction de l'équipement.
Le second concerne le versement de l'indemnité à Indigo pour perte de chiffre d'affaires, eu égard à la rupture anticipée de la délégation pour un montant de 298 K€.

Enfin, une enveloppe de 100 K€ est prévue pour les créances irrécouvrables, en alignement avec les montants observés ces dernières années.

Les choix présentés ici s'inscrivent dans une logique de responsabilité financière, alliant :

- Le soutien aux services publics essentiels (SDIS, CCAS) ;
- L'accompagnement des acteurs locaux (associations) ;
- L'anticipation des risques (crématorium, créances irrécouvrables).

| **Montants en K Euros** | **2025** | **2026** | **Ecart** | **%** |
|---|---|---|---|---|
| SDIS | 3 506 | 3 535 | 29 | 0,83% |
| Syndicats intercommunaux | 23 | 30 | 7 | 30,43% |
| CCAS | 3 000 | 3 400 | 400 | 13,33% |
| Caisse des écoles | 61 | 61 | 0 | 0,00% |
| CEJ - CTG | 246 | 150 | -96 | -39,02% |
| Contrat de Ville | 106 | 106 | 0 | 0,00% |
| Enfants scolarisés à l'extérieur | 150 | 150 | 0 | 0,00% |
| Subventions aux associations | 1 551 | 1 200 | -351 | -22,63% |
| OGEC Fenelon | 368 | 370 | 2 | 0,54% |
| Indemnités élus | 587 | 595 | 8 | 1,36% |
| Redevances diverses | 8 | 10 | 2 | 25,00% |
| Charges diverses de gestion | 125 | 610 | 485 | 388,00% |
| Créances irrécouvrables | 148 | 100 | -48 | -32,43% |
| **Charges de gestion courante** | **9 879** | **10 317** | **438** | **4,43%** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Les reversements de fiscalité**

Les reversements fiscaux et financiers ont enregistré une progression marquée ces dernières années, reflétant des dynamiques contrastées selon les dispositifs concernés.
Le Fonds de péréquation communal et intercommunal, instrument clé de solidarité territoriale par la redistribution des ressources fiscales, présente une évolution irrégulière, rendant toute projection incertaine.

Toutefois, par principe de prudence budgétaire, nous anticipons une tendance haussière continue, avec un volume estimé à 630 K€ en 2026, à comparer aux 591 K€ de 2025.

Concernant le prélèvement SRU, notre collectivité demeurera de nouveau classée en zone carencée sur 2026, avec un montant de contribution que nous fixons à 1 470 K€ cette année.
Nous retenons une forte augmentation qui pèsera significativement sur nos finances, eu égard à la mise à jour importante de la population INSEE par la prise en compte de nouveaux locaux.

Les reversements liés aux produits des concessions, destinés à l'hôpital et au CCAS, sont arrêtés à 40 K€ annuels, soit un niveau légèrement supérieur aux montants habituellement observés, dans la mesure où sur 2025, une subvention de 40 K€ allouée au CCAS a dû être intégralement reversée après neutralisation comptable, portant le reversement effectif à l'hôpital et au CCAS à 35 K€.

Enfin dans les reversements non pris en compte de 2025, le DILICO dont les communes ont été exonérées en 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| FPIC | 591 | 630 | 39 | 6,60 % |
| SRU | 1 370 | 1 470 | 100 | 7,30 % |
| Rever. CCAS, hôpital | 75 | 40 | - 35 | - 46,67 % |
| Dilico | 153 | | - 153 | - 100,00 % |
| **Atténuations produits** | **2 189** | **2 140** | **- 49** | **- 2,24 %** |

**Charges financières**

Dans le rapport sur la gestion de la dette produit dans le rapport d'observations budgétaires qui avait pour objectif de dresser un bilan, il était constaté que notre encours de dette ne cessant de diminuer, ces charges ne cessent de décroître, passant désormais sous la barre de 2 000 K€, alors qu'elles représentaient plus de 4 700 K€ en 2014.

Attention néanmoins à rester extrêmement vigilant sur ce poste dépenses, dans la mesure où le contexte géopolitique actuel pourrait nous amener dans une période compliquée avec une probabilité très importante de tendance haussière des taux d'intérêt.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Charges financières | 1 999 | 1 950 | - 49 | - 2,45 % |

**Charges exceptionnelles et provisions**

Le passage à la M57 réduisant considérablement les dépenses de ce chapitre pour les réaffecter aux dépenses de gestion courante, leur volume est considérablement réduit.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Charges exceptionnelles | 18 | 50 | 32 | 177,78% |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**Récapitulatif des dépenses réelles de fonctionnement :**

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Services | **13 577** | **13 694** | **117** | **0,86%** |
| Personnel | **36 292** | **37 190** | **898** | **2,47%** |
| SDIS | 3 506 | 3 535 | 29 | 0,83% |
| Syndicats intercommunaux | 23 | 30 | 7 | 30,43% |
| CCAS | 3 000 | 3 400 | 400 | 13,33% |
| Caisse des écoles | 61 | 61 | 0 | 0,00% |
| CEJ - CTG | 246 | 150 | -96 | -39,02% |
| Contrat de Ville | 106 | 106 | 0 | 0,00% |
| Enfants scolarisés à l'extérieur | 150 | 150 | 0 | 0,00% |
| Subventions aux associations | 1 551 | 1 200 | -351 | -22,63% |
| OGEC Fenelon | 368 | 370 | 2 | 0,54% |
| Indemnités élus | 587 | 595 | 8 | 1,36% |
| Redevances diverses | 8 | 10 | 2 | 25,00% |
| Charges diverses de gestion | 125 | 610 | 485 | 388,00% |
| Créances irrécouvrables | 148 | 100 | -48 | -32,43% |
| **Charges gest. cour** | **9 879** | **10 317** | **438** | **4,43%** |
| FPIC | 591 | 630 | 39 | 6,60% |
| SRU | 1 370 | 1 470 | 100 | 7,30% |
| Rever. CCAS, hôpital | 75 | 40 | -35 | -46,67% |
| Dilico | 153 | | -153 | -100,00% |
| **Atténuat. produits** | **2 189** | **2 140** | **-49** | **-2,24%** |
| **Charges financières** | **1 999** | **1 950** | **-49** | **-2,45%** |
| **Charges exceptionnelles** | **18** | **50** | **32** | **177,78%** |
| **Dépenses réelles fct** | **63 954** | **65 341** | **1 387** | **2,17%** |

**Récapitulatif dépenses d'ordre de fonctionnement**

Pour les opérations d'ordre de section à section, 12 403 K€ sont dédiés au prélèvement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour 7 821 K€, ce dernier étant constitué par le surplus des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement, en tenant compte dans un premier temps des dépenses et recettes d'ordre mais également du résultat reporté.

Le solde, soit 4 582 K€, est lié aux opérations d'amortissement.

**Epargne brute (recettes réelles de fonctionnement + travaux en régie) – dépenses réelles de fonctionnement))**

Le calcul retenu pour son évaluation est celui de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, à laquelle il convient d'agréger le montant des travaux en régie par les services communaux contribuant à l'amélioration du patrimoine communal

Il convient de noter que toutes ces dernières années, l'épargne prévisionnelle votée au budget est bien inférieure à celle du compte administratif de la même année.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

A tire de comparaison, vous trouverez ci-dessous l'épargne réalisée en 2025 et celle prévisionnelle de 2026.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Epargne brute | 8 344 | 7 283 | - 1 061 | - 12,72 % |

**Remboursement capital de la dette**

Nous maintenons un volume de remboursement en capital élevé de façon à privilégier le désendettement.

Comme cela a été le cas en 2025 où au budget prévisionnel aucun désendettement n'était prévu, nous saisirons toute opportunité de poursuivre pour la 11ème année consécutive la réduction de notre encours de dette si les résultats étaient meilleurs que ceux prévus.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Remboursement capital de la dette | 8 789 | 8 520 | -269 | -3,06% |

**Epargne nette**

L'épargne nette prévisionnelle est négative.

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Epargne nette | -445 | -1 237 | -792 | 178,00% |

## 4) BUDGET D'INVESTISSEMENT 2026

## A) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

**Ressources propres d'investissement**

Les ressources propres affectées à l'investissement reposent essentiellement sur le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA), dont le montant est directement indexé sur les dépenses d'équipement réalisées en 2025.

Son calcul, fondé sur un taux fixe de 16,404 % appliqué au montant TTC des dépenses éligibles, constitue un levier déterminant pour le financement de nos projets structurants.

Dans la mesure où son versement est d'ores et déjà perçu par la collectivité, nous pouvons ajuster son montant, soit 1 750 K€.

Parmi les autres composantes de ces recettes, la taxe d'aménagement, liée à la délivrance et à la réalisation effective des permis de construire, présente une volatilité intrinsèque, rendant son estimation annuelle particulièrement délicate.

Pour faire face à cette incertitude, nous retenons une hypothèse basse pour 2026 avec une inscription en recette de 400 K€.
Il est rappelé que la moyenne des sommes perçues sur les 5 dernières années a représenté environ 750 K€, mais la forte chute de ces encaissements en 2025, nous incite à la prudence.

Dernière variable des dotations, celle liée aux dons que nous inscrivons pour 100 K€.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

En ce qui concerne les autres ressources, un engagement financier stratégique : le soutien à la SPL Pays de Grasse Développement.

L'exercice 2026 intègre ainsi une créance de 3 000 K€ due par la Société Publique Locale (SPL), reflétant l'avance de trésorerie que la Ville pourrait consentir dans le cadre de l'opération Martelly.

Cette avance, indispensable à la concrétisation du projet, est contrebalancée par une inscription symétrique en dépenses, garantissant ainsi l'équilibre budgétaire.

Par ailleurs, les recettes liées à la dette récupérable, soit 252 K€, cette dernière étant la traduction budgétaire des équipements transférés à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (MIP et Campus étudiant), dont une partie du financement a été mobilisée par la souscription d'un emprunt.

Dernier élément, les cessions foncières dont le volume prévisionnel s'établit à 548 K€ pour 2026 et dont le détail est le suivant :

- Cession d'un appartement sur le secteur de Saint Jacques 210 K€ ;
- Cession d'une maison à Saint Antoine pour 290 K€ ;
- Cession de diverses parcelles pour 48 K€.

**Subventions d'équipement**

Le montant des subventions d'équipement s'établit à 2 885 K€ et se détaille avec les opérations suivantes :

- Palais épiscopal : 1 462 K€ ;
- Le fontis Aldi : 250 K€ ;
- La toiture de la Villa Fragonard : 165 K€ ;
- Crèche du Petit Paris : 100 K€ ;
- Couverture tennis Paoute : 83 K€ ;
- Falaise quartier des Ribes : 75 K€ ;
- Piétonisation centre-ville : 50 K€.

Viennent enfin les amendes de police pour 700 K€.

**Emprunt**

L'emprunt prévisionnel d'équilibre est plafonné à 8 520 K€, ce qui compte tenu du remboursement en capital de la dette (8 520 K€), correspond à un niveau d'endettement prévisionnel identique au 31 décembre 2026, comparé à celui du 31 décembre 2025.

Est également prévue en dépense et en recette une enveloppe complémentaire de 4 500 K€ liée à la convention moyen terme et long terme avec le Crédit Agricole, qui n'est pas encore consolidée, si cette dernière venait à être refinancée pour sa globalité par un emprunt classique.

**Opérations déléguées**

Est inscrit le solde lié au financement de l'opération déléguée par la Communauté d'Agglomération à la Ville liée au Campus 1 pour 335 K€.

**Les périls**

Pour les périls, une enveloppe prévisionnelle de 316 K€ est inscrite au budget, y compris les restes à réaliser.
Les opérations qui interviendront dans l'année ne sont par définition pas connues.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| RECETTES | Montants en K€ |
|---|---|
| **Subventions équipement** | 2 185 |
| **Emprunt** | 8 520 |
| **Refinancement de dette** | 4 500 |
| **Dotations** | 2 250 |
| **Périls** | 316 |
| **Affectation** | 3 884 |
| **Remboursement avance par SPL** | 3 000 |
| **Dette récupérable** | 252 |
| **Dation** | 200 |
| **Cessions foncières** | 548 |
| **Campus 1 Palais de justice** | 335 |
| **Amendes de police** | 700 |
| **TOTAL RECETTES** | **26 690** |

**Récapitulatif recettes d'ordre d'investissement**

970 K€ sont prévus pour les opérations d'ordre liées notamment aux opérations d'intégration comptable, ces dernières étant comptabilisées à l'intérieur de la section d'investissement.

Pour les opérations d'investissement de section à section, 12 403 K€ sont dédiés au prélèvement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement pour 7 821 K€, ce dernier étant constitué par le surplus des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement, en tenant compte dans un premier temps des dépenses et recettes d'ordre mais également du résultat reporté.

Le solde, soit 4 582 K€, est lié aux opérations d'amortissement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## B) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

**Les dépenses d'équipement**

Le budget d'investissement 2026 s'inscrit dans une dynamique qui se veut ambitieuse et volontariste, marquée par des choix stratégiques visant à renforcer l'attractivité de notre territoire, préserver notre patrimoine et moderniser nos infrastructures.

Ses orientations majeures répondent à des enjeux essentiels pour notre collectivité :

- Un effort d'investissement sans précédent, avec des crédits alloués qui atteignent les 17 557 K€ ;
- La valorisation de notre héritage architectural, par la réhabilitation des bâtiments emblématiques ;
- La modernisation des infrastructures routières, au service de la mobilité et de la sécurité ;
- Un renouvellement urbain dynamique, pour des quartiers plus harmonieux et fonctionnels ;
- La poursuite de la transformation des services publics, au bénéfice des usagers et des agents.

Pour une transparence renforcée, les restes à réaliser sont désormais intégrés aux enveloppes budgétaires, offrant une vision claire et consolidée des engagements financiers.

Ainsi, les dépenses d'équipement s'élèvent à 17 557 K€, un signal fort de notre engagement en faveur du développement territorial.

Parmi les opérations phares, deux priorités se dégagent :

1. La préservation de notre patrimoine exceptionnel, avec la poursuite des travaux de restauration de l'ancien Palais Episcopal, joyau architectural qui incarne l'identité de notre ville.

2. Des projets structurants au service du quotidien, parmi lesquels :
    - La sécurisation et l'amélioration de notre voirie communale ;
    - La finalisation de la rénovation de notre éclairage public.

L'entretien et la mise aux normes du bâti existant constituent un axe déterminant, avec un programme ambitieux de rénovation des bâtiments administratifs.
Ces travaux, souvent moins visibles mais tout aussi indispensables, garantissent des conditions de travail dignes pour nos agents et une gestion patrimoniale responsable.

Le renouvellement urbain reste une priorité absolue, avec des opérations transformatrices pour notre cadre de vie :

- L'aménagement du quartier Martelly, porté par la SPL, qui entrera dans une phase concrète avec :
    - L'avancement des travaux sur Notre-Dame-des-Fleurs, incluant une nouvelle façade emblématique ;
    - La réhabilitation du parking Rolland, pour une meilleure intégration urbaine et fonctionnelle.
- La requalification de l'ilot médiathèque sud, qui s'inscrit dans une logique de cohérence et de modernité ;
- La poursuite du plan de rénovation des façades du secteur sauvegardé, prolongeant avec vigueur les actions engagées ces dernières années.

Pour résumer, ce budget 2026 est un budget d'action, de vision et de responsabilité.
Il traduit notre volonté de concilier héritage et innovation, tout en garantissant une gestion rigoureuse des deniers publics. Les choix opérés aujourd'hui dessineront le visage de notre territoire de demain, plus attractif.
Pour plus de lisibilité, nous distinguons les crédits liés aux restes à réaliser de 2025 (colonne RAR) de ceux votés au budget primitif (colonne BP).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Montants en K Euros | RAR | BP | CO 26 |
|---|---|---|---|
| **Renouvellement et équipement des services** | **84** | **970** | **1 054** |
| Equipement des services | 84 | 970 | 1 054 |
| **Renouvellement superstructures** | **2 635** | **2 791** | **5 426** |
| Restauration Palais Episcopal | 2 000 | 588 | 2 588 |
| Cathédrale Notre Dame | 15 | | 15 |
| Façade sénéchaussée | 36 | 50 | 86 |
| Façade bâtiment de l'Horloge | | 65 | 65 |
| Villa Fragonard | 22 | 10 | 32 |
| Kiosque cours Honoré Cresp | 118 | 12 | 130 |
| Salle Chiris | | 250 | 250 |
| Allée des Bains | 2 | | 2 |
| Rénovation chapelles et églises | 5 | | 5 |
| Travaux de copropriété | 3 | 77 | 80 |
| Pra d'Estang rénovation énergétique | | 16 | 16 |
| GER Ecoles et crèches | 60 | 200 | 260 |
| Climatisation écoles | | 100 | 100 |
| Passerelle maternelle Gambetta | | 200 | 200 |
| Crèche Petit Paris | 93 | | 93 |
| Stade Perdigon | 1 | | 1 |
| Réaménagement des extérieurs de la Base La Paoute | 40 | 12 | 52 |
| Villa St Hilaire reparation Enedis | 2 | | 2 |
| Salle activités poste du Plan | | 20 | 20 |
| CCAS - Rénovation | | 45 | 45 |
| Rénovation Palais des Congrès | 6 | 100 | 106 |
| Aménagement Locaux De Croisset | | 130 | 130 |
| Visitation escalier central | 2 | | 2 |
| Façade salle de la Rotonde | | 80 | 80 |
| Toiture service juridique | | 140 | 140 |
| Façade tour de l'Horloge | 13 | | 13 |
| Rénovation maison du commerce | 94 | 135 | 229 |
| Bâtiment la Chesnaie | 7 | 40 | 47 |
| Parking Magagnosc | | 50 | 50 |
| Monument aux Morts Kellerman | | 15 | 15 |
| GER Bâtiments | 47 | 140 | 187 |
| GER Sécurité incendie | 29 | 140 | 169 |
| GER Fluides (MGPE P3 et AMO) | 40 | 176 | 216 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Montants en K Euros | RAR | BP | CO 26 |
|---|---|---|---|
| **Renouvellement infrastructures** | **1 952** | **5 784** | **7 736** |
| Acquisitions foncières | | 100 | 100 |
| Acquisition foncière Gambetta | | 500 | 500 |
| Mur quartier de la Gare | | 500 | 500 |
| Rénovation des fontaines | | 11 | 11 |
| Sécurisation Cours Honore Cresp | | 30 | 30 |
| Requalification Place Petit Puy / Aires | 67 | 180 | 247 |
| Tribunal judiciaire Grasse | 16 | | 16 |
| Rue des Augustins | 5 | | 5 |
| Allée des Bains | | 100 | 100 |
| Espaces publics | 36 | 6 | 42 |
| Gros entretien voiries | 1444 | 660 | 2 104 |
| Ouvrages d'art | 4 | 92 | 96 |
| Fontis Aldi | | 1 900 | 1 900 |
| Chemin des lierres | 8 | 8 | 16 |
| Elargissement chemin des Chênes | 78 | 400 | 478 |
| Murs de soutènement et falaises | 27 | 156 | 183 |
| Vallons,ouvrages hydrauliques, réseaux eaux pluviales | 82 | 65 | 147 |
| Rénovation éclairage | 52 | 600 | 652 |
| Gros entretien Eclairage public | 57 | 100 | 157 |
| Enfouissement réseaux | 42 | 246 | 288 |
| Espaces verts et aires de jeux | 26 | 80 | 106 |
| Réseaux défense incendie | 8 | 50 | 58 |
| **Renouvellement urbain** | **283** | **3 058** | **3 341** |
| Opérations renouvellement urbain | 221 | 0 | 221 |
| Cœur de Ville | 27 | 48 | 75 |
| Révision documents urbanisme | 3 | 72 | 75 |
| Vidéo - protection | | 250 | 250 |
| Permis de louer | | 50 | 50 |
| Façades | | 500 | 500 |
| Requalification Îlots dégradés PRU | | 620 | 620 |
| Fleurs de Grasse | | 50 | 50 |
| Martelly | 32 | 1 468 | 1 500 |
| **TOTAL DEPENSES EQUIPEMENT** | **4 954** | **12 603** | **17 557** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**La dette**

Le remboursement du capital de la dette existante et des emprunts prévisionnels représentera 8 520 K€ en 2026.
Un complément de 4 500 K€ est inscrit, correspondant au cumul de l'enveloppe disponible sur la convention moyen terme long terme du Crédit Agricole, soit 2 300 K€ et du volume du tirage déjà effectué, soit 2 200 K€.
Ce complément est prévu pour refinancer cette enveloppe si des opportunités venaient à intervenir dans l'objectif d'une consolidation sur 2026.

| Montants en K Euros | 2025 |
|---|---|
| Remboursement capital de la dette | 8 520 |
| Droit à tirage | 2 300 |
| Enveloppe déjà mobilisée | 2 200 |

Fin de la délégation de maîtrise d'ouvrage prévue par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour la réalisation des travaux au Palais de Justice, le bâtiment étant mis à disposition de la structure dans le cadre de sa compétence enseignement supérieur.
Les crédits inscrits, soit 205 K€, correspondent aux dernières factures liées à la clôture de l'opération.

| Montants en K Euros | 2026 |
|---|---|
| Campus étudiant | 257 |

338 K€ sont également prévus pour la recapitalisation foncière de la SPL.

| Montants en K Euros | 2026 |
|---|---|
| Capitalisation foncière SPL | 338 |

**- Les autres dépenses**

Nous retrouvons dans ces dépenses toutes les opérations réalisées pour compte de tiers dans le cadre du pouvoir de police du Maire, en l'occurrence les travaux engagés par la ville dans le cadre de périls ordinaires (316 K€).
Est également inscrite la ligne de trésorerie consentie à la SPL Pays de Grasse Développement si des besoins de trésorerie venaient à survenir, son montant total représentant 3 000 K€.

Ces postes s'équilibrent budgétairement en dépenses et en recettes.

Enfin, le déficit d'investissement cumulé reporté sur 2026 représente 3 884 K€.

| Montants en K Euros | 2026 |
|---|---|
| Travaux sur périls ordinaire | 316 |
| Ligne de Trésorerie | 3 000 |
| Déficit reporté investissement | 3 884 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**EQUILIBRE SECTION INVESTISSEMENT OPERATIONS REELLES**

| DEPENSES | Montants en K€ | RECETTES | Montants en K€ |
|---|---|---|---|
| **Dépenses équipement** | 17 557 | **Subventions équipement** | 2 185 |
| **Travaux en régie** | 400 | **Emprunt** | 8 520 |
| **Dette en capital** | 8 520 | **Refinancement de dette** | 4 500 |
| **Refinancement** | 4 500 | **Dotations** | 2 250 |
| **Capitalisation SEM foncière** | 338 | **Périls** | 316 |
| **Périls** | 316 | **Affectation** | 3 884 |
| **Campus 1 Palais de justice** | 257 | **Remboursement avance par SPL** | 3 000 |
| **Avance de trésorerie SPL** | 3 000 | **Dette récupérable / Dation** | 452 |
| **Déficit reporté** | 3 884 | **Cessions foncières** | 548 |
| | | **Campus 1 Palais de justice** | 335 |
| | | **Amendes de police** | 700 |
| | | **Epargne brute** | 7 283 |
| | | **Résultat reporté** | 4 800 |
| **TOTAL DEPENSES** | **38 772** | **TOTAL RECETTES** | **38 772** |

**Les dépenses d'ordre hors travaux en régie**

970 K€ sont prévus pour les opérations d'ordre liées notamment aux opérations d'intégration comptable, ces dernières étant comptabilisées à l'intérieur de la section d'investissement.

Viennent ensuite les reprises de provisions liées aux charges financières notamment.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## 5) PRINCIPAUX ELEMENTS FINANCIERS ET RATIOS

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Impôts et taxes | 13 631 | 13 694 | 63 | 0,46% |
| Fiscalité directe locale | 45 414 | 46 138 | 724 | 1,59% |
| Dotations | 7 322 | 6 790 | -532 | -7,27% |
| Produits des services | 2 696 | 2 670 | -26 | -0,96% |
| Atténuations de charges | 343 | 400 | 57 | 16,62% |
| Produits de gestion courante | 1 791 | 1 815 | 24 | 1,34% |
| Produits financiers | 693 | 667 | -26 | -3,75% |
| Produits exceptionnels | 19 | 50 | 31 | 163,16% |
| Travaux en régie | 391 | 400 | 9 | 2,30% |
| RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT + REGIE | 72 300 | 72 624 | 324 | 0,45% |

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Fonctionnement des services | 13 577 | 13 694 | 117 | 0,86% |
| Charges de personnel | 36 292 | 37 190 | 898 | 2,47% |
| Autres charges de gestion courante | 9 880 | 10 317 | 437 | 4,42% |
| Atténuations de produits | 2 189 | 2 140 | -49 | -2,24% |
| Charges financières | 1 999 | 1 950 | -49 | -2,45% |
| Charges exceptionnelles et provisions | 17 | 50 | 32 | 177,78% |
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 63 955 | 65 341 | 1 386 | 2,17% |

| Montants en K Euros | 2025 | 2026 | Ecart | % |
|---|---|---|---|---|
| Epargne de gestion en K€ | 9 259 | 8 166 | -1 093 | -11,80% |
| Epargne brute en K€ | 8 344 | 7 283 | -1 061 | -12,72% |
| Epargne nette en K€ | -445 | -1 237 | -793 | -178,49% |
| Encours de dette brute 31/12 en K€ | 75 988 | 75 988 | 0 | 0,00% |
| Ratio de désendettement en années | 9,11 | 10,43 | 1,32 | 11,45% |
| Dépenses d'équipement en K€ | 13 612 | 17 577 | 3 965 | 29,13% |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | 2025 | 2026 |
|---|---|---|
| **Population totale (*estimée pour 2026*)** | 52 607 | *55 179* |
| **Longueur de voie** | 193 674 | 193 674 |
| **Nombre de résidences secondaires *(estimée pour 2026*)** | 3 099 | *3 349* |
| **Potentiel fiscal- fraction de correction** | 7 932 085 | |
| **Potentiel fiscal 4 taxes** | 75 065 408 | |
| **Potentiel fiscal 4 taxes par habitant** | 1 427 | |
| **Potentiel financier** | 78 892 651 | |
| **Potentiel financier par habitant** | 1 500 | |
| **Potentiel financier superficiaire** | 17 753 | |
| **Population DGF EPCI** | 111 528 | |
| **Bases brutes de taxe sur le foncier bâti, prévisionnelles pour l'année 2026** | 94 540 546 | 95 975 000 |
| **Coefficient correcteur pour 2026** | 1,2735 | 1,2735 |
| **Bases brutes de taxe sur le foncier non bâti pour 2026** | 717 080 | 734 500 |
| **Bases brutes taxe habitation résidences secondaires prévisionnelles pour 2026** | 12 538 681 | 11 929 000 |
| **Dépenses réelles de fonctionnement par habitant** | 1 216 | 1 184 |
| **Produit des imposition directes par habitant** | 754 | 729 |
| **Recettes réelles de fonctionnement par habitant** | 1 367 | 1 309 |
| **Dépenses d'équipement brutes par habitant** | 259 | 319 |
| **Dépenses d'équipement brutes / Recettes réelles de fonctionnement** | 18,93% | 24,33% |
| **Valeur encours de dette / population** | 1 444 | 1 377 |
| **DGF / Population** | 84 | 76 |
| **Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement** | 56,74% | 56,92% |
| **Dépenses de fonctionnement et remboursement capital de la dette/ Recettes réelles de fonctionnement** | 100,46% | 102,26% |
| **Dette brute / Recettes de fonctionnement en %** | 105,67% | 105,21% |

Accusé de réception en préfecture
021060069800018-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**VILLE DE GRASSE**
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus

Numéro SIRET : 21060069800018
Poste comptable : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GRASSE

# Budget primitif
## relatif à l'exercice 2026
## voté par Nature

## Budget principal

**Instruction budgétaire et comptable M. 57**
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire


## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 30
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 31
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 32
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 35
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 38
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 41
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 47

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 51
A1.01 - Opérations non ventilables 54
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 55
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 58
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 59
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 60
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 63
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 66
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 69
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 70
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 73
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 75
A1.908 - Fonction 8 - Transports 78
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 82
A2.01 - Opérations non ventilables 84
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 85
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 91
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 92
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 93
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 96
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 101
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 104
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 107
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 109
A2.938 - Fonction 8 - Transports 112

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 116
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 117
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 123
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 125

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 126
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 128
B3.1 - Etat des provisions constituées 131
B3.2 - Etalement des provisions 133
B4 - Etat des charges transférées 134
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 135
B6 - Prêts 146
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 147
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 148
B7.3 - Etat des emprunts garantis 149
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 158
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 159
B7.8 - Autres engagements donnés 160
B7.9 - Autres engagements reçus 161
B8 - Subventions versées 162
B9 - Etat du personnel 163
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 168
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 172
B11.2 - Liste des établissements publics créés 174
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 175

**C - Annexes budgétaires**

C1.1 - Equilibre budgétaire 176
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 177
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 178

**D - Autres éléments d'information**

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 180
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux 181
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

**V - Arrêté et signatures**

A - Arrêté et signatures 182

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

| Informations statistiques | |
|---|---|
| | **Valeurs** |
| Population totale | 55179 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|---|---|
| | **Collectivité** |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 1426.91 |

| | Informations financières – ratios | Valeurs |
|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1184 |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 1309 |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 319 |
| 4 | Encours de dette / population (2) (3) | 1373 |
| 5 | DGF / population | 729 |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4) | 56.92 % |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 102 % |
| 8 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 24.34 % |
| 9 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4) | 104.91 % |
| 10 | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4) | 10.08 % |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET — B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50 %
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires n°2023-53 du 4 avril 2023 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

| | RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | | Résultat ou solde (A) (2) | |
| **TOTAL DU BUDGET** | 93 845 367,12 | 98 114 654,65 | 531 104,03 | A1 | 4 800 391,56 |
| **Investissement** | 24 069 945,19 | 23 738 464,33 | (3) -3 552 601,15 | A2 | -3 884 082,01 |
| **Fonctionnement** | 69 775 421,93 | 74 376 190,32 | (4) 4 083 705,18 | A3 | 8 684 473,57 |

| | RESTES A REALISER N-1 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | | Recettes | | Solde (B) | |
| **TOTAL des RAR** | I + II | 8 360 761,02 | III + IV | 8 360 761,02 | B1 | 0,00 |
| **Investissement** | I | 8 360 761,02 | III | 8 360 761,02 | B2 | 0,00 |
| **Fonctionnement** | II | 0,00 | IV | 0,00 | B3 | 0,00 |

| | | RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5) |
|---|---|---|
| **TOTAL** | **A1 + B1** | 4 800 391,56 |
| **Investissement** | **A2 + B2** | -3 884 082,01 |
| **Fonctionnement** | **A3 + B3** | 8 684 473,57 |

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES — I

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — C2

### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (I) **8 360 761,02** |
| **018** | **RSA** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (3)** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | **0,00** |
| **929** | **Opération d'équipement n° 929** | **220 643,06** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)** | **227 616,93** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **55 535,14** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | **4 450 339,22** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **338 250,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | **3 000 000,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **68 376,67** |
| 45411116 | PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 |
| 45411124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 |
| 45411133 | TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | 1 800,00 |
| 4541199 | PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 |
| 458103 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 52 237,98 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | | (II) **0,00** |
| **011** | **Charges à caractère général (4)** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés (4)** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **016** | **APA** | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante (4)** | **0,00** |
| **6586** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges spécifiques (4)** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
|---|---|
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES | C3 |

## DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | (III) | **8 360 761,02** |
| **018** | **RSA** | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (reçues) (3)** | **325 646,86** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **4 888 767,78** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | **3 000 000,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **146 346,38** |
| 45412116 | PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 |
| 45412124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 |
| 45412133 | TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | 1 800,00 |
| 4541299 | PERIL 3 RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 |
| 458203 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 130 207,69 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | (IV) | **0,00** |
| **70** | **Prod. services, domaine, ventes diverses** | **0,00** |
| **73** | **Impôts et taxes** | **0,00** |
| **731** | **Fiscalité locale** | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations (4)** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante (4)** | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges (4)** | **0,00** |
| **016** | **APA** | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | **0,00** |
| **77** | **Produits spécifiques (4)** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | 27 818 763,19 | 31 702 845,20 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 8 360 761,02 | 8 360 761,02 |
| REPORTS | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 3 884 082,01 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section d'investissement (2) | 40 063 606,22 | 40 063 606,22 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 77 744 404,56 | 72 944 013,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 4 800 391,56 |
| | = | = | = |
| | Total de la section de fonctionnement (3) | 77 744 404,56 | 77 744 404,56 |

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (4) | 117 808 010,78 | 117 808 010,78 |

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## PRESENTATION DES AP VOTEES

II
B1

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|---|---|---|---|
| Numéro | Libellé | | |
| | | | |
| **TOTAL** | | | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **« AP de dépenses imprévues » (2)** | 020 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **0,00** |

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|---|---|---|---|
| Numéro | Libellé | | |
| | | | |
| **TOTAL** | | | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **« AE de dépenses imprévues » (2)** | 022 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **0,00** |

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3) | 849 818,84 | 227 616,93 | 570 000,00 | 570 000,00 | 797 616,93 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8) | 2 531 571,12 | 0,00 | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3) | 1 311 328,86 | 55 535,14 | 1 280 980,10 | 1 280 980,10 | 1 336 515,24 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3) | 14 487 679,54 | 4 670 982,28 | 8 132 692,84 | 8 132 692,84 | 12 803 675,12 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **19 180 398,36** | **4 954 134,35** | **12 603 672,94** | **12 603 672,94** | **17 557 807,29** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 14 300 000,00 | 0,00 | 13 020 000,00 | 13 020 000,00 | 13 020 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 353 050,00 | 338 250,00 | 0,00 | 0,00 | 338 250,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 3 200 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **17 853 050,00** | **3 338 250,00** | **13 020 000,00** | **13 020 000,00** | **16 358 250,00** |
| 45… | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 625 096,69 | 68 376,67 | 505 090,25 | 505 090,25 | 573 466,92 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **37 658 545,05** | **8 360 761,02** | **26 128 763,19** | **26 128 763,19** | **34 489 524,21** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (7)* | *1 125 365,22* | | *720 000,00* | *720 000,00* | *720 000,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *990 000,00* | | *970 000,00* | *970 000,00* | *970 000,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***2 115 365,22*** | | ***1 690 000,00*** | ***1 690 000,00*** | ***1 690 000,00*** |
| **TOTAL** | | **39 773 910,27** | **8 360 761,02** | **27 818 763,19** | **27 818 763,19** | **36 179 524,21** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **3 884 082,01** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **40 063 606,22** |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3) | 3 604 000,00 | 325 646,86 | 2 559 351,58 | 2 559 351,58 | 2 884 998,44 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (4) | 10 175 000,00 | 4 888 767,78 | 3 631 232,22 | 3 631 232,22 | 8 520 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (13) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 85 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **13 864 200,00** | **5 214 414,64** | **6 190 583,80** | **6 190 583,80** | **11 404 998,44** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 1 993 880,00 | 0,00 | 2 250 000,00 | 2 250 000,00 | 2 250 000,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (6) | 3 552 601,15 | 0,00 | 3 884 082,01 | 3 884 082,01 | 3 884 082,01 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. (3) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 5 000 000,00 | 0,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 3 627 000,00 | 3 000 000,00 | 452 000,00 | 452 000,00 | 3 452 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 092 000,00 | 0,00 | 548 000,00 | 548 000,00 | 548 000,00 |
| **Total des recettes financières** | | **15 265 481,15** | **3 000 000,00** | **11 634 082,01** | **11 634 082,01** | **14 634 082,01** |
| 45… | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9) | 705 866,40 | 146 346,38 | 505 090,25 | 505 090,25 | 651 436,63 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **29 835 547,55** | **8 360 761,02** | **18 329 756,06** | **18 329 756,06** | **26 690 517,08** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement (10)* | *7 919 404,87* | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)* | *4 581 559,00* | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *990 000,00* | | *970 000,00* | *970 000,00* | *970 000,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***13 490 963,87*** | | ***13 373 089,14*** | ***13 373 089,14*** | ***13 373 089,14*** |
| **TOTAL** | | **43 326 511,42** | **8 360 761,02** | **31 702 845,20** | **31 702 845,20** | **40 063 606,22** |

**+**

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **40 063 606,22** |

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)** | **11 683 089,14** |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (3) | 13 583 978,47 | 0,00 | 13 694 315,42 | 13 694 315,42 | 13 694 315,42 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (3) | 36 590 000,00 | 0,00 | 37 190 000,00 | 37 190 000,00 | 37 190 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 2 195 154,00 | 0,00 | 2 140 000,00 | 2 140 000,00 | 2 140 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3) | 9 901 480,06 | 0,00 | 10 317 000,00 | 10 317 000,00 | 10 317 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **62 270 612,53** | **0,00** | **63 341 315,42** | **63 341 315,42** | **63 341 315,42** |
| 66 | Charges financières | 2 145 000,00 | 0,00 | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 |
| 67 | Charges spécifiques (3) | 150 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **64 565 612,53** | **0,00** | **65 341 315,42** | **65 341 315,42** | **65 341 315,42** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (4)* | *7 919 404,87* | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)* | *4 581 559,00* | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***12 500 963,87*** | | ***12 403 089,14*** | ***12 403 089,14*** | ***12 403 089,14*** |
| **TOTAL** | | **77 066 576,40** | **0,00** | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** |

**+**

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **77 744 404,56** |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT | C2 |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 | Propositions nouvelles (2) | Vote de l'assemblée | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (3) | 310 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 637 309,32 | 0,00 | 2 670 000,00 | 2 670 000,00 | 2 670 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf le 731) | 13 631 047,00 | 0,00 | 13 694 013,00 | 13 694 013,00 | 13 694 013,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 45 309 476,00 | 0,00 | 46 138 000,00 | 46 138 000,00 | 46 138 000,00 |
| 74 | Dotations et participations (3) | 7 309 680,00 | 0,00 | 6 790 000,00 | 6 790 000,00 | 6 790 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (3) | 1 871 993,68 | 0,00 | 1 815 000,00 | 1 815 000,00 | 1 815 000,00 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **71 069 506,00** | **0,00** | **71 507 013,00** | **71 507 013,00** | **71 507 013,00** |
| 76 | Produits financiers | 688 000,00 | 0,00 | 667 000,00 | 667 000,00 | 667 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques (3) | 100 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **71 857 506,00** | **0,00** | **72 224 013,00** | **72 224 013,00** | **72 224 013,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)* | *1 125 365,22* | | *720 000,00* | *720 000,00* | *720 000,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***1 125 365,22*** | | ***720 000,00*** | ***720 000,00*** | ***720 000,00*** |
| **TOTAL** | | **72 982 871,22** | **0,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **4 800 391,56** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **77 744 404,56** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)** | **11 683 089,14** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | | 0,00 | *50 000,00* | 50 000,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | | *200 000,00* | 200 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | 13 020 000,00 | *0,00* | 13 020 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (7) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | | 220 643,06 | | 220 643,06 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5) | | 797 616,93 | *20 000,00* | 817 616,93 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) (10) | | 2 620 000,00 | *100 000,00* | *2 720 000,00* |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) (5) | | 1 336 515,24 | *200 000,00* | 1 536 515,24 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5) | (8) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5) | | 12 583 032,06 | *1 070 000,00* | *13 653 032,06* |
| 018 | RSA | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 338 250,00 | *0,00* | 338 250,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | | 3 000 000,00 | *0,00* | 3 000 000,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | | *0,00* | 0,00 |
| *198* | *Neutralisation des amortissements* | | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | | 573 466,92 | *0,00* | 573 466,92 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | | *50 000,00* | 50 000,00 |
| *59* | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | | **34 489 524,21** | ***1 690 000,00*** | **36 179 524,21** |

**+**

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **3 884 082,01** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **40 063 606,22** |

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (9) | 13 694 315,42 | | 13 694 315,42 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (9) | 37 190 000,00 | | 37 190 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 2 140 000,00 | | 2 140 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9) | 10 317 000,00 | *0,00* | 10 317 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 1 950 000,00 | *0,00* | 1 950 000,00 |
| 67 | Charges spécifiques (9) | 50 000,00 | *0,00* | 50 000,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions (9) | 0,00 | *4 581 559,00* | 4 581 559,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *7 821 530,14* | 7 821 530,14 |
| | **Dépenses de fonctionnement – Total** | **65 341 315,42** | ***12 403 089,14*** | **77 744 404,56** |

**+**

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **77 744 404,56** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

### RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 2 250 000,00 | *0,00* | 2 250 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | 2 884 998,44 | *0,00* | 2 884 998,44 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *200 000,00* | 200 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 13 020 000,00 | *0,00* | 13 020 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 0,00 | *650 000,00* | 650 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (9) | 0,00 | *0,00* | *0,00* |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 | *190 000,00* | 190 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | (7) 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(sauf 2324) (3) | 0,00 | *130 000,00* | *130 000,00* |
| 018 | RSA | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 3 452 000,00 | *0,00* | 3 452 000,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *3 500 000,00* | 3 500 000,00 |
| *29* | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 651 436,63 | *0,00* | 651 436,63 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | *881 559,00* | 881 559,00 |
| *49* | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | | *7 821 530,14* | 7 821 530,14 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 548 000,00 | | 548 000,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | **22 806 435,07** | ***13 373 089,14*** | **36 179 524,21** |

**+**

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

**+**

| | |
|---|---|
| **R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT** | **3 884 082,01** |

**=**

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **40 063 606,22** |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (8) | 400 000,00 | | 400 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 670 000,00 | | 2 670 000,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *400 000,00* | 400 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 694 013,00 | | 13 694 013,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 46 138 000,00 | | 46 138 000,00 |
| 74 | Dotations et participations (8) | 6 790 000,00 | | 6 790 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (8) | 1 815 000,00 | *0,00* | 1 815 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 667 000,00 | *0,00* | 667 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques (8) | 50 000,00 | *50 000,00* | 100 000,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions (8) | 0,00 | *270 000,00* | 270 000,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|
| Recettes de fonctionnement – Total | 72 224 013,00 | 720 000,00 | 72 944 013,00 |
| | | | + |
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | | | 4 800 391,56 |
| | | | = |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | | 77 744 404,56 |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

### DEPENSES

| Chapitre | | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **39 773 910,27** | **8 360 761,02** | **0,00** | **27 818 763,19** | **27 818 763,19** | **0,00** | **27 818 763,19** | **36 179 524,21** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 849 818,84 | 227 616,93 | 0,00 | 570 000,00 | 570 000,00 | 0,00 | 570 000,00 | 797 616,93 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (9) | 2 531 571,12 | 0,00 | 0,00 | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 | 0,00 | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 311 328,86 | 55 535,14 | 0,00 | 1 280 980,10 | 1 280 980,10 | 0,00 | 1 280 980,10 | 1 336 515,24 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 14 267 036,48 | 4 450 339,22 | 0,00 | 8 132 692,84 | 8 132 692,84 | 0,00 | 8 132 692,84 | 12 583 032,06 |
| | Total des opérations d'équipement (3) | 220 643,06 | 220 643,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 220 643,06 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **19 180 398,36** | **4 954 134,35** | **0,00** | **12 603 672,94** | **12 603 672,94** | **0,00** | **12 603 672,94** | **17 557 807,29** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 14 300 000,00 | 0,00 | | 13 020 000,00 | 13 020 000,00 | | 13 020 000,00 | 13 020 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 353 050,00 | 338 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 338 250,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 200 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **17 853 050,00** | **3 338 250,00** | **0,00** | **13 020 000,00** | **13 020 000,00** | **0,00** | **13 020 000,00** | **16 358 250,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4) | 625 096,69 | 68 376,67 | 0,00 | 505 090,25 | 505 090,25 | 0,00 | 505 090,25 | 573 466,92 |
| **Total des dépenses réelles** | | **37 658 545,05** | **8 360 761,02** | **0,00** | **26 128 763,19** | **26 128 763,19** | **0,00** | **26 128 763,19** | **34 489 524,21** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *1 125 365,22* | | | *720 000,00* | *720 000,00* | | *720 000,00* | *720 000,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *990 000,00* | | | *970 000,00* | *970 000,00* | | *970 000,00* | *970 000,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **2 115 365,22** | | | **1 690 000,00** | **1 690 000,00** | | **1 690 000,00** | **1 690 000,00** |

| | |
|---|---|
| **D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)** | **3 884 082,01** |

Accusé de réception en préfecture
[illegible]
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chapitre | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total des dépenses d'investissement cumulées** | | | | | | | | **40 063 606,22** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

A

### RECETTES

| Chapitre | | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **39 773 910,27** | **8 360 761,02** | **27 818 763,19** | **27 818 763,19** | **36 179 524,21** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 3 604 000,00 | 325 646,86 | 2 559 351,58 | 2 559 351,58 | 2 884 998,44 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 10 175 000,00 | 4 888 767,78 | 3 631 232,22 | 3 631 232,22 | 8 520 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 85 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **13 864 200,00** | **5 214 414,64** | **6 190 583,80** | **6 190 583,80** | **11 404 998,44** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 1 993 880,00 | 0,00 | 2 250 000,00 | 2 250 000,00 | 2 250 000,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 5 000 000,00 | 0,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 627 000,00 | 3 000 000,00 | 452 000,00 | 452 000,00 | 3 452 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 092 000,00 | 0,00 | 548 000,00 | 548 000,00 | 548 000,00 |
| **Total des recettes financières** | | **11 712 880,00** | **3 000 000,00** | **7 750 000,00** | **7 750 000,00** | **10 750 000,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2) | 705 866,40 | 146 346,38 | 505 090,25 | 505 090,25 | 651 436,63 |
| **Total des recettes réelles** | | **26 282 946,40** | **8 360 761,02** | **14 445 674,05** | **14 445 674,05** | **22 806 435,07** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *7 919 404,87* | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)* | *4 581 559,00* | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (6)* | *990 000,00* | | *970 000,00* | *970 000,00* | *970 000,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***13 490 963,87*** | | ***13 373 089,14*** | ***13 373 089,14*** | ***13 373 089,14*** |

| | |
|---|---|
| **R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Affectation au compte 1068 (8)** | **3 884 082,01** |

Accusé de réception en préfecture
806-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chapitre | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | I | | II | III = I + II |

| | |
|---|---|
| **Total des recettes d'investissement cumulées** | **40 063 606,22** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **39 773 910,27** | **8 360 761,02** | **0,00** | **27 818 763,19** | **27 818 763,19** | **0,00** | **27 818 763,19** | **36 179 524,21** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 849 818,84 | 227 616,93 | 0,00 | 570 000,00 | 570 000,00 | 0,00 | 570 000,00 | 797 616,93 |
| 202 | Frais réalisation documents urbanisme | 28 253,88 | 1 320,00 | | 75 000,00 | 75 000,00 | 0,00 | 75 000,00 | 76 320,00 |
| 2031 | Frais d'études | 691 696,35 | 180 374,13 | | 464 000,00 | 464 000,00 | 0,00 | 464 000,00 | 644 374,13 |
| 2033 | Frais d'insertion | 13 675,00 | 0,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 116 193,61 | 45 922,80 | | 25 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 | 70 922,80 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (9) | 2 531 571,12 | 0,00 | 0,00 | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 | 0,00 | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 2 531 571,12 | 0,00 | | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 | 0,00 | 2 620 000,00 | 2 620 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 311 328,86 | 55 535,14 | 0,00 | 1 280 980,10 | 1 280 980,10 | 0,00 | 1 280 980,10 | 1 336 515,24 |
| 2111 | Terrains nus | 11 958,73 | 0,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 2112 | Terrains de voirie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2118 | Autres terrains | 375 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 179 336,19 | 0,00 | | 500 000,00 | 500 000,00 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| 2138 | Autres constructions | 6 042,12 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 110 875,32 | 328,80 | | 108 000,00 | 108 000,00 | 0,00 | 108 000,00 | 108 328,80 |
| 21561 | Matériel roulant | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21568 | Autre matériel, outillage incendie | 46 794,00 | 1 844,28 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 51 844,28 |
| 215738 | Autre matériel et outillage de voirie | 15 743,14 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21578 | Autre matériel technique | 40 000,00 | 3 051,94 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 051,94 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 47 632,71 | 1 872,24 | | 85 000,00 | 85 000,00 | 0,00 | 85 000,00 | 86 872,24 |
| 21611 | Biens sous-jacents | 1 550,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21621 | Biens sous-jacents | 2 033,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21828 | Autres matériels de transport | 101 411,44 | 2 000,00 | | 120 000,00 | 120 000,00 | 0,00 | 120 000,00 | 122 000,00 |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 68 985,43 | 14 333,50 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 333,50 |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaire | 56 342,59 | 5 676,42 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 676,42 |

Accusé de réception en préfecture
806-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information : Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 57 487,32 | 15 366,01 | | 28 000,00 | 28 000,00 | 0,00 | 28 000,00 | 43 366,01 |
| 2185 | Matériel de téléphonie | 949,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 189 187,37 | 11 061,95 | | 289 980,10 | 289 980,10 | 0,00 | 289 980,10 | 301 042,05 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 14 267 036,48 | 4 450 339,22 | 0,00 | 8 132 692,84 | 8 132 692,84 | 0,00 | 8 132 692,84 | 12 583 032,06 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 32 891,37 | 26 198,77 | | 10 000,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 36 198,77 |
| 2313 | Constructions | 7 846 170,38 | 2 561 147,65 | | 2 807 692,84 | 2 807 692,84 | 0,00 | 2 807 692,84 | 5 368 840,49 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 6 150 988,51 | 1 828 014,57 | | 5 224 000,00 | 5 224 000,00 | 0,00 | 5 224 000,00 | 7 052 014,57 |
| 2316 | Restaur. des biens histo. et culturels | 111 496,12 | 32 072,99 | | 11 000,00 | 11 000,00 | 0,00 | 11 000,00 | 43 072,99 |
| 2318 | Autres immo. corporelles en cours | 82 108,25 | 2 905,24 | | 80 000,00 | 80 000,00 | 0,00 | 80 000,00 | 82 905,24 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 43 381,85 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (4) | 220 643,06 | 220 643,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 220 643,06 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **19 180 398,36** | **4 954 134,35** | **0,00** | **12 603 672,94** | **12 603 672,94** | **0,00** | **12 603 672,94** | **17 557 807,29** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 14 300 000,00 | 0,00 | | 13 020 000,00 | 13 020 000,00 | | 13 020 000,00 | 13 020 000,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 9 126 537,30 | 0,00 | | 8 520 000,00 | 8 520 000,00 | | 8 520 000,00 | 8 520 000,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 166 | Refinancement de dette | 5 000 000,00 | 0,00 | | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 173 462,70 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
806-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information<br>Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information<br>Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 26 | Participations et créances rattachées | 353 050,00 | 338 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 338 250,00 |
| 266 | Autres formes de participation | 353 050,00 | 338 250,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 338 250,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 200 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 |
| 2745 | Avances remboursables | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 200 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **17 853 050,00** | **3 338 250,00** | **0,00** | **13 020 000,00** | **13 020 000,00** | **0,00** | **13 020 000,00** | **16 358 250,00** |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 625 096,69 | 68 376,67 | 0,00 | 505 090,25 | 505 090,25 | 0,00 | 505 090,25 | 573 466,92 |
| 4541101 | PERIL 16 PLACE AUX AIRES | **378 472,05** | 0,00 | | 300 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| 45411109 | PERIL, 32 RUE TRACASTEL | **367,16** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411114 | PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | **1 740,00** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411116 | PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE | **5 662,14** | 2 561,39 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 561,39 |
| 45411124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | **9 072,00** | 1 740,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 740,00 |
| 45411125 | PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | **20 170,00** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411129 | TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHIRIS | **2 460,00** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411131 | TRAVAUX OFFICE 5 TRAVSERSE STE MARTHE | **2 736,00** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411132 | TRAVAUX OFFICE DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP35 | **12 360,00** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411133 | TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD | **2 000,00** | 1 800,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| 4541195 | PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE | **3 143,62** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4541199 | PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE | **42 179,38** | 10 037,30 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 037,30 |
| 45412125 | PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | **96,36** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458103 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | **59 437,98** | 52 237,98 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 237,98 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information<br>Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information<br>Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 458106 | ABRIS BUS AVENUE MARECHAL LECLERC | **85 200,00** | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458203 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | **0,00** | 0,00 | | 205 090,25 | 205 090,25 | 0,00 | 205 090,25 | 205 090,25 |
| **Total des dépenses réelles** | | **37 658 545,05** | **8 360 761,02** | **0,00** | **26 128 763,19** | **26 128 763,19** | **0,00** | **26 128 763,19** | **34 489 524,21** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (6)* | *1 125 365,22* | | | *720 000,00* | *720 000,00* | | *720 000,00* | *720 000,00* |
| | *Reprise sur autofinancement antérieur* | *825 365,22* | | | *300 000,00* | *300 000,00* | | *300 000,00* | *300 000,00* |
| *13911* | *Subv. transf. Etat et établ. nationaux* | *50 000,00* | | | *50 000,00* | *50 000,00* | | *50 000,00* | *50 000,00* |
| *13918* | *Autres subventions d'équipement transf.* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *360 075,78* | | | *200 000,00* | *200 000,00* | | *200 000,00* | *200 000,00* |
| *1522* | *Prov. risques et charges sur emprunts* | *365 289,44* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *4912* | *Dépréciation des comptes de redevables* | *50 000,00* | | | *50 000,00* | *50 000,00* | | *50 000,00* | *50 000,00* |
| | *Charges transférées (7)* | *300 000,00* | | | *420 000,00* | *420 000,00* | | *420 000,00* | *420 000,00* |
| *2313* | *Constructions* | *250 000,00* | | | *370 000,00* | *370 000,00* | | *370 000,00* | *370 000,00* |
| *2315* | *Install., matériel et outill. technique* | *50 000,00* | | | *50 000,00* | *50 000,00* | | *50 000,00* | *50 000,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *990 000,00* | | | *970 000,00* | *970 000,00* | | *970 000,00* | *970 000,00* |
| *2033* | *Frais d'insertion* | *20 000,00* | | | *20 000,00* | *20 000,00* | | *20 000,00* | *20 000,00* |
| *204411* | *Sub nat org pub - Biens mob, mat, études* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *204412* | *Sub nat org pub - Bât. et installations* | *100 000,00* | | | *100 000,00* | *100 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* |
| *204421* | *Sub nat privé - Biens mob, mat, études* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *21318* | *Autres bâtiments publics* | *10 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *21328* | *Autres bâtiments privés* | *0,00* | | | *200 000,00* | *200 000,00* | | *200 000,00* | *200 000,00* |
| *2138* | *Autres constructions* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *21621* | *Biens sous-jacents* | *10 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *2181* | *Install. générales, agencements* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *21841* | *Matériel de bureau et mobilier scolaire* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *21848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |

Accusé de réception en préfecture
806-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br><br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br><br>II | Pour information<br>Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information<br>Crédits gérés hors AP | TOTAL<br>(RAR N-1 + Vote)<br><br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *2313* | *Constructions* | *536 308,99* | | | *550 000,00* | *550 000,00* | | *550 000,00* | *550 000,00* |
| *2315* | *Install., matériel et outill. technique* | *313 691,01* | | | *100 000,00* | *100 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | **2 115 365,22** | | | **1 690 000,00** | **1 690 000,00** | | **1 690 000,00** | **1 690 000,00** |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

| N° Opération | Libellé de l'opération | N° AP (1) | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 928 | AMENAGEMENTS | | 2 547 053,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 929 | EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS | | 26 061 614,50 | 220 643,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | | | **28 497 636,40** | **220 643,06** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.2 |

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.3 |

## (1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 928
## LIBELLE : AMENAGEMENTS
## NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

### DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **2 547 053,64** | **a 0,00** | **0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **199 876,22** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2112 | Terrains de voirie | 199 876,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours(sauf 2324)** | **2 347 177,42** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 8 897,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 269 872,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 2 068 407,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

### FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)** | | **2 237 113,92** | **c 0,00** | **0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)** | **2 237 113,92** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 5 540,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 259 468,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 1 272 727,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 699 378,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (4)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf le 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (2324)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| Solde = (c + d) – (a + b) (5) | 0,00 |
|---|---|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## (1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 929
## LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS
## NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

### DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **25 950 582,76** | **a 220 643,06** | **0,00** | **b 0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **224 115,49** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2031 | Frais d'études | 134 349,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 15 759,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 74 007,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **2 265 521,51** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 21351 | Bâtiments publics | 2 421,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 6 348,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21568 | Autre matériel, outillage incendie | 7 564,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 9 815,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21621 | Biens sous-jacents | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 500 181,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 1 022 820,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 701 370,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours(sauf 2324)** | **23 460 945,76** | **220 643,06** | **0,00** | **0,00** |
| 2313 | Constructions | 19 454 978,65 | 217 891,74 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 3 718 415,98 | 2 751,32 | 0,00 | 0,00 |
| 2316 | Restaur. des biens histo. et culturels | 114 527,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 173 023,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

### FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)** | | **5 253 568,77** | **c 0,00** | **0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)** | **4 839 983,89** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 89 060,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 432 446,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 1 920 691,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 2 397 785,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (4)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf le 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (2324)** | **413 584,88** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 410 737,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 2 847,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | | |
|---|---|---|
| **Solde = (c + d) – (a + b) (5)** | | **220 643,06** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **39 773 910,27** | **8 360 761,02** | **27 818 763,19** | **27 818 763,19** | **36 179 524,21** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 3 604 000,00 | 325 646,86 | 2 559 351,58 | 2 559 351,58 | 2 884 998,44 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 1 585 000,00 | 52 973,15 | 1 358 351,58 | 1 358 351,58 | 1 411 324,73 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 242 673,71 | 70 000,00 | 70 000,00 | 312 673,71 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 346 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 423 000,00 | 30 000,00 | 401 000,00 | 401 000,00 | 431 000,00 |
| 1345 | Amendes radars automatiques et de police | 750 000,00 | 0,00 | 700 000,00 | 700 000,00 | 700 000,00 |
| 1348 | Autres fonds non transférables | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3) | 10 175 000,00 | 4 888 767,78 | 3 631 232,22 | 3 631 232,22 | 8 520 000,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 10 175 000,00 | 4 888 767,78 | 3 631 232,22 | 3 631 232,22 | 8 520 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (4) (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (4) | 85 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 85 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **13 864 200,00** | **5 214 414,64** | **6 190 583,80** | **6 190 583,80** | **11 404 998,44** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 1 993 880,00 | 0,00 | 2 250 000,00 | 2 250 000,00 | 2 250 000,00 |
| 10222 | FCTVA | 1 285 000,00 | 0,00 | 1 750 000,00 | 1 750 000,00 | 1 750 000,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 600 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 |
| 10251 | Dons et legs en capital | 108 880,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 5 000 000,00 | 0,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 166 | Refinancement de dette | 5 000 000,00 | 0,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 27 | Autres immobilisations financières | 3 627 000,00 | 3 000 000,00 | 452 000,00 | 452 000,00 | 3 452 000,00 |
| 2745 | Avances remboursables | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 252 000,00 | 0,00 | 252 000,00 | 252 000,00 | 252 000,00 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 375 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 092 000,00 | 0,00 | 548 000,00 | 548 000,00 | 548 000,00 |
| **Total des recettes financières** | | **11 712 880,00** | **3 000 000,00** | **7 750 000,00** | **7 750 000,00** | **10 750 000,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 705 866,40 | 146 346,38 | 505 090,25 | 505 090,25 | 651 436,63 |
| **Total des recettes réelles** | | **26 282 946,40** | **8 360 761,02** | **14 445 674,05** | **14 445 674,05** | **22 806 435,07** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *7 919 404,87* | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)* | *4 581 559,00* | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *1522* | *Prov. risques et charges sur emprunts* | *200 000,00* | | *200 000,00* | *200 000,00* | *200 000,00* |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cession immo.* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2111* | *Terrains nus* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2112* | *Terrains de voirie* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2113* | *Terrains aménagés autres que voirie* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2115* | *Terrains bâtis* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2118* | *Autres terrains* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21318* | *Autres bâtiments publics* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21328* | *Autres bâtiments privés* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2802* | *Frais liés à la réalisation de document* | *5 500,00* | | *5 500,00* | *5 500,00* | *5 500,00* |
| *28031* | *Frais d'études* | *62 000,00* | | *62 000,00* | *62 000,00* | *62 000,00* |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28033* | *Frais d'insertion* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804132* | *Subv. Dpt : Bâtiments, installations* | *55 000,00* | | *55 000,00* | *55 000,00* | *55 000,00* |
| *28041512* | *Subv. Grpt : Bâtiments, installations* | *11 204,00* | | *11 204,00* | *11 204,00* | *11 204,00* |
| *280415341* | *IC : Bien mobilier, matériel* | *20 000,00* | | *20 000,00* | *20 000,00* | *20 000,00* |
| *280415342* | *IC : Bâtiments, installations* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280422* | *Privé - Bâtiments et installations* | *450 000,00* | | *450 000,00* | *450 000,00* | *450 000,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bât. et installations* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bât. et installations* | *28 000,00* | | *28 000,00* | *28 000,00* | *28 000,00* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *142 000,00* | | *142 000,00* | *142 000,00* | *142 000,00* |
| *28088* | *Autres immobilisations incorporelles* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281321* | *Immeubles de rapport* | *18 000,00* | | *18 000,00* | *18 000,00* | *18 000,00* |
| *281351* | *Bâtiments publics* | *140 000,00* | | *240 000,00* | *240 000,00* | *240 000,00* |
| *28152* | *Installations de voirie* | *160 000,00* | | *260 000,00* | *260 000,00* | *260 000,00* |
| *281561* | *Matériel roulant* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel, outillage incendie* | *55 000,00* | | *55 000,00* | *55 000,00* | *55 000,00* |
| *2815731* | *Matériel roulant* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *202 000,00* | | *202 000,00* | *202 000,00* | *202 000,00* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| *281578* | *Autre matériel technique* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *1 090 296,00* | | *1 090 296,00* | *1 090 296,00* | *1 090 296,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *81 000,00* | | *81 000,00* | *81 000,00* | *81 000,00* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *225 000,00* | | *225 000,00* | *225 000,00* | *225 000,00* |
| *281831* | *Matériel informatique scolaire* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281838* | *Autre matériel informatique* | *300 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* | *100 000,00* |
| *281841* | *Matériel de bureau et mobilier scolaire* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *210 000,00* | | *210 000,00* | *210 000,00* | *210 000,00* |
| *28185* | *Matériel de téléphonie* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *245 000,00* | | *245 000,00* | *245 000,00* | *245 000,00* |
| *4817* | *Indemnités de renégociation de la dette* | *855 125,00* | | *855 125,00* | *855 125,00* | *855 125,00* |
| *4818* | *Charges à étaler* | *26 434,00* | | *26 434,00* | *26 434,00* | *26 434,00* |
| *4912* | *Dépréciation des comptes de redevables* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *990 000,00* | | *970 000,00* | *970 000,00* | *970 000,00* |
| *2031* | *Frais d'études* | *650 000,00* | | *650 000,00* | *650 000,00* | *650 000,00* |
| *2033* | *Frais d'insertion* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2138* | *Autres constructions* | *150 000,00* | | *150 000,00* | *150 000,00* | *150 000,00* |
| *2145* | *Construct° sol autrui - Installat° géné.* | *30 000,00* | | *30 000,00* | *30 000,00* | *30 000,00* |
| *21828* | *Autres matériels de transport* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2188* | *Autres immobilisations corporelles* | *10 000,00* | | *10 000,00* | *10 000,00* | *10 000,00* |
| *2313* | *Constructions* | *50 000,00* | | *30 000,00* | *30 000,00* | *30 000,00* |
| *238* | *Avances commandes immo corporelles* | *100 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* | *100 000,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***13 490 963,87*** | | ***13 373 089,14*** | ***13 373 089,14*** | ***13 373 089,14*** |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# III – VOTE DU BUDGET

III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

B

### DEPENSES

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **77 066 576,40** | **0,00** | **0,00** | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** | **0,00** | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** |
| 011 | Charges à caractère général (3) | 13 583 978,47 | 0,00 | 0,00 | 13 694 315,42 | 13 694 315,42 | 0,00 | 13 694 315,42 | 13 694 315,42 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (3) | 36 590 000,00 | 0,00 | | 37 190 000,00 | 37 190 000,00 | | 37 190 000,00 | 37 190 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 2 195 154,00 | 0,00 | | 2 140 000,00 | 2 140 000,00 | | 2 140 000,00 | 2 140 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3) | 9 901 480,06 | 0,00 | 0,00 | 10 317 000,00 | 10 317 000,00 | 0,00 | 10 317 000,00 | 10 317 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **62 270 612,53** | **0,00** | **0,00** | **63 341 315,42** | **63 341 315,42** | **0,00** | **63 341 315,42** | **63 341 315,42** |
| 66 | Charges financières | 2 145 000,00 | 0,00 | | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 | | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 |
| 67 | Charges spécifiques (3) | 150 000,00 | 0,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **2 295 000,00** | **0,00** | **0,00** | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** | | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **64 565 612,53** | **0,00** | **0,00** | **65 341 315,42** | **65 341 315,42** | **0,00** | **65 341 315,42** | **65 341 315,42** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *7 919 404,87* | | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4)* | *4 581 559,00* | | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **12 500 963,87** | | | **12 403 089,14** | **12 403 089,14** | | **12 403 089,14** | **12 403 089,14** |

| | |
|---|---|
| **D002 Résultat reporté ou anticipé (5)** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
806-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br><br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br><br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br><br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | Total des dépenses de fonctionnement cumulées | 77 744 404,56 |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

### RECETTES

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Total (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **72 982 871,22** | **0,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** |
| 013 | Atténuations de charges (2) | 310 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 637 309,32 | 0,00 | 2 670 000,00 | 2 670 000,00 | 2 670 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 631 047,00 | 0,00 | 13 694 013,00 | 13 694 013,00 | 13 694 013,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 45 309 476,00 | 0,00 | 46 138 000,00 | 46 138 000,00 | 46 138 000,00 |
| 74 | Dotations et participations (2) | 7 309 680,00 | 0,00 | 6 790 000,00 | 6 790 000,00 | 6 790 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (2) | 1 871 993,68 | 0,00 | 1 815 000,00 | 1 815 000,00 | 1 815 000,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **71 069 506,00** | **0,00** | **71 507 013,00** | **71 507 013,00** | **71 507 013,00** |
| 76 | Produits financiers | 688 000,00 | 0,00 | 667 000,00 | 667 000,00 | 667 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques (2) | 100 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **788 000,00** | **0,00** | **717 000,00** | **717 000,00** | **717 000,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **71 857 506,00** | **0,00** | **72 224 013,00** | **72 224 013,00** | **72 224 013,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)* | *1 125 365,22* | | *720 000,00* | *720 000,00* | *720 000,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **1 125 365,22** | | **720 000,00** | **720 000,00** | **720 000,00** |

| | |
|---|---|
| **R002 Résultat reporté ou anticipé (7)** | **4 800 391,56** |

| | |
|---|---|
| **Total des recettes de fonctionnement cumulées** | **77 744 404,56** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

| Chap. / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **77 066 576,40** | **0,00** | **0,00** | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** | **0,00** | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 13 583 978,47 | 0,00 | 0,00 | 13 694 315,42 | 13 694 315,42 | 0,00 | 13 694 315,42 | 13 694 315,42 |
| 6042 | Achats de prestations de services | 87 805,03 | 0,00 | | 84 070,00 | 84 070,00 | 0,00 | 84 070,00 | 84 070,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 558 833,69 | 0,00 | | 500 000,00 | 500 000,00 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 2 030 408,41 | 0,00 | | 1 759 720,00 | 1 759 720,00 | 0,00 | 1 759 720,00 | 1 759 720,00 |
| 60621 | Combustibles | 38 968,93 | 0,00 | | 2 090,00 | 2 090,00 | 0,00 | 2 090,00 | 2 090,00 |
| 60622 | Carburants | 280 241,46 | 0,00 | | 280 110,00 | 280 110,00 | 0,00 | 280 110,00 | 280 110,00 |
| 60623 | Alimentation | 28 797,68 | 0,00 | | 23 900,00 | 23 900,00 | 0,00 | 23 900,00 | 23 900,00 |
| 60624 | Produits de traitement | 7 126,79 | 0,00 | | 4 022,00 | 4 022,00 | 0,00 | 4 022,00 | 4 022,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 62 647,86 | 0,00 | | 84 500,00 | 84 500,00 | 0,00 | 84 500,00 | 84 500,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 137 257,85 | 0,00 | | 280 140,00 | 280 140,00 | 0,00 | 280 140,00 | 280 140,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 578 845,33 | 0,00 | | 616 454,63 | 616 454,63 | 0,00 | 616 454,63 | 616 454,63 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 53 895,57 | 0,00 | | 70 000,00 | 70 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 102 262,28 | 0,00 | | 122 700,00 | 122 700,00 | 0,00 | 122 700,00 | 122 700,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 36 806,45 | 0,00 | | 37 950,00 | 37 950,00 | 0,00 | 37 950,00 | 37 950,00 |
| 6065 | Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.) | 115 650,14 | 0,00 | | 112 800,00 | 112 800,00 | 0,00 | 112 800,00 | 112 800,00 |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | 2 201,00 | 0,00 | | 2 200,00 | 2 200,00 | 0,00 | 2 200,00 | 2 200,00 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 149 173,71 | 0,00 | | 153 110,00 | 153 110,00 | 0,00 | 153 110,00 | 153 110,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 41 835,39 | 0,00 | | 46 419,00 | 46 419,00 | 0,00 | 46 419,00 | 46 419,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 2 860 681,17 | 0,00 | | 3 249 790,00 | 3 249 790,00 | 0,00 | 3 249 790,00 | 3 249 790,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 498 846,42 | 0,00 | | 519 334,00 | 519 334,00 | 0,00 | 519 334,00 | 519 334,00 |
| 61351 | Matériel roulant | 46 292,00 | 0,00 | | 52 000,00 | 52 000,00 | 0,00 | 52 000,00 | 52 000,00 |
| 61358 | Autres | 191 135,72 | 0,00 | | 210 659,14 | 210 659,14 | 0,00 | 210 659,14 | 210 659,14 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 142 581,51 | 0,00 | | 133 800,00 | 133 800,00 | 0,00 | 133 800,00 | 133 800,00 |
| 61521 | Entretien terrains | 128 397,20 | 0,00 | | 58 000,00 | 58 000,00 | 0,00 | 58 000,00 | 58 000,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 580 940,05 | 0,00 | | 500 000,00 | 500 000,00 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| 615231 | Entretien, réparations voiries | 281 292,24 | 0,00 | | 330 000,00 | 330 000,00 | 0,00 | 330 000,00 | 330 000,00 |
| 615232 | Entretien, réparations réseaux | 5 898,22 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 15 453,43 | 0,00 | | 8 000,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 | 8 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information<br>Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information<br>Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 180 764,72 | 0,00 | | 329 631,52 | 329 631,52 | 0,00 | 329 631,52 | 329 631,52 |
| 6156 | Maintenance | 712 658,40 | 0,00 | | 620 649,00 | 620 649,00 | 0,00 | 620 649,00 | 620 649,00 |
| 6161 | Multirisques | 286 792,37 | 0,00 | | 287 000,00 | 287 000,00 | 0,00 | 287 000,00 | 287 000,00 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 139 994,41 | 0,00 | | 165 550,00 | 165 550,00 | 0,00 | 165 550,00 | 165 550,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 78 930,88 | 0,00 | | 82 100,00 | 82 100,00 | 0,00 | 82 100,00 | 82 100,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 51 597,60 | 0,00 | | 44 717,00 | 44 717,00 | 0,00 | 44 717,00 | 44 717,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 52 389,00 | 0,00 | | 57 850,00 | 57 850,00 | 0,00 | 57 850,00 | 57 850,00 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 1 500,00 | 0,00 | | 2 500,00 | 2 500,00 | 0,00 | 2 500,00 | 2 500,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 68 856,42 | 0,00 | | 125 733,75 | 125 733,75 | 0,00 | 125 733,75 | 125 733,75 |
| 62268 | Autres honoraires, conseils | 70 844,97 | 0,00 | | 56 720,00 | 56 720,00 | 0,00 | 56 720,00 | 56 720,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 84 672,18 | 0,00 | | 84 000,00 | 84 000,00 | 0,00 | 84 000,00 | 84 000,00 |
| 6228 | Divers | 58 681,38 | 0,00 | | 84 404,30 | 84 404,30 | 0,00 | 84 404,30 | 84 404,30 |
| 6231 | Annonces et insertions | 124 740,11 | 0,00 | | 115 500,00 | 115 500,00 | 0,00 | 115 500,00 | 115 500,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 422 438,84 | 0,00 | | 451 942,11 | 451 942,11 | 0,00 | 451 942,11 | 451 942,11 |
| 6233 | Foires et expositions | 102 900,00 | 0,00 | | 88 895,91 | 88 895,91 | 0,00 | 88 895,91 | 88 895,91 |
| 6234 | Réceptions | 15 944,45 | 0,00 | | 18 214,37 | 18 214,37 | 0,00 | 18 214,37 | 18 214,37 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 159 218,50 | 0,00 | | 146 547,00 | 146 547,00 | 0,00 | 146 547,00 | 146 547,00 |
| 6238 | Divers | 59 918,31 | 0,00 | | 73 106,69 | 73 106,69 | 0,00 | 73 106,69 | 73 106,69 |
| 6241 | Transports de biens | 10 961,71 | 0,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 6245 | Transports de personnes extérieures | 306 450,00 | 0,00 | | 200 000,00 | 200 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 239 486,00 | 0,00 | | 230 500,00 | 230 500,00 | 0,00 | 230 500,00 | 230 500,00 |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 53 107,26 | 0,00 | | 55 350,00 | 55 350,00 | 0,00 | 55 350,00 | 55 350,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 105 869,55 | 0,00 | | 95 000,00 | 95 000,00 | 0,00 | 95 000,00 | 95 000,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 126 260,87 | 0,00 | | 120 430,00 | 120 430,00 | 0,00 | 120 430,00 | 120 430,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 12 010,32 | 0,00 | | 12 000,00 | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 | 12 000,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 95 323,93 | 0,00 | | 94 805,00 | 94 805,00 | 0,00 | 94 805,00 | 94 805,00 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 78 293,06 | 0,00 | | 81 200,00 | 81 200,00 | 0,00 | 81 200,00 | 81 200,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 49 742,77 | 0,00 | | 33 000,00 | 33 000,00 | 0,00 | 33 000,00 | 33 000,00 |
| 62876 | Remb. frais à un GFP de rattachement | 313 188,89 | 0,00 | | 285 000,00 | 285 000,00 | 0,00 | 285 000,00 | 285 000,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 44 806,53 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 391 100,00 | 0,00 | | 390 000,00 | 390 000,00 | 0,00 | 390 000,00 | 390 000,00 |
| 63513 | Autres impôts locaux | 7 000,00 | 0,00 | | 1 500,00 | 1 500,00 | 0,00 | 1 500,00 | 1 500,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 3 632,88 | 0,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 6358 | Autres droits | 5 971,88 | 0,00 | | 6 000,00 | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information<br>Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information<br>Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6378 | Autres impôts taxes et versements assim. | 3 654,75 | 0,00 | | 8 700,00 | 8 700,00 | 0,00 | 8 700,00 | 8 700,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) (5) | 36 590 000,00 | 0,00 | | 37 190 000,00 | 37 190 000,00 | | 37 190 000,00 | 37 190 000,00 |
| 6216 | Personnel affecté par GFP rattachement | 1 086 400,00 | 0,00 | | 986 400,00 | 986 400,00 | | 986 400,00 | 986 400,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 46 009,00 | 0,00 | | 46 009,00 | 46 009,00 | | 46 009,00 | 46 009,00 |
| 6331 | Versement mobilité | 332 887,00 | 0,00 | | 332 887,00 | 332 887,00 | | 332 887,00 | 332 887,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 95 831,00 | 0,00 | | 95 831,00 | 95 831,00 | | 95 831,00 | 95 831,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 247 144,00 | 0,00 | | 247 144,00 | 247 144,00 | | 247 144,00 | 247 144,00 |
| 6338 | Autres impôts, taxes sur rémunérations | 60 525,00 | 0,00 | | 60 525,00 | 60 525,00 | | 60 525,00 | 60 525,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 17 742 699,00 | 0,00 | | 18 337 699,00 | 18 337 699,00 | | 18 337 699,00 | 18 337 699,00 |
| 64112 | SFT, indemnité de résidence | 476 130,00 | 0,00 | | 476 130,00 | 476 130,00 | | 476 130,00 | 476 130,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 4 085 557,00 | 0,00 | | 4 085 557,00 | 4 085 557,00 | | 4 085 557,00 | 4 085 557,00 |
| 64131 | Rémunérations | 2 820 331,00 | 0,00 | | 2 920 331,00 | 2 920 331,00 | | 2 920 331,00 | 2 920 331,00 |
| 64132 | SFT, indemnité de résidence | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6414 | Personnel rémunéré à la vacation | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64162 | Emplois d'avenir | 55 484,00 | 0,00 | | 55 484,00 | 55 484,00 | | 55 484,00 | 55 484,00 |
| 64168 | Autres emplois aidés | 322 800,00 | 0,00 | | 322 800,00 | 322 800,00 | | 322 800,00 | 322 800,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 3 581 062,00 | 0,00 | | 3 581 062,00 | 3 581 062,00 | | 3 581 062,00 | 3 581 062,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 5 063 925,00 | 0,00 | | 5 063 925,00 | 5 063 925,00 | | 5 063 925,00 | 5 063 925,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 42 100,00 | 0,00 | | 42 100,00 | 42 100,00 | | 42 100,00 | 42 100,00 |
| 6456 | Versement au F.N.C. supplément familial | 50 437,00 | 0,00 | | 50 437,00 | 50 437,00 | | 50 437,00 | 50 437,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 211 387,00 | 0,00 | | 211 387,00 | 211 387,00 | | 211 387,00 | 211 387,00 |
| 6472 | Prestations familiales directes | 25 218,00 | 0,00 | | 25 218,00 | 25 218,00 | | 25 218,00 | 25 218,00 |
| 64731 | Allocations chômage versées directement | 201 750,00 | 0,00 | | 206 750,00 | 206 750,00 | | 206 750,00 | 206 750,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 42 324,00 | 0,00 | | 42 324,00 | 42 324,00 | | 42 324,00 | 42 324,00 |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6488 | Autres | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 2 195 154,00 | 0,00 | | 2 140 000,00 | 2 140 000,00 | | 2 140 000,00 | 2 140 000,00 |
| 7391118 | Autres restit. dégrèv./contrib. directes | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 739116 | Prél. article 55 de la loi SRU | 1 371 000,00 | 0,00 | | 1 470 000,00 | 1 470 000,00 | | 1 470 000,00 | 1 470 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information<br>Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information<br>Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73912 | Reversements sur droits d'enregistrement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 739218 | Autres prél./revers. fisc. coll. locales | 152 948,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7392221 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 591 206,00 | 0,00 | | 630 000,00 | 630 000,00 | | 630 000,00 | 630 000,00 |
| 7398 | Revers., restitutions et prél. divers | 80 000,00 | 0,00 | | 40 000,00 | 40 000,00 | | 40 000,00 | 40 000,00 |
| 7498 | Autres revers./dotations, participations | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4) | 9 901 480,06 | 0,00 | 0,00 | 10 317 000,00 | 10 317 000,00 | 0,00 | 10 317 000,00 | 10 317 000,00 |
| 65124 | Autres remboursements | 1 400,00 | 0,00 | | 16 804,00 | 16 804,00 | 0,00 | 16 804,00 | 16 804,00 |
| 65131 | Bourses | 16 450,00 | 0,00 | | 10 100,00 | 10 100,00 | 0,00 | 10 100,00 | 10 100,00 |
| 65188 | Autres | 2 842,42 | 0,00 | | 12 750,00 | 12 750,00 | 0,00 | 12 750,00 | 12 750,00 |
| 65311 | Indemnités de fonction | 600 000,00 | 0,00 | | 590 000,00 | 590 000,00 | 0,00 | 590 000,00 | 590 000,00 |
| 65312 | Frais de mission et de déplacement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65313 | Cotisations de retraite | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65314 | Cotis. sécurité sociale - part patronale | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65316 | Frais de représentation du maire | 5 000,00 | 0,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 126 392,21 | 0,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6553 | Service d'incendie | 3 506 418,06 | 0,00 | | 3 535 346,00 | 3 535 346,00 | 0,00 | 3 535 346,00 | 3 535 346,00 |
| 65568 | Autres contributions | 33 550,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657341 | Subv. fonct. communes membres du GFP | 55 000,00 | 0,00 | | 66 000,00 | 66 000,00 | 0,00 | 66 000,00 | 66 000,00 |
| 657348 | Subv. fonct. autres communes | 90 000,00 | 0,00 | | 84 000,00 | 84 000,00 | 0,00 | 84 000,00 | 84 000,00 |
| 657363 | Subv.Fonct. CCAS/CIAS | 3 000 050,00 | 0,00 | | 3 400 000,00 | 3 400 000,00 | 0,00 | 3 400 000,00 | 3 400 000,00 |
| 657364 | Subv.Fonct. Caisse des écoles | 61 000,00 | 0,00 | | 61 000,00 | 61 000,00 | 0,00 | 61 000,00 | 61 000,00 |
| 65748 | Subv.fonct.autres personnes droit privé | 2 272 612,00 | 0,00 | | 1 826 000,00 | 1 826 000,00 | 0,00 | 1 826 000,00 | 1 826 000,00 |
| 65811 | Droits d''utilisat° - informatique nuage | 6 848,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65818 | Autres | 73 084,77 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6584 | Amendes fiscales et pénales | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 50 832,60 | 0,00 | | 610 000,00 | 610 000,00 | 0,00 | 610 000,00 | 610 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap. / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information<br>Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information<br>Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **62 270 612,53** | **0,00** | **0,00** | **63 341 315,42** | **63 341 315,42** | **0,00** | **63 341 315,42** | **63 341 315,42** |
| 66 | Charges financières | 2 145 000,00 | 0,00 | | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 | | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 2 105 000,00 | 0,00 | | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 | | 1 950 000,00 | 1 950 000,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | 40 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6615 | Intérêts comptes courants et de dépôts | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6688 | Autres | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 150 000,00 | 0,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 150 000,00 | 0,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des charges financières et spécifiques** | | **2 295 000,00** | **0,00** | **0,00** | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** | | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **64 565 612,53** | **0,00** | **0,00** | **65 341 315,42** | **65 341 315,42** | **0,00** | **65 341 315,42** | **65 341 315,42** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *7 919 404,87* | | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* | | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)* | *4 581 559,00* | | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* | | *4 581 559,00* | *4 581 559,00* |
| *675* | *Valeurs comptables immobilisations cédée* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6761* | *Différences sur réalisations (positives)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6811* | *Dot. amort. immos incorporelles* | *3 500 000,00* | | | *3 500 000,00* | *3 500 000,00* | | *3 500 000,00* | *3 500 000,00* |
| *68126* | *Dot.amort. frais d'émission des emprunts* | *26 434,00* | | | *26 434,00* | *26 434,00* | | *26 434,00* | *26 434,00* |
| *6815* | *Dot. prov. pour risques fonct. courant* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6817* | *Dot. prov. dépréc. actifs circulants* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6862* | *Dot. amort. charges financ. à répartir* | *855 125,00* | | | *855 125,00* | *855 125,00* | | *855 125,00* | *855 125,00* |
| *6865* | *Dot. prov. risques et charges financiers* | *200 000,00* | | | *200 000,00* | *200 000,00* | | *200 000,00* | *200 000,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **12 500 963,87** | | | **12 403 089,14** | **12 403 089,14** | | **12 403 089,14** | **12 403 089,14** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 442 493,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 472 883,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

| Chap / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Total (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **72 982 871,22** | **0,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** |
| 013 | Atténuations de charges (3) | 310 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 |
| 6091 | RRR obtenus sur matières premières | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6094 | RRR obtenus sur études et prestations | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 240 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| 6459 | Remb.charges sécu.sociale et prévoyance | 55 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 637 309,32 | 0,00 | 2 670 000,00 | 2 670 000,00 | 2 670 000,00 |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | 130 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 70321 | Stationnement et location voie publique | 80 000,00 | 0,00 | 90 000,00 | 90 000,00 | 90 000,00 |
| 70323 | Red. occupation dom. public | 370 000,00 | 0,00 | 520 000,00 | 520 000,00 | 520 000,00 |
| 7036 | Droits de pâturage et de tourbage | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70383 | Redevance de stationnement | 350 000,00 | 0,00 | 350 000,00 | 350 000,00 | 350 000,00 |
| 70384 | Forfait de post-stationnement | 130 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | 140 000,00 | 0,00 | 175 000,00 | 175 000,00 | 175 000,00 |
| 704 | Travaux | 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 230 000,00 | 0,00 | 225 000,00 | 225 000,00 | 225 000,00 |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | 2 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 70632 | Redevances services à caractère loisir | 205 000,00 | 0,00 | 175 000,00 | 175 000,00 | 175 000,00 |
| 7066 | Redevances services à caractère social | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706888 | Autres | 65 000,00 | 0,00 | 45 000,00 | 45 000,00 | 45 000,00 |
| 7078 | Autres marchandises | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70845 | Mise à dispo personnel communes du GFP | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70846 | Mise à dispo personnel GFP de rattach. | 5 000,00 | 0,00 | 170 000,00 | 170 000,00 | 170 000,00 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 25 000,00 | 0,00 | 95 000,00 | 95 000,00 | 95 000,00 |
| 70871 | Remb.frais par collectivité rattachement | 115 309,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70875 | Remb. frais par les communes du GFP | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70876 | Remb. frais par le GFP de rattachement | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 70878 | Remb. frais par des tiers | 435 000,00 | 0,00 | 460 000,00 | 460 000,00 | 460 000,00 |
| 7088 | Produits activités annexes (abonnements) | 210 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Total<br>(RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 631 047,00 | 0,00 | 13 694 013,00 | 13 694 013,00 | 13 694 013,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 12 794 034,00 | 0,00 | 12 857 000,00 | 12 857 000,00 | 12 857 000,00 |
| 73212 | Dotation de solidarité communautaire | 680 000,00 | 0,00 | 680 000,00 | 680 000,00 | 680 000,00 |
| 73221 | FNGIR | 157 013,00 | 0,00 | 157 013,00 | 157 013,00 | 157 013,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 45 309 476,00 | 0,00 | 46 138 000,00 | 46 138 000,00 | 46 138 000,00 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 39 586 449,00 | 0,00 | 40 064 000,00 | 40 064 000,00 | 40 064 000,00 |
| 73118 | Autres contributions directes | 150 000,00 | 0,00 | 145 000,00 | 145 000,00 | 145 000,00 |
| 73123 | Taxe com add droit mut ou pub foncière | 3 300 000,00 | 0,00 | 3 850 000,00 | 3 850 000,00 | 3 850 000,00 |
| 73132 | Taxe sur les pylônes électriques | 38 707,00 | 0,00 | 39 000,00 | 39 000,00 | 39 000,00 |
| 73141 | Accise sur l'électricité | 1 289 320,00 | 0,00 | 1 260 000,00 | 1 260 000,00 | 1 260 000,00 |
| 73154 | Droits de place | 45 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 731721 | Taxe de séjour | 475 000,00 | 0,00 | 350 000,00 | 350 000,00 | 350 000,00 |
| 731732 | Prélèvement sur les produits des jeux | 120 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 73174 | Taxe locale sur la publicité extérieure | 305 000,00 | 0,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| 7318 | Autres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (3) | 7 309 680,00 | 0,00 | 6 790 000,00 | 6 790 000,00 | 6 790 000,00 |
| 74111 | Dotation forfaitaire des communes | 3 865 796,00 | 0,00 | 3 697 000,00 | 3 697 000,00 | 3 697 000,00 |
| 741127 | DNP des communes | 561 188,00 | 0,00 | 505 000,00 | 505 000,00 | 505 000,00 |
| 744 | FCTVA | 105 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 74611 | DGD des communes et EPCI | 375 000,00 | 0,00 | 375 000,00 | 375 000,00 | 375 000,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 105 000,00 | 0,00 | 64 000,00 | 64 000,00 | 64 000,00 |
| 7473 | Participation départements | 11 000,00 | 0,00 | 36 000,00 | 36 000,00 | 36 000,00 |
| 74741 | Participation communes membres du GFP | 65 000,00 | 0,00 | 55 000,00 | 55 000,00 | 55 000,00 |
| 74748 | Participation autres communes | 45 000,00 | 0,00 | 38 000,00 | 38 000,00 | 38 000,00 |
| 7478222 | Participation Caisses alloc. familiales | 0,00 | 0,00 | 330 000,00 | 330 000,00 | 330 000,00 |
| 747888 | Autres | 450 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 7482 | Compens. perte taxe add. droits enreg. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74833 | Etat-Compens.exonération taxes foncières | 3 696,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 74888 | Autres | 1 713 000,00 | 0,00 | 1 510 000,00 | 1 510 000,00 | 1 510 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (3) | 1 871 993,68 | 0,00 | 1 815 000,00 | 1 815 000,00 | 1 815 000,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 870 000,00 | 0,00 | 870 000,00 | 870 000,00 | 870 000,00 |
| 757368 | Établiss. et services rattachés (Autres) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7574 | Subv. fonc. perso., asso. et orga. privé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75811 | Redev. concessions, brevets, licences... | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75813 | Redev. fermiers et concessionnaires | 325 000,00 | 0,00 | 430 000,00 | 430 000,00 | 430 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chap / art. (1) | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (2) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Total<br>(RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 75888 | Autres | 676 993,68 | 0,00 | 515 000,00 | 515 000,00 | 515 000,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **71 069 506,00** | **0,00** | **71 507 013,00** | **71 507 013,00** | **71 507 013,00** |
| 76 | Produits financiers | 688 000,00 | 0,00 | 667 000,00 | 667 000,00 | 667 000,00 |
| 76232 | Remb. intérêts emprunts GFP rattachement | 50 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | 35 000,00 |
| 76811 | Sortie empr. risque avec IRA capital. | 622 000,00 | 0,00 | 622 000,00 | 622 000,00 | 622 000,00 |
| 7688 | Autres | 16 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques (3) | 100 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 100 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **71 857 506,00** | **0,00** | **72 224 013,00** | **72 224 013,00** | **72 224 013,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *1 125 365,22* | | *720 000,00* | *720 000,00* | *720 000,00* |
| *722* | *Immobilisations corporelles* | *300 000,00* | | *400 000,00* | *400 000,00* | *400 000,00* |
| *777* | *Rec... subv inv transférées cpte résult* | *50 000,00* | | *50 000,00* | *50 000,00* | *50 000,00* |
| *7811* | *Rep. amort. immos corpo. et incorp.* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *7815* | *Rep. prov. charges fonctionnt courant* | *360 075,78* | | *220 000,00* | *220 000,00* | *220 000,00* |
| *7817* | *Rep. prov. dépréc. actifs circulants* | *50 000,00* | | *50 000,00* | *50 000,00* | *50 000,00* |
| *7865* | *Rep. prov. risques et charges financiers* | *365 289,44* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **1 125 365,22** | | **720 000,00** | **720 000,00** | **720 000,00** |

## Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

| | |
|---|---|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net | 0,00 |

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4 RSA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **13 520 000,00** | **3 389 763,19** | **0,00** | **250 000,00** | **519 000,00** | **1 143 000,00** | **125 000,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 13 020 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 216 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 120 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 500 000,00 | 622 980,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 2 345 692,84 | 0,00 | 250 000,00 | 517 000,00 | 11 000,00 | 125 000,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 205 090,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **14 865 314,23** | **2 563 441,83** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **200 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 548 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 6 034 082,01 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 700 000,00 | 1 458 351,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 8 131 232,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 252 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 205 090,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| Chapitre nature | Libellé | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **2 865 000,00** | **0,00** | **10 000,00** | **4 307 000,00** | | **26 128 763,19** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 13 020 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 330 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | | 570 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 1 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 620 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 148 000,00 | | 1 280 980,10 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 725 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 4 149 000,00 | | 8 132 692,84 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 505 090,25 |
| **RECETTES** | | **376 000,00** | **0,00** | **0,00** | **325 000,00** | | **18 329 756,06** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 548 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 6 134 082,01 |
| 13 | Subventions d'investissement | 76 000,00 | 0,00 | 0,00 | 325 000,00 | | 2 559 351,58 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 8 131 232,22 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 452 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Chapitre nature | Libellé | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 505 090,25 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.01

### 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables |
|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **13 520 000,00** |
| 164 | Emprunts auprès des éts financiers | 8 520 000,00 |
| 166 | Refinancement de dette | 4 500 000,00 |
| 213 | Constructions | 500 000,00 |
| **RECETTES** | | **14 865 314,23** |
| 102 | Dotations et fonds d'investissement | 2 150 000,00 |
| 106 | Réserves | 3 884 082,01 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 700 000,00 |
| 164 | Emprunts auprès des éts financiers | 3 631 232,22 |
| 166 | Refinancement de dette | 4 500 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

### FONCTION 0 – Services généraux

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| **DEPENSES** | | **3 389 763,19** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 191 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 211 | Terrains | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 437 980,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 2 345 692,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458 | Opérations sous mandat | 205 090,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **2 563 441,83** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 548 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 102 | Dotations et fonds d'investissement | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 1 428 351,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 276 | Autres créances immobilisées | 252 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458 | Opérations sous mandat | 205 090,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dév. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 211 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458 | Opérations sous mandat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 102 | Dotations et fonds d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 276 | Autres créances immobilisées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458 | Opérations sous mandat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | | | 04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern. | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 045 Actions internationales | 048 Autres actions | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 389 763,19** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 191 000,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| 211 | Terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 85 000,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 437 980,10 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 345 692,84 |
| 458 | Opérations sous mandat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 205 090,25 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 563 441,83** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 548 000,00 |
| 102 | Dotations et fonds d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 428 351,58 |
| 276 | Autres créances immobilisées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 252 000,00 |
| 458 | Opérations sous mandat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 205 090,25 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900-5

### FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

| Article / compte nature (1) | Libellé | 051 FSE | 052 FEDER | 058 Autres | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 0580 FEADER | 0581 FEAMP | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.901

### FONCTION 1 – Sécurité

| Article / compte nature (1) | Libellé | 10 Services communs | 11 Police, sécurité, justice | 12 Incendie et secours | 13 Hygiène et salubrité publique | 18 Autres interv. protect. personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **250 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **250 000,00** |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 250 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

### FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

| Article / compte nature (1) | Libellé | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | | | 22 Enseignement du second degré | | | 23 Enseignement supérieur | 24 Cités scolaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 201 Services communs | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 221 Collèges | 222 Lycées publics | 223 Lycées privés | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **203 000,00** | **316 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 201 000,00 | 316 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 25 Formation professionnelle | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 251 Insertion sociale et professionnelle | 252 Formation professionnalisante personnes | 253 Formation certifiante des personnes | 254 Formation des actifs occupés | 255 Rémunération des stagiaires | 256 CNFPT - Formation des actifs occupés | | | | | 257 CFNPT et CDG - missions spécifiques | | 258 Autres |
| | | | | | | | 2561 Missions statutaires et règlementaires | 2562 Développement des compétences | 2563 Évolution et transition professionnelle | 2564 Organisation des activités pédagogiques | 2565 Autres | 2571 Concours | 2572 Missions administratives | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 26 Apprentissage | 27 Formation sanitaire et sociale | 28 Autres services périscolaires et annexes | | | | | 29 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 281 Hébergement et restauration scolaires | 282 Sport scolaire | 283 Médecine scolaire | 284 Classes de découverte | 288 Autre service annexe de l'enseignement | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **519 000,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 517 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| **DEPENSES** | | **1 120 000,00** | **0,00** | **11 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 1 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **200 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 276 | Autres créances immobilisées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 Sports (autres que scolaires) | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives | 327 Soutien aux sportifs | | |
| | | | | | | | | 3271 Soutien aux sportifs de haut niveau | 3272 Soutien aux clubs amateurs | 3273 Autres soutiens aux sportifs |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **12 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 276 | Autres créances immobilisées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs | | | 34 Vie sociale et citoyenne | | 39 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 331 Centres de loisirs | 332 Colonies de vacances | 338 Autres activités pour les jeunes | 341 Egalité entre les femmes et les hommes | 348 Autres | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 143 000,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 120 000,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **200 000,00** |
| 276 | Autres créances immobilisées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904 |

**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 41 Santé | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 410 Services communs | 411 PMI et planification familiale | 412 Prévention et éducation pour la santé | 413 Sécurité alimentaire | 414 Dispensaires et autres éts sanitaires | 418 Autres actions |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 420 Services communs | 421 Famille et enfance | | | | 422 Petite enfance | | |
| | | | 4211 Actions en faveur de la maternité | 4212 Aides à la famille | 4213 Aides sociales à l'enfance | 4214 Adolescence | 4221 Crèches et garderies | 4222 Multi accueil | 4228 Autres actions pour la petite enfance |
| **DEPENSES** | | **45 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 423 Personnes âgées | | | 424 Personnes en difficulté | 425 Personnes handicapées | 428 Autres interventions sociales | |
| | | 4231 Forfait autonomie | 4232 Autres actions de prévention | 4238 Autres actions pour les personnes âgées | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **80 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **125 000,00** |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 125 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904-4

### FONCTION 4-4 – RSA

| Article / compte nature (1) | Libellé | 441 Insertion sociale | 442 Santé | 443 Logement | 444 Insertion professionnelle | 445 Evaluation des dépenses engagées | 446 Dépenses de structure | 447 RSA allocations | 448 Autres dépenses au titre du RSA | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

### FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

| Article / compte nature (1) | Libellé | 50 Services communs | 51 Aménagement et services urbains | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 510 Services communs | 511 Espaces verts urbains | 512 Eclairage public | 513 Art public | 514 Electrification | 515 Opérations d'aménagement | 518 Autres actions d'aménagement urbain |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **75 000,00** | **20 000,00** | **700 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 061 000,00** |
| 202 | Frais réalisation documents urbanisme | 0,00 | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 255 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500 000,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **376 000,00** |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 76 000,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



### FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 52 Politique de la ville | 53 Agglomérations et villes moyennes | 54 Espace rural et autres espaces de dév. | 55 Habitat (Logement) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 551 Parc privé de la collectivité | 552 Aide au secteur locatif | 553 Aide à l'accession à la propriété | 554 Aire d'accueil des gens du voyage | 555 Logement social |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **9 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 202 | Frais réalisation documents urbanisme | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 56 Actions en faveur du littoral | 57 Techno. de l'information et de la comm. | 58 Autres actions | | 59 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 581 Réserves Foncières | 588 Autres actions d'aménagement | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 865 000,00** |
| 202 | Frais réalisation documents urbanisme | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75 000,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 255 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500 000,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 725 000,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **376 000,00** |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 76 000,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.906

### FONCTION 6 – Action économique

| Article / compte nature (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Interventions économiques transversales | 62 Structure d'animation et de dév. éco. | 63 Actions sectorielles | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire | | | 632 Industrie, commerce et artisanat | 633 Développement touristique |
| | | | | | 6311 Laboratoire | 6312 Marchés alimentaires | 6318 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 64 Rayonnement, attractivité du territoire | 65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire | 66 Maintien et dév. des services publics | 67 Recherche et innovation | 68 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

### FONCTION 7 – Environnement

| Article / compte nature (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Actions transversales | 72 Actions déchets et propreté urbaine | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 720 Services communs collecte et propreté | 721 Collecte et traitement des déchets | | | 722 Propreté urbaine | |
| | | | | | 7211 Actions prévention et sensibilisation | 7212 Collecte des déchets | 7213 Tri, valorisation, traitement déchets | 7221 Actions prévention et sensibilisation | 7222 Action propreté urbaine et nettoiement |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 73 Actions en matière de gestion des eaux | | | | | 74 Politique de l'air |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 731 Politique de l'eau | 732 Eau potable | 733 Assainissement | 734 Eaux pluviales | 735 Lutte contre les inondations | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **10 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 75 Politique de l'énergie | | | | | 76 Préserv. patrim. naturel,risques techno. | 77 Environnement infrastructures transports | 78 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 751 Réseaux de chaleur et de froid | 752 Energie photovoltaïque | 753 Energie éolienne | 754 Energie hydraulique | 758 Autres actions | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **10 000,00** |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

### FONCTION 8 – Transports

| Article / compte nature (1) | Libellé | 80 Services communs | 81 Transports scolaires | 82 Transports publics de voyageurs | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 820 Services communs | 821 Transport sur route | 822 Transport ferroviaire | 823 Transport fluvial | 824 Transport maritime | 825 Transport aérien | 828 Autres transports |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 83 Transports de marchandises | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 830 Services communs | 831 Fret routier | 832 Fret ferroviaire | 833 Fret fluvial | 834 Fret maritime | 835 Fret aérien | 838 Autres transports |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | | 84 Voirie | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 841 Voirie nationale | 842 Voirie régionale | 843 Voirie départementale | 844 Voirie métropolitaine | 845 Voirie communale | 846 Viabilité hivernale et aléas climatiques | 847 Equipements de voirie | 848 Parkings | 849 Sécurité routière |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **4 061 000,00** | **0,00** | **246 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 148 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 903 000,00 | 0,00 | 246 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **325 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 325 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 8 – Transports (suite 3)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 85 Infrastructures | | | | | 86 Liaisons multimodales | 87 Circulations douces | 89 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 851 Gares, autres infrastructures routières | 852 Gares et autres infrastructures ferrov. | 853 Haltes, autres infrastructures fluviales | 854 Ports, autres infrastructures portuaires | 855 Aéroports et autres infrastructures | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **4 307 000,00** |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 148 000,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 149 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **325 000,00** |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 325 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) | 4-3 APA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **3 432 000,00** | **46 840 849,27** | **0,00** | **4 112 365,00** | **2 013 256,00** | **3 790 229,15** | **3 594 560,00** | **0,00** |
| 011 | Charges à caractère général | 12 000,00 | 8 168 846,27 | 0,00 | 577 019,00 | 1 284 060,00 | 2 066 258,15 | 83 560,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 36 374 253,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 755 263,00 | 5 000,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 470 000,00 | 670 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 1 577 750,00 | 0,00 | 3 535 346,00 | 729 196,00 | 968 708,00 | 3 506 000,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 1 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **24 852 013,00** | **43 926 503,00** | **0,00** | **0,00** | **598 000,00** | **753 697,00** | **430 000,00** | **0,00** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 875 000,00 | 0,00 | 0,00 | 75 000,00 | 406 200,00 | 50 000,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 13 014 013,00 | 680 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 5 394 000,00 | 40 444 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 5 812 000,00 | 137 503,00 | 0,00 | 0,00 | 93 000,00 | 347 497,00 | 380 000,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 1 305 000,00 | 0,00 | 0,00 | 430 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 632 000,00 | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

| Chapitre nature | Libellé | 4-4 RSA / Régularisation de RMI | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **688 500,00** | **17 072,00** | **205 484,00** | **647 000,00** | | **65 341 315,42** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 688 500,00 | 17 072,00 | 150 000,00 | 647 000,00 | | 13 694 315,42 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 484,00 | 0,00 | | 37 190 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 140 000,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 10 317 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 950 000,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 50 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **243 800,00** | **300 000,00** | **115 000,00** | **1 005 000,00** | | **72 224 013,00** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 400 000,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 243 800,00 | 0,00 | 95 000,00 | 925 000,00 | | 2 670 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 13 694 013,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | | 46 138 000,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | | 6 790 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 | | 1 815 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 667 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 50 000,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.01

### 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables |
|---|---|---|
| | **DEPENSES** | **3 432 000,00** |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 12 000,00 |
| 661 | Charges d'intérêts | 1 950 000,00 |
| 739 | Reverst. et restit. sur impôts et taxes | 1 470 000,00 |
| | **RECETTES** | **24 852 013,00** |
| 731 | Fiscalité locale | 5 394 000,00 |
| 732 | Fiscalité reversée | 13 014 013,00 |
| 741 | D.G.F. | 4 202 000,00 |
| 744 | FCTVA | 100 000,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 1 510 000,00 |
| 768 | Autres produits financiers | 632 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

### FONCTION 0 – Services généraux

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| **DEPENSES** | | **46 156 749,27** | **0,00** | **85 000,00** | **100,00** | **0,00** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 14 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 3 351 698,63 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 288 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 404 309,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 133 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 1 274 031,52 | 0,00 | 28 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 452 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 149 450,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 277 146,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 196 426,30 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 729 485,68 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 54 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 213 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 378 045,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 736 387,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 399 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 26 142 517,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 8 948 911,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 269 292,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 12 750,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 653 | Indemnités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 654 | Pertes sur créances irrécouvrables | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 260 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 610 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 739 | Reverst. et restit. sur impôts et taxes | 630 000,00 | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| **RECETTES** | | **43 762 003,00** | **0,00** | **100 000,00** | **64 500,00** | **0,00** |
| 641 | Rémunérations du personnel | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 275 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 40 444 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 732 | Fiscalité reversée | 680 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 112 003,00 | 0,00 | 0,00 | 15 500,00 | 0,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 870 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 396 000,00 | 0,00 | 0,00 | 39 000,00 | 0,00 |
| 762 | Produits autres immo. financières | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dév. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | |
| **DEPENSES** | | **599 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 653 | Indemnités | 595 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 654 | Pertes sur créances irrécouvrables | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dév. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 739 | Reverst. et restit. sur impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 732 | Fiscalité reversée | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 762 | Produits autres immo. financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | | 04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern. | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 045 Actions internationales | 048 Autres actions | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **46 840 849,27** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 500,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 351 698,63 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 288 800,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 404 309,14 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 133 800,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 302 031,52 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 452 000,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 152 050,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 277 146,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 211 426,30 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 731 485,68 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 54 500,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 215 200,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 378 045,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 736 387,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 399 000,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 142 517,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 948 911,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 269 292,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 750,00 |
| 653 | Indemnités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 595 000,00 |
| 654 | Pertes sur créances irrécouvrables | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 260 000,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 610 000,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 739 | Reverst. et restit. sur impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 670 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Article / compte nature (1) | Libellé | | 04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern. | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 045 Actions internationales | 048 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **43 926 503,00** |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 375 000,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 444 000,00 |
| 732 | Fiscalité reversée | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 680 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 127 503,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 870 000,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 435 000,00 |
| 762 | Produits autres immo. financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 35 000,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930-5

### FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

| Article / compte nature (1) | Libellé | 051 FSE | 052 FEDER | 058 Autres | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 0580 FEADER | 0581 FEAMP | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.931

### FONCTION 1 – Sécurité

| Article / compte nature (1) | Libellé | 10 Services communs | 11 Police, sécurité, justice | 12 Incendie et secours | 13 Hygiène et salubrité publique | 18 Autres interv. protect. personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **576 321,00** | **3 536 044,00** | **0,00** | **0,00** | **4 112 365,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 60 883,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 883,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 322 334,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 322 334,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 148 588,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 148 588,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 14 516,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 516,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 698,00 | 0,00 | 0,00 | 698,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 3 535 346,00 | 0,00 | 0,00 | 3 535 346,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

### FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

| Article / compte nature (1) | Libellé | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | | | 22 Enseignement du second degré | | | 23 Enseignement supérieur | 24 Cités scolaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 201 Services communs | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 221 Collèges | 222 Lycées publics | 223 Lycées privés | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **211 400,00** | **313 660,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **358 096,00** | **10 100,00** | **0,00** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 400,00 | 138 660,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 100,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 211 000,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 358 096,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **19 000,00** | **74 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 19 000,00 | 74 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 25 Formation professionnelle | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 251 Insertion sociale et professionnelle | 252 Formation professionnalisante personnes | 253 Formation certifiante des personnes | 254 Formation des actifs occupés | 255 Rémunération des stagiaires | 256 CNFPT - Formation des actifs occupés | | | | | 257 CFNPT et CDG - missions spécifiques | | 258 Autres |
| | | | | | | | 2561 Missions statutaires et règlementaires | 2562 Développement des compétences | 2563 Évolution et transition professionnelle | 2564 Organisation des activités pédagogiques | 2565 Autres | 2571 Concours | 2572 Missions administratives | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 26 Apprentissage | 27 Formation sanitaire et sociale | 28 Autres services périscolaires et annexes | | | | | 29 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 281 Hébergement et restauration scolaires | 282 Sport scolaire | 283 Médecine scolaire | 284 Classes de découverte | 288 Autre service annexe de l'enseignement | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **1 120 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **2 013 256,00** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 139 060,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 1 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 120 000,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 100,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 719 096,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **505 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **598 000,00** |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 000,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93 000,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 430 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 430 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

### FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **238 532,40** | **0,00** | **313 055,00** | **792 966,00** | **6 800,00** | **0,00** | **67 647,75** | **0,00** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 10 021,00 | 0,00 | 128 050,00 | 15 795,00 | 3 700,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 900,00 | 4 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 8 300,00 | 0,00 | 3 550,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43 000,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 8 760,00 | 0,00 | 4 900,00 | 7 541,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 550,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 38 420,00 | 8 717,00 | 2 350,00 | 0,00 | 7 847,75 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 755 263,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 10 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 119 053,40 | 0,00 | 16 035,00 | 700,00 | 690,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 | 113 000,00 | 0,00 | 60,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 500,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 16 804,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 57 594,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **226 200,00** | **8 000,00** | **0,00** | **9 497,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 225 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 9 497,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 Sports (autres que scolaires) | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives | 327 Soutien aux sportifs | | |
| | | | | | | | | 3271 Soutien aux sportifs de haut niveau | 3272 Soutien aux clubs amateurs | 3273 Autres soutiens aux sportifs |
| **DEPENSES** | | **757 310,00** | **36 380,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **13 688,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 158,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 1 000,00 | 33 240,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 3 140,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 530,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 744 310,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **5 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600598-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 Sports (autres que scolaires) | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives | 327 Soutien aux sportifs | | |
| | | | | | | | | 3271 Soutien aux sportifs de haut niveau | 3272 Soutien aux clubs amateurs | 3273 Autres soutiens aux sportifs |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs | | | 34 Vie sociale et citoyenne | | 39 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 331 Centres de loisirs | 332 Colonies de vacances | 338 Autres activités pour les jeunes | 341 Egalité entre les femmes et les hommes | 348 Autres | | |
| **DEPENSES** | | **1 300 000,00** | **0,00** | **263 850,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 790 229,15** |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 43 570,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 570,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 27 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 208 674,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 1 300 000,00 | 0,00 | 39 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 348 550,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 350,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 61 441,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 550,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 64 234,75 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 755 263,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 500,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 143 648,40 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 850,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 850,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 30,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 230,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 115 960,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 700,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 804,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 951 904,00 |
| **RECETTES** | | **505 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **753 697,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| 706 | Prestations de services | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 405 000,00 |
| 747 | Participations | 330 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 347 497,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

### FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 41 Santé | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 410 Services communs | 411 PMI et planification familiale | 412 Prévention et éducation pour la santé | 413 Sécurité alimentaire | 414 Dispensaires et autres éts sanitaires | 418 Autres actions |
| **DEPENSES** | | **84 060,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 72 940,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 1 220,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 2 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **375 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **55 000,00** |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 746 | Dotation générale de décentralisation | 375 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 420 Services communs | 421 Famille et enfance | | | | 422 Petite enfance | | |
| | | | 4211 Actions en faveur de la maternité | 4212 Aides à la famille | 4213 Aides sociales à l'enfance | 4214 Adolescence | 4221 Crèches et garderies | 4222 Multi accueil | 4228 Autres actions pour la petite enfance |
| **DEPENSES** | | **3 510 500,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 3 506 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 746 | Dotation générale de décentralisation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 423 Personnes âgées | | | 424 Personnes en difficulté | 425 Personnes handicapées | 428 Autres interventions sociales | |
| | | 4231 Forfait autonomie | 4232 Autres actions de prévention | 4238 Autres actions pour les personnes âgées | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **3 594 560,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 800,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 72 940,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 220,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 100,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 500,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 506 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **430 000,00** |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| 746 | Dotation générale de décentralisation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 375 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

### FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

| Article / compte nature (1) | Libellé | 50 Services communs | 51 Aménagement et services urbains | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 510 Services communs | 511 Espaces verts urbains | 512 Eclairage public | 513 Art public | 514 Electrification | 515 Opérations d'aménagement | 518 Autres actions d'aménagement urbain |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **6 500,00** | **302 000,00** | **380 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 102 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 6 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **140 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **103 800,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 140 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 103 800,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 52 Politique de la ville | 53 Agglomérations et villes moyennes | 54 Espace rural et autres espaces de dév. | 55 Habitat (Logement) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 551 Parc privé de la collectivité | 552 Aide au secteur locatif | 553 Aide à l'accession à la propriété | 554 Aire d'accueil des gens du voyage | 555 Logement social |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 56 Actions en faveur du littoral | 57 Techno. de l'information et de la comm. | 58 Autres actions | | 59 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 581 Réserves Foncières | 588 Autres actions d'aménagement | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **688 500,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 102 000,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 380 000,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 500,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **243 800,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 243 800,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

### FONCTION 6 – Action économique

| Article / compte nature (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Interventions économiques transversales | 62 Structure d'animation et de dév. éco. | 63 Actions sectorielles | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire | | | 632 Industrie, commerce et artisanat | 633 Développement touristique |
| | | | | | 6311 Laboratoire | 6312 Marchés alimentaires | 6318 Autres | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **17 072,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 572,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **300 000,00** | **0,00** |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 6 – Action économique (suite)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 64 Rayonnement, attractivité du territoire | 65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire | 66 Maintien et dév. des services publics | 67 Recherche et innovation | 68 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **17 072,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 572,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **300 000,00** |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

### FONCTION 7 – Environnement

| Article / compte nature (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Actions transversales | 72 Actions déchets et propreté urbaine | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 720 Services communs collecte et propreté | 721 Collecte et traitement des déchets | | | 722 Propreté urbaine | |
| | | | | | 7211 Actions prévention et sensibilisation | 7212 Collecte des déchets | 7213 Tri, valorisation, traitement déchets | 7221 Actions prévention et sensibilisation | 7222 Action propreté urbaine et nettoiement |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **205 484,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 484,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 7 – Environnement (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 73 Actions en matière de gestion des eaux | | | | | 74 Politique de l'air |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 731 Politique de l'eau | 732 Eau potable | 733 Assainissement | 734 Eaux pluviales | 735 Lutte contre les inondations | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **95 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 95 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 7 – Environnement (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 75 Politique de l'énergie | | | | | 76 Préserv. patrim. naturel,risques techno. | 77 Environnement infrastructures transports | 78 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 751 Réseaux de chaleur et de froid | 752 Energie photovoltaïque | 753 Energie éolienne | 754 Energie hydraulique | 758 Autres actions | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **205 484,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 484,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **20 000,00** | **0,00** | **0,00** | **115 000,00** |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 95 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

### FONCTION 8 – Transports

| Article / compte nature (1) | Libellé | 80 Services communs | 81 Transports scolaires | 82 Transports publics de voyageurs | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 820 Services communs | 821 Transport sur route | 822 Transport ferroviaire | 823 Transport fluvial | 824 Transport maritime | 825 Transport aérien | 828 Autres transports |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **230 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **200 000,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 230 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **110 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 110 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 8 – Transports (suite 1)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 83 Transports de marchandises | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 830 Services communs | 831 Fret routier | 832 Fret ferroviaire | 833 Fret fluvial | 834 Fret maritime | 835 Fret aérien | 838 Autres transports |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 8 – Transports (suite 2)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | | 84 Voirie | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 841 Voirie nationale | 842 Voirie régionale | 843 Voirie départementale | 844 Voirie métropolitaine | 845 Voirie communale | 846 Viabilité hivernale et aléas climatiques | 847 Equipements de voirie | 848 Parkings | 849 Sécurité routière |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **202 000,00** | **0,00** | **15 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 72 000,00 | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 130 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **805 000,00** | **0,00** | **90 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 725 000,00 | 0,00 | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



**FONCTION 8 – Transports (suite 3)**

| Article / compte nature (1) | Libellé | 85 Infrastructures | | | | | 86 Liaisons multimodales | 87 Circulations douces | 89 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| | | 851 Gares, autres infrastructures routières | 852 Gares et autres infrastructures ferrov. | 853 Haltes, autres infrastructures fluviales | 854 Ports, autres infrastructures portuaires | 855 Aéroports et autres infrastructures | | | | |
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **647 000,00** |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 74 500,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 500,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 133 000,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 430 000,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 005 000,00** |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 815 000,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 000,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE | B1.1 |

## B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 | | Encours restant dû au 01/01/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| **5191 Avances du Trésor** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **5192 Avances de trésorerie** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **51931 Lignes de trésorerie** | | | | | | |
| 00604160290/43652780424 (LTCA- | 01/01/2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 00604559701 / 43652780424 (LTC | 29/11/2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 00604977814 (LTCA-2026) | 05/11/2025 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt** | | | | | | |
| 16543 (REVO-SG-16543) | 26/07/2006 | 750 000,00 | 0,00 | 19 542,57 | 83 333,33 | 750 000,00 |
| 17666 (330) | 10/12/2008 | 750 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 00604492048 (000364) | 16/10/2024 | 5 000 000,00 | 0,00 | 112 069,09 | 500 000,00 | 2 200 000,00 |
| **5194 Billets de trésorerie** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **5198 Autres crédits de trésorerie** | | | | | | |
| | | | | | | |
| **519 Crédits de trésorerie (Total)** | | **9 500 000,00** | **0,00** | **131 611,66** | **583 333,33** | **2 950 000,00** |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | | | | **129 678 029,80** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 122 178 029,80 | | | | | | | | | |
| | | | | | 0,00 | | | 0,000 | 0,000 | | | | | - |
| 0 032 483 T (000336) | CREDIT FONCIER | 19/11/2014 | 22/12/2014 | 22/03/2015 | 3 000 000,00 | F | FIXE | 2,600 | 2,649 | | T | C | O | A-1 |
| 00601260322 (000337) | CREDIT AGRICOLE | 21/10/2016 | 24/12/2016 | 24/12/2017 | 2 900 000,00 | F | FIXE | 0,700 | 0,700 | | A | C | O | A-1 |
| 00601696685 (000341) | CREDIT AGRICOLE | 30/05/2018 | 04/06/2018 | 04/09/2018 | 1 246 235,38 | V | EURIBOR03M | 0,279 | 1,773 | | T | C | O | A-1 |
| 00601847256 (000338) | CREDIT AGRICOLE | 15/10/2018 | 22/10/2018 | 22/01/2019 | 1 500 000,00 | V | MOYEURIBOR03M | 0,350 | 2,026 | | T | P | O | A-1 |
| 00602603272 (000349) | CREDIT AGRICOLE | 16/07/2020 | 31/07/2020 | 31/10/2020 | 1 376 318,00 | V | EURIBOR03M | 0,356 | 2,940 | | T | C | O | A-1 |
| 00602823767 (000352) | CREDIT AGRICOLE | 25/01/2021 | 20/02/2021 | 20/02/2022 | 2 500 000,00 | F | FIXE | 0,730 | 0,740 | | A | P | O | A-1 |
| 00603631322 (000359) | CREDIT AGRICOLE | 06/10/2022 | 17/10/2022 | 17/01/2023 | 3 000 000,00 | F | FIXE | 2,780 | 2,824 | | T | P | O | A-1 |
| 0921/101/001 (000332) | SG | 04/09/2013 | 10/01/2014 | 10/04/2014 | 5 000 000,00 | F | FIXE | 4,100 | 4,225 | | T | C | O | A-1 |
| 1107/102/001 (000335) | SG | 14/10/2014 | 15/10/2014 | 15/01/2015 | 3 000 000,00 | F | FIXE | 2,630 | 2,694 | | T | C | O | A-1 |
| 1382465 (000362) | CDC | 13/04/2023 | 24/11/2023 | 24/11/2024 | 1 151 036,00 | F | FIXE | 0,000 | 0,456 | | A | P | O | A-1 |
| 1382465.2 (000363) | CDC | 13/04/2023 | 24/11/2024 | 24/11/2025 | 920 308,00 | F | FIXE | 0,000 | 0,000 | | A | P | O | A-1 |
| 17666/005/001 (330) | SG | 10/12/2008 | 10/12/2012 | 10/03/2013 | 3 750 000,00 | F | FIXE | 3,950 | 3,800 | | T | C | O | A-1 |
| 2301/104/001 (000344) | SG | 22/05/2019 | 23/04/2021 | 23/07/2021 | 5 000 000,00 | V | EURIBOR03M | 0,620 | 3,027 | | T | C | O | A-1 |
| 2302/103/001 (000345) | SG | 22/05/2019 | 15/07/2019 | 15/10/2019 | 1 394 113,33 | V | EURIBOR03M | 0,720 | 2,092 | | T | C | O | A-1 |
| 5161567 (000339) | CDC | 17/11/2016 | 15/11/2017 | 01/03/2018 | 5 000 000,00 | F | FIXE | 0,980 | 0,988 | | T | P | O | A-1 |
| 5197649 (000342) | CDC | 20/06/2018 | 27/06/2019 | 01/10/2019 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 1,580 | 1,588 | | T | P | O | A-1 |
| 5378108 (000351) | CDC | 24/07/2020 | 24/10/2020 | 01/02/2021 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 0,560 | 0,565 | | T | P | O | A-1 |
| 5699563 (369) | CDC | 17/11/2025 | 01/12/2025 | 01/03/2026 | 1 500 000,00 | V | LIVRETA | 2,900 | 2,307 | | T | C | O | A-1 |
| A1013698 (000333) | CE | 28/10/2013 | 20/12/2013 | 25/03/2014 | 4 000 000,00 | F | FIXE | 4,000 | 4,062 | | T | P | O | A-1 |
| A1018G49 (000343) | CE | 21/11/2018 | 25/11/2019 | 25/11/2020 | 3 000 000,00 | V | LIVRETA | 0,800 | 2,177 | | A | C | O | A-1 |
| A1023098 (000361-TIR-2) | CE | 13/11/2023 | 28/08/2024 | 25/12/2024 | 3 000 000,00 | V | LIVRETA | 3,600 | 2,689 | | T | C | O | A-1 |
| DD19700854 (000356) | ARKEA | 08/04/2022 | 29/04/2022 | 30/07/2022 | 2 900 000,00 | V | EURIBOR03M | 0,710 | 3,516 | | T | C | O | A-1 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| Financement Intracting (000358 | CDC | 16/11/2021 | 08/06/2022 | 07/06/2023 | 766 317,00 | F | FIXE | 0,250 | 0,250 | | A | P | O | A-1 |
| MIN265959EUR (000326) | RIVAGE INVESTMENT | 27/07/2009 | 23/12/2010 | 01/10/2011 | 5 000 000,00 | V | EURIBOR03M | 0,991 | 1,253 | | T | P | O | A-1 |
| MIN982649EUR (000325) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 07/04/2005 | 01/03/2007 | 01/03/2008 | 7 000 000,00 | C | TAUX STRUCTURES | 5,194 | 0,805 | | A | P | O | D-3 |
| MIS504311EUR/001 (000322-1) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 27/07/2015 | 01/08/2015 | 01/08/2016 | 7 154 758,70 | F | FIXE | 3,350 | 3,399 | | A | P | O | A-1 |
| MIS504311EUR/002 (000322-2) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 27/07/2015 | 01/08/2015 | 01/08/2016 | 16 400 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,399 | | A | P | O | A-1 |
| MIS504311EUR/003 (000322-3) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 27/07/2015 | 01/08/2015 | 01/08/2016 | 6 000 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,399 | | A | P | O | A-1 |
| MON242512EUR (000324) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 17/10/2006 | 20/10/2006 | 01/03/2007 | 4 000 000,00 | F | FIXE | 3,910 | 4,026 | | T | P | O | A-1 |
| MON531798EUR (000347) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 22/05/2019 | 15/01/2020 | 01/05/2020 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 1,460 | 1,500 | | T | C | O | A-1 |
| MON533669EUR (000348) | LA BANQUE POSTALE | 08/07/2020 | 31/07/2020 | 01/11/2020 | 3 178 378,44 | F | FIXE | 0,740 | 0,742 | | T | P | O | A-1 |
| MON537770EUR (000353) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 12/03/2021 | 31/03/2021 | 01/07/2021 | 4 540 564,95 | F | FIXE | 0,540 | 0,549 | | T | C | O | A-1 |
| MON541032EUR (000357) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 15/04/2022 | 04/05/2022 | 01/09/2022 | 2 500 000,00 | F | FIXE | 1,700 | 1,742 | | T | C | O | A-1 |
| MON551269EUR (366) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 02/12/2024 | 18/12/2024 | 01/04/2025 | 2 500 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,458 | | T | C | O | A-1 |
| MON551270EUR (367) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 02/12/2024 | 17/01/2025 | 01/05/2025 | 2 000 000,00 | F | FIXE | 3,350 | 3,462 | | T | C | O | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) | | | | | 7 500 000,00 | | | | | | | | | |
| 00604492048 (000364-M) | CREDIT AGRICOLE | 16/10/2024 | 14/11/2024 | 16/10/2027 | 5 000 000,00 | V | MOYEURIBOR03M | 4,085 | 3,583 | | X | F | N | A-1 |
| 16543/004/003 (16543-EONIA) | SG | 26/07/2006 | 27/09/2006 | 31/07/2026 | 2 500 000,00 | V | EONIA | 3,128 | 1,596 | | X | F | O | A-1 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) (9) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes (total) | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **129 678 029,80** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)** | | **2 282 020,79** | | **70 987 626,71** | | | | | **8 267 692,57** | **1 729 499,67** | **18 183,57** | **414 320,34** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 2 282 020,79 | | 68 037 626,71 | | | | | 7 517 692,57 | 1 656 005,31 | 18 183,57 | 414 146,91 |
| | O | 0,00 | A-1 | 0,00 | 0,00 | | TAUX STRUCTURES | 2,960 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 0 032 483 T (000336) | N | 0,00 | A-1 | 1 350 000,00 | 8,98 | F | FIXE | 2,600 | 150 000,00 | 33 637,50 | 0,00 | 866,67 |
| 00601260322 (000337) | N | 0,00 | A-1 | 290 000,00 | 0,98 | F | FIXE | 0,700 | 290 000,00 | 2 030,00 | 0,00 | 0,00 |
| 00601696685 (000341) | N | 0,00 | A-1 | 623 117,68 | 7,43 | V | EURIBOR03M | 2,643 | 83 082,36 | 16 341,63 | 0,00 | 1 299,56 |
| 00601847256 (000338) | N | 0,00 | A-1 | 1 027 331,65 | 12,81 | V | MOYEURIBOR03M | 2,370 | 67 992,09 | 24 477,04 | 0,00 | 5 119,59 |
| 00602603272 (000349) | N | 0,00 | A-1 | 1 015 034,50 | 14,58 | V | EURIBOR03M | 2,966 | 68 815,91 | 30 339,37 | 0,00 | 5 101,39 |
| 00602823767 (000352) | N | 0,00 | A-1 | 2 028 662,74 | 15,14 | F | FIXE | 0,730 | 119 992,61 | 14 809,24 | 0,00 | 12 024,62 |
| 00603631322 (000359) | N | 0,00 | A-1 | 2 495 378,13 | 11,79 | F | FIXE | 2,780 | 177 744,82 | 67 529,22 | 0,00 | 13 306,24 |
| 0921/101/001 (000332) | N | 0,00 | A-1 | 1 083 333,02 | 3,03 | F | FIXE | 4,100 | 333 333,36 | 39 832,63 | 0,00 | 7 089,58 |
| 1107/102/001 (000335) | N | 0,00 | A-1 | 1 350 000,00 | 8,79 | F | FIXE | 2,630 | 150 000,00 | 34 496,84 | 0,00 | 6 838,00 |
| 1382465 (000362) | N | 0,00 | A-1 | 920 828,80 | 7,90 | F | FIXE | 0,000 | 115 103,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1382465.2 (000363) | N | 0,00 | A-1 | 828 277,20 | 8,90 | F | FIXE | 0,000 | 92 030,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 17666/005/001 (330) | N | 0,00 | A-1 | 699 152,64 | 2,69 | F | FIXE | 3,950 | 254 237,28 | 24 171,44 | 0,00 | 1 073,98 |
| 2301/104/001 (000344) | N | 0,00 | A-1 | 3 875 000,00 | 15,31 | V | EURIBOR03M | 2,658 | 250 000,00 | 105 343,47 | 0,00 | 21 723,82 |
| 2302/103/001 (000345) | N | 0,00 | A-1 | 958 452,83 | 13,54 | V | EURIBOR03M | 2,746 | 69 705,68 | 26 795,99 | 0,00 | 6 125,39 |
| 5161567 (000339) | N | 0,00 | A-1 | 2 424 462,36 | 6,92 | F | FIXE | 0,980 | 336 301,38 | 22 444,02 | 0,00 | 1 755,74 |
| 5197649 (000342) | N | 0,00 | A-1 | 1 223 383,87 | 8,50 | F | FIXE | 1,580 | 131 473,09 | 18 444,11 | 0,00 | 4 287,73 |
| 5378108 (000351) | N | 0,00 | A-1 | 1 520 742,48 | 14,83 | F | FIXE | 0,560 | 97 467,81 | 8 294,31 | 0,00 | 1 318,40 |
| 5699563 (369) | N | 0,00 | A-1 | 1 500 000,00 | 19,92 | V | LIVRETA | 2,900 | 75 000,00 | 31 406,76 | 0,00 | 2 556,83 |
| A1013698 (000333) | N | 0,00 | A-1 | 1 001 451,99 | 2,98 | F | FIXE | 4,000 | 320 622,54 | 35 288,62 | 0,00 | 529,53 |
| A1018G49 (000343) | N | 0,00 | A-1 | 2 100 000,00 | 13,90 | V | LIVRETA | 2,000 | 150 000,00 | 42 583,33 | 0,00 | 3 607,50 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| A1023098 (000361-TIR-2) | N | 0,00 | A-1 | 2 750 000,00 | 13,73 | V | LIVRETA | 2,300 | 200 000,00 | 57 550,00 | 0,00 | 1 041,25 |
| DD19700854 (000356) | N | 0,00 | A-1 | 2 392 500,00 | 16,33 | V | EURIBOR03M | 2,776 | 145 000,00 | 67 568,97 | 0,00 | 12 511,27 |
| Financement Intracting (000358 | N | 0,00 | A-1 | 591 675,93 | 9,43 | F | FIXE | 0,250 | 58 505,00 | 1 479,19 | 0,00 | 759,59 |
| MIN265959EUR (000326) | N | 0,00 | A-1 | 2 476 948,60 | 10,50 | V | EURIBOR03M | 2,616 | 207 340,65 | 65 693,31 | 0,00 | 17 660,17 |
| MIN982649EUR (000325) | O | 1 044 427,09 | B-1 | 1 044 427,15 | 1,17 | V | TAUX STRUCTURES | 3,490 | 509 476,77 | 36 850,87 | 0,00 | 10 308,23 |
| MIS504311EUR/001 (000322-1) | N | 0,00 | A-1 | 4 433 174,27 | 9,58 | F | FIXE | 3,350 | 352 457,64 | 150 574,00 | 0,00 | 58 099,20 |
| MIS504311EUR/002 (000322-2) | N | 0,00 | A-1 | 10 161 636,62 | 9,58 | F | FIXE | 3,350 | 807 896,60 | 345 142,81 | 0,00 | 133 173,87 |
| MIS504311EUR/003 (000322-3) | N | 0,00 | A-1 | 3 717 671,83 | 9,58 | F | FIXE | 3,350 | 295 571,94 | 126 271,76 | 0,00 | 48 722,15 |
| MON242512EUR (000324) | N | 0,00 | A-1 | 282 286,39 | 0,92 | F | FIXE | 3,910 | 282 286,39 | 7 016,89 | 0,00 | 0,00 |
| MON531798EUR (000347) | N | 0,00 | A-1 | 1 425 000,00 | 14,08 | F | FIXE | 1,460 | 100 000,00 | 20 537,33 | 0,00 | 3 277,90 |
| MON533669EUR (000348) | O | 1 237 593,70 | A-1 | 1 237 593,70 | 2,58 | F | TAUX STRUCTURES | 2,960 | 430 595,89 | 7 975,65 | 18 183,57 | -1 254,34 |
| MON537770EUR (000353) | N | 0,00 | A-1 | 2 872 602,33 | 7,50 | F | FIXE | 0,540 | 370 658,36 | 14 965,80 | 0,00 | 3 452,68 |
| MON541032EUR (000357) | N | 0,00 | A-1 | 2 062 500,00 | 16,42 | F | FIXE | 1,700 | 125 000,00 | 34 739,33 | 0,00 | 2 836,29 |
| MON551269EUR (366) | N | 0,00 | A-1 | 2 374 999,99 | 14,00 | F | FIXE | 3,350 | 166 666,68 | 78 542,77 | 0,00 | 18 905,79 |
| MON551270EUR (367) | N | 0,00 | A-1 | 1 900 000,01 | 14,08 | F | FIXE | 3,350 | 133 333,32 | 62 831,11 | 0,00 | 10 028,29 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10) | | 0,00 | | 2 950 000,00 | | | | | 750 000,00 | 73 494,36 | 0,00 | 173,43 |
| 00604492048 (000364-M) | N | 0,00 | A-1 | 2 200 000,00 | 1,79 | V | MOYEURIBOR03M | 2,700 | 0,00 | 64 143,96 | 0,00 | 173,43 |
| 16543/004/003 (16543-EONIA) | N | 0,00 | A-1 | 750 000,00 | 0,58 | V | ESTERAJUSTE | 2,064 | 750 000,00 | 9 350,40 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | |
| | Couverture ? O/N (11) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Type de taux (13) | Index (14) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15) | Capital | Charges d'intérêt (16) | Intérêts perçus (le cas échéant) (17) | ICNE de l'exercice |
| 1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **2 282 020,79** | | **70 987 626,71** | | | | | **8 267 692,57** | **1 729 499,67** | **18 183,57** | **414 320,34** |

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

## B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (A)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Barrière simple (B)** | | | | | | | | | | | | | | |
| MIN982649EUR (000325) | CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 1 044 427,09<br>5 955 572,91 | 1 044 427,09<br>0,06 | 1 | 20,00 | | EURIBOR12M+0,05 | EURIBOR12M+0,05 | 0,00 | EURIBOR12M+0.95 | 3,490 | 36 850,87 | 0,00 | 1,47 |
| **TOTAL (B)** | | **7 000 000,00** | **1 044 427,15** | | | | | | **0,00** | | | **36 850,87** | **0,00** | **1,47** |
| **Option d'échange (C)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (C)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (D)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Multiplicateur jusqu'à 5 (E)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (E)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Autres types de structures (F)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (F)** | | **0,00** | **0,00** | | | | | | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL GENERAL** | | **7 000 000,00** | **1 044 427,15** | | | | | | **0,00** | | | **36 850,87** | **0,00** | **1,47** |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

## B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure | Indices sous-jacents | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)** | Nombre de produits | 37 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 98,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 69 943 199,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 1,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 1 044 427,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(C) Option d'échange (*swaption*)** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026





## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | | Instrument de couverture | | | | | | | | Primes éventuelles | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes reçues pour la vente d'option |
| **Taux fixe (total)** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Taux variable simple (total)** | | **0,00** | | | | | **0,00** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Taux complexe (total) (2)** | | **1 044 427,15** | | | | | **1 044 427,09** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 685193M / ST10/06 (SWAP309) | ??? | 0,00 | | NATIXIS | SWAP | Taux | 0,00 | 01/02/2005 | 01/08/2028 | T | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| EXO-2768366-12770360 (SWAP325) | MIN982649EUR (000325) | 1 044 427,15 | 01/03/2027 | SG | SWAP | Taux | 1 044 427,09 | 01/03/2009 | 02/03/2026 | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | | **1 044 427,15** | | | | | **1 044 427,09** | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Effet de l'instrument de couverture | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt (8) | |
| | | Index (5) | Niveau de taux (6) | Index | Niveau de taux | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| **Taux fixe (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux variable simple (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux complexe (total) (2)** | | | | | | 2 356 689,07 | 10 021,22 | | |
| 685193M / ST10/06 (SWAP309) | ??? | TAUX STRUCTURES | 2,960 | FIXE | 4,680 | 0,00 | 0,00 | F-6 | A-1 |
| EXO-2768366-12770360 (SWAP325) | MIN982649EUR (000325) | TAUX STRUCTURES | 3,490 | TAUX STRUCTURES | 2,470 | 2 356 689,07 | 10 021,22 | A-1 | B-1 |
| **Total** | | | | | | 2 356 689,07 | 10 021,22 | | |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES — IV

## ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

### METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| | **Biens de faible valeur**- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 € | | 2025-12-16 |
| | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | |
| L | FRAIS ETUDE, ELAB ET REVISION DOCS URBANISME | 5 | 28/06/2016 |
| L | FRAIS D'ETUDES | 5 | 28/06/2016 |
| L | FRAIS D'INSERTION | 5 | 28/06/2016 |
| L | Subv equipement aux personnes de droit privé | 5 | 28/06/2016 |
| L | Subvention personne privé- batiments- installation | 30 | 28/06/2016 |
| L | CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES | 3 | 28/06/2016 |
| L | 2132 10 ans | 10 | 28/06/2016 |
| L | AUTRES CONSTRUCTIONS | 0 | 28/06/2016 |
| L | INSTALLATION DE VOIRIE | 10 | 28/06/2016 |
| L | MATERIEL ROULANT VOITURES ET MOTOS | 8 | 28/06/2016 |
| L | autre matériel et outillage incendie dèfence civil | 10 | 28/06/2016 |
| L | autre matériel et outtillage de voirie | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres installations,materiel,outillage techniques | 10 | 28/06/2016 |
| L | matériel de transport - scooter | 8 | 28/06/2016 |
| L | MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE | 5 | 28/06/2016 |
| L | MOBILIER | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - autres equipemt | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - coffre-fort | 20 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - electromenager | 5 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - equip sportifs | 10 | 28/06/2016 |
| L | autres immobilisations corporels - instru musique | 5 | 28/06/2016 |
| L | FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT | 5 | 02/04/2023 |
| L | FRAIS D'INSERTION | 5 | 02/04/2024 |
| L | 204132 BATIMENTS ET INSTALLATIONS - 5 ans | 5 | 02/04/2024 |
| L | 204132 BATIMENTS ET INSTALLATIONS - 15 ans | 30 | 02/04/2024 |
| L | 2041512 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 5 ANS | 5 | 02/04/2024 |
| L | 2041512 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 15 ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | 20415341 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 5 ANS | 5 | 02/04/2024 |
| L | 20415341 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 15 ANS | 5 | 02/04/2024 |
| L | 20415342 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 5 ANS | 5 | 02/04/2024 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | Délibération du |
|---|---|---|---|
| L | 20415342 BIENS MOBILIERS,MATERIEL ET ETUDES 15 ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | 204182 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 5ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | 204182 BATIMENTS ET INSTALLATIONS 15 ANS | 30 | 02/04/2024 |
| L | SUBVENTION BATIMENTS_INSTALLATIONS PERSONNES DE DR | 30 | 02/04/2024 |
| L | Concessions et droits similaires | 3 | 02/04/2024 |
| L | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENT | 10 | 02/04/2024 |
| L | BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS-SOUS JACENTS | 0 | 02/04/2024 |
| L | FRAIS ETUDE, ELAB ET REVISION DOCS URBANISME | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION REGION MOBILIER MATERIEL ET ETUDES | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION REGION BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 30 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT DROIT PRIVE | 30 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT EN NATURE MOBILIERS MATERIEL | 5 | 16/12/2025 |
| L | SUBVENTION EQUIPEMENT EN NATURE BATIMENTS ET INSTA | 30 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 10 | 16/12/2025 |
| L | PLANTATION ARBRES ET ARBUSTRES | 10 | 16/12/2025 |
| L | IMMEUBLES DE RAPPORT | 60 | 16/12/2025 |
| L | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENT | 60 | 16/12/2025 |
| L | INSTALLATION DE VOIRIE | 10 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU | 40 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX D'ASSAINISSEMENT | 40 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX CABLES | 40 | 16/12/2025 |
| L | RESEAUX ELECTRIFICATION | 40 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES RESEAUX | 40 | 16/12/2025 |
| L | MATERIEL ROULANT VOITURES ET MOTOS | 8 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE INCENDIE DEFENCE CIVIL | 10 | 16/12/2025 |
| L | MATERIEL ROULANT | 8 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL TECHNIQUE | 8 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL TECHNIQUE | 10 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES INSTALLATIONS, MATERIELS ET OUTILLAGES TECH | 8 | 16/12/2025 |
| L | BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS-DEPENSES ULTERIEURE | 10 | 16/12/2025 |
| L | BIENS HISTORIQUES ET CULTURELS MOBILIERS-DEPENSES | 10 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AGENCEMENT ET A | 8 | 16/12/2025 |
| L | Matériel de transport | 8 | 16/12/2025 |
| L | MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE | 5 | 16/12/2025 |
| L | AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE | 5 | 16/12/2025 |
| L | Mobilier SCOLAIRE | 10 | 16/12/2025 |
| L | Mobilier AUTRE | 10 | 16/12/2025 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | CHOIX DE L'ASSEMBLEE | | |
|---|---|---|---|
| L | MATERIEL DE TELEPHONIE | 5 | 16/12/2025 |
| L | Equipements sportifs | 10 | 16/12/2025 |
| L | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 10 | 16/12/2025 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

### PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) A | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N B | Montant total des provisions constituées C = A + B | Montant des reprises de l'exercice D | SOLDE E = C - D |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)** | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour litiges | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour pertes de change | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunt | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres provisions pour risques | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des immobilisations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des stocks et encours | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes de tiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes financiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des provisions semi-budgétaires | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PROVISIONS BUDGETAIRES (2)** | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour litiges | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour pertes de change | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour garanties d'emprunt | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres provisions pour risques | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des immobilisations | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des stocks et encours | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| - des comptes de tiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) A | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N B | Montant total des provisions constituées C = A + B | Montant des reprises D | SOLDE de l'exercice E = C - D |
|---|---|---|---|---|---|---|
| - des comptes financiers | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des provisions budgétaires | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL PROVISIONS | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS | B3.2 |

## B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

| Nature de la provision | Objet | Montant total de la provision à constituer | Durée | Montant des provisions constituées au 01/01/N | Provision constituée au titre de l'exercice | Montant restant à provisionner |
|---|---|---|---|---|---|---|

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES | B4 |

## ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | **264 330,38** | **237 897,34** | **26 433,04** | **0,00** |
| 2025 | Admission en non valeur cité Sainte Thérèse | 10 | 19/09/2017 | 264 330,38 | 237 897,34 | 26 433,04 | 0,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III) | Solde (1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | **16 681 000,00** | **8 375 625,00** | **855 125,00** | **7 450 250,00** |
| 2025 | Amortissement indemnité capitalisée Refinancement SFIL | 20 | 08/12/2015 | 16 400 000,00 | 8 200 000,00 | 820 000,00 | 7 380 000,00 |
| 2025 | Etalement charge Indemnité Compensatoire Derogatoire renegociation DEXIA | 8 | 07/07/2020 | 281 000,00 | 175 625,00 | 35 125,00 | 70 250,00 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES — IV

## ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

### CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

**N° opération : 01** — **Intitulé de l'opération : PERIL 16 PLACE AUX AIRES PERIL 16, PLACE AUX AIRES** — **Date de la délibération :**

| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **300 000,00** | **300 000,00** |
| **45411** PERIL 16 PLACE AUX AIRES (5) | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **300 000,00** | **300 000,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **300 000,00** | **300 000,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **300 000,00** | **300 000,00** |

**N° opération : 03** — **Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE** — **Date de la délibération :**

| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **7 796 826,34** | **52 237,98** | **205 090,25** | **257 328,23** |
| **458** CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (5) | 7 796 826,34 | 52 237,98 | 205 090,25 | 257 328,23 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **7 796 826,34** | **52 237,98** | **205 090,25** | **257 328,23** |
| **RECETTES (b)** | **7 259 446,43** | **130 207,69** | **205 090,25** | **335 297,94** |
| **458** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 7 259 446,43 | 130 207,69 | 205 090,25 | 335 297,94 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 03 | Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **7 259 446,43** | **130 207,69** | **205 090,25** | **335 297,94** |

| N° opération : 06 | Intitulé de l'opération : ABRIS BUS AVENUE MARECHAL LECLERC | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **85 197,60** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **4581** ABRIS BUS AVENUE MARECHAL LECLERC (5) | 85 197,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **85 197,60** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **85 197,60** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **4582** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 85 197,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **85 197,60** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 113 | Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS PERIL 8 RUE DES SOEURS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 8 RUE DES SOEURS (5) | 2 224,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 2 224,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 113 | Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS PERIL 8 RUE DES SOEURS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **2 224,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 114 | Intitulé de l'opération : PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **5 100,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (5) | 5 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **5 100,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **5 100,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 5 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **5 100,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 116 | Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **46 788,32** | **2 561,39** | **0,00** | **2 561,39** |
| **45411** PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (5) | 46 788,32 | 2 561,39 | 0,00 | 2 561,39 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **46 788,32** | **2 561,39** | **0,00** | **2 561,39** |

Accusé de réception en préfecture
066-216606538-20260428-2626-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 116 | Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **RECETTES (b)** | **46 788,32** | **2 561,39** | **0,00** | **2 561,39** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 46 788,32 | 2 561,39 | 0,00 | 2 561,39 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **46 788,32** | **2 561,39** | **0,00** | **2 561,39** |

| N° opération : 123 | Intitulé de l'opération : TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (5) | 2 170,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 2 170,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **2 170,68** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 124 | Intitulé de l'opération : PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **28 072,00** | **1 740,00** | **0,00** | **1 740,00** |
| **45411** PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE (5) | 28 072,00 | 1 740,00 | 0,00 | 1 740,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 124 | Intitulé de l'opération : PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **28 072,00** | **1 740,00** | **0,00** | **1 740,00** |
| **RECETTES (b)** | **28 072,00** | **1 740,00** | **0,00** | **1 740,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 28 072,00 | 1 740,00 | 0,00 | 1 740,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **28 072,00** | **1 740,00** | **0,00** | **1 740,00** |

| N° opération : 125 | Intitulé de l'opération : PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **23 410,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE (5) | 23 410,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **23 410,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **23 410,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 23 410,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **23 410,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 126 | Intitulé de l'opération : PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER (5) | 26 976,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-86-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 126 | Intitulé de l'opération : PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 26 976,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **26 976,71** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 127 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR (5) | 7 730,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 7 730,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **7 730,76** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 128 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE SECURISATION HOTEL DES PARFUMS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| N° opération : 128 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE SECURISATION HOTEL DES PARFUMS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE SECURISATION HOTEL DES PARFUMS (5) | 456,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 456,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **456,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 129 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHIRIS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **7 007,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 4 TRAVERSE CHIRIS (5) | 7 007,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **7 007,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **7 007,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 7 007,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **7 007,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 130 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 117 AVENUE ST LAURENT | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE DEBLAIEMENT 117 AVENUE ST LAURENT (5) | 11 407,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 11 407,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **11 407,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| **N° opération : 131** | **Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE 5 TRAVERSE STE MARTHE** | | | **Date de la délibération :** |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| **DEPENSES (a)** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE 5 TRAVSERSE STE MARTHE (5) | 2 736,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 2 736,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **2 736,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| **N° opération : 132** | **Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP35** | | | **Date de la délibération :** |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE DEBROUSSAILLAGE PARCELLE BP35 (5) | 12 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 12 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **12 360,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

**N° opération : 133** **Intitulé de l'opération : TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD** **Date de la délibération :**

| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **1 800,00** | **0,00** | **1 800,00** |
| **45411** TRAVAUX OFFICE 20 AV JEAN AICARD (5) | 0,00 | 1 800,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **1 800,00** | **0,00** | **1 800,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **1 800,00** | **0,00** | **1 800,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 1 800,00 | 0,00 | 1 800,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **1 800,00** | **0,00** | **1 800,00** |

**N° opération : 95** **Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE** **Date de la délibération :**

| | Pour mémoire réalisations cumulées | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
|---|---|---|---|---|

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **27 807,18** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE (5) | 27 807,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **27 807,18** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **27 807,18** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 27 807,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **27 807,18** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

**N° opération : 99** **Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE PERIL 3 RUE PORTE NEUVE** **Date de la délibération :**

| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES (a)** | **12 766,82** | **10 037,30** | **0,00** | **10 037,30** |
| **45411** PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (5) | 12 766,82 | 10 037,30 | 0,00 | 10 037,30 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **12 766,82** | **10 037,30** | **0,00** | **10 037,30** |
| **RECETTES (b)** | **12 766,82** | **10 037,30** | **0,00** | **10 037,30** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 12 766,82 | 10 037,30 | 0,00 | 10 037,30 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **12 766,82** | **10 037,30** | **0,00** | **10 037,30** |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS | B6 |

## Prêts (compte 274)

| Bénéficiaires | Date de la délibération | Encours restant dû au 01/01/N | Montant de l'annuité à recouvrer | | ICNE de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Capital | Intérêts | |
| **Assortis d'intérêts (total)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Non assortis d'intérêts (total)** | | **0,00** | **0,00** | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.1 |

## ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

| Article | | Dette en capital à l'origine | Dette en capital au 01/01/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|
| **8015** | **Emprunts garantis (1)** | 54 545 780,15 | 27 445 365,78 | |
| **8016** | **Contrats de crédit-bail (2)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8017** | **Subvention à verser en annuité (3)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8018** | **Autres engagements donnés** | | | |
| | Marchés de partenariat (4) | | 0,00 | 0,00 |
| | Au profit d'organismes publics (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Au profit d'organismes privés (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Dans le cadre d'une délégation de service public (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.2 |

## ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

| Article | | Créance en capital à l'origine | Créance en capital au 01/01/N | Annuité à recevoir au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|
| **8026** | **Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8027** | **Subvention à recevoir par annuité** | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **8028** | **Autres engagements reçus** | | | |
| | Recette grevée d'affectation spéciale (2) | | 0,00 | |
| | Engagements reçus des entreprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | A l'exception de ceux reçus des entreprises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

## ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| **Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)** | | | | | **1 392 350,50** | **1 325 537,27** | | | | | | | | | | | **57 000,72** | **40 516,89** |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2024 | P | Financement d'un local | Crédit Agricole | 87 862,50 | 74 945,55 | 8,24 | M | F | FIXE | 4,301 | F | FIXE | 4,070 | A-1 | | 2 905,80 | 7 804,13 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2024 | P | Acquisition local commercial 22 place aux Aires à Grasse | Crédit Agricole | 117 370,00 | 105 474,43 | 8,04 | M | F | FIXE | 4,915 | F | FIXE | 4,720 | A-1 | | 4 742,96 | 10 977,95 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2024 | P | Acquisition local commercial 5 place du Patti à Grasse | Crédit Agricole | 79 668,50 | 67 157,71 | 8,05 | M | F | FIXE | 4,967 | F | FIXE | 4,720 | A-1 | | 3 019,95 | 6 989,85 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2023 | C | Acquisition d'un immeuble 4 place de la buanderie | La Banque Postale | 147 449,50 | 117 959,58 | 7,87 | T | F | FIXE | 4,442 | F | FIXE | 4,350 | A-1 | | 4 890,73 | 14 744,96 |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2024 | C | Financement de l'achat foncier Monoprix et travaux de construction du futur cinéma | La Banque Postale | 960 000,00 | 960 000,00 | 2,79 | A | F | FIXE | 4,722 | F | ESTER | 5,110 | A-1 | | 41 441,28 | 0,00 |
| **Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)** | | | | | **21 901 289,03** | **11 921 441,48** | | | | | | | | | | | **395 676,53** | **1 051 158,32** |
| ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | 2006 | P | CARRE/EST/RITOURNELLE/BEL AIR1-2/MOULIN DE BRUN GRASSE | DEXIA CL | 4 249 383,76 | 749 011,56 | 4,67 | A | F | FIXE | 3,024 | F | FIXE | 2,980 | A-1 | | 22 630,55 | 168 933,07 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| OGEC FENELON | 2012 | P | TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 202 267,18 | 131 453,57 | 14,51 | M | F | FIXE | 4,589 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 4 488,77 | 7 033,39 |
| OGEC FENELON | 2011 | P | TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 1 533 433,96 | 1 040 462,13 | 15,43 | M | F | FIXE | 3,886 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 35 595,66 | 51 472,74 |
| OGEC FENELON | 2013 | P | TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 817 313,68 | 548 275,21 | 15,18 | M | F | FIXE | 4,624 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 18 748,10 | 27 699,93 |
| OGEC FENELON | 2006 | P | OGEC FENELON REEAMMENAGEMENT ET EXTENSION DU SERVICE DE RESTAURATION DE L'ECOLE STE MARTHE | CAISSE D'EPARGNE | 600 000,00 | 39 785,52 | 0,84 | M | F | FIXE | 4,931 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 699,63 | 39 785,52 |
| OGEC FENELON | 2011 | P | ACQUISITION D'UN IMMEUBLE 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE ET DE 2 BÂTS BD EMMANUEL BAUDOIN GRASSE 06520 | CAISSE D'EPARGNE | 2 650 000,00 | 1 777 818,01 | 15,93 | M | F | FIXE | 4,556 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 60 878,36 | 84 393,52 |
| OGEC FENELON | 2016 | P | FINANCEMENT DES TRAVAUX DE BATIMENTS SCOLAIRES 122 AVENUE DE SIMARD GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 7 250 000,00 | 5 380 512,16 | 13,51 | M | F | FIXE | 3,548 | F | FIXE | 3,500 | A-1 | | 183 291,27 | 315 342,04 |
| ORSAC | 2005 | P | CENTRE DE REEDUCATION | CAISSE D'EPARGNE | 1 526 614,17 | 463 852,42 | 4,84 | A | F | FIXE | 4,836 | F | FIXE | 4,850 | A-1 | | 22 496,84 | 84 197,51 |
| ORSAC | 2005 | P | CENTRE DE REEDUCATION (2) | CAISSE D'EPARGNE | 270 000,00 | 81 135,96 | 4,82 | A | F | FIXE | 4,700 | F | FIXE | 4,700 | A-1 | | 3 813,39 | 14 771,85 |
| ORSAC | 2009 | P | ORSAC EXTENSION DE L'EHPAD"MONT FLEURI " GRASSE | DEXIA CL | 1 185 000,00 | 729 330,61 | 13,33 | T | V | LIVRETA | 2,621 | V | LIVRETA | 3,130 | A-1 | | 22 361,86 | 40 095,21 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2023 | C | ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 29 RUE PAUL GOBY GRASSE | CAISSE D'EPARGNE | 61 237,50 | 44 907,42 | 7,28 | M | V | LIVRETA | 3,703 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 1 511,82 | 6 123,84 |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2025 | C | Aménagement local "Maison Martelly" situé 5 rue Patti | La Banque Postale | 75 000,00 | 75 000,00 | 8,21 | A | F | FIXE | 4,101 | F | FIXE | 4,050 | A-1 | | 3 180,94 | 8 333,34 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | 2025 | C | Achat et travaux de l'ancienne parfumerie HUGUES AINE | La Banque Postale | 247 500,00 | 247 500,00 | 15,87 | T | V | ESTER | 4,135 | V | ESTER | 3,542 | A-1 | | 8 756,37 | 0,00 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | LE ROY RENE 1 | URCIL | 33 538,78 | 1 840,18 | 0,00 | A | F | FIXE | 1,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | | 18,40 | 1 840,18 |
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | 2022 | P | CENTRE HISTORIQUE | CAISSE D'EPARGNE | 1 200 000,00 | 610 556,73 | 2,98 | A | F | FIXE | 1,210 | F | FIXE | 1,180 | A-1 | | 7 204,57 | 201 136,18 |
| **Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social** | | | | | **31 252 140,62** | **14 198 387,03** | | | | | | | | | | | **298 491,92** | **1 393 744,47** |
| 3F RESIDENCES | 2017 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 294 680,92 | 22 202,42 | 9,00 | A | V | LIVRETA | 2,617 | V | LIVRETA | 3,850 | A-1 | | 854,79 | 1 698,04 |
| 3F RESIDENCES | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 262 245,00 | 145 153,48 | 14,08 | A | V | LIVRETA | 2,593 | V | LIVRETA | 3,100 | A-1 | | 4 499,76 | 7 245,65 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2006 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 7 074 315,30 | 1 394 929,34 | 2,68 | A | V | LIVRETA | 4,224 | V | LIVRETA | 2,370 | A-1 | | 33 848,58 | 452 620,14 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2007 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 285 390,00 | 109 392,27 | 7,50 | T | V | LIVRETA | 2,168 | V | LIVRETA | 2,150 | A-1 | | 2 128,92 | 13 167,59 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 835 597,28 | 1 407 059,42 | 20,00 | A | V | LIVRETA | 3,149 | V | LIVRETA | 4,300 | A-1 | | 60 503,56 | 38 271,64 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 443 733,97 | 760 413,79 | 6,46 | A | V | LIVRETA | 2,050 | V | LIVRETA | 3,000 | A-1 | | 2 951,66 | 26 880,16 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 389 548,05 | 265 777,65 | 11,00 | A | V | LIVRETA | 1,765 | V | LIVRETA | 3,600 | A-1 | | 43,74 | 2 810,66 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2019 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 150 835,92 | 129 549,84 | 26,92 | A | V | LIVRETA | 3,028 | V | LIVRETA | 2,700 | A-1 | | 3 497,85 | 3 321,60 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2019 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 7 294 353,12 | 3 618 383,14 | 5,71 | A | V | LIVRETA | 2,283 | V | LIVRETA | 2,700 | A-1 | | 28 798,42 | 228 782,55 |
| 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2019 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 62 757,26 | 50 026,31 | 18,00 | A | F | FIXE | 1,710 | F | FIXE | 1,710 | A-1 | | 855,45 | 2 250,61 |
| ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL | 2018 | C | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 482 247,29 | 364 665,13 | 13,33 | T | V | LIVRETA | 2,694 | V | LIVRETA | 2,830 | A-1 | | 9 481,86 | 20 047,60 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 077 328,79 | 273 113,54 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 1,643 | V | LIVRETA | 2,220 | A-1 | | 6 063,12 | 89 046,39 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 25 507,96 | 8 447,03 | 3,00 | A | V | LIVRETA | 1,638 | V | LIVRETA | 3,520 | A-1 | | 297,34 | 1 980,52 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 114 633,98 | 406 047,98 | 4,50 | A | V | LIVRETA | 1,719 | V | LIVRETA | 2,920 | A-1 | | 11 856,60 | 76 423,39 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 748 711,69 | 274 019,77 | 4,75 | A | V | LIVRETA | 1,667 | V | LIVRETA | 2,220 | A-1 | | 6 083,24 | 52 424,08 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 988 217,96 | 361 676,29 | 4,75 | A | V | LIVRETA | 1,772 | V | LIVRETA | 2,220 | A-1 | | 8 029,21 | 69 194,08 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 91 812,61 | 33 602,33 | 4,67 | A | V | LIVRETA | 1,777 | V | LIVRETA | 2,220 | A-1 | | 745,97 | 6 428,63 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 261 647,67 | 466 191,64 | 4,08 | A | V | LIVRETA | 2,352 | V | LIVRETA | 3,550 | A-1 | | 16 549,80 | 87 285,47 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 2016 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 14 514,84 | 4 628,59 | 3,17 | A | V | LIVRETA | 2,289 | V | LIVRETA | 3,550 | A-1 | | 164,31 | 1 101,09 |
| COTE D'AZUR HABITAT | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 81 785,39 | 13 675,17 | 3,17 | A | V | LIVRETA | 3,161 | V | LIVRETA | 3,200 | A-1 | | 437,61 | 3 262,52 |
| FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME | 2004 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 223 424,00 | 104 770,26 | 13,17 | A | V | LIVRETA | 2,616 | V | LIVRETA | 3,100 | A-1 | | 3 247,88 | 6 008,93 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | 1997 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 108 086,35 | 15 142,01 | 3,92 | A | V | LIVRETA | 3,162 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 378,55 | 3 749,96 |
| ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | 2007 | P | LE BELVEDERE LES GENETS GRASSE | DEXIA CL | 1 623 892,74 | 958 951,99 | 13,67 | A | V | FIXE | 3,116 | V | LIVRETA | 1,700 | A-1 | | 16 530,55 | 57 164,78 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 22 666,39 | 9 771,44 | 5,92 | A | V | LIVRETA | 2,386 | V | LIVRETA | 2,300 | A-1 | | 224,74 | 1 621,43 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 36 772,00 | 15 214,07 | 4,17 | A | V | LIVRETA | 2,186 | V | LIVRETA | 3,000 | A-1 | | 456,42 | 2 946,97 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 18 963,14 | 7 845,81 | 4,17 | A | V | LIVRETA | 2,186 | V | LIVRETA | 3,000 | A-1 | | 235,37 | 1 519,73 |
| LOGIREM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 14 126,89 | 5 844,86 | 4,42 | A | V | LIVRETA | 2,180 | V | LIVRETA | 3,000 | A-1 | | 175,35 | 1 132,15 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2005 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 66 952,90 | 46 459,44 | 25,83 | A | V | LIVRETA | 2,681 | V | LIVRETA | 2,400 | A-1 | | 1 115,03 | 1 307,68 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2005 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 61 132,06 | 41 584,07 | 25,83 | A | V | LIVRETA | 2,441 | V | LIVRETA | 2,400 | A-1 | | 998,02 | 1 170,46 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 316 041,39 | 264 303,61 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,669 | V | LIVRETA | 2,900 | A-1 | | 7 236,65 | 8 721,42 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 38 654,33 | 31 856,73 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,171 | V | LIVRETA | 2,400 | A-1 | | 717,32 | 1 112,67 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 330 966,32 | 276 785,25 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,669 | V | LIVRETA | 2,900 | A-1 | | 7 578,40 | 9 133,29 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 35 072,08 | 28 904,44 | 22,00 | T | V | LIVRETA | 2,652 | V | LIVRETA | 2,400 | A-1 | | 650,86 | 1 009,54 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2018 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 1 708 937,68 | 1 378 799,40 | 19,67 | T | V | LIVRETA | 2,669 | V | LIVRETA | 2,900 | A-1 | | 37 001,24 | 53 497,39 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2021 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 429 649,88 | 391 868,63 | 25,83 | A | V | LIVRETA | 3,591 | V | LIVRETA | 2,700 | A-1 | | 10 580,45 | 8 942,99 |
| LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | 2021 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 446 190,93 | 406 955,14 | 25,83 | A | V | LIVRETA | 3,591 | V | LIVRETA | 2,700 | A-1 | | 10 987,79 | 9 287,28 |
| OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS | 2008 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 279 984,00 | 49 459,83 | 2,25 | A | V | LIVRETA | 2,138 | V | LIVRETA | 2,850 | A-1 | | 1 409,61 | 16 025,54 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 15 311,67 | 1 955,82 | 2,58 | A | V | LIVRETA | 3,233 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 48,90 | 640,94 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 20 519,03 | 2 620,96 | 2,58 | A | V | LIVRETA | 3,238 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 65,52 | 858,91 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 20 054,97 | 2 561,70 | 2,58 | A | V | LIVRETA | 3,211 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 64,04 | 839,49 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 21 164,80 | 2 703,47 | 2,58 | A | V | LIVRETA | 3,244 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 67,59 | 885,95 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 26 629,95 | 3 401,53 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,246 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 85,04 | 1 114,71 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 16 095,41 | 2 055,93 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,240 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 51,40 | 673,75 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 15 333,17 | 1 958,56 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,246 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 48,96 | 641,84 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 15 638,07 | 1 997,51 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,246 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 49,94 | 654,60 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 16 552,76 | 2 114,34 | 2,92 | A | V | LIVRETA | 3,240 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 52,86 | 692,89 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 23 716,95 | 3 955,66 | 3,00 | A | V | LIVRETA | 3,241 | V | LIVRETA | 3,800 | A-1 | | 150,32 | 926,20 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 27 680,63 | 4 594,81 | 3,33 | A | V | LIVRETA | 3,188 | V | LIVRETA | 3,200 | A-1 | | 147,03 | 1 096,20 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1998 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 17 436,20 | 3 552,09 | 4,08 | A | V | LIVRETA | 3,118 | V | LIVRETA | 3,200 | A-1 | | 113,67 | 667,37 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1999 | P | emprunt garanti | Caisse des Dépôts et Consignation | 7 843,04 | 1 926,19 | 5,92 | A | V | LIVRETA | 2,947 | V | LIVRETA | 2,500 | A-1 | | 48,15 | 306,10 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LE ROY RENE 2 | URCIL | 37 350,11 | 2 049,24 | 0,00 | A | F | FIXE | 1,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | | 20,49 | 2 049,24 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20260428-2626-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date de vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts (8) | En capital |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT C N°407 | URCIL | 27 135,93 | 1 557,22 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 23,36 | 1 557,21 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT E N°204 | URCIL | 27 440,82 | 1 574,69 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 23,61 | 1 574,69 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D4OR BÂT A N°004 | URCIL | 43 143,08 | 2 475,77 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 37,14 | 2 475,77 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT N°007 | URCIL | 27 898,17 | 1 600,92 | 0,75 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 24,01 | 1 600,92 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1996 | P | LES RÊVES D'OR BÂT N°207 | URCIL | 27 745,72 | 1 592,19 | 0,83 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 23,88 | 1 592,19 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | LES RÊVES D'OR BÂT A N°201 | URCIL | 40 094,09 | 4 567,58 | 1,17 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 68,51 | 2 266,80 |
| SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | 1997 | P | LES RÊVES D'OR BÂT A N°101 | URCIL | 35 977,97 | 4 098,74 | 1,17 | A | F | FIXE | 1,500 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | | 61,48 | 2 034,08 |
| **TOTAL GENERAL** | | | | | **54 545 780,15** | **27 445 365,78** | | | | | | | | | | | **751 169,17** | **2 485 419,68** |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.4 |

## CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

| Calcul du ratio (1) | | Valeur en euros |
|---|---|---|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2) | A | 1 619 798,54 |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2) | B | 20 270,65 |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (3) | C | 8 517 692,57 |
| Provisions pour garanties d'emprunts | D | 0,00 |
| **Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice** | **I = A + B + C - D** | **10 157 761,76** |
| **Recettes réelles de fonctionnement** | **II** | **72 534 013,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)** | **I / II** | **14,00** |

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.7 |

## ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

| Libellé (1) | Restes à employer au 01/01/N | Montant recettes | Montant dépenses | Restes à employer au 31/12/N |
|---|---|---|---|---|
| TAXE DE SEJOUR | 0,00 | 350 000,00 | 400 000,00 | -50 000,00 |
| AMENDES DE POLICE | 0,00 | 700 000,00 | 800 000,00 | -100 000,00 |
| **Total** | **0,00** | **1 050 000,00** | **1 200 000,00** | **-150 000,00** |

**Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE DE SEJOUR**

| | |
|---|---|
| **Reste à employer au 01/01/N** | **0,00** |

**Recettes**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 731721 | TAXE DE SEJOUR | 350 000,00 |
| | **Total** | **350 000,00** |

**Dépenses**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 731721 | TAXE DE SEJOUR | 400 000,00 |
| | **Total** | **400 000,00** |
| | **Reste à employer au 31/12/N (3)** | **-50 000,00** |

**Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : AMENDES DE POLICE**

| | |
|---|---|
| **Reste à employer au 01/01/N** | **0,00** |

**Recettes**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 1345 | AMENDES DE RADARDS AUTOMATIQUES ET AMENDES DE POLICE | 700 000,00 |
| | **Total** | **700 000,00** |

**Dépenses**

| Article | Libellé article | Montant |
|---|---|---|
| 1345 | AMENDES DE RADARDS AUTOMATIQUES ET AMENDES DE POLICE | 800 000,00 |
| | **Total** | **800 000,00** |
| | **Reste à employer au 31/12/N (3)** | **-100 000,00** |

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.8 |

## ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dette en capital à l'origine | Dette en capital au 1/1/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8017 Subventions à verser en annuités | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8018 Autres engagements donnés | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes publics | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Au profit d'organismes privés (1) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements liés à des délégations de service public | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN | B7.9 |

## ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital au 01/01/N | Annuité à recevoir au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES | B8 |

## SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

| Article (1) | Subventions (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de la subvention |
|---|---|---|---|---|---|
| **INVESTISSEMENT (total)** | | | | | **0,00** |
| **FONCTIONNEMENT (total)** | | | | | **7 364 526,10** |
| 6553 | | | SERVICE DEPARTEMENTAL D INCENDIE ET DE SECOURS DES AM SDIS | Département | 3 535 346,00 |
| 65568 | | | SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL REGIONAL PREALPES AZUR PNR | Etablissement de droit public | 10 084,00 |
| 657363 | | | CCAS DE GRASSE | Etablissement de droit public | 3 400 000,00 |
| 657364 | | | CAISSE DES ECOLES | Etablissement de droit public | 61 000,00 |
| 65748 | | | OGEC FENELON | Association | 358 096,10 |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N | B9 |

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| **EMPLOIS FONCTIONNELS (a)** | | **3,00** | **0,00** | **3,00** | **3,00** | **0,00** | **3,00** |
| Directeur général des services | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur général adjoint des services | A | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| Directeur général des services techniques | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur départemental - SDIS | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Directeur départemental adjoint - SDIS | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE ADMINISTRATIVE (b)** | | **200,00** | **2,00** | **202,00** | **171,47** | **19,00** | **190,47** |
| ADJOINT ADMINISTRATIF | C | 61,00 | 1,00 | 62,00 | 43,57 | 10,00 | 53,57 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 82,00 | 0,00 | 82,00 | 80,60 | 0,00 | 80,60 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 26,00 | 1,00 | 27,00 | 24,70 | 1,00 | 25,70 |
| ATTACHE | A | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 2,90 | 3,00 | 5,90 |
| ATTACHE HORS CLASSE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| ATTACHE PRINCIPAL | A | 11,00 | 0,00 | 11,00 | 8,00 | 3,00 | 11,00 |
| DIRECTEUR | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| REDACTEUR | B | 7,00 | 0,00 | 7,00 | 5,80 | 1,00 | 6,80 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| REDACTEUR PRINCIPAL 2ECLASSE | B | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 2,90 | 1,00 | 3,90 |
| **FILIERE TECHNIQUE (c)** | | **363,00** | **31,00** | **394,00** | **315,48** | **47,76** | **363,24** |
| ADJOINT TECHNIQUE | C | 167,00 | 31,00 | 198,00 | 130,78 | 39,76 | 170,54 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 41,00 | 0,00 | 41,00 | 40,10 | 0,00 | 40,10 |
| ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 79,00 | 0,00 | 79,00 | 72,10 | 6,00 | 78,10 |
| AGENT DE MAITRISE | C | 22,00 | 0,00 | 22,00 | 21,70 | 0,00 | 21,70 |
| AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL | C | 39,00 | 0,00 | 39,00 | 39,00 | 0,00 | 39,00 |
| INGENIEUR | A | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 1,00 | 2,00 |
| INGENIEUR EN CHEF | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| INGENIEUR PRINCIPAL | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| TECHNICIEN | B | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,80 | 0,00 | 1,80 |
| TECHNICIEN PRINCIPAL 2E CLASSE | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 4,00 | 1,00 | 5,00 |
| **FILIERE SOCIALE (d)** | | **63,00** | **0,00** | **63,00** | **59,30** | **0,00** | **59,30** |
| ASEM PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 37,00 | 0,00 | 37,00 | 36,00 | 0,00 | 36,00 |
| ASEM PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 26,00 | 0,00 | 26,00 | 23,30 | 0,00 | 23,30 |
| ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF 1ERE CLASSE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **FILIERE SPORTIVE (g)** | | **8,00** | **0,00** | **8,00** | **7,00** | **0,00** | **7,00** |
| CONSEILLER DES APS | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CONSEILLER DES APS PRINCIPAL 2E CLASSE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| EDUCATEUR DES APS | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 5,00 | 0,00 | 5,00 |
| EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 2EME CLASSE | B | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OPERATEUR DES APS PRINCIPAL | C | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| OPERATEUR DES APS QUALIFIE | C | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **FILIERE CULTURELLE (h)** | | **51,00** | **8,00** | **59,00** | **39,76** | **14,29** | **54,05** |
| ADJOINT DU PATRIMOINE | C | 10,00 | 0,00 | 10,00 | 6,00 | 3,00 | 9,00 |
| ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | C | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| ASSISTANT DE CONSERVATION | B | 5,00 | 0,00 | 5,00 | 4,30 | 0,00 | 4,30 |
| ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 2,00 | 1,00 | 3,00 |
| ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL 2E CLASSE | B | 6,00 | 0,00 | 6,00 | 5,90 | 0,00 | 5,90 |
| ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE | B | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 3,00 | 4,00 | 7,00 | 2,83 | 2,60 | 5,43 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2E CLASSE | B | 6,00 | 4,00 | 10,00 | 1,73 | 6,69 | 8,42 |
| ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 |
| ATTACHE PRINCIPAL DE CONSERVATION DU PATRIMOINE | A | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| BIBLIOTHECAIRE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| BIBLIOTHECAIRE PRINCIPAL | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| CONSERVATEUR BIBLIOTHEQUE | A | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 |
| CONSERVATEUR EN CHEF BIBLIOTHEQUE | A | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE CN | A | 4,00 | 0,00 | 4,00 | 4,00 | 0,00 | 4,00 |
| PROFESSEUR ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE HC | A | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| **FILIERE ANIMATION (i)** | | **16,00** | **10,00** | **26,00** | **18,26** | **1,00** | **19,26** |
| ADJOINT ANIMATION | C | 7,00 | 10,00 | 17,00 | 10,46 | 0,00 | 10,46 |
| ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 1E CLASSE | C | 3,00 | 0,00 | 3,00 | 3,00 | 0,00 | 3,00 |
| ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 2E CLASSE | C | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,80 | 0,00 | 1,80 |
| ANIMATEUR | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 1,00 | 1,00 | 2,00 |
| ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE | B | 2,00 | 0,00 | 2,00 | 2,00 | 0,00 | 2,00 |
| **FILIERE POLICE (j)** | | **67,00** | **0,00** | **67,00** | **63,80** | **0,00** | **63,80** |
| BRIGADIER APPELATION | **C** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| BRIGADIER CHEF PRINCIPAL | **C** | **38,00** | **0,00** | **38,00** | **37,80** | **0,00** | **37,80** |
| CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE | **B** | **3,00** | **0,00** | **3,00** | **3,00** | **0,00** | **3,00** |
| CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 1ERE CLASSE | **B** | **3,00** | **0,00** | **3,00** | **3,00** | **0,00** | **3,00** |
| CHEF DE SERVICE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 2E CLASSE | **B** | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1,00** | **0,00** | **1,00** |
| DIRECTEUR DE POLICE MUNICIPALE | **A** | **1,00** | **0,00** | **1,00** | **1,00** | **0,00** | **1,00** |
| GARDIEN-BRIGADIER | **C** | **21,00** | **0,00** | **21,00** | **18,00** | **0,00** | **18,00** |
| **FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **EMPLOIS NON CITES (l) (5)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| CHARGE DE MISSION | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)** | | **769,00** | **51,00** | **820,00** | **675,07** | **82,05** | **757,12** |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION (3) | | CONTRAT | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Indice (8) | Euros | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| **Agents occupant un emploi permanent (6)** | | | | 0,00 | | |
| **Agents occupant un emploi non permanent (7)** | | | | 0,00 | | |
| **TOTAL GENERAL** | | | | 0,00 | | |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## ANNEXES PATRIMONIALES
## LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

## LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| **Délégation de service public (3) (4)** | | | | |
| **Détention d'une part du capital** | | | | |
| **Garantie ou cautionnement d'un emprunt** | | | | |
| 16/07/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 15 311,67 |
| 16/07/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 20 519,03 |
| 16/07/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 20 054,97 |
| 16/07/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 21 164,80 |
| 04/09/1996 - LES RÊVES D'OR BÂT E N°204 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 27 440,82 |
| 04/09/1996 - LES RÊVES D'OR BÂT N°007 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 27 898,17 |
| 10/09/1996 - LES RÊVES D'OR BÂT N°207 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 27 745,72 |
| 01/10/1996 - LES RÊVES D'OR BÂT C N°407 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 27 135,93 |
| 01/10/1996 - LES RÊVES D4OR BÂT A N°004 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 43 143,08 |
| 01/11/1996 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 81 785,39 |
| 05/11/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 26 629,95 |
| 05/11/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 16 095,41 |
| 05/11/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 15 333,17 |
| 05/11/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 15 638,07 |
| 13/11/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 16 552,76 |
| 19/12/1996 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 23 716,95 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| 01/01/1997 - LE ROY RENE 1 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 33 538,78 |
| 01/01/1997 - LES RÊVES D'OR BÂT A N°201 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 40 094,09 |
| 07/02/1997 - LES RÊVES D'OR BÂT A N°101 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 35 977,97 |
| 30/04/1997 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 27 680,63 |
| 12/11/1997 - emprunt garanti | ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | | | 108 086,35 |
| 28/01/1998 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 17 436,20 |
| 23/11/1999 - emprunt garanti | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 7 843,04 |
| 02/02/2004 - emprunt garanti | FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME | | | 223 424,00 |
| 25/10/2005 - CENTRE DE REEDUCATION (2) | ORSAC | | | 270 000,00 |
| 31/12/2005 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 66 952,90 |
| 31/12/2005 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 61 132,06 |
| 01/01/2006 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 7 074 315,30 |
| 28/09/2006 - OGEC FENELON REEAMMENAGEMENT ET EXTENSION DU SERVICE DE RESTAURATION DE L'ECOLE STE MARTHE | OGEC FENELON | | | 600 000,00 |
| 05/10/2006 - CARRE/EST/RITOURNELLE/BEL AIR1-2/MOULIN DE BRUN GRASSE | ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | | | 4 249 383,76 |
| 06/06/2007 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 285 390,00 |
| 01/09/2007 - LE BELVEDERE LES GENETS GRASSE | ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM | | | 1 623 892,74 |
| 25/01/2008 - "ORSAC EXTENSION DE L'EHPAD""MONT FLEURI "" GRASSE " | ORSAC | | | 1 185 000,00 |
| 31/03/2008 - emprunt garanti | OFFICE PUBLIC DE L' HABITAT CANNES PAYS DE LERINS | | | 279 984,00 |
| 17/02/2015 - FINANCEMENT DES TRAVAUX DE BATIMENTS SCOLAIRES 122 AVENUE DE SIMARD GRASSE | OGEC FENELON | | | 7 250 000,00 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 1 077 328,79 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 25 507,96 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 1 114 633,98 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 748 711,69 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 988 217,96 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 91 812,61 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 1 261 647,67 |
| 01/03/2016 - emprunt garanti | COTE D'AZUR HABITAT | | | 14 514,84 |
| 31/12/2017 - emprunt garanti | 3F RESIDENCES | | | 294 680,92 |
| 01/01/2018 - emprunt garanti | 3F RESIDENCES | | | 262 245,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 316 041,39 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 38 654,33 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 330 966,32 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 35 072,08 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 1 708 937,68 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIREM | | | 22 666,39 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIREM | | | 36 772,00 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIREM | | | 18 963,14 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | LOGIREM | | | 14 126,89 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 1 835 597,28 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 1 443 733,97 |
| 01/07/2018 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 389 548,05 |
| 01/11/2018 - emprunt garanti | ASSOCIATION ORGANISATION POUR LA SANTE DE L'ACCUEIL | | | 482 247,29 |
| 01/05/2019 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 150 835,92 |
| 01/05/2019 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 7 294 353,12 |
| 01/05/2019 - emprunt garanti | 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE | | | 62 757,26 |
| 01/01/2021 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 429 649,88 |
| 01/01/2021 - emprunt garanti | LOGIS FAMILIAL SOC D'HLM | | | 446 190,93 |
| 14/12/2021 - CENTRE HISTORIQUE | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | | | 1 200 000,00 |
| 08/09/2022 - TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | OGEC FENELON | | | 202 267,18 |
| 08/09/2022 - TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | OGEC FENELON | | | 1 533 433,96 |
| 08/09/2022 - TRAVAUX ET REAMENAGEMENT 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE 06520 GRASSE | OGEC FENELON | | | 817 313,68 |
| 08/09/2022 - LE ROY RENE 2 | SOCIETE HABITAT ET LOGEMENT DES ALPES MARITIMES | | | 37 350,11 |
| 09/09/2022 - CENTRE DE REEDUCATION | ORSAC | | | 1 526 614,17 |
| 12/09/2022 - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE 8 RUE DU PALAIS DE JUSTICE ET DE 2 BÂTS BD EMMANUEL BAUDOIN GRASSE 06520 | OGEC FENELON | | | 2 650 000,00 |
| 04/04/2023 - ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 29 RUE PAUL GOBY GRASSE | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | | | 61 237,50 |
| 09/06/2023 - Financement d'un local | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | | | 87 862,50 |
| 26/09/2023 - Acquisition local commercial 22 place aux Aires à Grasse | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | | | 117 370,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de transmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|---|---|---|---|
| 26/09/2023 - Acquisition local commercial 5 place du Patti à Grasse | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | | | 79 668,50 |
| 26/09/2023 - Acquisition d'un immeuble 4 place de la buanderie | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | | | 147 449,50 |
| 24/09/2024 - Financement de l'achat foncier Monoprix et travaux de construction du futur cinéma | SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | | | 960 000,00 |
| 25/02/2025 - "Aménagement local ""Maison Martelly"" situé 5 rue Patti" | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | | | 75 000,00 |
| 23/09/2025 - Achat et travaux de l'ancienne parfumerie HUGUES AINE | SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES | | | 247 500,00 |
| **Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme** | | | | |
| **Autres** | | | | |

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

B11.1

### LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

| DESIGNATION DES ORGANISMES | Date d'adhésion | Mode de participation (1) | Montant du financement |
|---|---|---|---|
| **Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)** | | | |
| SICTIAM | | SANS FISCALITE PROPRE | 59 000,00 |
| SYNDICAT MIXTE PARC NATUREL REGIONAL PREALPES AZUR PNR | | SANS FISCALITE PROPRE | 10 084,00 |
| SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS | | SANS FISCALITE PROPRE | 3 535 346,00 |
| **EPCI** | | | |
| CA PAYS DE GRASSE | | TPU AVEC FISCALITE PROPRE | 0,00 |
| **Autres organismes de regroupement** | | | |
| FEDERATION EUROPEENNE MAISON | | SANS FISCALITE PROPRE | 70,00 |
| FEDERATION DES MAISONS ECRIVAINS | | SANS FISCALITE PROPRE | 100,00 |
| FFEA | | SANS FISCALITE PROPRE | 300,00 |
| ABF FONCTIONNEMENT | | SANS FISCALITE PROPRE | 260,00 |
| ACIM | | SANS FISCALITE PROPRE | 80,00 |
| ADCCFF DES AM COMITES COMMUNAUX | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 949,78 |
| ADRC AGENCE DEVELEPPEMENT REGION | | SANS FISCALITE PROPRE | 115,00 |
| AFCAE ASSOCIATION FRANCAISE | | SANS FISCALITE PROPRE | 125,00 |
| AFPJR | | SANS FISCALITE PROPRE | 350,00 |
| ASS NATIONALE DES ELUS DES | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 398,00 |
| ASS NATIONALE DES VILLES ET PAYS | | SANS FISCALITE PROPRE | 2 339,73 |
| ASSOCIATION AMIS DE MARGUERITE | | SANS FISCALITE PROPRE | 80,00 |
| ASSOCIATION DES MAIRES ET | | SANS FISCALITE PROPRE | 9 451,08 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600688-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| DESIGNATION DES ORGANISMES | Date d'adhésion | Mode de participation (1) | Montant du financement |
|---|---|---|---|
| ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE | | SANS FISCALITE PROPRE | 100,00 |
| ASSOCIATION DES VILLES MARRAINES | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 966,52 |
| BOUCLIER BLEU | | SANS FISCALITE PROPRE | 180,00 |
| CASTRUM ALPES MARITIMES | | SANS FISCALITE PROPRE | 15,00 |
| CENTRE-VILLE EN MOUVEMENT | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 500,00 |
| CLUB DES MANAGERS DE CENTRE VILL | | SANS FISCALITE PROPRE | 70,00 |
| COMMISSION DU FILM AM COTE AZUR | | SANS FISCALITE PROPRE | 4 400,00 |
| CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET V | | SANS FISCALITE PROPRE | 800,00 |
| COMMUNES FORESTIERES ET PASTORALES | | SANS FISCALITE PROPRE | 4 000,00 |
| AVENIO UTILISATEURS | | SANS FISCALITE PROPRE | 60,00 |
| FNCV LES VITRINES DE FRANCE | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 014,00 |
| CUTO | | SANS FISCALITE PROPRE | 200,00 |
| RESEAU CAREL | | SANS FISCALITE PROPRE | 50,00 |
| HISTOIRE ET CULTURE EN PAYS DE GRASSE | | SANS FISCALITE PROPRE | 15,00 |
| SITE HISTORIQUE GRIMALDI | | SANS FISCALITE PROPRE | 700,00 |
| FONDATION DU PATRIMOINE | | SANS FISCALITE PROPRE | 1 000,00 |

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES | B11.2 |

## LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

| Catégorie d'établissement (1) | Intitulé / objet de l'établissement | Date de création | Date de délibération | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE | B11.3 |

## LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

| Catégorie de services (1) | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | N° SIRET | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES | SEPF | | | 21060069800356 | | |
| CREMATORIUM | CREMATORIUM | | | 21060069800448 | | |

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### *Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|
| **Solde d'exécution 001 (A)**<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **-3 884 082,01** | **-3 884 082,01** |
| **Solde des RAR (B)**<br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent | **0,00** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **-3 884 082,01** | **-3 884 082,01** |

### *Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|
| **Affectation au 1068 (C)** | **3 884 082,01** | **3 884 082,01** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **-3 884 082,01** | **-3 884 082,01** |
| **Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)**<br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | **0,00** | **0,00** |

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Propositions nouvelles | Vote |
|---|---|---|
| **Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)** | **8 570 000,00** | **8 570 000,00** |
| **Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)** | **15 553 089,14** | **15 553 089,14** |
| **Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)**<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | **6 983 089,14** | **6 983 089,14** |

*(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique*

*(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

*(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

**IV**

## ANNEXES BUDGETAIRES
## EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

**C1.2**

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) | |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B** | | **8 570 000,00** | **I** | **8 570 000,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **8 520 000,00** | | **8 520 000,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 8 520 000,00 | | 8 520 000,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 0,00 | | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **50 000,00** | | **50 000,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *50 000,00* | | *50 000,00* |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) | |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **15 553 089,14** | **III** | **15 553 089,14** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **2 602 000,00** | | **2 602 000,00** |
| 10222 | FCTVA | 1 750 000,00 | | 1 750 000,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement (3) | 400 000,00 | | 400 000,00 |
| 10227 | Versement pour sous densité | 0,00 | | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13146 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13156 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13246 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 13256 | Attributions compensation investissement | 0,00 | | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | | |
| 2745 | Avances remboursables | 0,00 | | 0,00 |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 252 000,00 | | 252 000,00 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 200 000,00 | | 200 000,00 |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (4)** | | **12 951 089,14** | | **12 951 089,14** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | | *0,00* |
| *1522* | *Prov. risques et charges sur emprunts* | *200 000,00* | | *200 000,00* |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *2802* | *Frais liés à la réalisation de document* | *5 500,00* | | *5 500,00* |
| *28031* | *Frais d'études* | *62 000,00* | | *62 000,00* |
| *28032* | *Frais de recherche et de développement* | *0,00* | | *0,00* |
| *28033* | *Frais d'insertion* | *0,00* | | *0,00* |
| *2804132* | *Subv. Dpt : Bâtiments, installations* | *55 000,00* | | *55 000,00* |
| *28041512* | *Subv. Grpt : Bâtiments, installations* | *11 204,00* | | *11 204,00* |
| *280415341* | *IC : Bien mobilier, matériel* | *20 000,00* | | *20 000,00* |
| *280415342* | *IC : Bâtiments, installations* | *0,00* | | *0,00* |
| *280422* | *Privé - Bâtiments et installations* | *450 000,00* | | *450 000,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bât. et installations* | *0,00* | | *0,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bât. et installations* | *28 000,00* | | *28 000,00* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *142 000,00* | | *142 000,00* |
| *28088* | *Autres immobilisations incorporelles* | *0,00* | | *0,00* |
| *281321* | *Immeubles de rapport* | *18 000,00* | | *18 000,00* |
| *281351* | *Bâtiments publics* | *240 000,00* | | *240 000,00* |
| *28152* | *Installations de voirie* | *260 000,00* | | *260 000,00* |
| *281561* | *Matériel roulant* | *0,00* | | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel, outillage incendie* | *55 000,00* | | *55 000,00* |
| *2815731* | *Matériel roulant* | *0,00* | | *0,00* |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *202 000,00* | | *202 000,00* |
| *281578* | *Autre matériel technique* | *0,00* | | *0,00* |
| *28158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *1 090 296,00* | | *1 090 296,00* |
| *28181* | *Installations générales, aménagt divers* | *81 000,00* | | *81 000,00* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *225 000,00* | | *225 000,00* |
| *281831* | *Matériel informatique scolaire* | *0,00* | | *0,00* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260429-260429-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|
| *281838* | *Autre matériel informatique* | *100 000,00* | *100 000,00* |
| *281841* | *Matériel de bureau et mobilier scolaire* | *0,00* | *0,00* |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *210 000,00* | *210 000,00* |
| *28185* | *Matériel de téléphonie* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *245 000,00* | *245 000,00* |
| *29…* | *Dépréciations des immobilisations* | | |
| *31…* | *Matières premières (et fournitures) (5)* | | |
| *33…* | *En-cours de production de biens (5)* | | |
| *35…* | *Stocks de produits (5)* | | |
| *39…* | *Dépréciation des stocks et en-cours* | | |
| *481…* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | |
| *4817* | *Indemnités de renégociation de la dette* | *855 125,00* | *855 125,00* |
| *4818* | *Charges à étaler* | *26 434,00* | *26 434,00* |
| *49…* | *Dépréciation des comptes de tiers* | | |
| *4912* | *Dépréciation des comptes de redevables* | *0,00* | *0,00* |
| *59…* | *Dépréciation des comptes financiers* | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 548 000,00 | 548 000,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *7 821 530,14* | *7 821 530,14* |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE | D1 |

## LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

| Catégorie de services | Intitulé / objet du service | Date de création | Date de délibération | Nature de l'activité (SPIC/SPA) |
|---|---|---|---|---|
| ESPACE CULTUREL | LOCATION DE SALLES | | | |
| EVENEMENTIEL | LOCATION DE SALLES | | | |
| SALLES POLYVALENTES | LOCATION DE SALLES | | | |
| CINEMA | CINEMA STUDIO | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

**IV**

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

**D3**

| Libellés | | Base notifiée (si connue à la date de vote) | Variation de la base / (N-1) (%) | Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €) | Variation du taux / N-1 (%) | Produit voté par l'assemblée délibérante | Variation du produit / N-1 (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Part régionale des ressources** | | | | | | | |
| TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes) | SP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Gazole | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les permis de conduire | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur le transport public aérien et maritime (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe relative à l'octroi de mer (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part départementale des ressources** | | | | | | | |
| Taxe d'aménagement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Part communale des ressources** | | | | | | | |
| TFPB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TFPNB | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CFE | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Taxe d'habitation sur les résidences secondaires | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL** | | **0,00** | **0,00** | | | **0,00** | **0,00** |

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
006010600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# V – ARRETE ET SIGNATURES — V

## ARRETE ET SIGNATURES — A

Nombre de membres en exercice : 45
Nombre de membres présents : 41
Nombre de suffrages exprimés : 45
VOTES :
Pour : 37
Contre : 4
Abstentions : 4

Date de convocation : 21/04/2026

Présenté par Le Président (1),
A Grasse, le 28/04/2026

Délibéré par l'assemblée le conseil municipal(2), réunie en session vote du budget primitif
A Grasse, le 28/04/2026
Les membres de l'assemblée délibérante le conseil municipal (2),(3).

.

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/04/2026, et de la publication le 29/04/2026
A Grasse, le 29/04/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 88 BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET PRINCIPAL APPROBATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 88**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET PRIMITIF 2026 - BUDGET PRINCIPAL**
**APPROBATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet la présentation du budget primitif du Budget Principal 2026 de la commune.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANTS T.T.C. |
|---|---|---|
| DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES | FONCTIONNEMENT<br>INVESTISSEMENT | **77 744 404,56 €**<br>**40 063 606,22 €** |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Considérant que le Débat d'Orientation Budgétaire a été tenu lors de la séance du 3 mars 2026 du Conseil Municipal ;

Considérant que par délibération n° 2026-35, le Conseil Municipal a pu approuver le Compte Financier Unique 2025 du Budget Principal ;

Considérant que par délibération n° 2026-87 le Conseil Municipal a pu adopter l'affectation du résultat du Budget Principal 2025 sur 2026 permettant ainsi leur reprise ;

Considérant qu'en application de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Considérant qu'en vertu de l'article 5217-10-6 du CGCT le Conseil Municipal a la faculté de déléguer à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections du Budget Principal à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Considérant que ce pourcentage peut être différencié entre les sections il est proposé que le pourcentage de 7,5% soit retenu à la fois pour la section de Fonctionnement mais également pour la section d'investissement ;

Le projet de Budget Primitif du Budget Principal pour l'exercice 2026 de la Commune de Grasse vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de ce budget principal a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | RESTES A REALISER (1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| 011 | CHARGES CARACTERE GENERAL | | 13 694 315,42 | **13 694 315,42** | 13 694 315,42 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL | | 37 190 000,00 | **37 190 000,00** | 37 190 000,00 |
| 014 | ATTENUATION DE PRODUITS | | 2 140 000,00 | **2 140 000,00** | 2 140 000,00 |
| 65 | CHARGES DE GESTION COURANTE | | 10 317 000,00 | **10 317 000,00** | 10 317 000,00 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | | 1 950 000,00 | **1 950 000,00** | 1 950 000,00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 50 000,00 | **50 000,00** | 50 000,00 |
| 023 | VIREMENT A L'INVESTISSEMENT | | 7 821 530,14 | **7 821 530,14** | 7 821 530,14 |
| 042 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | | 4 581 559,00 | **4 581 559,00** | 4 581 559,00 |
| | **TOTAL GENERAL** | | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** | **77 744 404,56** |

| | | |
|---|---|---|
| 002 | RESULTAT NEGATIF REPORTE | |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **77 744 404,56** |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | RESTES A REALISER (1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3+4) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | | 400 000,00 | **400 000,00** | 400 000,00 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | | 2 670 000,00 | **2 670 000,00** | 2 670 000,00 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES (AUTRES QUE 731) | | 13 694 013,00 | **13 694 013,00** | 13 694 013,00 |
| 731 | FISCALITE DIRECTE LOCALE | | 46 138 000,00 | **46 138 000,00** | 46 138 000,00 |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | | 6 790 000,00 | **6 790 000,00** | 6 790 000,00 |
| 75 | AUT. PRODUITS GESTION COURANTE | | 1 815 000,00 | **1 815 000,00** | 1 815 000,00 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | 667 000,00 | **667 000,00** | 667 000,00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 50 000,00 | **50 000,00** | 50 000,00 |
| 042 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | | 720 000,00 | **720 000,00** | 720 000,00 |
| | **TOTAL** | **0,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** | **72 944 013,00** |
| | | | | | |
| 002 | RESULTAT POSITIF REPORTE | | | | **4 800 391,56** |
| | | | | | |
| | **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | | | | **77 744 404,56** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| DEPENSES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **RESTES A REALISER (1)** | **PROPOSITIONS NOUVELLES (2)** | **VOTE (3)** | **TOTAL (1+3)** |
| | | | | | |
| **16** | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | | 13 020 000,00 | **13 020 000,00** | 13 020 000,00 |
| **20** | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 227 616,93 | 570 000,00 | **570 000,00** | 797 616,93 |
| **204** | SUBVENTIONS EQUIPEMENT | | 2 620 000,00 | **2 620 000,00** | 2 620 000,00 |
| **21** | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 55 535,14 | 1 280 980,10 | **1 280 980,10** | 1 336 515,24 |
| **23** | IMMOBILISATIONS EN COURS | 4 450 339,22 | 8 132 692,84 | **8 132 692,84** | 12 583 032,06 |
| **26** | CREANCES RATTACHEES A DES PARTICULIERS | 338 250,00 | | **0,00** | 338 250,00 |
| **27** | AUTRES IMMOB.FINANCIERES | 3 000 000,00 | | **0,00** | 3 000 000,00 |
| **4541101** | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | | 300 000,00 | **300 000,00** | 300 000,00 |
| **45411116** | PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 | | | 2 561,39 |
| **45411124** | PERIL 13, RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 | | | 1 740,00 |
| **45411133** | PERIL 20, AVENUE JEAN AICARD | 1 800,00 | | | 1 800,00 |
| **4541199** | PERIL 3, RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 | | | 10 037,30 |
| **458103** | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 52 237,98 | | | 52 237,98 |
| **458203** | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | | 205 090,25 | **205 090,25** | 205 090,25 |
| **929** | EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS | 220 643,06 | 0,00 | **0,00** | 220 643,06 |
| **040** | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | | 720 000,00 | **720 000,00** | 720 000,00 |
| **041** | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 970 000,00 | **970 000,00** | 970 000,00 |
| | **TOTAL** | **8 360 761,02** | **27 818 763,19** | **27 818 763,19** | **36 179 524,21** |
| | | | | | |
| **001** | SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE | | | | **3 884 082,01** |
| | | | | | |
| | **TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | | | | **40 063 606,22** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| RECETTES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **RESTES A REALISER (1)** | **PROPOSITIONS NOUVELLES (2)** | **VOTE (3)** | **TOTAL (1+3)** |
| | | | | | |
| **10** | DOTATIONS ET FONDS DIVERS | | 6 134 082,01 | **6 134 082,01** | 6 134 082,01 |
| **13** | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 325 646,86 | 2 559 351,58 | **2 559 351,58** | 2 884 998,44 |
| **16** | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 4 888 767,78 | 8 131 232,22 | **8 131 232,22** | 13 020 000,00 |
| **23** | IMMOBILISATIONS EN COURS | | 0,00 | **0,00** | 0,00 |
| **27** | AUTRES IMMOB.FINANCIERES | 3 000 000,00 | 452 000,00 | **452 000,00** | 3 452 000,00 |
| **4541201** | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | | 300 000,00 | **300 000,00** | 300 000,00 |
| **45412116** | PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE | 2 561,39 | | **0,00** | 2 561,39 |
| **45412124** | PERIL 13, RUE DE LA POISSONNERIE | 1 740,00 | | **0,00** | 1 740,00 |
| **45412133** | PERIL 20, AVENUE JEAN AICARD | 1 800,00 | | **0,00** | 1 800,00 |
| **4541299** | PERIL 3, RUE PORTE NEUVE | 10 037,30 | | **0,00** | 10 037,30 |
| **458203** | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 130 207,69 | 205 090,25 | **205 090,25** | 335 297,94 |
| **021** | VIREMENT DU FONCTIONNEMENT | | 7 821 530,14 | **7 821 530,14** | 7 821 530,14 |
| **024** | PRODUIT DES CESSIONS | | 548 000,00 | **548 000,00** | 548 000,00 |
| **040** | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | | 4 581 559,00 | **4 581 559,00** | 4 581 559,00 |
| **041** | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 970 000,00 | **970 000,00** | 970 000,00 |
| | **TOTAL** | **8 360 761,02** | **31 702 845,20** | **31 702 845,20** | **40 063 606,22** |
| | | | | | |
| **001** | SOLDE EXECUTION POSITIF REPORTE | | | | |
| | | | | | |
| | **TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | | | | **40 063 606,22** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-88-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de Budget Primitif 2026 du Budget Principal de la Commune au niveau du Chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement et l'arrêter comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales jointe en annexe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **DELEGUER** à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles en section de fonctionnement du Budget Principal à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

- **DELEGUER** à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles en section d'investissement du Budget Principal ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 37 voix pour, 4 voix contre : Monsieur EUZIERE, Madame GHALOUNI, Monsieur FERRARE et Madame TONNERRE et 4 abstentions : Monsieur CAMERANO (2 voix), Madame LAZREUG, Madame CANADAS.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-89-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION
# BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

## AFFECTATION DES RESULTATS 2025

| | |
|---|---|
| Excédent antérieur reporté | 67 783,93 euros |
| Résultat de l'exercice | 43 693,00 euros |
| Excédent au 31 décembre 2025 | **111 476,93 euros** |
| | |
| Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) ligne 002 | **111 476,93 euros** |

Le résultat de fonctionnement est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2024 (67 783,93 €) et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2025 (43 693,00 €), soit un total à affecter de **111 476,93 €.**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-89-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 89 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-89-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-89-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2026 - 89

DU 28 AVRIL 2026

# BUDGET ANNEXE - SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025

## RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il s'agit d'affecter au budget 2026 le résultat cumulé de l'exercice 2025, qui se fixe à **111 476,93 euros**.

Madame Catherine BUTTY rappelle à l'Assemblée Municipale que, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M 4, il lui appartient d'affecter chaque année le résultat d'exploitation de l'exercice écoulé.

Le Conseil Municipal,

Vu le Compte Financier Unique 2025 du Service Extérieur des Pompes Funèbres de la commune statuant sur le résultat d'exploitation de l'exercice 2025,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AFFECTER** le résultat au 31 décembre 2025, soit un excédent de **111 476,93 €** comme suit :

| | |
|---|---|
| Excédent antérieur reporté | 67 783,93 euros |
| Résultat de l'exercice | 43 693,00 euros |
| Excédent au 31 décembre 2025 | **111 476,93 euros** |
| | |
| Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau créditeur) ligne 002 | **111 476,93 euros** |

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION
# BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

# BUDGET PRIMITIF 2026

Ce rapport présente le budget primitif 2026 du budget annexe du Service Extérieur des Pompes Funèbres, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

**BUDGET PRIMITIF 2026**

**EXPLOITATION**

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **BUDGET PRIMITIF (1)** | **RESTES A REALISER (2)** | **VOTE (4)** | **TOTAL (1+2+4)** |
| | | | | | |
| **011** | CHARGES CARACTERE GENERAL | 151 476,93 | 0,00 | **151 476,93** | **151 476,93** |
| | **TOTAL GENERAL** | 151 476,93 | 0,00 | **151 476,93** | **151 476,93** |

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **BUDGET PRIMITIF (1)** | **RESTES A REALISER (2)** | **VOTE (4)** | **TOTAL (1+2+4)** |
| | | | | | |
| **70** | PRODUITS DES SERVICES | 40 000,00 | 0.00 | **40 000,00** | **40 000,00** |
| | **TOTAL** | **40 000,00** | **0,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |
| | | | | | |
| **002** | RESULTAT REPORTE | **111 476,93** | | | **111 476,93** |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **151 476,93** | **0,00** | **40 000,00** | **151 476,93** |

Poste de dépenses :

Ces charges se caractérisent notamment par l'acquisition de caveaux, cases ou enfeus.
Ces éléments viennent en complément des aménagements réalisés ou de l'entretien qui constituent des charges du budget principal.

Poste de recettes :

Ces ventes correspondent à celles des stocks acquis dans le cadre des charges évoquées ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**VILLE DE GRASSE**
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus

Numéro SIRET : 21060069800356
Poste comptable : GRASSE MUNICIPALE ET BANLIEUE

# Budget primitif
## relatif à l'exercice 2026

## **Budget annexe** : SERV EXT DES POMPES FUNEBRES

**Instruction budgétaire et comptable M.**4(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire


## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 18
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 19
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 20


(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Nota. – Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES

I

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- avec chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III. – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
– Fonctionnement :% (maximum 7,5 %)
– Investissement :% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont .

V – La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport au budget cumuléde l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### EXPLOITATION

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION | RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 151 476,93 | 40 000,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 111 476,93 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3) | 151 476,93 | 151 476,93 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068) | 0,00 | 0,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 0,00 | 0,00 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 151 476,93 | 151 476,93 |

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices)

(2) A renseigner uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

### DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 92 783,93 | 0,00 | 151 476,93 | 151 476,93 | 151 476,93 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **92 783,93** | **0,00** | **151 476,93** | **151 476,93** | **151 476,93** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **92 783,93** | **0,00** | **151 476,93** | **151 476,93** | **151 476,93** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **92 783,93** | **0,00** | **151 476,93** | **151 476,93** | **151 476,93** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **151 476,93** |

### RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 25 000,00 | 0,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **25 000,00** | **0,00** | **40 000,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **25 000,00** | **0,00** | **40 000,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **25 000,00** | **0,00** | **40 000,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **111 476,93** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **151 476,93** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)** | **0,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

*(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.*

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opérations pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 106 | Réserves (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **45…** | **Total des opérations pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)** | **0,00** |

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 151 476,93 | | 151 476,93 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4) | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'exploitation – Total** | **151 476,93** | ***0,00*** | **151 476,93** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **151 476,93** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 40 000,00 | | 40 000,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise amort., dépreciat° et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes d'exploitation – Total** | | **40 000,00** | ***0,00*** | **40 000,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE** | **111 476,93** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **151 476,93** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Comptes liaison : affectat° BA, régies | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *491* | *Dépréciations des comptes de clients* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | | *0,00* | 0,00 |
| **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | ***0,00*** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AUX COMPTES 106** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41  et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

III

A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général (5) (6)** | **92 783,93** | **151 476,93** | **151 476,93** |
| 607 | Achats de marchandises | 92 783,93 | 151 476,93 | 151 476,93 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits (7)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | | | | |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION COURANTE** | | **92 783,93** | **151 476,93** | **151 476,93** |
| **66** | **Charges financières (b) (8)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **67** | **Charges spécifiques (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **68** | **Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **69** | **Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION** | | **92 783,93** | **151 476,93** | **151 476,93** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **92 783,93** | **151 476,93** | **151 476,93** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (13)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (13)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **151 476,93** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III

A2

| Chap / art(1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **25 000,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |
| 707 | Ventes de marchandises | 25 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| **73** | **Produits issus de la fiscalité (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Subventions d'exploitation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION COURANTE** | **25 000,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits spécifiques (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **78** | **Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION** | **25 000,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **25 000,00** | **40 000,00** | **40 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **111 476,93** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **151 476,93** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III

B1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DEPENSES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *Reprises sur autofinancement antérieur* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *Charges transférées* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DEPENSES D'ORDRE* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (10) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (10) | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III

B2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL RECETTES REELLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | *TOTAL RECETTES D'ORDRE* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (9) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| R 001SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (9 | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES | A4.1 |

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### *Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|
| **Solde d'exécutionde la section d'investissement 001 (A)**<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **0,00** | **0,00** |
| **Solde des restes à réaliser (RAR) (B)**<br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent | **0,00** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **0,00** | **0,00** |

### *Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|
| **Affectation au 106 (C)** | **0,00** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **0,00** | **0,00** |
| **Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)**<br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | **0,00** | **0,00** |

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Propositions nouvelles | Vote |
|---|---|---|
| **Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)** | **0,00** | **0,00** |
| **Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)** | **0,00** | **0,00** |
| **Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)**<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | **0,00** | **0,00** |

*(1) Tableaux à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique*

*(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

*(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

IV

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **0,00** | **I** **0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *0,00* | *0,00* |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

**IV**

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

**A4.3**

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) | |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **0,00** | **III** | **0,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **0,00** | | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 0,00 | | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | | 0,00 |
| 26… | *Participations et créances rattachées* | | | |
| 27… | *Autres immobilisations financières* | | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **0,00** | | **0,00** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *29…* | *Dépréciation des immobilisations* | | | |
| *39…* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | | |
| *481…* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | | |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *0,00* | | *0,00* |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



Nombre de membres en exercice : 45
Nombre de membres présents : 41
Nombre de suffrages exprimés : 45
VOTES :
Pour : 45
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 21/04/2026

Présenté par Le Président,
A Grasse le 28/04/2026
Le Président,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session vote du budget primitif
A Grasse, le 28/04/2026

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/04/2026, et de la publication le 29/04/2026
A Grasse,le 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 90 BUDGET PRIMITIF 2026 – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES APPROBATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 90**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET PRIMITIF 2026**
**SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES**
**APPROBATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le rapport a pour objet la présentation du budget primitif 2026 du Service Extérieur des Pompes Funèbres.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | EQUILIBRE BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES | FONCTIONNEMENT | **151 476,93 €** |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4,

Considérant que le Débat d'Orientation budgétaire a été tenu lors de la séance du 25 février 2025 du Conseil Municipal ;

Considérant que par délibération n° 2026-36, le Conseil Municipal a pu approuver le Compte Financier Unique 2025 du Budget annexe du service extérieur des pompes funèbres ;

Considérant que par délibération n° 2026-89, le Conseil Municipal a pu adopter l'affectation du résultat du Budget annexe du service extérieur des pompes funèbres 2025 sur 2026 permettant ainsi leur reprise ;

Considérant qu'en application de l'article 107 de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 du Service Extérieur des Pompes Funèbres vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-90-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | BUDGET PRIMITIF (1) | RESTES A REALISER (2) | VOTE (4) | TOTAL (1+2+4) |
| | | | | | |
| 011 | CHARGES CARACTERE GENERAL | 151 476,93 | 0,00 | 151 476,93 | 151 476,93 |
| | TOTAL GENERAL | 151 476,93 | 0,00 | 151 476,93 | 151 476,93 |

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | BUDGET PRIMITIF (1) | RESTES A REALISER (2) | VOTE (4) | TOTAL (1+2+4) |
| | | | | | |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | 40 000,00 | 0.00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| | TOTAL | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| | | | | | |
| 002 | RESULTAT REPORTE | 111 476,93 | | | 111 476,93 |
| | | | | | |
| | TOTAL GENERAL | 151 476,93 | 0,00 | 40 000,00 | 151 476,93 |

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de budget primitif du Service Extérieur des Pompes Funèbres au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement pour l'exercice 2026 et l'arrêter comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L2313-1 du Code Général jointe en annexe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Comptable Public et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-91-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION

# BUDGET ANNEXE
# SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM

# AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2025

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-91-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le résultat d'exploitation est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de l'année N-1 et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2025, soit pour le budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium, un total à affecter de **53 360,87 €**.

Il se décompose comme suit :

| | |
|---|---|
| **Section de fonctionnement** | |
| Excédent antérieur reporté 2024 | 83 040,75 € |
| Résultat déficitaire de l'exercice 2025 | - 29 679,88 € |
| **Résultat cumulé d'exploitation au 31 décembre 2025** | **53 360,87 €** |
| | |
| **Section d'investissement** | |
| Excédent antérieur reporté 2024 | 17 223,51 € |
| Résultat déficitaire de l'exercice 2025 | 29 870,00 € |
| Restes à réaliser déficit ou excédent | |
| **Résultat cumulé d'investissement 2025 y compris restes à réaliser :** | **47 093,51 €** |

Le solde peut être affecté selon le choix de l'assemblée délibérante à la section d'investissement (compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé) ou faire l'objet d'un report en section de fonctionnement (compte 002, excédent de fonctionnement reporté).

Il est donc proposé d'affecter :

| | |
|---|---|
| **En section de fonctionnement en excédent reporté (compte 002)** | **53 360,87 €** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-91-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 91 BUDGET ANNEXE - SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-91-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-91-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 91**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**
**AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il s'agit d'affecter au budget 2026 le résultat de fonctionnement excédentaire cumulé du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium pour l'exercice 2025, qui se fixe à **53 360,87 €**.

Madame Catherine BUTTY rappelle à l'Assemblée Municipale que, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4, il lui appartient d'affecter chaque année le résultat d'exploitation de l'exercice écoulé.

Vu le Compte Financier Unique 2025 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium statuant sur le résultat de fonctionnement de l'exercice 2025 ;

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Le Conseil Municipal,

- **AFFECTE** le résultat au 31 décembre 2025, soit **53 360,87 €** comme suit :

| | |
|---|---|
| **Section de fonctionnement** | |
| Excédent antérieur reporté 2024 | 83 040,75 € |
| Résultat déficitaire de l'exercice 2025 | - 29 679,88 € |
| **Résultat cumulé d'exploitation au 31 décembre 2025** | **53 360,87 €** |
| | |
| **Section d'investissement** | |
| Excédent antérieur reporté 2024 | 17 223,51 € |
| Résultat excédentaire de l'exercice 2025 | 29 870,00 € |
| **Résultat cumulé d'investissement 2025 y compris restes à réaliser :** | **47 093,51 €** |
| | |
| **Affectation en section de fonctionnement en excédent reporté (compte 002)** | **53 360,87 €** |

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-92-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 92 BUDGET PRINCIPAL**
**DOTATION INITIALE COMPLEMENTAIRE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-92-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-92-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 92**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET PRINCIPAL**
**DOTATION INITIALE COMPLEMENTAIRE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La régie municipale créée par délibération n° 2022-135 du service public industriel et commercial du crématorium devant faire face à des dépenses courantes avant la mise en exploitation du service, il est nécessaire de prévoir une dotation initiale complémentaire qui lui permettra de faire face aux dépenses de fonctionnement estimées à ce jour à 150 000,00 € HT pour les exercices 2026 et 2027

INCIDENCE FINANCIERE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT H.T |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | SANS INCIDENCE BUDGETAIRE | 150 000 € |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu la délibération n° 2022-135 portant approbation de la création d'une régie dotée de la simple autonomie financière en vue de l'exploitation du service public industriel et commercial du Crématorium ;

Vu la délibération n° 2023-51 portant dotation initiale permettant de faire face aux dépenses de fonctionnement du service public industriel et commercial du Crématorium ;

Considérant que conformément à l'article L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT, les communes ont pour obligation de créer un budget annexe équilibré en dépenses et en recettes ;

Considérant que conformément à l'article L.2221-11 du CGCT, les produits des régies dotées de la simple autonomie financière, y compris les taxes ainsi que les charges, font l'objet d'un budget spécial annexé à celui de la commune ;

Considérant que les recettes du budget annexe ne pourront être perçues qu'à la mise en exploitation du service soit, compte tenu du délai de construction du crématorium, sur l'exercice budgétaire 2027 ;

Considérant qu'avant la mise en exploitation du service, le budget annexe du crématorium devra faire face aux dépenses de fonctionnement courantes estimées à ce jour à un montant de 150 000 € H.T pour les exercices 2026 et 2027.

Une dotation initiale complémentaire de 150 000 € HT est donc prévue du budget principal vers le budget annexe du crématorium. Cette dotation est non assujettie à la TVA.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-92-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Les crédits nécessaires sont prévus en section de fonctionnement du budget principal 2026 de la Ville sur le chapitre 011 et 66 en dépenses et sur le chapitre 75 du budget annexe en recettes.

Il vous est donc proposé d'autoriser le versement d'une dotation initiale complémentaire, du budget principal vers le budget annexe du Service Public Industriel et Commercial du crématorium.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'une dotation initiale complémentaire d'un montant de 150 000 € H.T à la régie municipale du service public industriel et commercial du crématorium ;

- **DIRE** que les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2026 de la Ville ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la mise en œuvre et au versement de la dotation initiale et de l'avance pluriannuelle remboursable.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant [illegible] signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# NOTE DE PRESENTATION
# SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
# DU CREMATORIUM

# BUDGET PRIMITIF 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## L'ELABORATION DU BUDGET 2026 :

Cette partie du rapport présente les principales caractéristiques du projet de budget pour 2026 soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Il fait suite au débat portant sur les orientations budgétaires de 2026 présenté au Conseil Municipal du 3 mars 2026.

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

1) Les principales dispositions du budget 2026 ;
2) L'équilibre général du fonctionnement ;
3) L'équilibre général de l'investissement.

## 1) PRINCIPALES DISPOSITIONS DU BUDGET PRIMITIF 2026

**Tous les montants évoqués sont hors taxes.**

En 2023, la Ville a lancé une procédure de dialogue compétitif pour retenir un groupement de concepteurs-constructeurs. Les projets des 3 groupements admis à concourir ont été remis le 29 janvier 2024.

La ville de Grasse s'est engagée dans une démarche structurante afin d'adapter son offre funéraire aux évolutions sociétales et aux attentes des habitants. L'implantation d'un crématorium sur le territoire communal s'inscrit dans une logique de service public, visant à proposer une solution moderne, respectueuse des convictions de chacun et ajustée aux besoins démographiques locaux.

À ce jour, l'absence d'une telle infrastructure sur le secteur contraint les familles grassoises à recourir à des équipements extérieurs à la commune, générant des difficultés tant logistiques qu'émotionnelles. Ce projet permettra ainsi de renforcer l'autonomie de la collectivité en matière d'accompagnement des obsèques, tout en garantissant une prise en charge de proximité pour les endeuillés.

Ce projet poursuit plusieurs finalités déterminantes :

- Accessibilité et proximité : offrir aux Grassois une solution funéraire complète sur leur territoire, limitant les déplacements vers des crématoriums éloignés et réduisant ainsi les délais et les charges financières associés.
- Respect des choix individuels : répondre à la demande croissante de crémation, qui représente aujourd'hui une alternative largement plébiscitée, tout en préservant la diversité des rites et des croyances.
- Maîtrise des coûts pour les familles : limiter les frais liés au transport et aux prestations externes, en offrant une solution locale et économiquement accessible.
- Intégration paysagère et environnementale : concevoir un équipement public sobre, respectueux du cadre naturel grassois, et conforme aux normes environnementales en vigueur, notamment en matière d'émissions et de gestion des énergies.
- Soutien aux professionnels du funéraire : faciliter l'activité des entreprises de pompes funèbres de la commune en leur proposant une infrastructure de proximité, tout en consolidant l'attractivité du territoire.

Ce crématorium constituera ainsi un équipement public essentiel, au service des Grassois, alliant dignité, modernité et respect de l'environnement.

Le futur crématorium s'étendra sur une surface utile de 851 m², répartie comme suit :

- 465 m² dédiés aux locaux et espaces publics ;
- 61 m² réservés aux espaces privatifs pour le personnel ;
- 325 m² affectés aux locaux techniques et aux installations de process.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

L'équipement comportera une ligne de crémation dotée d'un four équipé de systèmes de filtration, dimensionnée pour une capacité initiale de 1 500 crémations par an. À terme, et en fonction de l'évolution des besoins, une seconde ligne pourra être installée, portant la capacité maximale à 3 120 crémations annuelles.

Sur le plan opérationnel, les études de conception sont à ce jour entièrement achevées et toutes les autorisations administratives et urbaines ont été obtenues.
Les travaux préparatoires de dévoiement des réseaux publics (assainissement et électrique) ont été engagés en novembre 2025 et se sont terminés à la fin du mois de mars 2026.
Depuis le 31 mars 2026, les travaux de construction de ce nouvel équipement ont démarré pour une durée de 12.5 mois.
Ainsi, l'ouverture de ce nouvel équipement à présent envisagé pour le 1er juin 2027.

Le coût estimé lié à la construction du bâtiment et ses aménagements est de 10 430 000,00 €, ce montant étant retraité des dépenses déjà réalisées sur les exercices 2023, 2024 et 2025 soit 907 330,52 €.

Pour financer ces dépenses d'investissement, plusieurs tirages sur emprunt ont déjà été effectué pour 950 000 € au 31 / 12 / 2025.

En ce qui concerne le planning financier, le montant prévisionnel des dépenses de fonctionnement devrait s'établir à 203 360,87 € pour l'année 2026, le principal poste de dépenses étant celui des frais financiers pour 193 360,87 €.

Les dépenses d'investissement devraient s'établir à 5 350 000,00 € pour l'année 2026, en dépenses et en recettes les postes de dépenses étant les suivants :

- Etudes préalables, frais d'AMO et de bureau de contrôle : 300 000,00 € HT ;
- Conception réalisation : 4 700 000,00 € HT ;
- Opérations patrimoniales (écritures d'ordre) : 350 000,00 € HT.

Concernant les recettes, elles sont constituées par les soldes d'exécution reportés en fonctionnement pour 53 360,87 € et en investissement pour 47 093,51 €.

Dans les recettes nouvelles nous retrouvons en section de fonctionnement une dotation initiale complémentaire de 150 000,00 € du budget principal pour faire face au portage financier de l'opération, et en investissement l'emprunt pour 4 952 906,49 € inscrit pour financer les travaux.

**BUDGET FONCTIONNEMENT 2026**

| DEPENSES | Montants en € HT | RECETTES | Montants en € HT |
|---|---|---|---|
| Charges à caractère général | 10 000,00 | Produits divers de gestion courante | 150 000,00 |
| Frais financiers | 193 360,87 | Résultat positif reporté | 53 360,87 |
| **TOTAL DEPENSES** | **203 360,87** | **TOTAL RECETTES** | **203 360,87** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**BUDGET INVESTISSEMENT 2026 Y COMPRIS RESTES A REALISER**

| DEPENSES | Montants en € HT | RECETTES | Montants en € HT |
|---|---|---|---|
| Etudes, frais d'AMO, contrôle | 300 000,00 | Emprunt | 4 952 906,49 |
| Conception réalisation (inclus indemnités de concours, frais de jury…) | 4 700 000,00 | | |
| | | Solde d'exécution reporte | 47 093,51 |
| **TOTAL DEPENSES REELLES** | **5 000 000,00** | **TOTAL RECETTES REELLES** | **5 000 000,00** |
| Opérations patrimoniales | 350 000,00 | Opérations patrimoniales | 350 000,00 |
| **TOTAL DEPENSES ORDRE** | **350 000,00** | **TOTAL RECETTES ORDRE** | **350 000,00** |
| **TOTAL DEPENSES** | **5 350 000,00** | **TOTAL RECETTES** | **5 350 000,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**VILLE DE GRASSE**
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus

Numéro SIRET : 21060069800448
Poste comptable : GRASSE MUNICIPALE ET BANLIEUE

# Budget primitif
## relatif à l'exercice 2026

## **Budget annexe** : CREMATORIUM GRASSE

**Instruction budgétaire et comptable M.**4(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# Sommaire


## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions 30
A4.1 - Equilibre des opérations financières 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 32
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 33
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées 34
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 35


(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Nota. – Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# I – INFORMATIONS GENERALES

I

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- avec chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III. – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
– Fonctionnement :% (maximum 7,5 %)
– Investissement :% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont budgétaires n°2023-247 du 05.12.2023.

V – La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport au budget cumuléde l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE — A1

### EXPLOITATION

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION | RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 203 360,87 | 150 000,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 53 360,87 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3) | 203 360,87 | 203 360,87 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068) | 4 450 281,13 | 4 403 187,62 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 899 718,87 | 899 718,87 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 47 093,51 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 5 350 000,00 | 5 350 000,00 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 5 553 360,87 | 5 553 360,87 |

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices)

(2) A renseigner uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

### DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **0,00** | **0,00** | **10 000,00** | **10 000,00** | **10 000,00** |
| 66 | Charges financières | 83 040,75 | 0,00 | 193 360,87 | 193 360,87 | 193 360,87 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **83 040,75** | **0,00** | **203 360,87** | **203 360,87** | **203 360,87** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **83 040,75** | **0,00** | **203 360,87** | **203 360,87** | **203 360,87** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **203 360,87** |

### RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **0,00** | **0,00** | **150 000,00** | **150 000,00** | **150 000,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **0,00** | **0,00** | **150 000,00** | **150 000,00** | **150 000,00** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***0,00*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL** | | **0,00** | **0,00** | **150 000,00** | **150 000,00** | **150 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **53 360,87** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **203 360,87** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)** | **0,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

*(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.*

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 240 000,00 | 18 780,00 | 281 220,00 | 281 220,00 | 300 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 702 000,00 | 880 938,87 | 3 819 061,13 | 3 819 061,13 | 4 700 000,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **1 942 000,00** | **899 718,87** | **4 100 281,13** | **4 100 281,13** | **5 000 000,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45…** | **Total des opérations pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **1 942 000,00** | **899 718,87** | **4 100 281,13** | **4 100 281,13** | **5 000 000,00** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *340 000,00* | | *350 000,00* | *350 000,00* | *350 000,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***340 000,00*** | | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** |
| **TOTAL** | | **2 282 000,00** | **899 718,87** | **4 450 281,13** | **4 450 281,13** | **5 350 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **5 350 000,00** |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 1 924 776,49 | 899 718,87 | 4 053 187,62 | 4 053 187,62 | 4 952 906,49 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **1 924 776,49** | **899 718,87** | **4 053 187,62** | **4 053 187,62** | **4 952 906,49** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 106 | Réserves (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **45…** | **Total des opérations pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **1 924 776,49** | **899 718,87** | **4 053 187,62** | **4 053 187,62** | **4 952 906,49** |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *340 000,00* | | *350 000,00* | *350 000,00* | *350 000,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***340 000,00*** | | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** |
| **TOTAL** | | **2 264 776,49** | **899 718,87** | **4 403 187,62** | **4 403 187,62** | **5 302 906,49** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **47 093,51** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **5 350 000,00** |

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)** | **0,00** |

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 10 000,00 | | 10 000,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 193 360,87 | *0,00* | 193 360,87 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4) | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses d'exploitation – Total** | | **203 360,87** | ***0,00*** | **203 360,87** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **203 360,87** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | 300 000,00 | 0,00 | 300 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 4 700 000,00 | 350 000,00 | 5 050 000,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| **Dépenses d'investissement – Total** | | **5 000 000,00** | ***350 000,00*** | **5 350 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **5 350 000,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 150 000,00 | | 150 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise amort., dépreciat° et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Recettes d'exploitation – Total** | **150 000,00** | ***0,00*** | **150 000,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE** | **53 360,87** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **203 360,87** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 4 952 906,49 | *0,00* | 4 952 906,49 |
| 18 | Comptes liaison : affectat° BA, régies | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | *350 000,00* | 350 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *491* | *Dépréciations des comptes de clients* | | *0,00* | 0,00 |
| 3… | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | **4 952 906,49** | ***350 000,00*** | **5 302 906,49** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE** | **47 093,51** |

\+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AUX COMPTES 106** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **5 350 000,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général (5) (6)** | **0,00** | **10 000,00** | **10 000,00** |
| 6168 | Autres | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits (7)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | | | | |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION COURANTE** | | **0,00** | **10 000,00** | **10 000,00** |
| **66** | **Charges financières (b) (8)** | **83 040,75** | **193 360,87** | **193 360,87** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 83 040,75 | 193 360,87 | 193 360,87 |
| **67** | **Charges spécifiques (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **68** | **Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **69** | **Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | | | | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION** | | **83 040,75** | **203 360,87** | **203 360,87** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section*** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE*** | | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | | **83 040,75** | **203 360,87** | **203 360,87** |

\+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (13)** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (13)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **203 360,87** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III

A2

| Chap / art(1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges (5)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **70** | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **73** | **Produits issus de la fiscalité (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Subventions d'exploitation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **150 000,00** | **150 000,00** |
| 7588 | Autres | 0,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION COURANTE** | **0,00** | **150 000,00** | **150 000,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits spécifiques (c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **78** | **Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION** | **0,00** | **150 000,00** | **150 000,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **0,00** | **150 000,00** | **150 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **53 360,87** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **203 360,87** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
B1

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **20** | **Immobilisations incorporelles (hors opérations)** | **240 000,00** | **281 220,00** | **281 220,00** |
| 2031 | Frais d'études | 200 000,00 | 281 220,00 | 281 220,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **1 702 000,00** | **3 819 061,13** | **3 819 061,13** |
| 2313 | Constructions | 1 702 000,00 | 3 819 061,13 | 3 819 061,13 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **1 942 000,00** | **4 100 281,13** | **4 100 281,13** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **1 942 000,00** | **4 100 281,13** | **4 100 281,13** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***Charges transférées*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (9)*** | ***340 000,00*** | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** |
| *2313* | *Constructions* | *340 000,00* | *350 000,00* | *350 000,00* |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***340 000,00*** | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | **2 282 000,00** | **4 450 281,13** | **4 450 281,13** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **899 718,87** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **5 350 000,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III

B2

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (hors 165)** | **1 924 776,49** | **4 053 187,62** | **4 053 187,62** |
| 1641 | Emprunts en euros | 1 924 776,49 | 4 053 187,62 | 4 053 187,62 |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **1 924 776,49** | **4 053 187,62** | **4 053 187,62** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL RECETTES REELLES** | **1 924 776,49** | **4 053 187,62** | **4 053 187,62** |
| ***021*** | ***Virement de la section d'exploitation*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (8)*** | ***340 000,00*** | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** |
| *2031* | *Frais d'études* | *300 000,00* | *350 000,00* | *350 000,00* |
| *2033* | *Frais d'insertion* | *40 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL RECETTES D'ORDRE*** | ***340 000,00*** | ***350 000,00*** | ***350 000,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | **2 264 776,49** | **4 403 187,62** | **4 403 187,62** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (9)** | **899 718,87** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (9** | **47 093,51** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **5 350 000,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE | A1.1 |

## A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 | | Encours restant dû au 01/01/N |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| **51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement** | | | | | | |
| **51928 Autres avances de trésorerie** | | | | | | |
| **51931 Lignes de crédit de trésorerie** | | | | | | |
| **51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt** | | | | | | |
| MIN553235EUR (370) | 12/11/2025 | 3 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **5194 Billets de trésorerie** | | | | | | |
| **5198 Autres crédits de trésorerie** | | | | | | |
| **TOTAL** | | **3 500 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE à l'origine du contrat (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Péri-odicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| **163 Emprunts obligataires** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **164 Emprunts auprès d'établissement de crédit** | | | | | **10 500 000,00** | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros | | | | | 10 500 000,00 | | | | | | | | | |
| CREMAT2 (000368-TIR-1) | CREDIT AGRICOLE | 14/11/2025 | 07/11/2025 | 07/11/2028 | 10 500 000,00 | V | MOYEURIBOR03M | 2,733 | 2,738 | | X | F | O | A-1 |
| 1643 Emprunts en devises | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **168 Emprunts et dettes assimilés** | | | | | **0,00** | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes | | | | | 0,00 | | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier rembour-sement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Pério-dicité des rembour-sements (6) | Profil d'amor-tissement (7) | Possibilité de rembour-sement anticipé O/N | Caté-gorie d'em-prunt (8) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | Niveau de taux (5) | Taux actuariel | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total général** | | | | | **10 500 000,00** | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Taux d'intérêt | | | Annuité de l'exercice | | | ICNE de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Type de taux (12) | Index (13) | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Capital | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | |
| **163 Emprunts obligataires (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)** | | **0,00** | | **950 000,00** | | | | | **0,00** | **25 963,50** | **0,00** | **3 912,31** |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0,00 | | 950 000,00 | | | | | 0,00 | 25 963,50 | 0,00 | 3 912,31 |
| CREMAT2 (000368-TIR-1) | N | 0,00 | A-1 | 950 000,00 | 2,85 | V | MOYEURIBOR03M | 2,733 | 0,00 | 25 963,50 | 0,00 | 3 912,31 |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 Autres emprunts et dettesassortis de conditions particulières (Total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **168 Emprunts et dettes assimilés (Total)** | | **0,00** | | **0,00** | | | | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 Autres dettes (total) | | 0,00 | | 0,00 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total général** | | **0,00** | | **950 000,00** | | | | | **0,00** | **25 963,50** | **0,00** | **3 912,31** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A1.3

## A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (A)** | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Barrière simple (B)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (B)** | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Option d'échange (C)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (C)** | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (D)** | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Multiplicateur jusqu'à 5 (E)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (E)** | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Autres types de structures (F)** | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAL (F)** | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL** | | 0,00 | 0,00 | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

**IV**

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

**A1.4**

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

## A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

| Structure / Indices sous-jacents | | (1) Indices zone euro | (2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | (3) Ecarts d'indices zone euro | (4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | (5) Ecarts d'indices hors zone euro | (6) Autres indices |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)** | Nombre de produits | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(C) Option d'échange (*swaption*)** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(E) Multiplicateur jusqu'à 5** | Nombre de produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | % de l'encours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Montant en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **(F) Autres types de structures** | Nombre de produits | | | | | | 0 |
| | % de l'encours | | | | | | 0,00 |
| | Montant en euros | | | | | | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



# IV – ANNEXES

IV

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | | Instrument de couverture | | | | | | | | Primes éventuelles | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes reçues pour la vente d'option |
| **Taux fixe (total)** | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Taux variable simple (total)** | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Taux complexe (total) (2)** | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | | 0,00 | | | | | 0,00 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : effet de l'instrument de couverture

| Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Référence de l'emprunt couvert | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt (8) | |
| | | Index (5) | Niveau de taux (6) | Index | Niveau de taux | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| **Taux fixe (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux variable simple (total)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Taux complexe (total) (2)** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |
| **Total** | | | | | | 0,00 | 0,00 | | |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## A1.6 – AUTRES DETTES

**(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

| LIBELLES | Montant initial de la dette | Dépenses de l'exercice | Dette restante |
|---|---|---|---|

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## A2 – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE | | | |
|---|---|---|---|
| **Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)** | **Catégories de biens amortis** | **Durée (en années)** | **Délibération du** |
| | **Biens de faible valeur**<br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 € | 1 | 2024-09-04 |
| | | | |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

| Nature de la provision ou de la dépréciation | Dotations inscrites au budget de l'exercice (1) | Date de constitution | Montant constitué à l'ouverture | Montant total constitué | Reprises inscrites au budget de l'exercice | SOLDE prévisionnel à la clôture |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions réglementées et amortissements dérogatoires | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES** | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépréciations (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL SEMI-BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026



## A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

| Nature | Objet | Montant total à constituer | Durée (année) | Montant des provisions constituées à l'ouverture | Provision constituée au titre de l'exercice | Montant restant à provisionner |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | |

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ELEMENTS DU BILAN<br>EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES | A4.1 |

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### *Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|
| **Solde d'exécutionde la section d'investissement 001 (A)**<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **47 093,51** | **47 093,51** |
| **Solde des restes à réaliser (RAR) (B)**<br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent | **0,00** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **47 093,51** | **47 093,51** |

### *Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|
| **Affectation au 106 (C)** | **0,00** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **47 093,51** | **47 093,51** |
| **Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)**<br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | **47 093,51** | **47 093,51** |

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Propositions nouvelles | Vote |
|---|---|---|
| **Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)** | **0,00** | **0,00** |
| **Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)** | **0,00** | **0,00** |
| **Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)**<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | **0,00** | **0,00** |

*(1) Tableaux à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique*

*(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

*(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

IV

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **0,00** | **I** **0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *0,00* | *0,00* |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES — IV

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A4.3

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **0,00** | **III** **0,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | 0,00 |
| 26… | *Participations et créances rattachées* | | |
| 27… | *Autres immobilisations financières* | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **0,00** | **0,00** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | |
| *29…* | *Dépréciation des immobilisations* | | |
| *39…* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | |
| *481…* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *0,00* | *0,00* |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# IV – ANNEXES

IV

## ELEMENTS DU BILAN
## ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A6

## A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'éta-lement | Date de la délibéra- tion | Montant de la dépense transférée au compte 481 | Montant amorti au titre des exercices précédents | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) | Solde |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL | | | | I | II | III | I-(II + III) |
| | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

## IV – ANNEXES — IV

## ARRETE ET SIGNATURES — D

Nombre de membres en exercice : 45
Nombre de membres présents : 41
Nombre de suffrages exprimés : 45
VOTES :
Pour : 45
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 21/04/2026

Présenté par Le Président,
A Grasse le 28/04/2026
Le Président,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session vote du budget primitif
A Grasse, le 28/04/2026

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 29/04/2026, et de la publication le 29/04/2026
A Grasse,le 29/04/2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 93 BUDGET PRIMITIF 2026 - SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM APPROBATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 93**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET ANNEXE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**
**APPROBATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet la présentation du budget primitif 2026 pour la gestion du Service Public Industriel et Commercial du crématorium.

INCIDENCE FINANCIERE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT H.T |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | FONCTIONNEMENT<br>INVESTISSEMENT | **203 360,87 €**<br>**5 350 000,00 €** |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu la délibération n° 2022-135 portant approbation de la création d'une régie dotée de la simple autonomie financière en vue de la gestion du service public industriel et commercial du Crématorium,

Considérant que conformément à l'article L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT, les communes ont pour obligation de créer un budget annexe équilibré en dépenses et en recettes ;

Considérant que conformément à l'article L.2221-11 du CGCT, les produits des régies dotées de la simple autonomie financière, y compris les taxes ainsi que les charges, font l'objet d'un budget spécial annexé à celui de la commune ;

Considérant que le Débat d'Orientation Budgétaire a été tenu lors de la séance du 3 mars 2026 du Conseil Municipal ;

Considérant que par délibération n° 2026-37, le Conseil Municipal a pu approuver le Compte Financier Unique 2025 du Budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium ;

Considérant que par délibération n° 2026-91, le Conseil Municipal a pu adopter l'affectation du résultat du Budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium 2025 sur 2026 permettant ainsi leur reprise ;

Considérant qu'en application de la loi NOTRe, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au budget ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant que les budgets annexes gérant un Service Public Industriel et Commercial sont soumis à l'instruction budgétaire et comptable M4, assujettis à la TVA et éventuellement à l'impôt société pour la part taxable des excédents d'exploitation selon la règlementation en vigueur ;

Considérant que l'option d'assujettissement à la TVA retenue pour le budget annexe du Service Public Industriel et Commercial du crématorium est le régime réel mensuel ;

Considérant qu'en vertu de l'article 5217-10-6 du CGCT le Conseil Municipal a la faculté de déléguer à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections du Budget annexe Service Public Industriel et Commercial du crématorium à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Considérant que ce pourcentage peut être différencié entre les sections il est proposé que le pourcentage de 7,5% soit retenu à la fois pour la section de Fonctionnement mais également pour la section d'investissement

Le projet de Budget Primitif pour l'exercice 2026 pour la gestion du Service Public Industriel et Commercial du crématorium est présenté ci-dessous par chapitre :

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **RESTES A REALISER (1)** | **PROPOSITIONS NOUVELLES (2)** | **VOTE (3)** | **TOTAL (1+3)** |
| | | | | | |
| **011** | CHARGES A CARACTERE GENERAL | | 10 000,00 | **10 000,00** | 10 000,00 |
| **66** | CHARGES FINANCIERES | | 193 360,87 | **193 360,87** | 193 360,87 |
| | **TOTAL GENERAL** | | 203 360,87 | **203 360,87** | 203 360,87 |

| | | |
|---|---|---|
| **002** | RESULTAT NEGATIF REPORTE | **0,00** |
| | | |
| | **TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **203 360,87** |

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE** | **LIBELLES CHAPITRES** | **RESTES A REALISER (1)** | **PROPOSITIONS NOUVELLES (2)** | **VOTE (3)** | **TOTAL (1+3+4)** |
| | | | | | |
| **75** | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | | 150 000,00 | **150 000,00** | 150 000,00 |
| **002** | RESULTAT POSITIF REPORTE | | | | **53 360,87** |
| | | | | | |
| | **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | | | | **203 360,87** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

| DEPENSES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | RESTES A REALISER (1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| | | | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 18 780,00 | 281 220,00 | **281 220,00** | 300 000,00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 880 938,87 | 3 819 061,13 | 3 819 061,13 | 4 700 000,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 350 000,00 | **350 000,00** | 350 000,00 |
| | **TOTAL** | **899 718,87** | **4 450 281,13** | **4 450 281,13** | **5 350 000,00** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE | | | | |
| | | | | | |
| | **TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | | | | **5 350 000,00** |

| RECETTES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | RESTES A REALISER (1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| | | | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 899 718,87 | 4 053 187,62 | 4 053 187,62 | 4 952 906,49 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 350 000,00 | **350 000,00** | 350 000,00 |
| | **TOTAL** | 899 718,87 | **4 403 187,62** | **4 403 187,62** | **5 302 906.49** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION POSITIF REPORTE | | | | **47 093,51** |
| | | | | | |
| | **TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | | | | **5 350 000,00** |

La maquette budgétaire complète de ce budget a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil municipal.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de Budget Primitif 2025 du Service Public Industriel et Commercial du crématorium au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement et l'arrêter comme détaillé ci-dessus, ainsi que la note de présentation brève et synthétique prévue par l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales jointe en annexe ;

- **DELEGUER** à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles en section de fonctionnement du Budget annexe du Service Public Industriel et Commercial du crématorium à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-93-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- **DELEGUER** à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles en section d'investissement du Budget annexe du Service Public Industriel et Commercial du crématorium ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les procédures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-94-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 94 BOURSES ELITES**
**ADOPTION - ATTRIBUTION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-94-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-94-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 94**

**DU 28 AVRIL 2026**

**BOURSES ELITES**
**ADOPTION - ATTRIBUTION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet de répartir les bourses aux élites sportives grassoises.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C |
|---|---|---|
| SPORTS | DEPENSES | 3 570 € |

Monsieur Gilles RONDONI expose :

Vu la délibération du 4 novembre 2014 fixant les critères d'attribution des bourses élites aux sportifs grassois.

Considérant les critères suivants :

- Être de niveau national ou international ;
- Être résident/propriétaire grassois. Pour les sportifs mineurs, les parents doivent être résidents ou propriétaires grassois ;
- Être licencié dans un club grassois sauf s'il n'y a pas de club grassois dans la discipline du sportif ou adapté au niveau du sportif ;
- S'engager à répondre aux sollicitations de la Commune.

Considérant que le jury du 6 octobre 2025 était constitué d'élus, de présidents de club qui n'ont pas de candidat dans les dossiers et de personnes de la société civile sportive,

Considérant que 10 dossiers ont été présentés,

Considérant que le jury a admis comme « niveau national » les championnats de France « sport scolaire » sous les couleurs des établissements grassois,

Considérant que sur les 10 dossiers présentés, 9 sont conformes aux critères de la délibération du 4 novembre 2014.

Je vous propose de retenir les candidatures suivantes :

- NAKACHE Maryline : 41 ans, Trail, 1ère femme Marathon des Sables 2024 : 560 € ;

- LOPERGOLO Ingrid : 54 ans, Course à pied, Championne du Monde W50 de Marathon : 700 €

- CARMONA Lilou : 16 ans, Gymnastique artistique féminine, Championne de France au sol individuelle et Championnat de France en équipe 8ème en division N2 : 490 € ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-94-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

- PICARD Léia : 17 ans, Gymnastique artistique féminine, 19ème au Championnat de France Individuel (Nationale 17) et Championnat de France en équipe 8ème en division N2 : 315 € ;

- DONNE Lucie : 15 ans, Gymnastique artistique féminine, 5ème au Championnat de France National B 15 ans individuel et Championnat de France en équipe 8ème en division N2 : 350 € ;

- EL ASRI Mahïra : 18 ans, Gymnastique artistique féminine, 15ème aux championnats de France Nationale A individuel et Championnat de France en équipe 8ème en division N2 : 420 € ;

- AMPUERO Anaïs : 16 ans, Gymnastique artistique féminine, Championnat de France en équipe 8ème en division N2 : 280 € ;

- LIXON Timéo, 21 ans : Gymnastique artistique masculine, 3ème au Championnat de France par équipe Top 12 : 175 € ;

- RUIZ Chloé, 12 ans : Tennis, Championne de France de tennis de double : 280 €.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** une bourse de : 560 € à NAKACHE Maryline
- **ATTRIBUER** une bourse de : 700 € à LOPERGOLO Ingrid
- **ATTRIBUER** une bourse de : 490 € à CARMONA Lilou
- **ATTRIBUER** une bourse de : 315 € à PICARD Léia
- **ATTRIBUER** une bourse de : 350 € à DONNE Lucie
- **ATTRIBUER** une bourse de : 420 € à EL ASRI Mahïra
- **ATTRIBUER** une bourse de : 280 € à AMPUERO Anaïs
- **ATTRIBUER** une bourse de : 175 € à LIXON Timéo
- **ATTRIBUER** une bourse de : 280 € à RUIZ Chloé

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2026.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-95-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**SECTEUR CULTUREL**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| Académie vocale Mezza Voce | 0 | 800 | 800 |
| Actopie | 0 | 3 900 | 3 900 |
| Amis de la Chapelle Victoria | 0 | 1 400 | 1 400 |
| Amis de l'orgue de la cathédrale de Grasse | 0 | 1 000 | 1 000 |
| Amis du sanctuaire de Valcluse | 0 | 500 | 500 |
| Association Azur et Joie | 0 | 250 | 250 |
| Association des Amis de Marguerite Burnat-Provins | 0 | 200 | 200 |
| Association historique du Pays de Grasse | 0 | 600 | 600 |
| Aventure Théâtre Compagnie | 0 | 3 000 | 3 000 |
| Cannes Atelier Danse H Koubi | 0 | 20 000 | 20 000 |
| Cantifolia, Chœur de Grasse | 0 | 2 500 | 2 500 |
| Cercle Culturel Pays de Grasse | 0 | 1 500 | 1 500 |
| Cercle Littéraire et artistique de Grasse | 0 | 600 | 600 |
| Compagnie Bakhus | 0 | 1 000 | 1 000 |
| Compagnie Cas 5 | 0 | 1 400 | 1 400 |
| Compagnie Reveïda | 0 | 1 500 | 1 500 |
| Cours Gérard Philippe (ex centre art et culture) | 0 | 1 500 | 1 500 |
| Ecole de Musique de Grasse | 0 | 3 000 | 3 000 |
| Ecole de Musique La Chênaie | 0 | 1 700 | 1 700 |
| Festival Saint-Jean-de-Cassien | 0 | 250 | 250 |
| Festival Transméditerranée | 0 | 8 000 | 8 000 |
| Grasse à Edith | 0 | 1 500 | 1 500 |
| Institut d'Etudes Occitanes | 0 | 370 | 370 |
| Korsoi | 0 | 1 500 | 1 500 |
| L'Etoile Musicale | 0 | 6 000 | 6 000 |
| La Nuit Blanche | 0 | 2 730 | 2 730 |
| Le Ciné au Parfum | 0 | 500 | 500 |
| Le Jeune Ballet Méditerranéen | 0 | 10 000 | 10 000 |
| Les Amoureux du vieux Grasse | 0 | 910 | 910 |
| Les artistes du pays grassois | 0 | 500 | 500 |
| MPT La Moutonne | 0 | 2 750 | 2 750 |
| Ni vus Ni connus | 0 | 650 | 650 |
| Place des artistes | 0 | 2 000 | 2 000 |
| Polyphonius Cantabile | 0 | 1 400 | 1 400 |
| Questions pour un Champion | 0 | 250 | 250 |
| Théâtre des quatre coins | 0 | 250 | 250 |
| Université du temps libre | 0 | 300 | 300 |
| AVANCES CM DECEMBRE 2025 | 0 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 86 210 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 86 210 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-95-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2026 - 95 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR CULTUREL - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-95-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-95-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 95**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR CULTUREL**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 86 210 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2026 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur EUZIERE, Monsieur LAPORTE et Madame GUALLINO.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 1 abstention : Madame LAZREUG.

VILLE DE GRASSE

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE
A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-96-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

**SECTEUR DIVERS**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| Association communale de chasse | 0 | 1 300 | 1 300 |
| Association crématiste de Grasse | 0 | 400 | 400 |
| Association de sauvegarde du canal de la Siagne | 0 | 250 | 250 |
| AVANCES CM DECEMBRE 2025 | 0 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 1 950 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 1 950 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-96-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 43 |

**2026 - 96 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SECTEUR DIVERS - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-96-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-96-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 96**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR DIVERS**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 1 950 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2025 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2025,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Madame GISQUET

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 43 voix pour et 1 abstention : Madame LAZREUG.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-97-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

**SECTEUR ENSEIGNEMENT - JEUNESSE**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| HARPEGES | 15 000 | 140 000 | 155 000 |
| SCOUTS ET GUIDES DE France (GROUPE GRASSE) | 0 | 1 000 | 1 000 |
| UNION DES DDEN | 0 | 730 | 730 |
| AVANCES CM DECEMBRE 2025 | 15 000 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 141 730 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 156 730 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-97-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 97 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR ENSEIGNEMENT / JEUNESSE - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-97-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-97-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 97**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR ENSEIGNEMENT/JEUNESSE**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 141 730 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2025 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les prescriptions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-98-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**SECTEUR EVENEMENTIEL ANIMATION**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| Accueil des Villes Françaises | 0 | 750 | 750 |
| Association des grandes familles planoises | 0 | 300 | 300 |
| Cercle de Sainte-Anne | 0 | 300 | 300 |
| Club des Retraités Altitude 500 de Grasse | 0 | 300 | 300 |
| Comité des Fêtes de Magagnosc | 0 | 455 | 455 |
| Comité des Fêtes de Plascassier | 0 | 455 | 455 |
| Comité des Fêtes de Saint-Antoine | 0 | 455 | 455 |
| Comité des Fêtes de Saint-François | 0 | 455 | 455 |
| Comité des Fête de Saint-Jacques | 0 | 455 | 455 |
| Comité des Fêtes de Sainte-Anne | 0 | 455 | 455 |
| Comité des Fêtes du Plan-de-Grasse | 0 | 455 | 455 |
| Comité Miss Grasse et Pays de Grasse | 0 | 8 000 | 8 000 |
| Découverte du Moyen et haut Pays | 0 | 500 | 500 |
| Lei Baisso Luserno | 0 | 5 500 | 5 500 |
| Plascassier Jazz Band | 0 | 1 000 | 1 000 |
| AVANCES CM DECEMBRE 2025 | 0 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 19 835 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 19 835 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-98-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 98 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR EVENEMENTIEL / ANIMATION - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-98-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-98-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 98**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR EVENEMENTIEL / ANIMATION**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 19 835 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2026 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Madame OGGERO-MAIRE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600018-20260428-2026-99-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**SECTEUR MILITAIRE**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| Amicale de la Police Municipale | 0 | 1 000 | 1 000 |
| Amicale des Sapeurs Pompiers de Grasse | 0 | 1 500 | 1 500 |
| Anciens Combattants du Pays Grassois et Amis | 0 | 750 | 750 |
| Anciens Combattants victimes de guerre Harkis | 0 | 750 | 750 |
| Anciens des Forces françaises en Allemagne et en Autriche | 0 | 250 | 250 |
| Association des Anciens de la Préparation Militaire Marine | 0 | 250 | 250 |
| Association Nationale des Membres de l'Ordre du Mérite | 0 | 350 | 350 |
| Association des Officiers Honoraires de la Côte d'Azur | 0 | 100 | 100 |
| Fédération Nationale des Forces Spéciales Alliées | 0 | 300 | 300 |
| Groupement des porte-drapeaux du pays de Grasse | 0 | 350 | 350 |
| Le Souvenir Français | 0 | 550 | 550 |
| Les véhicules historiques | 0 | 300 | 300 |
| Société des Membres de la Légion d'Honneur | 0 | 500 | 500 |
| Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire | 0 | 650 | 650 |
| Special Force Memory | 0 | 400 | 400 |
| Union Nationale des Sous-officiers Retraités (UNSOR) | 0 | 300 | 300 |
| Union Nationale des Parachutistes | 0 | 350 | 350 |
| TOTAL AVANCES CM DECEMBRE 2025 | 0 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 8 650 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 8 650 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-99-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 43 |

**2026 - 99 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SECTEUR MILITAIRE - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-99-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-99-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 99**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR MILITAIRE**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 8 650 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2026 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur AMRANE, Monsieur KISS.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 42 voix pour et 1 abstention : Madame TONNERRE.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600696-20260428-2026-100-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**SECTEUR SOCIAL SANTE**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| ADAPEI AM | 0 | 500 | 500 |
| ADRIEN | 0 | 600 | 600 |
| Amphore International | 0 | 1 000 | 1 000 |
| Association pour l'enseignement aux enfants malades | 0 | 500 | 500 |
| Banque alimentaire | 0 | 500 | 500 |
| Clin D'œil | 0 | 700 | 700 |
| Club Lou Cepoun | 0 | 600 | 600 |
| Comité des Œuvres Sociales | 30 000 | 57 500 | 87 500 |
| France Alzheimer | 0 | 300 | 300 |
| GOYA | 0 | 200 | 200 |
| Harpèges (centre social) | 0 | 70 000 | 70 000 |
| Les Centres de Beauté Cosmetic Executive Women | 0 | 3 000 | 3 000 |
| Les Restaurants du Cœur | 0 | 1 500 | 1 500 |
| Office Municipal des Retraités | 8 500 | 8 350 | 16 850 |
| Parlons Ensemble | 0 | 300 | 300 |
| SAMI | 0 | 2 000 | 2 000 |
| Secours Catholique | 0 | 500 | 500 |
| Slam Sol (ex Cidi Sol) | 0 | 800 | 800 |
| Société St Vincent de Paul | 0 | 800 | 800 |
| Tous Addict | 0 | 500 | 500 |
| Visite de Malades en Etablissements Hospitaliers | 0 | 455 | 455 |
| AVANCES CM DECEMBRE 2025 | 38 500 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 150 605 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 189 105 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-100-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 100 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR SOCIAL / SANTE - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-100-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-100-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 100**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR SANTE SOCIAL**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 150 605 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2026 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Monsieur le Maire

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-101-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 101 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SECTEUR SPORT - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-101-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-101-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 101**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR SPORT**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 369 920 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2026 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 44 voix pour et 1 abstention : Madame CANADAS.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

Accusé de réception en préfecture
006210600698-20260428-2026_101-DE
Date de télétransmission : 06/05/2026
Date de réception préfecture : 06/05/2026

**SECTEUR SPORT**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| Académie Grassoise d'Aïkido | 0 | 500 | 500 |
| Aïkikai Club de Grasse | 0 | 800 | 800 |
| All In Tennis Club de Grasse | 12 000 | 12 000 | 24 000 |
| Ambiance Bouliste Cercle Grassois | 0 | 2 500 | 2 500 |
| Amical Motor Club de Grasse | 12 000 | 10 530 | 22 530 |
| Amicale Bouliste St Joseph | 0 | 10 000 | 10 000 |
| Amicale cyclotouriste Grassoise | 0 | 820 | 820 |
| Amicale des Anciens du Racing Club de Grasse | 0 | 1 000 | 1 000 |
| ASA Grasse | 15 000 | 18 760 | 33 760 |
| Association Sportive du Golf St Donat | 0 | 910 | 910 |
| Association sportive et Culturelle Centre hospitalier de Grasse | 0 | 500 | 500 |
| Avenir de Grasse | 1 500 | 4 500 | 6 000 |
| Azur Sport et Performance | 0 | 1 000 | 1 000 |
| Badminton Club de Grasse | 0 | 2 000 | 2 000 |
| Boxing Club de Grasse | 0 | 4 000 | 4 000 |
| Courir en Pays de Grasse | 0 | 16 000 | 16 000 |
| Dojo Kushanku | 0 | 650 | 650 |
| Ecole grassoise de judo | 0 | 1 820 | 1 820 |
| Entente Gymnique Grassoise | 12 000 | 10 000 | 22 000 |
| Estérel Plongée | 0 | 1 000 | 1 000 |
| Grasse Athlétic Club | 8 000 | 0 | 8 000 |
| Grasse Echecs | 7 000 | 8 100 | 15 100 |
| Grasse Hockey Club | 0 | 1 750 | 1 750 |
| Grasse Loisirs | 0 | 3 000 | 3 000 |
| Grasse Pétanque | 6 000 | 5 650 | 11 650 |
| Grasse Tennis de Table | 0 | 18 000 | 18 000 |
| Groupe Montagne Altitude 500 | 0 | 800 | 800 |
| Gymnastique Volontaire | 0 | 910 | 910 |
| Judo club de Grasse | 0 | 1 820 | 1 820 |
| Judo Ju Jitsu Club du Plan de Grasse | 0 | 3 000 | 3 000 |
| Karaté Challenger Grasse | 0 | 2 000 | 2 000 |
| Pays de Grasse Hand Ball ASPTT | 10 000 | 25 500 | 35 500 |
| Pays de Grasse Volley Ball | 15 000 | 8 000 | 23 000 |
| Racing Club Pays de Grasse | 102 000 | 147 000 | 249 000 |
| Rallye Karting Sécurité 06 | 0 | 500 | 500 |
| Sempai de Grasse | 0 | 3 500 | 3 500 |
| Ski Club de Grasse | 3 500 | 3 000 | 6 500 |
| Sport Impact | 0 | 1 000 | 1 000 |
| Triathlon du Pays Grassois | 0 | 9 100 | 9 100 |
| Twirling baton du Plan de Grasse | 0 | 4 000 | 4 000 |
| Union Cycliste Grassoise | 0 | 1 500 | 1 500 |
| Union Sportive Grassoise | 8 000 | 17 000 | 25 000 |
| USP - Grasse Pelotari Club | 5 000 | 5 000 | 10 000 |
| Yoseikan Budo Azuréen | 0 | 500 | 500 |
| AVANCES CM DECEMBRE 2025 | 217 000 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 369 920 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 586 920 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-102-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - BP 2026

**SECTEUR SYNDICATS**

| | AVANCE CM DECEMBRE 2025 | SUBVENTIONS VOTEES CONSEIL MUNICIPAL 28 AVRIL 2026 | BP 2026 AVANCES COMPRISES |
|---|---|---|---|
| CFE CGC | 0 | 1 600 | 1 600 |
| UNION LOCALE CGT | 0 | 4 000 | 4 000 |
| AVANCE CM DECEMBRE 2025 | 0 | | |
| TOTAL CM 28 AVRIL 2026 | | 5 600 | |
| TOTAL SECTEUR AVANCES COMPRISES | | | 5 600 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-102-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 102 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR SYNDICATS - EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-102-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-102-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 102**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**SECTEUR SYNDICATS**
**EXERCICE BUDGETAIRE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser des subventions de fonctionnement aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026 et à signer les conventions correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| ASSOCIATIONS | DEPENSES | 5 600 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2026 de la commune,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement des subventions de fonctionnement aux associations conformément à la liste jointe ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 voix contre : Monsieur CAMERANO (2 voix), Madame LAZREUG, Madame CANADAS.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-103-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 44 |

**2026 - 103 SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2026**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-103-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-103-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE** **2026 - 103**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 28 AVRIL 2026**

**SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS**
**EXERCICE 2026**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet le vote de versements de subventions exceptionnelles aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2026.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DAF | DEPENSES | 8 950 € |

Monsieur le Maire expose :

Il est proposé de verser une subvention exceptionnelle aux associations suivantes :

- **SlamSol** **1 000,00 €**
  Subvention exceptionnelle affectée au festival Slammuzic à Grasse (24-26 juillet)

- **Comité des Fêtes de Saint-Jacques** **1 000,00 €**
  Subvention exceptionnelle affectée au bal de la Saint-Jean

- **Comité Miss Grasse et Pays de Grasse** **700,00 €**
  Subvention exceptionnelle affectée à l'organisation des élections Miss Grasse, Miss Pays de Grasse et Miss Pays d'Azur

- **Les Baisso Luserno** **1 000,00 €**
  Subvention exceptionnelle pour le cinquantième anniversaire de l'association (grand spectacle au TDG)

- **Grasse Pétanque** **1 000,00 €**
  Subvention exceptionnelle pour la participation aux déplacements des équipes en France

- **Judo club du Plan-de-Grasse** **500,00 €**
  Subvention exceptionnelle pour la participation aux para-championnats de France et aux tournois internationaux

- **Union Sportive Grassoise** **3 250,00 €**
  Subvention exceptionnelle pour les 70 ans de l'association (fresque du club en 7 tableaux exposés à Chiris puis à la salle omnisports)

- **Twirling Bâton du Plan de Grasse** **500,00 €**
  Subvention exceptionnelle pour les 30 ans de l'association

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-103-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement de subventions exceptionnelles pour un montant de 8 950,00 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention ;

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2026.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Annie OGGERO-MAIRE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les formes
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-104-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 - 104 COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**
**DESIGNATION DES MEMBRES PROPOSES**
**A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-104-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-104-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 104**

**DU 28 AVRIL 2026**

**COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS**
**DESIGNATION DES MEMBRES PROPOSES**
**A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Il est proposé de procéder à la validation d'une liste de 8 contribuables grassois à transmettre à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, afin qu'elle dresse une liste de contribuables du Pays de Grasse à proposer au directeur départemental des finances publiques, qui désignera parmi ceux-ci les membres composant la commission intercommunale des impôts directs.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code général des impôts, et notamment ses articles 1650, 1650A et 346A de l'annexe III,

Considérant qu'il est institué dans chaque établissement public de coopération intercommunale (EPCI) soumis de plein droit ou sur option au régime fiscal prévu par l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, une commission intercommunale des impôts directs composée de 11 membres, à savoir le président de l'EPCI, dix commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants,

Considérant que les commissaires ainsi que leurs suppléants sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par l'organe délibérant de de l'EPCI sur proposition de ses communes membres,

Considérant que la désignation des commissaires est subordonnée aux conditions suivantes :
- être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne ;
- être âgé de 18 ans au moins ;
- jouir de ses droits civils ;
- être inscrit aux rôles des impositions directes locales de l'EPCI ou de ses communes membres ;
- être familiarisé avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Considérant que le mandat des commissaires désignés par l'EPCI prend fin lors du renouvellement des délégués de l'organe délibérant de l'EPCI,

Considérant que cette désignation des membres de la Commission intercommunale des impôts directs doit intervenir dans les deux mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de l'EPCI suivant le renouvellement général des conseils municipaux,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-104-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Considérant qu'il convient de proposer à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse la liste des contribuables de la Commune prétendant à assumer les fonctions de commissaire titulaire et de commissaire suppléant à la Commission intercommunale des impôts directs,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la liste des contribuables grassois suivants, à transmettre à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse pour être proposés pour siéger à la Commission intercommunale des impôts directs :

Pour les fonctions de commissaires titulaires :

- Monsieur Christophe MOREL
- Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Ali AMRANE
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Nicolas DOYEN
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Simon DARAGON
- Madame Marie CHABAUD

Pour les fonctions de commissaires suppléants :

- Madame Karine GIGODOT
- Madame Laurence COSTE
- Madame Jeannette GISQUET
- Monsieur François LAURENT
- Madame Cendrina CADOT
- Monsieur Jérôme COCHET
- Monsieur James ROLLAND
- Madame Mélanie ZARRILLO

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

CFA RAP PACA
Apprentissage Agricole Public
Antibes

CFPPA Antibes - CAMPUS VERT D'AZUR
88 Chemin des Maures - 06600 ANTIBES
Tél. : 04.92.91.02.33 - E-mail : cfppa.antibes@educagri.fr
SIRET : 19060793700033 – AGREMENT : 9306P002806
QUALIOPI : 2021/96399.1 – QUALIFORMAGRI : 2021/96401.1

# CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE

Grasse

CAMPUS VERT D'AZUR ANTIBES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

CFA RAP PACA
Apprentissage Agricole Public Antibes

CFPPA Antibes - CAMPUS VERT D'AZUR
88 Chemin des Maures - 06600 ANTIBES
Tél. : 04.92.91.02.33 - E-mail : cfppa.antibes@educagri.fr
SIRET : 19060793700033 – AGREMENT : 9306P002806
QUALIOPI : 2021/96399.1 – QUALIFORMAGRI : 2021/96401.1

# CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés ci-après désignés:

**La Mairie de GRASSE**, représentée par Madame COPIN Valérie, 1ère Adjointe au Maire, située Place du Petit Puy, 06130 GRASSE.

***Et***

**L'ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT et de FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE** dénommé ci-après EPLEFPA, représenté par son Directeur, M. Jean Luc PLO, dont le siège est situé au 1285, Avenue Jules GREC, BP 89, 06602 ANTIBES CEDEX, pour le :

**CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE et de PROMOTION AGRICOLE** dénommé ci-après C.F.P.P.A. représenté par son Directeur, M. Emmanuel LAURENCON, dont le siège est situé au 88 chemin des Maures, 06600 ANTIBES

IL EST CONVENU

## *Préambule :*

Dans le cadre de leur formation du CS Arboriste Elagueur, notre groupe d'apprenant réalise des mises en applications pratiques sur des sites extérieurs.

## *Article 1 : Objet de la convention*

Cette convention formalise les engagements réciproques des deux partenaires concernant la mise à disposition de sites pédagogiques spécifiques pour permettre le déroulement de l'action de formation de CS Arboriste Elagueur dispensé par le CFPPA d'Antibes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

CFA RAP PACA
Apprentissage Agricole Public
Antibes

CFPPA Antibes - CAMPUS VERT D'AZUR
88 Chemin des Maures - 06600 ANTIBES
Tél. : 04.92.91.02.33 - E-mail : cfppa.antibes@educagri.fr
SIRET : 19060793700033 – AGREMENT : 9306P002806
QUALIOPI : 2021/96399.1 – QUALIFORMAGRI : 2021/96401.1

## ***Article 2 : Nature des activités pédagogiques***

L'intervention du CFPPA porte sur:

- *La réalisation d'actions de formation portant sur l'acquisition de gestes professionnels au travers d'opérations sur les activités liées au métier d'Arboriste Elagueur. Cette action de formation comporte différents ateliers pédagogiques pour les activités listées ci-dessous, définies d'un commun accord et faisant l'objet de cette convention :*

  - ✓ *Grimpe et déplacements dans les arbres*
  - ✓ *Réalisation de diagnostic sur les arbres*
  - ✓ *Réalisation d'exercices de diagnostic des arbres*
  - ✓ *Opérations de tailles*
  - ✓ *Opérations de démontage/abattage si nécessaire*

*Il n'y a aucun engagement de finir les tâches en dehors des périodes d'intervention fixées entre les deux établissements puisqu'il s'agit d'un atelier pédagogique privilégiant l'acquisition d'un geste professionnel.*

## ***Article 3 : Durée de mise à disposition du support pédagogique***

*La présente convention couvrira la période à date de la signature jusqu'au 31 Juillet 2027. Les journées d'interventions seront fixées d'un commun accord entre Le responsable du service espaces verts et le CFPPA au minimum 5 jours avant l'intervention et feront l'objet de la mise en place d'une fiche d'intervention (modèle joint en annexe).*

*La durée maximale d'accueil des groupes de CS Arboriste Elagueur sur la commune de Grasse ne pourra pas excéder 308H (soit 44 journées) sur la période de Septembre à Juin.*

## ***Article 4 : Engagement du CFPPA :***

Lors de son intervention, le CFPPA s'engage :

- *A faire respecter aux apprenants les consignes de sécurité sur le site;*
- *A étudier et travailler uniquement sur les zones affectées aux interventions selon l'article 1 ;*
- *A effectuer les travaux en insistant sur les « règles de l'art », dans le cadre des tâches professionnelles définies à l'article 2*
- *A fournir les Equipements de Protection Individuel nécessaires à l'action de formation dans le respect des consignes de sécurité*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

CFA RAP PACA Apprentissage Agricole Public Antibes

CFPPA Antibes - CAMPUS VERT D'AZUR
88 Chemin des Maures - 06600 ANTIBES
Tél. : 04.92.91.02.33 - E-mail : cfppa.antibes@educagri.fr
SIRET : 19060793700033 – AGREMENT : 9306P002806
QUALIOPI : 2021/96399.1 – QUALIFORMAGRI : 2021/96401.1

## Article 5 : Engagement de la Mairie:

- A fournir les indications techniques nécessaires à la réalisation des tâches professionnelles définies à l'article 2
- A assurer la mise à disposition de la zone d'intervention selon l'article 1, ainsi que les panneaux de signalisation "*travaux d'élagage en cours*" et "*chantier interdit au public*" en deux emplaires.
- Assurer l'évacuation et le broyage des déchets (le CFPPA s'engage à ce que les déchets soient proprement rassemblé dans une zone préalablement définie avec le responsable des services techniques).

## Article 6 : Assurances

La Mairie de GRASSE est assurée en responsabilité civile à l'égard des stagiaires.

Le CFPPA est assuré pour les préjudices que les apprenants pourraient commettre sous le contrat de Responsabilité Civile auprès de la M.A.I.F. n°2041513 H (CFPPA).

Le CFPPA s'engage à respecter toutes les instructions données par le gestionnaire des sites, notamment pour les consignes de sécurité habituelles ou relatives par un règlement particulier.

## Article 7 : Dispositions financières :

La dite convention consentie à titre gracieux pour les deux parties. Elle porte uniquement sur l'utilisation du site comme support de formation, selon les prérogatives mentionnées sur cette convention.

## Article 8 : Durée & Responsabilités

La présente convention est conclue jusqu'au 31 juillet 2027 à compter de sa signature.
*Compte-tenu du caractère pédagogique particulier de la convention la responsabilité de l'établissement ne pourra être engagée en cas de contestation dans la qualité des travaux.*

## Article 9 : Personnes contacts

Chacune des parties s'engage à définir des personnes ressources

Le CFPPA s'engage à mettre à disposition :

- *Une Responsible pédagogique qui portera les relations de la dite convention :*
  - *Mme Marjorie VALLE* : 04 92 91 35 17 marjorie.valle@educagri.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

CFA RAP PACA Apprentissage Agricole Public Antibes

CFPPA Antibes - CAMPUS VERT D'AZUR
88 Chemin des Maures - 06600 ANTIBES
Tél. : 04.92.91.02.33 - E-mail : cfppa.antibes@educagri.fr
SIRET : 19060793700033 – AGREMENT : 9306P002806
QUALIOPI : 2021/96399.1 – QUALIFORMAGRI : 2021/96401.1

- *Un formateur référent qui portera les relations sur le site mis à disposition pour les activités pédagogiques de la dite convention*
  - *M. Thomas PELLOUS : 06.84.53.08.18 thomas.pellous@educagri.fr*

Les personnes contact pour la Mairie sont :

- M. CHIOCCI Christophe, Directeur du service de la proximité et des espaces verts 04.97.05.49.36 christophe.chiocci@ville-grasse.fr
- M.DOUDON Claude, Chef de service – Service Espaces Verts 07.04.97.05.55.40 claude.doudon@ville-grasse.fr
- M.CAVE Frédéric, Cellule administrative service Espaces Verts 06.22.16.53.49 frederic.cave@ville-grasse.fr

Fait à _____,

le _____

Mme COPIN Valérie
1ère Adjointe au Maire de GRASSE

Fait à Antibes,

le 03/03/26

M. Jean Luc PLO
Directeur de l'EPLEFPA d'Antibes

Fait à Antibes,

le 2/3/26

M. Emmanuel LAURENÇON
Directeur adjoint CFPPA

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLES 06 ANTIBES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

# FICHE D'INTERVENTION

**ENTRE**

La Ville de GRASSE par l'intermédiaire du Directeur du Service Espaces Verts, M.Claude DOUDON – dont le siège est situé Place du Petit Puy, 06130 GRASSE

**ET**

Le CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE et de PROMOTION AGRICOLE dénommé ci-après C.F.P.P.A. représenté par son Directeur, M. Emmanuel LAURENCON, dont le siège est situé au 88 chemin des Maures, 06600 ANTIBES

**SELON LES ACCORDS DE LA CONVENTION ENTRE**

La Ville de GRASSE, représentée par Mme COPIN Valérie, 1ère Adjointe au Maire de Grasse, dont le siège est situé Place du Petit PUy, et L'ETABLISSEMBNT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT et de FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE dénommé ci-après EPLEFPA, représenté par son Directeur, Monsieur PLO, dont le siège est situé au 1285, Avenue Jules GREC, BP 89, 06602 Antibes cedex

---

**Centre :**

☐ CFPPA – Pôle Apprentissage ☐ CFPPA – Pôle Formation Continue

**Types d'intervention :**

☐ Diagnostic des arbres
☐ Opération de taille des arbres
☐ Autre (à préciser) :
☐ Grimpe et déplacements dans les arbres
☐ Opérations de démontage / abattage

**Site :**

.....

.....

**Description des tâches et des besoins liés à l'Intervention :**

.....

.....

**Classe concernée :** ..... **Nombre d'apprenants :** .....

**Formateur encadrant :** .....

**Date d'intervention :** .....

| | | |
|---|---|---|
| Mairie de GRASSE | Mairie de GRASSE | CFPPA Antibes |
| M.DOUDON Claude | Mme COPIN Valérie | M.LAURENÇON Emmanuel |
| Chef du Service Espaces Verts, | 1ère Adjointe au Maire | Directeur |
| Le_____, à GRASSE | Le_____, à GRASSE | Le_____, à ANTIBES |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 28 avril 2026**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 45 |

**2026 – 105 ESPACES VERTS - PARTENARIAT PEDAGOGIQUE AVEC LE CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLE D'ANTIBES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 avril 2026, s'est réuni le mardi 28 avril 2026 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire nouvellement élu et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François LAURENT, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Elodie BARBIER, Nicolas DOYEN, Marie-Madeleine GUALLINO, Jean-Pierre BICAIL, Murièle CHABERT, Cédric CAMPAGNO, Marie GIACCONE, Jérôme COCHET, Aude DECLERCQ, Simon DARAGON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Marie CHABAUD, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Richard KISS, Cendrina CADOT, Roger MISSENTI, Jeannette GISQUET, Jean-François LAPORTE, James ROLLAND, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Catherine CARDOT, Marc REBUFFO, Lévanna CALATAYUD, Jean-Paul CAMERANO, Myriam LAZREUG, Catherine CANADAS, Paul EUZIERE, Yamina GHALOUNI, Frédéric FERRARE, Leïla TONNERRE.

ABSENTS EXCUSES :
Monsieur François ROUSTAN
Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Stéphane CASSARINI

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :
Madame Myriam LAZREUG (prend part aux délibérations N°35 à 105)

PART EN COURS DE SEANCE :
Madame Elodie BARBIER (prend part aux délibérations N°32 à 87)
Madame Aude DECLERCQ (prend part aux délibérations N°32 à 87)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

PROCURATION :
Monsieur François ROUSTAN à Madame Aline BOURDAIRE
Madame Elodie BARBIER à Monsieur Nicolas DOYEN
Madame Aude DECLERCQ à Marie GIACCONE
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Ginette GISQUET
Monsieur Stéphane CASSARINI à Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Mélanie ZARRILLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame Valérie COPIN, 2ème Adjointe a été élue avec la délibération 2026-34 présidente de séance pour procéder aux votes des délibérations N°2026-35 ; N°2026-36 ; N°2026-37

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal d'installation de la séance du 21 mars 2028.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2026-31 du 21 mars 2026 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2026 - 63 CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE**
**COMMUNE DE GRASSE - CLINIQUE ORSAC**
**TRAVAUX DE CONFORTEMENT MUR DE SOUTENEMENT AVENUE FOUQUES**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2026 - 105**

**DU 28 AVRIL 2026**

**ESPACES VERTS**
**PARTENARIAT PEDAGOGIQUE AVEC LE CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION AGRICOLE D'ANTIBES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La ville de Grasse a été saisie par le Centre de Formation Professionnelle et de la Promotion Agricole (CFPPA) du Campus Vert d'Azur d'Antibes pour mettre en œuvre un partenariat dans la gestion et l'entretien des arbres communaux. Le CFPPA propose en effet de réaliser des actions de formation sur les activités liées au métier d'Arboriste Elagueur. Il est ainsi proposé de conclure une convention de partenariat afin de formaliser les engagements réciproques de la Ville et du CFPPA, tout en garantissant un cadre juridique sécurisé.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT |
|---|---|---|
| DGST / Direction de la Proximité et du Cadre de vie / Service Espaces verts | / | / |

Monsieur Jean-François LAPORTE expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et plus particulièrement les articles L. 2121-29, L. 2122-22 et L. 2212-2,

Vu le Code de l'Education et notamment les articles L. 421-1, L. 421-7 et D. 337-51,

Vu le Code de l'Environnement dont les articles L. 110-1, L. 211-1, L. 371-1et R. 211-81,

Considérant l'intérêt général et pédagogique : La convention envisagée permettrait de renforcer les liens entre le monde éducatif et le territoire, en offrant aux apprenants du CFPPA des opportunités concrètes de mise en pratique de leurs compétences. Elle contribuerait également à sensibiliser les habitants de Grasse aux enjeux environnementaux, en particulier les jeunes publics, conformément aux objectifs des politiques locales de transition écologique,

Considérant la cohérence avec les politiques publiques locales : Ce partenariat s'inscrit dans la continuité des actions menées par la ville de Grasse en faveur de la biodiversité et de la gestion durable des espaces verts. Il permettrait de valoriser le patrimoine naturel grassois tout en promouvant des pratiques culturales respectueuses de l'environnement,

Considérant l'absence de charge financière : La convention ne prévoit pas d'échange financier entre les parties, ce qui en fait un projet très optimisé pour la Ville tout en générant des bénéfices significatifs en termes de gestion des espaces verts et de sensibilisation des publics.

La ville de Grasse, reconnue pour son patrimoine naturel et son engagement en faveur de la transition écologique, souhaite renforcer ses actions en matière de gestion durable des espaces verts et de sensibilisation des publics aux enjeux environnementaux. Dans ce cadre, un partenariat avec le Centre de Formation Professionnelle et de la Promotion Agricole (CFPPA) du Campus Vert d'Azur d'Antibes apparaît comme une opportunité majeure pour concrétiser ces objectifs.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20260428-2026-105-DE
Date de télétransmission : 29/04/2026
Date de réception préfecture : 29/04/2026

Le Campus Vert d'Azur, établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA), dispose d'une expertise reconnue en matière de formation aux métiers de l'agriculture, de l'horticulture et de l'agroécologie. Il accueille chaque année plus de 510 apprentis et 80 000 heures-stagiaires en formation continue, ainsi que 430 élèves et étudiants en formation initiale (Source 2).

Ce partenariat s'inscrit dans une double dynamique :

1. Pédagogique : Permettre aux apprenants du CFPPA de mettre en pratique leurs compétences sur des sites municipaux, tout en contribuant à la gestion écologique des espaces verts de Grasse.
2. Citoyenne : Sensibiliser les habitants, et en particulier les jeunes publics, à l'entretien des arbres et aux enjeux de la biodiversité.

La convention sera conclue pour une période allant de la date de signature jusqu'au 31 juillet 2027 et formalisera les engagements réciproques de la Ville et du CFPPA, tout en garantissant un cadre juridique sécurisé pour les interventions des apprenants sur le domaine public.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 9 avril 2026,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le principe du partenariat avec le Centre de Formation Professionnelle et de la Promotion Agricole (CFPPA) du Campus Vert d'Azur d'Antibes ;
- **APPROUVER** les termes de la convention de partenariat avec le Centre de Formation Professionnelle et de la Promotion Agricole (CFPPA) du Campus Vert d'Azur d'Antibes, dont le projet est annexé à la présente délibération ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention pour une durée allant de la date de signature jusqu'au 31 juillet 2027.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 29 AVR. 2026
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Mélanie ZARRILLO

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 29 AVR. 2026